

1994, chapitre 22

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES IMPÔTS, LA LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL

Projet de loi 15

présenté par M. André Vallerand, ministre du Revenu

Présenté le 12 mai 1994

Principe adopté le 1^{er} juin 1994

Adopté le 17 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Lois modifiées:

Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9)

Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17)

Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)

Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)

Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)

Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 25)

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1993, chapitre 16)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives (1993, chapitre 64)





CHAPITRE 22

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU MOYEN D'AVANTAGES FISCAUX

c. D-9, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Déduction
autorisée

«2. Toute compagnie qui est engagée, dans le Québec, dans l'exploitation d'une entreprise de fabrication ou de transformation peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable, un montant égal à 30 % des investissements qu'elle a faits au Québec dans cette entreprise au cours de la période commençant le 1^{er} avril 1968 et se terminant le 31 mars 1971.».

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES TRANSFERTS DE TERRAINS

c. D-17, a. 1,
mod.

2. 1. L'article 1 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17), modifié par l'article 570 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *d* à *f* de la définition de l'expression «contrepartie» par les suivants:

«*d*) le montant de la dette, en capital, intérêts et frais, qui est éteinte lorsqu'un créancier acquiert le droit de propriété d'un terrain par l'exercice d'une prise en paiement en conséquence d'une sûreté réelle grevant le terrain en sa faveur, sauf quant aux taxes municipales et scolaires;

«e) la valeur marchande d'un terrain au moment d'un transfert consistant en une emphytéose ou en un louage s'y rapportant, ou en un transfert du droit d'un locataire sur ce terrain;

«f) la valeur marchande d'un terrain au moment du transfert de ce terrain, lorsque le cessionnaire l'a acquis par acte à titre gratuit ou lorsqu'aucune contrepartie n'a été fournie ou stipulée dans la réquisition d'inscription du transfert;».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 1.1, aj.

3. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant:

Interpréta-
tion

«**1.1** Dans la présente loi et les règlements, toute référence à un conjoint doit s'interpréter comme si les règles prévues à l'article 2.2.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) s'appliquaient, compte tenu des adaptations nécessaires, à la présente loi. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. D-17, à 9,
mod.

4. 1. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Perception

«**9.** L'officier de la publicité des droits perçoit le paiement des droits, au moment de l'inscription du transfert, sauf s'ils ont déjà été payés au ministre; dans le cas d'un transfert réputé, le ministre perçoit le paiement des droits. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 10, remp.

5. 1. L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant:

Devoirs de
l'officier de
la publicité
des droits

«**10.** L'officier de la publicité des droits doit refuser d'inscrire un transfert s'il constate que la réquisition d'inscription du transfert ne contient pas les mentions requises par les articles 17 et 18, si le requérant ne présente pas la copie prévue à l'article 19 ou si le paiement des droits n'est pas fait, sauf, dans ce dernier cas, s'il y a exonération ou si le paiement est différé.

Pouvoir de
l'officier de
la publicité
des droits

Il peut refuser l'inscription du transfert s'il a des raisons sérieuses de croire que des droits doivent être payés et que le paiement n'est pas fait.

Devoirs de
l'officier de
la publicité
des droits

Il doit cependant inscrire le transfert sur présentation d'un reçu du ministre ou d'un autre officier de la publicité des droits attestant le paiement des droits relatifs au même transfert. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 13, mod.

6. 1. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

« *a*) tant que la réquisition d'inscription du transfert n'a pas été présentée à l'officier de la publicité des droits;

« *b*) si la contrepartie fournie par le cessionnaire excède le montant de la contrepartie mentionné dans la réquisition d'inscription du transfert, mais seulement pour la portion des droits applicables à l'excédent; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 15, remp.

7. 1. L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant:

Contrepartie
insuffisante

« **15.** Lorsque le ministre est d'avis que la valeur de la contrepartie est inférieure à la valeur marchande du bien qui fait l'objet du transfert au moment de celui-ci, la valeur de cette contrepartie est, nonobstant les mentions de la réquisition d'inscription du transfert, réputée égale à cette valeur marchande. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 17, mod.

8. 1. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit:

Mentions à
inclure dans
une réquisi-
tion d'ins-
cription d'un
transfert
relatif à un
terrain

« **17.** La réquisition d'inscription d'un transfert relatif à un terrain à un cessionnaire doit contenir, en la manière prescrite, les mentions suivantes:

a) le nom du cédant et celui du cessionnaire; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 18, remp.

9. 1. L'article 18 de cette loi est remplacé par le suivant:

Mentions à
inclure dans
une réquisi-
tion d'ins-
cription d'un
transfert
relatif à des
droits immo-
biliers

« **18.** La réquisition d'inscription d'un transfert relatif à des droits immobiliers à un cessionnaire, autre que celle visée à l'article 17, doit contenir, en la manière prescrite, les mentions visées aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f* et *i* de l'article 17. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 19, remp.

10. 1. L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant:

Documents
à présenter
lors de l'ins-
cription

« **19.** La personne qui requiert l'inscription d'un transfert relatif à un terrain ou à d'autres droits immobiliers à un cessionnaire doit, outre les documents requis pour l'inscription, présenter à l'officier de la publicité des droits une copie non vidimée de l'acte de transfert, de même que du sommaire ou de l'extrait si la réquisition est faite par l'un de ces moyens. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 20, remp.

11. 1. L'article 20 de cette loi est remplacé par le suivant :

Remise de
documents
au ministre

« **20.** L'officier de la publicité des droits avise le ministre de la mutation, aux intervalles prescrits, en lui transmettant la copie présentée par le requérant en vertu de l'article 19. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 21, texte
français,
ramp.

Remise de
chèques et
de déclara-
tions au
ministre

12. 1. L'article 21 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« **21.** L'officier de la publicité des droits remet au ministre, quotidiennement, les chèques représentant le paiement des droits, ainsi qu'une déclaration faite par lui en la forme prescrite. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 24, mod.

13. 1. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

Extension
du mot « ter-
rain »

« 2. Aux fins du paragraphe 1, le mot terrain comprend les droits sur un terrain découlant d'une emphytéose et d'un contrat de louage, pourvu que la période qui court à compter de la date du transfert jusqu'à celle de l'arrivée du terme du contrat de louage, y compris toute prolongation ou renouvellement y mentionné, est de 40 ans ou plus. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 32, remp.

Mentions à
inclure dans
la réquisi-
tion d'ins-
cription d'un
transfert

14. 1. L'article 32 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **32.** Le cessionnaire n'est admis à différer le paiement des droits que si, à la fois :

a) la réquisition d'inscription d'un transfert visée à l'article 17 contient les mentions suivantes :

i. l'engagement visé à l'article 29 ou la déclaration visée aux articles 30 ou 31 ;

ii. une stipulation d'hypothèque sur le terrain, par le cessionnaire en faveur du ministre, pour le montant des droits dont le paiement est différé;

b) la stipulation d'hypothèque visée au sous-paragraphe ii du paragraphe a est publiée. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 33, remp.

Mentions à inclure dans la déclaration à produire lors d'un transfert réputé

15. 1. L'article 33 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**33.** En cas de transfert réputé, le cessionnaire n'est admis à différer le paiement des droits que si, à la fois:

a) la déclaration visée à l'article 27 est notariée et en minute et contient les mentions suivantes:

i. l'engagement visé à l'article 29 ou la déclaration visée à l'article 31;

ii. une stipulation d'hypothèque sur le terrain, par le cessionnaire en faveur du ministre, pour le montant des droits dont le paiement est différé;

b) la stipulation d'hypothèque visée au sous-paragraphe ii du paragraphe a est publiée et communiquée avec un certificat d'inscription au ministre. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 40, mod.

16. 1. L'article 40 de cette loi, modifié par l'article 571 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit:

Cessionnaire dont l'entreprise consiste dans le prêt d'argent assorti de sûretés réelles

«**40.** Il y a exonération du paiement des droits lorsque l'entreprise du cessionnaire consiste dans le prêt d'argent assorti de sûretés réelles, pourvu que la réquisition d'inscription du transfert mentionne l'accomplissement des conditions suivantes: ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 41, mod.

17. 1. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Corporation d'assurance, filiale d'une telle corporation

«**41.** 1. Il y a exonération du paiement des droits lorsque le cessionnaire est une personne décrite au paragraphe 2, pourvu que

la réquisition d'inscription du transfert mentionne la qualité de cette personne au sens dudit paragraphe et le fait qu'elle remplit l'une des conditions prévues aux paragraphes 3 à 6. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 42, mod.

13. 1. L'article 42 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par ce qui suit :

Transfert
dans un
même
groupe cor-
poratif

« **42.** 1. Il y a exonération du paiement des droits dans les cas suivants, pourvu que la réquisition d'inscription du transfert mentionne le fait que : ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 43, mod.

19. 1. L'article 43 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Transfert
entre une
personne
physique et
une corpora-
tion

« **43.** Il y a exonération du paiement des droits, dans les cas suivants, pourvu que la réquisition d'inscription du transfert mentionne le fait que : ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 44, mod.

20. 1. L'article 44 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Exonérations

« **44.** Il y a exonération du paiement des droits dans les cas suivants, pourvu que la réquisition d'inscription du transfert mentionne le fait que : » ;

2^o par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

Contrat de
louage de
moins de
40 ans

« *b*) l'acte de transfert est relatif au louage d'un terrain ou au transfert d'un droit d'un locataire sur un terrain, pourvu que la période qui court à compter de la date du transfert jusqu'à celle de l'arrivée du terme du contrat de louage, y compris toute prolongation ou tout renouvellement y mentionné, n'excède pas 40 ans ; » ;

3^o par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

Transfert
en ligne
directe,
entre con-
joints

« *e*) l'acte est relatif au transfert d'un terrain soit en ligne directe, ascendante ou descendante, soit entre conjoints, soit entre le père ou la mère d'un particulier et le conjoint de ce dernier, soit entre le conjoint d'un particulier et le fils ou la fille du particulier ; ».

2. Les sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

3. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. D-17,
a. 44.1, mod.

21. 1. L'article 44.1 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par ce qui suit :

Exonérations

« **44.1** 1. Il y a exonération du paiement des droits lorsque la réquisition d'inscription du transfert mentionne l'accomplissement des conditions suivantes : ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 45, mod.

22. 1. L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) en raison d'un transfert d'actions, d'intérêt ou de participation, selon le cas, soit en ligne directe, ascendante ou descendante, soit entre conjoints, soit entre le père ou la mère d'un particulier et le conjoint de ce dernier, soit entre le conjoint d'un particulier et le fils ou la fille du particulier ; ou ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. D-17,
a. 46, mod.

23. 1. L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Mention obli-
gatoire

« La réquisition d'inscription d'un transfert visée à l'article 17 ou la déclaration visée à l'article 27 doit mentionner l'entente, laquelle doit être annexée à la réquisition ou à la déclaration. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. D-17,
a. 47, texte
français,
mod.

24. 1. L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte français, du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) faciliter la perception des droits et pour nommer des personnes, autres que les officiers de la publicité des droits, pour percevoir les droits ; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

c. F-2.1,
a. 221, mod.

25. 1. L'article 221 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), remplacé par l'article 3 du chapitre 19 des lois de 1993,

est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

Taxes à
payer

« **221.** Sous réserve de l'article 224, une personne qui exploite ou a exploité un réseau dont certains immeubles ne sont pas portés au rôle, en vertu des articles 66 à 68, doit payer, à titre de taxe foncière municipale sur ces immeubles et sur les terrains en constituant l'assiette et visés au paragraphe 7° de l'article 204, pour chaque exercice financier municipal coïncidant avec une année civile donnée, dans le cas d'un réseau de distribution de gaz ou de télécommunication, une taxe sur son revenu imposable et, dans le cas d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique, une taxe sur son revenu brut imposable, pour chaque exercice financier terminé pendant l'année civile précédant l'année donnée, égale à : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier d'une personne qui exploite un réseau de distribution de gaz ou de télécommunication, qui se termine après le 14 mai 1992.

c. F-2.1,
a. 224, remp.

26. 1. L'article 224 de cette loi est remplacé par le suivant :

Réseau à
l'extérieur
du Québec

« **224.** Lorsqu'une personne visée à l'article 221 exploite ou a exploité un réseau de distribution de gaz ou de télécommunication qui n'est pas confiné au Québec, la taxe qu'elle doit payer pour un exercice financier en vertu de cet article est égale à la proportion de la taxe qui serait établie pour l'exercice financier, en l'absence du présent article, représentée par le rapport entre la partie de son revenu brut, provenant d'une entreprise visée au paragraphe 4° de l'article 228, qui peut raisonnablement être attribuée au Québec pour cet exercice financier et la partie de son revenu brut, provenant de cette entreprise, qui peut raisonnablement être attribuée à une juridiction donnée pour cet exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 14 mai 1992.

c. F-2.1,
a. 228.2, aj.

27. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 228.1, édicté par l'article 6 du chapitre 19 des lois de 1993, du suivant :

Montants à
inclure dans
le calcul du
revenu ou
de la perte
provenant
de l'exploita-
tion d'un
réseau

« **228.2** Lorsqu'une personne exploite ou a exploité un réseau de distribution de gaz ou de télécommunication et qu'elle paie ou s'engage à payer, à l'égard d'un exercice financier donné, à une personne à laquelle elle est liée, au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), ou qui lui serait liée si cette dernière personne, appelée « personne donnée » dans le présent article, était assujettie

à cette dernière loi, un montant que l'on peut raisonnablement considérer comme payé ou à payer pour la mise à sa disposition d'un tel réseau, de matériel ou d'équipement que l'on peut raisonnablement attribuer à l'exploitation d'un tel réseau, chaque montant visé au deuxième alinéa doit être inclus dans le calcul du revenu ou de la perte de cette personne provenant de l'exploitation de ce réseau pour cet exercice financier donné.

Montants
visés

Les montants qui doivent être inclus dans le calcul du revenu ou de la perte de la personne visée au premier alinéa sont ceux qui sont déductibles en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, à l'égard du réseau, du matériel ou de l'équipement, dans le calcul du revenu de la personne donnée pour son exercice financier qui se termine au cours de l'exercice financier donné, ou qui seraient ainsi déductibles si la personne donnée était assujettie à la Loi sur les impôts, à titre d'intérêts ou en vertu des articles 130, 130.1, 147, des paragraphes *a* et *b* de l'article 148, du paragraphe *d* de l'article 157, des articles 176 et 176.4 et du paragraphe 1 de l'article 179 de la Loi sur les impôts. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier d'une personne qui exploite un réseau de distribution de gaz ou de télécommunication, qui se termine après le 14 mai 1992.

c. F-2.1,
a. 229, mod.

28. 1. L'article 229 de cette loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 19 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Articles con-
sidérés
comme une
loi fiscale

« **229.** Les articles 220.2 à 220.13, 221, 224, 225, 226 à 228.1 et 265 sont considérés comme une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 14 mai 1992.

c. F-2.1,
a. 262, mod.

29. 1. L'article 262 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 3°.

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 14 mai 1992.

c. F-2.1,
a. 524, ab.

30. L'article 524 de cette loi est abrogé.

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL

c. I-1,
aa. 7.1.1 et
7.1.2, aj.

31. 1. La Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) est modifiée par l'insertion, après l'article 7.1, des suivants:

Acceptation
d'un bon
rembour-
sable

« **7.1.1** Lorsque le vendeur d'un bien mobilier accepte à titre de considération totale ou partielle pour la vente de ce bien un bon qui donne droit à l'acheteur à une réduction du prix égale à un montant fixe précisé sur le bon et que le vendeur peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un montant lui soit payé par une autre personne pour le rachat du bon, aux fins des articles 6 et 7, le prix d'achat du bien ainsi vendu est réputé égal à celui qui serait déterminé si le bon n'était pas accepté, sauf en ce qui concerne l'application de l'article 13.

Acceptation
d'un bon
non rem-
boursable

« **7.1.2** Lorsque le vendeur d'un bien mobilier accepte à titre de considération totale ou partielle pour la vente de ce bien un bon qui donne droit à l'acheteur à une réduction du prix égale à un montant fixe précisé sur le bon et que le vendeur peut raisonnablement s'attendre à ce qu'aucun montant ne lui soit payé par une autre personne pour le rachat du bon, aux fins des articles 6 et 7, le vendeur doit considérer que le bon:

1° soit réduit le prix d'achat de la manière prévue à l'article 7.2;

2° soit constitue un paiement partiel en argent qui ne réduit pas le prix d'achat auquel cas l'article 7.1.1 s'applique et il peut demander une compensation, dans son rapport qu'il doit transmettre au ministre pour le mois durant lequel le bon a été accepté, égale au montant obtenu en multipliant 8/108 par le montant fixe précisé sur le bon. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

c. I-1, a. 7.2,
mod.

32. 1. L'article 7.2 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Certificat-
cadeau

« Le bon visé au premier alinéa est celui qui peut être échangé contre un bien mobilier ou qui peut procurer un rabais à l'acheteur d'un tel bien, et à l'égard duquel l'article 7.1.1 ne s'applique pas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

c. I-1, a. 7.3,
aj.

33. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.2, du suivant:

Bon

« **7.3** Aux fins des articles 7.1.1 à 7.2, un bon ne comprend pas un certificat-cadeau. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

c. I-1,
a. 15.1, aj.

34. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

Application
de l'article 14

« **15.1** Pour l'application de l'article 14 et malgré l'article 24 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), lorsque le vendeur d'un bien mobilier a droit à une compensation en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7.1.2, il peut soustraire des montants perçus dont il doit faire rapport et qu'il doit transmettre le montant de cette compensation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

c. I-1, a. 17,
mod.

35. 1. L'article 17 de cette loi est modifié:

1^o par l'insertion, après le sous-paragraphe iv du paragraphe 1.1, du suivant:

« iv.1 d'une aérochambre ou d'un inhalateur doseur utilisés pour le traitement de l'asthme, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

2^o par l'insertion, après le sous-paragraphe xx de ce paragraphe, des sous-paragraphe suivants:

« xx.1 d'un dispositif de compression des membres, d'une pompe intermittente ou d'un appareil semblable utilisés dans le traitement du lymphoedème, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin;

« xx.2 d'un cathéter pour injection sous-cutanée ou d'une lancette, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

3^o par l'insertion, après le sous-paragraphe xxii de ce paragraphe, du suivant:

« xxii.1 d'une orthèse, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

4^o par l'insertion, après le sous-paragraphe xxx de ce paragraphe, du suivant:

« xxx.1 d'un chien dressé ou devant être dressé pour aider un malentendant à l'égard de problèmes découlant de sa déficience, acheté ou vendu par une organisation exploitée dans le but de procurer à des malentendants de tels chiens; »;

5^o par l'addition, après le sous-paragraphe xxxii de ce paragraphe, des sous-paragraphe suivants:

«xxxiii. de bas de compression graduée, de bas anti-embolie ou d'articles similaires, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin;

«xxxiv. de vêtements, conçus spécialement pour l'usage d'une personne handicapée, à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin;»;

6° par l'insertion, après le paragraphe *l.4*, de ce qui suit:

«*l.5*) à la vente d'une drogue visée à l'annexe C de la Loi sur les aliments et drogues (Statuts du Canada);

«*l.6*) à la vente de sperme humain;»;

7° par l'insertion, avant le paragraphe *p*, du suivant:

«*o.1*) aux ventes de coquelicots ou de couronnes faites par le ministre des Anciens combattants dans le cadre de l'exploitation d'un atelier protégé, par la direction nationale, par une direction provinciale ou par une filiale de la Légion royale canadienne;».

2. Sous réserve des paragraphes 3 à 5, le paragraphe 1 s'applique à l'apport d'un bien mobilier au Québec après le 5 novembre 1991 ainsi qu'à la vente au Québec effectuée après cette date dont le prix de vente devient dû ou est payé après le 31 décembre 1990, à l'exception de la vente à l'égard de laquelle:

a) soit nulle partie du prix ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) soit la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acheteur avant le 1^{er} octobre 1991.

3. Le paragraphe *l.5* de l'article 17 de cette loi que le paragraphe 1 édicte s'applique aux drogues apportées au Québec après le 31 mars 1991 ainsi qu'aux ventes effectuées au Québec dont le prix de vente devient dû ou est payé après le 31 mars 1991 et dont nulle partie du prix de vente n'est devenue due ou n'a été payée avant le 1^{er} avril 1991.

4. Le paragraphe *l.6* de l'article 17 de cette loi que le paragraphe 1 édicte s'applique au sperme humain apporté au Québec après le 30 avril 1991 ainsi qu'aux ventes effectuées au Québec dont le prix de vente devient dû ou est payé après le 31 mars 1991 et dont nulle partie du prix de vente n'est devenue due ou n'a été payée avant le 1^{er} avril 1991.

5. Le paragraphe *o.1* de l'article 17 de cette loi que le paragraphe 1 édicte s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

c. I-1,
a. 18.1, mod.

36. 1. L'article 18.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *o* par le suivant :

«*o*) la crème-dessert, incluant les gélatine aromatisée, mousse, dessert fouetté aromatisé ou tout autre produit semblable à la crème-dessert, ou les boissons autres que le lait non aromatisé, sauf s'ils rencontrent l'une des conditions suivantes :

i. ils sont préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés ;

ii. ils sont vendus en un ensemble de plusieurs portions individuelles, pré-emballé par le fabricant ou le producteur ;

iii. ils sont vendus en boîte, bouteille ou autre contenant d'origine dont le contenu dépasse une portion individuelle ; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991. Toutefois, le paragraphe *o* de l'article 18.1 qu'il édicte doit se lire comme suit pour son application à une vente à l'égard de laquelle la taxe aurait été payable avant le 28 mars 1991 n'eût été de ce paragraphe *o*, à une vente à l'égard de laquelle un montant a été payé à titre de taxe avant cette date ou à l'apport au Québec d'un bien avant cette date :

«*o*) la crème-dessert, le yogourt ou les boissons autres que le lait non aromatisé, sauf s'ils rencontrent l'une des conditions suivantes :

i. ils sont préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés ;

ii. ils sont vendus en un ensemble de plusieurs portions individuelles, pré-emballé par le fabricant ou le producteur ;

iii. ils sont vendus en boîte, bouteille ou autre contenant d'origine dont le contenu dépasse une portion individuelle ; ».

Entrée en
vigueur
rétroactive

37. L'application à compter du 1^{er} janvier 1991 d'une disposition de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) que la présente loi édicte s'effectue conformément à l'article 58 du chapitre 60 des lois de 1990.

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

38. 1. L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), modifié par l'article 1 du chapitre 79 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de la définition du mot «tabac» par la suivante:

«tabac» ««tabac»: le tabac sous quelque forme qu'il soit consommé, y compris le tabac à priser mais ne comprend pas le tabac en feuilles dont le traitement ne dépasse pas l'étape du séchage, ni les parties brisées de ces feuilles de tabac;».

2. Le présent article a effet depuis le 16 novembre 1991. Toutefois, pour la période qui commence le 16 novembre 1991 et qui se termine le 23 avril 1993, la définition du mot «tabac» contenue à cet article doit se lire comme suit:

«tabac» ««tabac»: le tabac sous quelque forme qu'il soit consommé, y compris le tabac à priser mais ne comprend pas le tabac brut en feuilles;».

c. I-2, a. 8,
mod.

39. 1. L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 79 des lois de 1993 et remplacé par l'article 1 du chapitre 42 des lois de 1994, est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) 0,0138 \$ par cigarette et par cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;»;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) 50 % du prix de vente en détail de chaque cigare autre que le cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;».

2. Le présent article a effet depuis le 16 novembre 1991. Toutefois, les paragraphes *a* et *c* de l'article 8 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac, que le présent article édicte, doivent se lire comme suit:

a) pour la période qui commence le 16 novembre 1991 et qui se termine le 31 décembre 1991:

«*a*) 0,0576 \$ par cigarette et par cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;

«c) 82 % du prix de vente en détail de chaque cigare autre que le cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;»;

b) pour la période qui commence le 1^{er} janvier 1992 et qui se termine le 8 février 1994:

«a) 0,0688 \$ par cigarette et par cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;

«c) 95 % du prix de vente en détail de chaque cigare autre que le cigare dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare;».

c. I-2, a. 10,
mod.

40. 1. L'article 10 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Exclusions

«Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard des cigares dont le prix de vente en détail ne dépasse pas 0,15 \$ par cigare.».

2. Le présent article a effet depuis le 16 novembre 1991.

LOI SUR LES IMPÔTS

c. I-3, a. 1,
mod.

41. 1. L'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 1 du chapitre 16 des lois de 1993, par l'article 12 du chapitre 19 des lois de 1993, par l'article 4 du chapitre 64 des lois de 1993 et par l'article 15 du chapitre 13 des lois de 1994, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, avant la définition de l'expression «Conseil du trésor», de la définition suivante:

«compte de
stabilisation
du revenu
net»

««compte de stabilisation du revenu net» signifie un compte d'un contribuable dans le cadre du programme du compte de stabilisation du revenu net institué aux termes de la Loi sur la protection du revenu agricole (Statuts du Canada);»;

2° par le remplacement de la définition de l'expression «corporation» par la suivante:

«corpora-
tion» et
«corpora-
tion consti-
tuée au
Canada»

««corporation» comprend toute corporation légalement constituée quels que soient la nature et l'endroit de sa constitution et «corporation constituée au Canada» comprend toute corporation constituée dans toute région du Canada avant ou après être devenue partie du Canada;»;

3° par le remplacement, dans la définition de l'expression « corporation qui exploite une petite entreprise », de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« corpora-
tion qui
exploite une
petite entre-
prise »

« « corporation qui exploite une petite entreprise » à un moment donné désigne, sous réserve de l'article 726.6.2 et étant entendu que, pour l'application de la présente définition, la juste valeur marchande d'un compte de stabilisation du revenu net est réputée nulle, une corporation privée dont le contrôle est canadien et dont la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des éléments de l'actif est attribuable à des éléments de l'actif qui, à ce moment : » ;

4° par le remplacement des paragraphes *d* et *e* de la définition de l'expression « coût indiqué » par les suivants :

« *d*

« *e*

5° par l'insertion, après la définition de l'expression « fiducie », de la définition suivante :

« fiducie au
profit d'un
athlète ama-
teur »

« « fiducie au profit d'un athlète amateur » a le sens que lui donne l'article 851.34 ; » ;

6° par le remplacement de la définition de l'expression « frère » par la suivante :

« frère »

« « frère » d'un contribuable comprend le frère du conjoint du contribuable et le conjoint de la soeur du contribuable ; » ;

7° par le remplacement de la définition de l'expression «grand-mère» par la suivante:

« grand-
mère »

« «grand-mère» d'un contribuable comprend la grand-mère du conjoint du contribuable et le conjoint du grand-père du contribuable; »;

8° par l'insertion, après la définition de l'expression «grand-mère», de la définition suivante:

« grand-
oncle »

« «grand-oncle» d'un contribuable comprend le conjoint de la grand-tante du contribuable; »;

9° par le remplacement de la définition de l'expression «grand-père» par la suivante:

« grand-
père »

« «grand-père» d'un contribuable comprend le grand-père du conjoint du contribuable et le conjoint de la grand-mère du contribuable; »;

10° par l'insertion, après la définition de l'expression «grand-père», de la définition suivante:

« grand-
tante »

« «grand-tante» d'un contribuable comprend le conjoint du grand-oncle du contribuable; »;

11° par la suppression de la définition de l'expression «mère»;

12° par l'insertion, après la définition de l'expression «municipalité», des définitions suivantes:

« neveu »

« «neveu» d'un contribuable comprend le neveu du conjoint du contribuable;

« nièce »

« «nièce» d'un contribuable comprend la nièce du conjoint du contribuable; »;

13° par le remplacement de la définition de l'expression «obligation d'une petite entreprise» par la suivante:

« obligation
d'une petite
entreprise »

« «obligation d'une petite entreprise» a le sens que lui donne l'article 119.15; »;

14° par l'insertion, après la définition de l'expression «obligation d'une petite entreprise», de la définition suivante:

« oncle »

« «oncle» d'un contribuable comprend le conjoint de la tante du contribuable; »;

15° par la suppression de la définition de l'expression «père»;

16° par le remplacement de la définition de l'expression « personne » par la suivante :

« personne » « « personne » ou tout mot ou expression désignant une personne, comprend une corporation et une entité qui est exonérée, conformément au livre VIII, de l'impôt en vertu de la présente partie, ainsi que les héritiers, liquidateurs de succession, administrateurs ou autres représentants légaux de cette personne, selon la loi de la partie du Canada visée par le contexte; »;

17° par l'insertion, après la définition de l'expression « revenu imposable », de la définition suivante :

« second fonds du compte de stabilisation du revenu net » signifie la partie du compte de stabilisation du revenu net d'un contribuable qui est visée à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi sur la protection du revenu agricole (Statuts du Canada); »;

18° par le remplacement de la définition de l'expression « soeur » par la suivante :

« soeur » « « soeur » d'un contribuable comprend la soeur du conjoint du contribuable et le conjoint du frère du contribuable; »;

19° par l'insertion, après la définition de l'expression « succession », de la définition suivante :

« tante » « « tante » d'un contribuable comprend le conjoint de l'oncle du contribuable; »;

20° par l'insertion, après la définition de l'expression « taxe sur les produits et services », de la définition suivante :

« titre de créance indexé » signifie un titre de créance dont les modalités prévoient un ajustement, déterminé en fonction d'une variation du pouvoir d'achat de la monnaie, d'un montant payable à l'égard du titre pour une période au cours de laquelle il était en circulation; »;

21° par le remplacement de la définition de l'expression « titre de développement » par la suivante :

« titre de développement » a le sens que lui donne l'article 119.2; ».

2. Les sous-paragraphe 1°, 3° et 17° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1991.

3. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *d* de la définition de l'expression « coût indiqué » prévue à l'article 1 de la Loi sur les impôts, s'applique, dans le cas d'une corporation, à une année d'imposition de celle-ci qui commence après le 30 juin 1987 et, dans les autres cas, à un exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987. Toutefois, pour la période qui précède le 14 juillet 1990, le paragraphe *d* de cette définition, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit :

« *d*) dans le cas d'une immobilisation intangible relativement à une entreprise, les 4/3 du montant qui, en l'absence de l'article 106.1, correspondrait à la partie admise des immobilisations intangibles du contribuable à l'égard de cette entreprise, à ce moment ; ».

4. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *e* de la définition de l'expression « coût indiqué » prévue à l'article 1 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

5. Le sous-paragraphe 5° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

6. Les sous-paragaphes 6° à 12°, 14°, 15°, 18° et 19° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

7. Les sous-paragaphes 13° et 21° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

8. Le sous-paragraphe 16° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994. Toutefois, lorsque la définition de l'expression « personne » prévue à l'article 1 de la Loi sur les impôts, que ce sous-paragraphe édicte, s'applique après le 31 décembre 1993 et avant le 17 juin 1994, elle doit se lire comme suit :

« personne »

« « personne » ou tout mot ou expression désignant une personne, comprend toute corporation constituée, les héritiers, liquidateurs de succession, administrateurs ou autres représentants légaux de cette personne, selon la loi de la partie du Canada visée par le contexte ; ».

9. Le sous-paragraphe 20° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre de créance indexé émis après le 16 octobre 1991.

c. I-3, a. 2,
rempl.

42. 1. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant :

Référence
au père ou à
la mère

« **2.** Dans la présente partie et les règlements, les mots se rapportant au père ou à la mère d'un contribuable comprennent une personne dont le contribuable est l'enfant, dont le contribuable a été antérieurement l'enfant au sens du paragraphe *b* de la définition de

l'expression « enfant » prévue à l'article 1 ou qui est le père ou la mère du conjoint du contribuable. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3, a. 2.2,
rempl.

43. 1. L'article 2.2 de cette loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 14 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

« conjoint »
et « ex-
conjoint »

« **2.2** Pour l'application de l'article 2.1, des paragraphes *a* à *b.0.1* de l'article 312, des articles 313 à 313.0.5, des sous-paragraphes *a*, *a.0.1* et *b* du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 336, des articles 336.1 à 336.4, 440, 441.1, 454, 456.1 et 462.0.1, de la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1, des articles 653, 656.3, 656.5 et 913, du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 961.17, des articles 965.0.9, 965.0.11, 971.2 et 971.3 et de la section II.11 du chapitre III.1 du titre III du livre IX, les expressions « conjoint » et « ex-conjoint » d'un particulier donné comprennent un particulier de sexe opposé qui est partie, avec le particulier donné, à un mariage annulable ou annulé, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque l'article 2.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte :

a) s'applique à l'année d'imposition 1991, il doit se lire sans tenir compte de « et de la section II.11 du chapitre III.1 du titre III du livre IX » ;

b) a effet avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y remplaçant :

i. « des paragraphes *a* à *b.0.1* de l'article 312 » par « des paragraphes *a* et *b* de l'article 312 » ;

ii. « des sous-paragraphes *a*, *a.0.1* et *b* du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 336 » par « des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 336 » ;

c) s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y remplaçant « 441.1 » par « 441.1, 443 ».

c. I-3,
aa. 2.2.1 et
2.2.2, aj.

44. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, des suivants :

Référence
au conjoint
ou au
mariage

« **2.2.1** Dans la présente partie et les règlements :

a) les mots se rapportant au conjoint d'un contribuable à un moment quelconque comprennent la personne de sexe opposé qui, à ce moment, vit maritalement avec le contribuable et soit a ainsi vécu avec le contribuable tout au long d'une période de 12 mois se terminant à ce moment, soit est le père ou la mère d'un enfant dont le contribuable est le père ou la mère;

b) une référence au mariage doit se lire comme si l'union de deux particuliers dont l'un est le conjoint de l'autre par l'effet du paragraphe *a* constituait un mariage;

c) les dispositions applicables à une personne qui est mariée s'appliquent à une personne qui est, par l'effet du paragraphe *a*, le conjoint d'un contribuable;

d) les dispositions qui s'appliquent à une personne qui n'est pas mariée ne s'appliquent pas à une personne qui est, par l'effet du paragraphe *a*, le conjoint d'un contribuable.

Présomption

Pour l'application du paragraphe *a* du premier alinéa, le contribuable et la personne y visés qui vivent maritalement à un moment quelconque sont réputés vivre ainsi à un moment donné après ce moment, sauf s'ils vivaient séparés au moment donné en raison de l'échec de leur union et si cette séparation s'est poursuivie durant une période d'au moins 90 jours qui comprend le moment donné.

Sens du mot
«héritier»

«**2.2.2** Pour l'application des articles 47.2 et 47.4, du paragraphe *a* de l'article 47.5, des articles 209.3 et 317, du paragraphe *b* de l'article 609, du paragraphe *c* de l'article 894 et du paragraphe *m* de l'article 998, l'expression «héritier» comprend un légataire particulier.».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte l'article 2.2.1 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 1^{er} janvier 1993 et, lorsqu'il édicte l'article 2.2.2 de cette loi, a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3, a. 4,
mod.

45. 1. L'article 4 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* par ce qui suit:

Calcul du
montant à
soustraire

«**4.** Le montant qu'un contribuable doit soustraire de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 3 est:

a) lorsque le contribuable est un conjoint survivant de l'employé et est la seule personne qui a reçu un montant visé à l'article 3, le moindre: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« b) dans les autres cas, le moindre :

i. soit de l'ensemble des montants ainsi reçus par le contribuable dans l'année;

ii. soit de la proportion de 10 000 \$ représentée par le rapport entre l'ensemble visé au sous-paragraphe i et l'ensemble des montants reçus par tout contribuable lors du décès de l'employé, ou après ce décès, en reconnaissance des services de l'employé dans une charge ou un emploi. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3, a. 7.1,
texte fran-
çais, mod.

46. 1. L'article 7.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte français, du paragraphe *b* par le suivant :

« b) en raison d'une répudiation ou d'un abandon par une personne qui était un bénéficiaire en vertu du testament ou autre acte testamentaire du contribuable ou de son conjoint ou un bénéficiaire de la succession *ab intestat* du contribuable ou de son conjoint. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3, a. 7.2,
texte fran-
çais, remp.

47. 1. L'article 7.2 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

Présomption

« **7.2** L'abandon, à l'égard d'un bien qui était celui d'un contribuable immédiatement avant son décès, par une personne qui était un bénéficiaire en vertu du testament ou autre acte testamentaire du contribuable ou de la succession *ab intestat* du contribuable, est réputé, pour l'application de la présente partie, ne pas être une aliénation du bien par cette personne. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
aa. 7.4.1 et
7.4.2, aj.

48. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.4, des suivants :

Fiducie
réputée
créée par
testament

« **7.4.1** Dans la présente partie et les règlements, une fiducie est réputée créée par le testament d'un particulier si elle est créée par une ordonnance rendue par un tribunal à l'égard de la succession de ce particulier en vertu d'une loi d'une province prévoyant une aide ou un soutien aux personnes à la charge d'un particulier.

Bien irrévocablement
dévolu

« **7.4.2** Pour l'application de la présente partie et des règlements, un bien est réputé n'avoir été irrévocablement dévolu à

un particulier, autre qu'une fiducie, ou à une fiducie créée par le testament d'un contribuable et dont le conjoint du contribuable est bénéficiaire, que s'il a été ainsi dévolu avant le décès du particulier ou du conjoint, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte l'article 7.4.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1990 et, lorsqu'il édicte l'article 7.4.2 de cette loi, s'applique à l'égard d'un décès qui survient après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 7.6,
rempl.

49. 1. L'article 7.6 de cette loi est remplacé par le suivant :

Ententes
fiscales

« **7.6** Malgré toute autre disposition de la présente loi, lorsque le ministre et une autre personne qui est partie à une convention visée au paragraphe 1 de l'article 115.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), concluent une entente donnée à l'égard de l'imposition de cette autre personne relativement aux matières visées par cette convention, les montants déterminés et les décisions prises en conformité avec l'entente donnée sont réputées conformes à la présente loi.

Transfert de
droits et
obligations

Lorsque des droits et des obligations en vertu de l'entente donnée visée au premier alinéa sont transférés à une autre personne avec l'accord du ministre, cette autre personne est réputée, pour l'application du premier alinéa, avoir conclu l'entente donnée avec le ministre. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1985.

c. I-3, a. 7.9,
mod.

50. 1. L'article 7.9 de cette loi, édicté par l'article 6 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) un droit d'usage est réputé être une fiducie, établie par testament lorsque le droit a été ainsi établi, et un bien sur lequel porte le droit est réputé avoir été transféré à la fiducie et détenu en fiducie et non autrement; » ;

2^o par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) un bien visé aux paragraphes *a* à *c* est réputé avoir été transféré au décès du testateur et en raison de ce décès lorsque l'usufruit, le droit d'usage ou la substitution, selon le cas, a été établi par testament. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 7.11.1, aj.

51. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.11, édicté par l'article 6 du chapitre 16 des lois de 1993, du suivant :

*Beneficial
interest
dans une
fiducie*

« **7.11.1** Pour l'application de la présente partie et des règlements, une personne ou société a un *beneficial interest* dans une fiducie si elle a un droit, immédiat ou futur, conditionnel ou non, ou sujet à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire d'une ou de plusieurs personnes, de recevoir la totalité ou une partie du revenu ou du capital de la fiducie soit directement de la fiducie ou indirectement par l'entremise d'une ou de plusieurs autres fiducies. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. I-3,
a. 7.14, aj.

52. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.13, édicté par l'article 6 du chapitre 16 des lois de 1993, du suivant :

*Détermina-
tion de rési-
dence*

« **7.14** L'application de la présente loi et des règlements ne peut être modifiée par l'article 77 du Code civil du Québec aux fins de déterminer si une personne réside ou non au Québec, au Canada ou ailleurs. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
partie I,
livre I,
titre II,
chap. II,
intitulé,
texte fran-
çais, remp.

53. 1. L'intitulé du chapitre II du titre II du livre I de la partie I de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« RÉSIDENCE RÉPUTÉE ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 11.2, ab.

54. 1. L'article 11.2 de cette loi, édicté par l'article 589 du chapitre 57 des lois de 1992, est abrogé.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 21.3, remp.

55. 1. L'article 21.3 de cette loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

*Cas où une
personne
n'est pas
réputée
acquiescer le
contrôle*

« **21.3** Une personne est réputée ne pas avoir acquis le contrôle d'une corporation donnée, ou d'une corporation contrôlée par celle-ci, en raison du rachat, de l'acquisition ou de l'annulation des actions de la corporation donnée, si elle était liée, autrement qu'en raison d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, à la corporation donnée immédiatement avant le rachat, l'acquisition ou l'annulation, si elle acquiert ces actions par suite de la distribution des biens de la succession d'une personne à qui elle était liée, si elle est un liquidateur

de succession, un fiduciaire ou un administrateur d'une succession qui acquiert ces actions en raison du décès d'une autre personne ou si elle est une nouvelle corporation résultant d'une fusion, au sens de l'article 544, à l'égard de laquelle chaque corporation remplacée était liée, autrement qu'en raison d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, à la corporation donnée immédiatement avant la fusion. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

56. 1. L'article 21.10.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

c. I-3,
a. 21.10.1,
rempl.
Dividende
réputé reçu
à titre d'inté-
rêt

« **21.10.1** La règle prévue à l'article 21.10 s'applique également lorsqu'une corporation donnée reçoit, dans une année d'imposition, d'une corporation qui ne réside pas au Canada un dividende sur une action, autre qu'une action privilégiée à terme, qui est soit une action de régime transitoire, soit une action émise avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et qui n'est pas réputée avoir été émise après ce moment en vertu de l'article 740.3.1, s'il s'agit d'un dividende à l'égard duquel aucune déduction n'aurait pu être faite en vertu des articles 738, 740 ou 845, en raison de l'application des articles 740.2 à 740.3.1 tels qu'ils se lisaient le 17 juin 1987, si la corporation qui a versé le dividende avait été une corporation canadienne imposable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un dividende reçu ou réputé reçu sur une action acquise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987.

57. 1. L'article 21.18 de cette loi est modifié :

c. I-3,
a. 21.18, mod.

1^o par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Règles appli-
cables

« **21.18** Les règles suivantes s'appliquent aux fins de déterminer si un contribuable est un actionnaire désigné d'une corporation à un moment quelconque : » ;

2^o par le remplacement, dans le texte français, du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) chaque bénéficiaire d'une fiducie est réputé propriétaire de la proportion de toutes les actions du capital-actions d'une corporation dont la fiducie est propriétaire à ce moment, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, à ce moment, de son *beneficial interest* dans la fiducie et celle, au même moment, de tous les *beneficial interests* dans la fiducie ; » ;

3^o par la suppression, à la fin du paragraphe *c*, du mot « et » ;

4° par l'addition, après le paragraphe *d*, du suivant :

« *e*) malgré le paragraphe *b*, lorsque la part d'un bénéficiaire dans le revenu ou le capital de la fiducie dépend de l'exercice ou du non-exercice par une personne d'une faculté d'élire, le bénéficiaire est réputé propriétaire de chaque action du capital-actions de la corporation dont la fiducie est propriétaire à ce moment. ».

2. Les sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

3. Les sous-paragraphes 3° et 4° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1992.

58. 1. L'article 21.22 de cette loi est remplacé par le suivant :

c. I-3,
a. 21.22,
rempl.
Corporations réputées ne pas être associées

« **21.22** Lorsque, en l'absence du présent article, deux corporations seraient associées entre elles dans une année d'imposition en raison de leur contrôle par le même fiduciaire ou le même liquidateur de succession et qu'il est établi, à la satisfaction du ministre, que ce contrôle n'a pas été acquis par suite de la création d'une ou de plusieurs fiducies ou de l'ouverture d'une ou de plusieurs successions par le même particulier ou par des particuliers ayant un lien de dépendance entre eux et que la fiducie ou la succession, en vertu de laquelle le fiduciaire ou le liquidateur de succession a acquis le contrôle de chaque corporation, n'a débuté qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou dont la succession s'est ouverte, ces corporations sont réputées, pour l'application de la présente partie, ne pas être associées entre elles dans cette année. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 21.38,
texte français, rempl.

Montant d'aide réputé remboursé

59. 1. L'article 21.38 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« **21.38** Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un montant est ajouté, à un moment donné, dans le calcul de la taxe nette d'un contribuable en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) à l'égard d'un remboursement de la taxe sur les intrants qui est relatif à un bien ou à un service et qui a déjà été déduit dans le calcul de la taxe nette du contribuable, ou qu'un montant accordé à un contribuable en vertu de l'article 406 de cette loi à titre de compensation à l'égard de la taxe de vente du Québec relative à un bien est remboursé au ministre par le contribuable à un moment donné, ce montant est réputé être un montant d'aide remboursé au

moment donné à l'égard du bien ou du service conformément à une obligation juridique de rembourser en totalité ou en partie ce montant d'aide. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace dans l'article 21.38 de la Loi sur les impôts le mot « légale » par le mot « juridique », a effet depuis le 1^{er} juillet 1992.

c. I-3, a. 29,
mod.

60. 1. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Application
des déduc-
tions permi-
ses

« Les déductions permises par les articles 334 à 356 doivent, malgré le premier alinéa, être appliquées à l'ensemble du revenu du contribuable, sauf que, pour l'application de la partie II et des articles 772 et 772.1, lorsqu'il s'agit d'un revenu ou d'une perte provenant d'une charge, d'un emploi ou d'une entreprise, exercé en partie au Canada et en partie dans un autre endroit, les déductions admissibles, sauf celles prévues aux sous-paragraphes *a* à *b* ou *c* du paragraphe 1 de l'article 336 ou au paragraphe *b* de l'article 339, doivent être appliquées séparément au revenu provenant de chacun de ces endroits. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993. Toutefois, lorsque le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, réfère au sous-paragraphe *a.1* du paragraphe 1 de l'article 336, il s'applique à l'égard d'une ordonnance rendue après le 31 décembre 1992.

c. I-3,
a. 41.2, mod.

61. 1. L'article 41.2 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants :

« *a*) d'un montant qui devrait, en vertu des articles 37 ou 41, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service, autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), si aucun montant n'était payé à l'employeur ou à une personne liée à celui-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus; sur

« *b*) le montant inclus dans le montant visé au paragraphe *a* à l'égard du bien ou du service, que l'on peut raisonnablement attribuer à un impôt qui est prélevé en vertu d'une loi d'une province, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon et qui est une taxe prescrite pour l'application de l'article 154 de la Loi sur la taxe d'accise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque le paragraphe *a* de l'article 41.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1991, il doit se lire comme suit :

«*a*) d'un montant qui doit, en vertu des articles 37 ou 41, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service, autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada); sur».

c. 1-3,
aa. 41.2.1 et
41.2.2, aj.

Avantage
relatif à la
taxe de
vente du
Québec

62. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41.2, des suivants :

«**41.2.1** Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant d'une charge ou d'un emploi, l'ensemble des montants suivants :

a) 8 % de l'ensemble des montants dont chacun :

i. devrait, en vertu des articles 37 ou 41, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à la fourniture d'un bien, autre que la fourniture d'un bien visée au sous-paragraphe i du paragraphe *b* ou qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par l'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1), si aucun montant n'était payé à l'employeur ou à une personne liée à celui-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus;

ii. est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 41.2 relativement à la fourniture d'un bien visée au sous-paragraphe i;

b) 4 % de l'ensemble des montants dont chacun :

i. devrait, en vertu de l'article 37, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service visée au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec, tel qu'édicte par l'article 168 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 19), autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par l'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec, si aucun montant n'était payé à l'employeur ou à une personne liée à celui-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus;

ii. est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 41.2 relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service visée au sous-paragraphe i.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard :

a) de la fourniture d'un bien ou d'un service, à un moment donné, à l'égard de laquelle aucune taxe de vente du Québec ne serait payable par le particulier visé au premier alinéa s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment;

b) de la fourniture d'un bien, à un moment donné, à l'égard de laquelle la taxe de vente du Québec que paierait le particulier visé au premier alinéa, s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment, ferait l'objet d'une compensation en vertu de l'article 406 de la Loi sur la taxe de vente du Québec;

c) d'un avantage visé à l'article 41.2.2.

Avantage
relé au fon-
ctionnement
d'une auto-
mobile

« **41.2.2** Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant d'une charge ou d'un emploi, à l'égard d'un avantage relié au fonctionnement d'une automobile et déterminé pour l'année conformément à l'article 41.1, un montant égal à 8 % de l'ensemble du montant qui devrait être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 37, à l'égard de cet avantage, si aucun montant n'était payé à l'employeur ou à une personne liée à celui-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus, et du montant qu'il doit inclure, à l'égard de cet avantage, dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 41.2. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque l'article 41.2.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un avantage dont un particulier bénéficie :

a) avant le 1^{er} juillet 1992, il doit se lire comme suit :

Avantage
relatif à la
taxe de
vente du
Québec

« **41.2.1** Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant d'une charge ou d'un emploi, un montant égal à 8 % de l'ensemble des montants dont chacun :

a) devrait, en vertu des articles 37 ou 41, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, si aucun montant n'était payé à l'employeur ou à une personne liée à celui-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus, relativement à la fourniture d'un bien, autre que la fourniture d'un bien qui serait visée au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant

diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67), tel qu'édicté par l'article 168 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 19), si cet alinéa était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992, et autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens qui serait donné à ces expressions par l'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, si cette dernière loi était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992;

b) est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 41.2 relativement à la fourniture d'un bien visée au paragraphe a.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard :

a) de la fourniture d'un bien, à un moment donné, à l'égard de laquelle aucune taxe de vente du Québec ne serait payable par le particulier visé au premier alinéa si la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992 et s'il acquérait lui-même cette fourniture à ce moment;

b) de la fourniture d'un bien, à un moment donné, à l'égard de laquelle la taxe de vente du Québec que paierait le particulier visé au premier alinéa si la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992 et s'il acquérait lui-même cette fourniture à ce moment, ferait l'objet d'une compensation en vertu de l'article 406 de cette loi;

c) d'un avantage visé à l'article 41.2.2. »;

b) après le 30 juin 1992 et avant le 1^{er} mars 1994:

i. le sous-paragraphe i du paragraphe a du premier alinéa de cet article 41.2.1, doit se lire en y remplaçant « Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) » par « Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67) »;

ii. le sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa et le paragraphe b du deuxième alinéa de cet article 41.2.1 doivent se lire en y remplaçant « Loi sur la taxe de vente du Québec » par « Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal ».

c. 1-3,
a. 41.3, remp.

63. 1. L'article 41.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

Détermination du coût d'un bien ou d'un service

«**41.3** Dans la mesure où un montant qui doit être inclus, en vertu des articles 37 ou 41, dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition, est déterminé en fonction du coût pour une personne d'un bien ou d'un service, ce coût doit, pour l'application de ces articles, être déterminé sans tenir compte des taxes suivantes :

a) la taxe à payer après le 31 décembre 1991 en vertu du chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) par la personne à l'égard de ce bien;

b) la taxe de vente du Québec à payer par la personne à l'égard de ce bien ou de ce service;

c) la taxe sur les produits et services à payer par la personne à l'égard de ce bien ou de ce service. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 87, mod.

64. 1. L'article 87 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le texte français, du sous-paragraphe i du paragraphe n par le suivant :

«i. d'un montant qui est réputé être un gain en capital imposable du contribuable en vertu de ce titre; et »;

2° par le remplacement du paragraphe o par le suivant :

montant reçu par un agriculteur

«o) tout montant qu'il reçoit dans l'année à titre de paiement de stabilisation ou de remboursement de cotisation en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (Statuts du Canada) ou à titre de paiement ou de remboursement de prime à l'égard du régime universel institué en vertu de la Loi sur la protection du revenu agricole (Statuts du Canada); »;

3° par l'addition, après le paragraphe x, du suivant :

fiducie au profit d'un athlète amateur

«y) un montant à l'égard d'une fiducie au profit d'un athlète amateur qui doit être inclus, en vertu de l'article 851.35, dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

c. 1-3,
a. 87.4, remp.

Montant
réputé du
débours ou
de la
dépense

65. 1. L'article 87.4 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **87.4** Un contribuable qui reçoit dans une année d'imposition un montant qui, en l'absence du présent article, serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *w* de l'article 87 à l'égard d'un débours ou d'une dépense, autre qu'un débours ou une dépense relatif au coût d'un bien du contribuable, fait ou engagée par lui avant la fin de l'année d'imposition subséquente, peut choisir en vertu du présent article, au plus tard le jour le plus tardif où il doit ou devrait, s'il avait un impôt à payer en vertu de la présente partie, produire sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année ou, lorsque le débours ou la dépense est fait ou engagée dans l'année d'imposition subséquente, pour cette année subséquente, que le montant du débours ou de la dépense soit réputé, aux fins de calculer le revenu du contribuable, sauf pour l'application du présent article, du paragraphe *w* de l'article 87 et du paragraphe *o* de l'article 157, avoir toujours été l'excédent du montant du débours ou de la dépense sur le moindre du montant qu'il choisit en vertu du présent article ou du montant ainsi reçu par le contribuable.

Cotisation
du ministre

Malgré les articles 1010 à 1011, le ministre doit faire en vertu de la présente partie toute cotisation ou nouvelle cotisation de l'impôt, des intérêts et des pénalités du contribuable visé au premier alinéa, qui est requise pour toute année d'imposition afin de donner effet au choix fait par le contribuable en vertu du premier alinéa. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 janvier 1990.

c. 1-3, a. 92,
mod.

66. 1. L'article 92 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Disposition
non applica-
ble

« Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas aux intérêts courus, reçus ou devenus à recevoir à l'égard d'un compte de stabilisation du revenu net, d'une obligation à intérêt conditionnel, d'une obligation d'une petite entreprise ou d'un titre de développement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 92.5.1,
remp.

67. 1. L'article 92.5.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

Aliénation
d'intérêt

«**92.5.1** Malgré toute autre disposition de la présente partie, lorsqu'un contribuable aliène un intérêt dans une créance à l'égard de laquelle la part des paiements de principal à laquelle il a droit est inégale par rapport à la part des paiements d'intérêts à laquelle il a droit, la partie du produit de l'aliénation reçu par lui, qui peut raisonnablement être considérée comme étant un recouvrement du coût pour lui de cet intérêt dans une créance, ne doit pas être incluse dans le calcul de son revenu.

Précision

Pour plus de précision, une créance visée au premier alinéa comprend toute obligation d'un émetteur de payer le principal et les intérêts en vertu de cette créance. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation d'une créance effectuée après le 16 octobre 1991.

c. 1-3,
aa. 92.5.2 et
92.5.3, aj.

68. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 92.5.1, des suivants:

Paiement à
même le
compte de
stabilisation
du revenu
net

«**92.5.2** Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu provenant d'un bien pour une année d'imposition, l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé selon la formule suivante:

$$A - B.$$

Application

Dans la formule visée au premier alinéa:

a) la lettre A représente un montant payé à un moment donné dans l'année à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net du contribuable;

b) la lettre B représente l'excédent de:

i. l'ensemble des montants dont chacun est réputé avoir été payé avant le moment donné à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net:

1° soit du contribuable, en vertu des articles 656.3 ou 660.1;

2° soit d'une autre personne, en vertu des articles 437.1 ou 462.0.1, lors de son transfert au second fonds du compte de stabilisation du revenu net du contribuable; sur

ii. l'ensemble des montants dont chacun représente le montant par lequel un montant déterminé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard d'un paiement effectué, avant le moment donné, à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net du

contribuable, a été réduit par l'effet de la lettre décrite au présent paragraphe.

Montant non
inclus dans
le calcul du
revenu

« **92.5.3** Malgré toute autre disposition de la présente partie, un montant ajouté au second fonds du compte de stabilisation du revenu net d'un contribuable ou porté au crédit de ce fonds ne doit pas être inclus dans le calcul du revenu du contribuable du seul fait qu'il est ainsi ajouté au fonds ou porté à son crédit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 92.7, mod.

69. 1. L'article 92.7 de cette loi, modifié par l'article 49 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe viii du paragraphe *a*, du sous-paragraphe suivant:

« viii.1 une obligation à l'égard d'un compte de stabilisation du revenu net; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 93.10,
remp.

70. 1. L'article 93.10 de cette loi, édicté par l'article 56 du chapitre 16 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Bien prêt à
être mis en
service

« **93.10** Pour l'application de l'article 93.6 et malgré les articles 93.7 à 93.9, un bien d'un contribuable est réputé prêt à être mis en service par le contribuable au premier en date du moment où il acquiert le bien ou, le cas échéant, du moment prescrit, lorsque, à la fois:

a) le bien a été acquis soit d'une personne avec laquelle le contribuable avait, au moment de l'acquisition du bien par le contribuable, un lien de dépendance, autrement qu'en raison d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, soit dans le cadre d'une réorganisation à l'égard de laquelle l'article 308.1 ne s'appliquerait pas, en raison de l'application de l'article 308.3, à un dividende, si un tel dividende était reçu par une corporation dans le cadre de cette réorganisation;

b) avant le moment de l'acquisition du bien par le contribuable, le bien était, abstraction faite du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 93.7 et du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 93.8, prêt à être mis en service par la personne de qui il a été acquis. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un bien acquis après le 31 décembre 1989.

c. I-3,
a. 93.12,
texte fran-
çais, mod.

71. L'article 93.12 de cette loi, édicté par l'article 56 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié, dans le texte français, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Location
d'un bien

« **93.12** Lorsqu'un contribuable a loué un bien amortissable d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, le montant déterminé en vertu du deuxième alinéa est réputé être le coût pour le contribuable d'un bien compris dans la catégorie 13 de l'annexe B du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, chapitre I-3, r. 1) et ne pas être un montant payé ou à payer pour l'usage ou le droit d'usage du bien. ».

c. I-3, a. 96,
texte fran-
çais, mod.

72. 1. L'article 96 de cette loi, modifié par l'article 57 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié, dans le texte français, par l'addition, à la fin du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, du mot « et ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation d'un ancien bien qui survient après le 13 juillet 1990.

c. I-3, a. 99,
mod.

73. L'article 99 de cette loi, modifié par l'article 58 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Règles appli-
cables

« **99.** Pour l'application de la présente section, du chapitre III, des articles 64 et 78.4 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, les règles suivantes s'appliquent : ».

c. I-3,
a. 101.5,
remp.
Contrôle
d'une corpo-
ration par
un fiduciaire

74. 1. L'article 101.5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **101.5** Pour l'application du paragraphe *d.1* de l'article 99, deux corporations sont réputées ne pas être liées entre elles à un moment donné, lorsqu'elles le seraient, en l'absence du présent article, en raison du fait qu'elles sont contrôlées par le même fiduciaire ou liquidateur de succession, si les conditions suivantes sont remplies :

a) le fiduciaire ou le liquidateur de succession n'a pas acquis le contrôle des corporations par suite de la création d'une ou plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par deux ou plusieurs particuliers ayant entre eux un lien de dépendance ;

b) la fiducie ou succession en vertu de laquelle le fiduciaire ou le liquidateur de succession a acquis le contrôle des corporations, n'a commencé à exister qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou succession. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3, a. 105,
mod.

75. 1. L'article 105 de cette loi, modifié par l'article 64 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Montants à
inclure dans
le calcul du
revenu à
l'égard
d'immobilisa-
tions intangi-
bles

« **105.** Lorsque, à la fin d'une année d'imposition, l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 107 à l'égard d'une entreprise d'un contribuable excède l'ensemble des montants déterminés en vertu des sous-paragraphe *i* à *iv* du paragraphe *a* de cet article à l'égard de cette entreprise, les règles suivantes s'appliquent: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, dans le cas d'une corporation, à une année d'imposition qui commence après le 30 juin 1988 et, dans les autres cas, à un exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987.

c. I-3, a. 111,
rempl.

76. 1. L'article 111 de cette loi est remplacé par le suivant:

Avantage
accordé à un
actionnaire
ou à une per-
sonne en
vue qu'elle
le devienne

« **111.** Lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition, un avantage est accordé par une corporation à un actionnaire ou à une personne en vue qu'elle le devienne, le montant ou la valeur de cet avantage doit être inclus dans le calcul du revenu de l'actionnaire ou de la personne, selon le cas, pour l'année. ».

2. Le paragraphe 1, sauf lorsqu'il insère « ou de la personne, selon le cas, » dans l'article 111 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un avantage accordé après le 19 décembre 1991.

c. I-3, a. 112,
rempl.

77. 1. L'article 112 de cette loi, remplacé par l'article 68 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant:

Application
de l'article
111

« **112.** L'article 111 ne s'applique pas si le montant ou la valeur y mentionné est réputé être un dividende par le chapitre III du titre IX, ou s'il découle:

a) soit de la réduction du capital versé d'une corporation, de l'acquisition, de l'annulation ou du rachat par elle d'actions de son capital-actions, de la liquidation, de la cessation ou de la réorganisation de son entreprise ou d'une opération à laquelle s'appliquent les articles 556 à 569;

b) soit du paiement d'un dividende ou d'un dividende en actions;

c) soit de l'attribution, au moment visé à l'article 111, à tous les propriétaires d'actions ordinaires du capital-actions de la corporation, à l'égard de chaque action ordinaire, d'un droit identique à tout autre droit attribué à ce moment à l'égard de toute autre action ordinaire,

d'acheter des actions additionnelles du capital-actions de cette corporation;

d) soit d'une opération décrite à l'un des sous-paragraphes *d* à *f* du paragraphe 2 de l'article 504.

Droits non
identiques

Pour l'application du paragraphe *c* du premier alinéa, des droits ne sont pas identiques si leur coût d'acquisition diffère. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un avantage accordé après le 19 décembre 1991.

c. I-3,
a. 112.2,
rempl.
Avantage
relatif à la
taxe sur les
produits et
services

78. 1. L'article 112.2 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **112.2** Lorsque le montant ou la valeur d'un avantage, autre que la valeur d'un avantage calculée en vertu de l'article 117, devrait, en vertu de l'article 111, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service, autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), si aucun montant n'était payé à la corporation ou à une personne liée à celle-ci à l'égard du montant qui devrait ainsi être inclus, le contribuable doit également inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant égal à 7 % de l'excédent du montant ou de la valeur de cet avantage qui devrait ainsi être inclus en vertu de l'article 111 dans le calcul de son revenu pour l'année, sur le montant inclus dans le montant ou la valeur de cet avantage, que l'on peut raisonnablement attribuer à un impôt qui est prélevé en vertu d'une loi d'une province, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon et qui est une taxe prescrite pour l'application de l'article 154 de la Loi sur la taxe d'accise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque l'article 112.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1991, il doit se lire comme suit:

Avantage
relatif à la
taxe sur les
produits et
services

« **112.2** Lorsque le montant ou la valeur d'un avantage, autre que la valeur d'un avantage calculée en vertu de l'article 117, doit, en vertu de l'article 111, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service, autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), le contribuable doit également inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant égal à 7 % de l'excédent du montant ou de la valeur de cet avantage qui doit ainsi être inclus en vertu de l'article 111 dans le calcul de son

revenu pour l'année, sur le montant inclus dans le montant ou la valeur de cet avantage, que l'on peut raisonnablement attribuer à un impôt qui est prélevé en vertu d'une loi d'une province, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon et qui est une taxe prescrite pour l'application de l'article 154 de la Loi sur la taxe d'accise. ».

c. 1-3,
a. 112.2.1, aj.

79. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 112.2, du suivant :

Avantage
relatif à la
taxe de
vente du
Québec

« **112.2.1** Lorsque le montant ou la valeur d'un avantage, autre que la valeur d'un avantage calculée en vertu de l'article 117, doit, en vertu de l'article 111, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service, autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par l'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1), le contribuable doit également inclure dans le calcul de son revenu pour l'année :

a) à l'égard de la fourniture d'un bien, autre qu'une telle fourniture visée au paragraphe b, 8 % de l'ensemble des montants suivants :

i. le montant ou la valeur de cet avantage qui devrait ainsi être inclus relativement à la fourniture du bien, si aucun montant n'était payé à la corporation ou à une personne liée à celle-ci à l'égard de ce montant ou de cette valeur ;

ii. le montant qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 112.2 relativement à la fourniture du bien ;

b) à l'égard de la fourniture d'un bien ou d'un service visée au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec, tel qu'édicte par l'article 168 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 19), 4 % de l'ensemble des montants suivants :

i. le montant ou la valeur de cet avantage qui devrait ainsi être inclus relativement à la fourniture du bien ou du service, si aucun montant n'était payé à la corporation ou à une personne liée à celle-ci à l'égard de ce montant ou de cette valeur ;

ii. le montant qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 112.2 relativement à la fourniture du bien ou du service.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard de la fourniture :

a) d'un bien ou d'un service, à un moment donné, à l'égard de laquelle aucune taxe de vente du Québec ne serait payable par le contribuable visé au premier alinéa s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment;

b) d'un bien, à un moment donné, à l'égard de laquelle la taxe de vente du Québec que paierait le contribuable visé au premier alinéa, s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment, ferait l'objet d'une compensation en vertu de l'article 406 de la Loi sur la taxe de vente du Québec. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque l'article 112.2.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un avantage dont un contribuable bénéficie :

a) avant le 1^{er} juillet 1992, il doit se lire comme suit :

Avantage
relatif à la
taxe de
vente du
Québec

« **112.2.1** Lorsque le montant ou la valeur d'un avantage, autre que la valeur d'un avantage calculée en vertu de l'article 117, doit, en vertu de l'article 111, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition relativement à la fourniture d'un bien, autre que la fourniture d'un bien qui serait visée au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67), tel qu'édicte par l'article 168 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 19), si cet alinéa était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992, et autre qu'une fourniture détaxée ou une fourniture exonérée au sens donné à ces expressions par l'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, si cette dernière loi était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992, le contribuable doit également inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant égal à 8 % de l'ensemble des montants suivants :

a) le montant ou la valeur de cet avantage qui devrait ainsi être inclus relativement à la fourniture du bien, si aucun montant n'était payé à la corporation ou à une personne liée à celle-ci à l'égard de ce montant ou de cette valeur;

b) le montant qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 112.2 relativement à la fourniture du bien.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard de la fourniture d'un bien à un moment donné :

a) à l'égard de laquelle aucune taxe de vente du Québec ne serait payable par le contribuable visé au premier alinéa si la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992 et s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment;

b) à l'égard de laquelle la taxe de vente du Québec que paierait le contribuable visé au premier alinéa si la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992 et s'il acquerrait lui-même cette fourniture à ce moment, ferait l'objet d'une compensation en vertu de l'article 406 de cette loi.»;

b) après le 30 juin 1992 et avant le 1^{er} mars 1994:

i. la partie du premier alinéa de cet article 112.2.1 qui précède le paragraphe a doit se lire en y remplaçant «Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)» par «Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)»;

ii. le paragraphe b du premier alinéa de cet article 112.2.1 et celui du deuxième alinéa de cet article, doivent se lire en y remplaçant «Loi sur la taxe de vente du Québec» par «Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal».

c. 1-3,
aa. 112.3 et
113, remp.

80. 1. Les articles 112.3 et 113 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Détermina-
tion du coût
d'un bien ou
d'un service

«**112.3** Dans la mesure où le montant ou la valeur d'un avantage, autre que la valeur d'un avantage calculée en vertu de l'article 117, qui doit, en vertu de l'article 111, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, est déterminé en fonction du coût pour une corporation d'un bien ou d'un service, ce coût doit, pour l'application de l'article 111, être déterminé sans tenir compte des taxes suivantes:

a) la taxe à payer après le 31 décembre 1991 en vertu du chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) par la corporation à l'égard de ce bien;

b) la taxe de vente du Québec à payer par la corporation à l'égard de ce bien ou de ce service;

c) la taxe sur les produits et services à payer par la corporation à l'égard de ce bien ou de ce service.

Montant à inclure par un actionnaire

« **113.** Une personne ou une société qui est soit un actionnaire d'une corporation, soit une personne ayant un lien de dépendance avec un tel actionnaire, soit un membre d'une société ou un bénéficiaire d'une fiducie qui est actionnaire d'une corporation, et qui, dans une année d'imposition, reçoit un prêt, ou devient débiteur, de cette corporation, d'une autre corporation liée à cette corporation ou d'une société dont l'une ou l'autre de ces corporations est membre, doit inclure le montant du prêt ou de la dette dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace l'article 112.3 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 114, mod.

31. L'article 114 de cette loi, modifié par l'article 69 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Disposition non applicable

« **114.** L'article 113 ne s'applique pas si le prêt est consenti ou la dette survient dans le cours ordinaire des affaires du prêteur ou du créancier, si des arrangements de bonne foi sont conclus, au moment où le prêt est consenti ou la dette survient, pour son remboursement dans un délai raisonnable et, dans le cas d'un prêt, si le prêt d'argent fait partie de l'entreprise normale du prêteur. » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de ce qui précède le sous-paragraphe iii du paragraphe b par ce qui suit :

Disposition non applicable

« L'article 113 ne s'applique pas non plus si de tels arrangements sont conclus, et si le prêt est consenti ou la dette survient à l'égard de l'une des personnes suivantes :

a) une personne qui est un employé du prêteur ou du créancier ou un employé admissible visé à l'un des articles 15.2 ou 15.2.1 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), si le prêt est consenti ou la dette survient pour lui permettre ou lui faciliter l'acquisition d'une automobile devant lui servir dans l'accomplissement de ses fonctions ;

b) une personne qui, lorsque le prêteur ou le créancier est une corporation, est soit un employé du prêteur ou du créancier ou d'une corporation liée au prêteur ou au créancier, soit un employé admissible visé à l'un des articles 15.2 ou 15.2.1 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, si le prêt est consenti ou la dette survient pour lui permettre ou lui faciliter l'acquisition, pour son propre compte, d'actions qui sont l'une ou l'autre des actions suivantes :

i. une action non émise antérieurement et entièrement libérée du capital-actions du prêteur ou du créancier, qui est cédée par celui-ci à cette personne;

ii. une action non émise antérieurement et entièrement libérée du capital-actions d'une corporation liée au prêteur ou au créancier, qui est cédée par celle-ci à cette personne; »;

3° par le remplacement du paragraphe c du deuxième alinéa par le suivant:

« c) une personne qui est un employé du prêteur ou du créancier ou le conjoint d'un tel employé, si le prêt est consenti ou la dette survient pour lui permettre ou lui faciliter l'acquisition d'une habitation pour son propre usage ou d'une part du capital social d'une coopérative d'habitation constituée en corporation acquise dans le seul but d'acquérir le droit d'habiter pour son propre usage une habitation dont la coopérative est propriétaire. ».

c. 1-3,
aa. 115 et
116, remp.

82. Les articles 115 et 116 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Disposition
non applica-
ble

« **115.** L'article 113 ne s'applique pas si le prêt ou la dette est remboursé dans l'année qui suit la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier dans laquelle le prêt est consenti ou la dette survient et s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série d'opérations et de remboursements.

Disposition
non applica-
ble

« **116.** L'article 113 ne s'applique pas lorsque le prêt est consenti:

a) soit à une corporation qui réside au Canada ou à une société dont chaque membre est une telle corporation;

b) soit à une personne qui ne réside pas au Canada, si le prêteur est également une telle personne;

c) soit à une personne ayant un lien de dépendance avec un actionnaire d'une corporation, si cette personne est une filiale étrangère de cette corporation ou une filiale étrangère d'une personne qui réside au Canada et qui a un lien de dépendance avec cette corporation.

Disposition
non applica-
ble

L'article 113 ne s'applique pas non plus lorsque le débiteur de la dette est soit une personne ou une société visée aux paragraphes a ou c du premier alinéa, soit une personne qui ne réside pas au Canada, si le créancier est également une telle personne. ».

c. I-3,
a. 119.2,
remp.
Définitions

83. 1. L'article 119.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **119.2** Dans la présente section, l'expression :

« associé
majoritaire »

« associé majoritaire » d'une société signifie un contribuable qui serait réputé être un associé majoritaire de cette société si l'article 616 s'appliquait à la présente section ;

« choix
commun »

« choix commun », à l'égard d'un titre, signifie un choix qui est fait conjointement, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, par la corporation émettrice du titre et par le titulaire du titre au moment du choix, qui est produit au ministre par ce titulaire et dans lequel ce dernier et la corporation émettrice choisissent que la présente section s'applique au titre ;

« corpora-
tion admissi-
ble »

« corporation admissible » a le sens que lui donnent les règlements ;

« dette obli-
gataire
admissible »

« dette obligataire admissible » d'une corporation à un moment donné signifie un titre qui est une obligation, un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, émis entre le 11 décembre 1979 et le 1^{er} janvier 1988 ou entre le 25 février 1992 et le 1^{er} janvier 1993 et au plus cinq ans avant le moment donné, dont le principal n'est pas inférieur à 10 000 \$ ni supérieur à 500 000 \$ et dont le terme est d'au plus cinq ans et, sauf dans le cas du défaut de se conformer à l'une des modalités du titre, d'au moins un an, si le titre est émis par la corporation :

a) soit conformément à une proposition faite à ses créanciers ou à un arrangement conclu avec ceux-ci, approuvé par un tribunal compétent en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada) ;

b) soit à un moment où la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs sont sous le contrôle d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur-séquestre ou d'un syndic de faillite ;

c) soit, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement d'une dette dont elle est redevable envers une personne avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance, à un moment où, en raison de difficultés financières :

i. ou bien elle est en défaut à l'égard de cette dette ;

ii. ou bien l'on peut raisonnablement prévoir qu'elle le deviendra ;

« titre de
développe-
ment »

« titre de développement », à un moment quelconque, signifie un titre qui, à ce moment, est une dette obligataire admissible qui a été émise :

a) soit après le 31 décembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1988 par une corporation privée dont le contrôle est canadien et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le dernier en date du jour de son émission ou du 30 mars 1983 ;

b) soit après le 25 février 1992 par une corporation privée dont le contrôle est canadien et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le jour de son émission ;

c) soit par une corporation privée dont le contrôle est canadien si, à la fois :

i. l'on peut raisonnablement considérer que la corporation et le titulaire du titre voulaient que la présente section s'applique au titre, eu égard aux éléments pertinents, y compris la manière dont la corporation et le titulaire l'ont considéré pour l'application de la présente partie et le taux d'intérêt y afférent ;

ii. le titulaire produit au ministre un choix commun à l'égard du titre dans les 90 jours qui suivent le jour où le ministre lui transmet un avis à l'effet qu'un choix commun à l'égard de ce titre n'a pas été produit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992. Toutefois, pour l'application du paragraphe *b* de la définition de l'expression « titre de développement » prévue à l'article 119.2 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, un choix commun est réputé avoir été fait dans les 90 jours qui suivent le jour de l'émission d'un titre lorsqu'un choix commun est fait à l'égard du titre au plus tard le 15 septembre 1994.

c. 1-3,
a. 119.5, mod.

34. 1. L'article 119.5 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Revenu
imposable
réputé

« **119.5** Malgré toute autre disposition de la présente partie, sauf pour l'application du sous-paragraphe *i* des sous-paragraphe *c*, *d* et *d.1* du paragraphe 1 de l'article 771, du sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *e* de ce paragraphe 1, du paragraphe *b* des articles 771.0.2 et 771.0.2.1 et du paragraphe *b* des articles 771.8 et 771.8.1, le revenu imposable d'une corporation qui a émis un titre qui est, à un moment quelconque, un titre de développement, est réputé, pour une année d'imposition qui comprend une période tout au long de

laquelle le titre était un titre de développement, être égal à l'ensemble de son revenu imposable pour l'année déterminé par ailleurs et du montant payé ou à payer, selon la méthode régulièrement suivie pour calculer le revenu de la corporation, à titre d'intérêt sur ce titre à l'égard de cette période, alors que :

a) soit la corporation n'était pas une corporation admissible; »;

2° par la suppression du paragraphe *b*;

3° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) soit la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission du titre ne peut raisonnablement être considérée comme ayant été utilisée par la corporation ou par une corporation avec laquelle elle avait un lien de dépendance pour le financement d'une entreprise admissible exploitée au Canada immédiatement avant le moment de l'émission du titre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992. Toutefois, lorsque la partie de l'article 119.5 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'un titre émis par une corporation après cette date et au cours d'une année d'imposition de la corporation qui se termine avant le 1^{er} juillet 1992, cette partie doit se lire comme suit :

Revenu
imposable
réputé

« **119.5** Malgré toute autre disposition de la présente partie, sauf pour l'application du sous-paragraphe *i* des sous-paragraphe *c*, *d*, *d.1* et *d.2* du paragraphe 1 de l'article 771, du sous-paragraphe *ii* des sous-paragraphe *e* et *f* de ce paragraphe 1, du paragraphe *b* des articles 771.0.2 et 771.0.2.1 et du paragraphe *b* des articles 771.8 et 771.8.1, le revenu imposable d'une corporation qui a émis un titre qui est, à un moment quelconque, un titre de développement, est réputé, pour une année d'imposition qui comprend une période tout au long de laquelle le titre était un titre de développement, être égal à l'ensemble de son revenu imposable pour l'année déterminé par ailleurs et du montant payé ou à payer, selon la méthode régulièrement suivie pour calculer le revenu de la corporation, à titre d'intérêt sur ce titre à l'égard de cette période, alors que : ».

c. 1-3,
a. 119.6, ab.

85. 1. L'article 119.6 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. 1-3,
aa. 119.8 et
119.9, remp.

86. 1. Les articles 119.8 et 119.9 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Montant à
payer dans
le cas d'une
fausse déclara-
tion

« **119.8** Lorsque le ministre établit qu'une corporation a, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait une fausse déclaration dans un choix commun à l'égard d'un titre qu'elle a émis, l'article 119.5 doit, à l'égard du titre, se lire en y remplaçant les mots « du montant payé » par « de 3 fois le montant payé ».

Inadmissibi-
lité

« **119.9** Lorsque, à un moment donné, une corporation fait un choix commun à l'égard d'un titre qu'elle a émis et que, à ce moment ou avant celui-ci, elle ou une personne ou société visée au deuxième alinéa a fait un choix commun à l'égard d'un titre de développement ou d'une obligation d'une petite entreprise, selon le cas, la corporation est, pour l'application de la présente section, réputée ne pas être une corporation admissible à l'égard de ce titre.

Personne ou
société

La personne ou société à laquelle réfère le premier alinéa est une corporation qui est associée à la corporation au moment de l'émission du titre, un particulier qui contrôle la corporation ou qui est membre d'un groupe lié qui la contrôle ou une société dont un membre, qui est un associé majoritaire, contrôle la corporation ou est membre d'un groupe lié qui la contrôle. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. 1-3,
a. 119.10, ab.

87. 1. L'article 119.10 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. 1-3,
a. 119.11,
ramp.
Exception

88. 1. L'article 119.11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **119.11** L'article 119.9 ne s'applique pas à un titre émis à un moment quelconque si le prix d'émission du titre ne dépasse pas l'excédent de 500 000 \$ sur l'ensemble des montants dont chacun représente le principal impayé, immédiatement après ce moment, de l'un des titres suivants :

a) un autre titre de développement émis par la corporation ou par une corporation qui lui est associée ;

b) une obligation d'une petite entreprise émise par un particulier qui contrôle la corporation ou qui est membre d'un groupe lié qui la contrôle ou par une société dont un membre, qui est un associé majoritaire, contrôle la corporation ou est membre d'un groupe lié qui la contrôle. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. I-3,
aa. 119.12 à
119.14, ab.

89. 1. Les articles 119.12 à 119.14 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. I-3,
a. 119.15,
remp.
Définitions

90. 1. L'article 119.15 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **119.15** Dans la présente section, l'expression:

« associé
majoritaire »

« associé majoritaire » d'une société signifie un contribuable qui serait réputé être un associé majoritaire de cette société si l'article 616 s'appliquait à la présente section;

« choix
commun »

« choix commun », à l'égard d'un titre, signifie un choix qui est fait conjointement, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, par l'émetteur du titre et par le titulaire du titre au moment du choix, qui est produit au ministre par ce titulaire et dans lequel ce dernier et l'émetteur choisissent que la présente section s'applique au titre;

« dette obli-
gataire
admissible »

« dette obligataire admissible » d'un particulier ou d'une société à un moment donné signifie un titre qui est un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, émis entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1988 ou entre le 25 février 1992 et le 1^{er} janvier 1993 et au plus cinq ans avant le moment donné, dont le principal n'est pas inférieur à 10 000 \$ ni supérieur à 500 000 \$ et dont le terme est d'au plus cinq ans et, sauf dans le cas du défaut de se conformer à l'une des modalités du titre, d'au moins un an, si le produit de l'émission du titre est utilisé au Canada dans une entreprise que le particulier ou la société exploitait immédiatement avant le moment de l'émission et si le titre est émis par le particulier ou la société:

a) soit conformément à une proposition faite à ses créanciers ou à un arrangement conclu avec ceux-ci, approuvé par un tribunal compétent en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada);

b) soit à un moment où la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs sont sous le contrôle d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur-séquestre ou d'un syndic de faillite;

c) soit, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement d'une dette contractée dans l'exercice

de l'entreprise du particulier ou de la société et dont le particulier ou la société est redevable envers une personne avec laquelle le particulier ou chaque membre de la société n'a aucun lien de dépendance, à un moment où, en raison de difficultés financières:

i. ou bien le particulier ou la société est en défaut à l'égard de cette dette;

ii. ou bien l'on peut raisonnablement prévoir que le particulier ou la société le deviendra;

«émetteur
admissible»

«émetteur admissible» à un moment quelconque signifie:

a) soit un particulier, autre qu'une fiducie, qui réside au Canada et qui, à la fois:

i. n'a pas fait un choix commun avant ce moment à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise;

ii. n'est pas un associé majoritaire d'une société qui a fait un choix commun avant ce moment à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise;

iii. ne contrôle pas et n'est pas membre d'un groupe lié qui contrôle, soit une corporation qui a fait un choix commun avant ce moment à l'égard d'un titre de développement, soit une corporation qui est associée à une telle corporation;

b) soit une société qui remplit les conditions suivantes:

i. chacun de ses membres est un particulier, autre qu'une fiducie, qui réside au Canada;

ii. chacun des associés majoritaires de la société, le cas échéant, est un émetteur admissible;

iii. elle n'a pas fait un choix commun avant ce moment à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise;

«obligation
d'une petite
entreprise»

«obligation d'une petite entreprise», à un moment quelconque, signifie un titre qui, à ce moment, est une dette obligataire admissible émise par:

a) soit un particulier ou une société et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le jour de son émission;

b) soit un particulier ou une société si, à la fois:

i. l'on peut raisonnablement considérer que le titulaire du titre et le particulier ou la société, selon le cas, voulaient que la présente section s'applique au titre, eu égard aux éléments pertinents, y compris la manière dont le titulaire et le particulier ou la société, selon le cas, l'ont considéré pour l'application de la présente partie et le taux d'intérêt y afférent;

ii. le titulaire produit au ministre un choix commun à l'égard du titre dans les 90 jours qui suivent le jour où le ministre lui transmet un avis à l'effet qu'un choix commun à l'égard de ce titre n'a pas été produit conformément au paragraphe *a.* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992. Toutefois, pour l'application du paragraphe *a* de la définition de l'expression « obligation d'une petite entreprise » prévue à l'article 119.15 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, un choix commun est réputé avoir été fait dans les 90 jours qui suivent le jour de l'émission d'un titre lorsqu'un choix commun est fait à l'égard du titre au plus tard le 15 septembre 1994.

c. 1-3,
a. 119.18,
mod.

91. 1. L'article 119.18 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Montant
ajouté à
l'impôt

« **119.18** Malgré toute autre disposition de la présente partie, lorsqu'un émetteur qui est un particulier ou une société a émis un titre qui est, à un moment quelconque, une obligation d'une petite entreprise, il doit ajouter à son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, un montant égal à 24 % du montant des intérêts payés ou à payer sur le titre, selon la méthode régulièrement suivie par l'émetteur pour calculer son revenu, à l'égard d'une période de l'année d'imposition tout au long de laquelle le titre est une obligation d'une petite entreprise et tout au long de laquelle: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission du titre n'est pas utilisée par l'émetteur admissible pour le financement d'une entreprise admissible qu'il exploitait au Canada immédiatement avant le moment de l'émission du titre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. 1-3,
aa. 119.20 à
119.22, remp.

92. 1. Les articles 119.20 à 119.22 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Fausse
déclaration

« **119.20** Lorsque le ministre établit qu'un particulier ou une société a, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait une fausse déclaration dans un choix commun à l'égard d'un titre que le particulier ou la société a émis, l'article 119.18 doit, à l'égard du titre, se lire en y remplaçant le pourcentage de «24 %» par le pourcentage de «72 %».

Règle parti-
culière

« **119.21** Pour l'application de l'article 119.18, lorsque l'émetteur d'un titre est une société, cet article doit se lire en y remplaçant les mots «il doit ajouter» par les mots «chaque membre de la société doit ajouter», et chaque membre doit ajouter à son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie, pour l'année d'imposition qui comprend la période visée à l'article 119.18, le montant que l'on peut raisonnablement considérer comme sa part du montant déterminé en vertu de cet article 119.18 à l'égard de la société.

Émetteur
admissible
réputé

« **119.22** Lorsqu'un particulier ou une société serait, en l'absence des sous-paragraphes i à iii du paragraphe *a* et du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de la définition de l'expression «émetteur admissible» prévue à l'article 119.15, un émetteur admissible, le particulier ou la société est réputé être un émetteur admissible à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise à un moment quelconque si le prix d'émission de celle-ci ne dépasse pas l'excédent de 500 000 \$ sur l'ensemble déterminé au deuxième alinéa.

Application

L'ensemble visé au premier alinéa est égal:

a) lorsque l'émetteur est un particulier, à l'ensemble des montants dont chacun représente le principal impayé, immédiatement après ce moment, de l'un des titres suivants:

i. un autre titre qui est une obligation d'une petite entreprise émise par le particulier ou par une société dont le particulier est un associé majoritaire;

ii. un titre de développement émis soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier ou par un groupe lié dont ce particulier est un membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation;

b) lorsque l'émetteur est une société, à l'ensemble des montants dont chacun représente le principal impayé, immédiatement après ce moment, de l'un des titres suivants:

i. un autre titre qui est une obligation d'une petite entreprise émise:

1° soit par la société;

2° soit par un particulier qui est un associé majoritaire de la société;

3° soit par une société dont le particulier visé au sous-paragraphe 2° est un associé majoritaire;

ii. un titre de développement émis soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier visé au sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i ou par un groupe lié dont ce particulier est membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. I-3,
aa. 119.23 et
119.24, ab.

93. 1. Les articles 119.23 et 119.24 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre émis après le 25 février 1992.

c. I-3, a. 123,
mod.

94. 1. L'article 123 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) s'il s'agit d'une obligation émise après le 18 juin 1971, autre qu'une obligation qui est une créance prescrite pour l'application de l'article 92.5, si le rendement de l'obligation, exprimé de la même manière, excède de plus du tiers le taux d'intérêt stipulé payable sur cette obligation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
aa. 125.0.1 et
125.0.2, aj.

95. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 125, des suivants:

Créancier
en vertu
d'un titre de
créance
indexé

« **125.0.1** Pour l'application de la présente partie, lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition d'un contribuable, celui-ci détient un intérêt dans un titre de créance indexé, les règles suivantes s'appliquent:

a) un montant, déterminé de la manière prescrite, est réputé reçu ou à recevoir dans l'année par le contribuable à titre d'intérêt sur le titre;

b) un montant, déterminé de la manière prescrite, est réputé payé ou payable à l'égard de l'année par le contribuable à titre d'intérêt

conformément à une obligation juridique du contribuable de payer des intérêts sur un emprunt utilisé pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens.

Débiteur en vertu d'un titre de créance indexé

« **125.0.2** Pour l'application de la présente partie, lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition d'un contribuable, un titre de créance indexé est une dette du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) un montant, déterminé de la manière prescrite, est réputé payable à l'égard de l'année par le contribuable à titre d'intérêt sur le titre;

b) un montant, déterminé de la manière prescrite, est réputé reçu ou à recevoir dans l'année par le contribuable à titre d'intérêt sur le titre.

Paiement réputé être de l'intérêt

Lorsque le contribuable paie ou crédite un montant à l'égard d'un montant déterminé en vertu du paragraphe a du premier alinéa à l'égard d'un titre de créance indexé, le paiement ou le crédit est réputé être un paiement ou un crédit d'intérêts sur le titre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre de créance émis après le 16 octobre 1991.

c. 1-3,
a. 125.1, mod.

96. 1. L'article 125.1 de cette loi, modifié par l'article 70 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit :

Règles applicables

« **125.1** Lorsqu'un contribuable, appelé « locataire » dans la présente section, a loué un bien corporel, autre qu'un bien prescrit, qui aurait constitué pour lui un bien amortissable s'il l'avait acquis, d'une personne qui réside au Canada, ou d'une personne qui ne réside pas au Canada et qui détient le bail dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'entremise d'un établissement au Canada dont le revenu est assujéti à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), qui est propriétaire du bien et avec laquelle le locataire n'a pas de lien de dépendance, appelée « bailleur » dans la présente section, pour une durée de plus d'un an, les règles suivantes s'appliquent, aux fins de calculer le revenu du locataire pour l'année d'imposition qui comprend le moment donné où le bail a commencé et pour les années d'imposition subséquentes, si le locataire et le bailleur en ont fait le choix conjointement au moyen du formulaire prescrit qu'ils doivent joindre à leur déclaration fiscale produite en vertu de la présente partie pour leur année d'imposition respective qui comprend le moment donné : » ;

2° par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant :

«*i*) lorsque le locataire a fait un choix en vertu du présent article à l'égard d'un bien et que, à un moment quelconque après la conclusion du bail, le propriétaire du bien est une personne qui ne réside pas au Canada et qui ne détient pas le bail dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'entremise d'un établissement au Canada dont le revenu est assujéti à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), le bail est réputé, pour l'application du présent article, avoir été résilié à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve des paragraphes 3 et 4, à un bail à l'égard d'un bien loué ou sous-loué après 22 heures, heure avancée de l'Est, le 26 avril 1989, à l'exception :

a) d'un bail, à l'égard d'un bien loué, conclu conformément à une entente écrite conclue au plus tard à ce moment en vertu de laquelle le locataire a le droit d'exiger que le bien lui soit loué ;

b) d'un bail à l'égard d'un bien sous-loué qui fait l'objet d'un bail visé au paragraphe *a* ou d'un bail conclu au plus tard à ce moment.

3. Lorsque le paragraphe 1 s'applique à un bail à l'égard d'un bien loué ou sous-loué avant le 12 juin 1989, la partie de l'article 125.1 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 édicte, doit se lire en faisant abstraction de « qui réside au Canada, ou d'une personne qui ne réside pas au Canada et qui détient le bail dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'entremise d'un établissement au Canada dont le revenu est assujéti à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), » et de « et avec laquelle le locataire n'a pas de lien de dépendance », et l'article 125.1 de cette loi, tel que modifié par le paragraphe 1, doit se lire en faisant abstraction de son paragraphe *i*.

4. Lorsque le paragraphe 1 s'applique à un bail à l'égard d'un bien loué ou sous-loué après le 11 juin 1989 et avant le 13 juillet 1990, la partie de l'article 125.1 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 édicte, et le paragraphe *i* de cet article, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 édicte, doivent se lire en faisant abstraction de « dont le revenu est assujéti à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) ».

c. 1-3,
a. 125.2,
texte fran-
çais, mod.

97. L'article 125.2 de cette loi, modifié par l'article 71 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié, dans le texte français, par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Cession du
bail ou
sous-location
du bien

« **125.2** Sous réserve des articles 125.3 et 125.4, lorsque, à un moment donné, un locataire qui a fait un choix en vertu de l'article 125.1 à l'égard d'un bien loué, cède le bail ou sous-loue le bien à une autre personne, appelée « cessionnaire » dans la présente section, les règles suivantes s'appliquent : ».

c. I-3,
a. 125.3,
texte fran-
çais, mod.

98. L'article 125.3 de cette loi est modifié, dans le texte français, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Cession du
bail ou
sous-location
du bien

« **125.3** Sous réserve de l'article 125.4, lorsque, à un moment donné, un locataire qui a fait un choix en vertu de l'article 125.1 à l'égard d'un bien loué, cède le bail ou sous-loue le bien à une autre personne avec laquelle il a un lien de dépendance, cette autre personne est réputée, pour l'application de l'article 125.1 et aux fins de calculer son revenu à l'égard du bail pour toute période postérieure au moment donné, être la même personne que le locataire et en être la continuation. ».

c. I-3,
a. 125.5,
texte fran-
çais, remp.

99. L'article 125.5 de cette loi, édicté par l'article 72 du chapitre 16 des lois de 1993, est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

Bien de rem-
placement

« **125.5** Pour l'application de l'article 125.1, le bien que fournit, à un moment quelconque, un bailleur à un locataire en remplacement d'un bien semblable du bailleur que le locataire a loué du bailleur, est réputé être le même bien que le bien semblable si le montant à payer par le locataire pour l'usage ou le droit d'usage du bien est le même que le montant qui était à payer à l'égard du bien semblable. ».

c. I-3,
a. 125.6,
texte fran-
çais, mod.

100. L'article 125.6 de cette loi, édicté par l'article 72 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié, dans le texte français, par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) le locataire est réputé avoir loué, du bailleur, le bien additionnel au moment donné ; ».

c. I-3,
a. 130.1, mod.

101. 1. L'article 130.1 de cette loi, modifié par l'article 73 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

Catégorie
prescrite
dont le con-
tribuable
n'est plus
propriétaire
de biens à la
fin d'une
année
d'imposition

« **130.1** Malgré les articles 128, 129 et 133, un contribuable ne peut déduire aucun montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 à l'égard de ses biens amortissables d'une catégorie prescrite lorsque, à la fin de l'année, l'ensemble des montants déterminés en vertu des sous-paragraphe *i* à *ii.2* du paragraphe *e* de l'article 93 excède

l'ensemble de ceux déterminés en vertu des sous-paragraphes iii à vii de ce paragraphe *e*, à l'égard de ses biens amortissables de cette catégorie, et que le contribuable n'est plus, à ce moment, propriétaire de biens de cette catégorie.

Perte terminale

Toutefois, sous réserve des troisième et quatrième alinéas, le contribuable doit déduire cet excédent dans le calcul de son revenu pour l'année. » ;

2° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant :

Exception dans le cas de certaines voitures de tourisme

« Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une catégorie prescrite qui comprend une voiture de tourisme d'un contribuable à l'égard de laquelle les paragraphes *d.3* ou *d.4* de l'article 99 ou l'article 525.1 se sont appliqués pour le contribuable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition ou un exercice financier qui commence après le 17 juin 1987 et qui se termine après le 31 décembre 1987.

c. 1-3,
a. 132.1,
texte français, remp.

102. L'article 132.1 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

Réclamations reçues par un assureur

« **132.1** Un contribuable qui est un assureur ne peut déduire, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition, un montant à l'égard des demandes de règlement qui ont été reçues par lui avant la fin de l'année en vertu de polices d'assurance et qui sont impayées à la fin de l'année, sauf en autant que permis expressément par la présente partie. ».

c. 1-3,
a. 133.3,
remp.
Frais judiciaires ou extrajudiciaires non déductibles

103. 1. L'article 133.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **133.3** Un contribuable ne peut déduire les montants qu'il paie à titre de frais judiciaires ou extrajudiciaires engagés à l'égard d'un divorce, d'une séparation judiciaire, d'une entente écrite de séparation, d'un droit initial de recevoir un montant qu'il devrait inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'un des paragraphes *a* à *b.1* de l'article 312 ou de l'article 313 s'il était reçu ou d'une obligation initiale de payer un montant qu'il pourrait déduire dans ce calcul en vertu de l'un des sous-paragraphes *a* à *b* du paragraphe 1 de l'article 336 ou du paragraphe 2 de cet article 336 s'il était payé. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. 1-3,
a. 146.1, mod.

104. 1. L'article 146.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Déduction
pour cer-
tains impôts
étrangers

« **146.1** Un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou d'un bien pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas l'ensemble des impôts sur le revenu ou sur les bénéfices qu'il a payés pour l'année à l'égard de ce revenu au gouvernement d'un pays autre que le Canada ou d'une subdivision politique d'un tel pays, dans la mesure où ces impôts : » ;

2° par la suppression, à la fin du paragraphe *d*, du mot « et » ;

3° par l'addition, après le paragraphe *e*, des suivants :

« *f*) n'incluent pas la proportion de l'impôt qui est ainsi payé à l'égard d'un revenu provenant d'un emploi à l'étranger, représentée par le rapport entre le montant déduit, à l'égard de ce revenu, par le contribuable dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 79.1 et ce revenu pour l'année tel que déterminé en vertu des articles 32 à 58 ;

« *g*) ne peuvent raisonnablement être attribués à la totalité ou à une partie du gain en capital imposable à l'égard duquel le contribuable a réclamé une déduction pour l'année en vertu des articles 726.7 à 726.9 ou 726.20.2 ;

« *h*) ne peuvent être considérés comme se rapportant à un montant compris dans la partie, visée au premier alinéa de l'article 737.16, du revenu du contribuable pour l'année ; et

« *i*) ne peuvent raisonnablement être considérés comme se rapportant à un montant qui est admissible en déduction, en vertu du paragraphe *a* de l'article 725, dans le calcul du revenu imposable du contribuable pour l'année. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 et, lorsqu'il édicte le paragraphe *f* de l'article 146.1 de la Loi sur les impôts, le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un particulier qui quitte le Canada après le 10 mai 1983 pour exercer un emploi à l'étranger ainsi qu'à l'égard d'un particulier qui a quitté le Canada avant le 11 mai 1983 pour le même motif et qui conclut, après le 10 mai 1983, un nouveau contrat avec un employeur, sauf que, dans ce dernier cas, ils ne s'appliquent que pour une période commençant après la conclusion du nouveau contrat.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le paragraphe *g* de l'article 146.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à

compter de l'année d'imposition 1985. Toutefois, lorsque ce paragraphe *g* s'applique à une année d'imposition antérieure à l'année d'imposition 1993, il doit se lire sans tenir compte de « ou 726.20.2 ».

5. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le paragraphe *h* de l'article 146.1 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

6. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le paragraphe *i* de l'article 146.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 13 juillet 1990.

c. I-3, a. 157,
mod.

105. 1. L'article 157 de cette loi, modifié par l'article 82 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *h.1* par le suivant :

adaptation
d'un édifice
pour des par-
ticuliers
ayant un
handicap
moteur

« *h.1*) un montant qu'il paie dans l'année pour des rénovations ou transformations prescrites apportées à un édifice qu'il utilise principalement pour gagner un revenu provenant de ce bien ou d'une entreprise, si ces rénovations ou transformations sont faites pour permettre à des particuliers ayant un handicap moteur d'avoir accès à l'édifice ou de s'y déplacer; » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *h.1*, du suivant :

matériel
pour particu-
liers ayant
un handicap
visuel ou
auditif

« *h.2*) un montant qu'il paie dans l'année pour des appareils ou du matériel prescrits acquis principalement pour aider les particuliers ayant un handicap visuel ou auditif; » ;

3° par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant :

montants
payés par
un agricul-
teur

« *i*) tout montant qu'il paie dans l'année à titre de cotisation en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (Statuts du Canada), de prime à l'égard du régime universel institué en vertu de la Loi sur la protection du revenu agricole (Statuts du Canada) ou de frais d'administration à l'égard d'un compte de stabilisation du revenu net; » .

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une rénovation ou transformation faite après le 25 février 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant payé après le 25 février 1992.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 157.6, mod.

106. 1. L'article 157.6 de cette loi, modifié par l'article 85 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) la partie d'un montant qu'il reçoit ou qui est devenu à recevoir par lui dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, à titre d'intérêt sur le bien, et qu'il n'a pas remboursée à l'émetteur de la créance en raison d'un redressement à l'égard des intérêts reçus par lui avant le moment de l'aliénation; ou ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation faite après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 157.10,
rempl.
Paiement
pour trans-
fert d'obliga-
tions d'un
contribuable

107. 1. L'article 157.10 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **157.10** Lorsqu'un contribuable a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, en vertu du paragraphe *a* de l'article 87, un montant relatif à un engagement visé aux sous-paragraphe i ou ii de ce paragraphe, et que, en contrepartie de l'acceptation par une autre personne d'assumer les obligations du contribuable relativement à cet engagement, celui-ci paie, dans une année d'imposition donnée, un montant raisonnable à cette autre personne, les règles suivantes s'appliquent si le contribuable et l'autre personne en font conjointement le choix de la manière et dans le délai prévus à l'article 157.11 :

a) le contribuable peut déduire le paiement dans le calcul de son revenu pour l'année donnée;

b) aucun montant ne peut, à l'égard de l'engagement, être déduit par le contribuable en vertu des articles 150 ou 150.1 dans le calcul de son revenu pour l'année donnée ou pour une année d'imposition subséquente;

c) lorsque le montant est reçu par l'autre personne dans l'exploitation d'une entreprise, il est réputé être un montant décrit aux sous-paragraphe i ou ii du paragraphe *a* de l'article 87. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 171,
mod.

108. 1. L'article 171 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Corporation
d'assurance
ne résidant
pas au
Canada

« Toutefois, les dettes impayées visées à ces articles 169 et 170 n'incluent pas un montant impayé au moment donné relativement à une dette ou à une autre obligation de payer un montant à une corporation d'assurance ne résidant pas au Canada, lorsque le montant impayé au moment donné a été inclus, pour l'application des chapitres I à III du titre V du livre VI, pendant l'année d'imposition de la corporation d'assurance qui comprend le moment donné, dans les biens utilisés ou détenus dans l'année par cette dernière dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance par l'entremise d'un établissement au Canada. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991 et, lorsqu'une corporation en fait le choix au moyen d'un avis écrit adressé au ministre du Revenu au plus tard le 14 décembre 1994, il s'applique à compter de son année d'imposition 1985.

c. I-3, a. 172,
mod.

109. 1. L'article 172 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Interpréta-
tion

« **172.** Malgré toute autre disposition de la présente partie, autre que l'article 173.1, pour l'application du présent article, des articles 169 à 171 et 174 et des règlements adoptés en vertu de l'article 170, on entend par :

« actionnaire
désigné »

a) « actionnaire désigné » d'une corporation, à un moment quelconque : une personne qui, à ce moment, seule ou avec d'autres personnes avec lesquelles elle a un lien de dépendance, est propriétaire d'actions du capital-actions de la corporation qui :

i. soit confèrent à leurs détenteurs au moins 25 % des voix pouvant être exprimées à l'assemblée annuelle des actionnaires de la corporation ;

ii. soit ont une juste valeur marchande correspondant à au moins 25 % de la juste valeur marchande de l'ensemble des actions émises et en circulation du capital-actions de la corporation ; » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

Précisions
concernant
un action-
naire désigné

« Afin de déterminer si une personne donnée est un actionnaire désigné d'une corporation à un moment quelconque, la personne donnée ou une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, selon le cas, est réputée, à ce moment, propriétaire des actions visées au paragraphe *a* et la corporation visée au paragraphe *b* est réputée, à ce moment, avoir racheté, acquis ou annulé les actions visées à ce

paragraphe *b* lorsque la personne donnée ou la personne avec laquelle elle a un lien de dépendance *a*, à ce moment, en vertu d'un contrat ou autrement, un droit immédiat ou futur, conditionnel ou non, autre qu'un droit qui, à ce moment, ne peut être exercé du fait que son exercice est conditionnel au décès, à la faillite ou à l'invalidité permanente d'un particulier:

a) soit à des actions d'une corporation, de les acquérir ou d'en contrôler les droits de vote;

b) soit d'obliger une corporation à racheter, acquérir ou annuler ses actions, autres que les actions détenues par la personne donnée ou la personne avec laquelle elle a un lien de dépendance. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993 et, lorsqu'une corporation en fait le choix au moyen d'un avis écrit adressé au ministre du Revenu au plus tard le 14 décembre 1994, il s'applique à compter de son année d'imposition 1989.

c. I-3,
a. 173.1, aj.

110. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 173, du suivant:

Personne
réputée ne
pas être un
actionnaire
désigné

« **173.1** Pour l'application du présent article, des articles 169 à 172 et 174 et des règlements adoptés en vertu de l'article 170, lorsque, sans le présent article, une personne serait un actionnaire désigné d'une corporation à un moment quelconque, elle est réputée ne pas être un tel actionnaire à ce moment si, à la fois:

a) un contrat ou arrangement en vigueur à ce moment prévoit que, à la réalisation d'une condition ou à la survenance d'un événement, la personne cessera d'être un actionnaire désigné, si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que cette condition se réalise ou que cet événement survienne;

b) la raison pour laquelle la personne est devenue un actionnaire désigné est la sauvegarde de ses droits ou intérêts ou de ceux d'une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, à l'égard d'une créance qui, à un moment quelconque, lui est due ou est due à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993 et, lorsqu'une corporation en fait le choix au moyen d'un avis écrit adressé au ministre du Revenu au plus tard le 14 décembre 1994, il s'applique à compter de son année d'imposition 1989.

c. I-3,
a. 175.1, mod.

111. 1. L'article 175.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. La partie d'un déboursé ou d'une dépense, autre qu'un déboursé ou une dépense d'une corporation, d'une société ou d'une fiducie à titre ou en paiement intégral ou partiel d'intérêts, qui, sans le paragraphe 1, serait admissible en déduction dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, peut être déduite dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition subséquente à laquelle on peut raisonnablement considérer qu'elle se rapporte. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant payé à titre ou en paiement intégral ou partiel d'intérêts pour une période ou partie de période postérieure au 31 décembre 1991.

c. 1-3,
au. 175.1.2 à
175.1.8, aj.

112. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 175.1.1, édicté par l'article 89 du chapitre 16 des lois de 1993, des suivants:

Intérêts sur
dette obliga-
taire

« **175.1.2** Pour l'application de la présente partie, le montant d'intérêts payable pour une année d'imposition, sur un emprunt ou sur un montant dû pour un bien, appelé « dette obligataire » dans le présent article et les articles 175.1.3 à 175.1.8, par une corporation, une société ou une fiducie, appelée « emprunteur » dans le présent article et les articles 175.1.3 à 175.1.7, est réputé, malgré le sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 175.1.1, être égal au moindre des montants suivants:

a) le montant d'intérêts, n'excédant pas un montant raisonnable, qui aurait été payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de l'année si aucun montant n'avait été payé avant la fin de l'année en exécution de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard de l'année et si le montant impayé à chaque moment donné de l'année, postérieur au 31 décembre 1991, à titre de principal de la dette obligataire correspondait à l'excédent de ce montant impayé, au moment donné, sur le total des montants suivants:

i. l'ensemble des montants dont chacun représente un montant payé avant le moment donné en exécution, totale ou partielle, de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, postérieure, à la fois, au début de l'année, au moment du paiement du montant et au 31 décembre 1991, autre qu'une période, ou qu'une partie de période, qui fait partie de l'année, lorsqu'aucun montant semblable n'a été payé avant le moment donné à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, postérieure à la fin de l'année;

ii. l'excédent de:

1° l'ensemble des montants dont chacun représente le montant d'intérêts, n'excédant pas un montant raisonnable, payable sur la dette obligataire, déterminé sans tenir compte du présent article, par l'emprunteur à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1991 et avant l'année; sur

2° l'ensemble des montants dont chacun représente le montant d'intérêts réputé, en vertu du présent article, payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard d'une année d'imposition qui se termine avant l'année;

b) l'excédent de:

i. l'ensemble des montants dont chacun représente le montant d'intérêts, n'excédant pas un montant raisonnable, payable sur la dette obligataire, déterminé sans tenir compte du présent article, par l'emprunteur à l'égard de l'année ou d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1991 et avant l'année; sur

ii. l'ensemble des montants dont chacun représente le montant d'intérêts réputé, en vertu du présent article, payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard d'une année d'imposition qui se termine avant l'année.

Extinction
ou règle-
ment de la
dette obliga-
taire

« **175.1.3** Lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition d'un emprunteur, une dette obligataire de ce dernier est réglée ou éteinte et que, à ce moment, l'ensemble déterminé au deuxième alinéa excède celui déterminé au troisième alinéa, cet excédent étant appelé « excédent donné » dans le présent article, les règles suivantes s'appliquent:

a) pour l'application du paragraphe *a* de l'article 484 à l'égard de l'emprunteur, lorsque la dette obligataire est éteinte dans des circonstances visées à cet article, le montant impayé à ce moment à titre de principal de la dette obligataire est réputé égal à l'excédent de ce montant sur l'excédent donné;

b) pour l'application de l'article 485 à l'égard de l'emprunteur, lorsque la dette obligataire est réglée ou éteinte dans des circonstances visées à cet article, elle est réputée réglée ou éteinte par le paiement d'un montant égal à l'ensemble du paiement fait pour la régler ou l'éteindre, déterminé sans tenir compte du présent article, et de l'excédent donné.

Application

L'ensemble visé en premier lieu au premier alinéa à un moment donné, est égal au total des montants suivants:

a) l'ensemble des montants dont chacun représente un montant payé avant ce moment en exécution totale ou partielle de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, postérieure au moment donné;

b) l'ensemble des montants dont chacun représente le montant d'intérêts, n'excédant pas un montant raisonnable, payable sur la dette obligataire, déterminé sans tenir compte de l'article 175.1.2, par l'emprunteur à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1991 et avant le moment donné, ou à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, qui fait partie de l'année et qui est antérieure au moment donné.

Application

L'ensemble visé en second lieu au premier alinéa à un moment donné, est égal au total des montants suivants:

a) l'ensemble des montants dont chacun représente un montant d'intérêts réputé, en vertu de l'article 175.1.2, payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard d'une année d'imposition qui se termine avant le moment donné;

b) le montant d'intérêts qui serait réputé, en vertu de l'article 175.1.2, payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de l'année, si celle-ci s'était terminée immédiatement avant le moment donné.

Paiement
réputé être
un montant
d'intérêts

« **175.1.4** Lorsque, à un moment quelconque, un montant est payé par une personne ou société à l'égard d'une dette obligataire d'un emprunteur soit à titre ou en paiement intégral ou partiel d'intérêts sur la dette obligataire à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, postérieure au moment du paiement et au 31 décembre 1991, soit en contrepartie d'une réduction du taux d'intérêt payable sur la dette obligataire, autre qu'un paiement visé au deuxième alinéa de l'article 175.1.1, à l'égard d'une période, ou d'une partie de période, postérieure au moment du paiement et au 31 décembre 1991, ce montant est réputé, à la fois:

a) pour l'application de l'article 175.1.5 et, sous réserve de cet article, pour l'application du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 175.1.2, du sous-paragraphe i du paragraphe b de cet article, du paragraphe b du deuxième alinéa de l'article 175.1.3 et de l'article 175.1.6, être un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de cette période ou de cette partie de période;

b) pour l'application du sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 175.1.2 et du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article

175.1.3, être un montant payé à ce moment en exécution de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard de cette période ou de cette partie de période.

Païement
réputé être
un montant
d'intérêts

« **175.1.5** Lorsqu'un montant d'intérêts payable sur une dette obligataire, déterminé sans tenir compte de l'article 175.1.2, par un emprunteur à l'égard d'une période donnée, ou d'une partie de celle-ci, postérieure au 31 décembre 1991, peut raisonnablement être considéré comme un montant payable en contrepartie soit d'une réduction du montant d'intérêts qui serait autrement payable sur la dette obligataire à l'égard d'une période ultérieure, soit d'une réduction du montant qui a été payé, ou peut l'être, avant le début d'une période ultérieure en exécution de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard de cette période ultérieure, lesquelles réductions sont déterminées sans tenir compte de l'existence d'une autre dette obligataire ou d'un montant d'intérêts payé ou payable sur une autre dette obligataire, ce montant est réputé, à la fois :

a) pour l'application du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 175.1.2, du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de cet article, du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 175.1.3 et de l'article 175.1.6, être un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de la période ultérieure et ne pas être un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de la période donnée ;

b) pour l'application du sous-paragraphe i du paragraphe *a* de l'article 175.1.2 et du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 175.1.3, être, une fois payé, un montant payé en exécution de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire à l'égard de cette période ultérieure.

Obligation
assumée par
un emprun-
teur

« **175.1.6** Lorsqu'une obligation à l'égard d'une dette obligataire d'une personne ou société est assumée par un emprunteur à un moment quelconque, les règles suivantes s'appliquent :

a) le montant d'intérêts payable sur la dette obligataire, déterminé sans tenir compte de l'article 175.1.2, par une personne ou société à l'égard d'une période, est réputé, dans la mesure où cette période est comprise dans une année d'imposition de l'emprunteur qui se termine après le 31 décembre 1991, pour l'application du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 175.1.2, du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de cet article et du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 175.1.3, être un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire par l'emprunteur à l'égard de l'année ;

b) les articles 175.1.2 et 175.1.3 s'appliquent à l'emprunteur, après ce moment, à l'égard de la dette obligataire, en supposant que l'article 175.1.2 s'est appliqué à l'emprunteur à l'égard de cette dette avant ce moment.

Existence
de l'emprun-
teur

Pour l'application du présent article, lorsque l'emprunteur a commencé à exister à un moment donné postérieur au début de la période donnée qui commence au début de la première période à l'égard de laquelle un montant d'intérêts est payable sur la dette obligataire par une personne ou société et se termine au moment donné, l'emprunteur est réputé, tout au long de la période donnée, avoir existé et avoir eu des années d'imposition se terminant le jour de l'année où sa première année d'imposition s'est terminée.

Paiement
d'intérêts
réputé être
une prime
ou une péna-
lité

« **175.1.7** Lorsque le montant payé par un emprunteur à un moment donné, en exécution de l'obligation de payer un montant donné d'intérêts sur une dette obligataire à l'égard d'une période ultérieure ou d'une partie de celle-ci, excède ce montant donné, escompté, pour la période donnée qui commence au moment donné et se termine à la fin de la période ultérieure ou de la partie de celle-ci, au taux d'intérêt applicable à la dette obligataire au cours de la période donnée ou, lorsque le taux d'intérêt à l'égard d'une partie de la période donnée n'est pas fixé au moment donné, au taux prescrit en vigueur au moment donné, cet excédent est réputé, à la fois :

a) pour l'application des articles 175.1.2 à 175.1.6 et 175.1.8, ne pas être un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire, ni un montant payé en exécution de l'obligation de payer des intérêts sur la dette obligataire;

b) être un paiement à titre de pénalité ou de prime, visé à l'article 175.1.1, à l'égard de la dette obligataire.

Limitation

« **175.1.8** Malgré les articles 175.1.2 à 175.1.7, l'ensemble des montants dont chacun représente un montant d'intérêts payable sur une dette obligataire par un particulier, autre qu'une fiducie, ou réputé, en vertu de l'article 175.1.2, payable sur la dette obligataire par une corporation, une société ou une fiducie, à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1991 et avant un moment donné, ne doit pas excéder l'ensemble des montants dont chacun représente un montant d'intérêts payable sur la dette obligataire, déterminé sans tenir compte de l'article 175.1.2, par une personne ou société à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1991 et avant le moment donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 175.2, mod.

113. 1. L'article 175.2 de cette loi, modifié par l'article 90 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) payer une prime visée à l'alinéa *b* du paragraphe 11 de l'article 18 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada); »;

2° par l'addition, après le paragraphe *d*, du suivant:

« *d.1*) déposer un montant dans un compte de stabilisation du revenu net; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 175.2.1,
remp.

114. 1. L'article 175.2.1 de cette loi, édicté par l'article 91 du chapitre 16 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Présomption

« **175.2.1** Pour l'application de l'article 175.2, dans la mesure où une dette est contractée par un contribuable à l'égard d'un bien et que, à un moment quelconque, ce bien ou un bien y substitué est utilisé à l'une des fins mentionnées à cet article, la dette est réputée avoir été contractée à ce moment et à cette fin. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 177,
remp.

115. L'article 177 de cette loi est remplacé par le suivant:

Rembourse-
ment d'une
dette

« **177.** Un contribuable peut déduire la partie d'un prêt ou d'une dette qu'il rembourse dans l'année et qu'il a incluse, en vertu de l'article 113, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série d'opérations et de remboursements.

Application

Le présent article ne s'applique que dans la mesure où le montant du prêt ou de la dette n'était pas admissible en déduction aux fins de calculer le revenu imposable du contribuable pour cette année d'imposition antérieure. ».

c. I-3, a. 184,
mod.

116. 1. L'article 184 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Vente de
créances

« **184.** Lorsque la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des biens d'une entreprise comprend des créances qui ont été ou seront incluses dans le calcul du revenu du vendeur pour une année antérieure ou pour l'année d'imposition ou des créances résultant de prêts consentis dans le cours normal de cette entreprise si son activité habituelle consiste en partie à faire des prêts d'argent et que l'acheteur se propose de continuer d'exploiter cette entreprise, le vendeur et l'acheteur peuvent choisir conjointement, au moyen du formulaire prescrit, d'appliquer les règles suivantes: ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3, a. 189,
mod.

117. 1. L'article 189 de cette loi, remplacé par l'article 96 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié par l'addition, après le paragraphe c, du suivant:

« d) aux fins de déterminer après ce moment, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, le montant qui est réputé être le gain en capital imposable du conjoint en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 105 et le montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du conjoint ou de la corporation en vertu du paragraphe b de cet article, un montant égal à celui déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107 à l'égard de l'entreprise du particulier immédiatement avant ce moment, doit être ajouté au montant déterminé par ailleurs en vertu de ce sous-paragraphe 2°. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 14 juillet 1990.

c. 1-3,
a. 189.0.1, aj.

118. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 189, du suivant:

Dissolution
d'une société

« **189.0.1** Malgré l'article 188, lorsque, à un moment quelconque, une société est dissoute dans des circonstances où les sections II et III du chapitre IV du titre XI ne s'appliquent pas, un contribuable qui en était membre immédiatement avant ce moment peut déduire, dans le calcul de son revenu pour sa première année d'imposition qui commence après ce moment, le montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times \frac{B}{C}.$$

Application

Dans la formule visée au premier alinéa:

a) la lettre A représente le montant qui aurait été déductible dans le calcul du revenu de la société en vertu de l'article 188 si elle n'avait pas été dissoute;

b) la lettre B représente la juste valeur marchande de l'intérêt du contribuable dans la société immédiatement avant ce moment;

c) la lettre C représente la juste valeur marchande de l'ensemble des intérêts dans la société immédiatement avant ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 14 juillet 1990.

c. I-3, a. 208,
texte fran-
çais, mod.

119. 1. L'article 208 de cette loi, remplacé par l'article 103 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié, dans le texte français, par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Provision
pour com-
missions non
gagnées

« **208.** Un contribuable qui exploite une entreprise en qualité d'agent ou de courtier en assurance ne peut déduire dans le calcul de son revenu provenant d'une telle entreprise, à titre de provision à l'égard de commissions non gagnées, que le moindre des montants suivants : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 209.0.1,
texte fran-
çais, mod.

120. 1. L'article 209.0.1 de cette loi, édicté par l'article 104 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié, dans le texte français, par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit :

Provision
additionnelle

« **209.0.1** Un contribuable qui exploite une entreprise tout au long de l'année en qualité d'agent ou de courtier en assurance peut déduire pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1990, dans le calcul de son revenu provenant d'une telle entreprise, un montant, à titre de provision additionnelle à l'égard de commissions non gagnées, qui n'excède pas le produit obtenu en appliquant le pourcentage suivant à l'excédent de la provision qu'il a déduite en vertu de l'article 208 pour sa dernière année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1991, sur le montant qu'il peut déduire en vertu de l'article 208 pour sa première année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1990 : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 224.1, aj.

121. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 224, du suivant :

Remboursement réputé d'un montant d'aide

« **224.1** Pour l'application de l'article 224, est réputé être une dépense faite par un contribuable dans une année d'imposition en remboursement d'un montant visé au paragraphe *b* de l'article 225, un montant qui, à la fois :

a) a réduit, par l'effet du paragraphe *b* de l'article 225, l'ensemble des montants qui peuvent être déduits par le contribuable dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 222 à 224;

b) n'a pas été reçu par le contribuable;

c) a cessé dans cette année d'imposition d'être un montant que le contribuable peut raisonnablement s'attendre à recevoir. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 236.1, mod.

122. 1. L'article 236.1 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Calcul de la
perte dans
le cas d'une
fiducie

« De plus, lorsque le contribuable est une fiducie à laquelle le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 s'applique et que l'action est une action visée au deuxième alinéa, il doit également être soustrait de la perte déterminée conformément au présent titre, l'ensemble des montants que l'auteur, au sens du paragraphe 2 de l'article 658, ou son conjoint, a reçus après le 31 décembre 1971 à titre de dividendes imposables sur cette action ou sur toute autre action à l'égard de laquelle l'action aliénée est une action d'échange ou qui sont à recevoir à ce titre par l'un d'eux au moment de l'aliénation de l'action. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3, a. 255,
mod.

123. 1. L'article 255 de cette loi, modifié par l'article 113 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe *c.2*, du suivant :

« *c.3*) lorsque le bien est un bien immeuble du contribuable, tout montant dont le paragraphe *b* de l'article 277.2 exige l'addition; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *h*, de ce qui suit :

«TITRE DE CRÉANCE INDEXÉ

«*h.0.1*) lorsque le bien est un titre de créance indexé, le montant, visé au paragraphe *a* de l'article 125.0.1 à l'égard du titre, qui doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition commençant avant le moment donné;»;

3° par l'insertion, après le sous-paragraphe vii du paragraphe *i*, du sous-paragraphe suivant:

«vii.1 la part du contribuable des frais canadiens de mise en valeur ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, qui a été déduite au plus tard au moment donné dans le calcul du prix de base rajusté de l'intérêt pour le contribuable en raison du sous-paragraphe ii du paragraphe *l* de l'article 257, et à l'égard de laquelle le contribuable a fait un choix en vertu du paragraphe *d* de l'article 408 ou du paragraphe *b* de l'article 418.2, selon le cas;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique au calcul du prix de base rajusté d'un bien après le 20 décembre 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre de créance indexé émis après le 16 octobre 1991.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} août 1990.

c. 1-3, a. 257,
mod.

124. 1. L'article 257 de cette loi, modifié par l'article 114 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 25 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) lorsque le bien est acquis par le contribuable après le 31 décembre 1971, l'ensemble des montants suivants:

i. l'excédent de toute aide, autre qu'une aide prescrite, que le contribuable a reçue ou a le droit de recevoir avant le moment donné d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard du bien ou pour l'acquisition du bien, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, de déduction d'impôt qui n'est pas prévue par ailleurs au présent paragraphe, d'allocation d'investissement ou sous toute autre forme, sur la partie de l'aide que le contribuable a remboursée avant ce moment conformément à une obligation de rembourser en totalité ou en partie cette aide;

ii. les montants, autres qu'un montant prescrit, que le contribuable a déduits à l'égard du bien avant le moment donné en vertu des paragraphes 5 ou 6 de l'article 127 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) dans le calcul de son impôt à payer en vertu de cette loi;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe *f.3*, du suivant:

«*f.4*) lorsque le bien est un droit d'acquérir des actions en vertu d'une convention, tout montant dont le paragraphe *b* de l'article 1055.1 exige la déduction;»;

3° par l'insertion, après le paragraphe *k*, de ce qui suit:

«TITRE DE CRÉANCE INDEXÉ

«*k.1*) lorsque le bien est un titre de créance indexé:

i. tout montant, visé au paragraphe *b* de l'article 125.0.1 à l'égard du titre, qui est admissible en déduction dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition commençant avant le moment donné;

ii. le montant de tout paiement reçu ou devenu à recevoir par le contribuable au plus tard au moment donné à l'égard d'un montant qui a été ajouté, en vertu du paragraphe *h.0.1* de l'article 255, au coût du titre pour le contribuable;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 a effet depuis le 14 juillet 1990.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un titre de créance indexé émis après le 16 octobre 1991.

c. 1-3,
a. 257.2, mod.

125. 1. L'article 257.2 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Choix

«**257.2** Pour l'application du paragraphe *f.2* de l'article 257, un contribuable qui reçoit, au cours d'une année d'imposition, un montant qui serait, en l'absence du présent article, inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *w* de l'article 87 à l'égard du coût d'un bien, autre qu'un bien amortissable, acquis par lui au cours de l'année, des trois années d'imposition qui précèdent ou de l'année d'imposition qui suit l'année, peut choisir en vertu du présent article au plus tard à la date à laquelle au plus tard sa déclaration fiscale en vertu de la

présente partie doit être produite pour l'année, ou, lorsque le bien est acquis au cours de l'année d'imposition qui suit l'année, pour cette année suivante, de réduire le coût du bien du montant qu'il indique et qui ne doit pas excéder le moindre des montants suivants: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 264.7, aj.

126. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 264.6, de ce qui suit:

« SECTION III.4

« PERTES RÉPUTÉES RELIÉES AU REMBOURSEMENT DE MONTANTS D'AIDE

Perte en
capital répu-
tée

« **264.7** L'ensemble des montants payés par un contribuable dans une année d'imposition dont chacun représente l'un des montants visés au deuxième alinéa, est réputé être une perte en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation par lui d'un bien dans l'année et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV, ce bien est réputé avoir été aliéné par lui dans l'année.

Montants
visés

Les montants auxquels réfère le premier alinéa sont les suivants:

a) la partie de toute aide visée au sous-paragraphe i du paragraphe d de l'article 257, à l'égard d'une immobilisation, autre qu'un bien amortissable, ou pour l'acquisition d'une telle immobilisation par le contribuable, qui a été remboursée par lui dans l'année, lorsque le remboursement est effectué après qu'il ait aliéné l'immobilisation et en vertu d'une obligation de rembourser en totalité ou en partie cette aide;

b) un montant remboursé par le contribuable dans l'année à l'égard d'une immobilisation, autre qu'un bien amortissable, qu'il a acquise, lorsque le remboursement, d'une part, est effectué après que le contribuable ait aliéné l'immobilisation et, d'autre part, aurait été, s'il avait été effectué avant l'aliénation de l'immobilisation, un remboursement visé au paragraphe f.2 de l'article 257. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 272,
mod.

127. 1. L'article 272 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa par le suivant:

« a) dans le cas prévu à l'article 440, pendant toutes les années pour lesquelles le particulier aurait pu désigner, conformément au

troisième alinéa de l'article 274, cette résidence comme sa résidence principale; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. 1-3, a. 274,
remp.

128. 1. L'article 274 de cette loi est remplacé par le suivant:

Résidence
principale
d'un particu-
lier autre
qu'une fidu-
cie person-
nelle

« **274.** Dans le présent titre, l'expression « résidence principale » d'un particulier, autre qu'une fiducie personnelle, pour une année d'imposition signifie un bien donné qui est soit un logement, soit une tenure à bail dans un logement, soit une part du capital social d'une coopérative d'habitation constituée en corporation acquise dans le seul but d'acquérir le droit d'habiter un logement dont la coopérative est propriétaire, si, dans tous les cas, d'une part, le particulier est propriétaire du bien donné, seul ou conjointement avec une autre personne, dans l'année, et, d'autre part, la condition prévue au deuxième alinéa et l'une des conditions suivantes sont remplies:

a) le logement est normalement habité dans l'année par le particulier, son conjoint ou son ex-conjoint, ou son enfant;

b) le particulier a fait l'un des choix suivants:

i. un choix en vertu du premier alinéa de l'article 284 qui se rapporte au changement d'utilisation du bien donné dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, à l'exception d'un choix annulé par le particulier, en vertu du deuxième alinéa de cet article, dans sa déclaration fiscale pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

ii. un choix en vertu de l'article 286.1 qui se rapporte à un changement d'utilisation du bien donné dans une année d'imposition subséquente.

Condition

La condition à laquelle réfère le premier alinéa consiste en ce que le particulier ait désigné le bien donné, conformément au troisième alinéa, comme sa résidence principale pour l'année et qu'aucun autre bien n'ait été désigné, pour l'application du présent article et des articles 274.0.1, 275.1, 277 et 285, pour l'année par l'une ou l'autre des personnes suivantes:

a) le particulier;

b) une personne qui est, durant toute l'année, le conjoint du particulier, autre qu'un conjoint qui, durant toute l'année, vit séparé du particulier en vertu d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation;

c) une personne qui est l'enfant du particulier, autre qu'un enfant qui, durant l'année, est une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus;

d) lorsque le particulier n'est pas, durant l'année, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus, une personne qui est soit le père ou la mère du particulier, soit le frère ou la soeur du particulier, si ce frère ou cette soeur n'est pas, durant l'année, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus.

Désignation

La désignation visée au deuxième alinéa doit être faite dans la déclaration fiscale du particulier qu'il doit produire en vertu de l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle il a soit aliéné le bien donné, soit accordé une option d'acheter le bien donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. 1-3,
a. 274.0.1, aj.

129. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 274, du suivant:

Résidence
principale
d'un particu-
lier qui est
une fiducie
personnelle

« **274.0.1** Dans le présent titre, l'expression « résidence principale » d'un particulier qui est une fiducie personnelle, appelé « fiducie » dans le présent article, pour une année d'imposition signifie un bien donné qui est soit un logement, soit une tenure à bail dans un logement, soit une part du capital social d'une coopérative d'habitation constituée en corporation acquise dans le seul but d'acquérir le droit d'habiter un logement dont la coopérative est propriétaire, si, dans tous les cas, d'une part, la fiducie est propriétaire du bien donné, seule ou conjointement avec une autre personne, dans l'année, et, d'autre part, les conditions prévues au deuxième alinéa et l'une des conditions suivantes sont remplies:

a) le logement est normalement habité dans l'année civile se terminant dans l'année par un bénéficiaire désigné de la fiducie pour l'année, le conjoint ou l'ex-conjoint d'un tel bénéficiaire, ou l'enfant de celui-ci;

b) la fiducie a fait l'un des choix suivants:

i. un choix en vertu du premier alinéa de l'article 284 qui se rapporte au changement d'utilisation du bien donné dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, à l'exception d'un choix annulé par la fiducie, en vertu du deuxième alinéa de cet article, dans sa déclaration fiscale pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

ii. un choix en vertu de l'article 286.1 qui se rapporte à un changement d'utilisation du bien donné dans une année d'imposition subséquente.

Conditions

Les conditions auxquelles réfère le premier alinéa sont les suivantes :

a) la fiducie a désigné le bien donné, conformément au troisième alinéa, comme sa résidence principale pour l'année ;

b) la fiducie a indiqué, dans le cadre de cette désignation, le nom de chaque particulier, appelé « bénéficiaire désigné » dans le présent article et l'article 275.1, qui, dans l'année civile se terminant dans l'année, remplit les conditions suivantes :

i. il a un *beneficial interest* dans la fiducie ;

ii. il habite normalement le logement ou a un conjoint, un ex-conjoint ou un enfant qui l'habite normalement, sauf lorsque la fiducie n'a le droit de désigner le bien donné pour l'année qu'en raison uniquement de l'application du paragraphe b du premier alinéa ;

c) aucune corporation, autre qu'un organisme de charité enregistré, ou société n'a un *beneficial interest* dans la fiducie à un moment quelconque dans l'année ;

d) aucun autre bien n'a été désigné, pour l'application du présent article et des articles 274, 275.1, 277 et 285, pour l'année civile se terminant dans l'année par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

i. un bénéficiaire désigné de la fiducie pour l'année ;

ii. une personne qui est, durant toute cette année civile, le conjoint d'un bénéficiaire visé au sous-paragraphe i, autre qu'un conjoint qui, durant toute cette année civile, vit séparé du bénéficiaire en vertu d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation ;

iii. une personne qui est l'enfant d'un bénéficiaire visé au sous-paragraphe i, autre qu'un enfant qui, durant cette année civile, est une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus ;

iv. lorsqu'un bénéficiaire visé au sous-paragraphe i n'est pas, durant cette année civile, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus, une personne qui est soit le père ou la mère du bénéficiaire, soit le frère ou la soeur du bénéficiaire, si ce frère ou cette soeur n'est pas, durant cette année civile, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus.

Désignation

La désignation visée au paragraphe *a* du deuxième alinéa doit être faite dans la déclaration fiscale de la fiducie qu'elle doit produire en vertu de l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle elle a soit aliéné le bien donné, soit accordé une option d'acheter le bien donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 274.2,
rempl.
Acquisition
d'un bien en
contrepartie
à une partici-
pation dans
une fiducie

130. 1. L'article 274.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **274.2** Lorsque, dans des circonstances où l'article 688 s'applique et où l'article 691 ne s'applique pas, un contribuable a acquis un bien en contrepartie de la totalité ou d'une partie de sa participation au capital dans une fiducie, il est réputé, pour l'application des articles 271, 274, 274.0.1, 275.1 à 277 et 285, avoir été propriétaire du bien sans interruption depuis le moment où la fiducie l'a acquis pour la dernière fois. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. I-3, a. 275,
ab.

131. 1. L'article 275 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 275.1,
rempl.
Présomption

132. 1. L'article 275.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **275.1** Pour l'application des articles 274 et 274.0.1, un bien donné désigné par une fiducie en vertu du deuxième alinéa de l'article 274.0.1 pour une année d'imposition est réputé être un bien désigné par chaque bénéficiaire désigné de la fiducie pour l'année civile se terminant dans l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. I-3, a. 276,
ab.

133. 1. L'article 276 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
aa. 277.1 et
277.2, aj.

134. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 277, de ce qui suit :

«SECTION VI.1

«LIFE ESTATE SUR UN BIEN IMMEUBLE

Aliénation
d'un *remainder*
interest
sur un bien
immeuble

«**277.1** Malgré toute autre disposition de la présente loi, lorsque, à un moment quelconque, un contribuable aliène un *remainder interest* sur un bien immeuble, autrement qu'en raison d'une opération à laquelle l'article 459 s'appliquerait par ailleurs, en faveur d'une personne ou d'une société, autre qu'un organisme de charité enregistré qui est une oeuvre de charité visée au paragraphe g de l'article 985.1, et conserve un *life estate* ou un *estate pur* autre vie, appelé «*life estate*» dans la présente section, sur le bien, le contribuable est réputé, à la fois :

a) avoir aliéné à ce moment le *life estate* pour un produit de l'aliénation égal à la juste valeur marchande du bien immeuble à ce moment ;

b) avoir acquis de nouveau le *life estate* immédiatement après ce moment à un coût égal au produit de l'aliénation déterminé au paragraphe a.

Extinction
d'un *life*
estate

«**277.2** Lorsque, en raison du décès d'un particulier, un *life estate* auquel l'article 277.1 s'est appliqué s'éteint, les règles suivantes s'appliquent :

a) le détenteur du *life estate*, immédiatement avant le décès, est réputé l'avoir aliéné immédiatement avant le décès pour un produit de l'aliénation égal au prix de base rajusté de ce *life estate* pour lui immédiatement avant le décès ;

b) lorsque la personne qui détient le *remainder interest* sur le bien immeuble immédiatement avant le décès a un lien de dépendance avec le détenteur du *life estate*, le moindre des montants suivants doit, après le décès, être ajouté dans le calcul du prix de base rajusté du bien immeuble pour cette personne :

i. le prix de base rajusté du *life estate* sur le bien immédiatement avant le décès ;

ii. l'excédent de la juste valeur marchande du bien immeuble immédiatement après le décès sur le prix de base rajusté du *remainder interest* pour cette personne immédiatement avant le décès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation ou d'une extinction qui survient après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 285,
remp.

135. 1. L'article 285 de cette loi est remplacé par le suivant :

Restriction
lorsqu'il
s'agit de la
résidence
principale

« **285.** Pour l'application des articles 274 et 274.0.1 et sous réserve de l'article 286, un bien donné ne peut être considéré comme la résidence principale d'un contribuable pour une année d'imposition en raison de l'application du paragraphe *b* du premier alinéa de l'un des articles 274 ou 274.0.1, si, en raison uniquement de l'application de ce paragraphe *b*, le bien aurait été, en l'absence du présent article, la résidence principale du contribuable pour au moins quatre années d'imposition antérieures. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1990. De plus, lorsque l'article 285 de la Loi sur les impôts, qu'il remplace, s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient :

a) après le 31 décembre 1981 et avant le 14 décembre 1990, il doit se lire comme suit :

Restriction
lorsqu'il
s'agit de la
résidence
principale

« **285.** Dans le cas d'un bien qui est une résidence principale, le choix visé aux articles 284 ou 286.1 ne peut être fait que pour l'année d'imposition et les trois années d'imposition subséquentes, sans dépasser en tout quatre années.

Annulation
du choix

Toutefois, dans le cas d'un choix fait conformément à l'article 284, si, dans sa déclaration fiscale pour l'une des trois années subséquentes, le contribuable annule son choix à l'égard de ce bien, il est réputé avoir commencé à se servir du bien en vue de gagner un revenu provenant de ce bien ou d'une entreprise le premier jour de cette année subséquente. » ;

b) après le 13 décembre 1990 et avant le 1^{er} janvier 1991, il doit se lire comme suit :

Restriction
lorsqu'il
s'agit de la
résidence
principale

« **285.** Pour l'application de l'article 274 et sous réserve de l'article 286, un bien ne peut être considéré comme la résidence principale d'un contribuable pour une année d'imposition en raison d'un choix fait conformément aux articles 284 ou 286.1 si, en raison de cet article 284 ou 286.1, selon le cas, le bien aurait été, en l'absence du présent article, sa résidence principale pour au moins quatre années d'imposition antérieures. ».

c. I-3, a. 295,
mod.

136. L'article 295 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

Options
d'achat
d'actions ou
d'obligations
par une cor-
poration

« **295.** 1. Lorsqu'une corporation accorde après le 31 décembre 1971 une option d'acheter des actions de son capital-actions ou des

obligations qu'elle doit émettre, elle est réputée avoir aliéné une immobilisation et réalisé un gain égal au montant qu'elle a reçu en contrepartie de l'octroi de cette option au moment où celle-ci expire. ».

c. I-3, a. 302,
remp.

137. 1. L'article 302 de cette loi est remplacé par le suivant :

Coût de cer-
tains biens
dont la
valeur est
incluse dans
le revenu

« **302.** Pour l'application du présent titre, lorsqu'un contribuable acquiert après 1971 un bien, autre qu'un contrat de rente, non visé aux articles 304 à 306 et qu'un montant, à l'égard de la valeur de ce bien, est inclus autrement qu'en vertu des articles 48 à 58 dans le calcul de son revenu, le montant ainsi inclus doit être ajouté dans le calcul du coût de ce bien pour le contribuable, sauf dans la mesure où un tel montant a été autrement ajouté à ce coût ou inclus dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contribuable. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 17 octobre 1991.

c. I-3, a. 310,
remp.

138. 1. L'article 310 de cette loi, remplacé par l'article 26 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Montants à
inclure

« **310.** Les montants qu'un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 309 comprennent ceux qui sont relatifs à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite, dans la mesure prévue au titre IV du livre VII, ainsi que ceux prévus aux articles 900, 935.4 à 935.6, 935.9, 965.20, 965.49, 965.50, 968 et 968.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, pour la période qui précède le 17 décembre 1993, l'article 310 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire sans tenir compte de « 900, ».

c. I-3, a. 312,
mod.

139. 1. L'article 312 de cette loi, modifié par l'article 127 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 27 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants :

pensions ali-
mentaires

« *a*) un montant reçu en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois, si le bénéficiaire est, en raison de l'échec de son mariage qui survient avant le 1^{er} janvier 1993, séparé à la suite d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation et vit séparé de son conjoint ou ex-conjoint tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est reçu et durant le reste de l'année ;

allocations
d'entretien

« b) un montant reçu en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent, à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du contribuable, de ses enfants ou à la fois du contribuable et de ses enfants, si, au moment où le paiement est reçu et durant le reste de l'année, le contribuable vit, en raison de l'échec de son mariage qui survient avant le 1^{er} janvier 1993, séparé de son conjoint tenu de faire ce paiement; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe b, du suivant:

pensions ali-
mentaires

« b.0.1) un montant reçu en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du contribuable, d'un enfant du contribuable ou des deux à la fois, si le contribuable vit, en raison de l'échec de son mariage qui survient après le 31 décembre 1992, séparé de son conjoint ou ex-conjoint tenu de faire ce paiement au moment où celui-ci est reçu et durant le reste de l'année; »;

3° par le remplacement du paragraphe b.1 par le suivant:

allocations
d'entretien

« b.1) un montant reçu à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du contribuable, d'un enfant du contribuable ou des deux à la fois, si les conditions suivantes sont remplies:

i. le montant est reçu en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province;

ii. au moment où le montant est reçu et durant le reste de l'année, le contribuable vit séparé de la personne tenue de faire le paiement;

iii. la personne tenue de faire le paiement est le père ou la mère d'un enfant du contribuable; »;

4° par l'insertion, après le paragraphe b.1, du suivant:

rembourse-
ment d'une
pension ou
d'une alloca-
tion

« b.2) un montant reçu en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent, à titre de remboursement d'un montant déduit en vertu de l'un des sous-paragraphe a à b du paragraphe 1 de l'article 336 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure; »;

5° par le remplacement du paragraphe f.1 par le suivant:

frais judiciai-
res et extra-
judiciaires

« f.1) un montant reçu à titre d'allocation ou de remboursement à l'égard de frais judiciaires ou extrajudiciaires, à l'exclusion de ceux

de ces frais se rapportant à un partage de biens, ou à un règlement relatif à des biens, découlant d'un mariage ou de l'échec d'un mariage, payés pour soit recouvrer une allocation de retraite ou une prestation en vertu d'un régime de retraite, autre qu'une prestation en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent, au sens de cette loi, à l'égard d'un emploi, soit établir un droit à celles-ci;».

2. Les sous-paragraphes 1°, 2° et 5° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

3. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu en vertu d'une ordonnance rendue après le 31 décembre 1992.

4. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un paiement reçu après le 31 décembre 1990.

140. 1. Les articles 313 à 313.0.2 de cette loi sont remplacés par les suivants:

c. 1-3,
aa. 313 à
313.0.2,
remp.

Pensions ali-
mentaires

«**313.** Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé à l'un des paragraphes *a* à *b.1* de l'article 312, ou une modification s'y rapportant, prévoit le paiement périodique d'un montant soit à un contribuable par une personne qui est son conjoint, son ex-conjoint ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant du contribuable, soit pour le bénéfice du contribuable, celui d'un enfant sous sa garde ou à la fois pour le bénéfice du contribuable et celui d'un tel enfant, ce montant ou toute partie de celui-ci, lorsque versé, est réputé, pour l'application de ces paragraphes *a* à *b.1*, avoir été payé au contribuable et reçu par lui.

Pensions ali-
mentaires et
allocations
d'entretien

«**313.0.1** Lorsqu'un montant auquel les paragraphes *a* à *b.1* de l'article 312 ne s'appliquent pas par ailleurs, est payé dans une année d'imposition par une personne en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à l'égard d'une dépense engagée dans l'année ou dans l'année d'imposition précédente pour l'entretien soit d'un contribuable qui est son conjoint, son ex-conjoint ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant de la personne, soit d'un enfant sous la garde du contribuable, soit à la fois du contribuable et d'un tel enfant, que le contribuable vivait séparé de cette personne au moment où la dépense

a été engagée et durant le reste de l'année pendant laquelle elle a été engagée et que l'arrêt, l'ordonnance, le jugement ou l'entente écrite prévoit que le présent article et l'article 336.1 s'appliquent à un paiement effectué en vertu de l'arrêt, de l'ordonnance, du jugement ou de l'entente écrite, l'excédent de l'ensemble de ces montants payés sur le montant déterminé en vertu de l'article 313.0.3 est réputé, pour l'application de ces paragraphes *a* à *b.1*, être un montant payé par cette personne et reçu par le contribuable à titre d'allocation payable périodiquement.

Restriction

« **313.0.2** Pour l'application de l'article 313.0.1, une dépense ne comprend pas une dépense à l'égard d'un établissement domestique autonome qu'habite la personne visée à cet article qui effectue le paiement, ni une dépense pour l'acquisition d'un bien corporel qui n'est pas une dépense à titre de frais médicaux ou d'études ou à l'égard de l'acquisition, de l'amélioration ou de l'entretien d'un établissement domestique autonome qu'habite le contribuable mentionné à cet article 313.0.1 qui est le conjoint ou l'ex-conjoint de cette personne ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant de cette personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent après le 31 décembre 1992 ou en vertu d'une entente écrite conclue après cette date.

c. 1-3,
a. 313.0.3,
mod.

141. 1. L'article 313.0.3 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) de l'ensemble de chaque montant inclus, dans l'ensemble des montants payés visé à cet article, à l'égard de l'acquisition ou de l'amélioration d'un établissement domestique autonome qu'habite le contribuable y mentionné qui est le conjoint ou l'ex-conjoint de la personne visée à cet article ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant de cette personne, incluant un paiement du principal ou des intérêts à l'égard d'une dette contractée pour le financement, de quelque façon que ce soit, de cette acquisition ou de cette amélioration; sur ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent après le 31 décembre 1992 ou en vertu d'une entente écrite conclue après cette date.

c. 1-3,
a. 316.1, mod. **142.** 1. L'article 316.1 de cette loi, remplacé par l'article 131 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

Bien prêté
pour réduire
ou éviter un
impôt.

«**316.1** Lorsque, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, un particulier donné qui n'est pas une fiducie, ou une fiducie dont le particulier donné est bénéficiaire, reçoit un prêt ou devient débiteur d'un créancier ou d'une fiducie créancière, et que l'on peut raisonnablement considérer que l'un des buts principaux pour lesquels le prêt a été consenti ou la dette a été contractée est de réduire ou d'éviter un impôt en faisant en sorte que le revenu provenant du bien prêté soit inclus dans le revenu du particulier donné, les règles suivantes s'appliquent:»;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Définitions

«Dans le présent article, l'expression:

«bénéfi-
ciaire»

«bénéficiaire» d'une fiducie signifie un particulier qui a un *beneficial interest* dans la fiducie;

«bien prêté»

«bien prêté», relativement à un particulier donné, ou à une fiducie dont le particulier donné est bénéficiaire, qui a reçu un prêt ou a contracté une dette, comprend un bien que le prêt ou la dette a permis au particulier donné, ou à la fiducie dont le particulier donné est bénéficiaire, d'acquérir, ou les a aidés à acquérir, ainsi qu'un bien substitué à un tel bien ou au bien prêté;

«créancier»

«créancier», relativement à un particulier donné, ou à une fiducie dont le particulier donné est bénéficiaire, qui a reçu un prêt ou a contracté une dette, signifie le particulier, autre qu'une fiducie, qui a consenti le prêt ou est devenu créancier et avec lequel le particulier donné a un lien de dépendance;

«fiducie
créancière»

«fiducie créancière», relativement à un particulier donné, ou à une fiducie dont le particulier donné est bénéficiaire, qui a reçu un prêt ou a contracté une dette, signifie la fiducie qui a consenti le prêt ou est devenue créancière et à laquelle un bien a, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, été transféré par un autre particulier, appelé «cédant initial» dans le présent article, qui n'est pas une fiducie, qui réside au Canada à un moment quelconque pendant la période durant laquelle le prêt ou la dette est impayé et avec lequel le particulier donné a un lien de dépendance.».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un revenu qui se rapporte à une période qui commence après le 31 décembre 1990.

c. 1-3, a. 336,
mod.

143. 1. L'article 336 de cette loi, modifié par l'article 95 du chapitre 15 des lois de 1993, par l'article 136 du chapitre 16 des lois de 1993, par l'article 21 du chapitre 19 des lois de 1993 et par l'article 29 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant:

pension
alimentaire

«*a*) un montant payé dans l'année par un particulier en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois, si le particulier est, en raison de l'échec de son mariage qui survient avant le 1^{er} janvier 1993, séparé à la suite d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation et vit séparé de son conjoint ou ex-conjoint à qui il est tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;»;

2° par l'insertion, après le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, du sous-paragraphe suivant:

pension
alimentaire

«*a.0.1*) un montant payé dans l'année par un particulier en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois, si le particulier vit, en raison de l'échec de son mariage qui survient après le 31 décembre 1992, séparé de son conjoint ou ex-conjoint à qui il est tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;»;

3° par le remplacement de la partie du sous-paragraphe *a.1* du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe *ii* par ce qui suit:

allocation
d'entretien

«*a.1*) un montant payé dans l'année par un particulier à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois, si les conditions suivantes sont remplies:

i. le montant est reçu en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province;»;

4° par le remplacement du sous-paragraphe *iii* du sous-paragraphe *a.1* du paragraphe 1 par le suivant:

«*iii*. le particulier est le père ou la mère d'un enfant du bénéficiaire;»;

5° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 par le suivant :

allocation
d'entretien

« *b*) un montant payé dans l'année par un particulier en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent, à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois, si, au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année, le particulier vit, en raison de l'échec de son mariage qui survient avant le 1^{er} janvier 1993, séparé du bénéficiaire qui est son conjoint et à qui il est tenu de faire ce paiement; »;

6° par l'insertion, après le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, du sous-paragraphe suivant :

rembourse-
ment d'une
pension ou
d'une alloca-
tion

« *b.0.1*) un montant payé dans l'année ou dans une des deux années d'imposition précédentes par un particulier en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent, à titre de remboursement d'un montant inclus en vertu de l'un des paragraphes *a* à *b.1* de l'article 312 dans le calcul du revenu du particulier pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, dans la mesure où ce montant n'a pas été ainsi déduit pour une année d'imposition antérieure; »;

7° par le remplacement du sous-paragraphe *b.1* du paragraphe 1 par le suivant :

frais judiciai-
res ou extra-
judiciaires

« *b.1*) un montant payé par le contribuable à titre de frais judiciaires ou extrajudiciaires engagés soit pour la perception d'un montant qui est dû et qu'il devrait inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'un des paragraphes *a* à *b.1* de l'article 312 ou de l'article 313 s'il était reçu, soit pour la révision du droit de recevoir ou de l'obligation de payer un montant qui serait visé à ces paragraphes ou à cet article 313 ou à l'un des sous-paragraphes *a* à *b* ou au paragraphe 2 s'il était reçu ou payé, selon le cas, dans la mesure où le contribuable n'en a pas été remboursé, n'a pas droit de l'être et ne l'a pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure; »;

8° par le remplacement du sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *e.1* du paragraphe 1 par le suivant :

« *i*. l'ensemble des frais judiciaires ou extrajudiciaires, à l'exclusion de ceux se rapportant à un partage de biens, ou à un règlement relatif à des biens, découlant d'un mariage ou de l'échec d'un mariage, payés par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des sept années d'imposition précédentes soit pour recouvrer soit une prestation en vertu d'un régime de retraite, autre qu'une prestation

en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent, au sens de cette loi, à l'égard d'un emploi du contribuable ou d'un particulier décédé duquel le contribuable était ou bien à la charge, ou bien un représentant légal, ou bien un parent, soit une allocation de retraite du contribuable ou d'un particulier décédé duquel le contribuable était ou bien à la charge, ou bien un représentant légal, ou bien un parent, soit pour établir un droit à celles-ci; »;

9° par le remplacement du sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 par le suivant :

rembourse-
ment d'un
prêt sur
police

« *i*) l'ensemble des remboursements faits par le contribuable dans l'année à l'égard d'un prêt sur police, au sens du paragraphe *b.2* de l'article 966, consenti en vertu d'une police d'assurance sur la vie, jusqu'à concurrence de l'excédent de l'ensemble de tout montant qu'il devait, en vertu de l'article 968 et en raison d'un tel prêt sur police consenti après le 31 mars 1978 à l'égard de cette police, inclure dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, sur l'ensemble de tout remboursement fait par le contribuable à l'égard du prêt sur police et admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure; »;

10° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

Présomption

« 2. Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé à l'un des sous-paragraphe *a* à *b* du paragraphe 1, ou une modification s'y rapportant, prévoit le paiement périodique d'un montant par un contribuable soit à une personne qui est son conjoint, son ex-conjoint ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant du contribuable, soit pour le bénéfice d'une telle personne, celui d'un enfant sous sa garde ou à la fois pour le bénéfice d'une telle personne et celui d'un tel enfant, ce montant ou toute partie de celui-ci, lorsque versé, est réputé, pour l'application de ces sous-paragraphe *a* à *b*, avoir été payé à cette personne et reçu par elle. ».

2. Les sous-paragraphe 1°, 2°, 5°, 7° et 8° du paragraphe 1 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

3. Les sous-paragraphe 3° et 4° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une ordonnance rendue après le 31 décembre 1992.

4. Le sous-paragraphe 6° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 31 décembre 1990.

5. Le sous-paragraphe 9° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un remboursement fait après le 20 décembre 1991.

6. Le sous-paragraphe 10° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant payé en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent après le 31 décembre 1992 ou en vertu d'une entente écrite conclue après cette date.

c. I-3,
aa. 336.1 et
336.2, remp.

144. 1. Les articles 336.1 et 336.2 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Pension ali-
mentaire et
allocation
d'entretien

« **336.1** Lorsqu'un montant auquel les sous-paragraphe *a* à *b* du paragraphe 1 de l'article 336 ne s'appliquent pas par ailleurs, est payé dans une année d'imposition par un contribuable en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à l'égard d'une dépense engagée dans l'année ou dans l'année d'imposition précédente pour l'entretien soit d'une personne qui est son conjoint, son ex-conjoint ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant du contribuable, soit d'un enfant sous la garde de cette personne, soit à la fois de cette personne et d'un tel enfant, que le contribuable vivait séparé de cette personne au moment où la dépense a été engagée et durant le reste de l'année pendant laquelle elle a été engagée et que l'arrêt, l'ordonnance, le jugement ou l'entente écrite prévoit que le présent article et l'article 313.0.1 s'appliquent à un paiement effectué en vertu de l'arrêt, de l'ordonnance, du jugement ou de l'entente écrite, l'excédent de l'ensemble de ces montants payés sur le montant déterminé en vertu de l'article 336.3 est réputé, pour l'application de ces sous-paragraphe *a* à *b*, être un montant payé par le contribuable et reçu par cette personne à titre d'allocation payable périodiquement.

Restriction

« **336.2** Pour l'application de l'article 336.1, une dépense ne comprend pas une dépense à l'égard d'un établissement domestique autonome qu'habite le contribuable visé à cet article qui effectue le paiement, ni une dépense pour l'acquisition d'un bien corporel qui n'est pas une dépense à titre de frais médicaux ou d'études ou à l'égard de l'acquisition, de l'amélioration ou de l'entretien d'un établissement domestique autonome qu'habite la personne mentionnée à cet article 336.1 qui est le conjoint ou l'ex-conjoint du contribuable ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant du contribuable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant payé en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un

tribunal compétent après le 31 décembre 1992 ou en vertu d'une entente écrite conclue après cette date.

c. I-3,
a. 336.3, mod. **145.** 1. L'article 336.3 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) de l'ensemble de chaque montant inclus, dans l'ensemble des montants payés visé à cet article, à l'égard de l'acquisition ou de l'amélioration d'un établissement domestique autonome qu'habite la personne y mentionnée qui est le conjoint ou l'ex-conjoint du contribuable visé à cet article ou, lorsque le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province, un particulier de sexe opposé qui est le père ou la mère d'un enfant de cette personne, incluant un paiement du principal ou des intérêts à l'égard d'une dette contractée pour le financement, de quelque façon que ce soit, de cette acquisition ou de cette amélioration; sur ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant payé en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent après le 31 décembre 1992 ou en vertu d'une entente écrite conclue après cette date.

c. I-3, a. 338,
mod. **146.** 1. L'article 338 de cette loi, modifié par l'article 137 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Frais admissibles « Pour que les frais payés à une maison d'enseignement visée au sous-paragraphe iv du paragraphe *a* de l'article 337 soient admissibles en déduction dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition en vertu de l'article 337, celui-ci doit être âgé d'au moins 16 ans à la fin de l'année et être un élève inscrit à cette maison pour lui permettre d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires à une occupation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 339,
mod. **147.** 1. L'article 339 de cette loi, modifié par l'article 96 du chapitre 15 des lois de 1993 et par l'article 30 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

régime d'épargne-retraite « *b*) tout montant qui est admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du titre IV du livre VII ou de l'article 965.0.16.1; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *d.0.1*, des suivants:

versements
à un régime
de pension
agréé

«*d.0.2*) le moindre des montants suivants:

i. l'ensemble des montants suivants, à l'exception de la partie de cet ensemble qui est déductible en vertu du paragraphe *c* de l'article 70 ou du paragraphe *d.0.3* dans le calcul de son revenu pour l'année:

1° les cotisations qu'il verse dans l'année à un régime de pension agréé, à l'égard de services admissibles du contribuable, antérieures au 1^{er} janvier 1990, en vertu de ce régime, lorsqu'il était tenu de verser ces cotisations en vertu des termes d'une entente écrite conclue avant le 28 mars 1988;

2° les montants qu'il paie dans l'année à un régime de pension agréé soit à titre de remboursement, en vertu d'une disposition législative prescrite, d'un montant reçu en vertu du régime qui, en vertu de l'article 309, a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1990, lorsqu'il était tenu de faire le remboursement par suite d'un choix écrit effectué avant le 28 mars 1988, soit à titre d'intérêts sur le remboursement;

ii. l'ensemble des montants dont chacun est un montant provenant d'un régime de pension agréé ou versé en vertu d'un tel régime, qui fait partie d'une série de paiements périodiques et qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 309, sauf la partie de cet ensemble que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été indiquée par lui pour l'application du paragraphe *j.2* de l'article 60 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

rembourse-
ment de
prestations
de pension
antérieures
à 1990

«*d.0.3*) le moindre des montants suivants:

i. l'ensemble des montants dont chacun est un montant qu'il a payé dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure à un régime de pension agréé, qui n'était pas déductible dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure et qui a été payé soit à titre de remboursement, en vertu d'une disposition législative prescrite, d'un montant reçu en vertu du régime qui, en vertu de l'article 309, a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1990, soit à titre d'intérêts sur le remboursement;

ii. l'excédent de 5 500 \$ sur le montant qu'il déduit dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *c* de l'article 70;

rembourse-
ment de
prestations
de pension
postérieures
à 1989

«*d.0.4*) l'ensemble des montants dont chacun est un montant qu'il paie dans l'année à un régime de pension agréé soit à titre de remboursement, en vertu d'une disposition législative prescrite, d'un montant reçu en vertu du régime qui, en vertu de l'article 309, a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1989 et que l'on peut raisonnablement considérer comme n'ayant pas été indiqué par lui pour l'application du paragraphe *j.2* de l'article 60 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), soit à titre d'intérêts sur le remboursement, à l'exclusion de la partie de cet ensemble qui est déductible dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *c* de l'article 70; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte les paragraphes *d.0.2* et *d.0.4* de l'article 339 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1990 et, lorsqu'il édicte le paragraphe *d.0.3* de cet article, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque le sous-paragraphe ii du paragraphe *d.0.2* et le paragraphe *d.0.4* de cet article 339, que ce sous-paragraphe 2° édicte, s'appliquent à l'année d'imposition 1990, ils doivent se lire en y remplaçant «comme ayant été indiquée par lui pour l'application du paragraphe *j.2* de l'article 60 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada)» par «comme ayant été désignée par lui pour l'application du paragraphe *d.2*», et «comme n'ayant pas été indiqué par lui pour l'application du paragraphe *j.2* de l'article 60 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada)» par «comme n'ayant pas été désigné par lui pour l'application du paragraphe *d.2*».

c. I-3, a. 350,
mod.

148. 1. L'article 350 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

«*f*) les frais légaux engagés pour l'acquisition de sa nouvelle résidence et nécessaires à cette acquisition ainsi que tout droit afférent à la mutation de cette résidence ou à l'inscription des droits découlant de l'acquisition de cette dernière, lorsque lui ou son conjoint vend son ancienne résidence par suite du déménagement. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3, a. 352,
rempl.

149. 1. L'article 352 de cette loi est remplacé par le suivant :

Frais exclus

«**352.** Pour l'application du paragraphe *b* de l'article 351, les frais de garde d'enfants n'incluent pas les dépenses payées dans l'année pour un enfant qui fréquente un pensionnat ou une colonie de vacances dans la mesure où elles excèdent au total 150 \$ par semaine

par enfant qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou qui l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et 90 \$ par semaine pour tout autre enfant, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle l'enfant a fréquenté le pensionnat ou la colonie de vacances, ni les frais médicaux visés aux articles 752.0.11 à 752.0.13 ou autres dépenses payées pour des soins médicaux ou d'hospitalisation, ni l'habillement, le transport ou les frais d'éducation, de pension ou de logement autres que ceux prévus à ce paragraphe *b.* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3, a. 353,
mod.

150. 1. L'article 353 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit :

Déduction
pour frais de
garde

« **353.** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant qui ne dépasse pas l'ensemble des montants dont chacun est un montant payé à titre de frais de garde d'enfants engagés pour des services rendus dans l'année concernant un enfant admissible du particulier, si ce montant est payé : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 354,
mod.

151. 1. L'article 354 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* par le suivant :

« *i.* du total de 5 000 \$ par enfant admissible du particulier pour l'année qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et qui fait l'objet de ces frais, et de 3 000 \$ pour tout autre enfant admissible du particulier pour l'année qui fait l'objet de ces frais ; ou ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3, a. 355,
mod.

152. 1. L'article 355 de cette loi est modifié, dans le paragraphe *b* :

1° par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *b)* un montant égal au total de 150 \$ par semaine pour chaque enfant admissible du particulier pour l'année, qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou qui l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et qui fait l'objet de ces frais

de garde, et de 90 \$ par semaine pour tout autre enfant admissible du particulier pour l'année qui fait l'objet de ces frais de garde, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle les frais de garde d'enfants ont été engagés et pendant la totalité de laquelle la personne assumant les frais d'entretien d'un enfant du particulier était: »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe iv par le suivant:

«iv. une personne qui vivait séparée du particulier à la fin de l'année et durant une période d'au moins 90 jours qui commençait dans l'année en raison de l'échec de leur mariage. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3, a. 408,
mod.

153. 1. L'article 408 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) sous réserve de l'article 418.37, sa part des frais décrits aux paragraphes *a* à *c* et engagés par une société, au cours d'un exercice financier de celle-ci, dont il était membre à la fin de cet exercice financier, sauf si le contribuable fait un choix à l'égard de cette part, au moyen du formulaire prescrit et en la manière prescrite, au plus tard six mois après la fin de son année d'imposition au cours de laquelle cet exercice financier se termine; ou ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un exercice financier d'une société qui se termine après le 31 juillet 1990. Toutefois, un choix visé au paragraphe *d* de l'article 408 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, fait en avisant par écrit le ministre du Revenu, au plus tard six mois après le 17 juin 1994, est réputé avoir été fait conformément à ce paragraphe *d*.

c. I-3,
a. 418.2, mod.

154. 1. L'article 418.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) sous réserve de l'article 418.37, sa part des frais décrits au paragraphe *a* et engagés par une société, au cours d'un exercice financier de celle-ci, dont il était membre à la fin de cet exercice financier, sauf si le contribuable fait un choix à l'égard de cette part, au moyen du formulaire prescrit et en la manière prescrite, au plus tard six mois après la fin de son année d'imposition au cours de laquelle cet exercice financier se termine; ou ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un exercice financier d'une société qui se termine après le 31 juillet 1990. Toutefois, un choix visé au paragraphe *b* de l'article 418.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, fait en avisant par écrit le ministre du Revenu, au plus tard

six mois après le 17 juin 1994, est réputé avoir été fait conformément à ce paragraphe *b*.

c. 1-3,
a. 418.39,
mod.

155. 1. L'article 418.39 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *b* du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« *c*) la part d'un contribuable des frais canadiens de mise en valeur ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés par une société au cours d'un exercice financier à l'égard duquel le contribuable a fait, relativement à la part, un choix en vertu du paragraphe *d* de l'article 408 ou du paragraphe *b* de l'article 418.2, selon le cas, est réputée nulle. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un exercice financier d'une société qui se termine après le 31 juillet 1990.

c. 1-3,
a. 421.5, mod.

156. 1. L'article 421.5 de cette loi, modifié par l'article 176 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Frais d'inté-
rêts

« **421.5** Pour l'application de la présente partie, l'intérêt payé ou à payer par une personne pour une période, sur un emprunt utilisé pour l'acquisition d'une voiture de tourisme ou sur un montant payé ou à payer pour une telle acquisition, est réputé être, aux fins de calculer le revenu de cette personne pour une année d'imposition, le moindre du montant payé ou à payer ou du montant égal au montant déterminé selon la formule suivante :

$$\frac{A}{30} \times B. ».$$

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition ou un exercice financier qui commence après le 17 juin 1987 et qui se termine après le 31 décembre 1987. Toutefois, lorsque le premier alinéa de l'article 421.5 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique avant le 17 juin 1994, il doit se lire en y remplaçant « l'acquisition » par « l'achat » et « une telle acquisition » par « un tel achat ».

c. 1-3,
a. 422.1, aj.

157. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 422, du suivant :

Transac-
tions répu-
tées faites à
la juste
valeur mar-
chande

« **422.1** Lorsque, à un moment quelconque, un contribuable aliène un bien pour un produit de l'aliénation, déterminé sans tenir compte du présent article, égal ou supérieur à la juste valeur marchande du bien à ce moment, et qu'il existe, à ce moment, une convention en vertu de laquelle une personne avec qui le contribuable a un lien de dépendance paie à titre de loyer, de redevance ou d'autre

paiement pour l'usage ou le droit d'usage du bien, un montant inférieur à celui qui aurait été raisonnable dans les circonstances si le contribuable n'avait pas eu de lien de dépendance avec la personne au moment de la conclusion de la convention, le produit de l'aliénation du bien est réputé égal au plus élevé des montants suivants :

a) le produit de l'aliénation du bien, déterminé sans tenir compte du présent article ;

b) la juste valeur marchande du bien au moment de l'aliénation, déterminée sans tenir compte de l'existence de la convention. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 427.5, mod.

158. 1. L'article 427.5 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe b.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une fusion ou unification d'une corporation qui survient après le début de sa première année d'imposition qui commence après le 30 juin 1988.

c. I-3, a. 429,
mod.

159. 1. L'article 429 de cette loi, modifié par l'article 34 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe c du deuxième alinéa par le suivant :

« c) sous réserve des articles 693.1 et 752.0.26, cette autre personne avait droit aux déductions auxquelles le particulier avait droit en vertu des articles 725 à 725.7, 752.0.1 à 752.0.13.3 et 752.0.14 à 752.0.18.1 dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3, a. 430,
rempl.

160. 1. L'article 430 de cette loi, remplacé par l'article 181 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Droits ou
biens trans-
férés à un
bénéficiaire
d'une succes-
sion

« **430.** Lorsque, avant l'expiration du délai visé au deuxième alinéa de l'article 429, un droit ou un bien visé à cet article, à l'exception d'une indemnité ou d'un montant décrits aux sous-paragraphe ii, iii ou iv du paragraphe f de l'article 93, a été transféré ou attribué à une personne qui est un bénéficiaire de la succession ou à toute autre personne qui a un *beneficial interest* dans celle-ci, cet article 429 ne s'applique pas à l'égard de ce droit ou de ce bien et cette personne doit inclure dans le calcul de son revenu le montant qu'elle reçoit lors de la réalisation ou de l'aliénation de ce droit ou de ce bien pour l'année dans laquelle ce montant est reçu. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 15 juin 1993.

c. I-3, a. 435,
mod.

161. 1. L'article 435 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Dispositions
particulières

« **435.** Malgré les articles 433 et 434, lorsqu'un bien y visé est, au décès ou après le décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès, et en raison de ce décès, transféré ou attribué à son conjoint ou à une fiducie visée à l'article 440, et qu'il peut être établi, dans un délai se terminant 36 mois après le décès du particulier ou, si son représentant légal en fait la demande écrite au ministre avant l'expiration de ce délai, dans un délai plus long jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu au conjoint ou à la fiducie: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3,
partie I,
livre III,
titre VII,
chap. III,
section III,
intitulé,
remp.

162. 1. L'intitulé de la section III du chapitre III du titre VII du livre III de la partie I de cette loi est remplacé par le suivant:

« IMMOBILISATIONS, BIENS AMORTISSABLES ET AUTRES BIENS ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 436,
remp.

163. 1. L'article 436 de cette loi est remplacé par le suivant:

Aliénation
réputée lors
du décès

« **436.** Le particulier décédé est réputé avoir aliéné, immédiatement avant son décès, chaque immobilisation dont il était alors propriétaire et avoir reçu un produit de l'aliénation égal à la juste valeur marchande de cette immobilisation à ce moment, et la personne qui acquiert l'immobilisation en raison du décès est réputée l'acquérir immédiatement après cette aliénation réputée à un coût égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant le décès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 437,
mod.

164. 1. L'article 437 de cette loi, modifié par l'article 182 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *d*) aux fins de déterminer, après le décès du particulier, le montant réputé, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105, être le gain en capital imposable de la personne visée au paragraphe *b* et le montant qui doit être inclus dans le calcul de son

revenu en vertu du paragraphe *b* de cet article, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, il doit être ajouté au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'article 107, la proportion du montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de l'entreprise du particulier, immédiatement avant son décès, représentée par le rapport qui existe entre la juste valeur marchande de cette immobilisation intangible immédiatement avant le décès et la juste valeur marchande, au même moment, de l'ensemble des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de l'entreprise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une acquisition effectuée en raison du décès d'un particulier survenu après le début du premier exercice financier d'une entreprise de ce dernier qui commence après le 31 décembre 1987.

c. I-3,
a. 437.1, aj.

165. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 437, du suivant :

Compte de
stabilisation
du revenu
net au décès

« **437.1** Lorsqu'un particulier est, à son décès, propriétaire d'un compte de stabilisation du revenu net, les montants détenus pour lui ou pour son compte dans son second fonds du compte de stabilisation du revenu net sont réputés lui avoir été payés à même ce fonds immédiatement avant son décès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 438,
ab.

166. 1. L'article 438 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3,
a. 438.1,
rempl.
Partage consécutif à la
dissolution
du régime
matrimonial

167. 1. L'article 438.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **438.1** Aux fins de déterminer les biens visés aux articles 433, 434, 436 ou 437 dont un particulier était propriétaire immédiatement avant son décès, lorsque des biens font l'objet d'un partage consécutif à la dissolution, en raison de ce décès, du régime matrimonial auquel ce particulier était alors soumis, il ne doit être tenu compte que des biens qui font partie de son patrimoine une fois ce partage fait.

Présomption

Ce partage est réputé, pour l'application des articles 454 et 455, avoir été fait immédiatement avant le décès de ce particulier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 439,
mod.

168. 1. L'article 439 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Cas où le
coût en capi-
tal pour le
défunt
excède le
coût du bien
pour la per-
sonne qui
acquiert le
bien

« **439.** Pour l'application des articles 93 à 104, 130 et 130.1 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou de l'article 130.1, lorsqu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite d'un particulier décédé est réputé acquis par une personne en vertu de l'article 436 et que le coût en capital de ce bien pour le particulier excède celui qui est déterminé pour cette personne en vertu de ce dernier article, les règles suivantes s'appliquent: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) l'excédent est réputé avoir été accordé à cette personne à titre d'amortissement pour les années d'imposition se terminant avant cette acquisition. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 440,
mod.

169. 1. L'article 440 de cette loi, modifié par l'article 183 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Transfert ou
attribution
d'un bien au
conjoint ou à
une fiducie
au bénéfice
du conjoint

« **440.** Malgré l'article 436, lorsqu'un bien y visé est, en raison du décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès, transféré ou attribué soit à son conjoint qui y résidait immédiatement avant ce décès, soit à une fiducie créée par son testament qui y résidait immédiatement après le moment où le bien lui a été irrévocablement dévolu, et qu'il peut être établi, dans un délai se terminant 36 mois après le décès du particulier ou, si son représentant légal en fait la demande écrite au ministre avant l'expiration de ce délai, dans un délai plus long jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu au conjoint ou à la fiducie: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) l'article 439 s'applique à un bien amortissable d'une catégorie prescrite en y substituant la référence à l'article 436 par la référence au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 440. »;

3° par l'addition de l'alinéa suivant:

Règle applicable à la fiducie

« Le premier alinéa ne s'applique que si le testament créant la fiducie donne droit au conjoint, sa vie durant, de recevoir tous les revenus de la fiducie et de recevoir ou autrement obtenir, à l'exclusion de toute autre personne, la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 441, ab.

170. 1. L'article 441 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1990.

c. I-3, a. 441.1, aj.

171. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 441, du suivant :

Transfert ou attribution du compte de stabilisation du revenu net au conjoint ou à une fiducie

« **441.1** Lorsqu'un bien qui est un compte de stabilisation du revenu net d'un particulier est, à son décès ou ultérieurement, transféré ou attribué, en raison de ce décès, à son conjoint ou à une fiducie visée au deuxième alinéa, les articles 437.1 et 462.0.1 ne s'appliquent pas à l'égard du second fonds du compte de stabilisation du revenu net du particulier s'il peut être établi, dans un délai se terminant 36 mois après le décès du particulier ou, si son représentant légal en fait la demande écrite au ministre avant l'expiration de ce délai, dans un délai plus long jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu à ce conjoint ou à cette fiducie.

Fiducie au bénéfice du conjoint

La fiducie à laquelle réfère le premier alinéa est une fiducie créée par le testament du particulier qui donne droit à son conjoint, sa vie durant, de recevoir tous les revenus de la fiducie et de recevoir ou autrement obtenir, à l'exclusion de toute autre personne, la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 442, remp.

172. 1. L'article 442 de cette loi est remplacé par le suivant :

Choix

« **442.** Les articles 440 et 441.1 ne s'appliquent pas à un bien d'un particulier décédé à l'égard duquel le représentant légal du particulier choisit, dans la déclaration fiscale du particulier produite en vertu de la présente partie, autre qu'une déclaration fiscale produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681, 782 ou 1003, pour l'année pendant laquelle il est décédé, d'appliquer les articles 436 ou 437.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque l'article 442 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire comme suit:

Choix

«**442.** Les articles 440 et 441.1 ne s'appliquent pas à un bien d'un particulier décédé à l'égard duquel le représentant légal du particulier choisit, dans la déclaration fiscale du particulier produite en vertu de la présente partie, autre qu'une déclaration fiscale produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681, 782 ou 1003, pour l'année pendant laquelle il est décédé, d'appliquer les articles 436, 437.1 ou 438. ».

c. I-3, a. 443,
ab.

173. 1. L'article 443 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 444,
mod.

174. 1. L'article 444 de cette loi, modifié par l'article 184 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

Bien utilisé
dans l'explo-
itation d'une
entreprise
agricole

«**444.** Malgré l'article 436, lorsqu'un bien y visé est, immédiatement avant le décès du particulier, une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou un intérêt dans une société agricole familiale du particulier ou consiste en un terrain ou en un bien amortissable d'une catégorie prescrite, situé au Canada et qui était, avant ce décès, utilisé principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole à laquelle le particulier, son conjoint ou l'un de ses enfants participait activement de façon régulière et continue, que le bien est transféré ou attribué en raison de ce décès à un enfant du particulier qui résidait au Canada immédiatement avant ce décès et qu'il peut être établi, dans un délai se terminant 36 mois après le décès du particulier ou, si son représentant légal en fait la demande écrite au ministre avant l'expiration de ce délai, dans un délai plus long jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu à l'enfant: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 445,
remp.

175. 1. L'article 445 de cette loi est remplacé par le suivant:

Règles appli-
cables aux
fiducies pré-
voyant le
paiement
des dettes

«**445.** Lorsqu'une fiducie créée par le testament d'un particulier serait une fiducie visée aux articles 440 ou 441.1 si ce n'était du

paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou d'une provision pour leur paiement, les règles suivantes s'appliquent :

a) le délai pour produire la déclaration fiscale visée au sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 1000 est étendu à 18 mois après le décès;

b) lorsque les représentants légaux en font le choix dans la déclaration visée au paragraphe a, autre qu'une telle déclaration produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681, 782 ou 1003, et y énumèrent des biens, autres qu'un compte de stabilisation du revenu net, qui ont été, au décès ou après le décès du particulier, transférés ou attribués en raison de ce décès à la fiducie et dont la juste valeur marchande immédiatement après le décès n'était pas inférieure aux dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 449, l'article 440 ne s'applique pas à ces biens et la fiducie est réputée être une fiducie visée à l'article 440, malgré le paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou la provision pour leur paiement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois :

a) lorsque le paragraphe a de l'article 445 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un versement qu'une fiducie doit effectuer avant le 1^{er} juillet 1992, il doit se lire comme suit :

« a) sauf en ce qui concerne les articles 1037 à 1044, le délai pour produire la déclaration fiscale visée au sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 1000 est étendu à 18 mois après le décès; »;

b) lorsque l'article 445 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'une aliénation qui est effectuée avant le 1^{er} janvier 1993 :

i. la partie de cet article qui précède le paragraphe a doit se lire comme suit :

Règles appli-
cables aux
fiducies pré-
voyant le
paiement
des dettes

« **445.** Lorsqu'une fiducie créée par le testament d'un particulier serait une fiducie visée aux articles 440 et 443 ou 441.1 si ce n'était du paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou d'une provision pour leur paiement, les règles suivantes s'appliquent : »;

ii. le paragraphe b de cet article doit se lire comme suit :

« b) lorsque les représentants légaux en font le choix dans la déclaration visée au paragraphe a, autre qu'une telle déclaration

produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681, 782 ou 1003, et y énumèrent des biens, autres qu'un compte de stabilisation du revenu net, qui ont été, au décès ou après le décès du particulier, transférés ou attribués en raison de ce décès à la fiducie et dont la juste valeur marchande immédiatement après le décès n'était pas inférieure aux dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 449, l'article 440 ne s'applique pas à ces biens et la fiducie est réputée être une fiducie visée aux articles 440 et 443, malgré le paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou la provision pour leur paiement. ».

c. 1-3, a. 446,
mod.

176. 1. L'article 446 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Gain en capital lorsque la juste valeur marchande excède les dettes après le décès

« **446.** Lorsque la juste valeur marchande des biens visés au paragraphe *b* de l'article 445 excède, immédiatement après le décès, les dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 449, et que les représentants légaux, dans la déclaration visée au paragraphe *a* de l'article 445, désignent l'un de ces biens qui est une immobilisation autre qu'un bien amortissable et autre que de l'argent, les règles suivantes s'appliquent : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3, a. 450,
mod.

177. 1. L'article 450 de cette loi, modifié par l'article 185 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* du premier alinéa par ce qui suit :

Transfert à un enfant d'un bien agricole de la fiducie créée en faveur du conjoint

« **450.** Lorsqu'un bien d'un particulier a été transféré ou attribué à une fiducie visée aux articles 440 ou 454 et était, immédiatement avant ce transfert ou cette attribution, une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier, un intérêt dans une société agricole familiale du particulier, un terrain situé au Canada ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite situé au Canada et que ce bien ou, si ce bien est un tel terrain ou un tel bien amortissable, un bien qui est une immobilisation de remplacement pour celui-ci et à l'égard duquel la fiducie a fait un choix prévu aux articles 96 ou 279, était, immédiatement avant le décès du conjoint du particulier qui était un bénéficiaire de la fiducie, soit, dans le cas d'une telle action, une action du capital-actions d'une corporation canadienne qui constituerait une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale si le sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* de l'article 451 se lisait sans tenir compte des mots « à laquelle le particulier ou le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier participait

activement de façon régulière et continue», soit, dans le cas d'un tel intérêt, un intérêt dans une société qui exploitait une entreprise agricole au Canada et utilisait la totalité ou la quasi-totalité de ses biens dans l'exploitation de cette entreprise, soit, dans le cas d'un tel terrain, d'un tel bien amortissable ou d'une telle immobilisation de remplacement, un bien utilisé dans l'exploitation d'une entreprise agricole, les règles suivantes s'appliquent si ce bien est, au décès de ce conjoint et en raison de ce décès, transféré ou attribué et irrévocablement dévolu à un enfant du particulier qui résidait au Canada immédiatement avant ce décès :

a) les articles 653 à 656.1 ne s'appliquent pas à la fiducie à l'égard de ce bien; ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace la partie du premier alinéa de l'article 450 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque la partie du premier alinéa de l'article 450 de cette loi qui précède le paragraphe *a*, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, elle doit se lire en y remplaçant « une fiducie visée aux articles 440 ou 454 » par « une fiducie visée aux articles 440 et 443 ou 454 ».

3. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 450 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 21 décembre 1991.

c. 1-3,
a. 450.2,
rempl.
Juste valeur
marchande
d'une action

178. 1. L'article 450.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **450.2** Pour l'application des articles 436, 439, 444.1 et 450.1, la juste valeur marchande, immédiatement avant le décès du contribuable visé à l'un de ces articles, d'une action du capital-actions d'une corporation dont l'aliénation est réputée survenir en raison de son décès, doit être déterminée comme si la juste valeur marchande à ce moment d'une police d'assurance sur la vie en vertu de laquelle le contribuable est la personne dont la vie est assurée, était égale à la valeur de rachat, au sens du paragraphe *d* de l'article 966, de la police à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. 1-3, a. 451,
mod.

179. 1. L'article 451 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *d* par ce qui suit :

Interprétation

« **451.** Dans la présente section et les articles 234 à 236, 236.2, 237, 239 à 241, 261, 264, 271 à 273, 274.1, 278 à 280.4, 288, 293, 428 à 430, 432 à 435, 454 à 455.1 et 459 à 462 :

« action du capital-actions d'une corporation agricole familiale »

a) « action du capital-actions d'une corporation agricole familiale » d'un particulier, à un moment donné, désigne une action du capital-actions d'une corporation dont le particulier est propriétaire à ce moment, si la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens dont la corporation est propriétaire à ce moment est attribuable :

i. soit à des biens qui ont été utilisés par une personne ou une société visée à l'un des sous-paragraphes 1° à 4°, principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada à laquelle le particulier ou le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier participait activement de façon régulière et continue :

1° la corporation ou une autre corporation, dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou du conjoint, d'un enfant, du père ou de la mère du particulier ;

2° le particulier ;

3° le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier ;

4° une société dont un intérêt dans celle-ci est un intérêt dans une société agricole familiale du particulier ou du conjoint, d'un enfant, du père ou de la mère du particulier ;

ii. soit à des actions du capital-actions, ou à des dettes, d'une ou de plusieurs corporations dont la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-paragraphe iii ;

iii. soit à des biens visés à l'un des sous-paragraphes i et ii ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe f par le suivant :

« intérêt dans une société agricole familiale »

« f) « intérêt dans une société agricole familiale » d'un particulier, à un moment donné, désigne un intérêt dont le particulier est propriétaire à ce moment et qui est un intérêt dans une société, si, à ce moment, la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens de la société est attribuable :

i. soit à des biens qui ont été utilisés par la société ou une personne visée à l'un des sous-paragraphes 1° à 3°, principalement

dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada à laquelle le particulier ou le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier participait activement de façon régulière et continue:

1° le particulier;

2° le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier;

3° une corporation dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou du conjoint, d'un enfant, du père ou de la mère du particulier;

ii. soit à des actions du capital-actions, ou à des dettes, d'une ou de plusieurs corporations dont la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-paragraphe iii;

iii. soit à des biens visés à l'un des sous-paragraphe i et ii. »;

3° par l'addition de l'alinéa suivant:

Compte de
stabilisation
du revenu
net

« Pour l'application du paragraphe *a* du premier alinéa, la juste valeur marchande d'un compte de stabilisation du revenu net est réputée nulle. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace la partie de l'article 451 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

3. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *a* de l'article 451 de la Loi sur les impôts, et les sous-paragraphe 2° et 3° de ce paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1992.

c. 1-3, a. 453,
mod.

130. 1. L'article 453 de cette loi, modifié par l'article 188 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Choix par le
conjoint ou
la fiducie
quant à cer-
taines réserves

« **453.** Lorsque le droit de recevoir un montant est transféré ou attribué en raison du décès d'un contribuable à un bénéficiaire qui est son conjoint résidant au Canada immédiatement avant ce décès ou une fiducie visée à l'article 440, et que le bénéficiaire et le représentant légal du contribuable exercent conjointement un choix à l'égard de ce droit au moyen du formulaire prescrit, les règles suivantes s'appliquent si le contribuable résidait au Canada immédiatement avant son décès: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 454,
mod.

181. 1. L'article 454 de cette loi, modifié par l'article 189 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié, dans le deuxième alinéa:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) une fiducie créée par le contribuable, si le conjoint du contribuable *a*, en vertu de la fiducie, le droit exclusif d'en recevoir tous les revenus sa vie durant, et de recevoir ou autrement obtenir pendant cette période la jouissance du revenu ou du capital de cette fiducie;»;

2° par la suppression du paragraphe *d*.

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert de biens effectué après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 459,
rempl.

182. 1. L'article 459 de cette loi est remplacé par le suivant:

Transfert de
biens utili-
sés dans
l'exploita-
tion d'une
entreprise
agricole

«**459.** Lorsqu'un particulier transfère à l'un de ses enfants qui résidait au Canada immédiatement avant le transfert soit un bien qui est un terrain situé au Canada, un bien amortissable d'une catégorie prescrite situé au Canada ou une immobilisation intangible à l'égard d'une entreprise que le particulier exploite au Canada, et que ce bien était utilisé avant le transfert principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole à laquelle le particulier, son conjoint ou l'un des enfants du particulier participait activement de façon régulière et continue, soit un bien qui était, immédiatement avant le transfert, une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou un intérêt dans une société agricole familiale du particulier, le particulier est réputé aliéner ce bien lors de ce transfert pour un produit égal, sauf dans les cas prévus aux articles 460 et 461, au produit de l'aliénation déterminé par ailleurs. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 460,
mod.

183. 1. L'article 460 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) s'il s'agit d'un terrain, d'une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou d'un intérêt dans une

société agricole familiale du particulier, le prix de base rajusté du bien pour le particulier, immédiatement avant le transfert, s'il s'agit d'une immobilisation intangible à l'égard d'une entreprise, les $\frac{4}{3}$ de la proportion de la partie admise des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de cette entreprise représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien transféré, immédiatement avant le transfert, et celle, au même moment, de l'ensemble des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de l'entreprise, et, s'il s'agit d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la proportion de la partie non amortie du coût en capital pour le particulier, immédiatement avant le transfert, de l'ensemble de ses biens amortissables de cette catégorie représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien transféré immédiatement avant le transfert et celle de l'ensemble de ses biens amortissables de cette catégorie au même moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué par un particulier après le début du premier exercice financier de son entreprise qui commence après le 31 décembre 1987.

c. I-3, a. 462,
mod.

184. 1. L'article 462 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa par le suivant :

« ii. les $\frac{4}{3}$ de l'excédent, sur le montant inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 105 par suite de l'aliénation, de la proportion de l'excédent déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107 à l'égard de l'entreprise du particulier immédiatement avant le transfert représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert et la juste valeur marchande, au même moment, de l'ensemble des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de l'entreprise. » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Autre règle
applicable

« Aux fins de déterminer, à un moment ultérieur, la partie admise des immobilisations intangibles de l'enfant visé au paragraphe c du premier alinéa, à l'égard de l'entreprise qu'il continue à exploiter, un montant égal aux $\frac{3}{4}$ de celui déterminé en vertu du sous-paragraphe ii de ce paragraphe c doit être ajouté à l'ensemble autrement déterminé en vertu du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107. » ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

Ajustement
des mon-
tants visés à
l'article 105

« Aux fins de déterminer, après le transfert, le montant réputé, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105, être le gain en capital imposable de l'enfant visé au paragraphe *c* du premier alinéa et le montant qui doit être inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *b* de cet article, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, il doit être ajouté au montant autrement déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 107 à l'égard de l'enfant, la proportion du montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de l'entreprise du particulier, immédiatement avant le transfert, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien transféré immédiatement avant le transfert et la juste valeur marchande, au même moment, de l'ensemble des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de l'entreprise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué par un particulier après le début du premier exercice financier de son entreprise qui commence après le 31 décembre 1987.

c. 1-3,
a. 462.0.1, aj.

185. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 462, du suivant :

Aliénation
du second
fonds du
compte de
stabilisation
du revenu
net

« **462.0.1** Lorsque, à un moment quelconque, un contribuable aliène un droit dans son second fonds du compte de stabilisation du revenu net, un montant égal au solde du fonds ainsi aliéné est réputé lui avoir été payé à même le fonds à ce moment sauf que :

a) lorsque le contribuable aliène le droit en faveur de son conjoint ou ex-conjoint ou d'un particulier visé au paragraphe *d* du deuxième alinéa de l'article 454 en règlement des droits découlant de leur mariage, lors de l'échec de leur mariage ou après cet échec, ce montant n'est pas réputé avoir été payé au contribuable si, à la fois :

i. l'aliénation est faite en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou, lorsque l'aliénation est effectuée en faveur du conjoint ou de l'ex-conjoint, en vertu d'une entente écrite de séparation;

ii. le contribuable choisit, dans sa déclaration fiscale produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle le bien a été aliéné, que le présent alinéa s'applique à l'aliénation;

b) lorsque le contribuable aliène le droit en faveur d'une corporation canadienne imposable dans le cadre d'une opération à l'égard de laquelle un choix est fait en vertu de l'article 518, un montant égal au produit de l'aliénation du droit est réputé lui avoir

été payé à ce moment à même son second fonds du compte de stabilisation du revenu net. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1990. Toutefois, lorsque l'article 462.0.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y remplaçant « mariage » par « mariage ou de leur vie maritale ».

c. I-3,
a. 462.2,
texte fran-
çais, remp.

186. 1. L'article 462.2 de cette loi, remplacé par l'article 35 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau remplacé, dans le texte français, par le suivant :

Cession ou
prêt à un
mineur

« **462.2** Lorsqu'un particulier a cédé ou prêté un bien directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une personne âgée de moins de 18 ans avec laquelle le particulier a un lien de dépendance ou qui est le neveu ou la nièce du particulier, ou au bénéfice de cette personne, autre qu'un montant reçu à l'égard de cette personne en raison de l'application du paragraphe 1 de l'article 122.61 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), le revenu ou la perte de cette personne pour une année d'imposition, provenant du bien ou de tout bien qui lui a été substitué, qui se rapporte à la période de l'année tout au long de laquelle le particulier réside au Canada, est réputé être le revenu ou la perte du particulier pour l'année et non celui de cette personne, sauf lorsque celle-ci atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 462.8,
remp.
Cession ou
prêt à une
fiducie

187. 1. L'article 462.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **462.8** Les règles prévues aux articles 462.9 et 462.10 s'appliquent lorsqu'un particulier a cédé ou prêté un bien directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une fiducie dans laquelle un autre particulier qui est, à un moment quelconque, une personne désignée à l'égard de ce particulier, a un *beneficial interest* à un moment quelconque. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. I-3,
a. 462.21,
remp.
Cession ou
prêt à une
fiducie

188. 1. L'article 462.21 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **462.21** Lorsqu'un contribuable a cédé ou prêté un bien, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une fiducie dans laquelle un autre contribuable a un *beneficial interest*, pour l'application des articles 462.1 à 462.24, le contribuable est réputé

avoir cédé ou prêté le bien, selon le cas, à l'autre contribuable ou à son bénéficiaire. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. 1-3,
a. 462.22, ab.

189. 1. L'article 462.22 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. 1-3,
a. 487.0.1,
mod.

190. 1. L'article 487.0.1 de cette loi est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « animaux reproducteurs » prévue au premier alinéa par la suivante :

« animaux
reproducteurs »

« « animaux reproducteurs » signifie des animaux âgés de plus de 12 mois qui sont soit des chevaux destinés à la reproduction dans le cadre de la production commerciale d'urine de jument en gestation, soit des bisons, des bovins, des cerfs, des chèvres, des élans, des moutons ou d'autres ongulés de pâturage, destinés à la reproduction; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition ou un exercice financier qui se termine après le 31 décembre 1990.

c. 1-3,
a. 487.1,
remp.
Avantage
réputé

191. 1. L'article 487.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **487.1** Une corporation qui exploite une entreprise de services personnels ou un particulier est réputé recevoir pendant une année d'imposition un avantage égal au montant calculé en vertu de l'article 487.2 lorsqu'une personne ou une société contracte une dette en raison soit des services fournis ou à être fournis par la corporation, soit de la charge ou de l'emploi, antérieur, actuel ou projeté, du particulier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1991.

c. 1-3, a. 489,
mod.

192. 1. L'article 489 de cette loi, modifié par l'article 199 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de la partie du paragraphe c.1 qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit :

paiement
d'assistance
sociale

« c.1) un montant, autre qu'un montant prescrit, qui est habituellement payé à un particulier, autre qu'une fiducie, à titre de paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources, des besoins ou du revenu en vertu d'un programme prévu par une loi du Canada ou d'une province, dans la mesure où il est reçu directement ou indirectement par le particulier pour le bénéfice d'un autre particulier qui n'est ni son conjoint ni une personne qui lui est liée ou qui est liée à son conjoint, si, à la fois: ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. 1-3,
partie I,
livre III,
titre IX,
chap. III,
intitulé,
texte fran-
çais, remp.

193. 1. L'intitulé du chapitre III du titre IX du livre III de la partie I de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« DIVIDENDES RÉPUTÉS ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3,
a. 517.5.0.1,
aj.

194. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 517.5, du suivant :

Contrôle par
un groupe
de personnes

« **517.5.0.1** Pour l'application de l'article 517.5 :

a) un groupe de personnes à l'égard d'une corporation signifie plusieurs personnes dont chacune est propriétaire d'actions du capital-actions de cette corporation ;

b) une corporation qui est contrôlée par un ou plusieurs membres d'un groupe donné de personnes à l'égard de cette corporation est réputée contrôlée par ce groupe de personnes ;

c) une corporation peut être contrôlée par une personne ou un groupe donné de personnes malgré que la corporation soit également contrôlée ou réputée contrôlée par une autre personne ou un autre groupe de personnes. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation faite après le 20 décembre 1991.

c. 1-3,
a. 518.1, mod.

195. 1. L'article 518.1 de cette loi, modifié par l'article 208 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) un bien en inventaire, autre qu'un bien immeuble, qu'un intérêt dans un bien immeuble ou qu'une option à l'égard d'un bien immeuble ; » ;

2^o par l'addition, après le paragraphe *h*, du suivant :

« *i*) un second fonds du compte de stabilisation du revenu net. ».

2. Le sous-paragraphe 1^o du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation faite après le 20 décembre 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation faite après le 31 décembre 1990.

c. 1-3, a. 524, mod.

196. 1. L'article 524 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du paragraphe c qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit:

«c) une immobilisation, à l'exception d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, un bien en inventaire, un second fonds du compte de stabilisation du revenu net ou un bien, autre qu'une immobilisation ou un bien en inventaire, qui est un titre ou une dette obligataire utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance ou de prêt d'argent, et que le montant convenu dans le choix à leur égard est inférieur au moindre:».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1990.

c. 1-3, a. 524.0.1, aj.

197. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 524, du suivant:

Aliénation
subséquent
d'une immo-
bilisation
intangible
par la corpo-
ration

«**524.0.1** Lorsqu'une immobilisation intangible relative à une entreprise d'un contribuable a été aliénée par ce dernier en faveur d'une corporation et que cette dernière et le contribuable ont conjointement fait le choix visé à l'article 518 relativement à ce bien, la corporation doit, aux fins de déterminer, après l'aliénation, le montant qu'elle doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe b de l'article 105, ajouter au montant autrement déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107, le montant établi selon la formule suivante:

$$A \times \frac{B}{C}.$$

Application

Dans la formule visée au premier alinéa:

a) la lettre A représente le montant déterminé à l'égard de l'entreprise du contribuable en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107 immédiatement avant l'aliénation;

b) la lettre B représente la juste valeur marchande, immédiatement avant l'aliénation, de l'immobilisation intangible;

c) la lettre C représente la juste valeur marchande, immédiatement avant l'aliénation, de l'ensemble des immobilisations intangibles du contribuable qui sont relatives à l'entreprise de ce dernier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation faite en faveur d'une corporation après le début de sa première année d'imposition qui commence après le 30 juin 1988.

e. 1-3, a. 536,
mod.

198. 1. L'article 536 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Échange
d'actions

« **536.** Lorsqu'une corporation canadienne émet une action d'une catégorie donnée de son capital-actions à un contribuable en échange d'une immobilisation dont il est propriétaire et qui est une action, appelée « action échangée » dans la présente section, d'une catégorie donnée du capital-actions d'une seconde corporation qui est une corporation canadienne imposable, les règles prévues aux articles 537 à 539 s'appliquent. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un échange d'actions effectué après le 20 décembre 1991.

e. 1-3, a. 544,
mod.

199. 1. L'article 544 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1 par le suivant :

« c) tous les actionnaires qui étaient propriétaires d'une action du capital-actions d'une corporation remplacée immédiatement avant l'unification reçoivent une action du capital-actions de la nouvelle corporation, à l'exception des corporations remplacées elles-mêmes. » ;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 5 qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit :

« 5. Pour l'application des paragraphes 3 et 4, du présent paragraphe et du deuxième alinéa de l'article 547.1, et malgré l'article 1, l'expression « filiale entièrement contrôlée » d'une corporation donnée signifie une corporation dont la totalité des actions émises et en circulation du capital-actions sont la propriété : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une fusion qui survient après le 31 décembre 1989.

e. 1-3,
aa. 547 et
547.0.1, ab.

200. 1. Les articles 547 et 547.0.1 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une fusion qui survient après le 30 juin 1988.

c. I-3,
a. 547.1, mod. **201.** 1. L'article 547.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Restriction « Toutefois, le présent article ne doit pas modifier la détermination de l'exercice financier ou du revenu de la nouvelle corporation ou d'une corporation remplacée ni celle du revenu imposable ou de l'impôt à payer en vertu de la présente loi d'une corporation remplacée autre qu'une corporation qui, lorsque la nouvelle corporation est une corporation ayant résulté de la fusion d'une corporation donnée et d'une ou de plusieurs de ses filiales entièrement contrôlées, est la corporation donnée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une fusion qui survient après le 31 décembre 1989.

c. I-3,
a. 555.2.3, aj. **202.** 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 555.2.2, édicté par l'article 218 du chapitre 16 des lois de 1993, du suivant :

Droit d'acquiescer une action « **555.2.3** Pour l'application des articles 551 à 553 et 554 à l'unification, relativement à un droit d'acquiescer une action, toute référence faite dans ces articles à la nouvelle corporation doit se lire comme une référence à la corporation donnée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une fusion ou unification qui survient après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 557,
mod. **203.** 1. L'article 557 de cette loi, modifié par l'article 219 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Bien attribué à la corporation-mère « **557.** Un bien, autre qu'un intérêt dans une société, qui est attribué à la corporation-mère par une filiale lors de la liquidation est réputé avoir été aliéné par cette dernière pour un produit égal au coût indiqué, pour elle, du bien immédiatement avant la liquidation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une attribution de biens effectuée lors de la liquidation d'une filiale au cours d'une année d'imposition de celle-ci qui commence après le 30 juin 1988.

c. I-3, a. 559,
mod. **204.** 1. L'article 559 de cette loi, modifié par l'article 221 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Coût des
biens attri-
bués à la
corporation-
mère

« **559.** Malgré le renvoi de l'article 564 à l'article 546, le coût pour la corporation-mère de chaque bien de la filiale qui lui est attribué lors de la liquidation est réputé égal, dans le cas d'un bien qui est un intérêt dans une société, au montant qui, en l'absence du présent article, serait le coût du bien pour la corporation-mère et, dans tout autre cas, à l'excédent du montant qui, en l'absence de l'article 427.4, serait réputé, en vertu de l'article 557, être le produit de l'aliénation du bien, sur le montant qui a réduit le coût indiqué de ce bien pour la filiale en vertu du paragraphe 2 de l'article 485 lors de la liquidation, auquel on ajoute le montant déterminé au deuxième alinéa dans le cas d'un bien qui est une immobilisation, qui n'est pas un bien amortissable, dont la filiale était propriétaire au moment où la corporation-mère a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son attribution à la corporation-mère lors de la liquidation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 20 décembre 1991. Toutefois, lorsque le premier alinéa de l'article 559 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après cette date mais avant le 15 juin 1993, il doit se lire comme suit :

Coût des
biens attri-
bués à la
corporation-
mère

« **559.** Malgré le renvoi de l'article 564 à l'article 546, le coût pour la corporation-mère de chaque bien de la filiale qui lui est attribué lors de la liquidation est réputé égal, dans le cas d'un bien qui est un intérêt dans une société, au montant qui, en l'absence du présent article, serait le coût du bien pour la corporation-mère et, dans tout autre cas, à l'excédent du montant qui, en l'absence de l'article 427.4, serait réputé, en vertu de l'article 557, être le produit de l'aliénation du bien, sur le montant qui a réduit le coût indiqué de ce bien pour la filiale en vertu du paragraphe 2 de l'article 485 lors de la liquidation, auquel on ajoute le montant déterminé au deuxième alinéa dans le cas d'un bien qui est une immobilisation, qui n'est pas un bien amortissable, dont la filiale était propriétaire au moment où la corporation-mère a acquis pour la dernière fois, autrement que par suite d'une fusion, le contrôle de la filiale et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son attribution à la corporation-mère lors de la liquidation. ».

c. I-3,
a. 560.2, mod.

205. 1. L'article 560.2 de cette loi, modifié par l'article 223 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Contrôle
d'une filiale

« **560.2** Pour l'application du présent article et des articles 559 à 560.1, le moment où un contribuable a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale, lorsque le contrôle de celle-ci a été acquis d'une personne ou d'un groupe de personnes avec qui il avait un lien de

dépendance autrement qu'en raison d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, est réputé être le premier en date du jour où cette personne ou ce groupe de personnes a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale, au sens du paragraphe *b* de l'article 739 en y faisant les adaptations nécessaires, ou du jour où cette personne ou ce groupe de personnes est réputé l'avoir acquis pour la dernière fois en vertu du présent article. »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

Contrôle
acquis par
succession
ou testament

« Toutefois, lorsqu'un contribuable a acquis, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation par succession ou testament, il est réputé, à ce moment et antérieurement à celui-ci, pour l'application du premier alinéa et du paragraphe *b* de l'article 739 lorsque ce paragraphe s'applique au premier alinéa, n'avoir eu de lien de dépendance ni avec la personne qui lui a légué les actions ou de laquelle il en a hérité, ni avec toute autre personne liée à cette personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 560.3, aj.

206. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 560.2, du suivant :

Aliénation
subséquente
d'une immo-
bilisation
intangible
par la
corporation-
mère

« **560.3** Aux fins de déterminer, après la liquidation, le montant que la corporation-mère doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *b* de l'article 105 à l'égard de l'entreprise que la filiale exploitait immédiatement avant la liquidation, la corporation-mère doit ajouter au montant autrement déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'article 107, le montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de cette entreprise immédiatement avant la liquidation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une attribution de biens effectuée lors de la liquidation d'une filiale au cours d'une année d'imposition de celle-ci qui commence après le 30 juin 1988.

c. I-3, a. 570,
texte fran-
çais, mod.

207. L'article 570 de cette loi, modifié par l'article 229 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le texte français, du paragraphe *e* par le suivant :

« corpora-
tion privée »

« *e*) « corporation privée », à un moment donné, signifie une corporation qui réside au Canada à ce moment, qui n'est pas une corporation publique et qui n'est pas contrôlée par une ou plusieurs corporations publiques, autre qu'une corporation à capital de risque

prescrite, par une ou plusieurs corporations de la Couronne du Québec ou du Canada prescrites ou par une combinaison de ces corporations; ».

c. I-3, a. 574,
texte fran-
çais, mod.

208. 1. L'article 574 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte français, du premier alinéa par le suivant :

Pourcentage
de participa-
tion d'une
action

« **574.** Pour l'application du présent titre, le pourcentage de participation d'une action, dont un contribuable est propriétaire, du capital-actions d'une corporation qui, à la fin de son année d'imposition, est une filiale étrangère contrôlée de ce contribuable, est égal à ce qui serait le pourcentage d'intérêt du contribuable dans la filiale à ce moment en supposant qu'il n'est propriétaire d'aucune autre action que cette action, lorsque la filiale et chaque autre corporation qui doit être prise en considération dans le calcul du pourcentage d'intérêt du contribuable dans la filiale n'ont qu'une seule catégorie d'actions émises à la fin de l'année d'imposition de la filiale et, au cas contraire, est déterminé de la manière prescrite. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3, a. 593,
mod.

209. 1. L'article 593 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« bénéfi-
ciaire »

« *bbeneficial interest* dans la fiducie. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. I-3, a. 596,
mod.

210. 1. L'article 596 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *abeneficial interest* dans la fiducie est d'au moins 10 % de la juste valeur marchande de l'ensemble des *beneficial interests* dans celle-ci, être une corporation ne résidant pas au Canada contrôlée par ce bénéficiaire; » ;

2^o par le remplacement, dans le texte français, du paragraphe *c* par le suivant :

« *cbeneficial interest* dans la fiducie sur celle de l'ensemble des *beneficial interests* dans la fiducie. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

c. I-3, a. 600,
mod.

211. 1. L'article 600 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) dans le calcul de chaque revenu ou perte de la société pour une année d'imposition, il ne faut pas tenir compte de l'article 145, des paragraphes *d* et *e* de l'article 330 et de l'article 418.12, et aucune déduction n'est admissible en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), du premier alinéa de l'article 360 ou des articles 362 à 418.14; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier d'une société qui commence après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 603,
mod.

212. 1. L'article 603 de cette loi, modifié par l'article 238 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Validité du
choix d'un
membre
d'une société

« **603.** Lorsqu'un contribuable qui était membre d'une société pendant un exercice financier *a*, aux fins de calculer son revenu provenant de la société pour l'exercice financier, fait un choix prévu aux règlements adoptés en vertu de l'article 104 ou aux articles 96, 110.1, 119.15 à 119.22, 156, 180 à 182, 184, 199, 215, 216, 279, 280.3, 299 ou 614 et que ce choix serait valide en l'absence du présent article, les règles suivantes s'appliquent : ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 26 février 1992.

c. I-3,
a. 612.1, aj.

213. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 612, du suivant :

Membres
d'une
société répu-
tés exercer
une entre-
prise au
Québec

« **612.1** Lorsqu'une société exerce une entreprise au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition, chaque contribuable qui est réputé membre de la société en vertu de l'article 608, est réputé, pour l'application de l'article 25, exercer cette entreprise au Québec à un moment quelconque de l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1994.

c. I-3, a. 622,
mod.

214. 1. L'article 622 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Coût de
l'intérêt indivis
pour cha-
cun des
ex-associés

« **622.** Le coût de l'intérêt indivis, pour chaque personne visée à l'article 620, dans chacun des biens de la société est réputé égal à la quote-part de cette personne du coût indiqué de ce bien, pour la société, immédiatement avant sa distribution, plus, lorsque le bien est

une immobilisation intangible, un montant donné correspondant à la quote-part de cette personne des $\frac{4}{3}$ du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107 à l'égard de l'entreprise de la société immédiatement avant le moment donné et, lorsque le montant visé au paragraphe a de l'article 621 à l'égard de cette personne excède l'ensemble déterminé à l'égard de celle-ci en vertu du paragraphe b de cet article 621, le montant suivant: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une acquisition de biens qui survient en raison de la dissolution, après le début de son premier exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987, d'une société.

c. 1-3,
a. 624.1, aj.

215. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 624, du suivant:

Règles appli-
cables dans
le cas
d'immo-
bilisations
intangibles

« **624.1** Lorsqu'une immobilisation intangible à l'égard d'une entreprise est distribuée par la société visée à l'article 620 aux personnes qui en étaient membres immédiatement avant sa dissolution, les règles suivantes s'appliquent:

a) aux fins de déterminer, en vertu de la présente partie, tout montant relatif à la partie admise des immobilisations intangibles, au montant d'immobilisations intangibles ou à une immobilisation intangible, chacune de ces personnes est réputée continuer à exploiter l'entreprise à l'égard de laquelle l'immobilisation intangible constituait un tel bien et qui était antérieurement exploitée par la société, jusqu'à ce qu'elle ait aliéné son intérêt indivis dans ce bien;

b) aux fins de déterminer la partie admise des immobilisations intangibles de la personne à l'égard de l'entreprise, un montant égal aux $\frac{3}{4}$ du montant donné visé à l'article 622 à l'égard de l'entreprise doit être ajouté au montant autrement déterminé à l'égard de l'entreprise en vertu du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107;

c) aux fins de déterminer, après le moment donné, le montant qui est réputé, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 105, être un gain en capital imposable de la personne ou qui doit, en vertu du paragraphe b de cet article, être inclus dans le calcul de son revenu, selon le cas, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 107 est réputé égal à la quote part de cette personne du montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de l'entreprise de la société immédiatement avant le moment donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une acquisition de biens qui survient en raison de la dissolution, après le début de son premier exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987, d'une société.

c. 1-3, a. 628,
mod.

216. 1. L'article 628 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Coût des
biens reçus
en contre-
partie

« **628.** Le coût, pour la personne visée à l'article 626, d'un bien qu'elle a ainsi reçu, est réputé égal à son coût indiqué, pour la société, immédiatement avant le moment donné, plus, lorsque le bien est une immobilisation intangible, un montant donné correspondant aux 4/3 du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 107 à l'égard de l'entreprise de la société immédiatement avant le moment donné et, lorsque l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *a* de l'article 627 excède l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* de cet article 627, le montant suivant : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une acquisition de biens qui survient en raison de la dissolution, après le début de son premier exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987, d'une société.

c. 1-3,
a. 630.1, aj.

217. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 630, du suivant :

Règles appli-
cables lors-
que le bien
reçu est une
immobilisa-
tion intangi-
ble

« **630.1** Lorsqu'une immobilisation intangible à l'égard d'une entreprise est ainsi reçue par la personne visée à l'article 626, les règles suivantes s'appliquent :

a) aux fins de déterminer la partie admise des immobilisations intangibles de cette personne à l'égard de l'entreprise, un montant égal aux 3/4 du montant donné visé à l'article 628 à l'égard de l'entreprise doit être ajouté au montant autrement déterminé à l'égard de l'entreprise en vertu du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 107 ;

b) aux fins de déterminer, après le moment donné, le montant qui est réputé, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105, être un gain en capital imposable de cette personne ou qui doit, en vertu du paragraphe *b* de cet article, être inclus dans le calcul de son revenu, selon le cas, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 107 est réputé égal au montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de l'entreprise de la société immédiatement avant le moment donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une acquisition de biens qui survient en raison de la dissolution, après le début de son premier exercice financier qui commence après le 31 décembre 1987, d'une société.

c. 1-3, a. 645,
mod.

218. 1. L'article 645 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) le contribuable est réputé acquérir le droit visé au paragraphe *a* à un coût égal au montant réputé être pour le particulier décédé le produit de l'aliénation de son intérêt dans la société en vertu de l'article 436 ou du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 440; et ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. 1-3, a. 646,
mod.

219. 1. L'article 646 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Extension
de l'expres-
sion « fidu-
cie »

« **646.** Dans la présente partie, une fiducie, quel que soit l'endroit de sa création, ou une succession, désignées dans le présent titre par l'expression « fiducie », comprennent également le fiduciaire, le liquidateur de succession, l'administrateur, l'héritier ou tout autre représentant légal ayant la propriété ou le contrôle des biens de la fiducie ou de la succession. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3, a. 647,
mod.

220. 1. L'article 647 de cette loi, modifié par l'article 241 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1^o par le remplacement de la partie du troisième alinéa qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Fiducies non
comprises

« Pour l'application des articles 653 à 656.2, 659 et 660 et du paragraphe *b* de l'article 657, une fiducie ne comprend pas une fiducie d'investissement à participation unitaire ni une fiducie donnée décrite au quatrième alinéa, et, pour l'application des articles 653 à 656.2, 659, 660, 661, 662, 663.1, 663.2, 665, 665.1, 684 à 689, 690.0.1 et 691 à 692 et du paragraphe *b* de l'article 657, une fiducie ne comprend aucune des fiducies suivantes :

a) une fiducie au profit d'un athlète amateur, une fiducie pour employés, une fiducie visée au paragraphe *c.4* de l'article 998 ou une fiducie régie par un mécanisme de retraite étranger, un régime de pension agréé, un régime d'intéressement, un régime enregistré de

prestations supplémentaires de chômage, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime de participation différée aux bénéfices, un régime enregistré d'épargne-études, un régime enregistré d'épargne-logement, un régime de prestations aux employés ou un fonds enregistré de revenu de retraite; »;

2° par l'addition, après le paragraphe *b* du troisième alinéa, du paragraphe suivant :

« *c*) une fiducie dont, en tout temps après le moment de sa création, chacun des bénéficiaires est soit une fiducie visée aux paragraphes *a* ou *b*, autre qu'une fiducie visée à l'article 851.25, soit une personne qui est bénéficiaire de la fiducie du seul fait qu'elle est bénéficiaire d'une fiducie visée à l'un de ces paragraphes, autre qu'une fiducie visée à l'article 851.25. »;

3° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

Interprétation

« La fiducie donnée visée au troisième alinéa est une fiducie dans laquelle, d'une part, toutes les participations ont été irrévocablement dévolues et, d'autre part, aucune participation ne peut prendre effet dans le futur, et qui n'est ni l'une ni l'autre des fiducies suivantes :

a) une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653;

b) une fiducie qui a fait le choix prévu à l'article 656.4;

c) une fiducie qui a choisi, dans sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour sa première année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1992, de ne pas être visée au présent alinéa. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace la partie du troisième alinéa de l'article 647 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, de même que les sous-paragraphes 2° et 3° du paragraphe 1, s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1993. Toutefois, un choix visé au paragraphe *c* du quatrième alinéa de l'article 647 de cette loi, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 édicte, fait en avisant par écrit le ministre du Revenu au plus tard le 15 septembre 1994, est réputé avoir été fait conformément à ce paragraphe *c*.

3. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 647 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 647 de cette loi, qu'il édicte, s'applique :

a) aux années d'imposition 1988 et 1989, il doit se lire sans tenir compte de « un mécanisme de retraite étranger, » ;

b) avant le 1^{er} janvier 1991, il doit se lire en y remplaçant, dans le texte français, l'expression « régime de participation différée aux bénéfices » par l'expression « régime d'intéressement différé ».

4. De plus, lorsque la partie du troisième alinéa de l'article 647 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, que le sous-paragraphe 1^o du paragraphe 1 remplace, s'applique aux années d'imposition 1991 et 1992, elle doit se lire en y remplaçant « 659 à 662 » par « 659, 660, 661, 662 ».

c. I-3,
a. 649.1, mod.

221. 1. L'article 649.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

*Beneficial
interest
réputé
acquis sans
aucune con-
trepartie*

« Pour l'application du premier alinéa et du paragraphe *n* de l'article 257, lorsque tous les *beneficial interests* dans une fiducie non testamentaire acquis par suite d'un transfert, d'une cession ou d'une autre aliénation de biens en faveur de la fiducie ont été acquis soit par une personne, soit par plusieurs personnes qui sont liées entre elles ou qui le seraient si, d'une part, une fiducie et une autre personne étaient liées entre elles du fait que cette autre personne est un bénéficiaire de la fiducie ou est liée à un tel bénéficiaire, et, d'autre part, deux fiducies étaient liées entre elles du fait qu'un bénéficiaire de l'une de ces fiducies est un bénéficiaire de l'autre ou est lié à un tel bénéficiaire, un *beneficial interest* dans la fiducie non testamentaire acquis par une telle personne est réputé avoir été acquis sans aucune contrepartie. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1988.

c. I-3,
aa. 650 et
651, remp.

222. 1. Les articles 650 et 651 de cette loi sont remplacés par les suivants :

*Calcul du
revenu
d'une fiducie*

« **650.** Pour l'application du deuxième alinéa des articles 440 et 441.1, du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 454, de la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1, du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 et du paragraphe *a* de l'article 683, le revenu d'une fiducie est calculé sans tenir compte des dispositions de la présente partie moins, sauf dans le cas du paragraphe *a* de l'article 683, tout dividende qui y est inclus et qui soit n'est pas inclus, en raison des articles 501 à 503, dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'application des autres dispositions de la présente partie, soit est visé aux articles 1106 ou 1116.

Fiducie non
déchu de
ses droits en
raison du
paiement de
certains
droits et
impôts

«**651.** Pour l'application du deuxième alinéa des articles 440 et 441.1, du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 454, de la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1 et du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653, lorsqu'un particulier a créé une fiducie, une personne autre que son conjoint est réputée ne pas avoir reçu ou autrement obtenu, ni être en droit de recevoir ou d'autrement obtenir, la jouissance de la totalité ou d'une partie du revenu ou du capital de la fiducie du seul fait que cette dernière a payé un droit en raison du décès du particulier à l'égard de biens de la fiducie ou d'une participation dans celle-ci ou un impôt sur ses revenus, ou a établi une provision pour l'un et l'autre de ces paiements. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque les articles 650 et 651 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'appliquent à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, ils doivent se lire en y remplaçant « du deuxième alinéa des articles 440 et 441.1 » par « du deuxième alinéa de l'article 441.1, du premier alinéa de l'article 443 ».

c. I-3,
partie I,
livre III,
titre XII,
chap. II,
intitulé,
remp.

223. 1. L'intitulé du chapitre II du titre XII du livre III de la partie I de cette loi est remplacé par le suivant :

« ALIÉNATION ET PAIEMENT RÉPUTÉS ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
aa. 652.1 et
652.2, aj.

224. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre II du titre XII du livre III de la partie I, des articles suivants :

Définitions

«**652.1** Dans le présent titre, l'expression :

« bien exclu »

« bien exclu », à un moment donné, désigne une action du capital-actions d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada si, le premier jour de la première année d'imposition de la corporation qui se termine au moment donné ou après ce moment, celle-ci n'était propriétaire d'aucun bien qui était un bien minier canadien, un bien forestier ou une participation au revenu dans une fiducie résidant au Canada ni d'aucun bien visé à l'article 1095;

« fiducie au
bénéfice du
conjoint
antérieure à
1972 »

« fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 », à un moment donné, désigne une fiducie créée par le testament d'un particulier décédé avant le 1^{er} janvier 1972, ou créée avant le 18 juin 1971 par un particulier de son vivant, qui, tout au long de la période

commençant au moment où elle a été créée et se terminant au premier en date du 1^{er} janvier 1993, du jour du décès du conjoint du particulier ou du moment donné, était une fiducie dont le conjoint du particulier avait le droit de recevoir, sa vie durant, tous les revenus, mais ne comprend pas une fiducie dont, avant la fin de cette période, une personne autre que le conjoint du particulier a reçu ou autrement obtenu la jouissance de la totalité ou d'une partie du revenu ou du capital.

Modifica-
tions aux
termes régis-
sant une
fiducie

« **652.2** Pour l'application des articles 653 à 656.2, à l'exclusion, pour plus de précision, du paragraphe *a.1* du premier alinéa de l'article 653, lorsque, à un moment quelconque, les termes régissant une fiducie sont modifiés, celle-ci est réputée, à compter de ce moment, être la même fiducie que celle immédiatement avant ce moment et en être la continuation. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte l'article 652.1 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 12 février 1991 et, lorsqu'il édicte l'article 652.2 de cette loi, s'applique à l'égard d'une modification effectuée après le 11 février 1991.

c. I-3,
aa. 653 et
654, remp.

225. 1. Les articles 653 et 654 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Aliénation
réputée par
une fiducie

« **653.** Une fiducie est réputée, à la fin de chacun des jours suivants, aliéner et acquérir de nouveau immédiatement après toutes ses immobilisations, autres qu'un bien exclu, et tous ses terrains compris dans l'inventaire de l'une de ses entreprises:

a) le jour du décès du conjoint d'un particulier qui a créé la fiducie si les termes de l'acte la créant donnaient droit au conjoint, sa vie durant, de recevoir tous les revenus de la fiducie et de recevoir ou autrement obtenir, à l'exclusion de toute autre personne, la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie;

a.1) lorsque, le 1^{er} janvier 1993, la fiducie est une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972, le dernier en date du 1^{er} janvier 1993 ou du jour du décès du conjoint visé relativement à la fiducie dans la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1;

b) le jour du vingt et unième anniversaire du dernier en date du 1^{er} janvier 1972, du jour de la création de la fiducie ou, le cas échéant, du jour déterminé en vertu des paragraphes *a* ou *a.1*;

c) le jour du vingt et unième anniversaire du jour, déterminé autrement qu'en vertu des paragraphes *a* ou *a.1*, d'une aliénation réputée de ces biens en vertu du présent article.

Application
du para-
graph *a*

Le paragraphe *a* du premier alinéa ne s'applique que si la fiducie y visée est l'une des fiducies suivantes :

a) une fiducie qui a été créée par le testament d'un particulier décédé après le 31 décembre 1971 et qui était, au moment de sa création, une fiducie décrite à ce paragraphe *a*;

b) une fiducie qui a été créée par le testament d'un particulier décédé après le 31 décembre 1971 et à laquelle un bien a été transféré dans des circonstances où l'article 435 ou le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 440 se sont appliqués, et qui, immédiatement après le moment où ce bien lui a été irrévocablement dévolu en raison du décès du particulier, était une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa;

c) une fiducie qui a été créée après le 17 juin 1971 par un particulier de son vivant et qui était, à un moment quelconque après le 31 décembre 1971, une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa.

Exception

Toutefois, le paragraphe *a* du premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'une fiducie décrite au paragraphe *b* du deuxième alinéa lorsque le conjoint qui était le bénéficiaire de cette fiducie est décédé avant le 21 décembre 1991.

Aliénation
réputée par
une fiducie

« **654.** La fiducie est réputée aliéner chacun des biens visés à l'article 653, au moment déterminé en vertu de cet article, pour un produit égal à sa juste valeur marchande à ce moment, et acquérir de nouveau ce bien immédiatement après à un coût ou à un coût en capital, selon le cas, égal à ce produit de l'aliénation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui se termine après le 11 février 1991. Toutefois :

a) lorsque le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 653 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y remplaçant « le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 440 » par « le paragraphe *a* de l'article 440 »;

b) à l'égard des jours antérieurs au 1^{er} janvier 1993 qui sont déterminés en vertu de l'article 653 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, l'article 654 de cette loi, que ce paragraphe édicte, doit se lire comme suit :

Aliénation
réputée par
une fiducie

« **654.** Sauf s'il s'agit d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la fiducie, cette dernière est réputée aliéner chacun des

biens visés à l'article 653, au moment déterminé en vertu de cet article, pour un produit égal à sa juste valeur marchande à ce moment, et acquérir de nouveau ce bien immédiatement après à un coût égal à ce produit de l'aliénation.

Biens amortissables

Lorsque les biens visés à l'article 653 sont des biens amortissables d'une catégorie prescrite de la fiducie, celle-ci est réputée, d'une part, aliéner les biens de chaque catégorie, au moment déterminé en vertu de cet article, pour un produit égal à la moitié de l'ensemble de leur juste valeur marchande à ce moment et de la partie non amortie de leur coût en capital au même moment, et, d'autre part, acquérir de nouveau chaque bien de cette catégorie immédiatement après à un coût en capital égal à la partie de ce produit de l'aliénation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien à ce moment et celle de l'ensemble des biens de cette catégorie au même moment. ».

c. I-3, a. 655, ab.

226. 1. L'article 655 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui se termine après le 11 février 1991.

c. I-3, aa, 656 et 656.1, rempl.

227. 1. Les articles 656 et 656.1 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Cas où le nouveau coût en capital serait autrement inférieur à l'ancien

« **656.** Malgré l'article 654, lorsque le coût en capital pour la fiducie, immédiatement avant le moment de son aliénation réputée en vertu de l'article 653, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite excède celui qui est déterminé à son égard pour la fiducie en vertu de l'article 654, l'on doit tenir compte des règles suivantes pour l'application à ce bien, après ce moment, des articles 93 à 104, 130 à 130.1 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130:

a) le coût en capital du bien pour la fiducie est réputé être le même qu'avant son aliénation réputée en vertu de l'article 653;

b) l'excédent est réputé avoir été accordé à la fiducie à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant l'acquisition, réputée en vertu de l'article 653, du bien par elle et aucun autre montant n'est réputé lui avoir été accordé à ce titre à l'égard du bien dans le calcul de son revenu pour ces années d'imposition précédentes.

Règles applicables relativement à la récupération d'amortissement

« **656.1** Pour l'application des articles 653 à 656, les règles suivantes s'appliquent:

a) les mots « à la fin d'une année d'imposition » et « d'une catégorie prescrite d'un contribuable » dans l'article 94 doivent se lire

respectivement «au moment donné où une fiducie est réputée, en vertu de l'article 653, aliéner ses biens amortissables d'une catégorie prescrite» et «de cette catégorie»;

b) pour le calcul de l'excédent prévu à l'article 94, à la fin de l'année d'imposition de la fiducie comprenant le jour où celle-ci est réputée, en vertu de l'article 653, aliéner ses biens amortissables d'une catégorie prescrite, tout montant qui a été inclus à ce jour dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de cet article 94, tel que ce dernier article doit se lire en vertu du paragraphe *a*, est réputé être un montant inclus dans le calcul de son revenu en vertu des articles 93 à 104 pour une année d'imposition antérieure. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui se termine après le 11 février 1991.

c. 1-3,
art. 656.3 à
656.9, aj.

228. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 656.2, des suivants:

Solde du
second
compte de
stabilisation
du revenu
net réputé
payé

«**656.3** Lorsqu'une fiducie détient un droit dans un second fonds du compte de stabilisation du revenu net en raison d'un transfert effectué dans des circonstances où le deuxième alinéa de l'article 441.1 s'applique, un montant égal à l'excédent du solde, à la fin du jour du décès du conjoint visé à cet alinéa, du fonds ainsi transféré sur la partie de ce solde qui est réputée avoir été payée au conjoint, en vertu de l'article 660.1, est réputé avoir été payé à la fiducie, à la fin de ce jour, à même le fonds.

Choix

«**656.4** Lorsqu'une fiducie en fait le choix au moyen du formulaire prescrit transmis au ministre dans les six mois qui suivent la fin de son année d'imposition qui comprend le jour, appelé «jour d'aliénation» dans le présent article, qui serait, en l'absence du présent article, déterminé à l'égard de la fiducie en vertu du paragraphe *a.1* du premier alinéa de l'article 653 dans le cas d'une fiducie visée à ce paragraphe ou en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de cet article dans les autres cas, et que, le jour d'aliénation, au moins un particulier est un bénéficiaire exempté de la fiducie, les règles suivantes s'appliquent:

a) pour l'application des articles 653 à 656.3, du paragraphe *a* de l'article 657 et de l'article 1031.1, le jour déterminé à l'égard de la fiducie en vertu des paragraphes *a.1* ou *b*, selon le cas, du premier alinéa de l'article 653 est réputé être le premier jour de la première année d'imposition de la fiducie qui commence après le premier jour, après le jour d'aliénation, tout au long duquel aucun particulier n'est un bénéficiaire exempté de la fiducie;

b) l'article 688 ne s'applique pas à un transport fait par la fiducie, au cours de la période qui commence immédiatement après le jour d'aliénation et qui se termine à la fin du premier jour, après le jour d'aliénation, déterminé à l'égard de la fiducie en vertu de l'article 653, à un bénéficiaire, autre qu'un particulier qui était un bénéficiaire exempté de la fiducie immédiatement avant le transport;

c) sous réserve du paragraphe *d*, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 248 ne s'applique pas à un transfert effectué par la fiducie au cours de la période décrite au paragraphe *b*;

d) le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 248 s'applique au transfert d'un bien effectué par la fiducie à une autre fiducie, et cette dernière est réputée être la même fiducie que celle qui lui a transféré le bien, et la continuer, lorsque les conditions suivantes sont remplies:

i. le transfert a lieu dans des circonstances où, en l'absence du paragraphe *c*, ce sous-paragraphe *d* se serait appliqué;

ii. l'autre fiducie ne détenait aucun bien immédiatement avant le transfert;

iii. les termes régissant la fiducie immédiatement avant le transfert sont identiques à ceux régissant l'autre fiducie immédiatement après le transfert.

Bénéficiaire
exempté

« **656.5** Pour l'application de l'article 656.4, un particulier est un bénéficiaire exempté d'une fiducie à un moment donné si, à ce moment, il est vivant et est un bénéficiaire de la fiducie, et si les conditions suivantes sont remplies:

a) dans le cas d'une fiducie créée après le 11 février 1991, le particulier, ou un particulier qui, abstraction faite de l'article 1, est son frère ou sa soeur, était vivant à celui des moments suivants qui survient le premier:

i. le moment où la fiducie a été créée;

ii. le moment qui survient le premier parmi les moments dont chacun représente le moment où a été créée une autre fiducie qui, avant le moment donné et la fin du jour qui, en l'absence de l'article 656.4, serait déterminé à l'égard de la fiducie en vertu des paragraphes *a.1* ou *b* du premier alinéa de l'article 653, a transféré un bien à la fiducie, soit directement ou indirectement par l'entremise d'une ou de plusieurs fiducies, dans des circonstances où l'article 656.9 s'applique;

b) le particulier, ou son conjoint ou ex-conjoint, est l'une des personnes suivantes:

i. le disposant désigné de la fiducie;

ii. le grand-père, la grand-mère, le père, la mère, le frère, la soeur, l'enfant, le neveu ou la nièce du disposant désigné de la fiducie ou de son conjoint ou ex-conjoint.

Bénéficiaire

«**656.6** Pour l'application de l'article 656.5, un bénéficiaire d'une fiducie désigne un particulier qui a un *beneficial interest* dans celle-ci, sauf qu'un particulier est réputé ne pas être un bénéficiaire d'une fiducie à un moment donné lorsque:

a) ou bien les conditions suivantes sont remplies:

i. toute participation dans la fiducie au moment donné de tout particulier qui est un bénéficiaire exempté, au sens que donnerait à cette expression le présent chapitre si l'on ne tenait pas compte du présent paragraphe, de la fiducie, est sujette à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire d'une personne;

ii. l'exercice ou le non-exercice du pouvoir discrétionnaire visé au sous-paragraphe i, conformément aux termes de l'acte régissant la fiducie, après le moment donné, peut entraîner l'extinction des participations dans la fiducie des personnes suivantes, avant le décès du dernier survivant parmi ces personnes et sans que ces dernières ne puissent jouir de quelqu'avantage en vertu de la fiducie après le moment donné:

1° tout particulier visé au sous-paragraphe i;

2° tout autre particulier qui est l'enfant d'un particulier décédé qui était un bénéficiaire exempté, au sens que donnerait à cette expression le présent chapitre si l'on ne tenait pas compte du présent paragraphe, de la fiducie à un moment quelconque avant le moment donné;

iii. la fiducie a été créée après le 11 février 1991 ou le sous-paragraphe ii s'applique à la fiducie en raison d'une modification apportée après cette date aux termes la régissant;

b) ou bien l'on peut raisonnablement considérer que l'un des principaux buts de la création de la participation du particulier dans la fiducie était de différer le jour déterminé à l'égard de la fiducie en vertu des paragraphes a.1 ou b du premier alinéa de l'article 653.

Disposant
désigné

« **656.7** Pour l'application de l'article 656.5, le disposant désigné d'une fiducie est, selon le cas :

a) lorsque la fiducie est une fiducie décrite au paragraphe a du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653, ou était, le 20 décembre 1991, une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972, le particulier qui a créé la fiducie ou dont le testament l'a créée;

b) lorsque le paragraphe a ne s'applique pas et que la fiducie est une fiducie testamentaire à la fin de l'année d'imposition pour laquelle elle fait un choix en vertu de l'article 656.4, le particulier dont le décès a donné lieu à la création de la fiducie;

c) dans le cas de toute autre fiducie, le particulier qui était un particulier ayant un *beneficial interest* dans la fiducie, ou qui était lié à un particulier ayant un *beneficial interest* dans la fiducie, et qui est désigné par la fiducie dans son choix en vertu de l'article 656.4, si :

i. ou bien, à chaque moment de la période de référence à l'égard de la fiducie, le montant de l'ensemble des biens transférés ou prêtés à la fiducie avant ce moment par le particulier désigné, directement ou par l'entremise d'une autre fiducie :

1° d'une part, excède le montant de l'ensemble des biens ainsi transférés ou prêtés avant ce moment par chaque autre particulier qui est né avant le particulier désigné et qui, à un moment quelconque, était lié à un particulier ayant un *beneficial interest* dans la fiducie;

2° d'autre part, est au moins égal au montant de l'ensemble des biens ainsi transférés ou prêtés avant ce moment par chaque autre particulier qui est né après le particulier désigné et qui, à un moment quelconque, était lié à un particulier ayant un *beneficial interest* dans la fiducie;

ii. ou bien les conditions suivantes sont remplies :

1° aucun particulier ne peut être désigné à l'égard de la fiducie en application du sous-paragraphe i;

2° le particulier désigné a transféré ou prêté un bien à la fiducie, directement ou par l'entremise d'une autre fiducie, à un moment quelconque avant la fin de la période de référence à l'égard de la fiducie;

3° le particulier désigné est né avant tout autre particulier qui, d'une part, était, à un moment quelconque, lié à un particulier ayant un *beneficial interest* dans la fiducie ou à un particulier ayant transféré ou prêté un bien à la fiducie avant la fin de la période de référence

à l'égard de celle-ci, et qui, d'autre part, a transféré ou prêté un bien, directement ou par l'entremise d'une autre fiducie, à la fiducie à un moment quelconque avant la fin de la période de référence à l'égard de celle-ci;

iii. ou bien, tout au long de la période de référence à l'égard de la fiducie, les biens de celle-ci étaient constitués principalement :

1° soit d'actions du capital-actions d'une corporation si, le jour où la fiducie a été créée ou au début de la période de référence à l'égard de celle-ci, la corporation était contrôlée par le particulier désigné ou par ce dernier et un ou plusieurs autres particuliers auxquels il est lié et qui sont nés après lui, ou si la totalité ou la quasi-totalité de la valeur de ces actions, tout au long de la période de référence à l'égard de la fiducie, provenait de biens transférés à la corporation par le particulier désigné ou par ce dernier et un ou plusieurs autres particuliers auxquels il est lié et qui sont nés après lui;

2° soit d'actions du capital-actions d'une corporation dont la totalité ou la quasi-totalité de la valeur, tout au long de la partie de la période de référence à l'égard de la fiducie tout au long de laquelle celle-ci détenait les actions, provenait d'actions décrites au sous-paragraphe 1°;

3° soit de biens substitués à des actions décrites aux sous-paragaphes 1° ou 2°;

4° soit de biens attribuables aux bénéfices, aux gains ou aux distributions rattachés à des biens décrits aux sous-paragaphes 1° à 3°;

5° soit d'une combinaison de biens décrits aux sous-paragaphes 1° à 4°.

Application
de l'article
656.7

« **656.8** Pour l'application de l'article 656.7, les règles suivantes s'appliquent :

a) la période de référence à l'égard d'une fiducie est la période qui commence un an après le jour où la fiducie a été créée et qui se termine à la fin du jour qui, si la fiducie ne faisait pas le choix prévu à l'article 656.4, serait déterminé à l'égard de la fiducie en vertu des paragraphes a.1 ou b, selon le cas, du premier alinéa de l'article 653;

b) deux particuliers sont réputés liés entre eux si l'un d'eux est l'oncle, la tante, le grand-oncle ou la grand-tante de l'autre;

c) un particulier est réputé ne pas être le disposant désigné d'une fiducie si l'on peut raisonnablement considérer que l'un des buts

principaux d'une série d'opérations ou d'événements qui comprend soit le fait qu'un particulier devienne un fiduciaire à l'égard des biens de la fiducie, soit une acquisition de biens ou un emprunt par un particulier, était de différer le jour déterminé à l'égard de la fiducie en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 653;

d) afin de déterminer si la totalité ou la quasi-totalité de la valeur des actions du capital-actions d'une corporation provient d'un autre bien, ce dernier est réputé comprendre un bien qui lui a été substitué de même qu'un bien attribuable aux bénéficiaires, aux gains ou aux distributions rattachés à l'autre bien ou à un bien *y* substitué.

Transfert de
biens entre
fiducies

« **656.9** Lorsque, dans des circonstances où le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 248 ou l'article 688 s'applique, une fiducie, appelée « fiducie cédante » dans le présent article, transfère à un moment donné à une autre fiducie, appelée « fiducie cessionnaire » dans le présent article, un bien qui est une immobilisation, autre qu'un bien exclu, un terrain compris dans l'inventaire, un bien minier canadien ou un bien minier étranger, les règles suivantes s'appliquent :

a) sous réserve du paragraphe *b*, pour l'application des articles 653 à 656.3 après le moment donné :

i. d'une part, le premier jour, appelé « jour d'aliénation » dans le présent article, se terminant au moment donné ou après celui-ci, qui est déterminé à l'égard de la fiducie cessionnaire en vertu de l'article 653, est réputé être le premier en date des jours suivants :

1° le premier jour se terminant au moment donné ou après celui-ci, qui serait déterminé à l'égard de la fiducie cédante en vertu de l'article 653 si l'on ne tenait compte ni du transfert ni de toute opération ou tout événement survenant après le moment donné ;

2° le premier jour se terminant au moment donné ou après celui-ci, qui serait autrement déterminé à l'égard de la fiducie cessionnaire en vertu de l'article 653 si l'on ne tenait pas compte de toute opération ou tout événement survenant après le moment donné ;

3° lorsque la fiducie cédante est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653 ou une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972, et que le conjoint visé à ce paragraphe *a* ou dans la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1, selon le cas, est vivant au moment donné, le premier jour se terminant au moment donné ou après celui-ci ;

4° lorsque le jour d'aliénation serait, si le présent article ne s'appliquait pas au transfert, déterminé à l'égard de la fiducie

cessionnaire en vertu du paragraphe *a* de l'article 656.4, et que le moment donné est postérieur au jour qui, en l'absence de l'article 656.4, serait déterminé à l'égard de la fiducie cessionnaire en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 653, le premier jour se terminant au moment donné ou après celui-ci;

ii. d'autre part, lorsque le jour d'aliénation déterminé à l'égard de la fiducie cessionnaire en vertu du sous-paragraphe i est antérieur au jour visé à l'égard de celle-ci au sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i, les articles 653 à 656.3 ne s'appliquent pas à la fiducie cessionnaire le jour visé à son égard à ce sous-paragraphe 2°;

b) lorsque la fiducie cédante est une fiducie, appelée «fiducie admissible» dans le présent paragraphe, qui est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653 ou une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 et à l'égard de laquelle le conjoint visé à ce paragraphe *a* ou dans la définition de l'expression «fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972» prévue à l'article 652.1, selon le cas, est vivant au moment donné, le paragraphe *a* ne s'applique pas au transfert si la fiducie cessionnaire est également une fiducie admissible;

c) pour l'application de l'article 656.4, sauf si un jour se terminant avant le moment donné a été déterminé en vertu des paragraphes *a.1* ou *b* du premier alinéa de l'article 653, ou aurait été ainsi déterminé en l'absence de l'article 656.4, un jour déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *a* est réputé être un jour déterminé en vertu de ces paragraphes *a.1* ou *b*, selon le cas, à l'égard de la fiducie cessionnaire. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte l'article 656.3 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

3. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte les articles 656.4 à 656.8 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 12 février 1991. Toutefois, un choix visé à l'article 656.4 de cette loi, qu'il édicte, fait en avisant par écrit le ministre du Revenu au plus tard six mois après le 17 juin 1994, est réputé avoir été fait conformément à cet article 656.4.

4. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte l'article 656.9 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un bien transféré après le 11 février 1991. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de cet article 656.9, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un bien transféré avant le 21 décembre 1991, il doit se lire comme suit:

«*b)* lorsque la fiducie cédante ou la fiducie cessionnaire est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième

alinéa de l'article 653 ou une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 et que le conjoint visé à ce paragraphe *a* ou dans la définition de l'expression «fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972» prévue à l'article 652.1, selon le cas, est vivant au moment donné, le paragraphe *a* ne s'applique pas au transfert;».

c. 1-3, a. 657,
mod.

229. 1. L'article 657 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) un montant que la fiducie choisit de réclamer et qui ne dépasse pas l'excédent de:

i. la partie, devenue à payer dans l'année à un bénéficiaire ou incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire en raison de l'article 662, du montant qui, en l'absence des dispositions suivantes, serait le revenu de la fiducie pour l'année:

1° le présent paragraphe et le paragraphe *b*;

2° l'article 92.5.2 sauf lorsqu'il s'applique à un montant payé, à une fiducie décrite au deuxième alinéa de l'article 441.1, avant le décès du conjoint visé à cet alinéa;

3° les articles 653 à 656.2 lorsqu'ils s'appliquent à l'égard d'un jour déterminé en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653;

4° les articles 656.3 et 691; sur

ii. lorsque la fiducie est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653 qui a été créée après le 20 décembre 1991, ou qu'elle serait une fiducie décrite à ce paragraphe *a* et ce deuxième alinéa si, dans le paragraphe *a* de ce deuxième alinéa, les mots, «au moment de sa création» étaient remplacés par «le 20 décembre 1991», et que le conjoint visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 à l'égard de la fiducie est vivant tout au long de l'année, la partie, devenue à payer dans l'année à un bénéficiaire autre que le conjoint ou incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire autre que le conjoint en raison de l'article 662, du montant qui, en l'absence des dispositions suivantes, serait le revenu de la fiducie pour l'année:

1° le présent paragraphe et le paragraphe *b*;

2° l'article 92.5.2 sauf lorsqu'il s'applique à un montant payé, à une fiducie décrite au deuxième alinéa de l'article 441.1, avant le décès du conjoint visé à cet alinéa;

3° l'article 691;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque le paragraphe *a* de l'article 657 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui se termine après le 31 décembre 1990 mais avant le 21 décembre 1991, il doit se lire comme suit:

«*a*) un montant que la fiducie choisit de réclamer et qui ne dépasse pas la partie, devenue à payer dans l'année à un bénéficiaire ou incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire en raison de l'article 662, du montant qui, en l'absence des dispositions suivantes, serait le revenu de la fiducie pour l'année:

- i. le présent paragraphe et le paragraphe *b*;
- ii. l'article 92.5.2 sauf lorsqu'il s'applique à un montant payé, à une fiducie décrite au deuxième alinéa de l'article 441.1, avant le décès du conjoint visé à cet alinéa;
- iii. les articles 653 à 656.2 et 691, lorsque la fiducie est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653;
- iv. l'article 656.3;».

c. 1-3,
a. 657.1.1, aj.

230. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 657.1, du suivant:

Bénéficiaire
étranger ou
assimilé

«**657.1.1** Aucun montant ne peut être déduit par une fiducie en vertu du paragraphe *a* de l'article 657 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à l'égard de la partie d'un montant qui serait autrement son revenu pour l'année, qui est devenue à payer à un bénéficiaire qui, lorsque la fiducie n'en est pas une qui a résidé au Canada tout au long de l'année, en est, à un moment quelconque de l'année, un bénéficiaire étranger ou assimilé, au sens donné à cette expression pour l'application de l'article 210.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3, a. 658,
mod.

231. 1. L'article 658 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Revenu
accumulé
d'une fiducie

«3. Le revenu accumulé d'une fiducie pour une année d'imposition est, pour l'application du présent chapitre, le montant qui, en l'absence des dispositions suivantes, serait son revenu pour l'année:

a) le paragraphe *b* de l'article 657;

b) l'article 92.5.2 sauf lorsqu'il s'applique à un montant payé, à une fiducie décrite au deuxième alinéa de l'article 441.1, avant le décès du conjoint visé à cet alinéa;

c) les articles 653 à 656.2 et 691, lorsque la fiducie est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653, qu'elle est une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 à la fin de l'année ou qu'elle a fait le choix prévu à l'article 656.4 pour une année d'imposition antérieure;

d) l'article 656.3. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 660,
mod.

232. 1. L'article 660 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) lorsqu'il s'agit d'une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653 ou d'une fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972, et que le conjoint visé à ce paragraphe *a* ou dans la définition de l'expression « fiducie au bénéfice du conjoint antérieure à 1972 » prévue à l'article 652.1, selon le cas, est vivant à la fin de l'année, un montant égal au revenu accumulé de la fiducie pour l'année, si le bénéficiaire privilégié est le conjoint du particulier, et, dans les autres cas, nulle; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui se termine après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 660.1, aj.

233. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 660, du suivant :

Choix concernant le second fonds du compte de stabilisation du revenu net

« **660.1** Lorsque, à la fin du jour du décès d'un contribuable et en raison de ce décès, un montant serait, en l'absence du présent article, réputé en vertu de l'article 656.3 avoir été payé à une fiducie à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net de la fiducie, et que la fiducie et le représentant légal du contribuable en font le choix, en la manière prescrite, la partie du montant qui est indiquée dans le choix est réputée avoir été payée au contribuable à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net du contribuable immédiatement avant la fin de ce jour et, pour l'application du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 92.5.2 à l'égard de la fiducie, le montant est réputé avoir été payé à même le second fonds du compte de stabilisation du revenu net de la fiducie immédiatement avant la fin de ce jour. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 668.2, mod.

234. 1. L'article 668.2 de cette loi, modifié par l'article 243 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) la lettre F représente le moindre des montants suivants :

i. le montant qui serait déterminé à l'égard de la fiducie pour l'année d'attribution en vertu du paragraphe *b* de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, si :

1° d'une part, les seuls biens visés à ce paragraphe étaient des biens aliénés par la fiducie après le 31 décembre 1984, autres que des biens agricoles admissibles et des actions admissibles d'une corporation qui exploite une petite entreprise aliénées par la fiducie après le 17 juin 1987 ;

2° d'autre part, les gains en capital et les pertes en capital de la fiducie pour l'année provenant de l'aliénation de biens immeubles non admissibles lui appartenant correspondaient, respectivement, à ses gains admissibles sur biens immeubles et à ses pertes admissibles sur biens immeubles pour l'année provenant de ces aliénations ;

ii. le montant qui serait déterminé en vertu du sous-paragraphe i si celui-ci se lisait sans tenir compte de son sous-paragraphe 2° ; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. 1-3,
a. 668.4, mod.

235. 1. L'article 668.4 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après la définition de l'expression « bien agricole admissible », des définitions suivantes :

« bien
immeuble
non admissi-
ble »

« « bien immeuble non admissible » d'une fiducie a le sens que lui donne l'article 726.6.1 si la fiducie est une fiducie personnelle ou l'article 1108 dans les autres cas ;

« gain admis-
sible sur
bien immeu-
ble »

« « gain admissible sur bien immeuble » d'une fiducie a le sens que lui donne l'article 726.6.1 ; » ;

2° par l'addition, après la définition de l'expression « gains en capital imposables admissibles », de la définition suivante :

« perte
admissible
sur bien
immeuble »

« « perte admissible sur bien immeuble » d'une fiducie a le sens que lui donne l'article 726.6.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 669.1,
rempl.

236. 1. L'article 669.1 de cette loi, remplacé par l'article 244 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Calcul du
revenu
d'une fiducie
testamen-
taire

« **669.1** Lorsqu'une fiducie testamentaire reçoit, dans une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, une prestation de retraite, ou un avantage en vertu d'un mécanisme de retraite étranger ou provenant d'un tel mécanisme, et désigne, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année en vertu de la présente partie, un montant à l'égard de l'un de ses bénéficiaires égal à la partie, appelée « part du bénéficiaire » dans le présent article, de la prestation ou de l'avantage, selon le cas, qu'elle a exclusivement attribuée au bénéficiaire et que l'on peut, compte tenu de toutes les circonstances et des modalités du contrat de fiducie, raisonnablement considérer comme faisant partie du montant qui, en raison de l'article 663, a été inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour une année d'imposition donnée, la part du bénéficiaire à l'égard de la prestation ou de l'avantage, selon le cas, est réputée, pour l'application des articles 752.0.8 et 752.0.9, être un paiement visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 752.0.8 qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année d'imposition donnée, lorsque la prestation ou l'avantage, selon le cas, est un montant visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 752.0.8 et que le bénéficiaire est le conjoint de l'auteur de la fiducie. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 669.4, mod.

237. 1. L'article 669.4 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant :

« *b*) l'ensemble de chaque montant qui est admissible en déduction dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année en vertu de l'article 145, autrement que du fait que la fiducie est membre d'une société, ou qui, en l'absence de l'article 486, serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 681,
mod.

238. 1. L'article 681 de cette loi, modifié par l'article 40 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) sous réserve de l'application des articles 693.1 et 752.0.26, que cette autre personne a droit aux déductions auxquelles le

particulier a droit en vertu des articles 725 à 725.7, 752.0.1 à 752.0.13.3 et 752.0.14 à 752.0.18.1 pour cette période, dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour cette période. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. 1-3, a. 688,
mod.

239. 1. L'article 688 de cette loi, modifié par l'article 246 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié, dans le paragraphe *e*:

1° par la suppression du sous-paragraphe i;

2° par l'addition, après le sous-paragraphe ii, du suivant:

« iii. aux fins de déterminer, après le moment donné, le montant qui est réputé, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105, être un gain en capital imposable du contribuable ou qui doit, en vertu du paragraphe *b* de cet article, être inclus dans le calcul de son revenu, selon le cas, à l'égard d'une aliénation subséquente des biens de l'entreprise, il doit être ajouté au montant autrement déterminé en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 107, la proportion du montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe 2° à l'égard de l'entreprise de la fiducie immédiatement avant le moment donné, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement avant le moment donné, de l'immobilisation intangible et la juste valeur marchande, immédiatement avant le moment donné, de l'ensemble des immobilisations intangibles de la fiducie relativement à l'entreprise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transport qui survient après le 31 décembre 1987.

c. 1-3,
a. 688.0.1,
mod.

240. 1. L'article 688.0.1 de cette loi, édicté par l'article 247 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Transport
d'une rési-
dence princi-
pale par une
fiducie per-
sonnelle

« **688.0.1** Lorsque, à un moment quelconque, une fiducie personnelle transporte un bien à un contribuable dans des circonstances où l'article 688 s'applique et où l'article 691 ne s'applique pas, et que ce bien serait, si la fiducie l'avait ainsi désigné en vertu de l'article 274.0.1, une résidence principale, au sens de cet article, de la fiducie pour une année d'imposition, les règles suivantes s'appliquent si la fiducie en fait le choix dans sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition qui comprend ce moment quelconque: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard du transport d'un bien effectué après le 31 décembre 1990. Toutefois, une fiducie, autre qu'une fiducie visée aux articles 440 ou 454 de la Loi sur les impôts, peut choisir que les règles énoncées à l'article 688.0.1 de cette loi, tel que modifié par le paragraphe 1, s'appliquent à l'égard du transport d'un bien effectué par elle après le 31 décembre 1990 et au plus tard le 17 juin 1994, en avisant le ministre du Revenu par écrit au plus tard le 14 décembre 1994.

c. I-3, a. 691,
mod.

241. 1. L'article 691 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Transport à
un contribu-
ble

« **691.** Malgré les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, lorsqu'une fiducie transporte, à un moment donné, un bien qui lui appartient à un bénéficiaire dans des circonstances où, en l'absence du présent article, l'article 688 s'appliquerait, qu'elle est une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653, que le bien était une immobilisation, un bien minier canadien, un bien minier étranger ou un terrain compris dans l'inventaire de la fiducie, que le contribuable à qui le bien est transporté n'est pas le conjoint visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 à l'égard de la fiducie et que ce conjoint est vivant le jour du transport, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fiducie est réputée aliéner ce bien et en recevoir un produit de l'aliénation égal à sa juste valeur marchande au moment donné ; ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace la partie de l'article 691 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, s'applique à l'égard d'un transport qui survient après le 20 décembre 1991 et, lorsqu'il remplace le paragraphe *a* de cet article 691, s'applique à l'égard d'un transport qui survient après le 31 décembre 1992.

c. I-3, a. 692,
mod.

242. 1. L'article 692 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Transport à
un contribu-
ble ne rési-
dant pas au
Canada

« **692.** Malgré les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, lorsque le bien visé à cet article est transporté à un contribuable ne résidant pas au Canada, y compris une société autre qu'une société canadienne, qui est un bénéficiaire de la fiducie et que le bien n'est pas un bien minier canadien, un bien exclu ou un bien qui serait un bien canadien imposable si la fiducie n'avait résidé au Canada en aucun moment de l'année d'imposition pendant laquelle il a été transporté, les règles suivantes s'appliquent : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transport qui survient après le 31 décembre 1991.

c. I-3, a. 710,
mod.

243. L'article 710 de cette loi, modifié par l'article 251 du chapitre 16 des lois de 1993, par l'article 24 du chapitre 19 des lois de 1993, par l'article 43 du chapitre 64 des lois de 1993 et par l'article 34 du chapitre 14 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant :

« *h*) à une université étrangère prescrite qui compte ordinairement, parmi ses élèves, des élèves venant du Canada; ».

c. I-3, a. 712,
rempl.

244. L'article 712 de cette loi est remplacé par le suivant :

Preuve d'un
don

« **712.** Une déduction n'est accordée que si la preuve du don est faite par un reçu soumis au ministre, respectant l'exigence prescrite et contenant, d'une part, la mention prescrite et, d'autre part, les renseignements prescrits de façon claire et inaltérable. ».

c. I-3,
a. 712.0.0.1,
aj.

245. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 712, du suivant :

Formule de
reçu endom-
magée

« **712.0.0.1** Un organisme ou un donataire doit observer les exigences prescrites à l'égard d'une formule de reçu endommagée.

Interpréta-
tion

Pour l'application du premier alinéa, les expressions « donataire », « formule de reçu » et « organisme » ont le sens que leur donnent les règlements adoptés en vertu de l'article 712. ».

c. I-3, a. 716,
rempl.

246. 1. L'article 716 de cette loi, remplacé par l'article 50 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Don d'une
immobilisa-
tion

« **716.** Lorsque, à un moment quelconque, une corporation fait le don d'une immobilisation à un donataire visé aux paragraphes *a* ou *c* à *i* de l'article 710 ou, si la corporation ne réside pas au Canada, le don d'un bien immeuble situé au Canada à un donataire prescrit qui s'engage, d'une manière satisfaisante pour le ministre, à ce que le bien soit détenu pour être utilisé dans l'intérêt public, et que, à ce moment, la juste valeur marchande de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, excède son prix de base rajusté pour la corporation, celle-ci peut désigner, dans sa déclaration fiscale qu'elle doit produire en vertu de l'article 1000 pour l'année pendant laquelle le don est fait, un montant qui est réputé être pour la corporation à la fois le produit de l'aliénation de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, et, pour l'application de l'article 710, la juste valeur marchande du don, et qui ne doit pas être, à ce moment, supérieur à la juste valeur marchande, ni inférieur au prix de base rajusté pour elle, de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un don fait après le 11 décembre 1988. Toutefois, lorsque l'article 716 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition antérieure à l'année d'imposition 1993, il doit se lire comme suit:

Don d'une
immobilisation

« **716.** Lorsqu'un contribuable fait le don d'une immobilisation à un donataire visé aux paragraphes *a* ou *c* à *j* de l'article 710 ou, si le contribuable ne réside pas au Canada, lorsqu'il fait le don d'un bien immeuble situé au Canada à un donataire prescrit qui s'engage, d'une manière satisfaisante pour le ministre, à ce que le bien soit détenu pour être utilisé dans l'intérêt public, et que, au moment du don, la juste valeur marchande de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, excède son prix de base rajusté pour lui, le contribuable ou son représentant légal peut désigner, dans la déclaration fiscale qui doit être produite par le contribuable ou pour lui en vertu de l'article 1000 pour l'année pendant laquelle le don est fait, un montant qui est réputé être pour le contribuable à la fois le produit de l'aliénation de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, et, pour l'application de l'article 710, la juste valeur marchande du don, et qui ne doit pas être, au moment du don, supérieur à la juste valeur marchande, ni inférieur au prix de base rajusté pour le contribuable, de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas. ».

c. 1-3,
a. 726.6, mod.

247. 1. L'article 726.6 de cette loi, modifié par l'article 264 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans le texte français, du sous-paragraphe v du paragraphe *a.2* du premier alinéa par le suivant:

« v. l'ensemble de tous les montants dont chacun est le montant d'une perte qu'il a subie au cours de l'année et qui provient soit d'un bien, soit de la location d'un bien locatif, au sens de l'article 130R46 du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, chapitre I-3, r.1), ou d'un bien visé aux catégories 31 ou 32 de l'annexe B de ce règlement, si le particulier ou une société dont il était membre, autre qu'une société dont il était un associé déterminé au cours de l'exercice financier de celle-ci se terminant dans l'année, était propriétaire d'un tel bien; »;

2° par l'addition, après le sous-paragraphe v du paragraphe *a.2* du premier alinéa, du sous-paragraphe suivant:

« vi. l'excédent de l'ensemble de ses pertes nettes en capital subies au cours d'autres années d'imposition et déduites en vertu de l'article 729 dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe ii du paragraphe *b*; »;

3° par le remplacement du paragraphe *a.3* du premier alinéa par le suivant :

« intérêt
dans une
société agri-
cole fami-
liale »

« *a.3*) « intérêt dans une société agricole familiale » d'un particulier, autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment quelconque : un intérêt dont le particulier est propriétaire à ce moment et qui est un intérêt dans une société, si les conditions suivantes sont remplies :

i. tout au long d'une période de 24 mois qui se termine avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens de la société est attribuable :

1° soit à des biens qui ont été utilisés par la société ou l'une des personnes visées au quatrième alinéa, principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé au paragraphe *b* du quatrième alinéa ou le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire participe activement de façon régulière et continue ;

2° soit à des actions du capital-actions, ou à des dettes, d'une ou de plusieurs corporations dont la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-paragraphe 3° ;

3° soit à des biens décrits à l'un ou l'autre des sous-paragraphe 1° ou 2° ;

ii. à ce moment, la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande des biens de la société est attribuable :

1° soit à des biens qui ont été utilisés principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par la société ou l'une des personnes visées au quatrième alinéa ;

2° soit à des actions du capital-actions, ou à des dettes, d'une ou de plusieurs corporations visées au sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i ;

3° soit à des biens décrits à l'un ou l'autre des sous-paragraphe 1° ou 2° ; » ;

4° par le remplacement des sous-paragraphe i et ii du paragraphe *b* du premier alinéa par les suivants :

« i. du moindre des montants suivants :

1° le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital;

2° le montant qui serait déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, si, à la fois, les seuls biens visés à ce paragraphe étaient des biens aliénés par lui après le 31 décembre 1984, et les gains en capital et les pertes en capital du particulier pour l'année provenant de l'aliénation de biens immeubles non admissibles lui appartenant correspondaient, respectivement, à ses gains admissibles sur biens immeubles et à ses pertes admissibles sur biens immeubles pour l'année provenant de ces aliénations; sur

ii. l'ensemble des montants suivants:

1° l'excédent de ses pertes nettes en capital subies au cours d'autres années d'imposition et déduites en vertu de l'article 729 dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, sur l'excédent du montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, sur le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i à l'égard du particulier pour l'année;

2° ses pertes admissibles à l'égard d'un placement dans une entreprise subies au cours de l'année; »;

5° par le remplacement des sous-paragraphe i et ii du paragraphe *c* du premier alinéa par les suivants:

« i. de l'ensemble des montants dont chacun représente l'un des montants suivants:

1° le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1987, en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *b*;

2° le montant déterminé à l'égard du particulier pour une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1984 et avant le 1^{er} janvier 1988, en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *b*, tel qu'il se lisait pour une telle année; sur

« ii. l'ensemble des montants suivants:

1° l'ensemble des montants dont chacun représente soit le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1987, en vertu des sous-paragraphe 1° ou 2° du sous-paragraphe ii

du paragraphe *b*, soit le montant déterminé à l'égard du particulier pour une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1984 et avant le 1^{er} janvier 1988, en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *b*, tel qu'il se lisait pour une telle année, soit le montant déduit par le particulier en vertu du sous-paragraphe iii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 28 pour son année d'imposition 1985;

2° l'ensemble des montants dont chacun représente un montant déduit par le particulier en vertu du présent titre dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure;

3° la perte nette cumulative sur placements du particulier à la fin de l'année; »;

6° par le remplacement, dans le texte français, du sous-paragraphe iv du paragraphe *e* du premier alinéa par le suivant :

« iv. l'ensemble de tous les montants dont chacun est le montant de son revenu pour l'année qui provient soit d'un bien, soit de la location d'un bien locatif, au sens de l'article 130R46 du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, chapitre I-3, r.1), ou d'un bien visé aux catégories 31 ou 32 de l'annexe B de ce règlement, si le particulier ou une société dont il était membre, autre qu'une société dont il était un associé déterminé au cours de l'exercice financier de celle-ci se terminant dans l'année, était propriétaire d'un tel bien, y compris un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 94 à l'égard d'un bien locatif du particulier ou de la société ou d'un bien dont le revenu en provenant serait un revenu qui provient d'un bien; »;

7° par l'addition, après le sous-paragraphe v du paragraphe *e* du premier alinéa, du sous-paragraphe suivant :

« vi. l'excédent de l'ensemble des montants inclus en vertu du paragraphe *b* de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, dans le calcul de son revenu pour l'année, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *b*. »;

8° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« Les personnes auxquelles réfère le paragraphe *a.3* du premier alinéa sont les suivantes :

a) le particulier;

Personnes
visées

b) lorsque le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de la fiducie;

c) le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire visé au paragraphe b;

d) une corporation dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé au paragraphe b ou du conjoint, d'un enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire. ».

2. Les sous-paragraphes 2°, 3°, 7° et 8° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Les sous-paragraphes 4° et 5° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa de l'article 726.6 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 édicte, s'applique aux années d'imposition 1988 à 1991, il doit se lire comme suit:

« 2° le montant qui serait déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu du paragraphe b de l'article 28, à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, si les seuls biens visés à ce paragraphe étaient des biens aliénés par lui après le 31 décembre 1984; sur ».

c. 1-3,
a. 726.6.1,
mod.

248. 1. L'article 726.6.1 de cette loi, modifié par l'article 265 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de la partie du sous-paragraphe i du paragraphe a de la définition de l'expression « action du capital-actions d'une corporation agricole familiale » qui précède le sous-paragraphe 1° par ce qui suit:

« i. soit à des biens qui ont été utilisés par une personne ou une société visée à l'un des sous-paragraphes 1° à 5° principalement dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada à laquelle un particulier visé à l'un des sous-paragraphes 2° à 4° participe activement de façon régulière et continue: »;

2° par l'addition, dans le premier alinéa, après la définition de l'expression « action du capital-actions d'une corporation agricole familiale », des définitions suivantes:

« bien
immeuble
non admissi-
ble »

« « bien immeuble non admissible » d'un particulier, autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, désigne un bien aliéné

après le 29 février 1992 par le particulier, ou une société dont la totalité ou une partie du revenu doit être incluse dans le calcul du revenu du particulier, et qui, au moment de l'aliénation, est l'un des biens suivants:

a) un bien immeuble qui n'est:

i. ni un bien agricole admissible du particulier;

ii. ni un bien immeuble dont le particulier ou son conjoint est propriétaire et qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle le particulier ou son conjoint en était propriétaire, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle le particulier ou son conjoint en était propriétaire, principalement dans une entreprise admissible exploitée par l'une des personnes suivantes:

1° le particulier, autrement qu'à titre de membre d'une société;

2° lorsque le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire privilégié de la fiducie, au sens du paragraphe 1 de l'article 658, autrement qu'à titre de membre d'une société;

3° le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire privilégié visé au sous-paragraphe 2°, autrement qu'à titre de membre d'une société;

4° une corporation, autrement qu'à titre de membre d'une société, lorsque des actions représentant la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes visées au présent sous-paragraphe ii;

5° une ou plusieurs personnes à titre de membres d'une société, lorsque des intérêts représentant la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande de l'ensemble des intérêts dans la société étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes visées au présent sous-paragraphe ii;

6° une fiducie personnelle, autrement qu'à titre de membre d'une société, lorsque des participations représentant la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande de l'ensemble des *beneficial interests* dans la fiducie étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes visées au présent sous-paragraphe ii;

iii. ni un bien immeuble de la société, sauf si le particulier est un associé déterminé de la société ou, dans le cas où un gain en capital

imposable du conjoint du particulier provenant de l'aliénation d'un bien de la société serait un gain en capital imposable du particulier, son conjoint est un associé déterminé de la société, qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la société, le particulier ou son conjoint en était propriétaire, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la société, le particulier ou son conjoint en était propriétaire, principalement dans une entreprise admissible exploitée par l'une des personnes suivantes :

1° le particulier ;

2° lorsque le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire privilégié de la fiducie, au sens du paragraphe 1 de l'article 658 ;

3° le conjoint, un enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire privilégié visé au sous-paragraphe 2° ;

4° une corporation, lorsque des actions représentant la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes visées au présent sous-paragraphe iii ;

5° une fiducie personnelle, lorsque des participations représentant la totalité ou la quasi-totalité de la juste valeur marchande de l'ensemble des *beneficial interests* dans la fiducie étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes visées au présent sous-paragraphe iii ;

b) une action du capital-actions d'une corporation, autre qu'une action admissible d'une corporation qui exploite une petite entreprise du particulier ou une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier, dont la juste valeur marchande provient principalement d'un bien immeuble, autre qu'un bien immeuble qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la corporation ou une personne visée à l'un des sous-paragraphe 1° à 6° du sous-paragraphe ii du paragraphe a en était propriétaire, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la corporation ou une telle personne en était propriétaire, principalement dans une entreprise admissible exploitée par la corporation ou par une telle personne ;

c) un intérêt dans une société, autre qu'un intérêt dans une société agricole familiale du particulier, dont la juste valeur

marchande provient principalement d'un bien immeuble, autre qu'un bien immeuble qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la société ou une personne visée à l'un des sous-paragraphe 1° à 6° du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* en était propriétaire, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la société ou une telle personne en était propriétaire, principalement dans une entreprise admissible exploitée par une ou plusieurs personnes à titre de membres de la société ou par une personne visée à l'un de ces sous-paragraphe 1° à 6°;

d) une participation dans une fiducie dont la juste valeur marchande provient principalement d'un bien immeuble, autre qu'un bien immeuble qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la fiducie ou une personne visée à l'un des sous-paragraphe 1° à 6° du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* en était propriétaire, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant le moment de l'aliénation pendant laquelle la fiducie ou une telle personne en était propriétaire, principalement dans une entreprise admissible exploitée par la fiducie ou par une telle personne;

e) un intérêt dans un bien décrit à l'un des paragraphes *a* à *d* ou une option sur un tel bien;

« gain admissible sur bien immeuble »

« gain admissible sur bien immeuble » d'un particulier pour une année d'imposition provenant de l'aliénation d'un bien immeuble non admissible du particulier désigne le montant qui représente le produit obtenu en multipliant le gain en capital du particulier pour l'année provenant de l'aliénation par le rapport qui existe entre, d'une part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par le particulier ou du mois de janvier 1972, et qui se termine au mois de février 1992 et, d'autre part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par le particulier ou du mois de janvier 1972, et qui se termine avec le mois au cours duquel le particulier a aliéné le bien;

« perte admissible sur bien immeuble »

« perte admissible sur bien immeuble » d'un particulier pour une année d'imposition provenant de l'aliénation d'un bien immeuble non admissible du particulier désigne le montant qui représente le produit obtenu en multipliant la perte en capital du particulier pour l'année provenant de l'aliénation par le rapport qui existe entre, d'une part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier

en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par le particulier ou du mois de janvier 1972, et qui se termine au mois de février 1992 et, d'autre part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par le particulier ou du mois de janvier 1972, et qui se termine avec le mois au cours duquel le particulier a aliéné le bien. »;

3° par l'addition, après le troisième alinéa, des suivants:

Juste valeur
marchande
réputée nulle

« Dans les définitions des expressions « action admissible d'une corporation qui exploite une petite entreprise » et « action du capital-actions d'une corporation agricole familiale » prévues au premier alinéa, la juste valeur marchande d'un compte de stabilisation du revenu net est réputée nulle.

Entreprise
admissible
exploitée
par une per-
sonne

Dans la définition de l'expression « bien immeuble non admissible » prévue au premier alinéa, une entreprise admissible exploitée par une personne à un moment quelconque désigne une entreprise exploitée par la personne à ce moment et qui n'est pas une entreprise, autre qu'une entreprise exploitée par une caisse d'épargne et de crédit ou une entreprise de location de biens qui ne sont pas des biens immeubles, dont le but principal est de tirer un revenu de biens, y compris un dividende, un intérêt, un loyer ou une redevance, sauf si la personne ou, lorsque la personne exploite l'entreprise à titre de membre d'une société, la société:

a) soit emploie, à ce moment, dans l'entreprise, plus de cinq particuliers à plein temps;

b) soit se fait fournir, à ce moment, dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise, des services d'ordre financier, d'administration, d'entretien, de gestion ou d'autres services semblables, et que la personne ou la société devrait normalement utiliser les services de plus de cinq employés à plein temps si ces services ne lui étaient pas ainsi fournis.

Règles appli-
cables

Les règles suivantes s'appliquent aux définitions des expressions « gain admissible sur bien immeuble » et « perte admissible sur bien immeuble » prévues au premier alinéa:

a) un particulier est réputé avoir aliéné des biens identiques dans l'ordre dans lequel ils ont été acquis;

b) lorsque l'article 462.6 s'applique pour réputer qu'un bien aliéné par une personne est, pour l'application du présent titre, réputé avoir été aliéné par un particulier dans une année d'imposition, le particulier est réputé, d'une part, avoir acquis le bien pour la dernière fois au

moment où la personne l'a acquis pour la dernière fois et, d'autre part, avoir aliéné le bien au moment où la personne l'a aliéné;

c) lorsqu'un particulier est réputé, en vertu des articles 440, 444, 450, 454, 462 ou 688 ou des sections II ou III du chapitre IV du titre XI du livre III, avoir acquis un bien pour un montant qui n'excède pas son prix de base rajusté pour la personne ou la société de qui il a été acquis, le particulier est réputé avoir acquis le bien au moment où la personne ou la société l'a acquis pour la dernière fois;

d) le nombre de mois compris dans une période doit être déterminé sans tenir compte de tout mois compris dans une année d'imposition du particulier ou de son conjoint pour laquelle le bien, à l'égard duquel le gain admissible sur bien immeuble ou la perte admissible sur bien immeuble est déterminé, est la résidence principale, au sens des articles 274 et 274.0.1, du particulier ou de son conjoint;

e) lorsque le gain admissible sur bien immeuble ou la perte admissible sur bien immeuble d'un particulier est déterminé à l'égard d'un gain ou d'une perte provenant de l'aliénation d'un bien par une société, le particulier est réputé, d'une part, avoir acquis le bien pour la dernière fois au moment où la société l'a acquis pour la dernière fois et, d'autre part, avoir aliéné le bien au moment où la société l'a aliéné, sauf que, dans le cas où le particulier avait aliéné le bien en faveur de la société, qu'un choix avait été fait conformément au deuxième alinéa de l'article 614 à l'égard de cette aliénation et que le montant désigné dans ce choix à l'égard du bien n'excédait pas le prix de base rajusté du bien pour le particulier au moment de cette aliénation, le particulier est réputé avoir acquis le bien pour la dernière fois au moment où il l'a acquis pour la dernière fois avant cette aliénation. ».

2. Les sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe 1 et le sous-paragraphe 3° de ce paragraphe 1, lorsqu'il édicte les cinquième et sixième alinéas de l'article 726.6.1 de la Loi sur les impôts, s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le quatrième alinéa de l'article 726.6.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,

a. 726.7, mod.

249. 1. L'article 726.7 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe 1° du sous-paragraphe iii du paragraphe a par le suivant:

« 1° l'ensemble de tous les montants dont chacun est un montant déduit en vertu du présent titre dans le calcul de son revenu imposable

pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1990, autre qu'un montant déduit en vertu du présent titre pour une année d'imposition à l'égard d'un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année en raison du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1990.

c. I-3,
a. 726.8, mod.

250. 1. L'article 726.8 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe 1^o du sous-paragraphe iii du paragraphe *a* par le suivant:

« 1^o l'ensemble de tous les montants dont chacun est un montant déduit en vertu du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1990, autre qu'un montant déduit en vertu du présent article pour une année d'imposition à l'égard d'un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année en raison du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1990.

c. I-3,
a. 726.9.1, aj.

251. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 726.9, du suivant:

Ordre des
déductions

« **726.9.1** Pour l'application du sous-paragraphe 1^o du sous-paragraphe iii du paragraphe *a* des articles 726.7 et 726.8, les montants déduits par un particulier en vertu du présent titre dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1990, sont réputés avoir été déduits à l'égard des montants qui ont été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année en raison du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 105 avant d'avoir été déduits à l'égard d'autres montants qui ont été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1990.

c. I-3,
a. 726.19,
mod.

252. 1. L'article 726.19 de cette loi est modifié:

1^o par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Déduction
relative à
une fiducie
au bénéfice
du conjoint

« **726.19** Malgré les autres dispositions de la présente loi, une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième

alinéa de l'article 653 ou au paragraphe *a.1* de ce premier alinéa, autre qu'une fiducie qui a fait un choix en vertu de l'article 656.4, peut déduire en vertu du présent titre, dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition qui comprend le jour déterminé à l'égard de la fiducie en vertu des paragraphes *a* ou *a.1* du premier alinéa de l'article 653, selon le cas, le moindre des montants suivants: »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* par le suivant:

«*i.* le moindre des montants suivants:

1° le montant déterminé à l'égard de la fiducie pour cette année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28 à l'égard des gains en capital et des pertes en capital;

2° le montant qui serait déterminé à l'égard de la fiducie pour cette année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28 à l'égard des gains en capital et des pertes en capital, si, à la fois, les seuls biens visés à ce paragraphe étaient des biens aliénés par elle après le 31 décembre 1984, autres que des biens visés au sous-paragraphe *ii*, et les gains en capital et les pertes en capital de la fiducie pour cette année provenant de l'aliénation de biens immeubles non admissibles lui appartenant correspondaient, respectivement, à ses gains admissibles sur biens immeubles et à ses pertes admissibles sur biens immeubles pour cette année provenant de ces aliénations;

3° l'excédent de 75 000 \$ sur l'ensemble de tous les montants dont chacun est soit un montant déduit par le conjoint en vertu de l'article 726.8 pour l'année d'imposition au cours de laquelle le conjoint décède ou pour une année d'imposition antérieure, soit un montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *ii* ou *iii* du paragraphe *a* de l'article 726.8 à l'égard du conjoint pour l'année d'imposition au cours de laquelle le conjoint décède; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 726.22,
mod.

253. 1. L'article 726.22 de cette loi, remplacé par l'article 267 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *ii* du paragraphe *a* du premier alinéa, du sous-paragraphe suivant:

«iii. ni le contribuable ni un membre de sa maisonnée n'a, à un moment quelconque, droit à un remboursement ou à une forme d'aide, autre qu'un remboursement ou une aide inclus dans le calcul du revenu du contribuable ou du membre, à l'égard de frais de voyage auxquels le sous-paragraphe ii s'applique;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. 1-3,
a. 728.0.1,
mod.

254. 1. L'article 728.0.1 de cette loi, modifié par l'article 45 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

«*a*) de l'ensemble des pertes qu'il a subies au cours de l'année et qui proviennent d'une charge, d'un emploi, d'une entreprise ou d'un bien, de ses pertes admissibles à l'égard d'un placement dans une entreprise pour l'année, des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 726.4.1, 726.4.3 à 726.4.7 et 729 et des titres VI.5 et VI.5.1 ou qu'il aurait pu ainsi déduire pour l'année en vertu de l'article 726.4.3 s'il avait eu suffisamment de revenus à cette fin, et de tous les montants admissibles en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 725, 725.1.1, 725.2 à 725.6, 725.9, 738 à 746 ou 845; sur».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque le paragraphe *a* de l'article 728.0.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique :

a) à l'année d'imposition 1991, il doit se lire en y remplaçant «des titres VI.5 et VI.5.1» par «du titre VI.5», et en ne tenant pas compte de «725.9,»;

b) à l'année d'imposition 1992, il doit se lire en ne tenant pas compte de «725.9,».

c. 1-3,
a. 733.1,
rempl.
Pertes pro-
venant de
biens cana-
diens im-
posables

255. 1. L'article 733.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**733.1** Pour l'application du présent titre, la perte autre qu'une perte en capital, la perte agricole, la perte nette en capital, la perte agricole restreinte et la perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard d'une société d'un contribuable pour une année d'imposition au cours de laquelle il n'a pas résidé au Canada doivent être déterminées comme si, pendant toute la période visée au paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 23, dans le cas d'un particulier visé aux articles 23, 24 ou 25 à l'égard de qui une telle période s'applique,

et pendant toute l'année, dans les autres cas, les seuls revenus du contribuable étaient ceux décrits aux paragraphes *a* à *l* du premier alinéa de l'article 1090, ses seuls gains en capital imposables et ses seules pertes en capital admissibles étaient de tels gains ou de telles pertes provenant de l'aliénation de biens canadiens imposables et ses seules autres pertes étaient des pertes provenant d'entreprises qu'il exploitait au Canada qui sont attribuables, de la façon prescrite pour l'application de l'article 1090, à un établissement au Canada ou des pertes provenant des fonctions d'une charge ou d'un emploi qu'il exerçait au Canada. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991 ainsi qu'à l'égard du calcul du revenu imposable et du revenu imposable gagné au Canada pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1990.

c. 1-3,
a. 752.0.6,
remp.
Présomption
relative au
conjoint ou à
un enfant

256. 1. L'article 752.0.6 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **752.0.6** Pour l'application du présent chapitre, lorsqu'un particulier a droit de déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant prévu à l'un des sous-paragraphes *a* à *b* du paragraphe 1 de l'article 336 à l'égard d'un paiement effectué pour l'entretien du conjoint ou d'un enfant, ce conjoint est réputé ne pas être son conjoint à compter du moment où le particulier effectue un tel paiement et cet enfant est réputé ne pas être son enfant pendant toute période pour laquelle le particulier effectue un tel paiement. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. 1-3,
a. 752.0.9,
mod.

257. 1. L'article 752.0.9 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit :

Crédit
d'impôt pour
revenu de
retraite

« **752.0.9** Un particulier qui n'a pas atteint l'âge de 65 ans avant la fin d'une année d'imposition peut déduire de son impôt autrement qu'à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le moindre de 200 \$ ou de 20 % de l'ensemble de tout montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année et qui est visé : » ;

2^o par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant :

« *b*) aux paragraphes *b* à *f* du premier alinéa de l'article 752.0.8 et au deuxième alinéa de cet article, si ce montant est reçu en raison du décès de son conjoint. » ;

3^o par la suppression du deuxième alinéa.

2. Les sous-paragraphes 1° et 3° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 752.0.10.3,
rempl.

258. 1. L'article 752.0.10.3 de cette loi, édicté par l'article 67 du chapitre 64 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Preuve d'un
don

« **752.0.10.3** Le montant représentant la juste valeur marchande d'un don ne peut être inclus dans le total des dons à l'État, le total des dons de biens culturels ou le total des dons de charité d'un particulier pour une année d'imposition, que si la preuve du don est faite par un reçu soumis au ministre, respectant l'exigence prescrite et contenant, d'une part, la mention prescrite et, d'autre part, les renseignements prescrits de façon claire et inaltérable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 752.0.10.3.1,
aj.

259. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 752.0.10.3, édicté par l'article 67 du chapitre 64 des lois de 1993, du suivant :

Formule de
reçu endom-
magée

« **752.0.10.3.1** Un organisme ou un donataire doit observer les exigences prescrites à l'égard d'une formule de reçu endommagée.

Interpré-
tation

Pour l'application du premier alinéa, les expressions « donataire », « formule de reçu » et « organisme » ont le sens que leur donnent les règlements adoptés en vertu de l'article 752.0.10.3. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 752.0.10.5,
rempl.

260. 1. L'article 752.0.10.5 de cette loi, édicté par l'article 67 du chapitre 64 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Don de cha-
rité par un
frontalier

« **752.0.10.5** Pour l'application de la définition de l'expression « total des dons de charité » prévue à l'article 752.0.10.1, lorsque, tout au long d'une année d'imposition, un particulier réside au Canada près de la frontière entre le Canada et les États-Unis et que, dans l'année, ce particulier fait un don à une organisation religieuse, scientifique, littéraire, éducative ou charitable créée aux États-Unis ou régie par la législation des États-Unis, qui serait admissible en déduction en vertu du *United States Internal Revenue Code*, il est réputé avoir fait ce don à un organisme de charité enregistré si, d'une part, il fait régulièrement la navette entre sa résidence et le lieu principal de son

emploi ou de son entreprise aux États-Unis et, d'autre part, sa principale source de revenu pour l'année provient de cet emploi ou de cette entreprise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. 1-3,
a. 752.0.10.12,
remp.

261. 1. L'article 752.0.10.12 de cette loi, édicté par l'article 67 du chapitre 64 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Don d'une
immobilisa-
tion

« **752.0.10.12** Lorsque, à un moment quelconque, un particulier fait le don d'une immobilisation à un donataire visé dans l'une des définitions des expressions « total des dons à l'État » et « total des dons de charité » prévues à l'article 752.0.10.1 ou, si le particulier ne réside pas au Canada, le don d'un bien immeuble situé au Canada à un donataire prescrit qui s'engage, d'une manière satisfaisante pour le ministre, à ce que le bien soit détenu pour être utilisé dans l'intérêt public, et que, à ce moment, la juste valeur marchande de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, excède son prix de base rajusté pour le particulier, celui-ci ou son représentant légal peut désigner, dans la déclaration fiscale qui doit être produite par le particulier ou pour lui en vertu de l'article 1000 pour l'année pendant laquelle le don est fait, un montant qui est réputé être pour le particulier à la fois le produit de l'aliénation de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas, et, pour l'application de l'article 752.0.10.1, la juste valeur marchande du don, et qui ne doit pas être, à ce moment, supérieur à la juste valeur marchande, ni inférieur au prix de base rajusté pour lui, de l'immobilisation ou du bien immeuble, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. 1-3,
a. 752.0.11.1,
mod.

262. 1. L'article 752.0.11.1 de cette loi, modifié par l'article 281 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des sous-paragraphe *a* à *c* du paragraphe *m.1* par les suivants :

« i. aucun montant n'est inclus dans le calcul d'un montant déduit à l'égard de la personne en vertu des chapitres VIII ou IX.0.1 du titre VI du livre III ou des paragraphes *k*, *l*, *m* ou *n* pour l'année d'imposition au cours de laquelle la rémunération est versée ;

« ii. au moment où la rémunération est versée, le préposé n'est ni le conjoint de la personne ni âgé de moins de 18 ans ;

«iii. chacun des reçus soumis au ministre à titre de preuve du paiement de la rémunération est émis par le bénéficiaire de la rémunération et contient, si celui-ci est un particulier, le numéro d'assurance sociale de ce particulier;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe *o*, du suivant:

«*o.1*) pour les frais raisonnables engagés relativement à un programme de rééducation visant à pallier la perte de la parole ou de l'ouïe par une personne, y compris un cours de lecture labiale ou de langage gestuel;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard de frais engagés après le 31 décembre 1990.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 752.0.13,
remp.

263. 1. L'article 752.0.13 de cette loi est remplacé par le suivant:

Frais médicaux non
admis en
déduction

«**752.0.13** Pour l'application du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 752.0.11, ne sont pas considérés comme des frais médicaux d'un particulier, les frais pour lesquels ce particulier, son conjoint, une personne à la charge du particulier qui est visée à l'article 752.0.12 ou leurs représentants légaux ont reçu un remboursement ou y ont droit, sauf dans la mesure où le montant de ces frais doit être inclus dans le calcul du revenu en vertu de la présente partie et n'est pas déductible dans le calcul du revenu imposable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 752.0.15,
mod.

264. 1. L'article 752.0.15 de cette loi, modifié par l'article 283 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 72 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) ni le particulier ni une autre personne n'inclut, dans le calcul d'une déduction en vertu de l'article 752.0.11 pour l'année, autrement que par suite de l'application du paragraphe *m.1* de l'article 752.0.11.1, un montant à titre de rémunération d'un préposé ou de frais de séjour dans une maison de santé en raison de la déficience mentale ou physique de cette personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 752.0.21,
rempl.

265. 1. L'article 752.0.21 de cette loi est remplacé par le suivant:

Montant
rajusté

« **752.0.21** Lorsqu'un des montants visés à l'article 752.0.20 n'est pas un multiple de 5 \$ une fois qu'il a été indexé conformément à cet article, il doit être rajusté au plus proche multiple de 5 \$ ou, s'il est équidistant de deux multiples de 5 \$, au plus proche multiple de 5 \$ supérieur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. 1-3,
a. 771.0.2.1,
mod.

266. 1. L'article 771.0.2.1 de cette loi, modifié par l'article 60 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) l'excédent du revenu imposable de la corporation pour l'année sur l'ensemble du montant établi à l'égard de la corporation pour l'année en vertu de l'article 771.0.2.2 et de la partie de ce revenu qui n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie en raison d'une loi du Québec; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de l'article 771.0.2.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} juillet 1992, il doit, sous réserve du paragraphe 3, se lire comme suit:

« *b*) l'excédent du revenu imposable de la corporation pour l'année sur l'ensemble de la partie de ce revenu qui n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie en raison d'une loi du Québec et du quotient obtenu en divisant par 16,25, le produit obtenu en multipliant par 100, le montant déduit pour l'année en vertu des règlements adoptés aux termes de l'article 772 dans le calcul de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie; ».

3. Lorsque le paragraphe *b* de l'article 771.0.2.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 édicte, s'applique à une année d'imposition d'une corporation qui se termine après le 31 décembre 1991 mais avant le 1^{er} juillet 1992 et qui comprend le 31 août 1991, l'excédent établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b* est réputé égal à l'ensemble des montants suivants:

a) la proportion de l'excédent qui, en l'absence du présent paragraphe, serait établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b* si le nombre décimal « 16,25 » était remplacé par le nombre « 13 », que représente, par rapport au nombre

de jours dans cette année, le nombre de jours dans cette année qui précèdent le 1^{er} septembre 1991;

b) la proportion de l'excédent qui, en l'absence du présent paragraphe, serait établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b*, que représente, par rapport au nombre de jours dans cette année, le nombre de jours dans cette année qui suivent le 31 août 1991.

c. 1-3,
a. 771.1.1,
rempl.

267. 1. L'article 771.1.1 de cette loi, remplacé par l'article 83 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Revenu ou
perte d'une
corporation
provenant
d'une entre-
prise admissi-
ble

« **771.1.1** Dans le présent titre, le revenu ou la perte d'une corporation pour une année d'imposition provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite désigne l'ensemble des montants suivants :

a) son revenu ou sa perte en provenant pour l'année, y compris le revenu ou la perte de la corporation pour l'année qui se rapporte directement ou de manière accessoire à cette entreprise ainsi que son revenu ou sa perte pour l'année provenant d'un bien qui est utilisé ou détenu principalement en vue de tirer un revenu provenant de cette entreprise, mais, sauf pour l'application du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 771.1.10, à l'exclusion d'un dividende qui est admissible en déduction en vertu du titre VIII du livre IV ou de l'article 845 dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour l'année;

b) le montant inclus dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année en vertu de l'article 92.5.2. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois, lorsque l'article 771.1.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition qui se termine avant le 21 mai 1993, il doit se lire comme suit :

Revenu
d'une corpo-
ration prove-
nant d'une
entreprise
admissible

« **771.1.1** Dans le présent titre, le revenu d'une corporation pour une année d'imposition provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite désigne l'ensemble des montants suivants :

a) son revenu en provenant pour l'année, y compris le revenu de la corporation pour l'année qui se rapporte directement ou de manière accessoire à cette entreprise ainsi que son revenu pour l'année provenant d'un bien qui est utilisé ou détenu principalement en vue de tirer un revenu provenant de cette entreprise;

b) le montant inclus dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année en vertu de l'article 92.5.2. ».

c. I-3,
a. 771.1.5,
mod.

268. 1. L'article 771.1.5 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien, appelée « première corporation » dans le présent article, a plus d'une année d'imposition qui se termine dans la même année civile et qu'elle est associée dans deux de ces années d'imposition ou plus à une autre corporation privée dont le contrôle est canadien qui a une année d'imposition qui se termine dans cette année civile, le plafond des affaires de la première corporation pour chaque année d'imposition donnée qui se termine à la fois dans l'année civile dans laquelle elle est associée à l'autre corporation et après la première année d'imposition qui se termine dans cette année civile est, sous réserve du paragraphe *b*, un montant égal au moindre des montants suivants :

i. son plafond des affaires pour la première année d'imposition qui se termine dans l'année civile, déterminé conformément aux articles 771.1.3 ou 771.1.4;

ii. son plafond des affaires pour l'année d'imposition donnée qui se termine dans l'année civile, déterminé conformément aux articles 771.1.3 ou 771.1.4; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 771.1.8,
texte fran-
çais, remp.
Société con-
trôlée par
une ou plu-
sieurs per-
sonnes

269. L'article 771.1.8 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« **771.1.8** Malgré toute autre disposition du présent titre, lorsqu'une corporation est membre d'une société qui était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à quelque moment de son exercice financier se terminant dans l'année d'imposition de la corporation, par une ou plusieurs personnes qui ne résidaient pas au Canada, par une ou plusieurs corporations publiques autres que des corporations à capital de risque prescrites, ou par toute combinaison de ces personnes, le revenu de la société pour cet exercice financier qui provient d'une entreprise admissible qu'elle exploite au Canada est, aux fins de calculer le revenu de société désigné de la corporation pour l'année, réputé nul. ».

c. I-3,
a. 771.8.1,
mod.

270. 1. L'article 771.8.1 de cette loi, modifié par l'article 62 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) l'excédent du revenu imposable de la corporation pour l'année sur l'ensemble du montant établi à l'égard de la corporation

pour l'année en vertu de l'article 771.0.2.2 et de la partie de ce revenu qui n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie en raison d'une loi du Québec;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de l'article 771.8.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} juillet 1992, il doit, sous réserve du paragraphe 3, se lire comme suit:

«*b*) l'excédent du revenu imposable de la corporation pour l'année sur l'ensemble de la partie de ce revenu qui n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie en raison d'une loi du Québec et du quotient obtenu en divisant par 16,25, le produit obtenu en multipliant par 100, le montant déduit pour l'année en vertu des règlements adoptés aux termes de l'article 772 dans le calcul de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie;».

3. Lorsque le paragraphe *b* de l'article 771.8.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 édicte, s'applique à une année d'imposition d'une corporation qui se termine après le 31 décembre 1991 mais avant le 1^{er} juillet 1992 et qui comprend le 31 août 1991, l'excédent établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b* est réputé égal à l'ensemble des montants suivants:

a) la proportion de l'excédent qui, en l'absence du présent paragraphe, serait établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b* si le nombre décimal «16,25» était remplacé par le nombre «13», que représente, par rapport au nombre de jours dans cette année, le nombre de jours dans cette année qui précèdent le 1^{er} septembre 1991;

b) la proportion de l'excédent qui, en l'absence du présent paragraphe, serait établi à l'égard de la corporation pour cette année en vertu de ce paragraphe *b*, que représente, par rapport au nombre de jours dans cette année, le nombre de jours dans cette année qui suivent le 31 août 1991.

c. 1-3,
a. 772.1, mod.

271. 1. L'article 772.1 de cette loi, modifié par l'article 289 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 63 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié, dans le premier alinéa:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Particulier à
l'emploi
d'une organi-
sation inter-
nationale

«**772.1** Un particulier qui réside au Québec le dernier jour d'une année d'imposition, qui est à l'emploi d'une organisation internationale

visée à l'article 2 de la Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales (Statuts du Canada) qui est soit l'Organisation des Nations Unies, soit un organisme spécialisé relié à l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'article 63 de la Charte des Nations Unies, mais qui n'est pas une organisation internationale prescrite pour l'application du paragraphe *d* de l'article 725, et qui n'a pas payé de contribution à cette organisation, peut déduire de son impôt qui serait à payer pour l'année en vertu de la présente partie, si ce n'était du présent article, un montant égal à la proportion de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie, représentée par le rapport entre : » ;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) l'excédent de l'ensemble de son revenu pour l'année et du montant inclus dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu de l'article 737.8 ou, si son revenu imposable est calculé de la façon indiquée au paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 23, l'excédent de son revenu pour toute période de l'année visée à ce paragraphe *a*, sur l'ensemble des montants dont chacun est déductible en vertu de l'un des articles 725, 725.2 à 725.6, 737.16 ou 737.21 ou déduit en vertu de l'un des articles 725.9, 726.7 à 726.9, 726.20.2 ou 729 par ce particulier pour l'année ou, le cas échéant, pour toute période de l'année visée à ce paragraphe *a*. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. 1-3,
a. 776.29,
mod.

272. 1. L'article 776.29 de cette loi, modifié par l'article 290 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 85 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *a* du premier alinéa.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. 1-3,
a. 776.36,
mod.

273. 1. L'article 776.36 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant :

« *a*) le montant que le particulier visé à l'article 776.32 déduit en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour l'année, est réputé égal au montant que ce particulier pourrait déduire en vertu de ce paragraphe pour l'année si son conjoint pendant l'année n'avait aucun revenu pour cette année; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 776.45,
mod.

274. 1. L'article 776.45 de cette loi, modifié par l'article 291 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e*) d'une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653 ou au paragraphe *a.1* de ce premier alinéa, pour son année d'imposition qui comprend le jour déterminé à son égard en vertu de l'un de ces paragraphes. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 776.56,
remp.
Application
de l'article
776.51

275. 1. L'article 776.56 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **776.56** Pour l'application de l'article 776.51, sauf à l'égard d'une aliénation de biens qui survient avant le 1^{er} janvier 1986 ou à laquelle l'article 484 s'applique, les règles suivantes s'appliquent :

a) le premier alinéa de l'article 231 doit s'interpréter comme si le gain en capital imposable, la perte en capital admissible ou la perte admissible à l'égard d'un placement dans une entreprise représentait la totalité du gain en capital, de la perte en capital ou de la perte à l'égard d'un placement dans une entreprise, selon le cas, résultant de l'aliénation d'un bien ;

b) l'article 265 doit s'interpréter comme si le gain net imposable représentait la totalité du gain net résultant de l'aliénation de biens précieux ;

c) chaque montant que l'article 668 répute être un gain en capital imposable pour l'année d'un particulier est réputé égal aux 4/3 de ce montant. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. De plus, lorsque l'article 776.56 de la Loi sur les impôts, qu'il remplace, s'applique à une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1985, il doit se lire en y remplaçant « de la perte en capital ou de la perte admissible à l'égard d'un placement dans une entreprise » par « de la perte en capital ou de la perte à l'égard d'un placement dans une entreprise ».

c. I-3, a. 779,
remp.

276. 1. L'article 779 de cette loi est remplacé par le suivant :

Année
d'imposition
du failli

« **779.** Sauf pour l'application du titre VII du livre V et des articles 935.4 et 935.9, l'année d'imposition du failli est réputée

commencer à la date de la faillite et l'année d'imposition en cours est réputée se terminer la veille de cette date. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 802,
texte fran-
çais, remp.

277. 1. L'article 802 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

Application
des articles
505 à 508

« **802.** Les articles 505 à 508 ne s'appliquent pas pour réputer qu'un dividende est payé par une corporation ou reçu par un actionnaire de la corporation si celle-ci est une caisse au moment où ce dividende serait réputé payé ou reçu en vertu de ces articles. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 803.2, mod.

278. 1. L'article 803.2 de cette loi, modifié par l'article 297 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant :

« c) chaque membre à qui la caisse a attribué un montant en vertu de l'article 803.1 peut déduire ce montant dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition qui comprend le dernier jour de l'année d'imposition de la caisse à l'égard de laquelle ce montant est ainsi attribué. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3, a. 832,
texte fran-
çais, mod.

279. L'article 832 de cette loi est modifié, dans le texte français, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Dividendes,
rembourse-
ments de
primes et
rembourse-
ments
d'acomptes
sur prime
déductibles

« **832.** Un assureur peut déduire dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition de l'exploitation d'une entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, tout montant qu'il crédite pour l'année ou une année d'imposition antérieure à l'égard de cette entreprise à un de ses détenteurs de police sous forme de dividende, de remboursement de primes ou de remboursement d'acomptes sur prime. ».

c. I-3, a. 840,
texte fran-
çais, mod.

280. L'article 840 de cette loi est modifié, dans le texte français, par le remplacement du paragraphe a.1 par le suivant :

« a.1) celles qui sont autorisées par règlement à l'égard des demandes de règlement qui ont été reçues par l'assureur avant la fin de l'année en vertu de polices d'assurance sur la vie et qui sont impayées à la fin de l'année; ».

c. I-3,
a. 844.2,
texte fran-
çais, mod.

281. L'article 844.2 de cette loi est modifié, dans le texte français, par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) l'ensemble des montants déduits par l'assureur, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1968 mais avant le 1^{er} janvier 1985, à l'égard d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance sur la vie qui devait survenir vraisemblablement après la fin de l'année d'imposition donnée en raison d'un décès survenu au cours de l'année d'imposition donnée; sur ».

c. I-3,
a. 851.19,
remp.
Dispositions
non applica-
bles

282. 1. L'article 851.19 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **851.19** Les sections I, II et IV et les articles 851.11 à 851.18 ne s'appliquent pas au détenteur d'une police à fonds réservé qui est émise ou souscrite à titre de régime enregistré d'épargne-retraite ou de fonds enregistré de revenu de retraite ou qui est émise en vertu d'un régime de pension agréé. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
aa. 851.34 à
851.37, aj.

283. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 851.33, édicté par l'article 304 du chapitre 16 des lois de 1993, de ce qui suit :

« TITRE VII

« FONDS DE RÉSERVE POUR ATHLÈTES AMATEURS

Fonds de
réserve
pour athlè-
tes amateurs

« **851.34** Lorsqu'un organisme national de sport, qui est une association canadienne de sport amateur prescrite pour l'application du paragraphe *d* de l'article 710, reçoit un montant pour le bénéfice d'un particulier en vertu d'un arrangement conclu en application des règles d'une fédération sportive internationale selon lesquelles l'organisme doit détenir, contrôler et administrer des montants afin de garantir la qualification du particulier pour participer à une épreuve sportive sanctionnée par la fédération, les règles suivantes s'appliquent :

a) une fiducie non testamentaire, appelée « fiducie au profit d'un athlète amateur » dans le présent titre, est réputée créée au dernier en date du jour où l'organisme reçoit le premier tel montant ou du 1^{er} janvier 1992, et continuer d'exister par la suite jusqu'au moment où les articles 851.36 ou 851.37 s'appliquent à l'égard de la fiducie ;

b) les biens qui doivent être détenus après le 31 décembre 1991 en vertu de l'arrangement sont réputés être des biens de la fiducie et non des biens d'une autre personne;

c) tout montant reçu, à un moment quelconque, par l'organisme en vertu de l'arrangement est réputé, dans la mesure où ce montant aurait été, en l'absence du présent article, inclus dans le calcul du revenu du particulier pour son année d'imposition qui comprend ce moment, être un revenu de la fiducie pour l'année d'imposition et non un revenu du particulier;

d) les montants que l'organisme verse à un moment quelconque, en vertu de l'arrangement, au particulier ou pour son bénéfice sont réputés être des montants attribués à ce moment par la fiducie au particulier;

e) le particulier est réputé être le bénéficiaire de la fiducie;

f) l'organisme est réputé être le fiduciaire de la fiducie;

g) aucun impôt n'est exigible de la fiducie en vertu de la présente partie sur son revenu imposable pour toute année d'imposition.

Montant
inclus dans
le revenu du
bénéficiaire

«**851.35** Le bénéficiaire d'une fiducie au profit d'un athlète amateur doit inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, l'ensemble des montants que la fiducie lui attribue dans l'année.

Extinction
de la fiducie

«**851.36** Lorsqu'une fiducie au profit d'un athlète amateur détient des biens pour le compte d'un bénéficiaire qui n'a participé à aucune épreuve sportive internationale à titre de membre d'une équipe nationale canadienne au cours d'une période de huit ans qui se termine dans une année d'imposition donnée et qui commence dans la plus tardive des années visées au deuxième alinéa, la fiducie est réputée avoir attribué au bénéficiaire, à la fin de l'année d'imposition donnée, un montant égal à:

a) si la fiducie est tenue de payer un impôt en vertu de la partie XII.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) à l'égard de l'année d'imposition donnée, 64 % de la juste valeur marchande des biens qu'elle détient à ce moment;

b) dans les autres cas, la juste valeur marchande des biens qu'elle détient à ce moment.

Années
visées

Les années auxquelles réfère le premier alinéa sont les suivantes:

a) si le bénéficiaire a participé à une épreuve sportive internationale à titre de membre d'une équipe nationale canadienne, l'année de sa dernière participation;

b) l'année de la création de la fiducie.

Décès d'un
bénéficiaire

«**851.37** Lorsqu'une fiducie au profit d'un athlète amateur détient des biens pour le compte d'un bénéficiaire qui est décédé au cours d'une année, la fiducie est réputée avoir attribué au bénéficiaire, immédiatement avant son décès, un montant égal à :

a) si la fiducie est tenue de payer un impôt en vertu de la partie XII.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) à l'égard de l'année, 64 % de la juste valeur marchande des biens qu'elle détient à ce moment;

b) dans les autres cas, la juste valeur marchande des biens qu'elle détient à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Il s'applique également à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1992 tout au long de laquelle un particulier a résidé au Canada, si ce particulier et un organisme national de sport qui a reçu un montant pour le bénéfice du particulier en font conjointement le choix en avisant le ministre du Revenu par écrit. Dans un tel cas, les règles suivantes s'appliquent à l'égard de ce particulier et de la fiducie dont le particulier est réputé, en vertu du titre VII du livre VI de la partie I de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, être un bénéficiaire :

a) la référence à «1992» au paragraphe a de l'article 851.34 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme une référence à l'année d'imposition pour laquelle le choix est fait;

b) la référence à «1991» au paragraphe b de l'article 851.34 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme une référence à l'année d'imposition qui précède l'année d'imposition pour laquelle le choix est fait.

c. I-3, a. 861,
texte fran-
çais, mod.

284. 1. L'article 861 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte français, du deuxième alinéa par le suivant :

Présomption

« Cette présomption ne vaut cependant que si le fiduciaire a attribué avant 1976 aux bénéficiaires en vertu du régime tous les gains en capital et toutes les pertes en capital résultant de ces aliénations réputées. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 890.0.1,
mod.

285. 1. L'article 890.0.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant :

« *b*) soit a droit au montant visé au paragraphe *b* de cet alinéa en raison du décès d'un employé ou d'un ex-employé visé au paragraphe *a* et était, au moment du décès de l'employé, son conjoint. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 905.3, ab.

286. 1. L'article 905.3 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3, a. 913,
remp.

287. 1. L'article 913 de cette loi est remplacé par le suivant :

Paiement ou
transfert de
biens

« **913.** Lorsqu'un régime enregistré d'épargne-retraite est, à un moment quelconque, révisé ou modifié de façon à prévoir le paiement ou le transfert, avant la date prévue pour le premier versement de prestation, de biens du régime par l'émetteur pour le compte du rentier en vertu du régime, appelé « cédant » dans le présent article, soit à un régime de pension agréé en faveur du cédant ou à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le cédant est rentier, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le conjoint ou l'ex-conjoint du cédant est rentier, lorsque le cédant et son conjoint ou son ex-conjoint vivent séparés et que le paiement ou le transfert est effectué en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite de séparation, concernant un partage de biens entre le cédant et son conjoint ou son ex-conjoint en règlement des droits découlant de leur mariage ou de l'échec de leur mariage, le montant payé ou transféré pour le compte du cédant ne doit pas, du seul fait d'un tel paiement ou d'un tel transfert, être inclus dans le calcul du revenu du cédant, de son conjoint ou de son ex-conjoint et aucun montant ne peut être déduit dans le calcul du revenu de tout particulier, en vertu du chapitre III du titre II du livre III, à l'égard du montant ainsi payé ou transféré. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993. De plus, lorsque l'article 913 de la Loi sur les impôts, qu'il remplace, s'applique aux années d'imposition 1991 et 1992, il doit se lire sans tenir compte de « , en vertu de l'article 929, ».

c. I-3, a. 929,
remp.

288. 1. L'article 929 de cette loi est remplacé par le suivant :

Prestations
à inclure
dans le
calcul du
revenu

« **929.** Un particulier doit inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant qu'il reçoit dans l'année à titre de prestation provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou versée en vertu d'un tel régime, autre qu'un montant inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 914 ou qu'un retrait exclu à l'égard du particulier, au sens du premier alinéa de l'article 935.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 929.1, aj.

289. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 929, du suivant :

Montant qui
n'est pas un
retrait exclu

« **929.1** Malgré les articles 1010 à 1011, le ministre doit faire toute cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire de l'impôt, des intérêts et des pénalités qui est requise pour tenir compte du cas où un particulier reçoit, au cours d'une année d'imposition, un montant visé au paragraphe *a* de la définition de l'expression « montant admissible » prévue au premier alinéa de l'article 935.1 qui, à un moment quelconque après cette année, s'avère ne pas être un retrait exclu, au sens de ce premier alinéa. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
aa. 935.1 à
935.11, aj.

290. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant le titre V du livre VII de la partie I, de ce qui suit :

« TITRE IV.1

« RÉGIME D'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ

« CHAPITRE I

« INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

Définitions

« **935.1** Dans le présent titre, l'expression :

« bien de
remplace-
ment »

« bien de remplacement » d'une habitation admissible donnée à l'égard d'un particulier désigne une autre habitation admissible, si les conditions suivantes sont remplies :

a) le particulier a convenu d'acquérir l'autre habitation admissible, ou en a commencé la construction, à un moment donné qui est postérieur à la dernière fois où il a fait une demande de retrait qu'il a faite à l'égard de l'habitation admissible donnée en vertu du paragraphe *a* de la définition de l'expression « montant admissible » ;

b) le particulier avait l'intention, au moment donné, d'utiliser l'autre habitation admissible comme lieu principal de résidence au plus tard un an après son acquisition;

c) ni le particulier ni son conjoint n'ont acquis l'autre habitation admissible avant le moment donné;

« émetteur » « émetteur » a le sens que lui donne le paragraphe c de l'article 905.1;

« habitation admissible » « habitation admissible » désigne, selon le cas :

a) un logement situé au Canada;

b) une part du capital social d'une coopérative d'habitation constituée en corporation, qui confère au titulaire le droit de posséder un logement situé au Canada;

« montant admissible » « montant admissible » à l'égard d'un particulier désigne un montant reçu, à un moment donné, par le particulier à titre de prestation provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou versée en vertu d'un tel régime, si les conditions suivantes sont remplies :

a) le montant est reçu après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993 par suite d'une demande écrite faite par le particulier au moyen du formulaire prescrit dans lequel il indique l'emplacement d'une habitation admissible qu'il a commencé à utiliser comme lieu principal de résidence, ou qu'il a l'intention de commencer à utiliser ainsi au plus tard un an après qu'il l'ait acquise;

b) le particulier réside au Canada au moment donné et a conclu, avant le moment donné, une entente écrite pour l'acquisition de l'habitation admissible ou à l'égard de sa construction;

c) le particulier acquiert l'habitation admissible, ou un bien de remplacement de l'habitation admissible, après le 25 février 1992 et avant le 1^{er} octobre 1993;

d) ni le particulier ni son conjoint n'ont acquis l'habitation admissible plus de 30 jours avant le moment donné;

e) sauf si le particulier a acquis l'habitation admissible avant le moment donné, le particulier réside au Canada tout au long de la période qui commence immédiatement après le moment donné et qui se termine au premier moment où il a acquis l'habitation admissible ou un bien de remplacement de l'habitation admissible;

f) l'ensemble du montant reçu par le particulier et des montants admissibles qu'il a reçus au plus tard au moment donné n'excède pas 20 000 \$;

« prestation » « prestation » a le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 905.1;

« prime » « prime » a le sens que lui donne le paragraphe *e* de l'article 905.1;

« prime exclue » « prime exclue » à l'égard d'un particulier désigne une prime en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, si l'une des conditions suivantes est remplie à l'égard de la prime:

a) elle a été indiquée par le particulier pour l'application des alinéas *j*, *j.1*, *j.2* ou *l* de l'article 60 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

b) elle constitue un montant transféré directement d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un régime de pension agréé, d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou d'un régime de participation différée aux bénéfices;

c) elle était admissible en déduction en vertu de l'article 923.5 dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition;

d) elle a été déduite dans le calcul du revenu du particulier pour l'année d'imposition 1991;

« rentier » « rentier » a le sens que lui donne le paragraphe *b* de l'article 905.1;

« retrait exclu » « retrait exclu » à l'égard d'un particulier désigne l'un des montants suivants:

a) un montant admissible reçu par le particulier;

b) un montant, autre qu'un montant admissible, qui serait, si la définition de l'expression « montant admissible » se lisait sans tenir compte de ses paragraphes *c* et *e*, un montant admissible reçu par le particulier provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont une personne est l'émetteur ou versé en vertu d'un tel régime, si l'une des conditions suivantes est remplie:

i. le particulier est décédé avant le 1^{er} janvier 1994 et résidait au Canada tout au long de la période qui commence immédiatement après que le montant ait été reçu et qui se termine au moment du décès;

ii. d'une part, le montant est remboursé, à un régime enregistré d'épargne-retraite dont la personne est l'émetteur, soit avant le 1^{er}

janvier 1994, soit, lorsque le particulier ne résidait pas au Canada au moment où il a produit une déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a reçu le montant, avant le premier en date du 1^{er} janvier 1994 ou du jour où il a produit cette déclaration, et, d'autre part, l'émetteur est avisé du remboursement au moyen du formulaire prescrit qui lui est présenté au moment du remboursement;

« trimestre » « trimestre » désigne l'une des périodes suivantes d'une année civile :

a) la période qui commence le 1^{er} janvier et qui se termine le 31 mars;

b) la période qui commence le 1^{er} avril et qui se termine le 30 juin;

c) la période qui commence le 1^{er} juillet et qui se termine le 30 septembre;

d) la période qui commence le 1^{er} octobre et qui se termine le 31 décembre.

Habitation admissible Dans le présent titre, une référence à une habitation admissible qui est une part visée au paragraphe *b* de la définition de l'expression « habitation admissible » prévue au premier alinéa, désigne, lorsque le contexte le requiert, le logement auquel cette part se rapporte.

Application Lorsqu'un montant serait un montant admissible si le sous-paragraphe 1^o du sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 935.2 se lisait sans tenir compte de « , il acquiert l'habitation admissible, ou un bien de remplacement de l'habitation admissible, avant le 1^{er} octobre 1994, », le sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de la définition de l'expression « retrait exclu » prévue au premier alinéa s'applique à l'égard de ce montant comme si la première référence, dans ce dernier sous-paragraphe ii, à « 1994 » se lisait comme une référence à « 1995 ».

Règles applicables « **935.2** Pour l'application du présent titre, les règles suivantes s'appliquent :

a) un particulier est réputé avoir acquis une habitation admissible s'il l'acquiert conjointement avec une ou plusieurs autres personnes;

b) lorsqu'un particulier convient d'acquérir un logement en copropriété, il est réputé l'avoir acquis le jour où il a le droit d'en prendre possession;

c) un particulier est réputé, sauf pour l'application du présent paragraphe, avoir acquis, le 30 septembre 1993, une habitation admissible à l'égard de laquelle il a retiré un montant visé au paragraphe *a* de la définition de l'expression «montant admissible» prévue au premier alinéa de l'article 935.1, si les conditions suivantes sont remplies:

i. le particulier n'a pas acquis l'habitation admissible, ni un bien de remplacement de l'habitation admissible, avant le 1^{er} octobre 1993;

ii. l'une des situations suivantes s'applique à l'égard du particulier:

1° il est obligé, en vertu d'une entente écrite en vigueur le 1^{er} octobre 1993, d'acquérir, à cette date ou ultérieurement, l'habitation admissible ou un bien de remplacement de l'habitation admissible, il acquiert l'habitation admissible, ou un bien de remplacement de l'habitation admissible, avant le 1^{er} octobre 1994, et il réside au Canada tout au long de la période qui commence le 1^{er} octobre 1993 et qui se termine au premier en date du 1^{er} octobre 1994 ou du premier jour où il acquiert l'habitation admissible ou un bien de remplacement de l'habitation admissible;

2° il a fait des paiements, dans la période visée au deuxième alinéa, à des personnes avec lesquelles il n'a aucun lien de dépendance, à l'égard de la construction de l'habitation admissible ou d'un bien de remplacement de l'habitation admissible, et l'ensemble de ces paiements n'est pas inférieur à l'ensemble des montants visés au paragraphe *a* de la définition de l'expression «montant admissible» prévue au premier alinéa de l'article 935.1, qu'il a retirés à l'égard de l'habitation admissible.

Période

La période à laquelle réfère le sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa est celle qui commence au moment où le particulier a retiré pour la première fois, à l'égard de l'habitation admissible, un montant visé au paragraphe *a* de la définition de l'expression «montant admissible» prévue au premier alinéa de l'article 935.1, et qui se termine avant le 1^{er} octobre 1993.

«CHAPITRE II

«REMBOURSEMENTS DE MONTANTS ADMISSIBLES ET MONTANTS À INCLURE

Rembourse-
ment d'un
montant
admissible

«**935.3** Un montant, autre qu'une prime exclue, qui est versé par un particulier à un moment donné au cours d'une année

d'imposition en vertu d'un régime d'épargne-retraite qui était, à la fin de l'année, un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel il est rentier, peut être désigné par celui-ci, en vertu du présent article, au moyen du formulaire prescrit présenté à l'émetteur du régime au moment du versement ou à un moment ultérieur que le ministre juge acceptable, dans la mesure où le montant ainsi versé ne dépasse pas l'excédent de :

a) l'ensemble des montants admissibles reçus par le particulier avant le moment donné; sur

b) l'ensemble des montants suivants :

i. l'ensemble des montants désignés en vertu du présent article à l'égard des montants versés, avant le moment donné, à des régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels le particulier est rentier;

ii. l'ensemble des montants dont chacun est un montant inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu des articles 935.4 ou 935.5 pour une année d'imposition qui se termine avant le moment donné.

Montant
admissible
non rem-
boursé

« **935.4** Un particulier doit inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée qui se termine après le 31 décembre 1993, le montant déterminé selon la formule suivante :

$$\frac{(A - B - C)}{(15 - D)} - E.$$

Application

Dans la formule visée au premier alinéa :

a) la lettre A représente :

i. si le particulier est décédé ou a cessé de résider au Canada au cours de l'année donnée, un montant égal à zéro;

ii. dans les autres cas, l'ensemble des montants admissibles reçus par le particulier au cours des années d'imposition antérieures;

b) la lettre B représente :

i. si l'année donnée est l'année d'imposition 1994, un montant égal à zéro;

ii. dans les autres cas, l'ensemble des montants désignés par le particulier en vertu de l'article 935.3 pour les années d'imposition antérieures;

c) la lettre C représente l'ensemble des montants dont chacun est un montant inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu du présent article ou de l'article 935.5 pour une année d'imposition antérieure;

d) la lettre D représente le moindre de 14 et du nombre d'années d'imposition du particulier qui se terminent au cours de la période qui commence le 1^{er} janvier 1994 et qui se termine au début de l'année donnée;

e) la lettre E représente:

i. si l'année donnée est l'année d'imposition 1994, l'ensemble des montants dont chacun est un montant désigné par le particulier en vertu de l'article 935.3 pour l'année donnée ou pour l'une des deux années d'imposition précédentes;

ii. dans les autres cas, l'ensemble des montants désignés par le particulier en vertu de l'article 935.3 pour l'année donnée.

Particulier
qui cesse de
résider au
Canada

«**935.5** Lorsque, à un moment donné au cours d'une année d'imposition, un particulier cesse de résider au Canada, il doit inclure, dans le calcul de son revenu pour la période de l'année pendant laquelle il a résidé au Canada, un montant égal à l'excédent de:

a) l'ensemble des montants dont chacun est un montant admissible qu'il a reçu au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure; sur

b) l'ensemble des montants suivants:

i. l'ensemble des montants qu'il a désignés en vertu de l'article 935.3 et qui sont versés au plus tard 90 jours après le moment donné et avant qu'il produise une déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année;

ii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 935.4 pour les années d'imposition antérieures.

Particulier
qui décède

«**935.6** Lorsque, à un moment donné au cours d'une année d'imposition, un particulier décède, il doit être inclus, dans le calcul de son revenu pour l'année, un montant égal à l'excédent de:

a) l'ensemble des retraits exclus à l'égard du particulier qu'il a reçus avant le moment donné, autres que les retraits exclus à l'égard du particulier remboursés avant ce moment conformément au sous-paragraphe ii du paragraphe b de la définition de l'expression «retrait exclu» prévue au premier alinéa de l'article 935.1; sur

b) l'ensemble des montants suivants:

i. l'ensemble des montants qu'il a désignés en vertu de l'article 935.3 et qui sont versés avant le moment donné;

ii. l'ensemble des montants dont chacun est un montant inclus dans le calcul de son revenu en vertu des articles 935.4 ou 935.5 pour une année d'imposition antérieure.

Conjoint
d'un particu-
lier décédé

«**935.7** Lorsque, immédiatement avant le décès d'un particulier au cours d'une année d'imposition, son conjoint résidait au Canada et que celui-ci et le représentant légal du particulier en font conjointement le choix par écrit dans la déclaration fiscale du particulier en vertu de la présente partie pour l'année, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'article 935.6 ne s'applique pas à l'égard du particulier;

b) sauf pour l'application de l'article 935.9, le conjoint est réputé avoir reçu, au moment du décès du particulier, un montant admissible égal au montant qui serait, en l'absence du présent article, déterminé à l'égard du particulier en vertu de l'article 935.6.

Production
du formu-
laire prescrit

«**935.8** Un émetteur à qui est présenté un formulaire prescrit visé au présent titre, doit le transmettre au ministre au plus tard 15 jours après le trimestre au cours duquel ce formulaire lui a été présenté.

«CHAPITRE III

«MONTANT À INCLURE POUR L'ANNÉE D'IMPOSITION 1992

Montant à
inclure

«**935.9** Lorsqu'un particulier résidait au Canada à la fin de l'année d'imposition 1992, il doit inclure, dans le calcul de son revenu pour cette année, un montant égal au moindre des montants suivants:

a) son solde net des primes;

b) l'ensemble des montants suivants:

i. l'ensemble des montants dont chacun est un montant admissible qu'il a reçu au cours de l'année 1992 ou 1993;

ii. le moindre des montants suivants:

1° l'ensemble des primes, autres que les primes exclues à l'égard du particulier, qu'il a versées, après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993, en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel son conjoint est rentier;

2° l'excédent de l'ensemble des montants dont chacun est un montant admissible que son conjoint a reçu au cours de l'année 1992 ou 1993, sur le solde net des primes de son conjoint.

Solde net
des primes

« **935.10** Dans l'article 935.9, le solde net des primes d'un particulier désigne un montant égal à l'excédent de :

a) l'ensemble des primes, autres que des primes exclues à l'égard du particulier, que le particulier a versées, après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993, en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le particulier ou son conjoint est rentier; sur

b) l'ensemble des montants dont chacun est un montant reçu par le particulier ou son conjoint après le 25 février 1992 et avant le 1^{er} janvier 1994, et inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu des articles 929 ou 931.1 pour l'année d'imposition 1992 ou 1993, autre qu'un montant à l'égard duquel un montant est admissible en déduction dans le calcul du revenu du particulier en vertu du paragraphe b de l'article 924.1 ou à l'égard des primes versées par le particulier après le 1^{er} mars 1993.

Cotisation

« **935.11** Malgré les articles 1010 à 1011, le ministre doit faire toute cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire de l'impôt, des intérêts et des pénalités qui est requise pour tenir compte du montant à inclure dans le calcul du revenu d'un particulier en vertu de l'article 935.9. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992. Toutefois, lorsque l'article 935.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y insérant, après la définition de l'expression « bien de remplacement », la définition suivante :

« conjoint »

« « conjoint » a le sens que lui donne l'article 905.3; ».

c. 1-3,
a. 961.1.5,
mod.

291. 1. L'article 961.1.5 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes c et d par les suivants :

« montant
minimum »

« c) « montant minimum » en vertu d'un fonds de revenu de retraite signifie un montant égal à zéro pour l'année au cours de laquelle l'arrangement qui concerne le fonds est conclu et signifie, pour chaque année subséquente, un montant égal au produit obtenu en multipliant la juste valeur marchande des biens détenus relativement au fonds au début de cette année subséquente par l'un des montants suivants :

i. si le premier rentier en vertu du fonds a fait un choix, à l'égard de ce fonds, en vertu du sous-paragraphe ii, tel qu'il se lisait avant le 1^{er} janvier 1992, ou en vertu du premier alinéa de l'article 961.4, tel qu'il se lisait avant le 1^{er} janvier 1986, d'utiliser l'âge d'un autre particulier, le montant prescrit pour cette année subséquente à l'égard de cet autre particulier;

ii. si le sous-paragraphe i ne s'applique pas et que le premier rentier en vertu du fonds en fait le choix avant que l'émetteur ne fasse un versement en vertu du fonds, le montant prescrit pour cette année subséquente à l'égard d'un particulier qui est le conjoint du premier rentier au moment de ce choix;

iii. dans les autres cas, le montant prescrit pour cette année subséquente à l'égard du premier rentier en vertu du fonds;

« rentier » « d) « rentier », à un moment quelconque en vertu d'un fonds de revenu de retraite, désigne l'une des personnes suivantes:

i. le premier particulier à qui l'émetteur s'est engagé à faire les versements visés à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 146.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) provenant du fonds ou en vertu de celui-ci, si ce premier particulier est vivant à ce moment;

ii. après le décès du premier particulier, le conjoint, appelé « conjoint survivant » dans le présent paragraphe, du premier particulier à qui l'émetteur s'est engagé à faire les versements visés à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 146.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) provenant du fonds ou en vertu de celui-ci après le décès du premier particulier, si le conjoint survivant est vivant à ce moment et que l'engagement est pris soit conformément à un choix visé à cet alinéa *f* fait par le premier particulier, soit avec le consentement du représentant légal du premier particulier;

iii. après le décès du conjoint survivant, un autre conjoint du conjoint survivant à qui l'émetteur s'est engagé, avec le consentement du représentant légal du conjoint survivant, à faire les versements visés à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 146.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) provenant du fonds ou en vertu de celui-ci après le décès du conjoint survivant, si cet autre conjoint est vivant à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *c* de l'article 961.1.5 de la Loi sur les impôts, s'applique, sous réserve du paragraphe 4:

a) à compter de l'année d'imposition 1992 à l'égard des fonds suivants:

i. un fonds de revenu de retraite dont l'arrangement qui le concerne a été conclu après le 28 février 1986;

ii. un fonds de revenu de retraite révisé ou modifié après le 28 février 1986 et avant le 1^{er} janvier 1992 et dont l'arrangement qui le concerne a été conclu avant le 1^{er} mars 1986;

b) à compter de l'année d'imposition au cours de laquelle un fonds de revenu de retraite a été révisé ou modifié une première fois après le 28 février 1986, si l'arrangement qui le concerne a été conclu avant le 1^{er} mars 1986 et que le fonds n'a pas été révisé ou modifié après le 28 février 1986 et avant le 1^{er} janvier 1992.

3. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *d* de l'article 961.1.5 de la Loi sur les impôts, s'applique à un décès qui survient après le 31 décembre 1990.

4. Malgré le paragraphe 2, le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *c* de l'article 961.1.5 de la Loi sur les impôts, ne s'applique pas, à l'égard d'un versement fait avant le 1^{er} janvier 1993, pour l'application de l'article 961.17.0.1 de cette loi et des règlements adoptés en vertu de l'article 1015 de cette loi.

c. 1-3,
a. 961.1.5.1,
ab.

292. 1. L'article 961.1.5.1 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993. De plus, lorsque l'article 961.1.5.1 de la Loi sur les impôts, qu'il abroge, s'applique après le 31 décembre 1990 et avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire comme suit:

« conjoint »

« **961.1.5.1** Pour l'application des paragraphes *c* et *d* de l'article 961.1.5, du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 961.17 et du premier alinéa de l'article 961.17.1, l'expression « conjoint » a le sens que lui donne l'article 905.3. ».

c. 1-3,
a. 961.17,
mod.

293. 1. L'article 961.17 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant:

« *b*) soit transféré d'un fonds enregistré de revenu de retraite du rentier à un fonds enregistré de revenu de retraite ou à un régime enregistré d'épargne-retraite de son conjoint ou de son ex-conjoint en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite de séparation, concernant un partage de biens entre le rentier et son conjoint ou son ex-conjoint

en règlement des droits découlant de leur mariage ou de l'échec de leur mariage. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 965.0.1,
mod.

294. 1. L'article 965.0.1 de cette loi est modifié par la suppression de la définition de l'expression « conjoint ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 965.0.5,
mod.

295. 1. L'article 965.0.5 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) le montant est transféré directement :

i. soit à un autre régime de pension agréé pour prévoir des prestations à l'égard du participant en vertu d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime ;

ii. soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1 ;

iii. soit à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *d* de l'article 961.1.5. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990.

c. I-3,
a. 965.0.8,
mod.

296. 1. L'article 965.0.8 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) le montant est transféré pour le compte d'un participant en règlement total ou partiel des prestations auxquelles il a droit, conditionnellement ou non, en vertu d'une disposition à prestations déterminées du régime tel qu'il est agréé ; » ;

2^o par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) le montant est transféré directement :

i. soit à un autre régime de pension agréé et est attribué au participant en vertu d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime ;

ii. soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1 ;

iii. soit à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *d* de l'article 961.1.5. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 31 décembre 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *d* de l'article 965.0.8 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un transfert effectué avant le 30 août 1990, il doit se lire comme suit:

« *d*) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé et est attribué au participant en vertu d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1. ».

c. I-3,
a. 965.0.8.1,
aj.

297. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.0.8, du suivant:

Transfert de
surplus -
prestations
déterminées
à cotisations
déterminées

« **965.0.8.1** Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent article si les conditions suivantes sont remplies:

a) le montant est transféré à l'égard du surplus actuariel en vertu d'une disposition à prestations déterminées du régime;

b) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé et est attribué à un ou plusieurs participants au régime en vertu d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 965.0.9,
mod.

298. 1. L'article 965.0.9 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

« *b*) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint ou l'ex-conjoint d'un participant au régime et qui a droit au montant en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite de séparation, concernant un partage de biens entre le participant et le particulier en règlement des droits découlant de leur mariage ou de l'échec de leur mariage;

« *c*) le montant est transféré directement:

i. soit à un autre régime de pension agréé en faveur du particulier;

ii. soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le particulier est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1;

iii. soit à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le particulier est rentier, au sens du paragraphe *d* de l'article 961.1.5. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de l'article 965.0.9 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique avant le 1^{er} janvier 1993, il doit se lire en y remplaçant « de leur mariage ou de l'échec de leur mariage » par « de leur mariage ou de leur vie maritale, ou de l'échec de leur mariage ou de leur vie maritale ».

c. I-3,
a. 965.0.10,
mod.

299. 1. L'article 965.0.10 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) le montant est transféré directement :

i. soit à un autre régime de pension agréé en faveur du participant ;

ii. soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1 ;

iii. soit à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le participant est rentier, au sens du paragraphe *d* de l'article 961.1.5. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990.

c. I-3,
a. 965.0.11,
mod.

300. 1. L'article 965.0.11 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) le montant est transféré directement :

i. soit à un autre régime de pension agréé en faveur du particulier ;

ii. soit à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le particulier est rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1 ;

iii. soit à un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le particulier est rentier, au sens du paragraphe *d* de l'article 961.1.5. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990.

c. I-3,
a. 965.0.14,
remp.

301. 1. L'article 965.0.14 de cette loi est remplacé par le suivant :

Imposition
d'un mon-
tant trans-
féré

« **965.0.14** Lorsqu'un montant est transféré, pour le compte d'un particulier, d'un régime de pension agréé, appelé « régime donné » dans le présent article, à un autre régime de pension agréé, à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite et que le transfert n'est pas effectué conformément à l'un des articles 965.0.5 à 965.0.11, le montant transféré est, malgré l'article 2.3, réputé avoir été versé au particulier par le régime donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990. Toutefois, lorsque l'article 965.0.14 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'égard d'un transfert effectué avant le 1^{er} janvier 1991, il doit se lire comme suit :

Imposition
d'un mon-
tant trans-
féré

« **965.0.14** Lorsqu'un montant est transféré, pour le compte d'un particulier, d'un régime de pension agréé, appelé « régime donné » dans le présent article, à un autre régime de pension agréé, à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite et que le transfert n'est pas effectué conformément à l'un des articles 965.0.5 à 965.0.11, les règles suivantes s'appliquent :

a) malgré l'article 2.3, le montant transféré est réputé avoir été versé au particulier par le régime donné ;

b) lorsque le montant est transféré à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, le particulier est réputé avoir versé le montant à titre de cotisation à cet autre régime de pension agréé ou à titre de prime au régime enregistré d'épargne-retraite ;

c) lorsque le montant est transféré à un fonds enregistré de revenu de retraite, le particulier est réputé, pour l'application de l'article 922, avoir versé le montant, au moment du transfert, à titre de prime à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le particulier est rentier, au sens du paragraphe b de l'article 905.1. ».

c. I-3,
a. 965.0.15,
mod.

302. 1. L'article 965.0.15 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit :

Transfert
partiel

« **965.0.15** Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé, à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite, et qu'une partie, mais non la totalité, du montant est transférée conformément à l'un des articles 965.0.5 à 965.0.12, les règles suivantes s'appliquent : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un transfert effectué après le 29 août 1990.

c. I-3,
a. 965.0.16.1,
aj.

303. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.0.16, du suivant :

Déduction
des mon-
tants trans-
férés

« **965.0.16.1** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le montant admis en déduction pour l'année dans le calcul de son revenu en application de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) en vertu du paragraphe 13.1 de l'article 147.3 de cette loi. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3, a. 966,
mod.

304. 1. L'article 966 de cette loi, modifié par l'article 312 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement des sous-paragraphe i et ii du paragraphe b.4 par les suivants :

« i. à l'égard du rachat ou de l'échéance de la police, l'excédent de la partie attribuable à cet intérêt de la valeur de rachat de la police au moment du rachat ou de l'échéance, sauf la partie de cette valeur que représente la participation visée à l'article 851.11 du détenteur dans la fiducie de fonds réservé relative à cette police, sur l'ensemble des montants dont chacun représente l'un des montants suivants :

1° un montant à payer à ce moment par le détenteur à l'égard d'un prêt sur police relatif à cette police ;

2° une prime en vertu de cette police qui est exigible et impayée à ce moment ;

3° un montant qui sert, immédiatement après le moment du rachat, à payer une prime en vertu de cette police conformément aux modalités de celle-ci ;

« ii. à l'égard d'un prêt sur police relatif à cette police consenti après le 31 mars 1978, le moindre des montants suivants :

1° le montant de ce prêt, autre que la partie de ce montant qui sert, immédiatement après que le prêt ait été consenti, à payer une prime en vertu de cette police, conformément aux modalités de celle-ci ;

2° l'excédent de la valeur de rachat de la police immédiatement avant que le prêt ne soit consenti sur l'ensemble des montants impayés au même moment à l'égard des prêts sur police relatifs à cette police ; ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe i du paragraphe *b.4* de l'article 966 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un rachat effectué dans une année d'imposition qui commence après le 20 décembre 1991.

3. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe ii du paragraphe *b.4* de l'article 966 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un prêt sur police consenti dans une année d'imposition qui commence après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 967,
mod.

305. 1. L'article 967 de cette loi, modifié par l'article 314 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit:

Application
des articles
157.5, 968,
976 et 976.1

«**967.** Pour l'application des articles 157.5, 968, 976 et 976.1:

a) le titulaire d'une police d'assurance qui acquiert, à un moment quelconque, le droit de recevoir, aux termes d'une police d'assurance sur la vie, un montant donné au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une participation de police, est réputé, à la fois:

i. aliéner, à ce moment, un intérêt dans la police;

ii. acquérir le droit de recevoir un montant, au titre du produit de l'aliénation de cet intérêt, égal à l'excédent:

1° du montant donné; sur

2° la partie du montant donné qui sert, immédiatement après ce moment, à payer une prime en vertu de la police ou à rembourser un prêt sur police consenti en vertu de la police, conformément aux modalités de celle-ci;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une participation de police reçue ou à recevoir dans une année d'imposition qui commence après le 20 décembre 1991.

c. I-3, a. 968,
mod.

306. 1. L'article 968 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Police
d'assurance
sur la vie

«Pour l'application du premier alinéa, une police d'assurance sur la vie ne comprend pas une police qui est un régime de pension agréé, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime de participation différée aux bénéfices, un fonds enregistré de revenu de retraite, une rente d'étalement ou un contrat de rente dont le titulaire peut déduire le coût en vertu du paragraphe *f* de l'article 339 dans le calcul de son revenu, ni une police qui est émise en vertu d'un tel régime, d'un tel fonds, d'une telle rente ou d'un tel contrat.».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 971.2, mod.

307. 1. L'article 971.2 de cette loi, édicté par l'article 316 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Aliénation
d'un intérêt
dans une
police d'assu-
rance

« **971.2** Malgré toute autre disposition du présent titre, lorsqu'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, autre qu'une police visée au deuxième alinéa de l'article 968, est cédé soit au conjoint du titulaire de la police, soit à un ex-conjoint du titulaire de la police en règlement de droits découlant de leur mariage, et que le titulaire et le cessionnaire résidaient au Canada au moment de la cession, le titulaire est réputé aliéner l'intérêt pour un produit de l'aliénation égal au coût de base rajusté pour lui de l'intérêt immédiatement avant la cession, et le cessionnaire est réputé acquérir l'intérêt à un coût égal à ce produit. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3, a. 976,
mod.

308. 1. L'article 976 de cette loi, modifié par l'article 317 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) des montants versés, avant le moment donné, par lui ou pour son compte à l'égard d'une prime en vertu de la police, à l'exclusion des montants visés au sous-paragraphe 3^o du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b.4* de l'article 966, au sous-paragraphe 1^o du sous-paragraphe *ii* de ce paragraphe *b.4* ou au sous-paragraphe 2^o du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *a* de l'article 967; »;

2^o par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) des remboursements, à l'exclusion de tout remboursement admissible en déduction en vertu du paragraphe *k* de l'article 157, tel qu'il se lisait avant son abrogation, ou du sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 de l'article 336 ou visé au sous-paragraphe 2^o du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *a* de l'article 967, faits après le 31 mars 1978 et avant le moment donné d'un prêt sur police à l'égard de la police, sans excéder l'ensemble du produit de l'aliénation d'un intérêt dans la police à l'égard de ce prêt et du montant à payer le 31 mars 1978 à l'égard d'un prêt sur police relatif à la police; »;

3^o par la suppression, à la fin du paragraphe *g*, du mot « et »;

4^o par le remplacement, à la fin du paragraphe *h*, du point par ce qui suit : « ; et »;

5° par l'addition, après le paragraphe *h*, du suivant :

« *i*) dans le cas d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, autre qu'un contrat de rente, auquel l'article 971.3 s'est appliqué avant le moment donné, de chaque montant représentant un gain de mortalité, au sens des règlements et déterminé par l'émetteur de la police conformément aux règlements, à l'égard de l'intérêt immédiatement avant la fin de l'année civile qui se termine dans une année d'imposition qui commence avant le moment donné. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant versé dans une année d'imposition qui commence après le 20 décembre 1991.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard du remboursement d'un prêt effectué dans une année d'imposition qui commence après le 20 décembre 1991.

4. Les sous-paragraphe 3° à 5° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une cession ou d'une attribution effectuée après le 31 décembre 1989.

c. I-3, a. 986,
mod.

309. 1. L'article 986 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

Revenu d'un
organisme

« 2. Pour l'application du paragraphe 1, le revenu d'un organisme est réputé correspondre au montant déterminé en supposant que le montant de tout gain en capital imposable ou de toute perte en capital admissible est nul. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 997.1, aj.

310. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 997, du suivant :

Déclaration
de rensei-
gnements

« **997.1** Toute personne qui est exonérée d'impôt en vertu de la présente partie en raison du paragraphe *a* de l'article 995 ou de l'article 996 doit, dans les six mois qui suivent la fin de chacun de ses exercices financiers, transmettre au ministre au moyen du formulaire prescrit, sans avis ni mise en demeure, une déclaration de renseignements pour l'exercice financier contenant les renseignements prescrits si, selon le cas :

a) l'ensemble des montants dont chacun est un dividende imposable ou un montant reçu ou à recevoir par la personne à titre d'intérêts, de loyers ou de redevances au cours de l'exercice financier excède 10 000 \$;

b) à la fin de l'exercice financier précédent de la personne, l'actif total de cette personne, déterminé conformément aux principes comptables généralement reconnus, excède 200 000 \$;

c) la personne était tenue de transmettre une déclaration de renseignements en vertu du présent article pour un exercice financier antérieur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 17 juin 1994.

c. I-3, a. 998,
mod.

311. 1. L'article 998 de cette loi, modifié par l'article 321 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

syndicat de
copropriétaires

« *b.1*) un syndicat visé à l'article 1039 du Code civil du Québec, dont la totalité ou la quasi-totalité du revenu, déterminé sans tenir compte du revenu provenant de son fonds de prévoyance, provient d'opérations effectuées avec les copropriétaires conformément aux objets de sa constitution, et dont le fonds de prévoyance n'est pas, à un moment quelconque, maintenu à un niveau déraisonnablement élevé eu égard à l'objet pour lequel il a été constitué; »;

2° par l'addition, après le paragraphe *m*, du suivant:

fiducie au
profit d'un
athlète amateur

« *n*) une fiducie au profit d'un athlète amateur. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1993.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

c. I-3,
a. 999.1, mod.

312. 1. L'article 999.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe *a*, du suivant:

« *a.1*) la corporation est réputée, aux fins de calculer son revenu pour sa première année d'imposition qui se termine après ce moment, avoir déduit dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment, en vertu du chapitre III du titre III du livre III et des chapitres II et III du titre V du livre V.1, le montant le plus élevé qui aurait pu être réclamé ou déduit pour cette année à titre de provision ou de réserve en vertu de ces dispositions; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1000, mod.

313. 1. L'article 1000 de cette loi, modifié par l'article 325 du chapitre 16 des lois de 1993 et par l'article 127 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 par le suivant :

« *d*) dans le cas d'une succession ou d'une fiducie, par le liquidateur de succession ou le fiduciaire, dans les 90 jours qui suivent la fin de son année d'imposition; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 1003, mod.

314. 1. L'article 1003 de cette loi, modifié par l'article 128 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) sous réserve des articles 693.1 et 752.0.26, cette autre personne avait droit aux déductions auxquelles le contribuable a droit en vertu des articles 725 à 725.7, 752.0.1 à 752.0.13.3 et 752.0.14 à 752.0.18.1 pour la période dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour la période. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 1010.0.1,
aj.

315. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1010, du suivant :

Cotisation
corrélatrice

« **1010.0.1** Malgré l'expiration des délais prévus à l'article 1010, lorsqu'une nouvelle cotisation est établie pour une année d'imposition à la suite d'une opposition, d'un appel ou d'un appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), le ministre peut déterminer de nouveau l'impôt, les intérêts et les pénalités et faire une nouvelle cotisation pour une année d'imposition subséquente aux seules fins de donner effet à une disposition de la présente partie requérant l'inclusion ou permettant la déduction d'un montant dont il doit être tenu compte dans l'établissement de cette cotisation afin d'assurer la corrélation avec la cotisation établie à l'égard de l'autre année d'imposition.

Délai

Pour l'application du premier alinéa, une telle cotisation peut être faite, ou doit être faite si le contribuable en fait la demande par écrit, au plus tard dans l'année suivant le jour où une décision relative à l'autre année d'imposition a été rendue suite à une opposition, un appel ou un appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une nouvelle cotisation ou détermination faite après le 17 juin 1994 en corrélation avec une cotisation établie, pour une autre année d'imposition, relative à une décision rendue après le 20 décembre 1991 suite à une opposition, un appel ou un appel sommaire.

c. 1-3,
a. 1029.8.9.1.2,
remp.

316. 1. L'article 1029.8.9.1.2 de cette loi, édicté par l'article 150 du chapitre 64 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Dépense
admissible

« **1029.8.9.1.2** Sous réserve de la section II.4, pour l'application du premier alinéa des articles 1029.8.10 et 1029.8.11, la totalité ou la partie du montant d'une dépense admissible faite au Québec par un contribuable ou une société dans le cadre d'un projet de recherche précompétitive, d'un projet mobilisateur ou d'un projet d'innovation technologique environnementale, qui peut raisonnablement être considérée comme étant attribuable à des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Québec dans le cadre d'un tel projet au cours d'une année d'imposition du contribuable ou d'un exercice financier de la société, est réputée ne pas excéder le montant qui représenterait l'ensemble des dépenses admissibles du contribuable ou de la société faites au Québec dans le cadre de ce projet au cours de cette année ou de cet exercice si chaque dépense, appelée «dépense donnée» dans le présent article, faite au Québec soit par le contribuable ou la société pour des recherches scientifiques et du développement expérimental que le contribuable ou la société effectue lui-même, soit par une autre personne pour des recherches scientifiques et du développement expérimental qu'elle effectue elle-même pour le bénéfice du contribuable ou de la société, au cours de cette année ou de cet exercice dans le cadre de ce projet, était faite par le contribuable ou la société dans les mêmes circonstances et conditions, et était visée au paragraphe 1 de l'article 222 ou au paragraphe a de l'article 223 et si l'ensemble du montant de chaque dépense donnée, qui constitue une dépense de frais généraux, était limitée à 65 % de l'ensemble du montant de chaque dépense donnée qui constitue un salaire engagé. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 20 mai 1993 pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués après cette date conformément à un visa ou à une reconnaissance obtenus après cette date à l'égard d'un projet de recherche précompétitive, d'un projet mobilisateur ou d'un projet d'innovation technologique environnementale, dans le cadre d'un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental, autre qu'une telle dépense dont les fonds ont été amassés dans le cadre de ce projet:

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé avant le 23 avril 1993 ou à une dispense de prospectus qui a été accordée avant cette date;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 22 avril 1993 mais au plus tard le 31 mai 1993 ou, lorsqu'un visa de recherche précompétitive a été émis par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie avant le 20 mai 1993, au plus tard le 31 août 1993, si le visa du prospectus provisoire a été accordé avant le 23 avril 1993, si les fonds amassés en vertu de ce placement n'excèdent pas le montant prévu à cet égard au prospectus provisoire et, le cas échéant, si le montant de la dépense n'excède pas celui prévu à cet égard dans le cadre du visa de recherche précompétitive émis;

c) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 23 avril 1993 mais au plus tard le 31 décembre 1993, si le visa du prospectus provisoire a été accordé le 23 avril 1993 et si les fonds amassés en vertu de ce placement n'excèdent pas le montant prévu à cet égard au prospectus provisoire;

d) à la suite d'un placement effectué sous dispense de prospectus, si la demande de dispense de prospectus a été produite avant le 23 avril 1993 et la dispense de prospectus a été accordée après le 22 avril 1993 mais au plus tard le 31 mai 1993 ou, lorsqu'un visa de recherche précompétitive a été émis par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie avant le 20 mai 1993, au plus tard le 31 août 1993, si les fonds amassés en vertu de ce placement n'excèdent pas le montant prévu à cet égard dans la demande de dispense de prospectus et, le cas échéant, si le montant de la dépense n'excède pas celui prévu à cet égard dans le cadre du visa de recherche précompétitive émis;

e) à la suite d'un placement effectué sous dispense de prospectus, si la demande de dispense de prospectus a été produite le 23 avril 1993 et la dispense de prospectus a été accordée après le 23 avril 1993 mais au plus tard le 31 décembre 1993 et si les fonds amassés en vertu de ce placement n'excèdent pas le montant prévu à cet égard dans la demande de dispense de prospectus;

f) à l'égard duquel une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue avant le 23 avril 1993, si le montant de la dépense ne dépasse pas celui prévu à cet égard dans la demande de Décision Anticipée et si le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus, selon le cas, est accordé au plus tard le 30 juin 1993 ou, lorsque l'obtention d'un visa de prospectus définitif ou d'une

dispense de prospectus, selon le cas, n'est pas requise en vertu du paragraphe 2° de l'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1), si toutes les actions de recherche et développement émises dans le cadre de ce projet font l'objet d'une émission avant le 1^{er} janvier 1994;

g) à l'égard duquel une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue le 23 avril 1993, si le montant de la dépense ne dépasse pas celui prévu à cet égard dans la demande de Décision Anticipée et si le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus, selon le cas, est accordé au plus tard le 31 décembre 1993 ou, lorsque l'obtention d'un visa de prospectus définitif ou d'une dispense de prospectus, selon le cas, n'est pas requise en vertu du paragraphe 2° de l'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières, si toutes les actions de recherche et développement émises dans le cadre de ce projet font l'objet d'une émission avant le 1^{er} janvier 1994;

h) à l'égard duquel à la fois une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue avant le 24 avril 1993 et un projet de prospectus a été déposé avant cette date, si le montant de la dépense ne dépasse pas celui prévu à cet égard dans le projet de prospectus ou la demande de Décision Anticipée, si le visa du prospectus définitif est accordé au plus tard le 31 décembre 1993 et s'il s'agit du même projet de recherches scientifiques et de développement expérimental.

c. I-3,
a. 1029.8.17,
mod.

317. 1. L'article 1029.8.17 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe c par le suivant:

«i. un montant à payer pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, dans la mesure où l'on peut raisonnablement considérer que ces recherches et ce développement ont été effectués soit pour une personne qui a droit à une déduction à l'égard du montant en raison de l'application du sous-paragraphe d du paragraphe 1 de l'article 222, ou en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 du fait que ces recherches et ce développement concernent une entreprise de cette personne et sont effectués au Canada directement par elle ou pour son compte, soit pour le compte d'une telle personne;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant qui devient à payer après le 20 décembre 1991.

c. I-3,
a. 1029.8.18.2,
aj.

318. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.8.18.1, du suivant:

Rembourse-
ment réputé
d'une aide

« **1029.8.18.2** Pour l'application de l'article 1029.8.18.1, est réputé être un montant payé à titre de remboursement d'une aide par un contribuable ou une société dans une année d'imposition ou un exercice financier, selon le cas, un montant qui, à la fois :

a) a réduit, par l'effet de l'article 1029.8.18, le montant des salaires ou d'une partie d'une rémunération versés, d'une dépense admissible ou d'une cotisation admissible, selon le cas, aux fins de calculer le montant que le contribuable ou un membre de la société, selon le cas, est réputé avoir payé au ministre pour une année d'imposition en vertu des sections II à II.3;

b) n'a pas été reçu par le contribuable ou la société;

c) a cessé dans cette année d'imposition ou cet exercice financier, selon le cas, d'être un montant que le contribuable ou la société peut raisonnablement s'attendre à recevoir. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. 1-3,
a. 1029.8.22,
mod.

319. 1. L'article 1029.8.22 de cette loi, modifié par l'article 111 du chapitre 19 des lois de 1993, par l'article 35 du chapitre 51 des lois de 1993 et par l'article 158 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « frais de formation admissibles » prévue au premier alinéa par le suivant :

« *a*) le total des montants, autres que la partie d'une dépense que l'on peut raisonnablement attribuer à un traitement ou salaire et visée aux paragraphes *c.3* à *c.5* de la définition de l'expression « dépense de formation admissible » et autres qu'un montant visé aux paragraphes *d* à *f*, dont chacun représente le coût d'une activité de formation admissible, à laquelle est inscrit un employé admissible de la corporation admissible ou de la société admissible, selon le cas, engagé par la corporation admissible ou la société admissible directement auprès soit de l'établissement de formation admissible, soit de l'entité située hors du Québec, qui offre l'activité de formation admissible, ou remboursé par la corporation admissible ou la société admissible à l'employé admissible lorsque le coût d'une telle activité a été payé directement par celui-ci soit à l'établissement de formation admissible, soit à l'entité située hors du Québec, qui l'offre, dans la mesure où, dans tous les cas, l'on peut raisonnablement attribuer ce coût à de la formation donnée à cet employé admissible; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *a* de la définition de l'expression «frais de formation admissibles» prévue au premier alinéa, du paragraphe suivant:

«*a.1*) le total des montants, autres que la partie d'une dépense que l'on peut raisonnablement attribuer à un traitement ou salaire et visée aux paragraphes *c.3* à *c.5* de la définition de l'expression «dépense de formation admissible» et autres qu'un montant visé aux paragraphes *d* à *f*, dont chacun représente un montant engagé par la corporation admissible ou la société admissible, selon le cas, directement auprès d'un établissement de formation admissible dans le cadre d'un contrat visé au paragraphe *d* des articles 1029.8.23.1, 1029.8.23.2 ou 1029.8.23.3, relativement à une activité de formation admissible qui consiste en un cours donné par un employé qui agit à titre de professeur, si l'implication de l'établissement de formation admissible, à l'égard de cette activité de formation admissible, répond aux exigences énoncées au paragraphe *e* de ces articles; »;

3° par l'addition, dans le texte anglais, à la fin du paragraphe *d* de la définition de l'expression «*training plan*» prévue au premier alinéa, du mot «*and*»;

4° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Remboursement réputé d'une aide

«Pour l'application du paragraphe *d* de la définition de l'expression «dépense de formation admissible» prévue au premier alinéa, les règles suivantes s'appliquent:

a) lorsqu'un montant d'aide visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 1029.8.32 est remboursé dans une année d'imposition par une corporation admissible membre d'une société admissible, ce remboursement est réputé être une dépense de formation admissible de cette corporation admissible pour cette année;

b) est réputé être un montant payé à titre de remboursement d'une aide par une corporation admissible dans une année d'imposition, par une société admissible dans un exercice financier ou par une corporation admissible membre d'une société admissible dans une année d'imposition dans laquelle se termine un exercice financier de la société, selon le cas, un montant qui, à la fois:

i. a réduit soit, par l'effet du paragraphe *a* de la définition de l'expression «dépense de formation admissible» prévue au premier alinéa, le coût d'un plan de formation ou, selon le cas, la partie du coût d'un plan quelconque que l'on peut raisonnablement attribuer à un plan de formation, soit, par l'effet de l'article 1029.8.32, une dépense de formation admissible ou la part d'une dépense de formation

admissible, aux fins de calculer le montant que la corporation admissible ou qu'une corporation admissible membre de la société admissible, selon le cas, est réputée avoir payé au ministre pour une année d'imposition en vertu des articles 1029.8.25 ou 1029.8.25.1;

ii. n'a pas été reçu par la corporation admissible, la société admissible ou par une corporation admissible membre de la société admissible;

iii. a cessé dans cette année d'imposition, cet exercice financier ou cette année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, d'être un montant que la corporation admissible, la société admissible ou la corporation admissible membre de la société admissible, selon le cas, peut raisonnablement s'attendre à recevoir. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une activité de formation admissible qui est tenue conformément aux termes d'un contrat écrit entre un établissement de formation admissible et une corporation admissible ou une société admissible, selon le cas, conclu après le 31 août 1993 préalablement à la tenue de l'activité de formation admissible.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une activité de formation admissible qui est tenue conformément aux termes d'un contrat écrit conclu après le 31 août 1993.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant qui représente la partie, engagée après le 20 mai 1993, du coût d'un plan de formation.

5. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991. Toutefois:

a) lorsque le deuxième alinéa de l'article 1029.8.22 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'une dépense de formation effectuée avant le 15 mai 1992, il doit se lire comme suit:

Remboursement réputé d'une aide

« Pour l'application du paragraphe *d* de la définition de l'expression « dépense de formation admissible » prévue au premier alinéa, est réputé être un montant payé à titre de remboursement d'une aide par une corporation admissible dans une année d'imposition un montant qui, à la fois:

a) a réduit soit, par l'effet du paragraphe *a* de la définition de l'expression « dépense de formation admissible » prévue au premier

alinéa, le coût d'un plan de développement des ressources humaines, soit, par l'effet de l'article 1029.8.32, une dépense de formation admissible, aux fins de calculer le montant que la corporation admissible est réputée avoir payé au ministre pour une année d'imposition en vertu de l'article 1029.8.25;

b) n'a pas été reçu par la corporation admissible;

c) a cessé dans cette année d'imposition d'être un montant que la corporation admissible peut raisonnablement s'attendre à recevoir. »;

b) lorsque le sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 1029.8.22 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'une dépense de formation effectuée après le 14 mai 1992 et engagée avant le 21 mai 1993, ce sous-paragraphe *i* doit se lire comme suit:

« *i.* a réduit soit, par l'effet du paragraphe *a* de la définition de l'expression « dépense de formation admissible » prévue au premier alinéa, le coût d'un plan de développement des ressources humaines, soit, par l'effet de l'article 1029.8.32, une dépense de formation admissible ou la part d'une dépense de formation admissible, aux fins de calculer le montant que la corporation admissible ou qu'une corporation admissible membre de la société admissible, selon le cas, est réputée avoir payé au ministre pour une année d'imposition en vertu des articles 1029.8.25 ou 1029.8.25.1; ».

c. 1-3,
a. 1029.8.25.1,
mod.

320. 1. L'article 1029.8.25.1 de cette loi, édicté par l'article 115 du chapitre 19 des lois de 1993 et modifié par l'article 163 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Société

« **1029.8.25.1** Lorsqu'une société admissible effectue, à un moment donné, une dépense de formation admissible, chaque corporation admissible qui est membre de cette société tout au long de la période qui commence à ce moment donné et qui se termine à la fin d'un exercice financier de la société admissible au cours duquel cette dépense est effectuée et qui joint à sa déclaration fiscale qu'elle doit produire en vertu de l'article 1000, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, est réputée, sous réserve du deuxième alinéa, avoir payé au ministre le dernier jour de cette année, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 20 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée avant le 1^{er}

janvier 1995, et 10 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée après le 31 décembre 1994. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve des paragraphes 3 et 4, à l'égard d'une dépense de formation effectuée après le 14 mai 1992.

3. Lorsque le premier alinéa de l'article 1029.8.25.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'un montant qui représente la partie, engagée avant le 21 mai 1993, du coût d'un plan de formation, cet alinéa doit se lire comme suit :

Société

« **1029.8.25.1** Lorsqu'une société admissible effectue, à un moment donné, une dépense de formation admissible, chaque corporation admissible qui est membre de cette société tout au long de la période qui commence à ce moment donné et qui se termine à la fin d'un exercice financier de la société admissible au cours duquel cette dépense est effectuée et qui joint à sa déclaration fiscale qu'elle doit produire en vertu de l'article 1000, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, est réputée avoir payé au ministre, pour cette année d'imposition, en acompte sur son impôt à payer en vertu de la présente partie, un montant égal à l'ensemble des montants suivants :

a) lorsque cette dépense de formation admissible correspond au coût d'un plan de développement des ressources humaines, un montant égal à 30 % de sa part du montant de cette dépense si elle est effectuée avant le 1^{er} janvier 1995, et un montant égal à 20 % de sa part du montant de cette dépense si elle est effectuée après le 31 décembre 1994;

b) lorsque cette dépense de formation admissible correspond à une dépense autre qu'une dépense visée au paragraphe a, un montant égal à 20 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée avant le 1^{er} janvier 1995, et un montant égal à 10 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée après le 31 décembre 1994. ».

4. Lorsque le premier alinéa de l'article 1029.8.25.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'un montant qui représente la partie, engagée après le 20 mai 1993, du coût d'un plan de formation, mais avant le 17 décembre 1993, cet alinéa doit se lire comme suit :

Société

« **1029.8.25.1** Lorsqu'une société admissible effectue, à un moment donné, une dépense de formation admissible, chaque corporation admissible qui est membre de cette société tout au long de la période qui commence à ce moment donné et qui se termine à la fin d'un exercice financier de la société admissible au cours duquel cette dépense est effectuée et qui joint à sa déclaration fiscale qu'elle doit produire en vertu de l'article 1000, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, est réputée avoir payé au ministre, pour cette année d'imposition, en acompte sur son impôt à payer en vertu de la présente partie, un montant égal à 20 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée avant le 1^{er} janvier 1995, et 10 % de sa part du montant de cette dépense si l'activité de formation admissible à laquelle elle se rapporte est complétée après le 31 décembre 1994. ».

c. 1-3,
a. 1029.8.34,
mod.

321. 1. L'article 1029.8.34 de cette loi, modifié par l'article 122 du chapitre 19 des lois de 1993 et par l'article 167 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, des suivants :

Rembourse-
ment réputé
d'une aide.

« Pour l'application du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe *a* de la définition de l'expression « dépense de main-d'oeuvre admissible » prévue au premier alinéa, est réputé être un montant payé à titre de remboursement d'une aide par une corporation admissible dans une année d'imposition, conformément à une obligation juridique de ce faire, un montant qui, à la fois :

a) a réduit soit, par l'effet du paragraphe *e* du deuxième alinéa, une dépense de main-d'oeuvre de la corporation admissible, soit, par l'effet du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de la définition de l'expression « dépense de main-d'oeuvre admissible » prévue au premier alinéa, une dépense de main-d'oeuvre admissible de la corporation admissible, aux fins de calculer le montant que celle-ci est réputée avoir payé au ministre pour une année d'imposition en vertu de l'article 1029.8.35;

b) n'a pas été reçu par la corporation admissible;

c) a cessé dans cette année d'imposition d'être un montant que la corporation admissible peut raisonnablement s'attendre à recevoir.

Montant
réputé ne
pas être un
montant
d'aide

« Pour l'application du sous-paragraphe i du paragraphe *b* de la définition de l'expression « dépense de main-d'oeuvre admissible » prévue au premier alinéa, le montant d'une aide gouvernementale ou non gouvernementale qu'une corporation admissible est en droit de

recevoir dans une année d'imposition est réputé ne pas être un tel montant lorsque ce montant d'aide, à la fois :

a) réduirait, si ce n'était du présent alinéa, par l'effet de ce sous-paragraphe i, les frais de production engagés par la corporation admissible avant la fin de l'année, aux fins de calculer le montant que celle-ci est réputée avoir payé au ministre pour l'année d'imposition en vertu de l'article 1029.8.35;

b) n'a pas été reçu par la corporation admissible;

c) a cessé dans cette année d'imposition d'être un montant que la corporation admissible peut raisonnablement s'attendre à recevoir. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 1029.8.37,
rempl.

322. 1. L'article 1029.8.37 de cette loi est remplacé par le suivant :

« revenu
total »

« **1029.8.37** Dans la présente section, l'expression « revenu total » d'un particulier pour une année d'imposition désigne son revenu total, pour l'année, déterminé conformément au paragraphe c du premier alinéa de l'article 776.29. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 1029.8.44,
mod.

323. 1. L'article 1029.8.44 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a du deuxième alinéa par le suivant :

« a) le montant que le particulier déduit pour l'année en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe a de cet article, est réputé égal au montant que ce particulier pourrait déduire en vertu de ce paragraphe, pour l'année, si son conjoint pendant l'année n'avait aucun revenu pour cette année; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. I-3,
a. 1031.1, aj.

324. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1031, du suivant :

Choix d'une
fiducie de
payer l'excé-
dent en ver-
sements

« **1031.1** Malgré toute autre disposition de la présente partie, une fiducie dont l'année d'imposition comprend un jour déterminé à son égard en vertu de l'un des paragraphes a à c du premier alinéa de l'article 653 et qui doit payer pour cette année un impôt en vertu de la présente partie qui excède celui qu'elle aurait autrement eu à payer en l'absence de ces paragraphes, peut choisir, en la manière et

dans le délai prescrits, si elle fournit au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes pour le paiement d'un impôt dont le choix reporte l'échéance, de payer une partie ou la totalité de cet excédent en versements égaux, annuels et consécutifs, n'excédant pas dix, tel que spécifié dans son choix.

Premier versement

Le premier versement doit être fait au plus tard à la date à laquelle l'impôt aurait été à payer en l'absence du choix et chacun des versements subséquents doit être fait au plus tard au jour anniversaire de ce jour.

Paielement d'intérêt

Un intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q, chapitre M-31) doit être payé sur tout versement d'impôt ainsi fait pour la période qui s'étend de la date à laquelle l'impôt aurait été à payer en l'absence du choix, jusqu'au jour du paiement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1993.

c. I-3,
a. 1032, mod.

325. 1. L'article 1032 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Choix que peut faire le représentant légal d'un particulier décédé

« **1032.** Malgré toute disposition de la présente partie ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), le représentant légal du particulier visé aux articles 429, 433 à 436, 439 et 444.1 qui doit payer pour une année d'imposition un impôt qui excède celui qui aurait été à payer en l'absence de ces articles peut choisir en la manière et dans le délai prescrits, s'il fournit au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes, de payer une partie ou la totalité de cet excédent en versements égaux, annuels et consécutifs, n'excédant pas dix, tel que spécifié dans son choix et tout versement doit être fait aux conditions et au taux d'intérêt prévus à l'article 1031. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1992.

c. I-3,
a. 1044.1, ab.

326. 1. L'article 1044.1 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 1045, mod.

327. 1. L'article 1045 de cette loi, modifié par l'article 175 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Imputation
du rembour-
sement

« Pour l'application du premier alinéa, l'impôt impayé d'un particulier doit être diminué de tout remboursement auquel ce particulier a droit pour l'année en vertu de l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), de l'article 78 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) et de l'article 358 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1045.1, ab.

328. 1. L'article 1045.1 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 1053.1, ab.

329. 1. L'article 1053.1 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 décembre 1990.

c. I-3,
a. 1055.1, aj.

330. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1055, du suivant :

Choix lors
de l'exercice
ou de l'alié-
nation d'un
droit par le
représen-
tant légal

« **1055.1** Malgré toute autre disposition de la présente loi, lorsque le représentant légal d'un contribuable décédé, d'une part, exerce ou aliène, au cours de la première année d'imposition de la succession du contribuable, un droit d'acquérir des actions en vertu d'une convention à l'égard duquel le contribuable est réputé, en vertu de l'article 52.1, avoir reçu un avantage et, d'autre part, fait un choix en la manière et dans le délai prescrits, les règles suivantes s'appliquent :

a) le contribuable est réputé avoir subi, dans l'année de son décès, une perte provenant d'une charge ou d'un emploi égale à l'excédent de la valeur de l'avantage qu'il est réputé avoir reçu en vertu de l'article 52.1 à l'égard de ce droit, sur l'ensemble des montants suivants :

i. l'excédent de la valeur du droit immédiatement avant le moment de son exercice ou de son aliénation, sur le montant que le contribuable a payé pour l'acquérir ;

ii. lorsqu'un montant a été déduit, en vertu de l'article 725.2, dans le calcul du revenu imposable du contribuable pour l'année de son décès, relativement à l'avantage que le contribuable est réputé avoir reçu dans cette année en vertu de l'article 52.1 à l'égard de ce

droit, le quart de l'excédent de la valeur de l'avantage que le contribuable est réputé avoir reçu en vertu de l'article 52.1 à l'égard de ce droit, sur le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i;

b) la perte qui serait déterminée en vertu du paragraphe *a*, si ce paragraphe se lisait sans tenir compte du sous-paragraphe ii, doit être déduite dans le calcul, à un moment quelconque, du prix de base rajusté du droit pour la succession;

c) le paragraphe *a* ne s'applique que si le représentant légal produit, au plus tard à la date à laquelle il doit faire le choix prévu au présent article, une déclaration fiscale modifiée pour le contribuable pour l'année du décès de ce dernier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un décès qui survient après le 13 juillet 1990.

c. I-3,
a. 1060.1,
mod.

331. L'article 1060.1 de cette loi, modifié par l'article 341 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Restriction

« De même, un contribuable ne peut signifier un avis d'opposition à l'encontre d'une nouvelle cotisation ou d'une détermination faite en vertu de l'article 421.8, du sous-paragraphe i du sous-paragraphe *a.1* du paragraphe 2 de l'article 1010 ou des articles 1010.0.1, 1012, 1056.8 et 1079.16, sauf à l'égard des seuls montants visés par ces dispositions. ».

c. I-3,
a. 1066.2,
mod.

332. L'article 1066.2 de cette loi, édicté par l'article 342 du chapitre 16 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Restriction

« **1066.2** Malgré l'article 1066, un contribuable ne peut interjeter appel à l'encontre d'une nouvelle cotisation ou d'une détermination faite en vertu de l'article 421.8, du sous-paragraphe i du sous-paragraphe *a.1* du paragraphe 2 de l'article 1010 ou des articles 1010.0.1, 1012, 1056.8 et 1079.16, sauf à l'égard des seuls montants visés par ces dispositions. ».

c. I-3,
a. 1089, mod.

333. 1. L'article 1089 de cette loi, modifié par l'article 344 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *i* du premier alinéa par le suivant :

« *i*) les pertes provenant d'entreprises qu'il a exercées au Canada qui sont attribuables de la façon prescrite à un établissement au

Québec et celles provenant des fonctions d'une charge ou d'un emploi qu'il a exercées au Québec; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 1090, mod.

334. 1. L'article 1090 de cette loi, modifié par l'article 345 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *i* du premier alinéa par le suivant :

« *i*) les pertes provenant d'entreprises qu'il a exercées au Canada qui sont attribuables de la façon prescrite à un établissement au Canada et celles provenant des fonctions d'une charge ou d'un emploi qu'il a exercées au Canada; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1991.

c. I-3,
a. 1090.1,
remp.

335. 1. L'article 1090.1 de cette loi, édicté par l'article 346 du chapitre 16 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Particulier
ou corpora-
tion réputé
exercer une
entreprise
au Canada

« **1090.1** Pour l'application de la présente loi, lorsqu'un particulier visé à l'article 26, ou une corporation visée au premier alinéa de l'article 27, aliène dans une année d'imposition un bien visé au paragraphe *l* du premier alinéa des articles 1089 ou 1090, ce particulier ou cette corporation est réputé, à l'égard d'une telle aliénation, exercer une entreprise au Canada au cours de l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1990 à l'égard d'une aliénation effectuée après le 20 février 1990, à l'exception d'une telle aliénation effectuée conformément à une entente écrite conclue avant le 21 février 1990.

c. I-3,
a. 1103,
remp.
Déduction
des gains en
capital im-
posés

336. 1. L'article 1103 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1103.** Une corporation de placements peut, aux fins de calculer l'impôt prévu au paragraphe 1 de l'article 771 pour une année d'imposition, déduire de son revenu imposable pour l'année ses gains en capital imposés pour l'année. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1104.0.1,
aj.

337. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1104, du suivant :

« gains en
capital im-
posés »

« **1104.0.1** Dans le présent livre, l'expression « gains en capital imposés » d'une corporation pour une année d'imposition désigne

l'excédent de ses gains en capital imposables pour l'année provenant de l'aliénation de biens, sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles pour l'année provenant de l'aliénation de biens et du montant déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu de l'article 729. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1105, mod.

338. 1. L'article 1105 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Calcul de
l'ensemble
visé au para-
graphe *h* de
l'article 1104

« **1105.** L'ensemble auquel réfère le paragraphe *h* de l'article 1104 à l'égard de la corporation *y* visée est l'ensemble des montants suivants :

a) 66 2/3 % de l'excédent de son revenu imposable pour l'année sur ses gains en capital imposés pour l'année; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1106,
rempl.
Choix relatif
aux dividen-
des payables

339. 1. L'article 1106 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1106.** Lorsque, à un moment donné, un dividende devient payable par une corporation qui est une corporation de placements tout au long de l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir, de la manière prescrite, à l'égard du montant total du dividende, soit que les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent, soit que les règles prévues au troisième alinéa s'appliquent.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en premier lieu le premier alinéa sont les suivantes :

a) le dividende est réputé, dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation à ce moment, au sens des règlements, être un dividende à même les gains en capital payable sur le compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation ;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour

l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, cette immobilisation est réputée avoir été aliénée par lui dans l'année;

c) un choix fait par la corporation relativement à l'application des règles prévues au troisième alinéa à l'égard du dividende, est réputé ne pas avoir été fait.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en dernier lieu le premier alinéa sont les suivantes :

a) le dividende est réputé, dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital sur biens immeubles non admissibles de la corporation à ce moment, au sens des règlements, être un dividende à même les gains en capital payable sur le compte de dividendes à même les gains en capital sur biens immeubles non admissibles de la corporation;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, les règles suivantes s'appliquent :

i. cette immobilisation est réputée avoir été un bien immeuble non admissible du contribuable, au sens de l'article 726.6.1, aliéné par lui dans l'année;

ii. le gain admissible sur bien immeuble du contribuable pour l'année, au sens de l'article 726.6.1, provenant de l'aliénation de cette immobilisation est réputé nul. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1108, mod.

340. 1. L'article 1108 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

Définitions

« **1108.** Dans le présent livre, l'expression :

« corpora-
tion de place-
ments hypo-
thécaires »

a) « corporation de placements hypothécaires » a le sens que lui donnent les règlements; »;

2° par la suppression du paragraphe *b*;

« gains en
capital imposés admissibles »

3° par l'addition, après le paragraphe *b*, des suivants:

« c) « gains en capital imposés admissibles » d'une corporation de placements hypothécaires pour une année d'imposition désigne l'excédent de:

i. l'ensemble des montants suivants:

1° ses gains en capital imposables pour l'année provenant de l'aliénation de biens, autres que ses biens immeubles non admissibles;

2° l'ensemble des montants dont chacun représente le produit obtenu en multipliant son gain en capital imposable pour l'année provenant de l'aliénation d'un bien immeuble non admissible lui appartenant par le rapport qui existe entre, d'une part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par la corporation ou du mois de janvier 1972, et qui se termine au mois de février 1992 et, d'autre part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par la corporation ou du mois de janvier 1972, et qui se termine avec le mois au cours duquel le bien a été aliéné; sur

ii. l'ensemble des montants suivants:

1° ses pertes en capital admissibles pour l'année provenant de l'aliénation de biens, autres que ses biens immeubles non admissibles;

2° l'ensemble des montants dont chacun représente le produit obtenu en multipliant sa perte en capital admissible pour l'année provenant de l'aliénation d'un bien immeuble non admissible lui appartenant par le rapport qui existe entre, d'une part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par la corporation ou du mois de janvier 1972, et qui se termine au mois de février 1992 et, d'autre part, le nombre de mois compris dans la période qui commence au dernier en date du mois au cours duquel le bien a été acquis pour la dernière fois par la corporation ou du mois de janvier 1972, et qui se termine avec le mois au cours duquel le bien a été aliéné;

3° l'excédent de l'ensemble des montants déterminés à l'égard de la corporation pour l'année en vertu des sous-paragraphe 1° et 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe *d*, sur le montant déterminé à son égard pour l'année en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *d*;

« gains en capital imposés non admissibles »

« d) « gains en capital imposés non admissibles » d'une corporation de placements hypothécaires pour une année d'imposition désigne l'excédent de :

i. l'excédent de ses gains en capital imposables pour l'année provenant de l'aliénation de ses biens immeubles non admissibles, sur les montants déterminés à l'égard de ces aliénations en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe i du paragraphe c ; sur

ii. l'ensemble des montants suivants :

1° l'excédent de ses pertes en capital admissibles pour l'année provenant de l'aliénation de ses biens immeubles non admissibles, sur les montants déterminés à l'égard de ces aliénations en vertu du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe c ;

2° le montant déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu de l'article 729 ;

3° l'excédent de l'ensemble des montants déterminés à l'égard de la corporation pour l'année en vertu des sous-paragraphe 1° et 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe c, sur l'ensemble des montants déterminés à son égard pour l'année en vertu des sous-paragraphe 1° et 2° du sous-paragraphe i du paragraphe c ;

« bien immeuble non admissible »

« e) « bien immeuble non admissible » d'une corporation ou d'une fiducie, autre qu'une fiducie personnelle, désigne un bien aliéné par la corporation ou la fiducie après le 29 février 1992 et qui, au moment de l'aliénation, est l'un des biens suivants :

i. un bien immeuble ;

ii. une action du capital-actions d'une corporation dont la juste valeur marchande provient principalement d'un bien immeuble, autre qu'un bien immeuble qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant immédiatement ce moment alors que la corporation ou une corporation à laquelle elle est liée était propriétaire du bien, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant ce moment pendant laquelle la corporation ou une corporation à laquelle elle est liée était propriétaire du bien, principalement dans une entreprise admissible exploitée par la corporation ou par une corporation à laquelle elle est liée ;

iii. un intérêt dans une société ou une participation dans une fiducie, dont la juste valeur marchande provient principalement d'un bien immeuble, autre qu'un bien immeuble qui a été utilisé, tout au long soit de la partie de la période de 24 mois précédant

immédiatement ce moment alors que la société ou la fiducie était propriétaire du bien, soit de la totalité ou de la quasi-totalité de la période précédant ce moment pendant laquelle la société ou la fiducie était propriétaire du bien, principalement dans une entreprise admissible exploitée par une ou plusieurs personnes à titre de membres de la société ou par la fiducie;

iv. un intérêt dans un bien décrit à l'un des sous-paragraphes i à iii ou une option sur un tel bien. »;

4° par l'addition de l'alinéa suivant:

Entreprise
admissible
exploitée
par une per-
sonne

« Dans le paragraphe *e* du premier alinéa, une entreprise admissible exploitée par une personne à un moment quelconque désigne une entreprise exploitée par la personne à ce moment et qui n'est pas une entreprise, autre qu'une entreprise exploitée par une caisse d'épargne et de crédit ou une entreprise de location de biens qui ne sont pas des biens immeubles, dont le but principal est de tirer un revenu de biens, y compris un dividende, un intérêt, un loyer ou une redevance, sauf si la personne ou, lorsque la personne exploite l'entreprise à titre de membre d'une société, la société:

a) soit emploie, à ce moment, dans l'entreprise, plus de cinq particuliers à plein temps;

b) soit se fait fournir, à ce moment, dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise, des services d'ordre financier, d'administration, d'entretien, de gestion ou d'autres services semblables, et que la personne ou la société devrait normalement utiliser les services de plus de cinq employés à plein temps si ces services ne lui étaient pas ainsi fournis. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. 1-3,
a. 1113,
remp.
Choix relatif
aux dividen-
des versés

341. 1. L'article 1113 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **1113.** Lorsqu'un dividende est versé à un moment donné au cours de la période visée à l'article 1110, la corporation de placements hypothécaires peut choisir, de la manière prescrite, à l'égard du montant total du dividende, soit que les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent, soit que les règles prévues au troisième alinéa s'appliquent.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en premier lieu le premier alinéa sont les suivantes:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il ne dépasse pas l'excédent des :

i. $\frac{4}{3}$ des gains en capital imposés admissibles de la corporation pour l'année; sur

ii. l'ensemble des dividendes et des parties de dividendes que la corporation a versés au cours de la période et avant le moment donné et qui sont réputés être des dividendes à même les gains en capital en vertu du présent paragraphe;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, cette immobilisation est réputée avoir été aliénée par lui dans l'année;

c) un choix fait par la corporation relativement à l'application des règles prévues au troisième alinéa à l'égard du dividende est réputé ne pas avoir été fait.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en dernier lieu le premier alinéa sont les suivantes :

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il ne dépasse pas l'excédent des :

i. $\frac{4}{3}$ des gains en capital imposés non admissibles de la corporation pour l'année; sur

ii. l'ensemble des dividendes et des parties de dividendes que la corporation a versés au cours de la période et avant le moment donné et qui sont réputés être des dividendes à même les gains en capital en vertu du présent paragraphe;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, les règles suivantes s'appliquent :

i. cette immobilisation est réputée avoir été un bien immeuble non admissible du contribuable, au sens de l'article 726.6.1, aliéné par lui dans l'année;

ii. le gain admissible sur bien immeuble du contribuable pour l'année, au sens de l'article 726.6.1, provenant de l'aliénation de cette immobilisation est réputé nul. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. 1-3,
a. 1116,
remp.
Choix relatif
aux dividen-
des payables

342. 1. L'article 1116 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1116.** Lorsque, à un moment donné, un dividende devient payable par une corporation qui est une corporation de fonds mutuels tout au long de l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir, de la manière prescrite, à l'égard du montant total du dividende, soit que les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent, soit que les règles prévues au troisième alinéa s'appliquent.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en premier lieu le premier alinéa sont les suivantes :

a) le dividende est réputé, dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation à ce moment, au sens des règlements, être un dividende à même les gains en capital payable sur le compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, cette immobilisation est réputée avoir été aliénée par lui dans l'année;

c) un choix fait par la corporation relativement à l'application des règles prévues au troisième alinéa à l'égard du dividende est réputé ne pas avoir été fait.

Règles appli-
cables

Les règles auxquelles réfère en dernier lieu le premier alinéa sont les suivantes :

a) le dividende est réputé, dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital sur biens immeubles

non admissibles de la corporation à ce moment, au sens des règlements, être un dividende à même les gains en capital payable sur le compte de dividendes à même les gains en capital sur biens immeubles non admissibles de la corporation;

b) malgré toute autre disposition de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable au titre du dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation, et, pour l'application du titre VI.5 du livre IV de la partie I, les règles suivantes s'appliquent :

i. cette immobilisation est réputée avoir été un bien immeuble non admissible du contribuable, au sens de l'article 726.6.1, aliéné par lui dans l'année;

ii. le gain admissible sur bien immeuble du contribuable pour l'année, au sens de l'article 726.6.1, provenant de l'aliénation de cette immobilisation est réputé nul. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

c. I-3,
a. 1129.3,
texte fran-
çais, remp.

Montant
d'aide
réputé rem-
boursé

343. 1. L'article 1129.3 de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant :

« **1129.3** L'impôt qu'une corporation paie, à un moment quelconque d'une année d'imposition, au ministre en vertu de la présente partie relativement à un bien, est réputé, pour l'application de la partie I, à l'exception de l'article 1029.8.34, être un montant d'aide remboursé par elle à ce moment à l'égard du bien conformément à une obligation juridique de rembourser en totalité ou en partie ce montant d'aide. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 19 décembre 1990.

c. I-3,
a. 1129.28,
mod.

344. 1. L'article 1129.28 de cette loi, édicté par l'article 191 du chapitre 64 des lois de 1993, est modifié par la suppression de la définition de l'expression « immeuble ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. I-3,
a. 1129.28.1,
aj.

345. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1129.28, édicté par l'article 191 du chapitre 64 des lois de 1993, du suivant :

« immeuble »

« **1129.28.1** Dans la présente partie, lorsqu'il y a transfert, à la fois, d'un immeuble corporel et de meubles qui sont, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'immeuble, sans perdre leur individualité et sans y être incorporés, et qui, dans l'immeuble, servent à l'exploitation d'une entreprise ou à la poursuite d'activités, l'expression « immeuble » vise l'ensemble formé par l'immeuble et les meubles. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3,
a. 1129.29,
rempl.

346. 1. L'article 1129.29 de cette loi, édicté par l'article 191 du chapitre 64 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Assujettisse-
ment et mon-
tant du droit
supplétif

« **1129.29** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation est acquis par une personne ou un groupe de personnes, qu'un immeuble a été transféré à cette corporation dans les 24 mois précédant ce moment, que ce transfert est exonéré du paiement du droit de mutation en vertu de l'article 19 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) et que l'on peut raisonnablement considérer que le transfert de cet immeuble a été effectué en prévision de l'acquisition du contrôle de la corporation par la personne ou le groupe de personnes, la corporation doit payer au ministre, dans les 30 jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, un droit supplétif égal à 125 % du montant du droit de mutation qui aurait été exigible par suite du transfert, si cet article 19 n'avait pas été applicable à l'égard de ce transfert et, dans le cas où le transfert n'a pas été inscrit, s'il avait été inscrit. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3,
a. 1159.8,
mod.

347. 1. L'article 1159.8 de cette loi, édicté par l'article 148 du chapitre 19 des lois de 1993, est modifié, dans le deuxième alinéa :

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) dans le cas d'une succession ou d'une fiducie, par le liquidateur de succession ou le fiduciaire, au plus tard le dernier jour de février de l'année suivante; »;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) dans le cas de toute autre personne, par cette personne ou, si elle est incapable de produire la déclaration pour une raison quelconque, par son conseiller, curateur, tuteur ou autre représentant légal, y compris le curateur public, au plus tard le dernier jour de février de l'année suivante; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1992.

c. 1-3,
a. 1166,
texte fran-
çais, mod.

348. L'article 1166 de cette loi, remplacé par l'article 150 du chapitre 19 des lois de 1993, est modifié, dans le texte français du premier alinéa:

1° par le remplacement de la définition de l'expression « contribution » par la suivante:

« contribu-
tion »

« « contribution » comprend une cotisation, un acompte sur prime, un droit d'entrée et toute autre compensation à l'égard d'un régime d'avantages sociaux non assurés; »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* de la définition de l'expression « prime » par le suivant:

« *b*) un acompte sur prime, une cotisation, un droit d'entrée, une contribution de membre, et toute autre compensation donnée pour bénéficier d'un contrat d'assurance; ».

c. 1-3,
a. 1176, mod.

349. 1. L'article 1176 de cette loi, modifié par l'article 205 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« contribu-
able »

« *b*) « contribuable » désigne toute personne ou fiducie qui fait des opérations forestières au Québec et comprend, selon le cas, leurs liquidateurs de succession, fiduciaires et agents; ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. 1-3, texte
français,
modifica-
tions d'ordre
terminologi-
que

350. Cette loi est modifiée, dans le texte français, par le remplacement du mot « étudiant » par le mot « élève » et du mot « étudiants » par le mot « élèves », selon le cas, dans la partie de l'article 337 qui précède le paragraphe *a*, dans le deuxième alinéa de l'article 347, dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 3 de l'article 348, dans l'article 349, dans le deuxième alinéa de l'article 752.0.3, dans le paragraphe *g* de la définition de l'expression « total des dons de charité » prévue à l'article 752.0.10.1, dans l'intitulé du titre II de la partie II, dans la partie de l'article 1092 qui précède le paragraphe *a* et dans les paragraphes *a* et *b* de l'article 1093.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

c. M-31,
a. 14.0.1, aj.

351. 1. La Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifiée par l'insertion, après l'article 14, du suivant :

Responsabi-
lité du
séquestre

« **14.0.1** Malgré le cinquième alinéa de l'article 14, lorsque le contrevenant est un séquestre au sens de l'article 310 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1), celui-ci n'est pas personnellement responsable des montants payables ou à verser par lui à ce titre pour une autre personne en vertu de cette loi pour une période de déclaration postérieure à celle au cours de laquelle a eu lieu la distribution. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un séquestre nommé ou investi de pouvoirs après 1992.

c. M-31,
a. 14.8, aj.

352. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 14.7, du suivant :

Application
des articles
14.4 à 14.7

« **14.8** Pour l'application des articles 14.4 à 14.7, les règles prévues à l'article 2.2.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. M-31,
a. 35.3, texte
anglais,
remp.

353. 1. L'article 35.3 de cette loi, remplacé par l'article 156 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé, dans le texte anglais, par le suivant :

Retention of
documents

« **35.3** Any person contemplated in this division who fails, in respect of a taxation year, to file a fiscal return in prescribed form and within the time prescribed in section 1000 or 1159.8 of the Taxation Act (R.S.Q., chapter I-3) shall keep the registers, books of account and vouchers relating to that year for six years after the date he has filed his return for that year. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1992.

c. M-31,
a. 59.0.1, ab.

354. 1. L'article 59.0.1 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 décembre 1990.

c. M-31,
a. 69, mod.

355. L'article 69 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

la mesure où ce paragraphe réfère à un montant admissible en déduction en vertu des articles 924, 926 ou 928 de cette loi, soit du paragraphe *c* de cet article 339 dans la mesure où ce paragraphe réfère à un montant admissible en déduction en vertu de l'article 952.1 de cette loi, soit des paragraphes *d*, *d.1*, *d.2* ou *f* de cet article 339, soit des articles 961.20 ou 961.21 de cette loi; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année 1993.

LOI SUR LE REMBOURSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS

c. R-20.1,
a. 1, mod.

359. 1. L'article 1 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1), modifié par l'article 228 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *a*.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. R-20.1,
a. 1.0.1, aj.

360. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

Conjoint

« **1.0.1** Dans la présente loi et les règlements, toute référence au conjoint d'une personne donnée pendant une année doit s'interpréter comme si les règles prévues à l'article 2.2.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) s'appliquaient, compte tenu des adaptations nécessaires, à la présente loi. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

c. R-20.1,
a. 1.2, aj.

361. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

Détermina-
tion de rési-
dence

« **1.2** L'application de la présente loi ne peut être modifiée par l'article 77 du Code civil du Québec aux fins de déterminer si une personne réside ou non au Québec, au Canada ou ailleurs. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. R-20.1,
a. 5, mod.

362. 1. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Propriétaires,
locataires ou
sous-locataires

« **5.** Les personnes mentionnées à l'article 2 ne sont propriétaires, locataires ou sous-locataires du logement qu'elles habitent que si elles en sont des propriétaires dont les droits sont inscrits au bureau de la publicité des droits ou des locataires ou sous-locataires responsables du paiement du loyer. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

Communication de renseignements dans le cas de procédures judiciaires

« Malgré toute autre loi, dans le cas de procédures judiciaires, à l'exclusion de celles de droit criminel et de celles ayant trait à l'administration et à l'application d'une loi du Canada qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit, aucun fonctionnaire ne peut être assigné ni n'est autorisé à témoigner relativement à un renseignement visé au premier alinéa ou à produire un document renfermant un tel renseignement ou un document obtenu ou écrit ou établi par le ministre ou en son nom pour l'application d'une loi fiscale. ».

c. M-31,
a. 94.5, mod.

356. 1. L'article 94.5 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Calcul du montant

« Le remboursement visé au premier alinéa est, pour une année, égal à l'ensemble des montants que le particulier estime avoir droit de recevoir à ce titre pour cette année en vertu de l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), de l'article 78 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) et de l'article 358 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1992.

LOI SUR LA RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

c. R-5,
a. 33.1, aj.

357. 1. La Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant :

Détermination de résidence

« **33.1** L'application de la présente section et des règlements ne peut être modifiée par l'article 77 du Code civil du Québec aux fins de déterminer si une personne réside ou non au Québec, au Canada ou ailleurs. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1994.

c. R-5,
a. 34.1.4,
mod.

358. 1. L'article 34.1.4 de cette loi, édicté par l'article 222 du chapitre 64 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe b par le suivant :

« ii. tout montant déduit dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en raison soit des sous-paragraphe a à b, d, d.1 ou f à j du paragraphe 1 de l'article 336 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), soit du paragraphe b de l'article 339 de cette loi dans

c. R-20.1,
a. 10.2, mod.

363. 1. L'article 10.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) le montant que la personne visée à l'article 2 déduit en vertu de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour cette année, est réputé égal au montant qu'elle pourrait déduire en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour l'année, si son conjoint pendant l'année n'avait aucun revenu pour cette année;».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

c. T-0.1, a. 1,
mod.

364. 1. L'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1), modifié par l'article 167 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la définition des expressions «*acquéreur*» et «*activité commerciale*» par les définitions suivantes:

«*acquéreur*» «*acquéreur*» d'une fourniture d'un bien ou d'un service signifie:

1° dans le cas où une contrepartie pour la fourniture est payable en vertu d'une convention relative à la fourniture, la personne qui est tenue de payer cette contrepartie en vertu de la convention;

2° dans le cas où le paragraphe 1° ne s'applique pas et qu'une contrepartie est payable pour la fourniture, la personne qui est tenue de payer cette contrepartie;

3° dans le cas où aucune contrepartie n'est payable pour la fourniture:

a) dans le cas de la fourniture d'un bien par vente, la personne à qui le bien est délivré ou mis à la disposition;

b) dans le cas de la fourniture d'un bien autrement que par vente, la personne à qui la possession ou l'utilisation du bien est accordée ou mise à la disposition;

c) dans le cas de la fourniture d'un service, la personne à qui le service est rendu;

en outre, toute référence à une personne à qui une fourniture est effectuée doit être lue comme une référence à l'acquéreur de la fourniture;

« activité
commer-
ciale »

« « activité commerciale » d'une personne signifie :

1° une entreprise exploitée par la personne, autre qu'une entreprise exploitée sans expectative raisonnable de profit par un particulier ou par une société dont tous les membres sont des particuliers, sauf dans la mesure où l'entreprise implique la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

2° un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial de la personne, autre qu'un projet ou une affaire exercé sans expectative raisonnable de profit par un particulier ou par une société dont tous les membres sont des particuliers, sauf dans la mesure où le projet ou l'affaire implique la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

3° la réalisation d'une fourniture, autre qu'une fourniture exonérée, par la personne d'un immeuble de la personne, incluant ce qui est fait par la personne dans le cadre de la réalisation de la fourniture ou en relation avec la réalisation de celle-ci; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « administration hospitalière » par la définition suivante :

« administra-
tion hospita-
lière »

« « administration hospitalière » signifie un établissement public, au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5), qui exploite un centre hospitalier, ou une institution ou la partie d'une institution qui administre un hôpital public situé au Québec désignée par le ministre du Revenu national comme administration hospitalière; »;

3° par l'insertion, après la définition de l'expression « caisse de crédit », de la définition suivante :

« centre de
congrès »

« « centre de congrès » signifie l'immeuble acquis par louage, licence ou accord semblable par le promoteur ou l'organisateur d'un congrès pour utilisation exclusive comme lieu du congrès; »;

4° par l'insertion, après la définition de l'expression « collège public », des définitions suivantes :

« congrès »

« « congrès » signifie une réunion ou une assemblée officielle qui n'est pas ouverte au grand public mais ne comprend pas une réunion ou une assemblée dont l'objet principal consiste, selon le cas :

1° à offrir des attractions, des divertissements ou des distractions de tout genre;

2° à tenir des concours ou à mener des jeux de hasard;

3° à permettre à l'instigateur du congrès ou aux congressistes de réaliser des affaires:

a) soit dans le cadre d'une foire commerciale ouverte au grand public;

b) soit autrement que dans le cadre d'une foire commerciale;

« congrès étranger »

« congrès étranger » signifie un congrès où, à la fois:

1° il est raisonnable de s'attendre, au moment où le promoteur du congrès établit le montant exigé à titre de contrepartie du droit d'entrée au congrès, à ce qu'au moins 75 % de ces droits soient fournis à des personnes qui ne résident pas au Canada;

2° le promoteur du congrès est une organisation dont le siège social est situé à l'extérieur du Canada ou, si l'organisation n'a pas de siège social, dont le membre ou la majorité des membres, ayant la gestion et le contrôle de l'organisation, ne résident pas au Canada; »;

5° dans la définition de l'expression « constructeur »:

a) par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° dans le cas d'une maison mobile ou d'une maison flottante, effectue la fourniture de la maison avant qu'elle ne soit utilisée ou occupée par un particulier à titre de résidence; »;

b) dans le paragraphe 4°:

i. par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit:

« 4° acquiert un droit dans l'immeuble d'habitation en vue principalement soit d'effectuer une ou plusieurs fournitures par vente de la totalité ou de parties de cet immeuble ou de droits dans celui-ci, soit d'effectuer une ou plusieurs fournitures par louage, licence ou accord semblable de la totalité ou de parties de cet immeuble à des personnes autres que des particuliers qui acquièrent l'immeuble d'habitation ou une partie de celui-ci autrement que dans le cadre d'une entreprise, d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial, alors que: »;

ii. par le remplacement du sous-paragraphe b par le suivant:

« b) dans tous les cas, l'immeuble d'habitation n'a pas été occupé par un particulier à titre de résidence ou d'hébergement; »;

c) par le remplacement des paragraphes 5° à 7° par les suivants :

« 5° dans tous les cas, est réputée être un constructeur de l'immeuble d'habitation, en vertu de l'article 220;

toutefois, l'expression « constructeur » exclut :

« 6° un particulier visé au paragraphe 1°, 2° ou 4° qui autrement que dans le cadre d'une entreprise, d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial :

a) soit réalise la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation;

b) soit engage une autre personne pour réaliser la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation pour lui-même;

c) soit acquiert l'immeuble d'habitation ou un droit dans celui-ci;

« 7° un particulier visé au paragraphe 3° qui effectue la fourniture d'une maison mobile ou d'une maison flottante autrement que dans le cadre d'une entreprise, d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial; »;

d) par l'addition du paragraphe suivant :

« 8° une personne visée à l'un des paragraphes 1° à 3° dont le seul droit dans l'immeuble d'habitation consiste en un droit de l'acheter, ou d'acheter un droit dans celui-ci, d'un constructeur de l'immeuble d'habitation; »;

6° par l'insertion, après la définition de l'expression « constructeur », des définitions suivantes :

« contre-
partie »

« « contrepartie » comprend un montant qui est payable pour une fourniture par effet de la loi;

« coopéra-
tive »

« « coopérative » signifie une coopérative d'habitation ou une corporation coopérative au sens du paragraphe 2 de l'article 136 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

« coopéra-
tive d'habita-
tion »

« « coopérative d'habitation » signifie une corporation constituée par une loi du Québec, d'une autre province, des Territoires du Nord-Ouest, du territoire du Yukon ou du Canada, ou en vertu d'une telle loi, pourvoyant à sa constitution ou ayant trait à la constitution de coopératives, dans le but d'effectuer la fourniture par louage, licence ou accord semblable d'habitations à ses membres en vue de leur occupation à titre de résidence pour des particuliers dans le cas où, à la fois :

1° la loi en vertu de laquelle ou par laquelle elle est constituée, sa charte, ses statuts constitutifs ou ses règlements, ou les contrats avec ses membres exigent que les activités de la corporation couvrent autant que possible ses frais après la constitution de réserves raisonnables et laissent entrevoir la possibilité que les excédents résultant de ses activités seront distribués entre ses membres en proportion de leur apport;

2° aucun de ses membres, à l'exception d'autres coopératives, n'a plus qu'une voix dans la conduite des affaires de la corporation;

3° au moins 90 % de ses membres sont des particuliers ou d'autres coopératives et au moins 90 % de ses parts sociales sont détenues par telles personnes; »;

7° par le remplacement de la définition de l'expression « droit d'adhésion » par la définition suivante:

« droit
d'adhésion »

« « droit d'adhésion » comprend un droit conféré par une personne donnée qui autorise une autre personne à recevoir des services fournis par la personne donnée ou à utiliser des installations gérées par cette dernière et qui ne sont pas mises à la disposition d'une personne qui n'est pas titulaire d'un tel droit ou, si elles le sont, elles ne le sont pas dans la même mesure ou au même coût; il comprend également un tel droit qui est conditionnel à l'acquisition ou à la propriété d'une action, d'une obligation, d'une débenture ou d'un autre titre; »;

8° par l'insertion, après la définition de l'expression « effet financier » de la définition suivante:

« employeur »

« « employeur », relativement à un cadre, signifie la personne qui lui verse une rémunération; »;

9° par l'insertion, après la définition de l'expression « entreprise », de la définition suivante:

« entreprise
de taxis »

« « entreprise de taxis » signifie une entreprise exploitée au Québec qui consiste à transporter des passagers par taxi à des prix réglementés par la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1); »;

10° par l'insertion, après la définition de l'expression « facture », de la définition suivante:

« fédération
de sociétés
mutuelles
d'assurance »

« « fédération de sociétés mutuelles d'assurance » signifie une corporation dont chaque membre est une corporation d'assurance

mutuelle qui en vertu d'une loi du Québec est tenu d'être membre de la corporation mais ne comprend pas une corporation dont l'objet principal, selon le cas :

1° est lié à l'assurance automobile ;

2° consiste à indemniser les réclamants et les titulaires de polices d'assurance contre des assureurs insolvables ;

3° consiste à établir et à gérer un fonds de garantie, un fonds de liquidité, un fonds d'entraide ou un autre fonds semblable pour le bénéfice de ses membres ainsi qu'à procurer une aide financière eu égard aux pertes subies lors de la liquidation ou de la dissolution de ses membres ; » ;

11° par le remplacement de la définition de l'expression « fonds réservé » par la définition suivante :

« fonds
réservé »

« « fonds réservé » d'un assureur signifie un groupe déterminé de biens détenus à l'égard de polices d'assurance dont la totalité ou une partie des provisions varie en fonction de la juste valeur marchande des biens ; » ;

12° par l'insertion, après la définition de l'expression « fourniture exonérée », de la définition suivante :

« fournitures
liées à un
congrès »

« « fournitures liées à un congrès » signifie les biens ou les services acquis, ou apportés au Québec, par une personne exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture par celle-ci dans le cadre d'un congrès, à l'exclusion des biens et des services suivants :

1° les services de transport, autres qu'un service nolisé acquis par la personne uniquement dans le but de transporter les congressistes entre tout centre de congrès, leur lieu d'hébergement ou les terminaux ;

2° la nourriture, les boissons ou les divertissements ;

3° les biens ou les services fournis à la personne en vertu d'un contrat pour un service de traiteur ;

4° les biens ou les services fournis par la personne dans le cadre du congrès pour une contrepartie distincte de la contrepartie du droit d'entrée au congrès, à moins que l'acquéreur de la fourniture acquiert le bien ou le service exclusivement pour consommation ou utilisation dans le cadre de la promotion, au congrès, de son entreprise ou de biens ou de services fournis par lui ; » ;

13° par le remplacement de la définition de l'expression «fourniture taxable» par la définition suivante:

«fourniture
taxable»

« «fourniture taxable» signifie une fourniture qui est effectuée dans le cadre d'une activité commerciale, mais ne comprend pas une fourniture non taxable; »;

14° par le remplacement de la définition de l'expression «habitation» par la définition suivante:

«habitation»

« «habitation» signifie la totalité ou une partie d'un logement en copropriété, d'une maison individuelle, jumelée ou en rangée, d'une maison mobile, d'une maison flottante, d'un appartement, d'une chambre ou d'une suite dans une auberge, un hôtel, un motel, une pension, une résidence pour étudiants, pour personnes âgées, pour personnes handicapées ou pour autres particuliers ou la totalité ou une partie de tout autre local semblable, qui:

1° est occupée par un particulier à titre de résidence ou d'hébergement;

2° est fournie par louage, licence ou accord semblable pour être occupée à titre de résidence ou d'hébergement pour des particuliers;

3° est vacante mais dont la dernière occupation ou fourniture était à titre de résidence ou d'hébergement pour des particuliers;

4° n'a jamais été utilisée ou occupée à quelque titre mais est destinée à être utilisée à titre de résidence ou d'hébergement pour des particuliers; »;

15° dans la définition de l'expression «immeuble d'habitation»:

a) par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe a du paragraphe 1° par ce qui suit:

«immeuble
d'habitation»

« «immeuble d'habitation» signifie:

1° la partie d'un bâtiment dans laquelle se trouvent une ou plusieurs habitations, ainsi que: »;

b) par le remplacement de ce qui suit la partie du paragraphe 3°, qui suit le point-virgule du sous-paragraphe b, par ce qui suit:

«4° une maison mobile ainsi que ses dépendances et, si elle est fixée à un fonds de terre, sauf un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel, en vue de son utilisation et de sa jouissance à titre de résidence pour des particuliers, le fonds de terre sous-jacent

ou contigu à la maison qui lui est attribuable et qui est raisonnablement nécessaire à cette fin;

5° une maison flottante;

toutefois, l'expression «immeuble d'habitation» exclut:

6° la totalité ou une partie d'un bâtiment qui est une auberge, un hôtel, un motel, une pension ou un autre local semblable, ou du fonds de terre ou des dépendances relatifs au bâtiment ou à une partie de celui-ci dans le cas où, à la fois:

a) le bâtiment ou une partie de celui-ci n'est pas visé au paragraphe 3°;

b) la totalité ou la presque totalité des fournitures par louage, licence ou accord semblable d'habitations dans le bâtiment ou une partie de celui-ci sont effectuées ou sont censées être effectuées pour des périodes de moins de 60 jours;»;

16° par le remplacement de la définition de l'expression «inscrit» par la définition suivante:

« inscrit » « « inscrit » signifie une personne qui est inscrite, ou qui est tenue de l'être, en vertu de la section I du chapitre VIII; »;

17° dans la définition de l'expression «institution financière désignée», par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° une personne dont l'entreprise principale consiste à agir à titre de courtier ou de négociateur en effets financiers ou en argent, ou à titre de vendeur de tels effets ou d'argent; »;

18° par le remplacement de la définition de l'expression «logement provisoire» par la définition suivante:

« logement provisoire » « « logement provisoire » signifie un immeuble d'habitation ou une habitation fourni par louage, licence ou accord semblable pour être occupé à titre de résidence ou d'hébergement par un particulier, dans le cas où l'immeuble d'habitation ou l'habitation est occupé par le même particulier pour une période de moins d'un mois; »;

19° par l'insertion, après la définition de l'expression «logement provisoire», de la définition suivante:

« maison flottante » « « maison flottante » signifie une construction constituée d'une plate-forme flottante et d'un bâtiment fixé de façon permanente à celle-ci et conçue pour être occupée à titre de résidence pour des particuliers, à l'exclusion d'un appareil ou du mobilier, non intégré et

vendu avec celle-ci, ou d'une construction munie d'un moyen de propulsion ou qui peut facilement en être munie; une maison flottante, une tenure à bail ou un autre droit de propriété dans celle-ci, n'est pas un bien meuble mais un immeuble; »;

20° par le remplacement de la définition de l'expression « maison mobile » par la définition suivante:

« maison
mobile »

« « maison mobile » signifie une unité d'au moins trois mètres de largeur et huit mètres de longueur, équipée d'installations complètes de chauffage, d'électricité et de plomberie et conçue pour être remorquée sur son propre châssis sur roues jusqu'à un emplacement pour y être placée sur des fondations et raccordée à des installations de service et pour être occupée à des fins résidentielles, à l'exclusion d'un appareil ou du mobilier, non intégré et vendu avec celle-ci, d'une caravane, d'une autocaravane, d'une tente-caravane ou de tout autre véhicule destiné à un usage récréatif; une maison mobile, une tenure à bail ou un autre droit de propriété dans celle-ci, n'est pas un bien meuble mais un immeuble; »;

21° par l'insertion, après la définition de l'expression « maison mobile », de la définition suivante:

« messenger »

« « messenger » a le sens que lui donne le paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada); »;

22° par le remplacement de la définition de l'expression « note de crédit » par la définition suivante:

« note de
crédit »

« « note de crédit » signifie une note de crédit émise en vertu de l'article 449; »;

23° par l'insertion, après la définition de l'expression « note de crédit », des définitions suivantes:

« note de
débit »

« « note de débit » signifie une note de débit émise en vertu de l'article 449; »;

« organisa-
teur »

« « organisateur » d'un congrès signifie la personne qui acquiert un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès et qui organise le congrès pour une autre personne qui en est le promoteur; »;

24° par le remplacement de la définition de l'expression « organisme sans but lucratif » par la définition suivante:

« organisme
sans but
lucratif »

« « organisme sans but lucratif » signifie une personne, sauf un particulier, une succession, une fiducie, un organisme de bienfaisance,

une municipalité ou un gouvernement qui est constituée et administrée exclusivement à des fins non lucratives et dont aucun revenu n'est payable à un propriétaire, à un membre ou à un actionnaire ou ne peut autrement être disponible pour servir à leur profit personnel, sauf si l'un de ces derniers est un club ou une association ayant comme principal objectif la promotion du sport amateur au Canada;»;

25° par le remplacement de la définition de l'expression «période de déclaration» par la définition suivante:

« période de
déclaration »

« «période de déclaration» d'une personne signifie la période de déclaration de la personne déterminée en vertu des articles 458.6 à 467; »;

26° dans la définition de l'expression «police d'assurance», par l'addition de l'alinéa suivant:

« toutefois, l'expression «police d'assurance» exclut une garantie à l'égard de la qualité, du bon état ou du bon fonctionnement d'un bien corporel, dans le cas où la garantie est fournie à une personne qui acquiert le bien autrement que pour revente; »;

27° par l'insertion, après la définition de l'expression «police d'assurance» de la définition suivante:

« promoteur »

« «promoteur» d'un congrès signifie la personne qui en est l'instigatrice et qui fournit les droits d'entrée à celui-ci; »;

28° dans la définition de l'expression «régime de placement», par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° par le suivant:

« *a*) un régime de pension agréé; »;

29° par l'insertion, après la définition de l'expression «régime de placement», de la définition suivante:

« regroupe-
ment de
sociétés
mutuelles
d'assurance »

« «regroupement de sociétés mutuelles d'assurance» signifie un groupe qui est constitué, à la fois:

1° d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance et de ses membres;

2° dans le cas où les membres de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance sont les seuls investisseurs d'un fonds de placement, de ce fonds;

3° dans le cas où il existe une corporation de réassurance mutuelle dont chaque membre est un membre de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance qui n'a pas le droit d'obtenir de réassurance de toute autre corporation de réassurance, de cette corporation de réassurance mutuelle; »;

30° par l'insertion, après la définition de l'expression « ristourne » de la définition suivante:

« salarié » « « salarié » comprend un cadre; »;

31° par le remplacement de la définition de l'expression « service » par la définition suivante:

« service » « « service » signifie tout ce qui n'est pas un bien, ni de l'argent, ni tout ce qui est fourni à un employeur par une personne qui est son salarié, ou qui accepte de le devenir, dans le cadre de la charge ou de l'emploi de la personne ou relativement à cette charge ou à cet emploi; »;

32° dans la définition de l'expression « service financier »:

a) par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

« 6° le paiement ou la réception d'argent à titre d'avantages, de capital, de dividendes, sauf les ristournes, d'intérêts ou de tout paiement ou réception d'argent semblable à l'égard d'un effet financier; »;

b) par l'insertion, après le paragraphe 6°, du suivant:

« 6.1° le paiement ou la réception d'un montant en règlement final ou partiel d'une réclamation effectuée en vertu d'une police d'assurance; »;

c) par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

« 10° le service d'enquête et de recommandation relatif au versement d'une prestation accordée en règlement d'une réclamation en vertu d'une police d'assurance dans le cas où le service est fourni par un assureur ou une autre personne qui, sauf dans le cas d'une réclamation en vertu d'une police d'assurance maritime, est titulaire d'un permis, émis en vertu de la législation du Québec, d'une autre province, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon, l'autorisant à rendre un tel service; »;

d) par l'insertion, après le paragraphe 10°, du suivant:

«10.1° le service qui consiste à remettre à une personne qui fournit un service visé au paragraphe 10° à l'égard d'un bien, une évaluation du dommage causé au bien ou, dans le cas de la perte du bien, de la valeur de celui-ci, si le fournisseur de l'évaluation examine le bien ou, dans le cas de la perte du bien, le dernier endroit connu où était situé le bien avant la perte;»;

e) par le remplacement du paragraphe 16° par le suivant:

«16° les services de conseil, autres qu'un service visé aux paragraphes 10° ou 10.1°;»;

f) par l'insertion, après le paragraphe 18°, du suivant:

«18.1° le fait de prendre des mesures en vue du transfert de la propriété des parts d'une coopérative d'habitation;»;

33° par l'insertion, après la définition de l'expression «taxe», des définitions suivantes:

«terrain de
caravanning»

« «terrain de caravanning» d'une personne signifie une parcelle de fonds de terre dont elle est propriétaire ou locataire et qui est constituée exclusivement:

1° d'un ou de plusieurs emplacements dont chacun est fourni ou est destiné à être fourni par la personne par louage, licence ou accord semblable au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou au possesseur d'une maison mobile, d'une caravane, d'une autocaravane ou de tout véhicule semblable situé sur l'emplacement ou qui doit y être situé;

2° d'autres fonds de terre qui sont raisonnablement nécessaires:

a) soit à l'utilisation et à la jouissance des emplacements par des particuliers qui:

i. résident dans des maisons mobiles, des caravanes, des autocaravanes ou des véhicules semblables situés sur ces emplacements ou qui doivent y être situés;

ii. occupent des maisons mobiles, des caravanes, des autocaravanes ou des véhicules semblables situés sur ces emplacements ou qui doivent y être situés;

b) soit à l'exploitation de l'entreprise qui consiste à fournir les emplacements par louage, licence ou accord semblable;

«terrain de
caravanning
résidentiel»

« «terrain de caravanning résidentiel» d'une personne signifie:

1° le fonds de terre qui est compris dans un terrain de caravanning de la personne ou, dans le cas où celle-ci a deux ou plusieurs terrains de caravanning qui sont immédiatement contigus l'un à l'autre, le fonds de terre qui est compris dans ces terrains de caravanning contigus, ainsi que les bâtiments, les installations fixes et les autres dépendances du fonds de terre qui sont raisonnablement nécessaires :

a) soit à l'utilisation et à la jouissance des emplacements dans les terrains de caravanning par des particuliers qui :

i. résident dans des maisons mobiles, des caravanes, des autocaravanes ou des véhicules semblables situés sur ces emplacements ou qui doivent y être situés ;

ii. occupent des maisons mobiles, des caravanes, des autocaravanes ou des véhicules semblables situés sur ces emplacements ou qui doivent y être situés ;

b) soit à l'exploitation de l'entreprise qui consiste à fournir ces emplacements par louage, licence ou accord semblable ;

toutefois, l'expression « terrain de caravanning résidentiel » exclut un fonds de terre et des dépendances ou toute partie de ceux-ci à moins que le fonds de terre ne compte au moins deux emplacements et à la fois :

2° la totalité ou la presque totalité des emplacements dans les terrains de caravanning sont fournis ou sont destinés à être fournis par louage, licence ou accord semblable, selon le cas :

a) pour une période d'au moins un mois dans le cas d'une maison mobile ou d'une autre habitation ;

b) pour une période d'au moins douze mois dans le cas d'une caravane, d'une autocaravane ou de tout véhicule semblable qui n'est pas une habitation ;

3° si les emplacements étaient occupés par des maisons mobiles, ils se prêteraient à une utilisation par des particuliers à titre de résidence tout au long de l'année ; » ;

34° par l'insertion, après la définition de l'expression « titre de participation », de la définition suivante :

« transporteur »

« « transporteur » signifie une personne qui fournit un service de transport de marchandises au sens de l'article 193 ; ».

2. Pour l'application du paragraphe 1 à la période du 1^{er} juillet 1992 au 28 février 1994, la référence à la Loi sur la taxe de vente du

Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) doit être lue comme une référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67).

3. Le paragraphe 1 s'applique:

a) quant à son paragraphe 1°:

i. à compter du 1^{er} juillet 1992, à l'égard de la définition de l'expression «acquéreur» qu'il édicte;

ii. à compter du 1^{er} octobre 1992, à l'égard de la définition de l'expression «activité commerciale» qu'il édicte;

b) quant à ses paragraphes 2° à 4°, 6° à 12°, 14°, 16° à 25°, 27° à 31°, 33° et 34°, à compter du 1^{er} juillet 1992;

c) quant à son paragraphe 5°, à compter du 1^{er} juillet 1992 sauf quant au sous-paragraphe i du sous-paragraphe b qui s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993;

d) quant à son paragraphe 13°, à compter du 1^{er} octobre 1992;

e) quant à son paragraphe 15°, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, le paragraphe 6° de la définition de l'expression «immeuble d'habitation» que le paragraphe 1 édicte doit se lire comme suit:

«6° toute partie d'un bâtiment ou du terrain ou des dépendances relatifs à un bâtiment dans le cas où, à la fois:

a) le bâtiment comprend une auberge, un hôtel, un motel, une pension ou un autre local semblable;

b) le bâtiment n'est pas visé au paragraphe 3°;

c) la totalité ou la presque totalité des fournitures par louage, licence ou accord semblable d'habitations dans le bâtiment sont effectuées ou sont censées être effectuées pour des périodes de moins de 60 jours;»;

f) quant à son paragraphe 26°:

i. à compter du 1^{er} juillet 1992, pour les garanties fournies à l'égard de biens meubles;

ii. à compter du 1^{er} janvier 1993, pour les garanties fournies à l'égard d'immeubles;

g) quant à son paragraphe 32°:

i. à compter du 15 septembre 1992 à l'égard des paragraphes 6° et 6.1° de la définition de l'expression « service financier » qu'il édicte;

ii. à compter du 1^{er} juillet 1992 à l'égard des paragraphes 10°, 10.1° et 16° de la définition de cette expression qu'il édicte; toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992:

A) ce paragraphe 10.1° doit se lire comme suit:

« 10.1° le service qui consiste à remettre à une personne qui fournit un service visé au paragraphe 10° à l'égard d'un bien, une évaluation du dommage causé au bien, sauf une perte; »;

B) dans le cas où, dans le cadre de l'exercice d'une profession, un actuaire, un avocat, un comptable ou un notaire fournit, avant le 1^{er} octobre 1992, un service visé à ce paragraphe 10.1°, la taxe est réputée ne pas avoir été payable à l'égard de la fourniture et, dans le cas où aucun montant n'a été exigé ou perçu avant le 1^{er} octobre 1992 par le fournisseur au titre de la taxe à l'égard de la fourniture, celle-ci est réputée être une fourniture exonérée;

iii. à compter du 30 septembre 1992 à l'égard du paragraphe 18.1° de cette définition qu'il édicte, sauf que ce paragraphe ne s'applique pas aux services relatifs au fait de prendre des mesures en vue du transfert des parts dans le cas où les services sont fournis en vertu d'une convention écrite conclue le ou avant le 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 12.1, aj.

365. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

Lieu de résidence de corporations de transport international

« **12.1** Sous réserve de l'article 12, dans le cas où, en vertu de l'article 11.1.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), une corporation est réputée, pour l'application de cette loi, résider dans un pays autre que le Canada pendant toute son année d'imposition et ne résider au Canada à aucun moment de celle-ci, la corporation est réputée résider dans cet autre pays pendant toute l'année et ne résider au Canada à aucun moment de celle-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
titre I, chap.
II, section I,
intitulé, aj.

366. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I du chapitre II du titre I, du suivant:

« § 1. — *Fourniture taxable effectuée au Québec* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 16, mod.

367. 1. L'article 16 de cette loi, modifié par l'article 168 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Taux de
taxation de
4 %

« Malgré le premier alinéa, le taux de la taxe est de 4 % à l'égard de:

1° la fourniture effectuée par le titulaire d'un permis de taxi qui consiste à confier l'exploitation et la garde d'un taxi à l'acquéreur de la fourniture;

2° la fourniture d'un bien meuble incorporel, d'un immeuble ou d'un service, autre que:

a) la fourniture d'un service de téléphone;

b) la fourniture d'une télécommunication ou d'un service de télécommunication à l'égard de laquelle la taxe prévue par la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4) s'appliquerait si ce n'était de l'article 14 de cette loi. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1, inti-
tulé, aj.

368. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, de l'intitulé suivant:

« § 2. — *Apport au Québec d'un bien corporel* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 17.4 à
17.6 et inti-
tulé, aj.

369. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17.3, de ce qui suit:

Exception —
congrès —
étranger

« **17.4** Malgré l'article 17, aucune taxe n'est payable à l'égard d'un bien corporel apporté au Québec pour consommation, utilisation ou fourniture à titre de fournitures liées à un congrès dans le cas où le bien est apporté soit par le promoteur d'un congrès étranger, soit par l'organisateur d'un tel congrès qui n'est pas inscrit en vertu de la section I du chapitre VIII.

Rembourse-
ment pour
un bien
retourné

« **17.5** Sous réserve de l'article 404, une personne a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée en vertu de l'article 17 à l'égard de l'apport au Québec d'un bien corporel qui provient de l'extérieur du Canada si les conditions suivantes sont satisfaites:

1° la taxe a été payée par la personne à l'égard du bien qu'elle avait acquis en consignation, sur approbation ou selon d'autres modalités semblables;

2° le bien est, dans les soixante jours suivant son dédouanement au sens de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada) mais avant qu'il ne soit utilisé ou consommé autrement qu'à l'essai, expédié hors du Québec par la personne afin de le retourner au fournisseur et n'est pas endommagé entre son dédouanement et son expédition;

3° dans les quatre ans suivant le paiement de la taxe, la personne produit au ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une demande de remboursement de la taxe.

Rembourse-
ment pour
un bien
retourné

« **17.6** Sous réserve de l'article 404, une personne a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée en vertu de l'article 17 à l'égard de l'apport au Québec d'un bien corporel qui provient du Canada hors du Québec si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° la taxe a été payée par la personne à l'égard du bien qu'elle avait acquis en consignation, sur approbation ou selon d'autres modalités semblables;

2° le bien est, dans les soixante jours suivant son apport au Québec mais avant qu'il ne soit utilisé ou consommé autrement qu'à l'essai, expédié hors du Québec par la personne afin de le retourner au fournisseur et n'est pas endommagé entre son apport et son expédition;

3° dans les quatre ans suivant le paiement de la taxe, la personne produit au ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une demande de remboursement de la taxe.

« § 3. — *Fourniture taxable d'un bien meuble incorporel ou d'un service effectuée hors du Québec* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 18, mod.

370. 1. L'article 18 de cette loi, modifié par l'article 171 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Fourniture
taxable
effectuée
hors du
Québec

« **18.** Tout acquéreur d'une fourniture taxable, à l'exception d'une fourniture détaxée, doit payer au ministre une taxe à l'égard de la fourniture calculée au taux prévu au deuxième alinéa sur la valeur de la contrepartie de la fourniture si la fourniture est, selon le cas :

1° une fourniture, autre qu'une fourniture prescrite, d'un service effectuée hors du Québec à une personne qui réside au Québec, autre que la fourniture d'un service qui est, selon le cas :

a) acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre d'activités commerciales de la personne ou d'activités qui sont exercées par la personne exclusivement hors du Québec et qui ne font pas partie d'une entreprise, d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial exercé par elle au Québec;

b) consommé par un particulier exclusivement hors du Québec, autre qu'un service de formation dont la fourniture est effectuée à une personne qui n'est pas un consommateur;

c) à l'égard d'un immeuble situé hors du Québec;

d) un service – autre qu'un service de dépôt et de garde des titres de cette personne ou d'un service qui consiste à agir à titre de prête-nom relativement à ces titres – à l'égard d'un bien meuble corporel qui est, selon le cas :

i. situé hors du Québec au moment où le service est exécuté;

ii. expédié hors du Québec dans un délai raisonnable après l'exécution du service, compte tenu des circonstances entourant l'expédition hors du Québec, et qui n'est pas consommé, utilisé ou fourni au Québec entre le moment où le service est exécuté et celui où le bien est expédié hors du Québec;

e) un service de transport;

f) un service rendu en relation avec une instance criminelle, civile ou administrative tenue hors du Québec, à l'exception d'un service rendu avant le début d'une telle instance;

2° une fourniture, autre qu'une fourniture prescrite, d'un bien meuble incorporel effectuée hors du Québec à une personne qui réside au Québec, autre que la fourniture d'un bien qui, selon le cas :

a) est acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre d'activités commerciales de la personne ou d'activités qui sont exercées par la personne exclusivement hors du Québec et qui ne font pas partie d'une entreprise, d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial exercé par la personne au Québec;

b) ne peut être utilisé au Québec;

c) se rapporte à un immeuble situé hors du Québec, à un service qui doit être exécuté entièrement hors du Québec ou à un bien meuble corporel situé hors du Québec. »;

2° par la suppression du troisième alinéa.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux fournitures dont la contrepartie est payée ou devient due après le 30 septembre 1992, sauf celles dont la contrepartie est payée ou devient due avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 21, mod.

371. 1. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

Fourniture
réputée
effectuée au
Québec

«**21.** Sous réserve des articles 23 et 24.2, une fourniture est réputée effectuée au Québec si: ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992 à l'égard d'une fourniture effectuée durant cette période, le renvoi dans l'article 21 de cette loi qu'il édicte à l'article 23, doit être lu comme un renvoi aux articles 23 et 24.

c. T-0.1,
a. 22.1, aj.

372. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22, du suivant:

Maison
mobile et
maison flot-
tante

«**22.1** Pour l'application des articles 21 et 22, une maison flottante et une maison mobile qui n'est pas fixée à un fonds de terre sont réputées être des biens meubles corporels et ne pas être des immeubles. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 24, ab.

373. 1. L'article 24 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux fournitures effectuées après 1992. Toutefois, la partie qui précède le paragraphe 1° de l'article 24 de cette loi qu'il abroge doit se lire comme suit pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992 à l'égard d'une fourniture effectuée durant cette période:

Fourniture
effectuée
par une per-
sonne ne
résidant pas
au Québec

«**24.** La fourniture d'un bien meuble corporel effectuée par une personne inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII et qui ne réside pas au Québec est réputée effectuée au Québec si, à la fois: ».

c. T-0.1,
aa. 24.1 et
24.2, aj.

374. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, des suivants:

Fourniture
d'un bien
meuble cor-
porel pres-
crit envoyé
par courrier
ou messenger

«**24.1** Malgré les articles 22 et 23, la fourniture d'un bien meuble corporel prescrit effectuée par une personne qui est inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII est réputée effectuée au Québec si le bien est envoyé, par courrier ou messenger, à l'acquéreur de la fourniture à une adresse au Québec.

Service de
transport de
marchandi-
ses

«**24.2** La fourniture d'un service de transport de marchandises à l'égard du transport d'un bien meuble corporel d'un endroit au Canada hors du Québec à un endroit au Québec est réputée effectuée hors du Québec. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique :

a) aux fournitures effectuées après le 31 décembre 1992, quant à l'article 24.1 de cette loi qu'il édicte ;

b) à compter du 1^{er} juillet 1992, quant à l'article 24.2 de cette loi qu'il édicte.

c. T-0.1,
titre I,
chap. II,
section II,
s.-section 1,
s.-section
III, intitulé,
aj.

375. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la sous-section III de la sous-section 1 de la section II du chapitre II du titre I de l'intitulé suivant :

« 1. — *Généralités* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 26, mod.

376. 1. L'article 26 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe 3^o par le suivant :

« 3^o la valeur de la contrepartie de cette fourniture est réputée égale à la juste valeur marchande de la fourniture au moment du transfert du bien ou de la prestation du service ; » ;

2^o par l'addition du paragraphe suivant :

« 4^o la contrepartie de cette fourniture est réputée être devenue due et avoir été payée par l'établissement stable auquel le bien a été transféré ou le service a été rendu – appelé « acquéreur » dans le présent paragraphe – à l'autre établissement stable à la fin de l'année d'imposition de l'acquéreur durant laquelle le bien a été transféré ou le service a été rendu. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le paragraphe 3^o de l'article 26 de cette loi qu'il édicte ne s'applique qu'aux biens transférés et aux services rendus après le 14 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 31, remp.

377. 1. L'article 31 de cette loi est remplacé par le suivant :

Fourniture
combinée
d'immeubles

« **31.** Dans le cas où la fourniture d'un immeuble comprend la délivrance d'un bien visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa et d'un bien visé au paragraphe 2° de cet alinéa, les règles suivantes s'appliquent :

1° le bien visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa et le bien visé au paragraphe 2° de cet alinéa sont réputés être des biens distincts ;

2° la délivrance du bien visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa et celle du bien visé au paragraphe 2° de cet alinéa sont réputées constituer des fournitures distinctes ;

3° aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

Biens visés

Les biens auxquels réfère le premier alinéa sont :

1° un immeuble d'habitation ou un fonds de terre, un bâtiment ou une partie de celui-ci qui fait partie ou qui est raisonnablement censé faire partie d'un immeuble d'habitation ;

2° un autre immeuble qui ne fait pas partie, et qui n'est pas raisonnablement censé faire partie, d'un immeuble d'habitation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 31.1, aj.

378. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31, du suivant :

Fourniture
par louage,
licence ou
accord sem-
blable et
intervalle de
location

« **31.1** Dans le cas où la fourniture d'un bien donné visé à l'article 99 est effectuée par louage, licence ou accord semblable, les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent si, à la fois :

1° la fourniture est effectuée pour une période durant laquelle le locataire ou tout sous-locataire effectue, ou détient le bien donné dans le but d'effectuer, une ou plusieurs fournitures visées aux paragraphes 1° et 2° de l'article 99 ;

2° la fourniture est effectuée pour une contrepartie qui comprend deux ou plusieurs paiements périodiques qui sont imputables à des intervalles successifs – appelés « intervalle de location » dans le présent article et dans l'article 99 – de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien donné est offerte en vertu de l'accord.

Présomp-
tions

Les règles auxquelles réfère le premier alinéa sont les suivantes :

1° le fournisseur est réputé avoir effectué, et le locataire est réputé avoir reçu, une fourniture distincte du bien donné pour chaque intervalle de location;

2° le paiement périodique qui est imputable à un intervalle de location donné est réputé être une contrepartie payable à l'égard de la fourniture distincte du bien donné pour l'intervalle de location donné ou, dans le cas où l'article 31 s'applique au bien qui comprend le bien donné, la partie du paiement périodique qui peut raisonnablement être imputée au bien donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 32, remp.

Fourniture
par vente
d'un immeu-
ble d'habita-
tion à loge-
ments multi-
ples et d'une
adjonction

379. 1. L'article 32 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **32.** Dans le cas où un constructeur d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples effectue la fourniture par vente de l'immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci qui, en faisant abstraction du présent article, serait une fourniture taxable et qui, en faisant abstraction de la construction de l'adjonction, serait une fourniture exonérée visée à l'article 97, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'adjonction et le reste de l'immeuble d'habitation sont réputés être des biens distincts;

2° la vente de l'adjonction ou d'un droit dans celle-ci et celle du reste de l'immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci sont réputées constituer des fournitures distinctes;

3° aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 32.1, aj.

Fourniture
d'un terrain
de carava-
ning résiden-
tiel et d'une
superficie
additionnelle

380. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant :

« **32.1** Dans le cas où une personne qui a augmenté la superficie du fonds de terre comprise dans son terrain de caravanning résidentiel — appelée « superficie additionnelle » dans le présent article — effectue la fourniture du terrain ou d'un droit dans celui-ci qui, en faisant abstraction du présent article, serait une fourniture taxable et qui, en faisant abstraction de la superficie additionnelle, serait une fourniture exonérée visée à l'article 97.3, les règles suivantes s'appliquent :

1° la superficie additionnelle et le reste du terrain sont réputés être des biens distincts;

2° la vente de la superficie additionnelle ou d'un droit dans celle-ci et celle du reste du terrain ou d'un droit dans celui-ci sont réputées constituer des fournitures distinctes;

3° aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, l'article 32.1 de cette loi qu'il édicte ne s'applique pas à la fourniture d'un terrain de caravanning résidentiel ou d'un droit dans celui-ci effectuée en vertu d'une convention écrite conclue avant le 6 novembre 1991.

c. T-0.1,
a. 34.2, remp.

331. 1. L'article 34.2 de cette loi, édicté par l'article 175 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Restriction
relative au
rembourse-
ment de la
taxe sur les
intrants

« **34.2** L'article 34 ne s'applique pas afin de déterminer le remboursement auquel a droit un organisme en vertu des articles 386 ou 386.1 à l'égard du bien ou du service ainsi que de l'autre bien ou de l'autre service visés à l'article 34, dans le cas où, en faisant abstraction de cet article, l'organisme s'il était un inscrit ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants relativement à l'autre bien ou à l'autre service en raison de l'article 206.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 34.4, aj.

332. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34.3, du suivant:

Exception

« **34.4** Malgré l'article 34, le deuxième alinéa s'applique dans le cas où, à la fois:

1° un droit d'entrée à un congrès est fourni avec de la nourriture, des boissons ou des divertissements pour une contrepartie unique;

2° il est raisonnable de considérer que la délivrance de la nourriture, des boissons ou des divertissements est accessoire à la délivrance du droit d'entrée;

3° l'acquéreur du droit d'entrée est tenu d'acquérir la nourriture, les boissons ou les divertissements.

Présomption

La nourriture, les boissons ou les divertissements sont réputés faire partie du droit d'entrée ainsi fourni. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 35, mod.

333. 1. L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Services
financiers
dans une
fourniture
mixte

«**35.** Dans le cas où une institution financière désignée fournit un ou plusieurs services financiers avec un ou plusieurs services non financiers, ou avec des biens qui ne sont pas des immobilisations de celle-ci, pour une contrepartie unique, la fourniture de chacun des services et des biens est réputée constituer la fourniture d'un service financier si, à la fois :

1° les services financiers sont liés aux autres services ou aux autres biens, selon le cas ;

2° la pratique habituelle de l'institution financière désignée est de fournir ces services ou des services semblables, ou ces biens et ces services ou des biens et des services semblables, ensemble dans le cours normal de son entreprise ;

3° le montant qui représenterait la contrepartie du service financier, s'il avait été fourni séparément, est supérieur à la moitié du montant qui représenterait la contrepartie du service ou du bien, s'il avait été fourni séparément. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux fournitures effectuées après le 14 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 36, remp.

384. 1. L'article 36 de cette loi est remplacé par le suivant :

Fourniture
d'un titre
conditionnel
à l'obtention
d'un droit

«**36.** Dans le cas où une personne effectue la fourniture d'une action, d'une obligation, d'une débenture ou d'un autre titre qui fait partie du capital-actions ou de la dette d'un organisme donné et que la propriété de ce titre par l'acquéreur de la fourniture est une condition pour l'obtention, par l'acquéreur ou une autre personne, d'un droit d'adhésion ou d'un droit d'acquiescer un droit d'adhésion dans l'organisme donné ou dans un autre organisme qui est lié à l'organisme donné, la fourniture de ce titre est réputée constituer la fourniture d'un droit d'adhésion et ne pas constituer la fourniture d'un service financier.

Part d'une
caisse de cré-
dit ou d'une
coopérative

Une part d'une caisse de crédit ou d'une coopérative dont l'objet principal n'est pas de fournir des installations pour les loisirs, les sports ou les repas ne constitue pas un titre visé au premier alinéa. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 37 et 38,
ab.

385. 1. Les articles 37 et 38 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 39.1 et
39.2, aj.

386. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, des suivants :

«nourriture»

«**39.1** Pour l'application de l'article 39.2, l'expression «nourriture» signifie:

1° des grains, des graines ou des semences visés au paragraphe 2° de l'article 178 et utilisés comme nourriture pour le bétail qui est habituellement élevé ou gardé pour être utilisé comme aliments destinés à la consommation humaine ou pour produire de tels aliments ou de la laine;

2° la nourriture qui constitue un aliment complet, un complément, un macro-prémélange ou un micro-prémélange dont la fourniture en vrac en quantité d'au moins 20 kilogrammes constituerait une fourniture détaxée.

Fourniture
dans un parc
d'engrais-
sement

«**39.2** Dans le cas où, dans le cadre de l'exploitation d'un parc d'engraisement qui constitue une entreprise agricole au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), une personne effectue la fourniture d'un service et que la contrepartie de la fourniture – appelée «montant total» dans le présent article – comprend un montant donné qui est identifié sur la facture ou sur la convention écrite relative à la fourniture comme étant attribuable à la nourriture, les règles suivantes s'appliquent:

1° la délivrance de la nourriture est réputée être une fourniture distincte de la fourniture du service et ne pas être accessoire à la délivrance d'un autre bien ou à la prestation d'un autre service;

2° la partie, qui n'excède pas 90 %, du montant total qui est raisonnablement attribuable à la nourriture et qui est incluse dans le montant donné est réputée être la contrepartie de la fourniture de la nourriture;

3° la différence entre le montant total et la contrepartie de la fourniture de la nourriture est réputée être la contrepartie de la fourniture du service. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 40 et 41,
remp.

387. 1. Les articles 40 et 41 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Fourniture
de droits
relatifs à
des res-
sources natu-
relles

«**40.** La fourniture des droits suivants est réputée ne pas constituer une fourniture:

1° un droit d'exploitation de gisements minéraux, de tourbières, de gisements de tourbe, de ressources forestières, de ressources halieutiques ou de ressources en eau;

2° un droit d'exploration relatif aux gisements, aux tourbières ou aux ressources visés au paragraphe 1°;

3° un droit d'accès ou d'utilisateur relatif à un droit visé au paragraphe 1° ou 2°;

4° un droit à un montant calculé en fonction de la production des gisements, des tourbières ou des ressources visés au paragraphe 1°, incluant les bénéfices, ou un droit à un montant calculé en fonction de la valeur de leur production.

Frais ou redevances

De plus, la contrepartie payée ou due, ou les frais ou les redevances exigés ou réservés, à l'égard d'un droit visé au premier alinéa sont réputés ne pas être une contrepartie pour le droit.

Exception

«**41.** L'article 40 ne s'applique pas à la fourniture d'un droit de prendre ou d'extraire des produits forestiers, des produits qui poussent dans l'eau, des produits de la pêche, des minéraux ou de la tourbe ni à un droit d'accès ou d'utilisateur relatif à ces produits, à ces minéraux ou à cette tourbe, si la fourniture est effectuée:

1° soit à un consommateur;

2° soit à une personne qui n'est pas un inscrit et qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise qui consiste à effectuer la fourniture de ces produits, de ces minéraux ou de cette tourbe à des consommateurs. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 41.1 à
41.6, aj.

388. 1. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 41, de la sous-section suivante:

«2. — *Mandataire*

Fourniture effectuée par un inscrit pour le compte d'une personne qui n'est pas tenue de percevoir la taxe

«**41.1** Dans le cas où un inscrit – appelé «mandataire» dans le présent article – agissant à titre de mandataire d'une personne – appelée «mandant» dans le présent article – dans le cadre d'une activité commerciale du mandataire, effectue une fourniture, autre qu'une fourniture non taxable, d'un bien meuble, autrement que par vente aux enchères, pour le compte du mandant, que le mandant n'est pas tenu de percevoir la taxe à l'égard de la fourniture et que le mandataire ne dévoile pas par écrit à l'acquéreur de la fourniture qu'il effectue la fourniture pour le compte d'une autre personne qui n'est pas tenue de percevoir la taxe à l'égard de la fourniture, les règles suivantes s'appliquent:

1° le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

2° le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

3° le mandataire est réputé ne pas avoir effectué au mandant la fourniture d'un service relatif à la fourniture à l'acquéreur;

4° dans le cas où, à un ou plusieurs moments, le mandataire verse au mandant, ou porte à son crédit, un montant au titre de la fourniture à l'acquéreur, le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien au mandataire, et le mandataire est réputé avoir reçu cette fourniture du mandant, pour une contrepartie payée au premier en date de ces moments, égale:

a) dans le cas où le taux de la taxe applicable à l'égard de la fourniture du bien est de 8 %, au montant déterminé selon la formule suivante:

$$(A - B/2) \times 1,08;$$

b) dans le cas où le taux de la taxe applicable à l'égard de la fourniture du bien est de 4 %, au montant déterminé selon la formule suivante:

$$(A - B) \times 1,04.$$

Application

Pour l'application de ces formules:

1° la lettre A représente la contrepartie de la fourniture du bien effectuée à l'acquéreur;

2° la lettre B représente la contrepartie qui serait déterminée à l'égard de la fourniture du service relatif à la fourniture à l'acquéreur qui serait effectuée par le mandataire au mandant si ce n'était du présent article et du paragraphe 1.1 de l'article 177 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada).

Fourniture effectuée par un encanteur pour le compte d'une personne qui n'est pas tenue de percevoir la taxe

«**41.2** Dans le cas où un inscrit – appelé «encanteur» dans le présent article – agissant à titre d'encanteur et de mandataire pour une autre personne – appelée «mandant» dans le présent article – dans le cadre d'une activité commerciale de l'encanteur, effectue pour le compte du mandant une fourniture par vente aux enchères, autre qu'une fourniture non taxable, d'un bien meuble et que le mandant n'est pas tenu de percevoir la taxe à l'égard de la fourniture, les règles suivantes s'appliquent:

1° la fourniture est réputée avoir été effectuée par l'encanteur et non par le mandant;

2° dans le cas où, à un ou plusieurs moments, l'encanteur verse au mandant, ou porte à son crédit, un montant au titre de la fourniture à l'acquéreur, le mandant est réputé avoir effectué la fourniture du bien à l'encanteur, et celui-ci est réputé avoir reçu cette fourniture du mandant, pour une contrepartie payée, au premier en date de ces moments, égale au total de la contrepartie de la fourniture à l'acquéreur et de la taxe payable par l'acquéreur à l'égard de cette fourniture.

Restriction

«**41.3** Les articles 41.1 et 41.2 ne s'appliquent pas à l'égard d'une fourniture à l'acquéreur:

1° d'un bien visé à l'article 20.1;

2° d'un bien à l'égard duquel un acquéreur ne peut demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1.

Fourniture
réputée
effectuée à
un inscrit
d'un bien
meuble cor-
porel d'occa-
sion

«**41.4** Dans le cas où un inscrit effectue la fourniture d'un bien meuble pour le compte d'une personne dans des circonstances où il est réputé, en vertu des articles 41.1 ou 41.2, avoir reçu une fourniture du bien par la personne et avoir payé une contrepartie égale au montant déterminé en vertu du paragraphe 4° de l'article 41.1 ou en vertu du paragraphe 2° de l'article 41.2, les règles suivantes s'appliquent:

1° pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V:

a) le bien est réputé être un bien meuble corporel d'occasion;

b) dans le cas d'un bien meuble incorporel, les adaptations nécessaires doivent être effectuées quant à la fraction de taxe et au taux de la taxe applicables;

2° la sous-section 3 de la section II du chapitre V ne s'applique pas à la fourniture réputée avoir été reçue par l'inscrit à moins que l'inscrit ne remette à la personne, ou ne porte à son crédit, un montant au titre de la fourniture du bien effectuée pour le compte de la personne égal à:

a) dans le cas où l'article 41.2 s'applique, l'excédent du montant déterminé en vertu du paragraphe 2° de cet article sur le total de la contrepartie pour la fourniture effectuée par l'inscrit à la personne d'un service relatif à la fourniture du bien effectuée pour le compte

de la personne et de la taxe payable par la personne à l'égard de la fourniture de ce service;

b) dans le cas où l'article 41.1 s'applique, le montant déterminé selon la formule suivante:

$$A - (B \times 1,04).$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le total de la contrepartie de la fourniture du bien effectuée à l'acquéreur et de la taxe payable par l'acquéreur;

2° la lettre B représente la contrepartie qui serait déterminée à l'égard de la fourniture du service relatif à la fourniture à l'acquéreur qui serait effectuée par le mandataire au mandant si ce n'était du paragraphe 1.1 de l'article 177 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada).

Fourniture
à l'inscrit
réputée
effectuée de
la même
manière

«**41.5** Pour l'application de la présente sous-section, dans le cas où un inscrit effectue une fourniture par vente ou par quelque autre manière que ce soit d'un bien pour le compte d'une personne, toute fourniture du bien qui est, par suite de cette fourniture, réputée en vertu de la présente sous-section avoir été effectuée par la personne à l'inscrit est réputée avoir été effectuée de la même manière.

Fourniture
d'un bien
meuble
incorporel
pour le
compte d'un
artiste

«**41.6** Dans le cas où un inscrit prescrit, dans le cadre d'une activité commerciale, effectue la fourniture d'un bien meuble incorporel pour le compte d'une autre personne relativement à l'oeuvre d'un écrivain, d'un exécutant, d'un peintre, d'un sculpteur ou d'un autre artiste, les règles suivantes s'appliquent, sauf en ce qui concerne les articles 294 à 297:

1° l'autre personne est réputée ne pas avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

2° l'inscrit est réputé avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

3° l'inscrit est réputé ne pas avoir effectué à l'autre personne la fourniture d'un service relatif à la fourniture à l'acquéreur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, à l'égard des fournitures effectuées avant le 1^{er} janvier 1993, l'article 41.1 de cette loi qu'il édicte doit se lire comme suit:

Fourniture
effectuée
par un ins-
crit pour le
compte
d'une per-
sonne qui
n'est pas
tenue de per-
cevoir la
taxe

«**41.1** Dans le cas où, à un moment quelconque, un inscrit – appelé « mandataire » dans le présent article – agissant à titre de

mandataire d'une autre personne qui n'est pas un inscrit – appelée « mandant » dans le présent article – dans le cadre d'une activité commerciale du mandataire, effectue une fourniture, autre qu'une fourniture non taxable, autrement que par vente aux enchères, d'un bien meuble pour le compte du mandant à un acquéreur à qui il ne dévoile pas par écrit qu'il effectue la fourniture pour le compte d'une autre personne qui n'est pas un inscrit, les règles suivantes s'appliquent :

1° le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

2° le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture à l'acquéreur;

3° le mandataire est réputé ne pas avoir effectué au mandant la fourniture d'un service relatif à la fourniture à l'acquéreur;

4° le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien au mandataire et celui-ci est réputé avoir reçu cette fourniture du mandant, pour une contrepartie payée à ce moment, égale :

a) dans le cas où le taux de la taxe applicable à l'égard de la fourniture du bien est de 8 %, au montant déterminé selon la formule suivante :

$$(A - B/2) \times 1,08;$$

b) dans le cas où le taux de la taxe applicable à l'égard de la fourniture du bien est de 4 %, au montant déterminé selon la formule suivante :

$$(A - B) \times 1,04.$$

Application

Pour l'application de ces formules :

1° la lettre A représente la contrepartie de la fourniture du bien effectuée à l'acquéreur;

2° la lettre B représente la contrepartie qui serait déterminée à l'égard de la fourniture du service relatif à la fourniture à l'acquéreur qui serait effectuée par le mandataire au mandant si ce n'était du présent article et du paragraphe 1.1 de l'article 177 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada). ».

c. T-0.1,
a. 42, ab.

389. 1. L'article 42 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992. Toutefois, le paragraphe 1^o de l'article 42 de cette loi qu'il abroge doit se lire comme suit pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, sauf aux fins du calcul d'un montant demandé ou mentionné dans une déclaration en vertu du chapitre VIII du titre I qui a été produite avant le 1^{er} octobre 1992:

« 1^o dans le cadre d'une activité commerciale visée au paragraphe 1^o ou 2^o de la définition de l'expression « activité commerciale » ; ».

c. T-0.1,
aa. 42.1 à
42.6, aj.

390. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 42, des suivants:

Fourniture
d'un bien
meuble répu-
tée être
effectuée
dans le
cadre d'une
activité com-
merciale

« **42.1** Une personne est réputée avoir effectué la fourniture d'un bien meuble dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci si elle effectue la fourniture, à l'exception d'une fourniture exonérée, du bien et que, selon le cas:

1^o la personne a acquis, ou apporté au Québec, le bien, lors de la dernière acquisition ou du dernier apport, pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales;

2^o la personne a consommé ou utilisé le bien dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci après qu'elle ait acquis, ou apporté au Québec, le bien la dernière fois;

3^o la personne a fabriqué ou produit le bien dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci ou pour consommation ou utilisation dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci et elle n'était pas réputée avoir acquis le bien;

4^o la personne a fabriqué ou produit le bien et a consommé ou utilisé ce bien dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci et elle n'était pas réputée avoir acquis le bien.

Fourniture
d'un bien
meuble répu-
tée être
effectuée
autrement
que dans le
cadre d'une
activité com-
merciale

« **42.2** Une personne est réputée avoir effectué la fourniture d'un bien meuble autrement que dans le cadre de ses activités commerciales si elle effectue la fourniture, à l'exception d'une fourniture effectuée par louage, licence ou accord semblable dans le cadre d'une entreprise de la personne, du bien et que, selon le cas:

1^o la personne a acquis, ou apporté au Québec, le bien, lors de la dernière acquisition ou du dernier apport, exclusivement pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités autres que commerciales et la personne n'a pas consommé ou utilisé le bien dans le cadre de ses activités commerciales après qu'elle ait acquis ou apporté le bien la dernière fois;

2° la personne a fabriqué ou produit le bien dans le cadre de ses activités autres que commerciales exclusivement pour consommation ou utilisation dans ce cadre, elle n'a pas consommé ou utilisé le bien dans le cadre d'une activité commerciale de la personne et elle n'était pas réputée avoir acquis le bien.

Fourniture
par vente
d'un bien
meuble ou
d'un service
réputée être
effectuée
dans le
cadre d'une
activité com-
merciale

«**42.3** Une personne est réputée avoir effectué la fourniture d'un bien meuble ou d'un service dans le cadre de ses activités commerciales si elle effectue par vente la fourniture du bien ou du service qu'elle a acquis, apporté au Québec, produit ou fabriqué exclusivement afin d'effectuer par vente une fourniture de ce bien ou de ce service dans le cadre d'une entreprise de la personne ou dans le cadre d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial de celle-ci sauf si, selon le cas :

1° la fourniture est une fourniture exonérée ;

2° l'article 42.4 s'applique à l'égard de la fourniture ;

3° la personne est un particulier ou une société dont tous les membres sont des particuliers qui exploite une entreprise ou exerce le projet comportant un risque ou l'affaire sans expectative raisonnable de profit.

Fourniture
par vente
d'un bien
meuble ou
d'un service

«**42.4** Dans le cas où une personne effectue par vente la fourniture d'un bien meuble ou d'un service qu'elle a acquis, apporté au Québec, fabriqué ou produit exclusivement afin d'effectuer par vente une fourniture exonérée du bien ou du service, la personne est réputée avoir effectué cette fourniture autrement que dans le cadre d'activités commerciales.

Activités
réputées
faire partie
d'une acti-
vité commer-
ciale

«**42.5** Ce qui est fait par une personne est réputé être effectué dans le cadre de ses activités commerciales dans la mesure où ce qui est fait par la personne, autre que d'effectuer une fourniture, est en relation avec l'acquisition, la constitution, l'aliénation ou la cessation d'une activité commerciale de celle-ci.

Activités
réputées ne
pas faire par-
tie d'une
activité com-
merciale

«**42.6** Ce qui est fait par une personne est réputé être effectué autrement que dans le cadre de ses activités commerciales dans la mesure où ce qui est fait par la personne, autre que d'effectuer une fourniture, est en relation avec l'acquisition, la constitution, l'aliénation ou la cessation d'une activité autre qu'une activité commerciale de celle-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
aa. 43 à 47,
remp.

391. 1. Les articles 43 à 47 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Utilisation
dans le
cadre d'une
activité com-
merciale

«**43.** Dans le cas où la presque totalité de la consommation ou de l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne est faite dans le cadre de ses activités commerciales, cette consommation ou cette utilisation est réputée faite en totalité dans ce cadre.

Utilisation
projetée
dans le
cadre d'une
activité com-
merciale

«**44.** Dans le cas où la presque totalité de la consommation ou de l'utilisation pour laquelle une personne acquiert, ou apporte au Québec, un bien ou un service est faite dans le cadre de ses activités commerciales, la consommation ou l'utilisation pour laquelle la personne a acquis ou apporté le bien ou le service est réputée faite en totalité dans ce cadre.

Utilisation
dans le
cadre
d'autres acti-
vités

«**45.** Dans le cas où la presque totalité de la consommation ou de l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne est faite dans le cadre de ses activités autres que commerciales, cette consommation ou cette utilisation est réputée faite en totalité dans ce cadre.

Utilisation
projetée
dans le
cadre
d'autres acti-
vités

«**46.** Dans le cas où la presque totalité de la consommation ou de l'utilisation pour laquelle une personne acquiert, ou apporte au Québec, un bien ou un service est faite dans le cadre de ses activités autres que commerciales, la consommation ou l'utilisation pour laquelle la personne a acquis ou apporté le bien ou le service est réputée faite en totalité dans ce cadre.

Particularité
relative aux
immeubles

«**47.** Pour l'application des articles 43 à 46, dans le cas où un immeuble comprend un immeuble d'habitation et une autre partie qui n'est pas une partie de l'immeuble d'habitation:

1° l'immeuble d'habitation et l'autre partie sont réputés être des biens distincts;

2° les articles 43 à 46 ne s'appliquent à un bien ou à un service acquis pour consommation ou utilisation relativement à l'immeuble que dans la mesure où ce bien ou ce service est ainsi acquis relativement à la partie qui n'est pas une partie de l'immeuble d'habitation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 48, mod.

392. 1. L'article 48 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° la fourniture d'un droit de prendre ou d'extraire des produits forestiers, des produits qui poussent dans l'eau, des produits de la pêche, des minéraux ou de la tourbe, si la fourniture est effectuée:

a) soit à un consommateur;

b) soit à une personne qui n'est pas un inscrit et qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise qui consiste à effectuer la fourniture de ces produits, de ces minéraux ou de cette tourbe à des consommateurs; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 48.1, aj.

393. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 48, du suivant :

Congrès
étranger

« **48.1** Les fournitures suivantes, effectuées par le promoteur d'un congrès étranger, sont réputées avoir été effectuées autrement que dans le cadre d'une activité commerciale du promoteur :

1° la fourniture d'un droit d'entrée au congrès ;

2° la fourniture d'un immeuble par louage, licence, ou accord semblable pour utilisation exclusive par l'acquéreur comme lieu de promotion, au congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'il fournit ;

3° la fourniture, effectuée à l'acquéreur de la fourniture visée au paragraphe 2°, de fournitures liées à un congrès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 49, remp.

394. 1. L'article 49 de cette loi est remplacé par le suivant :

Détermination
de l'utili-
sation d'un
bien ou d'un
service

« **49.** Les méthodes utilisées par une personne au cours d'un exercice pour déterminer dans quelle mesure un bien ou un service est consommé, utilisé ou fourni dans le cadre de ses activités commerciales, ou est destiné à l'être, doivent être justes et raisonnables dans les circonstances et doivent être utilisées régulièrement tout au long de l'exercice.

Application

Pour l'application du présent article, l'exercice d'une personne correspond à son exercice au sens de l'article 458.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 51.1, aj.

395. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 51, du suivant :

Contrepar-
tie réputée -
fourniture
effectuée
pour le
compte
d'une autre
personne

« **51.1** Dans le cas où un inscrit effectue la fourniture d'un bien ou d'un service pour le compte d'une autre personne à un acquéreur, que l'article 177 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) s'applique à l'égard de cette fourniture et que les articles 41.1 et 41.2

ne s'appliquent pas à l'égard de cette fourniture, les règles suivantes s'appliquent :

1° la contrepartie de la fourniture du bien ou du service à l'acquéreur est déterminée en faisant abstraction de cet article 177 ;

2° la contrepartie de la fourniture du service relatif à la fourniture à l'acquéreur est déterminée en faisant abstraction de cet article 177. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 55, mod.

396. 1. L'article 55 de cette loi, modifié par l'article 177 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Exception

« Le présent article ne s'applique pas dans le cas où :

1° le fournisseur du bien ou du service, en raison de l'article 206.1, n'a pas le droit d'inclure, dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants, un montant à l'égard de la taxe payable par lui relativement au bien ou au service ou, si le fournisseur est un organisme visé aux articles 386 ou 386.1, n'aurait pas le droit de l'inclure s'il était un inscrit ;

2° la fourniture est visée aux articles 148 à 152. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 58, remp.

Activité de
levée de
fonds

397. 1. L'article 58 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **58.** Dans le cas où un organisme de bienfaisance ou un parti autorisé effectue la fourniture d'un droit d'entrée à une activité de levée de fonds telle qu'un dîner, bal, concert, spectacle ou autre activité semblable de levée de fonds, la valeur de la contrepartie de la fourniture est réputée être égale au moindre de la valeur réelle de la contrepartie de la fourniture et de la juste valeur marchande de la fourniture. ».

2. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 58.1 à
58.3, aj.

398. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 58, des suivants :

Contribu-
tion politique

« **58.1** Dans le cas où un parti autorisé effectue une fourniture à une personne, qu'une partie de la contrepartie de la fourniture peut raisonnablement être considérée comme un montant – appelé « contribution » dans le présent article – qui est contribué au parti

autorisé et que la personne peut demander une déduction ou un crédit dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) ou de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) à l'égard du total de ces contributions, la contribution est réputée ne pas être la contrepartie de la fourniture.

« parti autorisé »

« **58.2** Pour l'application des articles 58 et 58.1, l'expression « parti autorisé » signifie un parti, incluant une association régionale ou locale du parti, un candidat ou un comité référendaire régi par une loi du Québec ou du Canada qui impose des exigences relativement aux dépenses électorales ou référendaires.

Paie-
ment
par un syndi-
cat ou une
association

« **58.3** Dans le cas où un particulier, en raison de son adhésion à un syndicat ou à une association visé au paragraphe 1° de l'article 172, participe à des activités du syndicat ou de l'association et, en conséquence, ne peut exécuter des tâches, en vertu de son contrat d'emploi, pour son employeur pendant la période durant laquelle le particulier serait, si ce n'était de sa participation à ces activités, obligé de fournir de tels services et que le syndicat ou l'association paie un montant à l'employeur à titre de compensation pour les dépenses engagées par l'employeur en conséquence de la participation du particulier à ces activités ou pour la rémunération ou les avantages versés par l'employeur au particulier à l'égard de cette période, le montant est réputé ne pas constituer une contrepartie pour une fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 59, ab.

399. 1. L'article 59 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 62.1, aj.

400. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62, du suivant :

Pénalité
pour défaut
de remettre
du matériel
roulant

« **62.1** Le montant qui est payé, soit à titre de surestaries ou de droit de stationnement, soit par une compagnie de chemin de fer à une autre compagnie de chemin de fer à titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti, est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 69.1 et
69.2, aj.

401. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 69, des suivants :

Facteur
d'arrondisse-
ment - télé-
phone

« **69.1** Dans le cas où la contrepartie pour la fourniture d'un service téléphonique est payée au moyen de pièces de monnaie

insérées dans un téléphone et que la taxe est égale soit à une fraction de 0,05 \$, soit au total d'un multiple de 0,05 \$ et d'une fraction de 0,05 \$:

1° si la fraction est inférieure à 0,025 \$, il peut ne pas être tenu compte de cette fraction;

2° si la fraction est égale ou supérieure à 0,025 \$, elle est réputée égale à 0,05 \$.

Facteur
d'arrondisse-
ment

«**69.2** Les règles prévues à l'article 69 s'appliquent dans le cas où le montant déterminé en vertu des articles 297.2, 297.3, 350.30 ou 350.40 comprend une fraction de cent. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 70, ab.

402. 1. L'article 70 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 72, 73 et
74, ab.

403. 1. L'article 72, l'article 73 modifié par l'article 179 du chapitre 19 des lois de 1993 et l'article 74 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 75, remp.

404. 1. L'article 75 de cette loi, modifié par l'article 180 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Transfert
d'une entre-
prise

«**75.** Dans le cas où un fournisseur effectue une fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise, établie ou exploitée par lui, ou acquise par lui d'une autre personne qui l'a établie ou exploitée, et qu'en vertu d'une convention relative à la fourniture, un acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens qui peuvent raisonnablement être considérés comme nécessaires afin que l'acquéreur soit capable d'exploiter l'entreprise ou la partie de l'entreprise à ce titre, les règles suivantes s'appliquent:

1° le fournisseur est réputé avoir effectué une fourniture distincte de chaque bien fourni et de chaque service fourni en vertu de la convention pour une contrepartie égale à la partie de la contrepartie de la fourniture de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise qui peut raisonnablement être attribuée au bien ou au service;

2° le fournisseur et l'acquéreur, sauf si le fournisseur est un inscrit et que l'acquéreur ne l'est pas, peuvent conjointement faire un

choix, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, afin que l'article 75.1 s'applique à l'égard de ces fournitures. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard de toute fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise en vertu de laquelle la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 30 septembre 1992. Toutefois:

a) dans le cas où un fournisseur effectue, pour la période qui commence le 1^{er} octobre 1992 et qui se termine le 31 décembre 1992, une fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise dans des circonstances visées à l'article 75 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, les règles suivantes s'appliquent:

i. le fournisseur et l'acquéreur de la fourniture sont réputés, à l'égard de la fourniture, avoir fait conjointement un choix en vertu de cet article 75;

ii. dans le cas où, au plus tard le jour visé au premier alinéa de l'article 75.1 de cette loi, édicté par l'article 405, le fournisseur produit au ministre, à l'égard de la fourniture, un avis écrit qui contient la presque totalité des renseignements qui doivent être contenus dans le formulaire prescrit produit en vertu de l'article 75 de cette loi, tel qu'il se lisait avant son remplacement par le paragraphe 1, il est réputé avoir produit le choix visé au sous-paragraphe i au plus tard ce jour-là;

b) un fournisseur, qui avant le 1^{er} janvier 1993 effectue une fourniture taxable de biens dont la propriété, la possession ou l'utilisation est transférée à l'acquéreur après le 30 septembre 1992 et qui croyait à tort, mais en toute bonne foi, qu'il effectuait la fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise visée à l'article 75 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, dans des circonstances visées à cet article 75, n'est pas tenu de percevoir la taxe à l'égard de la fourniture si, à la fois:

i. au plus tard le jour où il est tenu de produire une déclaration en vertu du chapitre VIII pour sa première période de déclaration durant laquelle une taxe est devenue payable à l'égard de la fourniture de ces biens, il a produit au ministre l'avis visé au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe a à l'égard de cette fourniture;

ii. il a omis de percevoir la taxe, à l'égard de la fourniture, tel que requis par la Loi sur la taxe de vente du Québec.

3. Pour l'application de l'article 75 de cette loi, remplacé par le paragraphe 1, à l'égard d'une fourniture avant le 1^{er} octobre 1992 de la totalité ou de la presque totalité des biens utilisés dans le cadre d'une activité commerciale qui constitue la totalité ou une partie d'une entreprise exploitée par le fournisseur, la totalité ou presque de ces biens doit être déterminée comme si la fourniture d'un service financier constituait une fourniture exonérée, dans le cas où un choix est effectué en vertu du paragraphe 1 de l'article 167 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) à l'égard de cette fourniture.

c. T-0.1,
aa. 75.1 et
75.2, aj.

405. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 75, des suivants:

Transfert
d'une entre-
prise - effet
du choix

« **75.1** Dans le cas où un fournisseur et un acquéreur font un choix en vertu de l'article 75 et que ce dernier, s'il est un inscrit, produit le choix au ministre au plus tard le jour où il est tenu de produire une déclaration en vertu du chapitre VIII pour sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, en faisant abstraction du présent article, devenue payable à l'égard de la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée en vertu de la convention relative à la fourniture de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise visée par le choix, ou un jour ultérieur que le ministre détermine sur demande de l'acquéreur, les règles suivantes s'appliquent:

1^o aucune taxe n'est payable à l'égard de la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée en vertu de la convention, sauf si cette fourniture constitue:

a) soit une fourniture taxable d'un service que doit rendre le fournisseur;

b) soit une fourniture taxable d'un bien effectuée par louage, licence ou accord semblable;

c) soit, dans le cas où l'acquéreur n'est pas un inscrit, une fourniture taxable d'un immeuble par vente;

d) soit, dans le cas où l'acquéreur n'exploite pas l'entreprise ou la partie de l'entreprise, une fourniture taxable d'un bien ou d'un service à l'égard duquel l'acquéreur, s'il était un inscrit qui l'acquiert pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1;

2^o dans le cas où, en faisant abstraction du présent article, une taxe aurait été payable par l'acquéreur, autrement que par l'application de l'article 20.1, à l'égard d'une fourniture effectuée en vertu de la convention d'un bien qui est une immobilisation du

fournisseur que l'acquéreur acquiert pour utiliser comme immobilisation, ce dernier est réputé avoir acquis le bien pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

3° dans le cas où, malgré le présent article, une taxe n'aurait pas été payable par l'acquéreur, ou l'aurait été par l'application de l'article 20.1, à l'égard d'une fourniture effectuée en vertu de la convention d'un bien qui est une immobilisation du fournisseur que l'acquéreur acquiert pour utiliser comme immobilisation, ce dernier est réputé avoir acquis le bien pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités autres que commerciales.

Achalandage

« **75.2** Dans le cas où, à la fois, un fournisseur effectue une fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise, établie ou exploitée par lui, ou acquise par lui d'une autre personne qui l'a établie ou exploitée, un acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens qui peuvent raisonnablement être considérés comme nécessaires afin que l'acquéreur soit capable d'exploiter l'entreprise ou la partie de l'entreprise à ce titre et une partie de la contrepartie de la fourniture peut raisonnablement être attribuée à l'achalandage de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise, cette partie de la contrepartie ne doit pas être incluse dans le calcul de la taxe payable à l'égard de la fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 75.1 de cette loi qu'il édicte, à l'égard de toute fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise en vertu de laquelle la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 30 septembre 1992. Toutefois:

a) à l'égard de la fourniture en vertu de laquelle la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens est transférée à l'acquéreur pour la période qui commence le 1^{er} octobre 1992 et qui se termine le 31 décembre 1992, la partie de l'article 75.1 qui précède le paragraphe 1°, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit:

Transfert
d'une entre-
prise - effet
du choix

« **75.1** Dans le cas où un fournisseur et un acquéreur font un choix en vertu de l'article 75 et que le fournisseur, s'il est un inscrit, produit le choix au ministre au plus tard le jour où il est tenu de produire une déclaration en vertu du chapitre VIII pour sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, en faisant abstraction du présent article, devenue payable à l'égard de la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée en vertu de la convention relative à la fourniture de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise

visée par le choix, ou un jour ultérieur que le ministre détermine sur demande du fournisseur, les règles suivantes s'appliquent : » ;

b) dans le cas où un fournisseur effectue, pour la période qui commence le 1^{er} octobre 1992 et qui se termine le 31 décembre 1992, une fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise dans des circonstances visées à l'article 75 de cette loi édicté par le paragraphe 1 de l'article 404, les règles suivantes s'appliquent :

i. le fournisseur et l'acquéreur de la fourniture sont réputés, à l'égard de la fourniture, avoir fait conjointement un choix en vertu de cet article 75 ;

ii. dans le cas où, au plus tard le jour visé à l'article 75.1 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, le fournisseur produit au ministre, à l'égard de la fourniture, un avis écrit qui contient la presque totalité des renseignements qui doivent être contenus dans le formulaire prescrit produit en vertu de l'article 75 de cette loi, tel qu'il se lisait avant son remplacement par le paragraphe 1 de l'article 404, il est réputé avoir produit le choix visé au sous-paragraphe i au plus tard ce jour-là.

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 75.2 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période qui se termine le 30 septembre 1992, l'article 75.2, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit :

Achalandage

« **75.2** Dans le cas où, à la fois, un fournisseur effectue une fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise, établie ou exploitée par lui au Québec, ou acquise par lui d'une autre personne qui l'a établie ou exploitée, un acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens qui peuvent raisonnablement être considérés comme nécessaires afin que l'acquéreur soit capable d'exploiter l'entreprise ou la partie de l'entreprise à ce titre et une partie de la contrepartie de la fourniture peut raisonnablement être attribuée à l'achalandage de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise, les règles suivantes s'appliquent :

1° dans le cas où l'achalandage est principalement imputable à des activités commerciales du fournisseur, cette partie de la contrepartie ne doit pas être incluse dans le calcul de la taxe payable à l'égard de la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à ces activités commerciales ;

2° dans tout autre cas, cette partie de la contrepartie ne doit pas être incluse dans le calcul de la taxe payable à l'égard de la fourniture. ».

c. T-0.1,
a. 76, mod.

406. 1. L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° pour l'application des articles 297.8 et 297.9, 350.36 et 350.37, 444 à 446 et 462 à 462.2, des dispositions du présent titre à l'égard d'un bien ou d'un service acquis, ou apporté au Québec, par une corporation fusionnée ainsi que des fins et dispositions prescrites, la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation fusionnée et en être la continuation; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992, la référence aux articles « 462 à 462.2 » au paragraphe 2° de l'article 76 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doit être lue comme une référence aux articles « 462 et 462.2 ».

c. T-0.1,
a. 77, mod.

407. 1. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° pour l'application des articles 297.8 et 297.9, 350.36 et 350.37, 444 à 446 et 462 à 462.2, des dispositions du présent titre à l'égard d'un bien ou d'un service acquis, ou apporté au Québec, par l'autre corporation par suite de la liquidation ainsi que des fins et dispositions prescrites, l'autre corporation est réputée être la même corporation que la corporation liquidée et en être la continuation; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992, la référence aux articles « 462 à 462.2 » au paragraphe 1° de l'article 77 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doit être lue comme une référence aux articles « 462 et 462.2 ».

c. T-0.1,
a. 80, mod.

408. 1. L'article 80 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par le suivant :

« 4° le représentant personnel et l'autre particulier effectuent conjointement un choix afin que le présent article s'applique. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 80.3, aj.

409. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 80.2, du suivant :

Congrès

« **80.3** Dans le cas où le promoteur d'un congrès effectue une fourniture taxable d'un immeuble par louage, licence ou accord semblable à une personne qui ne réside pas au Québec qui l'acquiert pour utilisation exclusive comme lieu de promotion, au congrès, de son

entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit, aucune taxe n'est payable à l'égard de cette fourniture ou d'une fourniture de biens ou de services effectuée par le promoteur à la personne qui les acquiert pour consommation ou utilisation à titre de fournitures liées à un congrès à l'égard du congrès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 81, mod.

410. 1. L'article 81 de cette loi, modifié par l'article 183 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° un bien qui est classé sous le numéro 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.15, 98.16, 98.19 ou 98.21 à l'annexe I du Tarif des douanes (Statuts du Canada), dans la mesure où le bien n'est pas soumis à des droits en vertu de cette loi, à l'exclusion d'un bien classé sous le numéro tarifaire 9804.30.00 de cette loi et d'un véhicule routier, autre qu'un véhicule de promenade, classé sous le numéro tarifaire 98.01 de cette loi à l'égard duquel un inscrit qui en ferait l'acquisition ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1; »;

2° par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

« 8° un bien, à l'exclusion d'un bien prescrit, qui est envoyé à l'acquéreur de la fourniture du bien par courrier ou messenger, à une adresse au Québec, qui provient de l'extérieur du Canada et dont la valeur n'est pas supérieure à 20 \$; »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 8°, du paragraphe suivant:

« 8.1° un bien prescrit pour l'application de l'article 24.1 qui est envoyé, par courrier ou messenger, à l'acquéreur de la fourniture du bien à une adresse au Québec dans le cas où le fournisseur est inscrit en vertu de la section I du chapitre VIII au moment où le bien est apporté au Québec; »;

4° par le remplacement du paragraphe 9° par le suivant:

« 9° un bien prescrit apporté au Québec dans les circonstances prescrites, conformément aux modalités prescrites; »;

5° par l'addition, après le paragraphe 9°, des paragraphes suivants:

« 10° les contenants qui peuvent être importés au Canada en franchise des droits de douane conformément à un règlement adopté en vertu du paragraphe c de la note 11 du chapitre 98 de l'annexe I du Tarif des douanes (Statuts du Canada);

« 11° de l'argent, un certificat ou un autre document attestant un droit qui constitue un effet financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le paragraphe 8.1° de l'article 81 de cette loi qu'il édicte ne s'applique qu'aux biens apportés au Québec après le 31 décembre 1992.

c. T-0.1,
aa. 94 à 97,
remp.

411. 1. Cette loi est modifiée par le remplacement des articles 94 à 97 par les suivants :

Fourniture
d'un immeu-
ble d'habita-
tion ou
d'une adjonc-
tion par une
personne
qui n'en est
pas un cons-
tructeur

« **94.** La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci effectuée par une personne qui n'en est pas un constructeur ou, dans le cas où l'immeuble d'habitation est un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, est exonérée, sauf si la personne a demandé un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition de l'immeuble d'habitation ou à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, par la personne, après que l'immeuble d'habitation a été acquis la dernière fois par elle, d'une amélioration à celui-ci.

Fourniture
d'un immeu-
ble d'habita-
tion ou
d'une adjonc-
tion par un
particulier
qui est un
constructeur

« **95.** La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci effectuée par un particulier qui est un constructeur de l'immeuble d'habitation ou, dans le cas où l'immeuble d'habitation est un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, est exonérée si, à la fois :

1° à un moment quelconque après que la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction soit presque achevée, l'immeuble d'habitation est utilisé principalement à titre de résidence du particulier, d'un particulier qui lui est lié ou d'un ex-conjoint du particulier;

2° l'immeuble d'habitation n'est pas utilisé principalement à une autre fin après que la construction ou la rénovation majeure soit presque achevée et avant le moment quelconque.

Non-
application

Le premier alinéa ne s'applique pas si le particulier a demandé un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition de l'immeuble compris dans l'immeuble d'habitation ou à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, par le particulier,

après que l'immeuble a été acquis la dernière fois par lui, d'une amélioration à celui-ci.

Fourniture
d'un immeu-
ble d'habita-
tion à loge-
ment unique
ou d'un loge-
ment en
copropriété
par un cons-
tructeur

«**96.** La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logement unique – appelé «immeuble d'habitation» dans le présent article – d'un logement en copropriété – appelé «logement» dans le présent article – ou d'un droit dans l'immeuble d'habitation ou dans le logement, effectuée par un constructeur de l'immeuble d'habitation ou du logement est exonérée si:

1° dans le cas d'un logement situé dans un immeuble d'habitation – appelé «local» dans le présent article – qui a été converti, par le constructeur, d'une utilisation comme immeuble d'habitation à logements multiples à une utilisation comme immeuble d'habitation en copropriété, le constructeur a reçu une fourniture exonérée du local par vente ou est réputé avoir reçu une fourniture taxable du local par vente en vertu de l'article 225, et cette fourniture est la dernière fourniture du local effectuée par vente au constructeur;

2° dans tous les cas, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble d'habitation ou du logement par vente ou est réputé avoir reçu une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation ou du logement par vente en vertu des articles 223 ou 224, et cette fourniture est la dernière fourniture de l'immeuble d'habitation ou du logement effectuée par vente au constructeur.

Non-
application

Le premier alinéa ne s'applique pas si, selon le cas:

1° après que l'immeuble d'habitation, le logement ou le local a été acquis la dernière fois par le constructeur, celui-ci a réalisé, lui-même ou par l'intermédiaire d'une personne qu'il a engagée, la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation, du logement ou du local;

2° le constructeur a demandé un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition de l'immeuble d'habitation, du logement ou du local ou à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, par le constructeur, après que l'immeuble d'habitation, le logement ou le local a été acquis la dernière fois par lui, d'une amélioration à l'un d'eux.

Fourniture
d'un immeu-
ble d'habita-
tion à loge-
ments multi-
ples ou
d'une adjonc-
tion par une
personne
qui est un
constructeur

«**97.** La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un droit dans celui-ci effectuée par une personne qui est un constructeur de l'immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci est exonérée si:

1° dans le cas d'une personne qui est un constructeur de l'immeuble d'habitation, la personne a reçu une fourniture exonérée

de l'immeuble d'habitation par vente ou est réputée avoir reçu une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation par vente en vertu de l'article 225, et cette fourniture est la dernière fourniture de l'immeuble d'habitation effectuée par vente à la personne;

2° dans le cas d'une personne qui est un constructeur d'une adjonction à l'immeuble d'habitation, la personne a reçu une fourniture exonérée de l'adjonction par vente ou est réputée avoir reçu une fourniture taxable de l'adjonction par vente en vertu de l'article 226, et cette fourniture est la dernière fourniture de l'adjonction effectuée par vente à la personne.

Non-
application

Le premier alinéa ne s'applique pas si, selon le cas :

1° après que l'immeuble d'habitation a été fourni la dernière fois à la personne, celle-ci a réalisé, elle-même ou par l'intermédiaire d'une personne qu'elle a engagée, la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation;

2° la personne a demandé un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition de l'immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci ou à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, par la personne, après que l'immeuble d'habitation a été acquis la dernière fois par elle, d'une amélioration à celui-ci, sauf un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de la construction d'une adjonction à l'immeuble d'habitation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 97.1 à
97.3, aj.

412. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 97, des suivants :

Fourniture
d'un bâti-
ment

« **97.1** La fourniture par vente d'un bâtiment, ou d'une partie de celui-ci, dans lequel une ou plusieurs habitations sont situées, ou d'un droit dans un tel bâtiment ou partie de celui-ci est exonérée si, à la fois :

1° immédiatement avant et immédiatement après le premier en date du moment où la propriété du bâtiment, de la partie de celui-ci ou du droit est transférée à l'acquéreur de la fourniture – appelé « acheteur » dans le présent article – et du moment où la possession en est transférée à l'acheteur en vertu de la convention relative à la fourniture, le bâtiment ou la partie de celui-ci fait partie d'un immeuble d'habitation;

2° immédiatement après le premier en date du moment où la propriété du bâtiment, de la partie de celui-ci ou du droit est

transférée à l'acheteur et du moment où la possession lui en est transférée en vertu de la convention relative à la fourniture, l'acheteur est un acquéreur visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1° de l'article 100 d'une fourniture exonérée, visée au paragraphe 1° de cet article, du fonds de terre compris dans l'immeuble d'habitation.

Fourniture
d'un fonds
de terre

«**97.2** La fourniture par vente d'un fonds de terre qui fait partie d'un immeuble d'habitation ou d'un droit dans un tel fonds de terre est exonérée dans le cas où, à la fois :

1° immédiatement avant le premier en date du moment où la propriété en est transférée à l'acquéreur de la fourniture et du moment où la possession lui en est transférée en vertu de la convention relative à la fourniture, le fonds de terre est soumis à un contrat de louage, de licence ou à un accord semblable aux termes duquel une fourniture exonérée visée au paragraphe 1° de l'article 100 a été effectuée ;

2° si une fourniture par vente de l'immeuble d'habitation était effectuée immédiatement avant le premier en date de ces moments, la fourniture serait une fourniture exonérée visée à l'un des articles 94 à 97.

Fourniture
d'un terrain
de carava-
ning résiden-
tiel

«**97.3** La fourniture d'un terrain de caravanning résidentiel ou d'un droit dans celui-ci effectuée par une personne est exonérée dans le cas où, à la fois :

1° la personne a reçu une fourniture exonérée, visée par le présent article, du terrain ou est réputée, en vertu des articles 222.2, 243, 258 ou 261, avoir reçu une fourniture taxable du fonds de terre compris dans le terrain du fait de son utilisation pour les fins du terrain, et cette fourniture est la dernière fourniture du terrain effectuée par vente à la personne ;

2° si la personne a augmenté la superficie du fonds de terre compris dans le terrain – appelé « superficie additionnelle » dans le présent article – la personne a reçu une fourniture exonérée, visée au présent article, de la superficie additionnelle ou est réputée, en vertu des articles 222.3, 243, 258 ou 261, avoir effectué une fourniture taxable de la superficie additionnelle du fait de son utilisation pour les fins du terrain, et cette fourniture est la dernière fourniture de la superficie additionnelle effectuée par vente à la personne.

Non-
application

Le premier alinéa ne s'applique pas si la personne a demandé un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition du terrain ou de la superficie additionnelle à celui-ci ou à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, par la personne, après que le terrain a été acquis la dernière fois par elle, d'une amélioration à celui-ci, sauf un remboursement de la taxe sur les

intrants à l'égard d'une amélioration à une superficie additionnelle qui a été acquise, ou apportée au Québec, par la personne avant que la superficie additionnelle ait été acquise la dernière fois par elle. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, l'article 97.1 de cette loi qu'il édicte ne s'applique pas à la fourniture effectuée en vertu d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991.

c. T-0.1,
aa. 98 et 99,
ramp.

413. 1. Les articles 98 et 99 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Fourniture
d'un immeu-
ble d'habita-
tion ou
d'une habita-
tion loué

« **98.** Est exonérée la fourniture :

1° soit d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans un immeuble d'habitation par louage, licence ou accord semblable pour être occupé à titre de résidence ou d'hébergement par un particulier, dans le cas où il est occupé par le même particulier pour une période d'au moins un mois ;

2° soit d'une habitation par louage, licence ou accord semblable pour être occupée à titre de résidence ou d'hébergement par un particulier, dans le cas où la contrepartie de la fourniture ne dépasse pas 20 \$ par jour d'occupation.

Fourniture
effectuée à
un locataire
qui effectue
des fournis-
res exoné-
rées

« **99.** Est exonérée la fourniture effectuée par louage, licence ou accord semblable d'un bien qui est soit un fonds de terre, soit un bâtiment, ou cette partie d'un bâtiment, qui fait partie d'un immeuble d'habitation, soit un immeuble d'habitation, pour un intervalle de location, au sens donné à cette expression à l'article 31.1, pendant lequel le locataire ou tout sous-locataire effectue, ou détient le bien dans le but d'effectuer, une ou plusieurs fournitures du bien ou de parties de celui-ci et la totalité ou la presque totalité de ces fournitures sont :

1° soit des fournitures exonérées visées aux articles 98 ou 100 ;

2° soit des fournitures qui sont effectuées, ou qui sont raisonnablement censées être effectuées, à d'autres locataires ou sous-locataires visés dans le présent article. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique :

a) quant à l'article 98 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992 ;

b) quant à l'article 99 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 99.1, aj.

414. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 99, du suivant :

Fourniture
de repas

« **99.1** La fourniture de repas effectuée par une personne qui effectue une fourniture, visée au paragraphe 1° de l'article 98, d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation est exonérée dans le cas où les repas sont offerts à l'occupant de l'immeuble d'habitation ou de l'habitation, dans l'immeuble d'habitation, dans l'habitation ou dans l'immeuble d'habitation dans lequel l'habitation est située, en vertu d'un accord aux termes duquel au moins dix repas par semaine sont fournis pour une contrepartie unique déterminée avant que tout repas soit offert en vertu de l'accord. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 100 et
101, remp.

415. 1. Les articles 100 et 101 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Fourniture
d'un fonds
de terre ou
d'un empla-
cement dans
un terrain
de carava-
ning résiden-
tiel

« **100.** Est exonérée la fourniture :

1° soit d'un fonds de terre, sauf un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel, par louage, licence ou accord semblable pour une période d'au moins un mois effectuée :

a) soit au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou au possesseur d'une habitation fixée ou à être fixée au fonds de terre en vue de son utilisation et de sa jouissance à titre de résidence pour des particuliers ;

b) soit à une personne qui acquiert la possession du fonds de terre en vue de construire un immeuble d'habitation sur celui-ci dans le cadre d'une activité commerciale ;

2° soit d'un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel par louage, licence ou accord semblable pour une période d'au moins un mois effectuée au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou au possesseur :

a) soit d'une maison mobile située sur l'emplacement ou qui doit y être située ;

b) soit d'une caravane, d'une autocaravane ou d'un véhicule semblable situé sur l'emplacement ou qui doit y être situé ;

3° soit d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable visé aux paragraphes 1° ou 2°, par cession.

Non-
application

Le premier alinéa ne s'applique pas à la fourniture d'un fonds de terre sur lequel est ou doit être fixé ou situé l'habitation, la maison mobile, la caravane, l'autocaravane ou un véhicule semblable, ou un fonds de terre contigu à celui-ci, qui n'est pas raisonnablement nécessaire à l'utilisation et à la jouissance de l'habitation, de la maison, de la caravane, de l'autocaravane ou d'un véhicule semblable à titre de résidence pour des particuliers.

Fourniture
par vente
d'un espace
de stationne-
ment

« **101.** La fourniture par vente d'un espace de stationnement dans un immeuble d'habitation en copropriété effectuée par un fournisseur à une personne est exonérée dans le cas où, à la fois :

1° le fournisseur, au même moment ou comme partie de la même fourniture, effectue, à la personne, une fourniture par vente d'un logement en copropriété dans l'immeuble d'habitation en copropriété, visée à l'un des articles 94 à 96;

2° à un moment quelconque, l'espace a été fourni par vente au fournisseur et celui-ci n'a pas demandé, après ce moment, un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, d'une amélioration à celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 101.1, aj.

416. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 101, du suivant :

Fourniture
par louage,
licence ou
accord sem-
blable d'un
espace de
stationne-
ment

« **101.1** La fourniture par louage, licence ou accord semblable d'un espace de stationnement pour une période d'au moins un mois est exonérée si elle est effectuée :

1° soit à une personne – appelée « occupant » dans le présent paragraphe – qui est un locataire, un occupant ou un possesseur d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'une habitation dans un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel si, selon le cas :

a) l'espace fait partie de l'immeuble d'habitation ou du terrain de caravanning résidentiel;

b) le fournisseur de l'espace est un propriétaire ou un occupant de l'immeuble d'habitation à logement unique, de l'habitation ou de l'emplacement et l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation et à la jouissance de l'immeuble d'habitation, de l'habitation ou de l'emplacement à titre de résidence pour des particuliers;

2° soit au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou au possesseur d'un logement en copropriété dans un immeuble d'habitation en

copropriété dans le cas où l'espace fait partie de l'immeuble d'habitation;

3° soit par un fournisseur au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou au possesseur d'une maison flottante dans le cas où celle-ci est amarrée à un poste d'amarrage ou à un quai en vertu d'une convention avec le fournisseur pour une fourniture exonérée visée à l'article 106.2 et que l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation et à la jouissance de la maison à titre de résidence pour des particuliers. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 102, mod.

417. 1. L'article 102 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

Fourniture
exonérée -
exception

« **102.** La fourniture d'un immeuble par vente effectuée par un particulier ou par une fiducie dont tous les bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et dont tous les bénéficiaires subsidiaires, le cas échéant, sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, est exonérée, sauf: »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° par le suivant:

« *b*) soit dans le cadre d'un projet comportant un risque ou d'une affaire de caractère commercial du particulier ou de la fiducie, dans le cas où le particulier ou la fiducie a produit un choix au ministre à cet effet, de la manière prescrite par ce dernier, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 106.1 et
106.2, aj.

418. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 106, des suivants:

Fourniture
à une per-
sonne par
une coopé-
rative d'habita-
tion

« **106.1** Est exonérée la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée par une coopérative d'habitation à une personne qui, parce qu'elle est membre de la coopérative ou locataire ou sous-locataire d'un membre de la coopérative, a droit d'occuper ou d'utiliser une habitation dans l'immeuble d'habitation administré par la coopérative ou appartenant à celle-ci, dans le cas où la fourniture est liée à l'occupation ou à l'utilisation de l'habitation dans l'immeuble d'habitation.

Fourniture
d'un droit
d'utiliser un
poste
d'amarrage
ou un quai

« **106.2** Est exonérée la fourniture, effectuée à une personne qui est le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le possesseur d'une maison flottante, d'un droit d'utiliser un poste d'amarrage ou un quai pour une période d'au moins un mois dans le cadre de l'utilisation et de la jouissance de la maison à titre de résidence pour des particuliers. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 107, remp.

419. 1. L'article 107 de cette loi est remplacé par le suivant :

Articles
222.2, 222.3
et 223 à
231.1 répu-
tés avoir été
en vigueur
en tout
temps

« **107.** Pour l'application des articles 96, 97, 97.2 et 97.3, les articles 222.2, 222.3 et 223 à 231.1 sont réputés avoir été en vigueur en tout temps. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 108, mod.

420. 1. L'article 108 de cette loi est modifié :

1° dans la définition de l'expression « établissement de santé » par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° tout ou partie d'un établissement administré afin de donner aux résidents de l'établissement dont l'aptitude physique ou mentale est limitée sur le plan de l'autosurveillance ou de l'initiative personnelle en matière de soin, à la fois :

a) des soins infirmiers et personnels sous la direction ou la surveillance d'un personnel de soins médicaux et infirmiers compétent ou d'autres soins personnels et de surveillance, autres que des services ménagers courants, selon les besoins individuels des résidents ;

b) de l'aide relativement aux activités quotidiennes, sociales et récréatives ainsi que d'autres services connexes afin de satisfaire aux besoins psychosociaux des résidents ;

c) les repas et le logement ; » ;

2° par l'addition de la définition suivante :

« service
ménager à
domicile »

« « service ménager à domicile » signifie un service ménager ou personnel tel que le ménage, la lessive, la préparation des repas et la garde d'un enfant, rendu à un particulier qui, en raison de son âge, d'une infirmité ou d'une invalidité, a besoin d'aide. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 119.1, aj.

421. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 119, du suivant :

Service
ménager à
domicile

« **119.1** La fourniture d'un service ménager à domicile qui est rendu à un particulier à son lieu de résidence est exonérée dans le cas où la fourniture est effectuée à un acquéreur par l'une des personnes suivantes :

1° un gouvernement ;

2° une municipalité ;

3° une personne qui reçoit d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une organisation administrant un programme municipal ou provincial à l'égard de services ménagers à domicile un montant à l'égard de la fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 120, mod.

422. 1. L'article 120 de cette loi est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « organisme de réglementation » par la suivante :

« organisme
de réglementation »

« « organisme de réglementation » signifie un organisme habilité par une loi du Québec à réglementer l'exercice d'une profession ou d'un commerce au Québec, ou constitué à cette fin, qui établit des normes de connaissance et de compétence pour les personnes qui exercent la profession ou le commerce. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 125, remp.

423. 1. L'article 125 de cette loi est remplacé par le suivant :

Cours afin
d'obtenir
une accrédi-
tation ou un
titre profes-
sionnel

« **125.** Les fournitures suivantes, effectuées par une association professionnelle, un collège public, une école de formation professionnelle, un gouvernement, un organisme de réglementation ou une université sont exonérées :

1° la fourniture consistant à donner à un particulier un service d'enseignement lui permettant d'obtenir, de conserver ou d'améliorer une accréditation ou un titre professionnel reconnu par l'organisme de réglementation ;

2° la fourniture consistant à donner un examen ou la fourniture d'un certificat à l'égard d'un service d'enseignement, d'une accréditation ou d'un titre professionnel visé au paragraphe 1°.

Exception –
choix

Le présent article ne s'applique pas si le fournisseur a effectué un choix à cet effet en vertu du présent article, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 126.1, aj.

424. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 126, du suivant :

Fourniture
à l'égard
d'un cours

« **126.1** La fourniture d'un service ou d'un droit d'adhésion dont la contrepartie doit être payée par un acquéreur en raison de l'acquisition par celui-ci d'une fourniture visée à l'article 126 est exonérée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 127 et
128, remp.

425. 1. L'article 127 et l'article 128, modifié par l'article 72 du chapitre 51 des lois de 1993 et par l'article 50 du chapitre 16 des lois de 1994, de cette loi sont remplacés par les suivants :

Formation
profession-
nelle

« **127.** La fourniture, autre qu'une fourniture détaxée, effectuée par une administration scolaire, une école de formation professionnelle, un collège public ou une université, consistant à donner à un particulier un service d'enseignement ou un examen y afférent menant à un certificat, à un diplôme, à un permis ou à un acte semblable ou à une classe ou à un grade conféré par un permis, attestant la compétence d'un particulier à exercer un métier est exonérée dans le cas où :

1° soit l'acte, la classe ou le grade est visé par un règlement fédéral ou provincial;

2° soit le fournisseur est régi par la législation fédérale ou provinciale applicable aux écoles de formation professionnelle;

3° soit le fournisseur est un organisme de bienfaisance ou un organisme sans but lucratif.

Cours parti-
culier et
préalable

« **128.** Les fournitures suivantes à un particulier sont exonérées :

1° la fourniture d'un service d'enseignement consistant à lui donner un cours qui est soit conforme à un programme d'études établi ou approuvé par le ministre de l'Éducation, soit un cours pour lequel ce dernier accorde des crédits ou des unités;

2° la fourniture d'un service d'enseignement consistant à lui donner un cours qui est un équivalent prescrit d'un cours visé au paragraphe 1°;

3° la fourniture d'un service d'enseignement consistant à donner au particulier un cours préalable qu'il est tenu de compléter avec succès afin d'être admis à un cours visé aux paragraphes 1° ou 2°.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 1^{er} décembre 1993, l'article 128 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doit se lire en y remplaçant les mots « ministre de l'Éducation et de la Science » par les mots « ministre de l'Éducation »;

b) pour la période du 2 décembre 1993 au 16 juin 1994, l'article 128 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doit se lire en y remplaçant les mots « ministre de l'Éducation » par les mots « ministre de l'Éducation et de la Science ».

c. T-0.1,
a. 129, ab.

426. 1. L'article 129 de cette loi, modifié par l'article 72 du chapitre 51 des lois de 1993 et par l'article 50 du chapitre 16 des lois de 1994, est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 135, remp.

427. 1. L'article 135 de cette loi est remplacé par le suivant:

Cours collégial ou universitaire ne menant pas à un diplôme

« **135.** La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service d'enseignement consistant à donner à un particulier un cours ou un examen y afférent est exonérée si le service fait partie d'un programme constitué d'au moins deux cours et est soumis à l'examen et à l'approbation de l'administration scolaire, du collège ou de l'université.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à des cours ayant trait à des sports, jeux ou autres loisirs qui sont conçus afin d'être suivis principalement à des fins récréatives. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 137, remp.

428. 1. L'article 137 de cette loi est remplacé par le suivant:

Service de soins personnels

« **137.** La fourniture d'un service qui consiste à assurer la garde, la surveillance et à offrir un lieu de résidence à des enfants ou à des

personnes handicapées ou défavorisées dans un établissement exploité par le fournisseur afin d'offrir de tels services, est exonérée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 139, mod.

429. 1. L'article 139 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, avant l'expression « commission de transport », de l'expression suivante:

« activité
désignée »

« « activité désignée » d'une organisation signifie une activité à l'égard de laquelle l'organisation est désignée comme municipalité pour l'application des articles 165 ou 166 ou des articles 383 à 397; »;

2° par l'insertion, après l'expression « coût direct », des expressions suivantes:

« municipa-
lité locale »

« « municipalité locale » d'une municipalité régionale signifie une municipalité dont la compétence s'étend sur un territoire qui fait partie de celui de la municipalité régionale;

« municipa-
lité régio-
nale »

« « municipalité régionale » signifie une municipalité dont la compétence générale s'étend sur le territoire de plus d'une municipalité locale au sens de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9);

« organisa-
tion paramu-
nicipale »

« « organisation paramunicipale » d'un organisme municipal signifie une organisation, autre qu'un gouvernement, de l'organisme municipal et qui est:

1° dans le cas où l'organisme municipal est une municipalité:

a) soit une organisation désignée comme municipalité pour l'application des articles 165 ou 166 ou des articles 383 à 397;

b) soit une organisation établie par l'organisme et qui est une municipalité par application du paragraphe 2° de la définition de l'expression « municipalité » prévue à l'article 1;

2° dans le cas où l'organisme municipal est un organisme désigné du gouvernement du Québec, une organisation qui est une municipalité par application du paragraphe 2° de la définition de l'expression « municipalité » prévue à l'article 1;

« organisme
désigné du
gouverne-
ment du
Québec »

« « organisme désigné du gouvernement du Québec » signifie une organisation établie par le gouvernement du Québec et qui est désignée comme municipalité pour l'application des articles 383 à 397;

« organisme
municipal »

« «organisme municipal» signifie une municipalité ou un organisme désigné du gouvernement du Québec; »;

3° par la suppression de l'expression «service ménager à domicile».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 140.1, aj.

430. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 140, du suivant:

Organisa-
tion paramu-
nicipale

« **140.1** Pour l'application de la définition de l'expression «organisation paramunicipale» prévue à l'article 139, une telle organisation est l'organisation de l'organisme municipal si, selon le cas:

1° la totalité ou la presque totalité des actions de l'organisation appartiennent à l'organisme ou la totalité ou la presque totalité des éléments de l'actif détenus par l'organisation appartiennent à l'organisme ou constituent des éléments de l'actif dont l'aliénation est sujette au contrôle de l'organisme de façon à ce que, dans le cas d'une liquidation de l'organisation, les éléments de l'actif soient dévolus à l'organisme;

2° l'organisation est tenue de soumettre périodiquement à l'organisme, pour approbation, son budget d'exploitation et, le cas échéant, son budget des immobilisations et la majorité des membres du conseil d'administration de l'organisation sont nommés par l'organisme. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 141, mod.

431. 1. L'article 141 de cette loi, modifié par l'article 185 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° la fourniture d'un bien ou d'un service visée au chapitre IV; »;

2° dans le paragraphe 8°, par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit:

« 8° la fourniture d'un droit d'adhésion si ce dernier: »;

3° par le remplacement du paragraphe 13° par le suivant:

« 13° la fourniture d'un droit d'entrée:

a) soit dans un lieu de divertissement;

b) soit à un colloque, à une conférence ou à un événement semblable, dans le cas où la fourniture est effectuée par un collègue public ou une université;

c) soit à une activité de levée de fonds. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 143, mod.

432. 1. L'article 143 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° la fourniture d'un droit d'entrée dans un lieu de divertissement où l'activité principale consiste à engager des paris ou à participer à des jeux de hasard; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 146, mod.

433. 1. L'article 146 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par ce qui suit :

Jeux de
hasard -
organisme
de bienfai-
sance ou
sans but
lucratif

« **146.** La fourniture effectuée par un organisme de bienfaisance ou un organisme sans but lucratif du droit, autre qu'un droit d'entrée, de jouer ou de participer à un jeu de hasard est exonérée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 148, remp.

434. 1. L'article 148 de cette loi est remplacé par le suivant :

Fourniture
effectuée
dans le
cadre d'une
entreprise -
contrepartie
symbolique

« **148.** Les fournitures suivantes effectuées par un organisme de services publics, si la valeur de la contrepartie de la fourniture payée ou payable par l'acquéreur est égale au montant habituel que l'organisme demande à de tels acquéreurs pour de telles fournitures et ne dépasse pas ou ne dépassera vraisemblablement pas le coût direct de la fourniture, sont exonérées :

1° la fourniture d'un service dans le cas où elle est effectuée dans le cadre d'une entreprise qui consiste à effectuer des fournitures d'un tel service;

2° la fourniture effectuée par vente d'un bien meuble corporel qui n'est pas une immobilisation de l'organisme;

3° la fourniture effectuée par louage, licence ou accord semblable d'un bien meuble corporel en vertu d'une entente écrite conclue avant le 28 mars 1991. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 158, ab.

435. 1. L'article 158 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 159, mod.

436. 1. L'article 159 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Exception –
choix

« Le présent article ne s'applique pas si l'organisme a effectué un choix à cet effet en vertu du présent article au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 160, mod.

437. 1. L'article 160 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Exception –
choix

« Le présent article ne s'applique pas si le fournisseur a effectué un choix à cet effet en vertu du présent article au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 162, mod.

438. 1. L'article 162 de cette loi est modifié :

1^o par l'insertion, après le paragraphe 2^o, du suivant :

« 2.1^o le service de production d'un document en vertu d'une loi; »;

2^o par le remplacement du paragraphe 3^o par le suivant :

« 3^o un quota, une licence, un permis ou un droit semblable, sauf un tel droit fourni à l'égard de l'apport au Québec de boissons alcooliques, et tout service à l'égard d'une demande d'un tel droit; »;

3^o par le remplacement du paragraphe 6^o par le suivant :

« 6^o un service qui consiste à donner des renseignements en vertu de la Loi sur l'accès à l'information (Lois révisées du Canada (1985), chapitre A-1), de la Loi sur la protection des renseignements personnels (Statuts du Canada) ou de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1); ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 163, mod.

439. 1. L'article 163 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2^o par le suivant :

« 2° la fourniture d'un droit de prendre ou d'extraire des produits forestiers, des produits qui poussent dans l'eau, des produits de la pêche, des minéraux ou de la tourbe, si la fourniture est effectuée :

a) soit à un consommateur;

b) soit à une personne qui n'est pas un inscrit et qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise qui consiste à effectuer la fourniture de ces produits, de ces minéraux ou de cette tourbe à des consommateurs; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 165 et
166, remp.

440. 1. Les articles 165 et 166 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Réseau de
distribution
d'eau et
système
d'égouts ou
de drainage

« **165.** Est exonérée la fourniture, effectuée par une municipalité ou par une organisation qui exploite un réseau de distribution d'eau, un système d'égouts ou un système de drainage et que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, d'un service qui consiste à installer, à réparer ou à entretenir un réseau de distribution d'eau, un système d'égouts ou un système de drainage pour l'utilisation de tous les occupants et propriétaires d'immeubles situés dans une région géographique donnée.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à la fourniture d'un service, facturé distinctement à l'acquéreur, qui consiste à réparer ou à entretenir une partie du réseau ou des systèmes mentionnés au premier alinéa dans le cas où l'acquéreur est l'occupant ou le propriétaire d'une parcelle donnée d'un immeuble située dans la région géographique donnée et que la partie du réseau ou des systèmes est pour l'utilisation exclusive des occupants ou des propriétaires de la parcelle donnée.

Fourniture
d'eau non
embouteillée

« **166.** La fourniture d'eau non embouteillée, y compris le service de livraison de l'eau, effectuée par une personne autre qu'un gouvernement ou par un gouvernement que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article est exonérée.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à la fourniture d'eau non embouteillée qui est une fourniture détaxée ou qui est effectuée aux consommateurs en portion individuelle au moyen d'un distributeur automatique ou à un établissement stable du fournisseur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période qui se termine le 30 septembre 1992, le

premier alinéa de l'article 165 que ce paragraphe édicte doit se lire comme suit:

Réseau de
distribution
d'eau et
système
d'égouts ou
de drainage

« **165.** Est exonérée la fourniture, effectuée par une municipalité ou par une organisation que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, d'un service qui consiste à installer, à réparer ou à entretenir un réseau de distribution d'eau, un système d'égouts ou un système de drainage pour l'utilisation de tous les occupants et propriétaires d'immeubles situés dans une région géographique donnée. ».

De plus, une organisation que le ministre a désignée comme municipalité pour l'application de l'article 165 de cette loi avant le 17 juin 1994 dont la désignation n'a pas été révoquée à cette date est réputée désignée pour l'application de l'article 166, édicté par le paragraphe 1.

c. T-0.1,
a. 168, mod.

441. 1. L'article 168 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° un immeuble dont la fourniture est effectuée par vente à un particulier ou à une fiducie dont tous les bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et dont tous les bénéficiaires subsidiaires, le cas échéant, sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, sauf la fourniture d'un immeuble sur lequel se trouve une construction qui était utilisée par l'organisme comme bureau ou dans le cadre d'activités commerciales ou pour la réalisation de fournitures exonérées; »;

2° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

« 6° un immeuble, sauf un logement provisoire, dont la fourniture est effectuée soit par louage, dans le cas où la période de location est de moins d'un mois, soit par licence, dans le cas où la fourniture est effectuée dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'organisme; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique:

a) quant à son paragraphe 1°, à compter du 1^{er} juillet 1992, sauf à l'égard d'une fourniture d'un immeuble effectuée en vertu d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991;

b) quant à son paragraphe 2°, à l'égard d'une fourniture effectuée en vertu d'une convention conclue après le 14 septembre 1992.

c. T-0.1,
aa. 169.1 et
169.2, aj.

442. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 169, des suivants:

Coquelicot
et couronne

« **169.1** Une fourniture d'un coquelicot ou d'une couronne, effectuée par le ministre des Anciens combattants dans le cadre de l'exploitation d'un atelier protégé, par la direction nationale, par une direction provinciale ou par une filiale de la Légion royale canadienne, est exonérée.

Fourniture
entre organi-
sations muni-
cipales

« **169.2** Est exonérée toute fourniture effectuée entre les personnes suivantes:

1° un organisme municipal et une de ses organisations paramunicipales;

2° une organisation paramunicipale d'un organisme municipal et toute autre organisation paramunicipale de l'organisme;

3° une municipalité régionale et une de ses municipalités locales ou toute organisation paramunicipale de ces municipalités locales;

4° une organisation paramunicipale d'une municipalité régionale et une municipalité locale de la municipalité régionale ou toute organisation paramunicipale de la municipalité locale;

5° une municipalité régionale ou une de ses organisations paramunicipales et une autre organisation, sauf un gouvernement, dont les activités désignées comprennent la délivrance d'eau ou la prestation de services municipaux dans un territoire qui relève de la compétence de la municipalité régionale.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à la fourniture effectuée ou reçue par les personnes suivantes autrement que dans le cadre de leurs activités désignées:

1° un organisme désigné du gouvernement du Québec;

2° une organisation paramunicipale qui est désignée comme municipalité pour l'application des articles 165 ou 166 ou des articles 383 à 397;

3° l'autre organisation visée au paragraphe 5° du premier alinéa. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 170, remp.

443. 1. L'article 170 de cette loi est remplacé par le suivant:

Service de
navette par
bateau

« **170.** La fourniture, autre qu'une fourniture détaxée, d'un service de navette par bateau de passagers ou de biens dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau est exonérée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 172.1, aj.

444. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 172, de ce qui suit:

« SECTION IX

« FRAIS VERSÉS À UN GOUVERNEMENT

Frais versés
à un gouver-
nement

« **172.1** Dans le cas où un gouvernement, une municipalité, une commission ou un autre organisme établi par un gouvernement ou une municipalité perçoit du titulaire ou du demandeur d'un droit dont la fourniture est visée au paragraphe 3^o de l'article 162 un montant afin de recouvrer les coûts de l'application d'un programme de réglementation relatif au droit et que le titulaire ou le demandeur est tenu de payer ce montant, à défaut de quoi le droit est perdu, son exercice est restreint, les pouvoirs qu'il confère sont modifiés ou la demande est rejetée, les règles suivantes s'appliquent:

1^o le gouvernement, la municipalité, la commission ou l'autre organisme semblable est réputé avoir effectué une fourniture exonérée à la personne;

2^o le montant est réputé constituer la contrepartie de cette fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
titre I,
chap. IV,
section 1,
intitulé,
remp.

445. 1. L'intitulé de la section I du chapitre IV du titre I de cette loi est remplacé par le suivant:

« MÉDICAMENTS ET SUBSTANCES BIOLOGIQUES ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 174, mod.

446. 1. L'article 174 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° par le suivant :

«*a*) une drogue visée aux annexes C et D de la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27); »;

2° par l'addition, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1°, du suivant :

«*f*) une drogue dont la fourniture est autorisée par le Règlement sur les aliments et drogues adopté en vertu de la Loi sur les aliments et drogues pour utilisation dans un traitement d'urgence; »;

3° par l'addition, après le paragraphe 3°, du suivant :

«4° la fourniture de sperme humain. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le paragraphe *f* du paragraphe 1° de l'article 174 qu'il édicte ne s'applique qu'aux drogues apportées au Québec après le 30 septembre 1992 et aux fournitures de drogues délivrées à l'acquéreur après le 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 176, mod.

447. 1. L'article 176 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 4°, du suivant :

«4.1° la fourniture d'une aérochambre ou d'un inhalateur doseur utilisé pour le traitement de l'asthme, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 20°, des suivants :

«20.1° la fourniture d'un dispositif de compression des membres, d'une pompe intermittente ou d'un appareil semblable utilisé dans le traitement du lymphoedème, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin;

«20.2° la fourniture d'un cathéter pour injection sous-cutanée ou d'une lancette, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 22°, du suivant :

«22.1° la fourniture d'une orthèse, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin; »;

4° par l'insertion, après le paragraphe 32°, du suivant :

«32.1° la fourniture effectuée à une organisation exploitée dans le but de procurer à des malentendants des chiens dressés ou devant être dressés pour aider un malentendant à l'égard de problèmes découlant de sa déficience ou par une telle organisation :

- a) soit d'un tel chien;
- b) soit d'un service qui consiste à apprendre au malentendant à se servir d'un tel chien; »;

5° par le remplacement du paragraphe 33° par le suivant :

«33° la fourniture d'un service, sauf celui dont la fourniture est visée à la section II du chapitre III ou celui lié à la prestation d'un service chirurgical ou dentaire exécuté à des fins esthétiques et non à des fins médicales ou restauratrices, qui consiste à entretenir, à installer, à modifier, à réparer ou à restaurer un bien visé à l'un des paragraphes 1° à 31° ou toute partie d'un tel bien si elle est fournie en même temps que le service; »;

6° par l'addition des paragraphes suivants :

«34° la fourniture de bas de compression graduée, de bas anti-embolie ou d'articles similaires, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin;

«35° la fourniture de vêtements, conçus spécialement pour l'usage d'une personne handicapée, lorsque la fourniture est effectuée à un consommateur sur l'ordre écrit d'un médecin. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992, à l'exception de son paragraphe 5° qui ne s'applique qu'à l'égard d'une fourniture effectuée après le 14 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 177, mod.

448. 1. L'article 177 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant :

«15° la crème-dessert, incluant les gélatine aromatisée, mousse, dessert fouetté aromatisé ou tout autre produit semblable à la crème-dessert, ou les boissons autres que le lait non aromatisé, sauf s'ils rencontrent l'une des conditions suivantes :

- a) ils sont préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés;
- b) ils sont vendus en un ensemble de plusieurs portions individuelles, pré-emballé par le fabricant ou le producteur;

c) ils sont vendus en boîte, bouteille ou autre contenant d'origine dont le contenu dépasse une portion individuelle; »;

2° par l'addition du paragraphe suivant :

« 19° l'eau non embouteillée, à l'exception de la glace. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 177.1, aj.

449. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 177, du suivant :

Eau non
embouteillée

« **177.1** Est détaxée, la fourniture d'eau non embouteillée destinée à la consommation humaine effectuée à un consommateur, en une quantité excédant une portion individuelle au moyen d'un distributeur automatique ou à un établissement stable du fournisseur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 178, mod.

450. 1. L'article 178 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant :

« 2.1° la fourniture de nourriture, effectuée par l'exploitant d'un parc d'engraissement, qui est réputée constituer une fourniture distincte en vertu du paragraphe 1° de l'article 39.2; »;

2° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant :

« 5° la fourniture d'engrais en vrac ou dans un contenant d'au moins 25 kilogrammes effectuée à un moment quelconque à un acquéreur si la quantité totale d'engrais fournie à ce moment à l'acquéreur est d'au moins 500 kilogrammes; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le paragraphe 5° de l'article 178 qu'il édicte doit se lire comme suit pour son application à une fourniture d'engrais livrée avant le 1^{er} octobre 1992 :

« 5° la fourniture d'engrais en vrac ou dans un sac d'au moins 25 kilogrammes effectuée à un moment quelconque à un acquéreur si la quantité totale d'engrais fournie à ce moment à l'acquéreur est d'au moins 500 kilogrammes; ».

c. T-0.1,
a. 179, mod.

451. 1. L'article 179 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° la personne possède une preuve satisfaisante pour le ministre de l'expédition du bien hors du Québec par l'acquéreur. » ;

2° par la suppression du paragraphe 5°.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 180.1, aj.

452. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 180, du suivant :

Fourniture
d'un carbu-
rant à un
transporteur inscrit

« **180.1** Est détaxée la fourniture d'un carburant effectuée à une personne qui est inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII au moment où la fourniture est effectuée, si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° la personne exploite une entreprise de transport de biens ou de passagers à destination ou en provenance du Québec par aéronef, chemin de fer ou navire ;

2° le carburant est acquis par la personne pour utilisation dans le cadre d'un tel transport. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 185, remp.

453. 1. L'article 185 de cette loi est remplacé par le suivant :

Service à
une per-
sonne qui ne
réside pas
au Québec

« **185.** Est détaxée la fourniture d'un service effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec, autre qu'un particulier, ou à un particulier qui ne réside pas au Québec et qui est hors du Québec lors de chacune de ses communications avec le fournisseur relativement à la fourniture, à l'exclusion de la fourniture :

1° d'un service qui est destiné principalement à la consommation, à l'utilisation ou à la jouissance au Québec ;

2° d'un service de conseil, de consultation ou professionnel ;

3° d'un service postal ;

4° d'un service relatif à un immeuble situé au Québec ;

5° d'un service à l'égard d'un bien meuble corporel qui est situé au Québec au moment où le service est exécuté ;

6° d'un service qui consiste à agir à titre de mandataire de la personne qui ne réside pas au Québec ou du particulier ;

7° d'un service de transport. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard de la fourniture d'un service dont l'exécution débute après le 9 juin 1993.

c. T-0.1,
a. 191, remp.

Bien meuble
ou service
découlant
d'une garan-
tie

454. 1. L'article 191 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **191.** Est détaxée la fourniture, effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII, d'un bien meuble corporel ou d'un service exécuté à l'égard d'un bien meuble corporel si le bien ou le service est acquis par la personne dans le but d'exécuter une obligation de celle-ci en vertu d'une garantie. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 191.1 à
191.11, aj.

455. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 191, des suivants :

Définitions

« **191.1** Pour l'application de l'article 191.2, l'expression :

« accessoire
fixe »

« accessoire fixe » signifie un dispositif utilisé pour tenir les biens en cours de fabrication pendant que les outils de travail sont en marche, mais qui n'est doté d'aucun système spécial pour guider les outils de travail ;

« calibre »

« calibre » signifie un dispositif utilisé pour l'usinage de précision de biens en cours de fabrication, qui sert à retenir les biens solidement en place et à guider les outils à la position exacte ;

« matrice »

« matrice » signifie une forme pleine ou creuse utilisée pour façonner des substances par l'estampage, l'emboutissage, le filage, l'étrépage ou le filetage ;

« moule »

« moule » signifie une pièce creuse dans laquelle on verse des substances pour produire des biens de formes désirées ;

« outil »

« outil » signifie un dispositif destiné aux machines de production ou à leurs dispositifs, qui sert à assembler ou à travailler des substances par tournage, fraisage, meulage, polissage, perçage, poinçonnage, alésage, profilage, cisaillement, emboutissage ou rabotage.

Accessoire
fixe,
matrice,
moule et
outil

« **191.2** Est détaxée la fourniture d'un bien qui est un accessoire fixe, un calibre, une matrice, un moule ou un outil ou d'un droit dans un tel bien effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII au moment où la fourniture est effectuée, si le bien doit être utilisé directement dans la fabrication ou la production d'un bien meuble corporel pour la personne.

Gaz naturel

« **191.3** Est détaxée la fourniture de gaz naturel effectuée par une personne à un acquéreur qui a l'intention de l'expédier hors du Québec par pipeline, si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° l'acquéreur expédie le gaz hors du Québec dans un délai raisonnable après qu'il lui soit délivré par la personne, compte tenu des circonstances entourant l'expédition hors du Québec et, le cas échéant, des pratiques commerciales normales de l'acquéreur ;

2° le gaz n'est pas acquis par l'acquéreur pour consommation, utilisation ou fourniture au Québec, sauf dans la mesure où il est utilisé par un transporteur à titre de combustible ou de gaz de compression pour transporter le gaz par pipeline, avant son expédition hors du Québec par l'acquéreur ;

3° entre le moment où la fourniture est effectuée et celui où l'acquéreur expédie le gaz hors du Québec, le gaz n'est pas davantage traité, transformé ou modifié au Québec, sauf dans la mesure raisonnablement nécessaire ou accessoire à son transport ;

4° la personne possède une preuve satisfaisante pour le ministre de l'expédition du gaz hors du Québec par l'acquéreur.

Service de
dépôt et de
garde des
titres d'une
personne
qui ne
réside pas
au Québec
Formation
profession-
nelle

« **191.4** La fourniture effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec d'un service de dépôt et de garde des titres de cette personne ou d'un service qui consiste à agir à titre de prête-nom relativement à ces titres est détaxée.

« **191.5** La fourniture, effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec, autre qu'un particulier, et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII, consistant à donner à un particulier qui ne réside pas au Québec un service d'enseignement ou un examen y afférent menant à un certificat, à un diplôme, à un permis ou à un acte semblable ou à une classe ou à un grade conféré par un permis, attestant la compétence de ce particulier à exercer un métier, est détaxée.

Destruction
ou mise au
rebut de
biens

« **191.6** La fourniture, effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII, d'un service consistant à détruire ou à mettre au rebut un bien meuble corporel est détaxée.

Démontage
de biens

« **191.7** La fourniture, effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII, d'un service consistant à démonter un bien dans le but de l'expédier hors du Québec est détaxée.

Service de
mise à
l'essai ou
d'inspection

« **191.8** Est détaxée la fourniture, effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII, d'un service de mise à l'essai ou d'inspection d'un bien meuble corporel qui est acquis ou apporté au Québec dans le seul but que le service soit exécuté et qui doit être détruit ou mis au rebut en cours d'exécution ou après l'exécution du service.

Service postal ou de
télécommunication

« **191.9** Est détaxée la fourniture d'un service à l'égard d'un service postal ou d'un service de télécommunication dans le cas où la fourniture est effectuée par un inscrit qui exploite une entreprise qui consiste à fournir des services postaux ou de télécommunication à une personne qui ne réside pas au Québec, qui n'est pas un inscrit et qui exploite une telle entreprise.

Service de
conseil, de
consultation
ou professionnel

« **191.10** Est détaxée la fourniture d'un service de conseil, de consultation ou professionnel effectuée à une personne qui ne réside pas au Québec, à l'exclusion de la fourniture :

1° d'un service rendu à un particulier en relation avec une instance criminelle, civile ou administrative tenue au Québec à l'exception d'un service rendu avant le début d'une telle instance;

2° d'un service relatif à un immeuble situé au Québec;

3° d'un service à l'égard d'un bien meuble corporel qui est situé au Québec au moment où le service est exécuté;

4° d'un service qui consiste à agir à titre de mandataire de la personne.

Maison
mobile et
maison flottante

« **191.11** Pour l'application de la présente section, une maison flottante et une maison mobile qui n'est pas fixée à un fonds de terre sont réputées être des biens meubles corporels et ne pas être des immeubles. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, les articles 191.9 et 191.10 qu'il édicte ont effet à l'égard de la fourniture d'un service dont l'exécution débute après le 9 juin 1993.

c. T-0.1,
a. 193, mod.

456. 1. L'article 193 de cette loi est modifié par la suppression de la définition de l'expression « transporteur ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 197, mod.

457. 1. L'article 197 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

«1° la fourniture d'un service de transport de marchandises à l'égard du transport d'un bien meuble corporel d'un endroit au Québec à un endroit hors du Québec, si la valeur de la contrepartie de la fourniture est d'au moins 5,00 \$ sans tenir compte de la taxe payée ou payable en vertu de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada);»;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2° par le suivant:

«*c*) la valeur de la contrepartie de la fourniture est d'au moins 5,00 \$ sans tenir compte de la taxe payée ou payable en vertu de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada);»;

3° par la suppression du paragraphe 3°;

4° par l'addition des paragraphes suivants:

«9° la fourniture, effectuée par une personne titulaire d'un agrément en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 24 de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada), d'un service consistant à entreposer des biens importés au Canada dans un entrepôt d'attente exploité par la personne, si l'objet du service consiste à permettre l'examen des biens avant leur dédouanement, au sens de cette loi;

«10° la fourniture d'un service de navette par bateau de passagers ou de biens, à destination ou en provenance d'un endroit hors du Québec, dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau.».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 198, mod.

458. 1. L'article 198 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«3° la fourniture d'un droit d'entrée à un congrès, autre qu'un droit d'entrée à un congrès étranger, effectuée par le promoteur du congrès à une personne qui ne réside pas au Québec.».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 199, remp.

459. 1. L'article 199 de cette loi est remplacé par le suivant:

Règle générale

«**199.** Le remboursement de la taxe sur les intrants d'une personne à l'égard d'un bien ou d'un service dont elle reçoit la

fourniture, ou qu'elle apporte au Québec, correspond, pour une période de déclaration de la personne durant laquelle elle est un inscrit et durant laquelle la taxe à l'égard de la fourniture ou de l'apport devient payable par la personne ou est payée par celle-ci sans qu'elle soit devenue payable, au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le total de la taxe à l'égard de la fourniture ou de l'apport qui devient payable par la personne durant la période de déclaration ou qu'elle a payée durant la période sans qu'elle soit devenue payable;

2° la lettre B représente le pourcentage qui correspond:

a) dans le cas où, en vertu de l'article 252, la taxe est réputée avoir été payée à l'égard du bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, à la mesure dans laquelle la personne a utilisé le bien dans le cadre de ses activités commerciales pendant cette année d'imposition par rapport à l'utilisation totale du bien dans le cadre de ses activités commerciales et de ses entreprises durant cette année d'imposition;

b) dans le cas où le bien ou le service est acquis ou apporté par la personne pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations, à la mesure dans laquelle la personne utilisait son immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement après qu'elle l'a acquis ou apporté, la dernière fois, en tout ou en partie;

c) dans tout autre cas, à la mesure dans laquelle la personne acquiert ou apporte le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, s'il s'applique à un bien à l'égard duquel la taxe est réputée en vertu de l'article 252 de cette loi avoir été payée au cours d'une année d'imposition se terminant avant le 1^{er} octobre 1992, le sous-paragraphe a du paragraphe 2° de l'article 199 de cette loi, qu'il édicte, doit se lire comme suit:

« a) dans le cas où, en vertu de l'article 252, la taxe est réputée avoir été payée à l'égard du bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, à la mesure dans laquelle la personne a projeté d'utiliser le bien dans le cadre de ses activités commerciales

par rapport à l'utilisation projetée du bien dans le cadre de ses activités commerciales et de ses entreprises;».

c. T-0.1,
aa. 199.1 à
199.4, aj.

460. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 199, des suivants:

Améliora-
tions

« **199.1** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'une personne à l'égard d'un bien ou d'un service que la personne acquiert, ou apporte au Québec, en partie pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations et en partie pour une autre fin, les règles suivantes s'appliquent:

1° la délivrance de cette partie du bien ou la prestation de cette partie du service qui est acquise ou apportée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation et la délivrance de l'autre partie du bien ou la prestation de l'autre partie du service sont réputées chacune être des fournitures distinctes qui ne sont pas accessoires l'une à l'autre;

2° la taxe payable à l'égard de la fourniture de cette partie du bien ou de cette partie du service qui est acquise ou apportée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation, est réputée être égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B;$$

pour l'application de cette formule:

a) la lettre A représente la taxe payable – appelée «taxe totale payable» dans le présent article – par la personne à l'égard de la fourniture ou de l'apport du bien ou du service, déterminée sans tenir compte du présent article;

b) la lettre B représente le pourcentage qui correspond à la mesure dans laquelle la contrepartie totale payée ou payable par la personne pour la fourniture au Québec du bien ou du service ou la valeur du bien, s'il est apporté au Québec, est ou serait, si la personne était un contribuable au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), incluse dans le calcul du prix de base rajusté, pour la personne, de l'immobilisation pour l'application de cette loi;

3° la taxe payable à l'égard de cette partie du bien ou du service qui n'est pas utilisée dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation est réputée être égale à la différence entre la taxe totale payable et le montant déterminé conformément au paragraphe 2°.

Bien fourni
par louage,
licence ou
accord sem-
blable

« **199.2** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'une personne à l'égard d'un bien, dans le cas où le bien est fourni par louage, licence ou accord semblable à la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des intervalles successifs – appelés «intervalle de location» dans le présent article – de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est offerte en vertu de l'accord et que, à un moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, calculée sur un paiement périodique donné, devient payable par la personne ou est payée par celle-ci sans qu'elle soit devenue payable, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du bien pour l'intervalle de location auquel le paiement périodique donné est imputable ;

2° la taxe calculée sur le paiement périodique donné est réputée être la taxe payable à l'égard de la fourniture distincte.

Services con-
tinus

« **199.3** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'une personne à l'égard d'un service, dans le cas où le service est fourni à la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements imputables à différents intervalles – appelés «intervalle de facturation» dans le présent article – de la période durant laquelle le service est rendu ou doit l'être en vertu de la convention relative à la fourniture et que, à un moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, calculée sur un paiement donné, devient payable par la personne ou est payée par celle-ci sans qu'elle soit devenue payable, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du service rendu ou qui doit l'être durant l'intervalle de facturation auquel le paiement périodique donné est imputable ;

2° la taxe calculée sur le paiement donné est réputée être la taxe payable à l'égard de la fourniture distincte.

Présomption
– paiement
de la taxe

« **199.4** Pour l'application des articles 199 à 199.3, dans le cas où une facture est émise à une personne à l'égard d'une fourniture taxable qui lui est effectuée au Québec, sauf si le deuxième alinéa de l'article 83 s'applique à la fourniture, la taxe prévue à l'article 16 calculée sur le montant de la facture est réputée devenue payable à la date apparaissant sur celle-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois :

a) l'article 199.1, que ce paragraphe édicte, ne s'applique qu'aux biens et aux services qu'une personne acquiert, ou apporte au Québec, après le 30 septembre 1992 en partie pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations;

b) l'article 199.4, que ce paragraphe édicte, doit être lu sans tenir compte de « sauf si le deuxième alinéa de l'article 83 s'applique à la fourniture, » dans le cas où il s'applique à une facture dont la date est antérieure au 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 199.4, ab.

461. 1. L'article 199.4 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 460 édicte, est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 200, ab.

462. 1. L'article 200 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 201, mod.

463. 1. L'article 201 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

Exigences
documen-
taires

« **201.** Un inscrit ne peut demander le remboursement de la taxe sur les intrants pour une période de déclaration, à moins qu'avant de produire la déclaration dans laquelle le remboursement est demandé: »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° il produise, dans le cas où le remboursement de la taxe sur les intrants est relatif à un immeuble qui lui est fourni par vente dans des circonstances où l'article 423 s'applique, la déclaration prévue à l'article 438. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 202, mod.

464. 1. L'article 202 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 2° par ce qui suit:

Dispense

« **202.** Dans le cas où il est établi, à la satisfaction du ministre, que des registres suffisants sont ou seront disponibles pour déterminer les faits relatifs à une fourniture, ou à un apport au Québec, ou à une fourniture, ou à un apport au Québec, d'une catégorie spécifique, et la taxe payée ou payable à l'égard de la fourniture ou de l'apport, le ministre peut:

1° dispenser un inscrit, une catégorie d'inscrits ou l'ensemble des inscrits d'une ou de plusieurs exigences prévues à l'article 201 à l'égard de cette fourniture ou de cet apport, ou d'une fourniture ou d'un apport de cette catégorie;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 203, mod.

465. 1. L'article 203 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° la fourniture d'un droit d'adhésion, ou d'un droit d'acquérir un tel droit, à un club dont l'objet principal est d'offrir des installations pour les loisirs, les sports ou les repas, sauf dans le cas où l'inscrit acquiert le droit pour fourniture exclusive dans le cadre de son entreprise qui consiste à fournir de tels droits;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le paragraphe 1° de l'article 203 de cette loi, qu'il édicte, ne s'applique pas à la fourniture d'un droit d'acquérir un droit d'adhésion dans le cas où ce droit est acquis avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 206.3.1, aj.

466. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 206.3, du suivant:

Fournitures
liées à un
congrès

«**206.3.1** L'article 206.1 ne s'applique pas à l'égard des biens et des services suivants qui sont acquis par l'organisateur ou le promoteur d'un congrès à titre de fournitures liées à un congrès:

1° l'électricité;

2° un service de téléphone;

3° un service de télécommunication ou une télécommunication à l'égard duquel la taxe prévue par la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4) s'appliquerait si ce n'était de l'article 14 de cette loi. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 206.6, aj.

467. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 206.5, du suivant:

Exception

«**206.6** Malgré l'article 206.1, la taxe payable par un inscrit à l'égard de la fourniture effectuée par le titulaire d'un permis de taxi qui consiste à confier l'exploitation et la garde d'un taxi à l'inscrit peut être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 207, remp.

468. 1. L'article 207 de cette loi est remplacé par le suivant:

Nouvel
inscrit

« **207.** Dans le cas où à un moment quelconque une personne devient un inscrit et que, immédiatement avant ce moment, elle était un petit fournisseur, les règles suivantes s'appliquent aux fins du calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants:

1° la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture par vente de chacun de ses biens qui, immédiatement avant ce moment, était détenu pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales;

2° la personne est réputée avoir payé, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants:

a) le total de la taxe devenue payable ou payée par la personne avant ce moment à l'égard de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien par celle-ci et de la taxe devenue payable ou payée par la personne avant ce moment à l'égard d'une amélioration au bien acquise, ou apportée au Québec, par celle-ci après cette dernière acquisition ou ce dernier apport;

b) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

2° la lettre B représente:

a) dans le cas où la personne avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 relativement à toute taxe comprise dans le total visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1°, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui s'applique dans le calcul du montant du remboursement;

b) dans tout autre cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 209, mod.

469. 1. L'article 209 de cette loi, modifié par l'article 188 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Personne
qui cesse
d'être un ins-
crit - biens

«**209.** Dans le cas où à un moment quelconque une personne cesse d'être un inscrit, les règles suivantes s'appliquent:

1° la personne est réputée:

a) avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture de chacun de ses biens, autre qu'une immobilisation, qui, immédiatement avant ce moment, était détenu pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture non taxable, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) avoir reçu, à ce moment, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture non taxable, égale au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe a;

2° la personne est réputée avoir cessé d'utiliser, immédiatement avant ce moment, dans le cadre de ses activités commerciales les immobilisations qu'elle utilisait alors dans le cadre de ses activités commerciales. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 210.1 à
210.5, aj.

470. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 210, de ce qui suit:

Non-
application
des articles
207 à 210

«**210.1** Les articles 207 à 210 ne s'appliquent pas dans le cas où les articles 210.2 à 210.4 s'appliquent.

Non-
application
de l'article
209

L'article 209 ne s'applique pas au bien détenu par une personne immédiatement avant qu'elle cesse d'être un inscrit dans le cas où l'article 297.2 s'est appliqué à l'égard de ce bien.

« 1.1. — *Entreprise de taxis*

Petit fournis-
seur

«**210.2** Dans le cas où, à un moment quelconque, une personne qui est un petit fournisseur exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Québec, autres que la fourniture par vente d'un immeuble, et que l'inscription de cette personne ne s'applique pas à ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent:

1° la personne est réputée ne pas être un inscrit à ce moment sauf à l'égard de l'entreprise de taxis et de tout ce qui est fait par cette personne dans le cadre de cette entreprise ou en relation avec celle-ci;

2° pour l'application des articles 199 à 202 et de la sous-section 5, les autres activités de cette personne sont réputées ne pas constituer des activités commerciales de celle-ci à ce moment.

Début d'ins-
cription à
l'égard
d'autres acti-
vités

« **210.3** Dans le cas où, à un moment quelconque, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Québec, autres que la fourniture par vente d'un immeuble, et que l'inscription de cette personne commence, à ce moment, à s'appliquer à ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

1° aux fins du calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants, la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture par vente de chacun de ses biens, autre qu'une immobilisation, qui était détenu, immédiatement avant ce moment, pour consommation ou utilisation dans le cadre de ces autres activités et avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture égale au moindre des montants suivants :

a) la taxe devenue payable ou payée par la personne avant ce moment à l'égard de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien par celle-ci;

b) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

2° un montant au titre de la taxe devenue payable par la personne avant ce moment peut être inclus dans le calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration qui comprend ce moment dans la mesure où la taxe est calculée sur une contrepartie, ou une partie de celle-ci, qui, selon le cas :

a) est raisonnablement attribuable à un service qui doit lui être rendu après ce moment et qu'elle a acquis pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités;

b) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable à l'égard d'un bien et qui est raisonnablement imputable à une période, postérieure à ce moment, au cours de laquelle le bien est utilisé dans le cadre de ces autres activités.

Cessation
d'inscription
à l'égard
d'autres acti-
vités

« **210.4** Dans le cas où, à un moment quelconque, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités

commerciales au Québec, autres que la fourniture par vente d'un immeuble, et que l'inscription de la personne cesse, à ce moment, de s'appliquer à ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée, à la fois :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture de chacun de ses biens, autre qu'une immobilisation, qui était détenu, immédiatement avant ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture non taxable, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment ;

b) avoir reçu, à ce moment, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture non taxable, égale au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *a* ;

2° un montant au titre de la taxe qui devient payable par la personne après ce moment peut être inclus dans le calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration qui comprend ce moment dans la mesure où la taxe est calculée sur une contrepartie, ou une partie de celle-ci, qui, selon le cas :

a) est raisonnablement attribuable à un service qui lui a été rendu avant ce moment et qu'elle a acquis pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités ;

b) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable à l'égard d'un bien et qui est raisonnablement imputable à une période, antérieure à ce moment, au cours de laquelle le bien était utilisé dans le cadre de ces autres activités ;

3° un montant doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période de déclaration de la personne qui comprend ce moment dans le cas où, dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants demandé par celle-ci dans une déclaration produite en vertu de l'article 468 pour une période de déclaration se terminant avant ce moment, un montant a été inclus à l'égard de la taxe calculée sur une contrepartie, ou une partie de celle-ci, qui, selon le cas :

a) est raisonnablement attribuable à des services qui doivent être rendus à la personne après ce moment ;

b) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable à l'égard d'un bien et qui est raisonnablement imputable à une période

– appelée « période de location » dans le présent article – postérieure à ce moment.

Application
du para-
graphe 3°

Pour l'application du paragraphe 3° du premier alinéa, le montant doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette dans la mesure dans laquelle soit le bien est utilisé par la personne durant la période de location, soit les services sont acquis par celle-ci pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités.

Exception

« **210.5** Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 210.4 ne s'applique pas à une personne qui exploite une entreprise de taxis et qui, en raison de l'article 206.1, n'a pas le droit d'inclure, dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants, un montant à l'égard de la taxe payable par elle relativement au bien. ».

2. Sous réserve du paragraphe 3, le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant au deuxième alinéa de l'article 210.1 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 211, remp.

471. 1. L'article 211 de cette loi, modifié par l'article 189 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Allocation
pour dépla-
cement et
autres alloca-
tions

« **211.** Une personne est réputée avoir reçu une fourniture taxable d'un service pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure qu'un bien ou un service est acquis par un salarié ou, si elle est une société, par un membre de celle-ci pour consommation ou utilisation relativement à une activité commerciale de la personne et avoir payé, au moment où l'allocation mentionnée au paragraphe 1° est payée, la taxe relative à la fourniture égale à la fraction de taxe, déterminée conformément à l'article 211.1, de l'allocation si, à la fois :

1° la personne paie une allocation au salarié ou au membre :

a) soit pour des fournitures dont la totalité ou la presque totalité sont des fournitures taxables, autres que des fournitures détaxées, de biens ou de services acquis au Québec par le salarié ou le membre relativement à une activité exercée par la personne ;

b) soit pour l'utilisation au Québec, relativement à une activité exercée par la personne, d'un véhicule à moteur ;

2° un montant relatif à l'allocation est déductible dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci pour

l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), ou le serait si la personne était un contribuable en vertu de cette loi et que l'activité était une entreprise;

3° la personne a considéré, au moment du versement d'une allocation à l'égard de laquelle le paragraphe *e* de l'article 39 ou l'article 40 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) s'appliquerait si elle était une allocation raisonnable pour leur application et, dans le cas où la personne est une société qui a payé une allocation à son membre, si celui-ci était un salarié de la société, que l'allocation était raisonnable pour l'application du paragraphe *e* de l'article 39 ou de l'article 40 et il est raisonnable qu'elle l'ait considérée ainsi à ce moment.

Exception

Le présent article ne s'applique pas si l'allocation est relative à un bien ou à un service à l'égard duquel la personne, si elle était un inscrit qui acquiert le bien ou le service pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 213, mod.

472. 1. L'article 213 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

Acquisition
de biens
meubles cor-
porels
d'occasion

«**213.** Un inscrit est réputé avoir payé, au moment où un montant est payé en contrepartie d'une fourniture, sauf si celle-ci est détaxée ou si les articles 75.1 ou 80 s'appliquent à son égard, la taxe relative à la fourniture égale à la fraction de taxe de ce montant, dans le cas où: »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Présomption
- valeur de
la contrepar-
tie

« Pour l'application du présent article, la valeur de la contrepartie de la fourniture d'un bien meuble corporel d'occasion qu'une personne effectue à un inscrit avec lequel elle a un lien de dépendance pour une contrepartie supérieure à la juste valeur marchande du bien au moment où la possession du bien est transférée à l'inscrit est réputée égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période qui se termine le 30 septembre 1992, pour l'application de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 213 de cette loi que le paragraphe 1 édicte, la référence à l'article 75.1 doit être lue comme une référence à l'article 75.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique aux fournitures dont la contrepartie est payée ou devient due après le 1^{er} juillet 1992, à l'exception de celles dont la contrepartie est payée ou devient due avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 215, remp.

473. 1. L'article 215 de cette loi est remplacé par le suivant:

Contenants
consignés

«**215.** Dans le cas où un inscrit est l'acquéreur de la fourniture d'une enveloppe ou d'un contenant d'une catégorie donnée dans lequel un bien est habituellement délivré, autre qu'un bien dont la fourniture constitue une fourniture détaxée, l'article 213 ne s'applique pas sauf si l'inscrit paie au fournisseur une contrepartie pour cette fourniture qui n'est pas inférieure au total des montants suivants:

1° le montant qui correspond à la contrepartie exigée par l'inscrit à l'égard des fournitures d'enveloppes ou de contenants d'occasion de cette catégorie qu'il effectue;

2° le montant qui correspond à la taxe calculée sur cette contrepartie.

Exception

Le présent article ne s'applique pas au contenant qui est un contenant consigné au sens de l'article 350.24 d'une catégorie donnée dont l'inscrit n'effectue pas la fourniture lorsque le contenant est rempli et scellé. ».

2. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 216, mod.

474. 1. L'article 216 de cette loi, modifié par l'article 192 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

Expédition
ou fourniture
hors du
Québec

«**216.** Dans le cas où un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture hors du Québec d'un bien meuble corporel d'occasion avant le 1^{er} janvier 1994 et que l'inscrit, ou toute personne avec laquelle il a un lien de dépendance, est réputé avoir payé la taxe relative à l'acquisition du bien en vertu de l'article 213, les règles suivantes s'appliquent: »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe b du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

«b) le montant qui correspond soit à la taxe que l'inscrit a payée à l'égard de l'acquisition du bien ou est réputé avoir payée en vertu

de l'article 213, soit à la taxe qu'il aurait été tenu de payer à l'égard de l'acquisition du bien en faisant abstraction des articles 75.1, 80 et 334 ou du fait qu'il a acquis le bien par une fourniture non taxable. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 217, remp.

Expédition
ou fourniture
hors du
Québec

475. 1. L'article 217 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **217.** Dans le cas où un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture hors du Québec d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant prescrit à l'égard du bien et que l'inscrit a payé la taxe relative à l'acquisition du bien ou aurait été tenu de la payer en faisant abstraction des articles 75.1, 80 et 334 ou du fait qu'il a acquis le bien par une fourniture non taxable, les règles suivantes s'appliquent :

1° la fourniture est réputée effectuée au Québec ;

2° l'inscrit est réputé avoir perçu, au moment où la fourniture est effectuée, la taxe relative à celle-ci, égale au moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond à la taxe qui serait payable à l'égard de la fourniture s'il s'agissait d'une fourniture effectuée au Québec, autre qu'une fourniture détaxée ou non taxable ;

b) le montant qui correspond, le cas échéant, à la taxe que l'inscrit est réputé avoir payée à l'égard de l'acquisition du bien en vertu de l'article 213 ;

c) le montant qui correspond, le cas échéant, au pourcentage prescrit soit de la taxe que l'inscrit a payée à l'égard de l'acquisition du bien, sauf celle qu'il est réputé avoir payée en vertu de l'article 213, soit de la taxe qu'il aurait été tenu de payer à l'égard de l'acquisition du bien en faisant abstraction des articles 75.1, 80 et 334 ou du fait qu'il a acquis le bien par une fourniture non taxable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 15 septembre 1992. Toutefois, pour la période qui se termine le 30 septembre 1992, toute référence à l'article 75.1 dans l'article 217 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit être lue comme une référence à l'article 75. De plus, l'article 217 de cette loi, édicté par le chapitre 67 des lois de 1991, est abrogé depuis le 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 217.1, aj.

476. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 217, du suivant :

Contrepartie inférieure à la juste valeur marchande

« **217.1** Pour l'application des articles 216 et 217, dans le cas où un inscrit effectue la fourniture taxable d'un bien meuble corporel d'occasion par vente à un acquéreur avec lequel il a un lien de dépendance, sans contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment où la possession du bien est transférée à l'acquéreur, celui-ci est réputé, sauf dans le cas où l'article 55 s'applique, avoir payé la taxe à l'égard de la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 220, mod.

477. 1. L'article 220 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement, dans le texte français, des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2^o du premier alinéa par les suivants :

« *a*) celui où l'immeuble d'habitation est occupé par un particulier à titre de résidence ou d'hébergement ;

« *b*) celui où la personne transfère la propriété de l'immeuble d'habitation à une autre personne ; » ;

2^o par le remplacement du paragraphe 3^o du premier alinéa par le suivant :

« 3^o la personne est réputée être un constructeur de l'immeuble d'habitation, sauf si la personne est :

a) soit un particulier donné qui acquiert l'immeuble à ce moment pour le détenir et l'utiliser exclusivement à titre de résidence pour lui-même, un autre particulier qui lui est lié ou un ex-conjoint du particulier donné ;

b) soit une fiducie dont tous les bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et dont tous les bénéficiaires subsidiaires, le cas échéant, sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, qui acquiert l'immeuble à ce moment pour le détenir et l'utiliser à titre de résidence d'un particulier qui est un bénéficiaire de la fiducie. » ;

3^o par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1^o du deuxième alinéa par le suivant :

«a) soit a été acquis par la personne, lors de sa dernière acquisition, pour être détenu ou utilisé à titre d'immeuble d'habitation;».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 222.1 à
222.5, aj.

478. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 222, de ce qui suit :

«I.1—Fourniture à soi-même d'un fonds de terre

Location
d'un fonds
de terre
pour usage
résidentiel

«**222.1** Dans le cas où une personne qui a un droit dans un fonds de terre effectue la fourniture du fonds de terre par louage, licence ou accord semblable et, à un moment quelconque, en donne la possession conformément au paragraphe 2° du deuxième alinéa, cette personne est réputée, à la fois :

1° avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture taxable par vente du fonds de terre et avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du fonds de terre à ce moment ;

2° avoir reçu, à ce moment, une fourniture taxable par vente du fonds de terre et avoir payé, à ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture calculée sur la juste valeur marchande du fonds de terre à ce moment.

Exception

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique que dans le cas où, à la fois :

1° la fourniture est une fourniture exonérée visée à l'article 99 ou au paragraphe 1° de l'article 100 ;

2° à un moment quelconque, la personne donne la possession du fonds de terre à l'acquéreur de la fourniture en vertu de l'accord ;

3° avant ce moment, la dernière utilisation du fonds de terre par la personne n'est pas régie par un accord pour une fourniture visée au paragraphe 1° du présent alinéa ;

4° à ce moment ou immédiatement avant, la personne n'est pas réputée en vertu des articles 243, 258 ou 261 avoir effectué une fourniture du fonds de terre ;

5° l'acquéreur de la fourniture n'acquiert pas la possession du fonds de terre dans le but :

a) soit d'y construire un immeuble d'habitation dans le cadre d'une activité commerciale;

b) soit d'effectuer une fourniture exonérée du fonds de terre visée à l'article 99.

«I.2—Fourniture à soi-même d'un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel

Première
utilisation
d'un terrain
de carava-
ning résiden-
tiel

«**222.2** Dans le cas où une personne effectue la fourniture d'un emplacement dans son terrain de caravanning résidentiel par louage, licence ou accord semblable et, à un moment quelconque, en donne la possession ou en permet l'occupation conformément au paragraphe 2° du deuxième alinéa, cette personne est réputée, à la fois:

1° avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture taxable par vente du terrain et avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du terrain à ce moment;

2° avoir reçu, à ce moment, une fourniture taxable par vente du terrain et avoir payé, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du terrain à ce moment.

Exception

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique que dans le cas où, à la fois:

1° la fourniture est une fourniture exonérée visée au paragraphe 2° de l'article 100;

2° à un moment quelconque, la personne donne la possession ou permet l'occupation de l'emplacement à l'acquéreur de la fourniture en vertu de l'accord;

3° immédiatement avant ce moment, aucun des emplacements dans le terrain n'est occupé en vertu d'un accord pour une fourniture visée au paragraphe 1° du présent alinéa;

4° l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

a) la dernière acquisition du terrain par la personne n'est pas une fourniture exonérée visée à l'article 97.3 et la personne n'est pas réputée avoir effectué la fourniture du fonds de terre compris dans le terrain du fait de son utilisation pour les fins du terrain, selon le cas:

i. avant ce moment en vertu du présent article;

ii. à ce moment ou immédiatement avant en vertu des articles 243, 258 ou 261;

b) la personne a le droit, après que le terrain ou le fonds de terre a été acquis, lors de la dernière acquisition, ou réputé avoir été fourni par la personne, de demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de l'acquisition de celui-ci ou d'une amélioration qui y a été faite.

Première
utilisation
d'une adjon-
tion

«**222.3** Dans le cas où une personne augmente la superficie du fonds de terre comprise dans son terrain de caravanning résidentiel – appelée «superficie additionnelle» dans le présent article – que celle-ci effectue la fourniture d'un emplacement dans la superficie additionnelle par louage, licence ou accord semblable et, à un moment quelconque, en donne la possession ou en permet l'occupation conformément au paragraphe 2° du deuxième alinéa, cette personne est réputée, à la fois:

1° avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture taxable par vente de la superficie additionnelle et avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de la superficie additionnelle à ce moment;

2° avoir reçu, à ce moment, une fourniture taxable par vente de la superficie additionnelle et avoir payé, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de la superficie additionnelle à ce moment.

Exception

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique que dans le cas où, à la fois:

1° la fourniture est une fourniture exonérée visée au paragraphe 2° de l'article 100;

2° à un moment quelconque, la personne donne la possession ou permet l'occupation de l'emplacement à l'acquéreur de la fourniture en vertu de l'accord;

3° immédiatement avant ce moment, aucun des emplacements dans la superficie additionnelle n'est occupé en vertu d'un accord pour une fourniture visée au paragraphe 1° du présent alinéa;

4° l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

a) la dernière acquisition de la superficie additionnelle par la personne n'est pas une fourniture exonérée visée à l'article 97.3 et la

personne n'est pas réputée avoir effectué la fourniture de la superficie additionnelle du fait de son utilisation pour les fins du terrain, selon le cas :

- i. avant ce moment en vertu de la présente sous-section 4 ;
- ii. à ce moment ou avant en vertu des articles 243, 258 ou 261 ;

b) la personne a le droit, après que la superficie additionnelle a été acquise, lors de la dernière acquisition, ou réputée avoir été fournie par la personne, de demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de l'acquisition de celle-ci ou d'une amélioration qui y a été faite.

*« I.3—Fourniture d'une maison mobile ou d'une maison flottante
— Constructeur*

Maison
mobile ou
maison flot-
tante

« **222.4** Toute personne qui effectue la fourniture d'une maison mobile ou d'une maison flottante avant qu'elle soit utilisée ou occupée par tout particulier à titre de résidence ou d'hébergement est réputée avoir entrepris la construction de la maison et l'avoir presque achevée le premier en date du moment où la propriété de la maison est transférée à l'acquéreur de la fourniture et du moment où la possession de la maison est transférée à l'acquéreur en vertu de la convention relative à la fourniture.

Rénovation
majeure –
maison
mobile ou
maison flot-
tante

« **222.5** Dans le cas où une personne entreprend la rénovation majeure d'une maison mobile ou d'une maison flottante, la maison est réputée ne pas avoir été utilisée ou occupée, à un moment quelconque avant que la personne ait commencé la rénovation majeure de la maison, par tout particulier à titre de résidence ou d'hébergement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois :

a) l'article 222.1 de cette loi que ce paragraphe édicte ne s'applique pas à la fourniture du fonds de terre dans le cas où la possession est transférée en vertu d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991 ;

b) les articles 222.2 et 222.3 de cette loi que ce paragraphe édicte ne s'appliquent pas à la fourniture d'un emplacement dans un terrain de caravanning résidentiel en vertu d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable écrit conclu avant le 6 novembre 1991 ;

c) l'article 222.5 de cette loi que ce paragraphe édicte ne s'applique pas à la rénovation majeure d'une maison mobile ou d'une maison flottante si, selon le cas :

i. la rénovation majeure est presque achevée avant le 1^{er} octobre 1992;

ii. la rénovation majeure est réalisée dans le but d'effectuer la fourniture de la maison mobile ou de la maison flottante en vertu d'une convention écrite conclue avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-01,
a. 223, remp.

479. 1. L'article 223 de cette loi est remplacé par le suivant :

Fourniture
à soi-même
d'un immeu-
ble d'habita-
tion à loge-
ment unique
ou d'un loge-
ment en
copropriété

« **223.** Dans le cas où la construction ou la rénovation majeure d'un immeuble d'habitation qui est un immeuble d'habitation à logement unique ou un logement en copropriété est presque achevée, le constructeur de l'immeuble d'habitation est réputé, à la fois :

1° avoir effectué et reçu, le dernier en date du moment où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée, du moment où la possession de l'immeuble d'habitation est donnée conformément aux sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 1° du deuxième alinéa et du moment où l'immeuble d'habitation est occupé conformément au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe, une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation par vente;

2° avoir payé à titre d'acquéreur et avoir perçu à titre de fournisseur, le dernier en date de ces moments, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble le dernier en date de ces moments.

Condition
d'application

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique que dans le cas où, à la fois :

1° le constructeur de l'immeuble d'habitation :

a) soit, en donne la possession à une personne donnée en vertu d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble d'habitation par un particulier à titre de résidence, sauf un accord résultant d'une convention d'achat et de vente de l'immeuble d'habitation pour la possession ou l'occupation de l'immeuble d'habitation jusqu'à ce que la propriété de celui-ci soit transférée à l'acheteur en vertu de la convention;

b) soit, en donne la possession à une personne donnée en vertu d'une convention, sauf une convention pour la fourniture d'une maison

mobile et d'un emplacement pour celle-ci dans un terrain de caravanning résidentiel, pour la fourniture, à la fois:

i. par vente de la totalité ou d'une partie du bâtiment dans lequel l'habitation qui fait partie de l'immeuble d'habitation est située;

ii. par contrat de louage du fonds de terre qui fait partie de l'immeuble d'habitation ou la fourniture d'un tel contrat par cession;

c) soit, étant un particulier, occupe l'immeuble d'habitation à titre de résidence;

2° le constructeur, la personne donnée ou un particulier qui est le locataire ou le licencié de celle-ci, est le premier particulier à occuper l'immeuble d'habitation à titre de résidence après que la construction ou la rénovation soit presque achevée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, à l'égard de la fourniture d'un immeuble d'habitation en vertu d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991:

a) les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 223 que ce paragraphe édicte doivent se lire comme suit:

« 1° avoir effectué et reçu, le dernier en date du moment où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée, du moment où la possession de l'immeuble d'habitation est donnée conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa et du moment où l'immeuble d'habitation est occupé conformément au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe, une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation par vente;

2° avoir payé à titre d'acquéreur et avoir perçu à titre de fournisseur, le dernier en date de ces moments, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble le dernier en date de ces moments. »;

b) les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 223 que ce paragraphe édicte doivent se lire comme suit:

« *a*) soit, en donne la possession à une personne donnée en vertu d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble d'habitation par un particulier à titre de résidence et que cette personne donnée n'en est pas un acheteur en vertu d'une convention d'achat et de vente;

b) soit, étant un particulier, occupe l'immeuble d'habitation à titre de résidence;».

c. T-0.1,
a. 224, mod.

480. 1. L'article 224 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa par les suivants:

«1° avoir effectué et reçu, au moment quelconque visé au paragraphe 3° du deuxième alinéa, une fourniture taxable du logement par vente;

«2° avoir payé à titre d'acquéreur et avoir perçu à titre de fournisseur, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du logement à ce moment, sauf lorsque la possession du logement est donnée à la personne donnée visée au paragraphe 1° du deuxième alinéa avant le 1^{er} juillet 1992. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 225, mod.

481. 1. L'article 225 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa par les suivants:

«1° avoir effectué et reçu, le dernier en date du moment où la construction ou la rénovation majeure est presque achevée, du moment où la possession de l'habitation visée au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa est donnée conformément à ce sous-paragraphe et du moment où l'habitation visée au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe est occupée conformément à ce sous-paragraphe, une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation par vente;

«2° avoir payé à titre d'acquéreur et avoir perçu à titre de fournisseur, le dernier en date de ces moments, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble d'habitation le dernier en date de ces moments. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 226, mod.

482. 1. L'article 226 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa par les suivants:

«1° avoir effectué et reçu, le dernier en date du moment où la construction de l'adjonction est presque achevée, du moment où la possession de l'habitation visée au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa est donnée conformément à ce sous-paragraphe

et du moment où l'habitation visée au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe est occupée conformément à ce sous-paragraphe, une fourniture taxable de l'adjonction par vente;

«2° avoir payé à titre d'acquéreur et avoir perçu à titre de fournisseur, le dernier en date de ces moments, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'adjonction le dernier en date de ces moments. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 229, mod.

483. 1. L'article 229 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

Lieu de tra-
vail éloigné

«**229.** La fourniture d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans celui-ci, à titre de résidence ou d'hébergement, est réputée ne pas être une fourniture et l'occupation de l'immeuble d'habitation ou de l'habitation, à titre de résidence ou d'hébergement, est réputée ne pas être une telle occupation, dans le cas où, à la fois: »;

2° par le remplacement des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa par les suivants:

«2° la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction est réalisée, ou l'immeuble d'habitation est acquis, dans le but de procurer une résidence ou un hébergement à un salarié de l'inscrit à l'endroit où le salarié est tenu d'être dans l'accomplissement de sa charge ou de son emploi et que, étant donné l'éloignement de cet endroit de toute agglomération, l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que le salarié y établisse et y tienne un établissement domestique autonome;

«3° l'inscrit fait un choix au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits à l'égard de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction afin que le présent article s'applique. »;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Durée

«Les présomptions établies au premier alinéa s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble d'habitation soit fourni par vente ou soit fourni par louage, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont pas des salariés de l'inscrit ou à des particuliers liés à ceux-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 230 et
231, remp.

484. 1. Les articles 230 et 231 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Choix réputé

« **230.** Dans le cas où l'inscrit fait le choix prévu au paragraphe 7 de l'article 191 de la Loi sur la taxe d'accise (Lois révisées du Canada (1985), chapitre E-15) à l'égard de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction visé à l'article 229, il est réputé avoir fait le choix prévu au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 229.

Construc-
tion ou réno-
vation
majeure
presque
achevée

« **231.** Pour l'application des articles 223 à 229, la construction ou la rénovation majeure d'un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un immeuble d'habitation en copropriété ou la construction d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples est réputée être presque achevée au plus tard le jour où la totalité ou la presque totalité des habitations qui se trouvent dans l'immeuble d'habitation ou dans l'adjonction est occupée après le début des travaux. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 231.1, aj.

485. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 231, du suivant :

Transfert de
possession
attribué au
constructeur

« **231.1** Dans le cas où un constructeur d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples effectue une fourniture de l'immeuble d'habitation, d'une habitation dans celui-ci ou de l'adjonction par louage, licence ou accord semblable et que la fourniture est une fourniture exonérée visée à l'article 99, le constructeur est réputé, au moment quelconque visé au paragraphe 2°, avoir donné la possession de l'immeuble d'habitation ou de l'habitation à un particulier en vertu d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de son occupation par un particulier à titre de résidence si, à la fois :

1° l'acquéreur de la fourniture acquiert l'immeuble d'habitation ou l'habitation dans le but d'effectuer une ou plusieurs fournitures de l'immeuble d'habitation, d'une habitation ou des habitations dans celui-ci et ces fournitures sont visées à l'article 98;

2° à un moment quelconque, le constructeur donne la possession de l'immeuble d'habitation ou de l'habitation à l'acquéreur en vertu de l'accord. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
aa. 233 et
234, remp.

486. 1. Cette loi est modifiée par le remplacement des articles 233 et 234 par les suivants :

Vente d'un
immeuble

«**233.** L'inscrit qui effectue à un moment donné la fourniture taxable d'un immeuble par vente peut, malgré les articles 203 à 206 et la sous-section 5, demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture taxable devient payable ou est réputée perçue, selon le cas, égal au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B \times C.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total – appelé «total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble» dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe payable, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la fourniture taxable de l'immeuble;

2° la lettre B représente la proportion immédiatement avant le moment donné, de l'utilisation de l'immeuble autrement que dans les activités commerciales de l'inscrit par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

3° la lettre C représente:

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble et que la fourniture taxable n'est pas réputée effectuée en vertu de l'article 258, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

Exception

Le présent article ne s'applique pas:

1° soit à une fourniture réputée effectuée en vertu des articles 259 ou 262;

2° soit à une fourniture effectuée par un organisme du secteur public d'un immeuble à l'égard duquel un choix de l'organisme en vertu des articles 272 à 276 n'est pas en vigueur au moment donné.

Vente d'un
immeuble
par un orga-
nisme de ser-
vices publics

«**234.** Sauf dans le cas où l'article 233 s'applique, l'inscrit qui est un organisme de services publics qui effectue à un moment donné la fourniture taxable d'un immeuble par vente, autre qu'une fourniture réputée effectuée en vertu de l'article 243, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe devient payable à l'égard de la fourniture taxable, n'utilise pas l'immeuble principalement dans le cadre de ses activités commerciales, peut, malgré les articles 203 à 206 et la sous-section 5, demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe à l'égard de la fourniture taxable devient payable ou est réputée perçue, selon le cas, égal au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total – appelé «total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble» dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe payable, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la fourniture taxable de l'immeuble;

2° la lettre B représente:

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992. Toutefois, pour son application du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992:

a) toute référence, dans le texte français, contenue à l'article 233 de cette loi qu'il édicte, à un moment quelconque, doit être lue comme une référence à un moment donné et le sous-paragraphe b du paragraphe 1° du deuxième alinéa de cet article doit se lire comme suit :

« b) le montant qui correspond à la taxe payable ou réputée perçue, selon le cas, à l'égard de la fourniture taxable de l'immeuble au moment donné; »;

b) la partie de l'article 234 de cette loi qu'il édicte qui précède le paragraphe 1° doit se lire comme suit :

Vente d'un
immeuble
par un orga-
nisme de ser-
vices publics

« **234.** L'inscrit qui est soit un gouvernement qui effectue à un moment donné la fourniture taxable d'un immeuble par vente, autre qu'une fourniture qui est réputée effectuée en vertu de l'article 243, soit un organisme de services publics qui est réputé en vertu des articles 220 et 221 ou de l'article 273 avoir effectué à un moment donné une fourniture taxable d'un immeuble, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe est payable à l'égard de la fourniture, utilise l'immeuble autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales, peut demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe à l'égard de la fourniture devient payable, égal au moindre des montants suivants : ».

c. T-0.1,
a. 235, mod.

487. 1. L'article 235 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

Déclaration
erronée

« **235.** Dans le cas où un fournisseur effectue une fourniture taxable d'un immeuble par vente et qu'erronément il déclare ou certifie par écrit à l'acquéreur de la fourniture qu'elle est une fourniture exonérée visée à l'un des articles 94 à 97.3, 101 et 102, sauf dans le cas où l'acquéreur sait ou devrait savoir qu'il ne s'agit pas d'une fourniture exonérée : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 237, remp.

488. 1. L'article 237 de cette loi est remplacé par le suivant :

Biens pres-
crits

« **237.** Dans le cas où une personne acquiert, ou apporte au Québec, des biens prescrits pour les utiliser comme immobilisation, ces biens sont réputés être des biens meubles. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 237.1 à
237.4, aj.

489. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 237, des suivants :

Immeuble
d'habitation
réputé ne
pas être une
immobilisa-
tion

«**237.1** Sauf pour l'application des articles 294 à 297 et 462 à 462.2, un immeuble d'habitation est réputé ne pas être une immobilisation du constructeur de celui-ci à un moment donné sauf si, à la fois:

1° au moment donné ou avant ce moment, la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée;

2° entre le moment où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée et le moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble d'habitation ou est réputé avoir reçu une fourniture taxable de celui-ci en vertu des articles 223 à 225.

Adjonction
réputée ne
pas être une
immobilisa-
tion

«**237.2** Sauf pour l'application des articles 294 à 297 et 462 à 462.2, une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples est réputée ne pas être une immobilisation du constructeur de celle-ci à un moment donné sauf si, à la fois:

1° au moment donné ou avant ce moment, la construction de l'adjonction est presque achevée;

2° entre le moment où la construction de l'adjonction est presque achevée et le moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble d'habitation ou est réputé avoir reçu une fourniture taxable de l'adjonction en vertu de l'article 226.

Dernière
acquisition
ou apport

«**237.3** Sauf pour l'application des articles 17 et 81, l'apport au Québec d'un bien ne doit pas être considéré dans la détermination de la dernière acquisition ou du dernier apport du bien:

1° dans le cas où la taxe prévue à l'article 17 n'a pas été payée à l'égard du bien relativement à cet apport en raison du fait que le bien était visé au paragraphe 1°, 2° ou 10° de l'article 81 ou du fait qu'il était visé au paragraphe 9° de l'article 81 et classé sous le numéro 98.13 ou 98.14 à l'annexe I du Tarif des douanes (Statuts du Canada), ou serait ainsi classé en faisant abstraction du paragraphe a de la note 11 du chapitre 98 de cette annexe;

2° dans le cas où la taxe prévue à l'article 17 à l'égard du bien relativement à cet apport a été calculée sur une valeur déterminée en vertu des articles 17R1 à 17R7 et 17R9 à 17R11 du Règlement sur la taxe de vente du Québec (D. 1607-92), à l'exception d'un article prescrit;

3° dans les circonstances prescrites.

Entrée en
vigueur
réputée
antérieure
au 1^{er} juillet
1992

«**237.4** Le présent titre est réputé, pour déterminer la dernière acquisition, ou le dernier apport au Québec, d'un bien, avoir été en vigueur en tout temps avant le 1^{er} juillet 1992. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique :

a) quant aux articles 237.1 et 237.2 qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992;

b) quant aux articles 237.3 et 237.4 qu'il édicte, à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 238, remp.

490. 1. L'article 238 de cette loi est remplacé par le suivant :

Utilisation
prévue et
réelle

«**238.** Une personne qui acquiert, apporte au Québec, ou réserve un bien pour l'utiliser comme son immobilisation dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputée l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis, apporté ou réservé. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 238.1, aj.

491. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 238, du suivant :

Utilisation
comme
immobilisa-
tion

«**238.1** Dans le cas où un inscrit, à un moment donné, réserve un de ses biens pour l'utiliser comme son immobilisation ou dans le cadre d'améliorations apportées à son immobilisation et qu'immédiatement avant ce moment le bien ne constituait pas son immobilisation ni une amélioration pouvant être apportée à son immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

1^o l'inscrit est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture du bien par vente ;

b) avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment si, avant ce moment, lors de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien, l'inscrit l'a acquis ou l'a apporté pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales ou si le bien est consommé ou utilisé, avant ce moment, dans le cadre de celles-ci ;

2^o l'inscrit est réputé à ce moment avoir reçu une fourniture du bien par vente et avoir payé la taxe à l'égard de la fourniture égale, selon le cas :

a) dans le cas où la fourniture du bien ne constitue pas une fourniture exonérée et que, avant ce moment, lors de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien, l'inscrit l'a acquis ou l'a apporté pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales ou que le bien est consommé ou utilisé, avant ce moment, dans le cadre de celles-ci, à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) dans tout autre cas, au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre de la taxe payable par l'inscrit à l'égard de sa dernière acquisition, ou de son dernier apport au Québec, du bien et de la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

2° la lettre B représente:

a) dans le cas où l'inscrit a le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de la taxe qui était payable par lui relativement à la dernière acquisition, ou au dernier apport au Québec, du bien, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tout autre cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 239, remp.

492. 1. L'article 239 de cette loi, modifié par l'article 193 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

Changement
d'utilisation
négligeable

« **239.** Pour l'application des articles 256, 257, 259, 262, 264 et 265, dans le cas où un inscrit, au cours d'une période commençant le dernier en date des jours suivants et se terminant après ce jour, change la mesure dans laquelle il utilise un bien dans le cadre de ses activités commerciales dans une proportion de moins de 10 % de l'utilisation totale du bien, l'inscrit est réputé avoir utilisé le bien tout au long de la période dans la même mesure et de la même façon qu'au début de celle-ci:

1° le jour où l'inscrit, lors de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien, l'acquiert ou l'apporte pour l'utiliser comme son immobilisation;

2° le jour où l'article 257, 259, 262 ou 265 s'est appliqué la dernière fois à l'égard du bien.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas si l'inscrit est un particulier qui au cours de la période commence à utiliser le bien principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celle d'un autre particulier qui lui est lié. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 239.1 et
239.2, aj.

493. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 239, des suivants:

Changement
d'utilisation

« **239.1** Le troisième alinéa s'applique aux fins du calcul du montant de la taxe qui, en vertu de l'un des articles 243, 253, 258 ou 261, est réputée avoir été perçue ou payée à un moment donné par un inscrit si les présomptions prévues à l'un de ces articles, mentionnées au deuxième alinéa, lui sont applicables en raison:

1° de l'application du paragraphe 2° de l'article 209;

2° de l'application du paragraphe 2° de l'article 210.2 au moment où l'inscription de l'inscrit cesse de s'appliquer relativement à certaines de ses activités commerciales;

3° du fait qu'une division ou une succursale de l'inscrit devient une division de petit fournisseur au sens de l'article 337.2.

Présomp-
tions

Les présomptions visées au premier alinéa sont les suivantes:

1° l'inscrit est réputé avoir effectué la fourniture d'un bien lui ayant été initialement fourni, ou qu'il a apporté au Québec, avant le 1^{er} juillet 1992 ou d'un bien meuble corporel lui ayant été initialement fourni au Québec avant le 1^{er} janvier 1994 à titre de bien meuble corporel d'occasion dans des circonstances où aucune taxe n'était payable à l'égard de la fourniture;

2° l'inscrit est réputé avoir perçu la taxe, à ce moment, à l'égard de la fourniture.

Présomption

Le montant de la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné est réputé ne pas dépasser le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou le serait en faisant abstraction des articles 75.1 ou 80, à l'égard de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien par l'inscrit et de la taxe qui est payable par l'inscrit à l'égard d'améliorations apportées au bien qui ont été acquises, ou apportées au Québec, par l'inscrit après cette dernière acquisition ou ce dernier apport du bien.

Acquisition
d'une immo-
bilisation
hors du Qué-
bec

« **239.2** Pour l'application des articles 239.1, 257 à 259, 261, 262, 265 et 273, un inscrit qui acquiert la fourniture taxable d'un bien meuble ou d'un service effectuée hors du Québec est réputé avoir payé, au moment visé au paragraphe 1°, la taxe à l'égard de la fourniture calculée au taux prévu au deuxième alinéa sur la valeur de la contrepartie de la fourniture telle que déterminée pour l'application de l'article 18 et avoir demandé, dans la déclaration qu'il est tenu de produire en vertu du chapitre VIII pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, le remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard du bien ou du service égal à cette taxe si, à la fois :

1° la taxe à l'égard de la fourniture serait devenue payable par l'inscrit à un moment quelconque en vertu de l'article 18 si l'inscrit n'avait pas acquis le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales;

2° l'inscrit, dans le cas d'une fourniture d'un bien meuble, a acquis le bien pour l'utiliser comme immobilisation ou, dans tous les cas, a acquis le bien ou le service pour consommation ou utilisation dans le but d'améliorer une de ses immobilisations qu'il utilisait exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales à ce moment.

Taux appli-
cable

Le taux de la taxe auquel réfère le premier alinéa est celui qui serait applicable à l'égard de la fourniture en vertu de l'article 16 si celle-ci était effectuée au Québec. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois :

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, pour l'application de l'article 239.1 de cette loi que le paragraphe 1 édicte, la référence à l'article 75.1 doit être lue comme une référence à l'article 75;

b) l'article 239.2 de cette loi que le paragraphe 1 édicte ne s'applique qu'à l'égard d'une fourniture qui, après le 31 décembre 1992, est réputée avoir été effectuée en vertu des articles 257 à 259, 261, 262, 265 ou 273.

c. T-0.1,
a. 241, mod.

494. 1. L'article 241 de cette loi, modifié par l'article 194 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Amélioration

« **241.** Dans le cas où un inscrit acquiert, ou apporte au Québec, une amélioration à un bien meuble qui est son immobilisation, la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'acquisition ou de l'apport de l'amélioration ne doit pas être incluse dans le calcul du remboursement

de la taxe sur les intrants de celui-ci, à moins qu'au moment où la taxe devient payable ou est payée sans être devenue payable, l'immobilisation est utilisée principalement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 242, remp.

495. 1. L'article 242 de cette loi est remplacé par le suivant:

Changement
d'utilisation

« **242.** Dans le cas où un inscrit, lors de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, d'un bien meuble, l'acquiert, ou l'apporte pour l'utiliser comme son immobilisation mais non principalement dans le cadre de ses activités commerciales et que l'inscrit commence, à un moment quelconque, à utiliser le bien comme son immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales, les règles suivantes s'appliquent, sauf si l'inscrit devient un inscrit à ce moment:

1° l'inscrit est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture du bien par vente;

2° l'inscrit est réputé avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moins élevé des montants suivants:

a) le total de la taxe – appelé «taxe totale exigée à l'égard du bien» dans le présent article – qui est payable par l'inscrit, ou le serait en faisant abstraction des articles 75.1 ou 80, à l'égard de sa dernière acquisition, ou de son dernier apport au Québec, du bien et de la taxe qui est payable par lui à l'égard d'une amélioration au bien qui est acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après cette dernière acquisition ou ce dernier apport;

b) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

2° la lettre B représente:

a) dans le cas où l'inscrit a le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe

incluse dans la taxe totale exigée à l'égard du bien, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tout autre cas, 100 %. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 243, mod.

496. 1. L'article 243 de cette loi, modifié par l'article 195 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Changement
d'utilisation

« **243.** Dans le cas où un inscrit, lors de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien, l'acquiert, ou l'apporte pour l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales et que l'inscrit commence, à un moment quelconque, à utiliser le bien principalement à d'autres fins, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'inscrit est réputé, immédiatement avant ce moment, avoir effectué une fourniture du bien par vente et avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment ;

2° l'inscrit est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 244, remp.

497. 1. L'article 244 de cette loi, remplacé par l'article 197 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Vente

« **244.** Malgré l'article 42.1, dans le cas où un inscrit effectue la fourniture par vente d'un bien meuble qui est son immobilisation et que, lors de la dernière utilisation du bien, l'inscrit l'utilisait, avant le premier en date du moment où la propriété du bien est transférée à l'acquéreur de la fourniture et du moment où la possession du bien est transférée à celui-ci en vertu de la convention relative à la fourniture, autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales, la fourniture est réputée être effectuée dans le cadre de ses activités autres que commerciales, sauf si, dans le cas d'un véhicule routier, l'article 243.1 s'est appliqué à l'égard de celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 30 septembre 1992. Toutefois, l'article 244 de cette loi que ce paragraphe édicte doit se

lire comme suit pour son application à la fourniture d'un bien dont la propriété ou la possession est transférée à l'acquéreur de la fourniture au plus tard à cette date:

Vente

«**244.** Malgré l'article 42.1, dans le cas où un inscrit effectue la fourniture par vente d'un bien meuble qui est son immobilisation qu'il utilisait, immédiatement avant que la propriété du bien soit transférée à l'acquéreur de la fourniture, autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales, la fourniture est réputée ne pas constituer une fourniture taxable. ».

c. T-0.1,
a. 244.1, aj.

498. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 244, du suivant:

Vente d'une
immobilisa-
tion par le
gouverne-
ment

«**244.1** Malgré les articles 42.2 et 244, dans le cas où un gouvernement, autre qu'un mandataire prescrit du gouvernement, effectue une fourniture d'un bien meuble par vente qui est son immobilisation, la fourniture est réputée avoir été effectuée dans le cadre des activités commerciales du gouvernement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 247, remp.

499. 1. L'article 247 de cette loi est remplacé par le suivant:

Valeur -
acquisition
ou apport

«**247.** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'un inscrit à l'égard d'une voiture de tourisme qu'il a acquise, ou apportée au Québec, à un moment donné, pour utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, de la voiture à ce moment est réputée être égale au moindre des montants suivants:

1° le montant qui correspond à la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, de la voiture à ce moment;

2° le montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente la taxe qui serait payable par l'inscrit à l'égard de la voiture, s'il l'avait acquise pour une contrepartie égale au montant réputé en vertu du paragraphe d.3 ou d.4 de l'article 99 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), pour l'application de cet article, être le coût en capital pour un contribuable d'une voiture de tourisme à laquelle ce paragraphe s'applique;

2° la lettre B représente :

a) dans le cas où l'inscrit est réputé en vertu des articles 242, 256 ou 257 avoir acquis la voiture ou une partie de celle-ci à ce moment et que l'inscrit a le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard d'une acquisition ou d'un apport de la voiture ou d'une amélioration apportée à celle-ci, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui s'applique dans le calcul du montant du remboursement ;

b) dans tout autre cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 249, mod.

500. 1. L'article 249 de cette loi, modifié par l'article 199 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le troisième alinéa par ce qui suit :

Vente

« **249.** Un inscrit qui, à un moment quelconque dans une de ses périodes de déclaration, effectue la fourniture taxable ou non taxable par vente d'une voiture de tourisme qui, immédiatement avant ce moment, était utilisée comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales peut, malgré les articles 203 à 206, le paragraphe 1^o de l'article 240 et les articles 241 et 248, demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour cette période égal au moindre des montants suivants :

1° le montant déterminé selon la formule suivante :

$$A - B;$$

2° le montant déterminé selon la formule suivante :

$$C \times \frac{D}{E}.$$

Application

Pour l'application de ces formules :

1° la lettre A représente le total, déterminé sans tenir compte de l'article 247, de la taxe qui est payable, ou le serait en faisant abstraction des articles 75.1 ou 80, par l'inscrit à l'égard de sa dernière acquisition, ou de son dernier apport au Québec, de la voiture et de la taxe qui est payable par celui-ci à l'égard d'améliorations à la voiture acquises, ou apportées au Québec, par l'inscrit après que le bien a été, lors de la dernière acquisition, ainsi acquis ou apporté ;

2° la lettre B représente le total de tous les remboursements de la taxe sur les intrants et de tous les remboursements en vertu des

articles 383 à 397 que l'inscrit a droit de demander à l'égard de la taxe incluse dans le total visé au paragraphe 1°;

3° la lettre C représente le montant déterminé en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa;

4° la lettre D représente le moindre de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable ou non taxable et du montant déterminé en vertu du paragraphe 5°;

5° la lettre E représente le total des montants suivants:

a) la contrepartie qui était payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de la voiture ou, s'il l'a apportée au Québec, la valeur de la voiture au sens de l'article 17 relativement à son dernier apport;

b) dans le cas où l'inscrit acquiert, ou apporte au Québec, après cette dernière acquisition ou ce dernier apport, une amélioration à la voiture, la contrepartie qui était payable par l'inscrit à l'égard de l'amélioration ou la valeur de celle-ci au sens de l'article 17, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, pour l'application de l'article 249 de cette loi qu'il édicte, la référence à l'article 75.1 doit être lue comme une référence à l'article 75;

b) la partie de l'article 249 qui précède le troisième alinéa qu'il édicte doit se lire comme suit dans le cas où elle s'applique à la fourniture d'une voiture de tourisme dont la propriété ou la possession est transférée à l'acquéreur avant le 1^{er} octobre 1992:

Vente « **249.** Un inscrit qui, à un moment quelconque dans l'une de ses périodes de déclaration, effectue la fourniture taxable ou non taxable par vente d'une voiture de tourisme qui, immédiatement avant ce moment, était utilisée comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales peut, malgré les articles 203 à 206, le paragraphe 1° de l'article 240 et les articles 241 et 248, demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour cette période égal au moindre des montants suivants:

1° le montant déterminé selon la formule suivante:

$$A - B;$$

2° le montant déterminé selon la formule suivante:

$$C \times \frac{D}{E}.$$

Application

Pour l'application de ces formules:

1° la lettre A représente le total, déterminé sans tenir compte de l'article 247, de la taxe qui est payable par l'inscrit à l'égard de sa première acquisition de la voiture, ou de son premier apport au Québec de celle-ci, et de la taxe qui est payable par lui à l'égard d'améliorations à la voiture qu'il acquiert, ou apporte au Québec, après cette acquisition ou cet apport de la voiture;

2° la lettre B représente le total de tous les remboursements de la taxe sur les intrants que l'inscrit a le droit de demander avant ce moment à l'égard de la voiture ou d'une amélioration à celle-ci;

3° la lettre C représente le montant déterminé en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa;

4° la lettre D représente le moindre de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable ou non taxable et du montant déterminé en vertu du paragraphe 5°;

5° la lettre E représente le total des montants suivants:

a) la contrepartie qui était payable par l'inscrit relativement à sa première acquisition de la voiture ou, s'il l'a apportée au Québec, la valeur de la voiture au sens de l'article 17 relativement à son premier apport;

b) dans le cas où l'inscrit acquiert, ou apporte au Québec, une amélioration à la voiture, la contrepartie qui était payable par l'inscrit à l'égard de l'amélioration ou la valeur de celle-ci au sens de l'article 17, selon le cas. ».

c. T-0.1,
a. 250, remp.

501. 1. L'article 250 de cette loi est remplacé par le suivant:

Acquisition
ou apport

« **250.** Dans le cas où un inscrit qui est un particulier ou une société acquiert, ou apporte au Québec, une voiture de tourisme ou un aéronef pour l'utiliser comme son immobilisation, la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'acquisition ou de l'apport de la voiture ou de l'aéronef ne doit pas être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de celui-ci, à moins que la voiture ou l'aéronef soit acquis ou apporté pour être utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

Exception Le présent article ne s'applique pas à l'égard de la taxe que l'inscrit est réputé avoir payée en vertu de l'article 252. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 251, mod.

502. 1. L'article 251 de cette loi, modifié par l'article 200 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Amélioration

« **251.** Dans le cas où un inscrit qui est un particulier ou une société acquiert, ou apporte au Québec, une amélioration à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui est son immobilisation, la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'amélioration ne doit pas être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de celui-ci, à moins que tout au long de la période commençant le dernier en date du jour où la voiture ou l'aéronef a été initialement acquis ou apporté par l'inscrit et du jour où le particulier ou la société devient un inscrit et se terminant le jour où la taxe à l'égard de l'amélioration devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, la voiture ou l'aéronef ait été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales. ».

2. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le premier alinéa de l'article 251 qu'il édicte doit se lire comme suit dans le cas où il s'applique à une amélioration acquise, ou apportée au Québec, avant le 1^{er} octobre 1992 :

Amélioration

« **251.** Dans le cas où un inscrit qui est un particulier ou une société acquiert, ou apporte au Québec, une amélioration à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui est son immobilisation, la taxe payable par l'inscrit à l'égard de l'amélioration ne doit pas être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de celui-ci, à moins que tout au long de la période commençant le jour où la voiture ou l'aéronef a été acquis ou apporté par l'inscrit et se terminant le jour où la taxe à l'égard de l'amélioration devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, la voiture ou l'aéronef ait été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales. ».

c. T-0.1,
a. 252, mod.

503. 1. L'article 252 de cette loi, modifié par l'article 201 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le troisième alinéa par ce qui suit :

Utilisation
non exclu-
sive

« **252.** Malgré les articles 250 et 251, aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'un inscrit qui est un particulier ou une société, dans le cas où il acquiert, ou apporte au Québec, à un moment donné, une voiture de tourisme ou un aéronef,

à l'égard duquel la taxe est payable par lui, pour l'utiliser comme son immobilisation non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, les règles suivantes s'appliquent:

1° l'inscrit est réputé avoir acquis la voiture ou l'aéronef le dernier jour de chacune de ses années d'imposition se terminant après ce moment;

2° l'inscrit est réputé avoir payé, à ce moment, la taxe à l'égard de l'acquisition ou de l'apport de la voiture ou de l'aéronef, égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application.

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente la fraction de taxe;

2° la lettre B représente:

a) dans le cas où un montant à l'égard de la voiture ou de l'aéronef doit être inclus en vertu des articles 41 ou 111 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) dans le calcul du revenu d'un particulier pour son année d'imposition se terminant au cours de l'année d'imposition de l'inscrit, zéro;

b) dans tout autre cas, la partie ou le montant prescrit, en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), du coût en capital de la voiture ou de l'aéronef déduit, en vertu de cette loi, dans le calcul du revenu de l'inscrit provenant de ces activités commerciales pour cette année d'imposition de l'inscrit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 253, mod.

504. 1. L'article 253 de cette loi, modifié par l'article 202 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

« 2° l'inscrit est réputé avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette contrepartie. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 255 et
256 à 259,
remp.

505. 1. L'article 255 de cette loi, remplacé par l'article 204 du chapitre 19 des lois de 1993, et les articles 256 à 259 de cette loi, sont remplacés par les suivants:

Vente

«**255.** Malgré l'article 42.1, dans le cas où un inscrit qui est un particulier ou une société effectue, à un moment donné, la fourniture par vente d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef qui est son immobilisation qu'il n'a pas utilisée en tout temps, après le moment où il est devenu un inscrit et avant le moment donné, exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, la fourniture est réputée ne pas constituer une fourniture taxable sauf si, dans le cas d'une voiture de tourisme, le troisième alinéa de l'article 252 ou l'article 253.1 s'est appliqué à l'égard de celle-ci.

Utilisation
d'un immeuble
comme
immobilisation

«**256.** L'inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation mais autrement que dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à utiliser l'immeuble comme immobilisation dans ce cadre, est réputé, sauf s'il devient un inscrit au moment donné, à la fois :

1° avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente ;

2° avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond au total – appelé « total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble » dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois ;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné ;

2° la lettre B représente :

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement ;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

Augmen-
tation de l'utili-
sation d'un
immeuble
comme
immobilisa-
tion

«**257.** L'inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui augmente, à un moment donné, l'utilisation de l'immeuble dans ce cadre, est réputé, aux fins du calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants, à la fois :

1° avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, une fourniture d'une partie de l'immeuble pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

2° avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A \times B \times C.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond au total – appelé «total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble» dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné;

2° la lettre B représente l'augmentation de l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit au moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci au moment donné;

3° la lettre C représente :

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

Changement
d'utilisation
d'un immeuble

«**258.** L'inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins, est réputé, à la fois :

1° avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et avoir perçu, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$(A \times B \times C) + [D \times (100 \% - B) \times E];$$

2° avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé en vertu du paragraphe 1°.

Application

Pour l'application de la formule prévue au paragraphe 1° du premier alinéa :

1° la lettre A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné ;

2° la lettre B représente l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit immédiatement avant le moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci immédiatement avant le moment donné ;

3° la lettre C représente selon le cas :

a) la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable, ou qui le serait, aux fins du calcul du montant du remboursement en vertu des articles 383 à 397, si l'inscrit, selon le cas :

i. avait le droit de demander un remboursement en vertu de ces articles relatif à toute taxe payable à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par l'inscrit ou, dans le cas où la dernière acquisition de l'immeuble était réputée effectuée en vertu de l'article 256, l'avant-dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci, ou à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après la dernière ou l'avant-dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci, selon le cas ;

ii. aurait eu le droit de demander un remboursement en vertu de ces articles relatif à la taxe payable à l'égard de la dernière

acquisition de l'immeuble, son avant-dernière acquisition ou une amélioration, selon le cas, n'eût été que l'immeuble a été acquis par l'inscrit au moment de cette dernière ou avant-dernière acquisition, selon le cas, pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) dans tous les autres cas, 100 %;

4° la lettre D représente le moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total – appelé « total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble » dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné;

5° la lettre E représente:

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, ou aurait eu le droit d'ainsi le demander n'eût été que l'inscrit, lors de la dernière acquisition de l'immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable, ou qui le serait, aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

Réduction
de l'utilisa-
tion d'un
immeuble
comme
immobilisa-
tion

« **259.** Sauf dans le cas où l'article 258 s'applique, l'inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation de l'immeuble dans ce cadre, est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration qui comprend le moment donné, à la fois:

1° avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture d'une partie de l'immeuble;

2° avoir perçu, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B \times C.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total – appelé «total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble» dans le présent article – de la taxe payable par l'inscrit, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné;

2° la lettre B représente la réduction de l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit au moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci au moment donné;

3° la lettre C représente:

a) dans le cas où l'inscrit avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, ou aurait eu le droit d'ainsi le demander n'eût été que l'inscrit, lors de la dernière acquisition de l'immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou 386.1 qui est applicable, ou qui le serait, aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992. Toutefois, l'article 255 de cette loi qu'il édicte s'applique aux fournitures de voitures de tourisme ou d'aéronefs, sauf une fourniture en vertu de laquelle la propriété ou la possession de la voiture ou de l'aéronef est transférée à l'acquéreur avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
aa. 261 à
268, remp.

506. 1. Les articles 261 à 268 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Utilisation
d'un immeu-
ble comme
immobilisa-
tion par un
particulier

«**261.** Le particulier qui est un inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à utiliser l'immeuble exclusivement à d'autres fins, ou principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, est réputé, à la fois :

1° avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et avoir perçu, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$(A \times B) + [C \times (100 \% - B)] - D;$$

2° avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé en vertu du paragraphe 1°.

Application

Pour l'application de la formule prévue au paragraphe 1° du premier alinéa :

1° la lettre A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné ;

2° la lettre B représente l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales du particulier immédiatement avant le moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci immédiatement avant le moment donné ;

3° la lettre C représente le moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond au total de la taxe payable par le particulier, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par le particulier après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois ;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné ;

4° la lettre D représente la taxe que le particulier est réputé, en vertu de l'article 221 ou des articles 222.1 à 222.3, avoir perçue au moment donné à l'égard de l'immeuble, le cas échéant.

Réduction
de l'utilisa-
tion d'un
immeuble
comme
immobilisa-
tion par un
particulier

«**262.** Sauf dans le cas où l'article 261 s'applique, le particulier qui est un inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette, à la fois :

1° avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture par vente d'une partie de l'immeuble ;

2° avoir perçu, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$(A \times B) - C.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond au total de la taxe payable par le particulier, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'inscrit après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois ;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné ;

2° la lettre B représente la réduction de l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales du particulier au moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci au moment donné ;

3° la lettre C représente la taxe que le particulier est réputé, en vertu de l'article 221 ou des articles 222.1 à 222.3, avoir perçue au moment donné à l'égard de l'immeuble, le cas échéant.

Acquisition
d'un immeu-
ble principa-
lement pour
l'utilisation
personnelle
d'un particu-
lier

«**263.** Sous réserve des articles 264 à 266, la taxe payable par un particulier qui est un inscrit à l'égard de l'acquisition d'un immeuble qu'il acquiert pour l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance

personnelle ou celles d'un particulier auquel il est lié, ne doit pas être incluse dans le calcul d'un remboursement de la taxe sur les intrants du particulier.

Utilisation
d'un immeu-
ble comme
immobilisa-
tion par un
particulier

«**264.** Le particulier qui est un inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier auquel il est lié, et qui commence, à un moment donné, à utiliser l'immeuble comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, est réputé, à la fois:

1° avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente;

2° avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total de la taxe payable par le particulier à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par le particulier après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné.

Augmenta-
tion de l'utili-
sation d'un
immeuble
comme
immobilisa-
tion par un
particulier

«**265.** Le particulier qui est un inscrit qui, lors de la dernière acquisition d'un immeuble, a acquis celui-ci pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, et qui augmente, à un moment donné, l'utilisation de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle et sa jouissance personnelle ou celles d'un particulier qui lui est lié, est réputé, aux fins du calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants, à la fois:

1° avoir reçu, au moment donné, une fourniture d'une partie de l'immeuble par vente pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

2° avoir payé, au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total de la taxe payable par le particulier, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par le particulier après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné;

2° la lettre B représente l'augmentation de l'utilisation de l'immeuble dans le cadre des activités commerciales du particulier au moment donné, exprimée en pourcentage de l'utilisation totale de l'immeuble par celui-ci au moment donné.

Amélioration à un immeuble qui est une immobilisation d'un particulier

«**266.** Dans le cas où un particulier qui est un inscrit apporte au Québec ou acquiert une amélioration à un immeuble qui est une immobilisation de celui-ci, la taxe payable par le particulier à l'égard de l'amélioration ne doit pas être incluse dans le calcul d'un remboursement de la taxe sur les intrants du particulier si, au moment où la taxe devient payable ou est payée sans être devenue payable, l'immeuble sert principalement à son utilisation personnelle et à sa jouissance personnelle ou à celles d'un particulier auquel il est lié.

Acquisition et amélioration

«**267.** Dans le cas où un inscrit est un organisme de services publics, sauf un gouvernement, ou un mandataire prescrit du gouvernement, les articles 240 à 244.1 s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à un immeuble acquis par l'inscrit pour l'utiliser comme immobilisation de celui-ci, ainsi qu'à une amélioration à un immeuble qui est une immobilisation de l'inscrit, comme si l'immeuble était un bien meuble.

Exception

«**268.** Malgré l'article 267, l'article 244 ne s'applique pas à:

1° la fourniture par vente d'un immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci effectuée par un organisme de services publics;

2° la fourniture par vente d'un immeuble effectuée par un organisme de services publics à un particulier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 261 à 265 de cette loi qu'il remplace, à compter du 1^{er} octobre 1992.

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 266 à 268 de cette loi qu'il remplace, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, l'article 268 de cette loi que le paragraphe 1 édicte ne s'applique pas à la fourniture d'un immeuble effectuée en vertu d'une convention écrite conclue avant le 6 novembre 1991.

c. T-0.1,
aa. 269 à
271, ab.

507. 1. Les articles 269 à 271 de cette loi sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 272 et
273, remp.

508. 1. Les articles 272 et 273 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Choix

«**272.** Dans le cas où un organisme de services publics produit un choix en vertu du présent article à l'égard d'un immeuble visé au deuxième alinéa, les articles 233 et 256 à 260 s'appliquent et les articles 267 et 268 ne s'appliquent pas tout au long de la période au cours de laquelle le choix est en vigueur.

Immeuble
visé par le
choix

L'immeuble auquel réfère le premier alinéa est:

1° soit un immeuble qui est une immobilisation de l'organisme;

2° soit un immeuble de l'organisme qui est détenu en inventaire par celui-ci en vue de le fournir;

3° soit un immeuble acquis par l'organisme par louage, licence ou accord semblable en vue d'effectuer la fourniture de l'immeuble par louage, licence ou accord semblable ou d'effectuer la fourniture de l'accord par cession.

Présomption
de vente en
cas de choix

«**273.** Dans le cas où un organisme de services publics produit un choix en vertu de l'article 272 qui entre en vigueur un jour donné à l'égard d'un immeuble visé aux paragraphes 1° ou 2° du deuxième alinéa de cet article et que l'organisme n'acquiert pas l'immeuble ce jour-là ou ne devient pas un inscrit ce jour-là, il est réputé:

1° avoir effectué, immédiatement avant le jour donné, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, le jour donné, la taxe à l'égard de la fourniture égale au moindre des montants suivants:

a) le montant qui correspond au total de la taxe payable par l'organisme, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par l'organisme et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par l'organisme après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois;

b) le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble le jour donné;

2° avoir reçu, le jour donné, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, le jour donné, la taxe à l'égard de la fourniture égale au montant déterminé en vertu du paragraphe 1°. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, pour l'application de l'article 273 de cette loi que le paragraphe 1 édicte, la référence à l'article 75.1 doit être lue comme une référence à l'article 75.

c. T-0.1,
a. 275, remp.

Présomption
de vente en
cas de révo-
cation

509. 1. L'article 275 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **275.** Dans le cas où un choix fait en vertu de l'article 272 par un organisme de services publics est révoqué et cesse d'être en vigueur un jour donné à l'égard d'un immeuble visé aux paragraphes 1° ou 2° du deuxième alinéa de cet article et que l'organisme ne cesse pas d'être un inscrit ce jour-là, il est réputé :

1° avoir effectué, immédiatement avant ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, ce jour-là, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là;

2° avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, ce jour-là, la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 279, remp.

Taxe nette
d'un inscrit
prescrit

510. 1. L'article 279 de cette loi, modifié par l'article 205 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

« **279.** Dans le cas où un inscrit est un inscrit prescrit à un moment quelconque dans une période de déclaration, sa taxe nette pour la période doit être déterminée de la manière prescrite. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 287, remp.

Exception

511. 1. L'article 287 de cette loi, remplacé par l'article 206 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **287.** Les articles 285 et 286 ne s'appliquent pas au bien ou au service réservé par un inscrit au profit d'une personne, dans le cas où :

1° l'inscrit, en raison des articles 203, 205, 206 ou 206.1, n'avait pas le droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de sa dernière acquisition, ou de son dernier apport au Québec, du bien ou du service;

2° la section II s'applique au bien ou au service réservé dans le but d'être mis à la disposition de la personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 288, ab.

512. 1. L'article 288 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 290, remp.

513. 1. L'article 290 de cette loi, modifié par l'article 210 du chapitre 19 des lois de 1993, est remplacé par le suivant :

Avantage à
un salarié ou
à un action-
naire

«**290.** Dans le cas où un inscrit effectue à une personne une fourniture, autre qu'une fourniture exonérée, d'un bien ou d'un service à l'égard duquel un montant – appelé «montant de l'avantage» dans le présent alinéa – doit, en vertu des articles 37, 41 ou 111 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), être inclus dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci, les règles suivantes s'appliquent :

1° dans le cas de la fourniture d'un bien autrement que par vente, l'utilisation du bien par l'inscrit qui le fournit ainsi à la personne est réputée faite dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit et ce dernier est réputé, dans la mesure où il a acquis le bien pour effectuer cette fourniture, avoir ainsi acquis le bien pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales;

2° aux fins du calcul de sa taxe nette, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué cette fourniture à la personne pour une contrepartie égale au total :

i. le cas échéant, de la contrepartie de la fourniture telle que déterminée par ailleurs;

ii. du montant – appelé «avantage modifié» dans le présent paragraphe – qui correspond au total de l'excédent du montant de l'avantage sur la portion de ce montant qu'il est raisonnable d'attribuer à une taxe imposée en vertu d'une loi d'une province autre que le Québec, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon qui est visée par règlement pour l'application de l'article 154

de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) et du montant qui doit, en vertu des articles 41.2 ou 112.2 de la Loi sur les impôts, être inclus dans le calcul du revenu de la personne pour l'année à l'égard du bien ou du service;

b) la taxe calculée sur l'avantage modifié est réputée devenue percevable par l'inscrit et avoir été perçue par lui, soit:

i. dans le cas de la fourniture d'un bien ou d'un service à l'égard duquel un montant doit, en vertu des articles 37 ou 41 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), être inclus dans le calcul du revenu d'une personne pour une année d'imposition de celle-ci, le dernier jour de février de l'année suivant cette année d'imposition;

ii. dans le cas de la fourniture d'un bien ou d'un service à l'égard duquel un montant doit, en vertu de l'article 111 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), être inclus dans le calcul du revenu d'une personne, le dernier jour de l'année d'imposition de l'inscrit au cours de laquelle le bien ou le service est ainsi fourni à la personne.

Exceptions

Le présent article ne s'applique pas dans les situations suivantes:

1° l'inscrit, en raison des articles 203, 205, 206 ou 206.1, n'a pas le droit d'inclure, dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants, un montant à l'égard de la taxe payable par lui relativement à la dernière acquisition, ou au dernier apport au Québec, du bien ou du service;

2° le bien ou le service est acquis, ou apporté au Québec, avant le 1^{er} juillet 1992, mais s'il était acquis ou apporté après le 30 juin 1992, l'inscrit ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de celui-ci en raison de l'article 206.1;

3° la taxe prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) s'applique à l'égard du bien ou du service pour l'année d'imposition 1992;

4° la taxe prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) ne s'applique pas à l'égard du bien ou du service pour l'année d'imposition 1992, en raison d'une exemption prévue à la section III de ce chapitre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 291, ab.

514. 1. L'article 291 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 292, remp.

515. 1. L'article 292 de cette loi, remplacé par l'article 211 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Exceptions

« **292.** Le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 290 ne s'applique pas à l'égard d'un bien dans le cas où :

1° l'inscrit est un particulier ou une société et le bien qui est une voiture de tourisme ou un aéronef de l'inscrit n'est pas utilisé exclusivement par l'inscrit dans le cadre de ses activités commerciales ;

2° l'inscrit n'est pas un particulier ni une société et le bien qui est une voiture de tourisme ou un aéronef de l'inscrit n'est pas utilisé principalement par l'inscrit dans le cadre de ses activités commerciales ;

3° un choix fait par l'inscrit en vertu de l'article 293 relativement au bien est en vigueur à ce moment ;

4° l'article 243.1, 253.1 ou 288.2 s'est appliqué relativement au bien qui est un véhicule routier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 293, remp.

516. 1. L'article 293 de cette loi est remplacé par le suivant :

Choix relatif
à une voi-
ture de tou-
risme ou à
un aéronef
acquis par
louage

« **293.** Un inscrit qui au cours d'une période de déclaration de celui-ci acquiert par louage une voiture de tourisme ou un aéronef pour l'utiliser autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales ou utilise dans un tel cadre une voiture de tourisme ou un aéronef dont la dernière acquisition s'est faite par louage peut faire un choix qui entre en vigueur le premier jour de cette période de déclaration pour que les règles suivantes s'appliquent :

1° malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 290, l'inscrit est réputé avoir commencé, ce jour-là, à utiliser le bien exclusivement dans le cadre de ses activités autres que commerciales et il est réputé, dès l'entrée en vigueur du choix et jusqu'à ce qu'il cesse de louer le bien, l'utiliser exclusivement dans un tel cadre ;

2° dans le cas où la dernière fourniture du bien à l'inscrit a été effectuée par louage, les règles suivantes s'appliquent :

a) la taxe calculée sur la totalité ou la partie de la contrepartie de cette fourniture qui est raisonnablement imputable à une période de déclaration postérieure à l'entrée en vigueur du choix ne doit pas être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants

que l'inscrit demande dans une déclaration produite en vertu de l'article 468 pour cette période ou pour toute autre période de déclaration subséquente;

b) dans le cas où un montant à l'égard de la taxe visée au sous-paragraphe *a* a été inclus dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants que l'inscrit a demandé dans une déclaration produite en vertu de l'article 468 pour une période de déclaration qui se termine avant cette période, ce montant doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour cette période.

Modalités
du choix

Le choix prévu au premier alinéa doit être effectué au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 294, mod.

517. 1. L'article 294 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° par le suivant:

« *a*) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie, autre que la contrepartie visée à l'article 75.2 qui est attribuable à l'achalandage d'une entreprise, devenue due au cours des quatre trimestres civils qui précèdent immédiatement le trimestre civil donné, ou payée au cours de ces trimestres sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à un associé de celle-ci au début du trimestre civil donné pour des fournitures taxables ou non taxables, autres que des fournitures de leurs immobilisations par vente, effectuées au Québec ou hors du Québec par la personne ou l'associé dans le cadre d'activités commerciales; »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° la totalité ou la presque totalité des montants visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° sont relatifs à la fourniture de biens meubles incorporels, d'immeubles ou de services. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 295, mod.

518. 1. L'article 295 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° par le suivant:

« *a*) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie, autre que la contrepartie visée à l'article 75.2 qui est

attribuable à l'achalandage d'une entreprise, devenue due au cours du trimestre civil, ou payée au cours de ce trimestre sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à un associé de celle-ci au début du trimestre civil pour des fournitures taxables ou non taxables, autres que des fournitures de leurs immobilisations par vente, effectuées au Québec ou hors du Québec par la personne ou l'associé dans le cadre d'activités commerciales;»;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

«2° soit la totalité ou la presque totalité des montants visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° ne sont pas relatifs à la fourniture de biens meubles incorporels, d'immeubles ou de services. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 297.1 à
297.15, aj.

519. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après la section III du chapitre VI du titre I, de la suivante :

« SECTION III.1

« DÉMARCHEUR

Définitions : « **297.1** Pour l'application de la présente section, l'expression :

« acheteur » « acheteur » d'un produit exclusif d'un démarcheur signifie une personne qui acquiert le produit exclusif autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture pour une contrepartie ;

« agent-percepteur » « agent-percepteur » signifie un démarcheur ou son distributeur ;

« démarcheur » « démarcheur » signifie une personne qui vend ses produits exclusifs à ses entrepreneurs indépendants ;

« distributeur » « distributeur » d'un démarcheur signifie une personne qui est l'entrepreneur indépendant du démarcheur et qui, dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, vend en tout ou en partie à d'autres entrepreneurs indépendants du démarcheur les produits exclusifs du démarcheur qu'il a acquis ;

« entrepreneur indépendant » « entrepreneur indépendant » d'un démarcheur signifie une personne qui n'est pas un mandataire ni un salarié du démarcheur ou du distributeur de celui-ci et qui, à la fois :

1° a un droit contractuel d'acheter du démarcheur ou de son distributeur les produits exclusifs du démarcheur ;

2° achète les produits exclusifs du démarcheur afin de les vendre à un autre entrepreneur indépendant du démarcheur ou à un acheteur;

3° n'effectue pas de démarches, de négociations ou la conclusion de contrats en vue de vendre les produits exclusifs du démarcheur à des acheteurs principalement à une place fixe où elle exploite une entreprise sauf s'il s'agit d'une résidence privée;

« matériel de promotion »

« matériel de promotion » d'une personne qui est un démarcheur ou un distributeur du démarcheur signifie un imprimé commercial fabriqué sur commande, un échantillon, une trousse de démonstration, un article promotionnel ou pédagogique, un catalogue ou tout autre bien meuble qui est acquis, fabriqué ou produit par la personne en vue de le vendre pour faciliter la distribution, la promotion ou la vente des produits exclusifs du démarcheur, mais ne comprend pas un produit exclusif du démarcheur ni un bien que la personne vend, ou tient en vue de vendre, à un entrepreneur indépendant du démarcheur qui acquiert ce bien dans le but de l'utiliser à titre d'immobilisation;

« prix de vente au détail suggéré »

« prix de vente au détail suggéré » d'un produit exclusif d'un démarcheur à un moment quelconque signifie le prix le plus bas annoncé par le démarcheur et applicable aux fournitures du produit exclusif effectuées aux acheteurs à ce moment et comprend les droits, les frais et les taxes visés à l'article 52 à l'exclusion de la taxe payable en vertu du présent titre et des droits, des frais ou des taxes prescrits pour l'application du deuxième alinéa de cet article;

« produit exclusif »

« produit exclusif » d'un démarcheur signifie un bien meuble que le démarcheur acquiert, fabrique ou produit en vue de le vendre dans le cours normal de son entreprise à un de ses entrepreneurs indépendants dans le but que ce bien soit vendu pour une contrepartie, autrement qu'à titre de bien meuble corporel d'occasion, par un de ses entrepreneurs indépendants dans le cours normal de son entreprise à une personne qui n'est pas un entrepreneur indépendant.

Perception par un démarcheur

« **297.2** Dans le cas où un démarcheur effectue au Québec une fourniture par vente, autre qu'une fourniture exonérée, de son produit exclusif à son entrepreneur indépendant, les règles suivantes s'appliquent :

1° le démarcheur doit, à titre de mandataire du ministre, percevoir de l'entrepreneur indépendant un montant à l'égard de la fourniture égal à la taxe payable par un acheteur en vertu de l'article 16 relativement à la fourniture de ce produit exclusif, calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit exclusif au moment où la fourniture est effectuée à l'entrepreneur indépendant;

2° le montant prévu au paragraphe 1° doit, à la fois :

a) être perçu par le démarcheur le premier en date du moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due et du moment où une partie de cette contrepartie est payée ;

b) être ajouté dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-paragraphe a.

Application
de l'article 83

Pour l'application du sous-paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa, l'article 83 s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, afin de déterminer le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture est réputée devenir due.

Perception
par un distri-
buteur d'un
démarcheur

« **297.3** Dans le cas où le distributeur d'un démarcheur effectue au Québec une fourniture par vente, autre qu'une fourniture exonérée, d'un produit exclusif du démarcheur à un entrepreneur indépendant du démarcheur, les règles suivantes s'appliquent :

1° le distributeur doit, à titre de mandataire du ministre, percevoir de l'entrepreneur indépendant un montant égal à la taxe payable par un acheteur en vertu de l'article 16 relativement à la fourniture de ce produit exclusif, calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit exclusif au moment où le démarcheur en a effectué la fourniture par vente ;

2° le montant prévu au paragraphe 1° doit, à la fois :

a) être perçu par le distributeur le premier en date du moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due et du moment où une partie de cette contrepartie est payée ;

b) être ajouté dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-paragraphe a, sauf si le distributeur a versé à un agent-percepteur un montant égal à ce montant à l'égard de l'acquisition de ce produit exclusif.

Application
de l'article 83

Pour l'application du sous-paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa, l'article 83 s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, afin de déterminer le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture est réputée devenir due.

Exception

Le présent article ne s'applique pas si la fourniture est effectuée par le distributeur d'un démarcheur à un autre distributeur du démarcheur qui acquiert le produit exclusif uniquement afin qu'il soit vendu au démarcheur.

Omission de
la part de
l'agent
percepteur

«**297.4** Un agent-percepteur qui ne perçoit pas le montant prévu aux articles 297.2 ou 297.3 ou qui n'ajoute pas dans le calcul de sa taxe nette un tel montant qu'il a perçu et qu'il est tenu d'ajouter dans ce calcul en vertu de ces articles devient débiteur de ce montant envers le gouvernement du Québec.

Présomption

Le montant prévu au premier alinéa est réputé être un droit au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

Exception

«**297.5** Dans le cas où l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur effectue au Québec une fourniture taxable par vente, autre qu'une fourniture détaxée, d'un produit exclusif du démarcheur à un acheteur et qu'il a versé à un agent-percepteur le montant prévu aux articles 297.2 ou 297.3 à l'égard de l'acquisition de ce produit exclusif, les règles suivantes s'appliquent :

1° si l'entrepreneur indépendant n'est pas un inscrit, les articles 437 et 470 ne s'appliquent pas ;

2° si l'entrepreneur indépendant est un inscrit, la taxe qui est perçue ou qui devient percevable par lui à l'égard de la fourniture ne doit pas être incluse dans le calcul de sa taxe nette.

Exception

«**297.6** Dans le cas où un démarcheur a effectué une fourniture de son produit exclusif dans des circonstances telles qu'un montant a été ajouté en vertu de l'article 297.2 dans le calcul de sa taxe nette et qu'un de ses entrepreneurs indépendants lui fournit par la suite le produit exclusif au cours d'une de ses périodes de déclaration, les règles suivantes s'appliquent :

1° la fourniture par l'entrepreneur indépendant est réputée ne pas constituer une fourniture taxable ;

2° le démarcheur peut déduire un montant égal à ce montant dans le calcul de sa taxe nette pour la période de déclaration donnée au cours de laquelle il verse un tel montant à l'entrepreneur indépendant, ou le porte à son crédit, ou pour une période postérieure qui se termine au plus tard quatre ans après le jour où la période donnée se termine.

Redressement de la
taxe nette
du démarcheur

«**297.7** Un démarcheur peut déduire le montant déterminé en vertu du paragraphe 3° dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration donnée au cours de laquelle il verse ce montant à un de ses entrepreneurs indépendants, ou le porte à son crédit, ou pour une période postérieure se terminant au plus tard quatre ans après le jour où la période donnée se termine si, à la fois :

1° le démarcheur a effectué, à un moment donné, la fourniture d'un de ses produits exclusifs dans des circonstances telles qu'un

montant a été ajouté dans le calcul de sa taxe nette en vertu de l'article 297.2;

2° un de ses entrepreneurs indépendants, selon le cas :

a) effectue la fourniture du produit exclusif qui est :

i. soit une fourniture détaxée;

ii. soit une fourniture effectuée hors du Québec;

iii. soit une fourniture à l'égard de laquelle l'acquéreur n'est pas tenu, en vertu d'une loi fédérale ou d'une loi provinciale, de payer la taxe;

b) effectue la fourniture du produit exclusif à une personne qui n'est pas un entrepreneur indépendant pour une contrepartie non négligeable mais inférieure au prix de vente au détail suggéré du produit exclusif au moment donné sur laquelle la taxe payée par la personne a été calculée;

c) effectue la fourniture du produit exclusif à une personne qui n'est pas un entrepreneur indépendant à titre gratuit ou pour une contrepartie négligeable ou réserve le produit exclusif pour sa consommation, son utilisation ou sa jouissance personnelle ou celle de tout particulier qui lui est lié;

3° le démarcheur, relativement au produit exclusif, verse à un de ses entrepreneurs indépendants, ou porte à son crédit, le montant suivant :

a) dans le cas où le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° s'applique, un montant égal au montant perçu par lui en vertu de l'article 297.2 relativement au produit exclusif;

b) dans le cas où le sous-paragraphe *b* ou *c* du paragraphe 2° s'applique, un montant déterminé selon la formule suivante :

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente un montant égal au montant perçu par le démarcheur en vertu de l'article 297.2 relativement au produit exclusif;

2° la lettre B représente :

a) dans le cas où le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du premier alinéa s'applique, un montant égal à la taxe payée par la personne;

b) dans le cas où le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2° du premier alinéa s'applique, un montant égal à la taxe qui aurait été payable par l'entrepreneur indépendant à l'égard de l'acquisition de ce produit exclusif si la fourniture avait été une fourniture autre qu'une fourniture non taxable.

Mauvaise
créance

«**297.8** Un démarcheur qui effectue pour une contrepartie une fourniture dans le cadre d'une activité commerciale à un entrepreneur indépendant avec lequel il n'a aucun lien de dépendance et qui, conformément à la section III du chapitre VIII, produit une déclaration concernant la fourniture et verse le montant prévu à l'article 297.2 à l'égard de celle-ci peut, dans la mesure où il est établi que la contrepartie et ce montant sont devenus en totalité une mauvaise créance, déduire, dans le calcul de la taxe nette pour sa période de déclaration où la mauvaise créance est radiée de ses livres de comptes ou pour une période de déclaration qui se termine dans les quatre ans suivant la fin de cette période, un montant égal à ce montant.

Recouvre-
ment d'une
mauvaise
créance

«**297.9** Un démarcheur qui recouvre la totalité ou une partie d'une mauvaise créance à l'égard de laquelle il a déduit un montant en vertu de l'article 297.8 doit ajouter un montant égal à ce montant dans le calcul de la taxe nette pour sa période de déclaration où la mauvaise créance ou la partie de celle-ci est recouvrée.

Matériel de
promotion

«**297.10** Dans le cas où un démarcheur ou son distributeur effectue la fourniture par vente de matériel de promotion à un entrepreneur indépendant du démarcheur, la fourniture est réputée ne pas constituer une fourniture.

Service
d'accueil

«**297.11** Dans le cas où l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur effectue la fourniture d'un bien à une personne en contrepartie d'une fourniture par celle-ci d'un service d'accueil lors d'un événement organisé afin de lui permettre de distribuer, de promouvoir ou de vendre les produits exclusifs du démarcheur, la personne est réputée ne pas avoir effectué la fourniture du service d'accueil et ce service est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture.

Avantage à
un entrepre-
neur indé-
pendant
d'un démar-
cheur

«**297.12** Dans le cas où une personne qui est un démarcheur ou un distributeur de celui-ci acquiert, ou apporte au Québec, un bien autre qu'un produit exclusif du démarcheur ou un service dans le but d'en effectuer la fourniture, à un moment quelconque, à un

entrepreneur indépendant du démarcheur ou à tout particulier lié à ce dernier sans contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien ou du service et que l'entrepreneur indépendant ou le particulier acquiert le bien ou le service autrement que pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, les règles suivantes s'appliquent :

1° aucune taxe n'est payable à l'égard de cette fourniture;

2° la personne est réputée avoir effectué la fourniture pour une contrepartie égale à la contrepartie payée ou payable par elle pour la fourniture du bien ou du service ou à la valeur du bien apporté au sens de l'article 17;

3° la personne est réputée avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, calculée sur cette contrepartie.

Utilisation
par un entre-
preneur
indépendant
d'un démar-
cheur

« **297.13** Dans le cas où une personne qui est un démarcheur ou un distributeur de celui-ci et qui dans le cadre de ses activités commerciales a acquis, fabriqué ou produit un bien, autre qu'un produit exclusif du démarcheur, ou a acquis ou exécuté un service, réserve le bien ou le service, à un moment quelconque, au profit d'un entrepreneur indépendant du démarcheur ou de tout particulier lié à ce dernier sans contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien ou du service, et que l'entrepreneur indépendant ou le particulier acquiert le bien ou le service autrement que pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée avoir effectué une fourniture du bien ou du service pour une contrepartie, payée à ce moment, égale à la juste valeur marchande du bien ou du service à ce moment;

2° la personne est réputée avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, calculée sur cette contrepartie.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à une personne qui, en raison des articles 203, 205, 206 ou 206.1, n'a pas le droit d'inclure, dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants, un montant à l'égard de la taxe payable par elle relativement au bien ou au service réservé au profit d'un entrepreneur indépendant ou de tout particulier lié à ce dernier.

Entrepren-
neur indé-
pendant qui
cesse d'être
un inscrit

« **297.14** Dans le cas où l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur cesse d'être un inscrit, l'article 209 ne s'applique pas au

matériel de promotion qui lui a été fourni par le démarcheur ou le distributeur de celui-ci.

Exception

« **297.15** L'article 55 ne s'applique pas aux fournitures visées aux sous-paragraphes *b* ou *c* du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 297.7 ou à l'article 297.11. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 298 à
300, remp.

520. 1. Les articles 298 à 300 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Transfert
d'un bien

« **298.** Dans le cas où, à un moment quelconque après le 1^{er} juillet 1992, une personne transfère la propriété d'un bien à un assureur dans le cadre du règlement d'un sinistre, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée avoir effectué, et l'assureur est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture par vente du bien ;

2° la fourniture est réputée avoir été effectuée sans contrepartie sauf pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380 ;

3° dans le cas où la fourniture est une fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable à l'égard de la fourniture est réputée égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380 ;

4° dans le cas où la fourniture est visée à l'article 102 ou à l'article 168, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable à l'égard de celle-ci est réputée égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380.

Fourniture
d'un bien

« **299.** Dans le cas où, à un moment quelconque, un assureur effectue une fourniture, autre qu'une fourniture exonérée, d'un bien dont la propriété lui a été transférée dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique, les règles suivantes s'appliquent, sauf si l'un des articles 300 à 300.2 s'est appliqué avant ce moment à l'égard de l'utilisation du bien par celui-ci :

1° l'assureur est réputé avoir effectué la fourniture dans le cadre d'une activité commerciale de celui-ci ;

2° tout ce qui est fait par l'assureur dans le cadre de la réalisation de la fourniture ou en relation avec celle-ci, et non en relation avec le transfert de la propriété du bien, est réputé avoir été fait dans le cadre de l'activité commerciale.

Utilisation
d'un bien

« **300.** Un assureur qui, à un moment quelconque, commence à utiliser un immeuble, autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture, dont la propriété lui a été transférée dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique, est réputé avoir effectué la fourniture du bien à ce moment et les règles suivantes s'appliquent, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou non taxable :

1° l'assureur est réputé avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien à ce moment ;

2° l'assureur est réputé avoir acquis le bien et avoir payé cette taxe à ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 300.1 et
300.2, aj.

521. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 300, des suivants :

Utilisation
d'un bien
meuble
transféré
avant le
1^{er} janvier
1994

« **300.1** Dans le cas où un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture, dont la propriété lui a été transférée par une personne avant le 1^{er} janvier 1994 dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'assureur est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien ;

b) dans le cas où le bien était un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V au moment du transfert de la propriété du bien, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités autres que des activités commerciales et avoir utilisé le bien dans ce cadre après cette acquisition jusqu'à ce que l'assureur aliène le bien ;

2° dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne pour une contrepartie, autrement que par une fourniture non taxable, au moment du transfert de la propriété du bien, l'assureur est réputé :

a) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien ;

b) avoir payé, immédiatement après le moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture visée au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° égale au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *a*.

Utilisation
d'un bien
meuble
transféré
après le
31 décembre
1993

« **300.2** Dans le cas où un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture, dont la propriété lui a été transférée par une personne après le 31 décembre 1993 dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'assureur est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien ;

b) dans le cas où le bien était un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V au moment du transfert de la propriété du bien, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités autres que des activités commerciales et avoir utilisé le bien dans ce cadre après cette acquisition jusqu'à ce que l'assureur aliène le bien ;

2° dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment du transfert de la propriété du bien, l'assureur est réputé :

a) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien ;

b) avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, dans le cas où un assureur commence, avant le 1^{er} octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances pour lesquelles l'article 300.1 ou l'article 300.2 de cette loi, tels qu'édictees par le paragraphe 1, s'applique :

a) l'article 300.1 s'applique à l'assureur en faisant abstraction du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° ;

b) l'article 300.2 s'applique à l'assureur en faisant abstraction du sous-paragraphe b du paragraphe 1°.

c. T-0.1,
a. 301, remp.

522. 1. L'article 301 de cette loi est remplacé par le suivant :

Vente d'un
bien

« **301.** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° un assureur effectue, à un moment quelconque, une fourniture taxable ou non taxable par vente, autre qu'une fourniture réputée avoir été effectuée en vertu des dispositions de la présente loi autres que les articles 41.1 à 41.6, d'un bien meuble dont la propriété lui a été transférée par une personne dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique;

2° l'assureur n'est pas réputé avoir reçu une fourniture du bien en vertu des articles 300.1, 300.2 ou 301.2 avant ce moment;

3° aucune taxe n'aurait été payable par l'assureur s'il avait acheté le bien au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment du transfert de la propriété du bien;

4° la personne n'avait pas acquis le bien, lors de la dernière acquisition, par une fourniture non taxable, avant le moment du transfert de la propriété du bien.

Présomp-
tions

L'assureur est réputé avoir reçu une fourniture du bien, immédiatement avant ce moment, pour une contrepartie égale à celle de la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa et avoir payé, immédiatement avant ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture réputée avoir été reçue en vertu du présent alinéa égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente la taxe calculée sur cette contrepartie ;

2° la lettre B représente le total des montants dont chacun correspond à un remboursement en vertu de la section I du chapitre VII que l'assureur avait le droit de demander à l'égard du bien ou d'une amélioration à celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 301.1 à
301.3, aj.

523. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 301, des suivants :

Exception « **301.1** L'article 301 ne s'applique pas dans le cas où, à la fois :

1° la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article est effectuée hors du Québec ou est une fourniture détaxée ;

2° la propriété du bien a été transférée à l'assureur avant le 1^{er} janvier 1994 ou le bien était, au moment du transfert de la propriété, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V.

Location d'un bien meuble « **301.2** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° un assureur effectue, à un moment quelconque, une fourniture taxable ou non taxable par louage, licence ou accord semblable d'un bien meuble dont la propriété lui a été transférée par une personne dans les circonstances pour lesquelles l'article 298 s'applique ;

2° l'assureur n'est pas réputé avoir reçu une fourniture du bien en vertu des articles 300.1 ou 300.2 avant ce moment ;

3° aucune taxe n'aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment du transfert de la propriété du bien ;

4° la personne n'avait pas acquis le bien, lors de la dernière acquisition, par une fourniture non taxable, avant le moment du transfert de la propriété du bien.

Présomption L'assureur est réputé avoir reçu, immédiatement avant ce moment, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement avant ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien.

Exception « **301.3** L'article 301.2 ne s'applique pas dans le cas où, à la fois :

1° la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article est effectuée hors du Québec ou est une fourniture détaxée ;

2° la propriété du bien a été transférée à l'assureur avant le 1^{er} janvier 1994 ou le bien était, au moment du transfert de la propriété, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 302, remp.

524. 1. L'article 302 de cette loi est remplacé par le suivant :

Application

«**302.** Les articles 303 à 309 s'appliquent dans le cas où une personne devient un failli un jour donné.

« failli » et
« actif du
failli »

De plus, dans le présent article et dans ces articles, les expressions « failli » et « actif du failli » ont le sens que leur donne la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date.

c. T-0.1,
a. 304, remp.

525. 1. L'article 304 de cette loi est remplacé par le suivant :

Propriété
des biens

«**304.** Les biens et l'argent de la personne, immédiatement avant le jour donné, sont réputés ne pas être transmis au syndic de faillite ni lui être dévolus au moment où l'ordonnance de séquestre est rendue ou au moment où la cession est déposée, mais demeurer la propriété du failli. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date. Toutefois, pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1993, l'article 304 de cette loi, que le paragraphe 1 remplace, doit se lire comme suit :

Propriété
des biens

«**304.** Les biens et l'argent du failli, immédiatement avant ce moment, sont réputés ne pas être transmis au syndic de faillite ni lui être dévolus au moment où l'ordonnance de séquestre est rendue ou au moment où la cession est déposée, mais demeurer la propriété du failli. ».

c. T-0.1,
aa. 304.1 et
304.2, aj.

526. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 304, des suivants :

Inscription
du failli

«**304.1** Dans le cas où la personne est inscrite en vertu de la section 1 du chapitre VIII le jour donné, l'inscription continue de s'appliquer relativement aux activités de la personne auxquelles la faillite se rapporte comme si le syndic de faillite était l'inscrit à l'égard de ces activités et cesse de s'appliquer aux activités de la personne qu'elle commence à exercer le jour donné ou après ce jour et auxquelles la faillite ne se rapporte pas.

Activités
exercées par
le failli

«**304.2** Dans le cas où la personne commence à exercer des activités auxquelles la faillite ne se rapporte pas, le jour donné ou après ce jour, les règles suivantes s'appliquent :

1° les activités sont réputées être des activités distinctes des activités de la personne auxquelles la faillite se rapporte comme si les activités étaient celles d'une personne distincte;

2° la personne peut, à l'égard des activités auxquelles la faillite ne se rapporte pas, demander et obtenir l'inscription en vertu de la section I du chapitre VIII, établir des exercices et effectuer des choix relativement à des périodes de déclaration en vertu de la section IV de ce chapitre, comme si ces activités étaient les seules activités de la personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date.

c. T-0.1,
aa. 305 à
307, remp.

527. 1. Les articles 305 à 307 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Début et fin
des périodes
de déclara-
tion

« **305.** Sous réserve des articles 306 et 307, les périodes de déclaration de la personne commencent et se terminent les jours auxquels elles auraient commencé et se seraient terminées si la faillite n'avait pas eu lieu.

Période de
déclaration
de la per-
sonne

« **306.** La période de déclaration de la personne durant laquelle elle devient un failli se termine le jour donné et une nouvelle période de déclaration de la personne, relative aux activités de celle-ci auxquelles la faillite se rapporte, commence le jour qui suit immédiatement le jour donné.

Période de
déclaration
de la per-
sonne

« **307.** La période de déclaration de la personne, relative aux activités de celle-ci auxquelles la faillite se rapporte, durant laquelle le syndic de faillite est libéré en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada) se termine le jour où l'ordonnance de libération est rendue. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date. Toutefois, une personne qui a produit une déclaration selon une période de déclaration visée à la section V du chapitre VI du titre I de cette loi, telle qu'elle se lisait avant le 17 juin 1994 ou telle qu'elle se lit au 17 juin 1994, est considérée avoir produit la déclaration conformément à la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1).

Pour l'application de l'alinéa précédent à la période du 1^{er} juillet 1992 au 28 février 1994, la référence à la Loi sur la taxe de vente du

Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) doit être lue comme une référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67).

c. T-0.1,
a. 308, ab.

528. 1. L'article 308 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date. Toutefois, une personne qui a produit une déclaration selon une période de déclaration visée à la section V du chapitre VI du titre I de cette loi, telle qu'elle se lisait avant le 17 juin 1994 ou telle qu'elle se lit au 17 juin 1994, est considérée avoir produit la déclaration conformément à la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1).

Pour l'application de l'alinéa précédent à la période du 1^{er} juillet 1992 au 28 février 1994, la référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) doit être lue comme une référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67).

c. T-0.1,
a. 309, remp.

529. 1. L'article 309 de cette loi est remplacé par le suivant :

Effet de
l'ordonnance
de libération

« **309.** Les biens et l'argent que le syndic de faillite détient pour la personne le jour où une ordonnance de libération absolue de la personne est rendue en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada) sont réputés ne pas être transmis à la personne au moment où l'ordonnance est rendue, mais ces biens sont réputés avoir été dévolus à la personne et avoir été détenus par celle-ci sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par la personne ou le syndic, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993 à l'égard des personnes qui deviennent faillies, et de leur syndic, à compter de cette date. Toutefois, pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1993, l'article 309 de cette loi, que le paragraphe 1 remplace, doit se lire comme suit :

Effet de
l'ordonnance
de libération

« **309.** Les biens et l'argent que le syndic détient pour le failli immédiatement avant qu'une ordonnance de libération absolue du failli ne soit rendue en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada) sont réputés ne pas être transmis au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais ces biens sont réputés avoir été dévolus au failli et avoir été détenus par celui-ci sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par le failli ou le syndic, selon le cas. ».

c. T-0.1,
aa. 310 à
312, remp.

530. 1. Les articles 310 à 312 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Application

«**310.** La présente section s'applique dans le cas où, un jour donné, un séquestre est investi du pouvoir de gérer, diriger ou liquider une entreprise ou les biens d'une personne ou pour gérer ou s'occuper des affaires ou des éléments de l'actif de celle-ci.

Définitions

De plus, dans la présente section, l'expression:

« actif pertinent »

« actif pertinent » d'un séquestre signifie:

1° dans le cas où le pouvoir du séquestre se rapporte à l'ensemble des entreprises, des affaires, des biens et des éléments de l'actif d'une personne, toutes ces entreprises, ces affaires et tous ces biens et ces éléments de l'actif;

2° dans le cas où le pouvoir du séquestre ne se rapporte qu'à une partie des entreprises, des affaires, des biens ou des éléments de l'actif d'une personne, cette partie des entreprises, des affaires, des biens ou des éléments de l'actif, selon le cas;

« entreprise »

« entreprise » comprend une partie d'une entreprise;

« séquestre »

« séquestre » signifie une personne qui, selon le cas:

1° est autorisée en vertu soit d'une débenture, d'une obligation ou d'un autre titre de créance, soit d'une ordonnance d'un tribunal, soit d'une loi du Québec, d'une autre province, des Territoires du Nord-Ouest, du territoire du Yukon ou du Canada, à gérer ou à diriger une entreprise ou des biens d'une autre personne;

1.1° est nommée par un fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie relatif à un titre de créance afin d'exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou diriger une entreprise ou des biens du débiteur du titre de créance;

1.2° est nommée par une banque afin d'agir à titre de mandataire de celle-ci dans l'exercice du pouvoir de la banque prévu au paragraphe 3 de l'article 426 de la Loi sur les banques (Statuts du Canada) à l'égard du bien d'une autre personne;

2° est nommée à titre de liquidateur pour liquider les éléments de l'actif ou les affaires d'une corporation;

3° est nommée à titre de tuteur ou de curateur, ou constitue un comité, ayant le pouvoir de gérer et de s'occuper des affaires et des éléments de l'actif d'un particulier qui est incapable de gérer ses affaires et les éléments de son actif;

l'expression « séquestre » comprend également une personne qui est nommée afin d'exercer le pouvoir d'un créancier en vertu d'une débenture, d'une obligation ou d'un autre titre de créance de gérer ou diriger une entreprise ou des biens d'une autre personne mais ne comprend pas ce créancier dans le cas où cette personne est nommée.

Mandataire
de la per-
sonne

« **311.** Le séquestre est réputé être un mandataire de la personne et toute fourniture effectuée ou reçue et tout acte accompli par le séquestre à l'égard de l'actif pertinent de celui-ci est :

1° dans le cas de la fourniture, réputée effectuée ou reçue par le séquestre à titre de mandataire de la personne ;

2° dans le cas de l'acte, réputé accompli par le séquestre à titre de mandataire de la personne.

Actif de la
personne

« **312.** Le séquestre est réputé ne pas être le fiduciaire de l'actif de la personne ou d'une partie de celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
a. 312.1, aj.

531. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 312, du suivant :

Actif perti-
nent distinct

« **312.1** Dans le cas où l'actif pertinent du séquestre n'est constitué que d'une partie des entreprises, des affaires, des biens ou des éléments de l'actif de la personne, l'actif pertinent du séquestre est réputé être, tout au long de la période durant laquelle le séquestre agit à ce titre pour la personne, distinct du reste des entreprises, des affaires, des biens ou des éléments de l'actif de la personne comme si l'actif pertinent était constitué des entreprises, des affaires, des biens ou des éléments de l'actif, selon le cas, d'une personne distincte. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
aa. 313 et
314, remp.

532. 1. Les articles 313 et 314 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Responsabi-
lité solidaire

« **313.** La personne et le séquestre sont solidairement responsables du paiement ou du versement des montants payables ou

à verser par la personne avant ou pendant la période durant laquelle le séquestre agit à ce titre pour la personne dans la mesure où il est raisonnable de considérer que les montants se rapportent à l'actif pertinent du séquestre ou aux entreprises, aux affaires, aux biens ou aux éléments de l'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent du séquestre s'il avait agi à ce titre pour la personne au moment où les montants sont devenus payables ou à verser, selon le cas.

Limite

Malgré le premier alinéa, les règles suivantes s'appliquent :

1° le séquestre n'est responsable du paiement ou du versement des montants devenus payables ou à verser avant cette période que dans la mesure des biens et de l'argent de la personne qu'il a en sa possession ou qu'il contrôle et gère après qu'il a, à la fois :

a) réglé les réclamations des créanciers dont les créances prennent rang, le jour donné, avant la créance de l'État à l'égard de ces montants ;

b) acquitté tout montant qu'il est tenu de payer au syndic de faillite de la personne ;

2° la personne n'est pas responsable du versement de toute taxe perçue ou percevable par le séquestre ;

3° le paiement ou le versement par la personne ou le séquestre d'un montant à l'égard de cette obligation éteint celle-ci d'autant.

Périodes de
déclaration
de la per-
sonne

« **314.** Sous réserve des articles 314.1 et 315, les périodes de déclaration de la personne commencent et se terminent les jours auxquels elles auraient commencé et se seraient terminées si le séquestre n'était pas investi de pouvoirs. ».

2. Sous réserve des paragraphes 3 et 4, le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

3. Pour la période du 1^{er} octobre 1992 au 31 décembre 1992, la partie qui précède le troisième alinéa de l'article 313 de cette loi, édicté par le chapitre 67 des lois de 1991, doit se lire comme suit :

Responsabi-
lité solidaire

« **313.** La personne et le séquestre sont solidairement responsables du paiement ou du versement des montants, autres que ceux qui se rapportent aux activités auxquelles la nomination du séquestre n'est pas rattachée, payables ou à verser par la personne

avant ce moment ou pendant la période durant laquelle le séquestre agit à ce titre pour la personne.

Limite

Toutefois, le séquestre n'est responsable du paiement ou du versement des montants devenus payables ou à verser avant ce moment que dans la mesure des biens et de l'argent de la personne qu'il a en sa possession ou qu'il contrôle et gère. ».

4. À l'égard des montants payables ou à verser pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, la partie qui précède le troisième alinéa de l'article 313 de cette loi, édicté par le chapitre 67 des lois de 1991, doit se lire comme suit :

Responsabilité
solidaire

« **313.** La personne et le séquestre sont solidairement responsables d'une part, du paiement de toute taxe payable par la personne avant ce moment ou pendant la période durant laquelle le séquestre agit à ce titre pour la personne et d'autre part, du versement de toute taxe perçue par la personne avant ce moment ou pendant cette période.

Limite

Toutefois, le séquestre n'est responsable du paiement de la taxe payable avant ce moment et du versement de la taxe perçue avant ce moment que dans la mesure des biens et de l'argent de la personne qu'il a en sa possession ou qu'il contrôle et gère. ».

c. T-0.1,
a. 314.1, aj.

533. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 314, du suivant :

Période de
déclaration
de la per-
sonne

« **314.1** La période de déclaration de la personne, relative à l'actif pertinent du séquestre, durant laquelle le séquestre commence à agir à ce titre pour la personne se termine le jour donné et une nouvelle période de déclaration de la personne, relative à l'actif pertinent, commence le jour qui suit immédiatement le jour donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
aa. 315 et
316, remp.

534. 1. Les articles 315 et 316 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Période de
déclaration
de la per-
sonne

« **315.** La période de déclaration de la personne, relative à l'actif pertinent du séquestre, durant laquelle le séquestre cesse d'agir à ce titre pour la personne se termine le jour où le séquestre cesse d'agir à ce titre.

Production
des déclara-
tions de la
personne

« **316.** Le séquestre doit produire au ministre au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits les déclarations que la personne est tenue de produire et qui sont relatives, selon le cas :

1° à l'actif pertinent du séquestre pour les périodes de déclaration se terminant au cours de la période durant laquelle le séquestre agit à ce titre pour la personne ;

2° à des fournitures d'immeubles qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à l'actif pertinent et qui ont été effectuées à la personne au cours de ces périodes.

Actif perti-
nent distinct

Le séquestre produit les déclarations visées au premier alinéa comme si l'actif pertinent ne constituait que les seuls entreprises, affaires, biens et éléments de l'actif de la personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
a. 317, ab.

535. 1. L'article 317 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
aa. 317.1 à
317.3, aj.

536. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 317, des suivants :

Production
d'une déclara-
tion

« **317.1** Le séquestre doit produire au ministre, à moins que celui-ci ne l'en dispense par écrit, une déclaration, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, pour la période de déclaration visée au deuxième alinéa qui se rapporte aux entreprises, aux affaires, aux biens ou aux éléments de l'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent du séquestre si celui-ci avait agi à ce titre pour la personne durant cette période de déclaration.

Application

Les règles prévues au premier alinéa s'appliquent si la personne n'a pas, le jour donné ou avant ce jour, produit une déclaration qu'elle est tenue de produire pour une période de déclaration de celle-ci se terminant :

1° le jour donné ou avant ce jour ;

2° au cours de l'exercice de la personne qui comprend le jour donné, ou immédiatement avant cet exercice.

Production
d'une déclara-
tion -
immeuble

«**317.2** Le séquestre doit produire au ministre, à moins que celui-ci ne l'en dispense par écrit, une déclaration, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits à l'égard de la fourniture visée au deuxième alinéa qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant aux entreprises, aux affaires, aux biens ou aux éléments de l'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent du séquestre si celui-ci avait agi à ce titre pour la personne durant la période de déclaration visée au deuxième alinéa.

Application

Les règles prévues au premier alinéa s'appliquent si la personne n'a pas, le jour donné ou avant ce jour, produit une déclaration qu'elle est tenue de produire à l'égard d'une fourniture d'un immeuble effectuée à la personne au cours d'une période de déclaration se terminant:

1° le jour donné ou avant ce jour;

2° au cours de l'exercice de la personne qui comprend le jour donné, ou immédiatement avant cet exercice.

Exercice
d'une per-
sonne

«**317.3** Pour l'application de la présente section, l'exercice d'une personne correspond à son exercice au sens de l'article 458.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993 et aux personnes dont les entreprises, les affaires, les biens ou les éléments de l'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination de ces séquestres.

c. T-0.1,
a. 318, remp.

537. 1. L'article 318 de cette loi est remplacé par le suivant:

Renonciation

«**318.** Dans le cas où, à un moment quelconque, un montant est payé à un inscrit ou fait l'objet d'une renonciation en faveur de celui-ci par une personne autrement qu'à titre de contrepartie pour une fourniture taxable, sauf s'il s'agit d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service au Québec par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'expiration, après le 30 juin 1992, d'une convention relative à cette fourniture qui doit être effectuée par l'inscrit, les règles suivantes s'appliquent:

1° l'inscrit est réputé avoir effectué à la personne, et celle-ci est réputée avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable du bien ou du service pour une contrepartie égale à la fraction de contrepartie du montant payé ou qui a fait l'objet de la renonciation;

2° l'inscrit est réputé avoir perçu et la personne est réputée avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture calculée sur cette contrepartie.

Exception

Toutefois, lorsque la convention a été conclue par écrit avant le 1^{er} juillet 1992, que le montant est payé ou fait l'objet d'une renonciation après 1992 et que la taxe relative au montant n'a pas été prévue dans la convention, le paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, l'article 318 de cette loi qu'il édicte s'applique aux montants devenus payables par une personne à un moment quelconque avant 1993 comme si ces montants avaient été payés, à ce moment, par la personne.

c. T-0.1,
a. 318.1, aj.

538. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 318, de l'article suivant:

Exception

« **318.1** L'article 318 ne s'applique pas à la partie d'un montant payé ou qui a fait l'objet d'une renonciation à l'égard de l'inexécution, de la modification ou de l'expiration d'une convention relative à une fourniture si cette partie constitue, selon le cas:

1° un montant additionnel qui est exigé d'une personne parce que la contrepartie de la fourniture n'est pas payée dans une période raisonnable et qui est visé à l'article 57;

2° un montant payé par une compagnie de chemin de fer à une autre compagnie de chemin de fer à titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti;

3° un montant payé à titre de surestaries ou de droit de stationnement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 319 à
321, remp.

539. 1. Les articles 319 à 321 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Réduction
d'une dette

« **319.** Dans le cas où, à un moment quelconque, une dette ou une autre obligation d'un inscrit envers une personne, autre qu'une contrepartie pour une fourniture taxable, sauf s'il s'agit d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service au Québec, est éteinte ou réduite sans paiement à valoir sur la dette ou l'obligation par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'expiration, après le 30 juin 1992, d'une convention relative à cette fourniture qui doit être effectuée par l'inscrit ou à celui-ci, les règles suivantes s'appliquent:

1° l'inscrit est réputé avoir effectué à la personne, et celle-ci est réputée avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable du bien ou du service pour une contrepartie égale à la fraction de contrepartie du montant par lequel la dette ou l'obligation est éteinte ou réduite;

2° l'inscrit est réputé avoir perçu et la personne est réputée avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture calculée sur cette contrepartie.

Exception

Toutefois, lorsque la convention a été conclue par écrit avant le 1^{er} juillet 1992, que la dette ou l'obligation est réduite ou éteinte après 1992 et que la taxe relative au montant n'a pas été prévue dans la convention, le paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas.

Saisie ou
reprise de
possession

« **320.** Dans le cas où, à un moment quelconque après le 1^{er} juillet 1992, le bien d'une personne est saisi ou fait l'objet d'une reprise de possession par une autre personne – appelée « créancier » dans le présent article et dans les articles 321 à 324.6 – pour le paiement de la totalité ou d'une partie d'une dette ou d'une autre obligation due par la personne au créancier, en vertu d'un droit ou d'un pouvoir que le créancier peut exercer, autre qu'un droit ou un pouvoir qu'il possède conformément à une convention de louage, de licence ou à un accord semblable ou du fait qu'il est partie à une telle convention ou un tel accord en vertu duquel la personne a acquis le bien, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne est réputée avoir effectué, et le créancier est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture par vente du bien;

2° la fourniture est réputée avoir été effectuée sans contrepartie sauf pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380;

3° dans le cas où la fourniture est une fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable à l'égard de la fourniture est réputée égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380;

4° dans le cas où la fourniture est visée à l'article 102 ou à l'article 168, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable à l'égard de celle-ci est réputée égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment pour l'application des articles 233, 234, 379 et 380.

Fourniture
d'un bien
saisi

« **321.** Sous réserve de l'article 323, dans le cas où, à un moment quelconque, un créancier effectue la fourniture, autre que la fourniture exonérée, d'un bien qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique, les

règles suivantes s'appliquent, sauf si l'un des articles 323.1 à 323.3 s'est appliqué avant ce moment à l'égard de l'utilisation du bien par celui-ci :

1° le créancier est réputé avoir effectué la fourniture dans le cadre d'une activité commerciale de celui-ci ;

2° tout ce qui est fait par le créancier dans le cadre de la réalisation de la fourniture ou en relation avec celle-ci, et non en relation avec la saisie ou la reprise de possession, est réputé avoir été fait dans le cadre de l'activité commerciale. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 322, ab.

540. 1. L'article 322 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 323, remp.

541. 1. L'article 323 de cette loi est remplacé par le suivant :

Fourniture
par un tribu-
nal d'un
bien saisi

« **323.** Dans le cas où un tribunal ordonne à un shérif, à un huissier ou à un autre officier du tribunal de saisir un bien d'un débiteur pour le paiement d'un montant dû en vertu d'un jugement du tribunal et que le tribunal effectue par la suite une fourniture du bien, la fourniture est réputée être effectuée autrement que dans le cadre d'une activité commerciale. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour son application aux fournitures effectuées par un tribunal avant le 1^{er} janvier 1993, l'article 323, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit :

Fourniture
par un tribu-
nal d'un
bien saisi

« **323.** La fourniture d'un bien effectuée par un tribunal suite à une saisie pratiquée par un officier en vertu d'une ordonnance de ce tribunal est réputée être effectuée autrement que dans le cadre d'une activité commerciale. ».

c. T-0.1,
aa. 323.1 à
323.3, aj.

542. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 323, des suivants :

Utilisation
d'un bien
saisi

« **323.1** Un créancier qui à un moment quelconque commence à utiliser un immeuble, autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture, qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique, ou s'appliquerait en faisant abstraction de l'article 324.6, est réputé avoir effectué la fourniture du bien à ce moment et les règles suivantes s'appliquent, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou non taxable :

1° le créancier est réputé avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien à ce moment;

2° le créancier est réputé avoir acquis le bien et avoir payé cette taxe à ce moment.

Utilisation
d'un bien
meuble saisi
avant le
1^{er} janvier
1994

« **323.2** Dans le cas où un créancier commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture qu'il a obtenu d'une personne avant le 1^{er} janvier 1994 par saisie ou par reprise de possession dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique, ou s'appliquerait en faisant abstraction de l'article 324.6, les règles suivantes s'appliquent :

1° le créancier est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture par vente du bien;

b) dans le cas où le bien était un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités autres que des activités commerciales et avoir utilisé le bien dans ce cadre après cette acquisition jusqu'à ce que le créancier aliène le bien;

2° dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession, le créancier est réputé :

a) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession;

b) avoir payé, immédiatement après le moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture visée au sous-paragraphe a du paragraphe 1° égale au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe a.

Utilisation
d'un bien
meuble saisi
après le
31 décembre
1993

« **323.3** Dans le cas où un créancier commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble autrement que dans le but d'en effectuer la fourniture qu'il a obtenu d'une personne après le 31 décembre 1993 par saisie ou par reprise de possession dans les

circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique, ou s'appliquerait en faisant abstraction de l'article 324.6, les règles suivantes s'appliquent :

1° le créancier est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession ;

b) dans le cas où le bien était un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités autres que des activités commerciales et avoir utilisé le bien dans ce cadre après cette acquisition jusqu'à ce que le créancier aliène le bien ;

2° dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession, le créancier est réputé :

a) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien ;

b) avoir perçu, à ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, dans le cas où un créancier commence, avant le 1^{er} octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances pour lesquelles l'article 323.2 ou l'article 323.3 de cette loi, tels qu'édictees par le paragraphe 1, s'applique :

a) l'article 323.2 s'applique au créancier en faisant abstraction du sous-paragraphe b du paragraphe 1° ;

b) l'article 323.3 s'applique au créancier en faisant abstraction du sous-paragraphe b du paragraphe 1°.

c. T-0.1,
a. 324, remp.

543. 1. L'article 324 de cette loi est remplacé par le suivant :

Bien saisi
d'un non-
inscrit

« **324.** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° un créancier effectue, à un moment quelconque, une fourniture taxable ou non taxable par vente, autre qu'une fourniture réputée avoir été effectuée en vertu des dispositions de la présente loi autres que les articles 41.1 à 41.6, d'un bien meuble qu'il a obtenu d'une personne par saisie ou par reprise de possession dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique;

2° le créancier n'est pas réputé avoir reçu une fourniture du bien en vertu des articles 323.2, 323.3 ou 324.2 avant ce moment;

3° aucune taxe n'aurait été payable par le créancier s'il avait acheté le bien au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment où le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession;

4° la personne n'avait pas acquis le bien, lors de la dernière acquisition, par une fourniture non taxable avant le moment où le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession.

Présomption

Le créancier est réputé avoir reçu une fourniture du bien, immédiatement avant ce moment, pour une contrepartie égale à celle de la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa et avoir payé, immédiatement avant ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture réputée avoir été reçue en vertu du présent alinéa égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente la taxe calculée sur cette contrepartie;

2° la lettre B représente le total des montants dont chacun correspond à un remboursement de la taxe sur les intrants ou à un remboursement en vertu de la section I du chapitre VII que le créancier avait le droit de demander à l'égard du bien ou d'une amélioration à celui-ci. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 324.1 à
324.6, aj.

544. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 324, des suivants :

Vente d'un
bien meuble

« **324.1** L'article 324 ne s'applique pas dans le cas où, à la fois :

1° la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article est effectuée hors du Québec ou est une fourniture détaxée;

2° le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant le 1^{er} janvier 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V.

Location
d'un bien
meuble

« **324.2** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° un créancier effectue, à un moment quelconque, une fourniture taxable ou non taxable par louage, licence ou accord semblable d'un bien meuble qu'il a obtenu d'une personne par saisie ou par reprise de possession dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique;

2° le créancier n'est pas réputé avoir reçu une fourniture du bien en vertu des articles 323.2 ou 323.3 avant ce moment;

3° aucune taxe n'aurait été payable si le bien avait été acheté au Québec de la personne, autrement que par une fourniture non taxable, au moment où le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession;

4° la personne n'avait pas acquis le bien, lors de la dernière acquisition, par une fourniture non taxable avant le moment où le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession.

Présomption

Le créancier est réputé avoir reçu, immédiatement avant ce moment, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement avant ce moment, la taxe à l'égard de cette fourniture calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment où il a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession.

Exception

« **324.3** L'article 324.2 ne s'applique pas dans le cas où, à la fois :

1° la fourniture visée au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article est effectuée hors du Québec ou est une fourniture détaxée;

2° le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant le 1^{er} janvier 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande excède le montant prescrit à l'égard du bien pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre V.

Transfert
volontaire

« **324.4** Pour l'application des articles 320 à 324.3 et des articles 324.5 et 324.6, dans le cas où une personne, à un moment quelconque, transfère volontairement un bien à une autre personne pour le paiement de la totalité ou d'une partie d'une dette ou d'une autre obligation à l'égard de laquelle la personne est en défaut, l'autre personne est réputée avoir saisi ou avoir repris possession du bien de la personne à ce moment dans les circonstances pour lesquelles l'article 320 s'applique.

Garantie de
dette

« **324.5** Pour l'application des articles 320 à 324.4 et de l'article 324.6, les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° un créancier exerce un droit de faire effectuer la fourniture d'un bien en vertu d'un titre de créance pour le paiement de la totalité ou d'une partie d'une dette ou d'une autre obligation due par une personne ;

2° l'article 323 ne s'applique pas à la fourniture ;

3° un séquestre, au sens de l'article 310, n'a pas de pouvoir à l'égard du bien.

Présomption

Le créancier est réputé avoir saisi le bien immédiatement avant le moment où la fourniture est effectuée et cette fourniture est réputée avoir été effectuée par le créancier et non par la personne.

Application
de la section
VI

« **324.6** La section VI s'applique et les articles 320, 321 et 324 à 324.4 ne s'appliquent pas dans le cas où un créancier, selon le cas :

1° est un séquestre, au sens de l'article 310, à l'égard d'un bien et exerce un droit ou un pouvoir de saisir ou de reprendre possession du bien pour le paiement de la totalité ou d'une partie d'une dette ou d'une autre obligation due par une personne ;

2° nomme un mandataire qui est un séquestre, au sens de l'article 310, à l'égard d'un bien afin qu'il exerce un droit ou un pouvoir de saisir ou de reprendre possession du bien pour le paiement de la totalité ou d'une partie d'une dette ou d'une autre obligation due par une personne. ».

2. Les articles 324.1 à 324.4, que le paragraphe 1 édicte, s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 1992.

3. L'article 324.5, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

4. L'article 324.6, que le paragraphe 1 édicte, s'applique aux séquestres investis de pouvoirs ou nommés à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 326, remp.

Distribution
aux bénéfici-
ciaires

545. 1. L'article 326 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **326.** Sous réserve des articles 78, 79 et 302 à 317.3, dans le cas où le fiduciaire d'une fiducie distribue des biens de celle-ci aux bénéficiaires de la fiducie, la distribution est réputée constituer une fourniture des biens effectuée par la fiducie, pour une contrepartie égale au produit d'aliénation des biens, déterminé en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
a. 329, mod.

546. 1. L'article 329 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant :

« 3° si la corporation donnée est un membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance, tout autre membre de ce regroupement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 331, remp.

« membre
déterminé »

547. 1. L'article 331 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **331.** Pour l'application des articles 334 à 336, l'expression « membre déterminé » d'un groupe étroitement lié signifie une corporation membre de ce groupe dont la totalité ou la presque totalité de ses biens sont des biens qui, lors de leur dernière fabrication, construction, production, acquisition ou apport au Québec, ont été fabriqués, construits, produits, acquis ou apportés au Québec pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales ou, dans le cas où la corporation n'a pas de biens, la totalité ou la presque totalité des fournitures qu'elle effectue sont des fournitures taxables ou non taxables. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 332, mod.

548. 1. L'article 332 de cette loi est modifié par la suppression du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1° du premier alinéa.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 333.1, aj.

549. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 333, du suivant :

Fonds de
placement
réputé être
une corpora-
tion

« **333.1** Pour l'application des articles 332 et 333, un fonds de placement qui est membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est réputé être une corporation. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 334, 335
et 336, remp.

550. 1. L'article 334 de cette loi, modifié par l'article 213 du chapitre 19 des lois de 1993, et les articles 335 et 336 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Choix visant
les fournis-
tures sans con-
trepartie

« **334.** Dans le cas où un membre déterminé d'un groupe étroitement lié fait un choix conjointement avec une corporation qui est aussi un membre déterminé de ce groupe afin que le présent article s'applique, chaque fourniture taxable effectuée entre le membre déterminé et la corporation, à un moment où le choix est en vigueur, est réputée effectuée sans contrepartie.

Exception

Le présent article ne s'applique pas à l'égard des fournitures suivantes:

1° la fourniture d'un immeuble par vente;

2° la fourniture d'un bien ou d'un service qui n'est pas acquis par l'acquéreur de celle-ci pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales;

3° la fourniture d'un bien ou d'un service à l'égard duquel l'acquéreur ne peut demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1 et à l'égard duquel:

a) soit le fournisseur ne devait pas payer la taxe ni celle prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1);

b) soit le fournisseur a demandé ou a le droit de demander un remboursement de la taxe ou de celle prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1);

4° la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée à un assureur qui est un inscrit et qui l'acquiert pour l'une des fins visées à l'article 280;

5° la fourniture d'un bien ou d'un service non financier effectuée à un inscrit qui l'acquiert pour les fins visées à l'article 281.

Cessation
du choix

« **335.** Le choix prévu à l'article 334 effectué conjointement par une personne qui est un membre déterminé d'un groupe étroitement

lié et une corporation cesse d'être en vigueur le premier en date des jours suivants:

1° le jour où la personne cesse d'être un membre déterminé du groupe;

2° le jour où la corporation cesse d'être un membre déterminé du groupe;

3° le jour où la révocation du choix effectué conjointement par la personne et la corporation entre en vigueur.

Modalités
du choix

« **336.** Le choix prévu à l'article 334 et sa révocation doivent être effectués au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et préciser leur date d'effet. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992:

a) l'article 335 de cette loi qu'il édicte doit se lire comme suit:

Modalités
du choix

« **335.** Le choix prévu à l'article 334 effectué conjointement par deux personnes et sa révocation doivent être effectués au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et doivent préciser le jour au cours d'un exercice financier donné de l'une ou l'autre des personnes – appelée « déclarant » dans le présent article – où le choix ou la révocation, selon le cas, entre en vigueur, lequel jour doit être:

1° dans le cas d'un choix:

a) si l'une ou l'autre des personnes devient un membre déterminé du groupe durant une période de déclaration du déclarant au cours de l'exercice financier donné, le premier jour de cette période de déclaration;

b) si le sous-paragraphe a ne s'applique pas, le premier jour de l'exercice financier donné;

2° dans le cas de la révocation d'un choix, le premier jour de la période de déclaration du déclarant qui commence au cours de son exercice financier suivant celui au cours duquel le choix est entré en vigueur. »;

b) la partie de l'article 336 de cette loi qu'il édicte, qui précède le paragraphe 1°, doit se lire comme suit:

Cessation
du choix

« **336.** Le choix prévu à l'article 334 effectué conjointement par un membre déterminé d'un groupe étroitement lié et une corporation cesse d'être en vigueur le premier en date des jours suivants: »;

c) le paragraphe 3° de cet article 336 doit se lire comme suit:

« 3° le jour où la révocation du choix par le membre ou la corporation entre en vigueur. ».

c. T-0.1,
a. 337.1, aj.

551. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 337, du suivant:

Regroupe-
ment de
sociétés
mutuelles
d'assurance

« **337.1** Les règles suivantes s'appliquent aux membres d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance:

1° chaque membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est réputé en tout temps être un membre d'un groupe étroitement lié dont chaque autre membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est membre;

2° chaque membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est réputé avoir fait le choix prévu à l'article 334 avec chaque autre membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance, lequel choix est en vigueur en tout temps. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 338 à
341, remp.

552. 1. La section XI du chapitre VI du titre I de cette loi est remplacée par la suivante:

« SECTION XI

« DIVISIONS OU SUCCURSALES D'UN ORGANISME DE SERVICES PUBLICS

Division de
petit fournis-
seur d'un
organisme
de services
publics

« **337.2** Pour l'application de la présente section, une division de petit fournisseur d'un organisme de services publics à un moment quelconque signifie la division ou la succursale de l'organisme de services publics qui, à ce moment, à la fois:

1° est une division ou une succursale désignée par le ministre comme une division à laquelle le présent article et les articles 338 à 341.3 s'appliquent;

2° serait un petit fournisseur si, à la fois:

a) la division ou la succursale était une personne distincte de l'organisme de services publics et de ses autres divisions ou succursales;

b) la division ou la succursale n'était pas associée à d'autres personnes;

c) chaque fourniture effectuée par l'organisme de services publics par l'intermédiaire de la division ou de la succursale était une fourniture effectuée par la division ou la succursale.

Demande
afin d'être
désigné
comme divi-
sion de petit
fournisseur

« **338.** Un organisme de services publics qui exerce une activité dans des divisions ou des succursales distinctes peut présenter une demande au ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, afin que la division ou la succursale visée dans la demande soit désignée par le ministre comme une division à laquelle l'article 337.2, le présent article et les articles 339 à 341.3 s'appliquent.

Désignation
par le minis-
tre

« **339.** Le ministre peut, par avis écrit, désigner la division ou la succursale visée dans la demande présentée en vertu de l'article 338 comme une division ou succursale à laquelle les articles 337.2 et 338, le présent article et les articles 340 à 341.3 s'appliquent à compter du jour indiqué dans l'avis, s'il est établi à sa satisfaction que la division ou la succursale peut être reconnue distinctement par son emplacement ou la nature des activités qu'elle exerce, que des livres de comptes, des registres et des systèmes comptables distincts sont tenus à l'égard de cette division ou de cette succursale et que la demande de révocation présentée en vertu du paragraphe 3° de l'article 340 par l'organisme de services publics à l'égard de la division ou de la succursale n'a pas pris effet au cours de la période de 365 jours se terminant le jour indiqué dans l'avis.

Révocation

« **340.** Le ministre peut révoquer, par écrit, la désignation effectuée en vertu de l'article 339 si, selon le cas :

1° la division ou la succursale ne peut plus être reconnue distinctement par son emplacement ou la nature des activités qu'elle exerce;

2° des livres de comptes, des registres et des systèmes comptables distincts ne sont plus tenus à l'égard de la division ou de la succursale;

3° l'organisme de services publics présente au ministre, par écrit, une demande de révocation de la désignation.

Avis de
révocation

«**341.** Dans le cas où le ministre révoque une désignation en vertu de l'article 340, il doit expédier à l'organisme de services publics un avis écrit de la révocation et y préciser la date d'effet de celle-ci.

Fourniture
par une nou-
velle divi-
sion de petit
fournisseur

«**341.1** Dans le cas où une division ou une succursale d'un organisme de services publics qui est un inscrit devient, à un moment quelconque, une division de petit fournisseur et que l'organisme de services publics ne cesse pas, à ce moment, d'être un inscrit, l'organisme de services publics est réputé :

1° avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture de chacun de ses biens, autre qu'une immobilisation ou une amélioration à celle-ci, qui était détenu, immédiatement avant ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et qu'il commence, immédiatement après ce moment, à détenir pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur;

2° avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou non taxable, égale au total des remboursements de la taxe sur les intrants que l'organisme de services publics avait le droit de demander à l'égard du bien jusqu'à ce moment.

Biens loués
et services
acquis par
une nouvelle
division de
petit fournis-
seur

«**341.2** Dans le cas où, à un moment quelconque au cours d'une période de déclaration donnée d'un organisme de services publics qui est un inscrit, une division ou une succursale de celui-ci devient une division de petit fournisseur et qu'il ne cesse pas, à ce moment d'être un inscrit, les règles prévues à l'article 341.3 s'appliquent au calcul du remboursement de la taxe sur les intrants et au calcul de la taxe nette de l'organisme de services publics si, au cours de la période de déclaration donnée, ou avant, la taxe devenue payable par l'organisme de services publics, ou payée par celui-ci sans qu'elle soit devenue payable, est calculée sur une contrepartie, ou une partie de celle-ci, qui, selon le cas :

1° constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable à l'égard d'un bien qui est raisonnablement imputable à une période – appelée « période de location » pour l'application de l'article 341.3 – postérieure à ce moment ;

2° est raisonnablement attribuable à des services qui doivent être rendus après ce moment.

Rembourse-
ment de la
taxe sur les
intrants à
l'égard de
biens loués
et de servi-
ces

«**341.3** Dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants qui est demandé par l'organisme de services publics à l'égard

de la taxe visée à l'article 341.2 dans la déclaration produite en vertu de l'article 468 pour la période de déclaration donnée ou une période de déclaration postérieure, il ne doit être inclus aucune partie du montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente la taxe visée à l'article 341.2;

2° la lettre B représente le pourcentage qui correspond à la mesure dans laquelle soit le bien est utilisé par l'organisme de services publics durant la période de location, soit les services sont acquis, ou apportés au Québec, par celui-ci pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de la division ou de la succursale.

Ajout dans
le calcul de
la taxe nette

Dans le cas où la totalité ou une partie du montant déterminé en vertu du premier alinéa a été incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants demandé par l'organisme de services publics dans une déclaration produite en vertu de l'article 468 pour une période de déclaration se terminant avant la période de déclaration donnée, ce montant ou la partie de celui-ci doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période de déclaration donnée.

Fourniture
par une divi-
sion de petit
fournisseur

«**341.4** Dans le cas où un organisme de services publics effectue une fourniture taxable, autre qu'une fourniture d'immeuble par vente, par l'intermédiaire de sa division ou de sa succursale et que la contrepartie de la fourniture ou une partie de celle-ci devient due, ou est payée à l'organisme de services publics sans qu'elle soit devenue due, à un moment où la division ou la succursale est une division de petit fournisseur, les règles suivantes s'appliquent:

1° la contrepartie ou la partie de celle-ci, selon le cas, ne doit pas être incluse dans le calcul de la taxe payable à l'égard de la fourniture;

2° aucun montant devenu percevable ou autre montant perçu, ou partie de ceux-ci, au titre de la taxe prévue à l'article 16 à l'égard de la fourniture ne doit être inclus dans le calcul du montant déterminant prévu aux articles 462 à 462.2;

3° la fourniture est réputée ne pas avoir été effectuée par un inscrit.

Restriction
à l'égard
d'un rem-
boursement
de la taxe
sur les
intrants -
achat

«**341.5** Dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'un organisme de services publics, aucun montant ne doit

être inclus à l'égard de la taxe devenue payable par celui-ci à un moment quelconque, ou qu'il a payée sans qu'elle soit devenue payable, dans la mesure où, selon le cas :

1° la taxe est relative à l'acquisition, ou à l'apport au Québec, d'un bien, autre qu'une immobilisation ou une amélioration à celle-ci, de l'organisme de services publics pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur ;

2° la taxe est calculée sur une contrepartie, ou une partie de celle-ci, qui est raisonnablement attribuable à des services qui étaient, avant ce moment, consommés, utilisés ou fournis par l'organisme de services publics dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur ou qui sont, à ce moment, destinés à être ainsi consommés, utilisés ou fournis.

Restriction
à l'égard
d'un rem-
boursement
de la taxe
sur les
intrants -
location

« **341.6** Dans le cas où un bien est fourni par louage, licence ou accord semblable à un organisme de services publics pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des intervalles successifs - appelés « intervalle de location » dans le présent article - de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est offerte en vertu de l'accord, aucun montant de la taxe devenue payable par celui-ci, ou qu'il a payée sans qu'elle soit devenue payable, au cours d'une période de déclaration, à l'égard de la fourniture du bien, calculée sur un paiement périodique donné, ne doit être inclus dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de l'organisme de services publics pour la période de déclaration dans la mesure où, au début de l'intervalle de location auquel le paiement périodique est imputable, l'organisme de services publics avait l'intention d'utiliser le bien dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur.

Changement
d'utilisation
d'un bien

« **341.7** Dans le cas où un organisme de services publics qui est un inscrit commence à détenir, à un moment quelconque, un de ses biens, autre qu'une immobilisation, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur et que, immédiatement avant ce moment, il détenait ce bien pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et autrement que principalement dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur, l'organisme de services publics est réputé, sauf dans le cas où l'article 341.1 ou l'article 209 s'applique, à la fois :

1° avoir effectué, immédiatement avant ce moment, une fourniture du bien;

2° avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou non taxable, égale au total des remboursements de la taxe sur les intrants que l'organisme de services publics avait le droit de demander à l'égard du bien jusqu'à ce moment.

Changement
d'utilisation
d'un bien

«**341.8** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants d'un organisme de services publics, le deuxième alinéa s'applique, sauf si l'article 207 s'applique, dans le cas où, à la fois :

1° l'organisme de services publics commence à détenir, à un moment quelconque, un de ses biens, autre qu'une immobilisation, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre de ses activités exercées autrement que par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur;

2° l'organisme de services publics détenait le bien, immédiatement avant ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre de ses activités exercées par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur;

3° l'organisme de services publics détient le bien, immédiatement après ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales exercées autrement que par l'intermédiaire de ses divisions de petit fournisseur.

Règle appli-
cable

L'organisme de services publics est réputé avoir reçu une fourniture du bien et avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture non taxable, égale au moindre des montants suivants :

1° le montant qui correspond à l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente la taxe payée ou devenue payable, avant ce moment, par l'organisme de services publics à l'égard de la dernière acquisition, ou du dernier apport au Québec, du bien ou réputée, en vertu de l'article 341.1, avoir été perçue par celui-ci relativement au bien sur le total des remboursements qu'il avait le droit de demander, avant ce moment, en vertu du présent titre à l'égard de cette acquisition ou de cet apport du bien;

2° le montant qui correspond à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Utilisation
d'une immo-
bilisation

«**341.9** Aux fins du calcul du remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de l'immobilisation d'un organisme de services

publics et pour l'application de la sous-section 5 de la section II du chapitre V, une activité exercée par un organisme de services publics est réputée ne pas constituer une activité commerciale de celui-ci dans la mesure où cette activité est exercée par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois :

a) dans le cas où, avant le 17 juin 1994, une demande est approuvée en vertu des articles 338 à 341 de cette loi remplacés par le paragraphe 1, à l'égard d'une division ou d'une succursale d'un organisme de services publics et que l'approbation n'est pas révoquée avant cette date, la division ou la succursale est réputée avoir été désignée en vertu de l'article 339, tel qu'édicte par le paragraphe 1, comme une division à laquelle les articles 337.2 à 341.3 s'appliquent ;

b) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992, la référence aux articles « 462 à 462.2 » au paragraphe 2^o de l'article 341.4 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doit être lue comme une référence aux articles « 462 et 462.2 ».

c. T-0.1,
a. 346, remp.

Choix visant
une co-
entreprise

553. 1. L'article 346 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **346.** Dans le cas où un inscrit – appelé « entrepreneur » dans la présente section – participe à une co-entreprise, autre qu'une société, en vertu d'une convention constatée par écrit conclue avec une autre personne – appelée « co-entrepreneur » dans la présente section – pour l'exploration ou l'exploitation de gisements minéraux ou pour une activité prescrite et que l'entrepreneur effectue, conjointement avec le co-entrepreneur, un choix en vertu du présent article, les règles suivantes s'appliquent :

1^o tous les biens et les services fournis, acquis, ou apportés au Québec, durant la période au cours de laquelle le choix est en vigueur, par l'entrepreneur pour le compte du co-entrepreneur en vertu de la convention dans le cadre des activités pour lesquelles celle-ci a été conclue sont réputés être fournis, acquis ou apportés, selon le cas, par l'entrepreneur et non par le co-entrepreneur ;

2^o les articles 41.1 à 41.6 ne s'appliquent pas à l'égard d'une fourniture visée au paragraphe 1^o ;

3^o toutes les fournitures de biens ou de services effectuées au co-entrepreneur par l'entrepreneur en vertu de la convention, durant la période au cours de laquelle le choix est en vigueur, sont réputées ne pas constituer des fournitures dans la mesure où les biens ou les

services sont, en faisant abstraction de la présente section, acquis par le co-entrepreneur pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités commerciales pour lesquelles la convention a été conclue. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, à l'égard des fournitures effectuées avant le 15 septembre 1992, le paragraphe 3^o de l'article 346 de cette loi, que le paragraphe 1 remplace, doit se lire comme suit:

« 3^o toutes les fournitures de biens ou de services effectuées au co-entrepreneur par l'entrepreneur en vertu de la convention dans le cadre des activités pour lesquelles celle-ci a été conclue sont réputées ne pas constituer des fournitures. ».

c. T-0.1,
aa. 346.1 à
346.4, aj.

554. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 346, des suivants:

Restrictions

« **346.1** Le paragraphe 1^o de l'article 346 ne s'applique pas à l'acquisition, ou à l'apport au Québec, d'un bien ou d'un service par un entrepreneur pour le compte d'un co-entrepreneur, soit à l'égard duquel le co-entrepreneur, s'il en faisait l'acquisition, ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants en raison de l'article 206.1, soit qui est acquis ou apporté pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre d'activités qui ne sont pas des activités commerciales, et que, selon le cas:

1^o l'entrepreneur est un gouvernement autre qu'un mandataire prescrit du gouvernement;

2^o l'entrepreneur ne serait pas tenu, par l'effet d'une loi fédérale ou d'une loi du Québec autre que la présente loi, de payer la taxe à l'égard de l'acquisition ou de l'apport du bien ou du service si celui-ci avait acquis ou apporté le bien ou le service à cette fin autrement que pour le compte du co-entrepreneur.

Révocation

« **346.2** L'entrepreneur et le co-entrepreneur qui effectuent un choix en vertu de la présente section peuvent le révoquer conjointement.

Modalités

« **346.3** Le choix ou la révocation en vertu de la présente section est effectué au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et indique la date d'entrée en vigueur du choix ou de la révocation.

Responsabi-
lité solidaire

« **346.4** L'inscrit et l'autre personne qui effectuent le choix visé à l'article 346, ou prétendent l'effectuer, sont solidairement

responsables des obligations prévues au présent titre et de celles prévues par la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) qui découlent des activités pour lesquelles la convention a été conclue qui sont exercées ou le seraient, en faisant abstraction de la présente section, par l'inscrit pour le compte de l'autre personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, l'article 346.1 de cette loi que le paragraphe 1 édicte ne s'applique pas aux acquisitions, ou aux apports au Québec, de biens ou de services effectués avant le 12 décembre 1992.

c. T-0.1,
aa. 347 et
348, remp.

555. 1. Les articles 347 et 348 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Co-entreprise
antérieure
au 1^{er} juillet
1992

« **347.** L'entrepreneur qui participe à une co-entreprise, autre qu'une société, en vertu d'une convention visée à l'article 346 conclue avant le 1^{er} juillet 1992 avec un co-entrepreneur et qui produit une déclaration pour sa première période de déclaration débutant après le 30 juin 1992 à l'effet que tous les biens et les services qu'il a fournis, acquis, ou apportés au Québec, pour le compte du co-entrepreneur dans le cadre des activités pour lesquelles une convention a été conclue ont été fournis, acquis ou apportés, selon le cas, par lui et non par le co-entrepreneur est réputé avoir effectué un choix conjointement avec le co-entrepreneur conformément à l'article 346.3.

Restriction

Le présent article ne s'applique entre l'entrepreneur et le co-entrepreneur que si les conditions suivantes sont rencontrées:

1° l'entrepreneur expédie un avis écrit au co-entrepreneur au plus tard le 30 juin 1992, de son intention de produire la déclaration visée au premier alinéa;

2° le co-entrepreneur n'a pas, au plus tard le premier en date du 1^{er} août 1992 et du trentième jour suivant la réception de l'avis de l'entrepreneur, avisé celui-ci par écrit que tous les biens et les services qu'il a fournis, acquis ou apportés en vertu de la convention pour son compte dans le cadre des activités pour lesquelles la convention a été conclue ne doivent pas être considérés comme ayant été fournis, acquis ou apportés par l'entrepreneur.

Participa-
tion dans
une co-
entreprise

« **348.** Pour l'application de la présente section, la personne qui, à un moment quelconque durant la période au cours de laquelle un choix est en vigueur, participe à une co-entreprise par suite de l'acquisition d'une participation dans celle-ci d'une personne ayant effectué le choix à l'égard de cette co-entreprise, est réputée avoir effectué, à ce moment, un choix conjointement avec l'entrepreneur à l'égard de cette co-entreprise conformément à l'article 346.3. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 350.1 à
350.42, aj.

556. 1. Cette loi est modifiée par l'addition, après la section XIV du chapitre VI du titre I, de ce qui suit :

« SECTION XV

« BON, RABAIS ET CERTIFICAT-CADEAU

Bon

« **350.1** Pour l'application des articles 350.2 à 350.5, l'expression « bon » comprend un billet, un reçu ou une autre pièce mais ne comprend pas un certificat-cadeau.

Acceptation
d'un bon
remboursa-
ble

« **350.2** Dans le cas où, à un moment quelconque, un inscrit accepte, en contrepartie totale ou partielle d'une fourniture taxable, à l'exception d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service, un bon qui donne droit à l'acquéreur de la fourniture à une réduction sur le prix du bien ou du service égale à un montant fixe précisé sur le bon – appelé « valeur du bon » dans le présent article – et que l'inscrit peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un montant lui soit payé par une autre personne pour le rachat du bon, les règles suivantes s'appliquent, sauf en ce qui concerne l'application de l'article 425 :

1° la taxe percevable par l'inscrit à l'égard de la fourniture est réputée égale à celle qui serait percevable si le bon n'était pas accepté ;

2° l'inscrit est réputé avoir perçu, à ce moment, une partie de la taxe percevable égale au montant obtenu en multipliant la valeur du bon par la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le bon est utilisé ;

3° la taxe payable par l'acquéreur à l'égard de la fourniture est réputée égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente la taxe percevable par l'inscrit à l'égard de la fourniture ;

2° la lettre B représente le montant obtenu en multipliant la valeur du bon par la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le bon est utilisé.

Acceptation
d'un bon
non rem-
boursable

« **350.3** Dans le cas où, à un moment quelconque, un inscrit accepte, en contrepartie totale ou partielle d'une fourniture taxable, à l'exception d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service, un bon qui donne droit à l'acquéreur de la fourniture à une réduction sur le prix du bien ou du service égale à un montant fixe précisé sur le bon – appelé « valeur du bon » dans le présent article – et que l'inscrit peut raisonnablement s'attendre à ce qu'aucun montant ne lui soit payé par une autre personne pour le rachat du bon, l'inscrit doit considérer que le bon :

1° soit réduit la valeur de la contrepartie de la fourniture de la manière prévue à l'article 350.4, si le paragraphe 4 de l'article 181 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) s'applique au bon ;

2° soit constitue un paiement partiel en argent qui ne réduit pas la valeur de la contrepartie, auquel cas l'article 350.2 s'applique et l'inscrit peut demander, pour sa période de déclaration qui comprend le moment où il a accepté le bon, un remboursement de la taxe sur les intrants égal au montant obtenu en multipliant la valeur du bon par la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le bon est utilisé.

Acceptation
d'autres bons

« **350.4** Dans le cas où un inscrit accepte, en contrepartie totale ou partielle de la fourniture d'un bien ou d'un service, un bon qui peut être échangé contre le bien ou le service ou qui donne droit à l'acquéreur de la fourniture à une réduction sur le prix du bien ou du service et que l'article 350.2 ne s'applique pas à l'égard du bon, la valeur de la contrepartie de la fourniture est réputée égale à l'excédent de la valeur de la contrepartie de la fourniture, telle que déterminée par ailleurs, sur la réduction ou sur la valeur d'échange du bon.

Rachat du
bon

« **350.5** Dans le cas où un fournisseur qui est un inscrit accepte, en contrepartie totale ou partielle d'une fourniture taxable, autre qu'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service, un bon qui peut être échangé contre le bien ou le service ou qui donne droit à l'acquéreur de la fourniture à une réduction sur le prix du bien ou du service et qu'une personne donnée paie, à un moment quelconque, dans le cadre d'une activité commerciale de celle-ci, un montant au fournisseur pour le rachat du bon, les règles suivantes s'appliquent :

1° le montant est réputé ne pas être une contrepartie d'une fourniture ;

2° dans le cas où le bon a donné droit à l'acquéreur à une réduction sur le prix du bien ou du service égale à un montant fixe précisé sur le bon, la personne donnée, si elle est un inscrit au moment du paiement, peut demander un remboursement de la taxe sur les

intrants pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, égal au montant obtenu en multipliant le montant fixe précisé sur le bon par la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le bon est utilisé.

Exception

Le paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas si tout ou partie du montant est le montant d'un redressement, d'un remboursement ou d'un crédit auquel l'article 449 s'applique ou si la personne donnée est, au moment du paiement, un inscrit prescrit visé à l'article 279.

Remises

« **350.6** Dans le cas où un inscrit effectue au Québec une fourniture taxable ou une fourniture non taxable, à l'exception d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne donnée acquiert soit de l'inscrit, soit d'une autre personne et où, à un moment quelconque, l'inscrit paie à la personne donnée, à l'égard du bien ou du service, un rabais auquel l'article 449 ne s'applique pas, accompagné d'un écrit indiquant qu'une partie du rabais est un montant au titre de la taxe, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'inscrit peut demander un remboursement de la taxe sur les intrants, pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, égal au montant obtenu en multipliant le montant du rabais par la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le rabais est payé;

2° si la personne donnée est un inscrit qui avait droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants ou un remboursement en vertu de la section I du chapitre VII à l'égard de l'acquisition du bien ou du service, elle est réputée :

a) avoir effectué une fourniture taxable;

b) avoir perçu à ce moment, la taxe à l'égard de la fourniture égale au montant déterminé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C} \times D.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le rabais est payé;

2° la lettre B représente le remboursement de la taxe sur les intrants ou le remboursement en vertu de la section I du chapitre VII que la personne donnée avait droit de demander à l'égard de l'acquisition du bien ou du service;

3° la lettre C représente la taxe payable par la personne donnée à l'égard de l'acquisition du bien ou du service;

4° la lettre D représente le montant du rabais payé à la personne donnée par le fournisseur.

Exception Toutefois, lorsqu'un rabais est payé à la personne donnée qui est un inscrit à l'égard d'une fourniture non taxable, le paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas.

Certificat-cadeau « **350.7** L'émission ou la vente d'un certificat-cadeau pour une contrepartie est réputée ne pas constituer une fourniture.

Présomption De plus, le certificat-cadeau donné à titre de contrepartie d'une fourniture d'un bien ou d'un service est réputé être de l'argent.

« SECTION XVI

« JEU DE HASARD

Définitions « **350.8** Pour l'application de la présente section, l'expression :

« distributeur » d'un émetteur signifie une personne qui fournit un droit d'un émetteur :

1° soit à titre de mandataire de l'émetteur;

2° soit pour son propre compte;

« droit » d'un émetteur signifie un droit de jouer ou de participer à un jeu de hasard organisé par l'émetteur;

« émetteur » signifie un inscrit qui est un inscrit prescrit visé à l'article 279.

Fourniture par l'émetteur « **350.9** Dans le cas où un émetteur effectue la fourniture d'un droit de celui-ci à son distributeur, les règles suivantes s'appliquent :

1° s'il s'agit d'une fourniture taxable, la taxe est réputée ne pas être payable par le distributeur à l'égard de la fourniture;

2° le distributeur n'a pas droit à un remboursement en vertu des articles 400 à 402.0.2 à l'égard de la fourniture.

Fourniture par un distributeur « **350.10** Dans le cas où un distributeur donné d'un émetteur effectue la fourniture d'un droit de l'émetteur, les règles suivantes s'appliquent :

1° si l'acquéreur de la fourniture est un autre distributeur de l'émetteur, sauf pour l'application de la présente section, la fourniture

est réputée ne pas avoir été effectuée par le distributeur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre distributeur;

2° si l'acquéreur de la fourniture est l'émetteur, sauf pour l'application de la présente section, la fourniture est réputée ne pas avoir été effectuée par le distributeur donné;

3° si l'acquéreur de la fourniture est une autre personne:

a) la fourniture est réputée être une fourniture effectuée par l'émetteur et non par le distributeur donné;

b) la taxe perçue par le distributeur donné à l'égard de la fourniture est réputée avoir été perçue par l'émetteur et non par le distributeur donné.

Présomp-
tions

«**350.11** Les fournitures suivantes sont réputées ne pas constituer des fournitures:

1° la fourniture d'un service effectuée à un émetteur par un distributeur de celui-ci à l'égard de:

a) soit la fourniture de droits de l'émetteur;

b) soit l'attribution, le paiement ou la délivrance de prix gagnés dans des jeux de hasard organisés par l'émetteur;

c) soit l'entretien et la réparation de l'équipement utilisé par le distributeur dans le cadre de la fourniture de droits de l'émetteur;

2° la fourniture d'un service effectuée par un émetteur à un distributeur de celui-ci à l'égard de:

a) soit la fourniture de droits de l'émetteur;

b) soit l'attribution, le paiement ou la délivrance de prix gagnés dans des jeux de hasard organisés par l'émetteur.

Présomp-
tions

«**350.12** Sont réputés ne pas constituer la contrepartie d'une fourniture:

1° les primes et prix promotionnels remis par un émetteur à un distributeur de celui-ci pour la fourniture, ou à l'égard de celle-ci, par le distributeur de droits de l'émetteur;

2° les montants payés à un émetteur par un distributeur de celui-ci relativement aux dommages causés à un bien de l'émetteur.

« SECTION XVII

« GROUPE D'ACHETEURS

Définitions « **350.13** Pour l'application de la présente section, l'expression :

« dernier acquéreur » signifie un acquéreur d'une fourniture intermédiaire;

« fournisseur initial » d'un bien meuble corporel ou d'un service signifie une personne qui effectue une fourniture non taxable du bien ou du service à une autre personne qui, à son tour, fournit le bien ou le service par une fourniture intermédiaire;

« fourniture intermédiaire » signifie une fourniture taxable ou une fourniture non taxable d'un bien meuble corporel ou d'un service effectuée par une personne pour une contrepartie égale à la contrepartie payée ou payable par la personne au fournisseur qui lui a fourni le bien ou le service.

Demande de désignation à titre d'acheteur « **350.14** Une personne donnée peut demander au ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et présenté de la manière prescrite par le ministre, d'être désignée à titre d'acheteur si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° la totalité ou la presque totalité des fournitures de biens et de services effectuées par la personne donnée dans le cours normal de son entreprise sont des fournitures intermédiaires;

2° à l'égard de chaque fourniture intermédiaire d'un bien meuble corporel ou d'un service effectuée par la personne donnée, le fournisseur initial du bien ou du service fait transférer la possession matérielle du bien ou rend le service au dernier acquéreur ou à une autre personne pour le compte du dernier acquéreur et non à la personne donnée;

3° à l'égard de chaque fourniture intermédiaire d'un bien meuble corporel ou d'un service effectuée par la personne donnée, le dernier acquéreur paie, pour le compte de la personne donnée, au fournisseur initial du bien ou du service le montant payable par la personne donnée au fournisseur initial à titre de contrepartie pour le bien ou le service.

Désignation à titre d'acheteur « **350.15** Dans le cas où le ministre reçoit une demande d'une personne en vertu de l'article 350.14, le ministre peut, sous réserve des conditions qu'il peut imposer en tout temps, désigner la personne à titre d'acheteur et l'aviser par écrit de la désignation et du jour de son entrée en vigueur.

Révocation
de la dési-
gnation

« **350.16** Le ministre peut révoquer la désignation d'une personne effectuée en vertu de l'article 350.15 à la demande de la personne ou si la personne omet de respecter une condition imposée à l'égard de la désignation.

Avis

Lorsque la désignation est révoquée, le ministre doit aviser par écrit la personne du jour où la désignation cesse d'être en vigueur.

Groupe
d'acheteurs

« **350.17** Dans le cas où une personne effectue une fourniture intermédiaire d'un bien meuble corporel ou d'un service à un moment où une désignation de la personne à titre d'acheteur en vertu de l'article 350.15 est en vigueur, sauf pour l'application des articles 294, 295 et 297, de la section IV du chapitre VIII et de cette section, les règles suivantes s'appliquent :

1° la fourniture du bien ou du service par le fournisseur initial du bien ou du service est réputée avoir été effectuée au dernier acquéreur et non à la personne ;

2° la personne est réputée ne pas avoir reçu une fourniture du bien ou du service du fournisseur initial ni avoir fourni ce bien ou ce service au dernier acquéreur ;

3° la contrepartie payable pour la fourniture par le fournisseur initial du bien ou du service et la taxe payable à l'égard de cette fourniture, sont réputées être payables par le dernier acquéreur et tout montant payé à l'égard de la contrepartie ou de la taxe est réputé avoir été payé par le dernier acquéreur ;

4° malgré le paragraphe 3°, la personne et le dernier acquéreur sont responsables solidairement du paiement de la taxe à l'égard de la fourniture effectuée par le fournisseur initial ;

5° si le montant exigé ou perçu par le fournisseur initial du bien ou du service au titre de la taxe prévue à l'article 16 à l'égard de la fourniture excède la taxe qui était percevable en vertu de cet article à l'égard de la fourniture ou si le montant de la taxe percevable en vertu de cet article à l'égard de la fourniture est réduit par suite d'une réduction de la contrepartie de la fourniture, et que le fournisseur initial émet à la personne une note de crédit ou reçoit de la personne une note de débit à l'égard de la fourniture, la personne est réputée avoir reçu ou avoir émis la note pour le compte du dernier acquéreur.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la fourniture intermédiaire du bien ou du service effectuée par la personne au dernier acquéreur constitue une fourniture non taxable.

« SECTION XVIII

« CERTIFICAT D'APPORT

Cautionnement

« **350.18** Le ministre peut exiger qu'une personne visée à l'article 17 fournisse un cautionnement assurant le paiement d'un montant qui est ou peut devenir payable par la personne en vertu de l'article 17, d'un montant que le ministre détermine, sous réserve des modalités qu'il peut préciser.

Certificat d'apport – bien provenant de l'extérieur du Canada

« **350.19** Le ministre peut, à la demande d'un inscrit qui apporte au Québec des biens provenant de l'extérieur du Canada, émettre à l'inscrit, sous réserve des conditions que le ministre peut préciser, un certificat d'apport à l'égard des biens d'une catégorie donnée indiquant une date d'entrée en vigueur et un numéro à indiquer lors de la déclaration en détail ou provisoire des biens en vertu de l'article 32 de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada) s'il est raisonnable de s'attendre à ce que l'inscrit apportera ces biens au Québec dans des circonstances pour lesquelles les biens seraient visés à l'article 81.

Certificat d'apport – bien provenant du Canada hors du Québec

Le ministre peut, à la demande d'un inscrit qui apporte au Québec des biens provenant du Canada hors du Québec, émettre à l'inscrit, sous réserve des conditions que le ministre peut préciser, un certificat d'apport à l'égard des biens d'une catégorie donnée indiquant une date d'entrée en vigueur s'il est raisonnable de s'attendre à ce que l'inscrit apportera ces biens au Québec dans des circonstances pour lesquelles les biens seraient visés à l'article 81.

Exception

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où la taxe prévue à l'article 17 n'est pas payable à l'égard d'un bien en raison de l'application des paragraphes 3° ou 4° du quatrième alinéa de l'article 17.

Modalités d'une demande

« **350.20** La demande d'émission d'un certificat d'apport doit contenir les renseignements prescrits et être présentée au ministre de la manière prescrite par ce dernier.

Annulation d'un certificat d'apport

« **350.21** Le ministre peut annuler le certificat d'apport d'une personne après lui avoir donné un avis écrit raisonnable si, selon le cas :

1° la personne omet de respecter une condition de ce certificat ou une disposition de l'article 17 ou de la présente section;

2° le ministre considère que le certificat n'est plus requis pour les fins pour lesquelles il a été émis ou pour l'application de l'article 17 ou de la présente section;

3° il est raisonnable de s'attendre à ce que la personne n'apporte plus au Québec de biens d'une catégorie à l'égard de laquelle le certificat a été émis dans des circonstances pour lesquelles les biens seraient visés à l'article 81.

Avis écrit

Dans le cas où le ministre annule le certificat d'apport d'une personne, il doit l'aviser par écrit de l'annulation et de la date d'effet de celle-ci.

Nouveau
certificat
d'apport

«**350.22** Dans le cas où le ministre a annulé le certificat d'apport d'une personne dans des circonstances visées au paragraphe 1° de l'article 350.21, le ministre ne doit pas émettre un nouveau certificat en vertu de l'article 350.19 avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date d'effet de l'annulation.

Cessation

«**350.23** Un certificat d'apport émis en vertu de la présente section cesse d'être en vigueur le premier en date du jour qui est trois ans après la date d'effet du certificat et de la date d'effet de l'annulation du certificat en vertu de l'article 350.21.

« SECTION XIX

« CONTENANT CONSIGNÉ

« § 1. — *Interprétation*

Définitions

«**350.24** Pour l'application de la présente section, l'expression :

« contenant
consigné »

«contenant consigné» signifie un contenant à boisson d'une catégorie donnée, autre que le contenant habituel d'une boisson dont la fourniture est visée à la section III du chapitre IV, qui est habituellement, à la fois :

1° acquis par un consommateur;

2° rempli et scellé lorsqu'il est acquis par un consommateur;

3° fourni vide par un consommateur pour une contrepartie;

« inscrit
déterminé »

«inscrit déterminé», à l'égard de la fourniture d'un contenant consigné d'une catégorie donnée effectuée par un inscrit ou à celui-ci, signifie l'inscrit dont la pratique habituelle consiste, au moment où la taxe ou le montant prévu à l'article 350.30 à l'égard de la fourniture devient payable :

1° soit à exiger une contrepartie pour des fournitures de contenants remplis et scellés de cette catégorie qui excède la contrepartie que l'inscrit paie à d'autres inscrits pour des fournitures de contenants remplis et scellés de cette catégorie;

2° soit à exiger une contrepartie pour des fournitures de contenants vides de cette catégorie effectuées à d'autres inscrits qui excède la contrepartie que l'inscrit paie ou paierait à d'autres inscrits pour des fournitures de contenants vides de cette catégorie;

3° soit à payer une contrepartie pour des fournitures de contenants vides de cette catégorie reçues de personnes qui ne sont pas des inscrits qui est inférieure au total de la contrepartie que l'inscrit exige pour des fournitures de contenants vides de cette catégorie et de la taxe calculée sur cette contrepartie ou du montant prévu à l'article 350.30 déterminé en fonction de cette contrepartie;

4° soit à apporter au Québec des contenants remplis et scellés de cette catégorie;

5° soit à engager d'autres personnes pour remplir et sceller pour lui des contenants de cette catégorie;

6° soit à fabriquer, à produire ou à remplir et à sceller des contenants consignés d'une catégorie quelconque.

Fourniture
et contrepar-
tie distincte

«**350.25** Pour l'application de la présente section, dans le cas où une personne fournit une boisson dans un contenant consigné, les règles suivantes s'appliquent:

1° la délivrance du contenant est réputée constituer une fourniture distincte de la délivrance de la boisson et ne pas y être accessoire;

2° l'article 33 ne s'applique pas pour réputer que le contenant fait partie de la boisson;

3° la contrepartie de la fourniture du contenant est réputée être égale à la partie du total de la contrepartie pour la boisson et pour le contenant qui est raisonnablement attribuable au contenant;

4° l'article 34.3 ne s'applique pas à l'égard de la fourniture d'un service qui accompagne la fourniture du contenant.

« § 2. — Détermination de la taxe nette

Taxe perce-
vable

«**350.26** La taxe qui est perçue ou qui devient percevable par un inscrit à l'égard de la fourniture d'un contenant consigné ne doit pas être incluse dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit.

Rembourse-
ment de la
taxe sur les
intrants

«**350.27** La taxe qui est payée ou qui devient payable par un inscrit à l'égard de la fourniture d'un contenant consigné ne doit pas

être incluse dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de l'inscrit, à moins qu'il n'acquière le contenant afin d'en effectuer une fourniture détaxée ou une fourniture hors du Québec.

Exception « **350.28** Les articles 350.26 et 350.27 ne s'appliquent pas à un inscrit déterminé.

« § 3. — *Perception anticipée*

Définitions « **350.29** Pour l'application de la présente sous-section, l'expression :

« acheteur » « acheteur » signifie une personne qui acquiert un contenant consigné rempli et scellé par une vente au détail;

« agent-percepteur » « agent-percepteur » signifie un inscrit qui effectue la fourniture d'un contenant consigné autrement que par une vente au détail;

« vente au détail » « vente au détail » signifie une vente à des fins autres qu'uniquement la revente.

Perception « **350.30** Un agent-percepteur qui effectue au Québec une fourniture, autre qu'une fourniture exonérée, d'un contenant consigné doit, à titre de mandataire du ministre, percevoir de l'acquéreur un montant à l'égard de la fourniture égal à la taxe payable par un acheteur en vertu de l'article 16 relativement à la fourniture de ce contenant, calculée sur la valeur de la contrepartie de la fourniture effectuée à l'acquéreur.

Moment de perception - règle générale Le montant prévu au premier alinéa doit être perçu par l'agent-percepteur le premier en date du jour où la contrepartie de la fourniture qu'il effectue à l'acquéreur est payée et du jour où cette contrepartie devient due.

Contrepartie partielle « **350.31** Malgré le deuxième alinéa de l'article 350.30, dans le cas où la contrepartie de la fourniture d'un contenant consigné effectuée par un agent-percepteur à un acquéreur est payée ou devient due en plusieurs fois, l'article 85 s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, au montant prévu à l'article 350.30 à l'égard de la fourniture.

Règle de préséance « **350.32** Malgré le deuxième alinéa de l'article 350.30 et l'article 350.31, le montant prévu à l'article 350.30 à l'égard de la fourniture d'un contenant consigné, déterminé en fonction de la valeur de la totalité ou d'une partie de la contrepartie de la fourniture, selon le cas, est percevable le dernier jour du mois qui suit immédiatement le mois où l'un des faits suivants se réalise si la totalité ou la partie de la

contrepartie de la fourniture n'est pas payée ou devenue due au plus tard ce jour-là :

1° s'il s'agit de la fourniture d'un contenant consigné par vente, autre qu'une fourniture visée au paragraphe 2°, la propriété ou la possession du contenant est transférée à l'acquéreur ;

2° s'il s'agit de la fourniture d'un contenant consigné par vente en vertu de laquelle l'agent-percepteur délivre le contenant à l'acquéreur sur approbation, en consignation ou selon d'autres modalités semblables, l'acquéreur acquiert la propriété du contenant.

Contrepartie
invérifiable

Dans le cas où le montant est percevable un jour donné en vertu du premier alinéa et que la valeur de la contrepartie de la fourniture ou d'une partie de cette contrepartie n'est pas vérifiable ce jour-là, l'article 89 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

Contrepartie
réputée
devenir due

« **350.33** Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 350.30 et des articles 350.31 et 350.32, l'article 83 s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, afin de déterminer le moment où la totalité ou une partie de la contrepartie de la fourniture est réputée devenir due.

Ajout dans
le calcul de
la taxe nette

« **350.34** Le montant prévu à l'article 350.30 qui est perçu ou qui devient percevable par un agent-percepteur qui est un inscrit déterminé à l'égard de la fourniture d'un contenant consigné, doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'agent-percepteur pour sa période de déclaration au cours de laquelle ce montant est perçu ou devient percevable.

Déduction
dans le calcul
de la
taxe nette

« **350.35** Le montant prévu à l'article 350.30 ou au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 350.39 qui est payé ou qui devient payable par un inscrit, peut être déduit dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour sa période de déclaration au cours de laquelle ce montant est payé ou devient payable ou pour une période de déclaration qui se termine dans les quatre ans suivant la fin de cette période si, selon le cas :

1° l'inscrit acquiert le contenant afin d'en effectuer une fourniture détaxée ou une fourniture hors du Québec ;

2° l'inscrit est un inscrit déterminé.

Mauvaise
créance

« **350.36** Un agent-percepteur qui effectue pour une contrepartie une fourniture dans le cadre d'une activité commerciale à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance et qui, conformément à la section III du chapitre VIII, produit une

déclaration concernant la fourniture et verse le montant prévu à l'article 350.30 à l'égard de celle-ci peut, dans la mesure où il est établi que la contrepartie et le montant prévu à l'article 350.30 sont devenus en totalité ou en partie une mauvaise créance, déduire, dans le calcul de la taxe nette pour sa période de déclaration où la mauvaise créance est radiée de ses livres de comptes ou pour une période de déclaration qui se termine dans les quatre ans suivant la fin de cette période, un montant égal à 8/108 de la mauvaise créance radiée.

Recouvrement d'une mauvaise créance

«**350.37** Un agent-percepteur qui recouvre la totalité ou une partie d'une mauvaise créance à l'égard de laquelle il a déduit un montant en vertu de l'article 350.36 doit, dans le calcul de la taxe nette pour sa période de déclaration où la mauvaise créance ou une partie de celle-ci est recouvrée, ajouter un montant égal à 8/108 de la mauvaise créance ou de la partie de celle-ci ainsi recouvrée.

Omission de la part de l'agent-percepteur

«**350.38** Un agent-percepteur qui ne perçoit pas le montant prévu à l'article 350.30 ou qui n'ajoute pas ce montant conformément à l'article 350.34 ou le montant prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 350.40 dans le calcul de sa taxe nette, devient débiteur de ce montant envers le gouvernement du Québec.

Présomption

Un montant prévu au premier alinéa est réputé être un droit au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

«§ 4. — *Acquisition ou fourniture réputée*

Présomption d'acquisition

«**350.39** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois :

1° à un moment quelconque, l'article 350.26 cesse de s'appliquer à un inscrit à l'égard d'un contenant consigné lui appartenant à ce moment ou l'article 350.34 commence à s'appliquer à un inscrit à l'égard d'un contenant consigné lui appartenant à ce moment ;

2° à l'égard de la dernière acquisition du contenant par l'inscrit, il n'avait pas le droit, en raison de l'article 350.27, de demander un remboursement de la taxe sur les intrants ou il n'avait pas le droit de déduire un montant en vertu de l'article 350.35 dans le calcul de sa taxe nette.

Présomption d'acquisition

L'inscrit est réputé au moment quelconque :

1° avoir reçu une fourniture du contenant ;

2° avoir payé à l'égard de la fourniture :

a) soit une taxe égale à la taxe qui était payable à l'égard de sa dernière acquisition du contenant;

b) soit un montant égal au montant prévu à l'article 350.30 qui était payable à l'égard de sa dernière acquisition du contenant.

Présomption
de fourniture

«**350.40** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où, à la fois:

1° à un moment quelconque, l'article 350.26 commence à s'appliquer à un inscrit à l'égard d'un contenant consigné lui appartenant à ce moment ou l'article 350.34 cesse de s'appliquer à un inscrit à l'égard d'un contenant consigné lui appartenant à ce moment;

2° à l'égard de la dernière acquisition du contenant par l'inscrit, il avait le droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants ou il avait le droit de déduire un montant en vertu de l'article 350.35 dans le calcul de sa taxe nette.

Présomption
de fourniture

L'inscrit est réputé:

1° avoir effectué immédiatement avant le moment quelconque une fourniture du contenant et avoir perçu à ce moment à l'égard de la fourniture:

a) soit une taxe égale à la taxe qui était payable par lui à l'égard de sa dernière acquisition du contenant;

b) soit un montant égal au montant prévu à l'article 350.30 qui était payable par lui à l'égard de sa dernière acquisition du contenant;

2° avoir reçu à ce moment une fourniture du contenant et avoir payé à ce moment à l'égard de la fourniture:

a) soit une taxe égale à la taxe visée au sous-paragraphe a du paragraphe 1°;

b) soit un montant égal au montant visé au sous-paragraphe b du paragraphe 1°.

Ajout dans
le calcul de
la taxe nette

Le montant prévu au sous-paragraphe b du paragraphe 1° du deuxième alinéa qui est perçu par l'inscrit doit être ajouté dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration au cours de laquelle ce montant est perçu.

Transfert
d'une entre-
prise et
groupe étroi-
tement lié

«**350.41** Dans le cas où, à un moment quelconque, un fournisseur effectue la fourniture d'un contenant consigné à un inscrit dans des circonstances où les articles 75 et 75.1, 80 ou 331 et 334 à 336 s'appliquent et que, si ces articles ne s'étaient pas appliqués,

l'article 350.26 ne se serait pas appliqué au fournisseur à l'égard de la fourniture et l'article 350.27 se serait appliqué à l'inscrit à l'égard du contenant, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'inscrit est réputé, au moment quelconque, avoir effectué une fourniture du contenant et avoir perçu la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la contrepartie qu'il exigerait s'il effectuait la fourniture à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance, et l'article 350.26 ne s'applique pas à l'inscrit à l'égard de la fourniture;

2° l'inscrit est réputé, immédiatement après ce moment, avoir reçu une fourniture du contenant et avoir payé une taxe à l'égard de la fourniture égale au montant déterminé en vertu du paragraphe 1°.

Transfert
d'une entre-
prise et
groupe étroi-
tement lié

« **350.42** Dans le cas où, à un moment quelconque, un fournisseur effectue la fourniture d'un contenant consigné à un inscrit dans des circonstances où les articles 75 et 75.1, 80 ou 331 et 334 à 336 s'appliquent et que, si ces articles ne s'étaient pas appliqués, l'article 350.26 se serait appliqué au fournisseur à l'égard de la fourniture et l'article 350.27 ne se serait pas appliqué à l'inscrit à l'égard du contenant, l'inscrit est réputé avoir payé à ce moment la taxe à l'égard de la fourniture calculée sur la contrepartie qu'il exigerait s'il effectuait la fourniture à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 350.1 à 350.12 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour son application à l'égard d'un rabais payé après le 30 juin 1992 et avant le 1^{er} janvier 1993, l'article 350.6 de cette loi qu'il édicte doit se lire comme suit :

Remises

« **350.6** Dans le cas où un fournisseur effectue au Québec une fourniture taxable ou une fourniture non taxable, à l'exception d'une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne donnée acquiert soit du fournisseur, soit d'une autre personne et où, à un moment donné, à l'égard du bien ou du service, un rabais auquel l'article 449 ne s'applique pas, est payé à la personne donnée par le fournisseur, les règles suivantes s'appliquent :

1° si la fourniture par le fournisseur est effectuée à un moment où ce dernier est un inscrit, aux fins de calculer un remboursement de la taxe sur les intrants, le fournisseur est réputé à la fois :

a) avoir reçu une fourniture taxable d'un service pour utilisation exclusive dans le cadre d'une activité commerciale de celui-ci;

b) avoir payé au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture égale au montant obtenu en multipliant le montant du rabais par la

fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le rabais est payé;

2° si la personne donnée est un inscrit qui avait droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants ou un remboursement en vertu de la section I du chapitre VII à l'égard de l'acquisition du bien ou du service, elle est réputée:

a) avoir effectué une fourniture taxable;

b) avoir perçu au moment donné, la taxe à l'égard de la fourniture égale au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times \frac{B}{C} \times D.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente la fraction de taxe relative au bien ou au service à l'égard duquel le rabais est payé;

2° la lettre B représente le remboursement de la taxe sur les intrants ou le remboursement de la taxe en vertu de la section I du chapitre VII que la personne donnée avait droit de demander à l'égard de l'acquisition du bien ou du service;

3° la lettre C représente la taxe payable par la personne donnée à l'égard de l'acquisition du bien ou du service;

4° la lettre D représente le montant du rabais payé à la personne donnée par le fournisseur.

Exception

Toutefois, lorsqu'un rabais est payé à la personne donnée qui est un inscrit à l'égard d'une fourniture non taxable, le paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas. ».

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 350.13 à 350.23 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992.

4. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 350.24 à 350.42 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, les articles 350.41 et 350.42 doivent se lire en faisant abstraction de la référence à l'article 75.1 dans le cas où la fourniture d'une entreprise ou d'une partie d'une entreprise en vertu de laquelle la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité ou de la presque totalité des biens de l'entreprise ou de la partie de l'entreprise compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur avant le 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
titre I,
chap. VII,
section I,
s.-section 1,
intitulé, aj.

557. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la sous-section 1 de la section I du chapitre VII du titre I de cette loi, de l'intitulé suivant :

« I. — Biens meubles ou services ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 351, remp.

558. 1. L'article 351 de cette loi est remplacé par le suivant :

Résidents
hors du
Canada —
biens meu-
bles corpo-
rels

« **351.** Sous réserve de l'article 357, une personne qui ne réside pas au Canada a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard de la fourniture d'un bien meuble corporel dont elle est l'acquéreur et qu'elle a acquis pour être utilisé principalement hors du Québec, si la personne emporte ou expédie ce bien hors du Québec dans les 60 jours suivant sa délivrance à la personne.

Résidents
hors du
Canada —
entreprise
hors du Qué-
bec — biens
meubles cor-
porels

Sous réserve de l'article 357, une personne qui réside au Canada et qui exploite une entreprise hors du Québec mais au Canada, a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard de la fourniture d'un bien meuble corporel dont elle est l'acquéreur et qu'elle a acquis pour être utilisé principalement hors du Québec, dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, si la personne emporte ou expédie ce bien hors du Québec dans un délai raisonnable suivant sa délivrance à la personne.

Exclusion

Le présent article ne s'applique pas à l'égard de la fourniture des biens suivants :

1° un bien meuble corporel désigné d'occasion acquis par la personne par achat pour une contrepartie supérieure au montant prescrit à l'égard du bien;

2° une marchandise sur laquelle un droit d'accise est imposé en vertu de la Loi sur l'accise (Lois révisées du Canada (1985), chapitre E-14) ou sur laquelle un tel droit serait imposé si elle était fabriquée ou produite au Canada;

3° le vin;

4° l'essence, le carburant diesel ou tout autre carburant, sauf si le carburant est transporté dans un véhicule conçu pour transporter de l'essence, du carburant diesel ou tout autre carburant en vrac et est destiné à être utilisé autrement que dans le véhicule dans lequel ou par lequel il est transporté. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 353.1 à
353.6, aj.

Oeuvre pro-
tégée par un
droit
d'auteur

Cession du
droit au rem-
boursement

Rembourse-
ment - fabri-
cation ou
production
d'un bien
meuble cor-
porel des-
tiné à être
expédié hors
du Québec

559. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 353, de ce qui suit :

« **353.1** Sous réserve des articles 353.2 et 357, une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas un inscrit a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard de l'acquisition d'un bien ou d'un service, autre qu'un service d'entreposage ou d'expédition d'un bien, si la personne, à la fois :

1° acquiert le bien ou le service pour consommation ou utilisation exclusive dans la fabrication ou la production d'une oeuvre littéraire, musicale, artistique, cinématographique ou autre oeuvre originale protégée par le droit d'auteur et, le cas échéant, les reproductions de cette oeuvre ;

2° n'est pas un consommateur du bien ou du service ;

3° fabrique ou produit l'oeuvre et toutes les reproductions de celle-ci pour expédition hors du Québec par la personne qui ne réside pas au Québec.

« **353.2** Malgré l'article 33 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), dans le cas où l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, le droit au remboursement en vertu de l'article 353.1 auquel l'acquéreur aurait droit à l'égard de la fourniture s'il avait payé la taxe à l'égard de la fourniture et s'il avait satisfait aux conditions prévues à l'article 357 et que le fournisseur paie à l'acquéreur, ou porte à son crédit, le montant de cette taxe, les règles suivantes s'appliquent :

1° le fournisseur peut demander une déduction en vertu de l'article 455.1 à l'égard de la fourniture égale à ce montant ;

2° l'acquéreur n'a pas droit à un remboursement, à une remise ou à une compensation de la taxe à l'égard de la fourniture.

« **353.3** Sous réserve des articles 353.5 et 357, une personne qui ne réside pas au Québec et qui n'est pas un inscrit a droit au remboursement d'un montant payé à titre de taxe à l'égard de l'acquisition d'un service de traitement donné à l'égard d'un bien meuble corporel ou de l'acquisition d'un bien donné ou d'un service donné autre qu'un service d'entreposage ou d'expédition d'un bien si la personne, à la fois :

1° acquiert le service de traitement donné à l'égard d'un bien meuble corporel ou acquiert le bien donné ou le service donné pour

consommation ou utilisation exclusive dans la fabrication ou la production d'un bien meuble corporel;

2° n'est pas un consommateur du bien donné ou du service;

3° fabrique ou produit le bien meuble corporel exclusivement pour qu'elle l'expédie hors du Québec ou pour fourniture à une autre personne qui n'est pas un inscrit et qui acquiert le bien meuble corporel pour expédition hors du Québec;

4° a payé un montant à titre de taxe à l'égard de l'acquisition du bien donné ou du service, que ce montant ait été payable par elle ou non à l'égard de cette acquisition.

«service de traitement»

«**353.4** Pour l'application de l'article 353.3, l'expression «service de traitement», à l'égard d'un bien meuble corporel, signifie :

1° l'exécution d'une opération de fabrication, de production ou de traitement relativement au bien;

2° l'assemblage, le mélange, la réduction, la dilution, la mise en bouteille, l'emballage ou le réemballage du bien ou l'application d'enduits ou d'apprêts sur le bien;

3° l'inspection, la mise à l'essai, l'évaluation, la réparation ou l'entretien du bien;

4° l'enregistrement ou le stockage d'instructions ou de données sur le bien d'une manière et sous une forme qui en permettent la lecture ou le traitement au moyen de matériel de traitement de l'information.

Cession du droit au remboursement

«**353.5** Malgré l'article 33 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), dans le cas où l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, le droit à un remboursement en vertu des articles 353.1 et 353.3 auquel l'acquéreur aurait droit à l'égard de la fourniture s'il avait payé la taxe à l'égard de la fourniture et s'il avait satisfait aux conditions prévues à l'article 357 et que le fournisseur paie à l'acquéreur, ou porte à son crédit, le montant de cette taxe, les règles suivantes s'appliquent :

1° le fournisseur peut demander une déduction en vertu de l'article 455.1 à l'égard de la fourniture égale à ce montant;

2° l'acquéreur n'a pas droit à un remboursement, à une remise ou à une compensation de la taxe à l'égard de la fourniture.

« II. — Logement provisoire »

Définitions

« **353.6** Pour l'application de la présente sous-section et de l'article 357, l'expression :

« logement provisoire »

« logement provisoire » comprend un gîte de tout genre – autre qu'un gîte à bord d'un train, d'une remorque, d'un bateau ou d'une construction munie d'un moyen de propulsion ou qui peut facilement en être munie – lorsque fourni dans le cadre d'un voyage organisé qui comprend également les repas, ou les aliments pour les préparer, et les services d'un guide mais ne comprend pas un logement provisoire qui est inclus dans la partie d'un voyage organisé qui n'en constitue pas la partie taxable au sens de l'article 63;

« voyage organisé »

« voyage organisé » a le sens que lui donne l'article 63 mais ne comprend pas un voyage organisé qui comprend un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès. ».

2. Sous réserve du paragraphe 3, le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, la référence à l'article 353.2 dans l'article 353.1 de cette loi qu'il édicte doit être lue comme une référence à l'article 353.5.

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 353.2 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
aa. 353.3 à
353.5, ab.

560. 1. Les articles 353.3 à 353.5 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 559 édicte, sont abrogés.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 354, remp.

561. 1. L'article 354 de cette loi est remplacé par le suivant :

Logement
provisoire

« **354.** Sous réserve des articles 356 et 357, une personne qui ne réside pas au Canada a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard d'un logement provisoire si, à la fois :

1° la personne est l'acquéreur de la fourniture, effectuée par un inscrit, du logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend le logement provisoire;

2° le logement ou le voyage organisé est acquis par la personne autrement que pour utilisation dans le cadre de son entreprise et autrement que pour fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

3° le logement est mis à la disposition d'un particulier qui ne réside pas au Canada et qui en est le consommateur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 354.1, aj.

562. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 354, du suivant :

Logement
provisoire

« **354.1** Sous réserve des articles 356 et 357, une personne donnée qui ne réside pas au Canada a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard d'un logement provisoire si, à la fois :

1° la personne donnée n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII et est l'acquéreur de la fourniture du logement ou d'un voyage organisé qui comprend le logement ;

2° le logement ou le voyage organisé est acquis par la personne pour fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures ;

3° une fourniture du logement ou du voyage organisé est effectuée à une autre personne qui ne réside pas au Canada et le paiement de la contrepartie de cette fourniture est effectué à un endroit hors du Canada où le fournisseur, ou son mandataire, mène ses affaires ;

4° le logement est mis à la disposition d'un particulier qui ne réside pas au Canada et qui en est le consommateur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 355, remp.

563. 1. L'article 355 de cette loi est remplacé par le suivant :

Taxe à
l'égard d'un
logement
provisoire

« **355.** Dans le cas où une personne fait un choix, dans une demande qu'elle produit afin d'obtenir des remboursements en vertu de l'article 354 à l'égard d'au moins une fourniture d'un logement provisoire qui n'est pas compris dans un voyage organisé et à l'égard de laquelle la taxe a été payée par la personne, pour que l'un de ces remboursements soit calculé conformément à la formule suivante, le montant de la taxe payée à l'égard de la fourniture ou de chacune des fournitures, selon le cas, est réputé être égal à :

$$A \times 3,00 \$.$$

Application

Pour l'application de cette formule, la lettre A représente le nombre total de nuits pour lesquelles ce logement provisoire est rendu disponible en vertu de la convention relative à la fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 355.1 à
355.3, aj.

Taxe à
l'égard d'un
logement
provisoire

564. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 355, des suivants:

«**355.1** Dans le cas où une personne produit une demande dans laquelle un remboursement en vertu de l'article 354 ou de l'article 354.1 est demandé à l'égard d'au moins une fourniture de voyages organisés qui comprennent un logement provisoire et à l'égard de laquelle la taxe a été payée par la personne, le montant de la taxe payée à l'égard du logement provisoire est réputé, pour chaque voyage organisé, être égal à:

1° dans le cas où l'article 354 s'applique et que la personne fait le choix dans cette demande afin qu'un remboursement soit calculé conformément à la formule suivante:

$$A \times 3,00 \$;$$

2° dans tout autre cas:

$$\frac{B}{C} \times \frac{D}{2}.$$

Application

Pour l'application de ces formules:

1° la lettre A représente le nombre total de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans ce voyage organisé est rendu disponible en vertu de la convention relative à la fourniture;

2° la lettre B représente le nombre total de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans ce voyage organisé est rendu disponible en vertu de la convention relative à la fourniture de ce voyage organisé;

3° la lettre C représente le nombre de nuits passées au Québec par le consommateur de ce voyage organisé durant la période commençant le premier en date du premier jour où un gîte compris dans le voyage organisé est mis à sa disposition et du premier jour où un service de transport de nuit compris dans le voyage organisé lui est rendu et se terminant le dernier en date du dernier jour où un tel gîte est mis à sa disposition et du dernier jour où un tel service de transport lui est rendu;

4° la lettre D représente la taxe payée par la personne à l'égard de la fourniture de ce voyage organisé.

Plus d'un
logement
provisoire
pour la
même nuit

«**355.2** Aux fins du calcul d'un remboursement auquel une personne a droit en vertu de l'article 354, conformément à la formule prévue à l'article 355, dans le cas où un inscrit effectue une fourniture donnée à la personne d'un logement provisoire qui est mis à sa disposition pour une nuit, toute autre fourniture effectuée par l'inscrit à la personne d'un logement provisoire qui est mis à sa disposition pour la même nuit est réputée ne pas être une fourniture distincte de la fourniture donnée.

Plus d'un
logement
provisoire
pour la
même nuit

«**355.3** Aux fins du calcul d'un remboursement auquel une personne a droit en vertu de l'article 354, conformément à la formule prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 355.1, dans le cas où un inscrit effectue une fourniture à la personne d'un voyage organisé donné comprenant un logement provisoire qui est mis à sa disposition pour la même nuit que celle pour laquelle un logement provisoire compris dans un autre voyage organisé fourni par l'inscrit à la personne est mis à sa disposition, tous les logements mis à la disposition de la personne pour cette nuit sont réputés être compris dans le voyage organisé donné et non dans un autre voyage organisé. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 356, remp.

565. 1. L'article 356 de cette loi est remplacé par le suivant :

Rembourse-
ment par
l'inscrit

«**356.** Le deuxième alinéa s'applique dans le cas où, à la fois :

1° un inscrit effectue la fourniture d'un logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend un logement provisoire, à un acquéreur qui ne réside pas au Canada et qui en est le consommateur ou qui acquiert le logement ou le voyage organisé pour fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

2° l'inscrit paie à l'acquéreur, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement en vertu des articles 354 ou 354.1 auquel l'acquéreur aurait droit à l'égard du logement si celui-ci avait payé la taxe à l'égard de la fourniture et avait satisfait aux conditions prévues à l'article 357;

3° le montant payé à l'acquéreur, ou porté à son crédit, est égal :

a) dans le cas de la fourniture d'un voyage organisé, au montant qui serait calculé à l'égard de la fourniture en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 355.1;

b) dans le cas d'un logement provisoire qui n'est pas fourni dans le cadre d'un voyage organisé, à la taxe payée par l'acquéreur à l'égard de la fourniture;

4° dans le cas d'un remboursement en vertu de l'article 354, soit :

a) le paiement de la contrepartie de la fourniture est effectué à un endroit hors du Canada où l'inscrit, ou son mandataire, mène ses affaires;

b) dans le cas où le logement est fourni dans le cadre d'un voyage organisé qui comprend d'autres biens ou d'autres services – sauf des repas, des biens ou des services fournis ou rendus par la personne qui fournit le logement et dans le cadre de celui-ci – un dépôt d'au moins 20 % de la contrepartie totale pour le voyage organisé, en excluant la taxe payée ou payable en vertu de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), est payé, à la fois :

i. par l'acquéreur à l'inscrit au moins 14 jours avant le premier jour où un logement provisoire compris dans le voyage organisé est rendu disponible en vertu de la convention relative à la fourniture du voyage organisé;

ii. au moyen d'une carte de crédit ou de paiement émise par une institution qui ne réside pas au Canada et qui est une association coopérative de crédit, une banque, une compagnie de fiducie ou une institution semblable ou au moyen d'un chèque, d'une traite bancaire ou d'une autre lettre de change tiré sur un compte à l'extérieur du Canada auprès d'une telle institution.

Déduction

L'inscrit peut demander une déduction en vertu de l'article 455.1 à l'égard du montant payé à l'acquéreur, ou porté à son crédit, et celui-ci n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de la taxe à l'égard du logement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 356.1 et
intitulé, aj.

566. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 356, de ce qui suit :

Dépôt payé
par carte de
crédit

« **356.1** Pour l'application de l'article 356, dans le cas où le paiement d'un dépôt à l'égard d'une fourniture est effectué en créditant un compte du fournisseur par l'émetteur de la carte de crédit ou de paiement de l'acquéreur, le dépôt est réputé ne pas avoir été payé tant que le compte n'est pas ainsi crédité.

« III. — Restrictions ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 357, remp.

567. 1. L'article 357 de cette loi est remplacé par le suivant :

Modalités
d'application

« **357.** Une personne n'a droit au remboursement prévu aux articles 351, 353.1, 354 ou 354.1 que si, à la fois :

1° la personne produit une demande de remboursement dans un délai d'un an suivant :

a) dans le cas d'un remboursement en vertu de l'article 351, le jour où la personne expédie le bien auquel se rapporte le remboursement hors du Québec ;

b) dans le cas d'un remboursement en vertu de l'article 353.1, le jour où la taxe à laquelle se rapporte le remboursement devient payable ;

c) dans tout autre cas, le dernier jour où une taxe à laquelle se rapporte le remboursement devient payable ;

2° la personne, si elle est un particulier, n'effectue pas plus d'une demande de remboursement par trimestre civil en vertu du présent article, sauf s'il s'agit d'une demande prescrite ;

3° la personne, si elle n'est pas un particulier, n'effectue pas plus d'une demande de remboursement par mois en vertu du présent article ;

4° au moment où la demande de remboursement est effectuée :

a) s'il s'agit d'une demande de remboursement prévue au premier alinéa de l'article 351, à l'article 354 ou à l'article 354.1, la personne ne réside pas au Canada ;

b) s'il s'agit d'une demande de remboursement prévue au deuxième alinéa de l'article 351, la personne réside au Canada et exploite une entreprise hors du Québec mais au Canada ;

5° la demande de remboursement est relative à des fournitures dont le total des contreparties est d'un montant minimum de 107,00 \$;

6° le total de tous les remboursements pour lesquels la demande est effectuée, à l'égard de logements provisoires qui ne sont pas compris dans le voyage organisé et qui sont calculés conformément à la formule prévue à l'article 355, n'excède pas 45,00 \$;

7° le total de tous les remboursements pour lesquels la demande est effectuée, à l'égard de voyages organisés qui sont calculés conformément à la formule prévue au paragraphe 1° de l'article 355.1, n'excède pas 45,00 \$.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, la référence à l'article 353.1 dans l'article 357 de cette loi qu'il édicte doit être lue comme une référence aux articles 353.1 et 353.3.

c. T-0.1,
aa. 357.1 à
357.6, aj.

568. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 357, de ce qui suit :

« IV. — Congrès

Rembourse-
ment aux
exposants
qui ne rési-
dent pas au
Québec

« **357.1** Dans le cas où une personne qui ne réside pas au Québec et n'est pas inscrite en vertu de la section I du chapitre VIII est l'acquéreur de la fourniture d'un immeuble par louage, licence ou accord semblable qu'elle acquiert pour utilisation exclusive comme lieu de promotion, à un congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit, la personne a droit, si elle produit une demande dans un délai d'un an suivant le jour où le congrès se termine :

1° au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard de cette fourniture ;

2° au remboursement de la taxe qu'elle a payée à l'égard d'une fourniture effectuée à son profit de fournitures liées à un congrès à l'égard du congrès.

Rembourse-
ment au pro-
moteur d'un
congrès
étranger

« **357.2** Les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans le cas où le promoteur d'un congrès étranger paie la taxe à l'égard, selon le cas :

1° de la fourniture de biens ou de services liés au congrès qui est effectuée par un inscrit qui en est l'organisateur ;

2° de la fourniture effectuée par un inscrit qui n'est pas l'organisateur du congrès du centre de congrès, ou de biens ou de services que le promoteur acquiert pour consommation, utilisation ou fourniture à titre de fournitures liées à un congrès ;

3° de biens ou de services qu'il apporte au Québec pour consommation, utilisation ou fourniture par lui à titre de fournitures liées à un congrès.

Règles appli-
cables

Sous réserve de l'article 357.3, le promoteur a droit, s'il produit une demande dans un délai d'un an suivant le jour où le congrès se termine :

1° dans le cas d'une fourniture effectuée par l'organisateur, au remboursement de la taxe qu'il a payée calculée sur la partie de la contrepartie de la fourniture qui est raisonnablement attribuable au centre de congrès ou à des fournitures liées à un congrès ;

2° dans tout autre cas, au remboursement de la taxe qu'il a payée à l'égard de la fourniture ou de l'apport au Québec.

Rembourse-
ment par
l'organisa-
teur

« **357.3** Dans le cas où un inscrit, organisateur d'un congrès étranger, paie au promoteur du congrès, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement en vertu de l'article 357.2 auquel le promoteur aurait droit à l'égard d'une fourniture effectuée par l'inscrit à son profit, s'il avait payé la taxe à l'égard de la fourniture et s'il avait demandé le remboursement conformément à cet article, les règles suivantes s'appliquent :

1° l'inscrit peut demander une déduction en vertu de l'article 455.1 à l'égard du montant payé au promoteur ou porté à son crédit ;

2° le promoteur n'a pas droit à un remboursement ou à une remise à l'égard de la taxe à laquelle le montant se rapporte.

Rembourse-
ment à
l'organisa-
teur qui
n'est pas ins-
crit

« **357.4** Dans le cas où un organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit en vertu de la section I du chapitre VIII paie la taxe à l'égard d'une fourniture du centre de congrès ou d'une fourniture, ou d'un apport au Québec, de fournitures liées à un congrès, l'organisateur a droit, s'il produit une demande dans un délai d'un an suivant le jour où le congrès se termine, à un remboursement de la taxe qu'il a payée à l'égard de la fourniture ou de l'apport au Québec.

Rembourse-
ment par le
fournisseur

« **357.5** Le deuxième alinéa s'applique dans le cas où, à la fois :

1° une personne, organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit en vertu de la section I du chapitre VIII ou promoteur d'un tel congrès, acquiert :

a) soit une fourniture taxable du centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès effectuées par l'exploitant du centre qui n'est pas l'organisateur du congrès ;

b) soit une fourniture taxable effectuée par un inscrit, autre que l'organisateur du congrès, d'un logement provisoire que la personne acquiert exclusivement pour fourniture dans le cadre du congrès ;

2° l'exploitant du centre ou le fournisseur du logement paie à la personne, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement auquel la personne aurait droit en vertu de l'article 357.2 ou de l'article 357.4 à l'égard de la fourniture du centre ou du logement, selon le cas, si elle avait payé la taxe à l'égard de la fourniture et si elle avait demandé le remboursement conformément à cet article.

Règles appli-
cables

L'exploitant ou le fournisseur du logement, selon le cas, peut demander une déduction en vertu de l'article 455.1 à l'égard du montant payé à la personne ou porté à son crédit et celle-ci n'a pas droit à un remboursement ou à une remise à l'égard de la taxe à laquelle se rapporte le montant.

« V. — Obligation solidaire »

Cas d'appli-
cation

« **357.6** Le présent article s'applique dans le cas où en vertu des articles 351, 353.1, 353.2, 353.6 à 356.1 et 357.2 à 357.5, un inscrit, à un moment donné, paie à une personne, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement et que, selon le cas :

1° la personne ne satisfait pas à la condition – appelée « condition d'admissibilité » dans le présent article – selon laquelle la personne aurait eu droit au remboursement si elle avait payé la taxe à laquelle le montant se rapporte et si elle avait satisfait aux conditions de l'article 357 ou, dans le cas d'un remboursement en vertu de l'article 357.2, si elle avait demandé le remboursement dans le délai prévu à cet article pour produire une demande à cet égard ;

2° le montant payé ou porté au crédit de la personne excède le remboursement auquel elle aurait ainsi eu droit, d'un montant donné.

Responsabi-
lité

Sous réserve du troisième alinéa, la personne est responsable du paiement au ministre du montant ou du montant donné, selon le cas, comme s'il avait été payé au moment donné à la personne au titre d'un remboursement en vertu de la présente section.

Responsabi-
lité solidaire

Dans le cas où, au moment donné, l'inscrit sait ou devrait savoir que la personne ne satisfait pas à la condition d'admissibilité ou que le montant payé ou porté au crédit de la personne excède le remboursement auquel elle a droit, l'inscrit et la personne sont responsables solidairement du paiement au ministre du montant ou du montant donné, selon le cas, comme s'il avait été payé au moment donné au titre d'un remboursement en vertu de la présente section à l'inscrit et à la personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992,

la référence à l'article 353.2 dans l'article 357.6 de cette loi qu'il édicte doit être lue comme une référence aux articles 353.3 à 353.5.

c. T-0.1,
aa. 358, 359
et 360, remp.

569. 1. Les articles 358 et 359, respectivement modifiés par les articles 216 et 217 du chapitre 19 des lois de 1993, et l'article 360 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Salariés et
membres
d'une société

« **358.** Dans le cas où la taxe est payable à l'égard de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, d'un aéronef, d'un instrument de musique, d'un véhicule à moteur ou de tout autre bien ou d'un service, par un particulier, qui est soit membre d'une société qui est un inscrit, soit un salarié d'un inscrit, et que celui-ci, dans le cas de l'acquisition ou de l'apport d'un instrument de musique, n'a pas le droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de l'instrument, ce particulier a droit, sous réserve des articles 359 et 360, à un remboursement pour chaque année civile à l'égard du bien ou du service égal au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente la fraction de taxe relative au bien ou au service applicable le dernier jour de l'année civile;

2° la lettre B représente le montant déduit, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année provenant, selon le cas, de la société, d'une charge ou d'un emploi, et qui est:

a) soit la partie ou le montant prescrit, en vertu de cette loi, du coût en capital de l'aéronef, de l'instrument de musique ou du véhicule à moteur;

b) soit un montant, à l'égard de l'acquisition et de l'apport de l'autre bien apporté au Québec par le particulier, qui n'excède pas le total de la valeur de ce bien au sens de l'article 17 et de la taxe calculée sur cette valeur;

c) soit le montant relatif à la fourniture par louage, licence ou accord semblable de l'aéronef, de l'instrument de musique ou du véhicule à moteur, à la fourniture au Québec de l'autre bien ou à la fourniture du service.

Exception

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où:

1° le particulier a reçu à l'égard du montant visé à la lettre B de la formule prévue au présent article une allocation d'une personne à

l'exception d'une allocation que la personne a considéré au moment de son versement comme une allocation qui n'était pas raisonnable pour l'application du paragraphe *e* de l'article 39 ou de l'article 40 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) et, dans le cas où la personne est une société dont le particulier est membre, comme une allocation qui n'aurait pas été raisonnable pour l'application du paragraphe *e* de l'article 39 ou de l'article 40 si le membre avait été un salarié de la société à ce moment;

2° le particulier s'il était un inscrit qui acquiert, ou apporte au Québec, le bien ou le service pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, ne pourrait demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de ce bien ou de ce service en raison de l'article 206.1.

Restriction
au membre
d'une société

«**359.** Le remboursement à l'égard d'un bien ou d'un service prévu à l'article 358 payable pour une année civile à un particulier qui est membre d'une société, ne doit pas excéder le montant qui serait un remboursement de la taxe sur les intrants de la société à l'égard du bien ou du service pour la dernière période de déclaration de la société au cours de son dernier exercice se terminant dans cette année civile si:

1° dans le cas d'un instrument de musique qui est une immobilisation du particulier, la société avait, au cours de cette période de déclaration, à la fois:

a) acquis l'instrument par louage pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure que la consommation ou l'utilisation de l'instrument par le particulier dans le cadre des activités de la société au cours de l'année civile se faisait dans le cadre des activités commerciales de la société;

b) payé la taxe, à l'égard de l'instrument, égale à la fraction de taxe de la partie ou du montant prescrit du coût en capital déductible à l'égard de cet instrument, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), dans le calcul du revenu du particulier pour cette année civile provenant de la société;

2° dans le cas d'un aéronef ou d'un véhicule à moteur qui est une immobilisation du particulier, à la fois:

a) la société avait acquis l'aéronef ou le véhicule au cours de cette période de déclaration dans des circonstances où l'article 252 s'applique et avait utilisé cet aéronef ou ce véhicule au cours de ce dernier exercice de la société dans le cadre des activités commerciales

de la société dans la même mesure que l'utilisation de l'aéronef ou du véhicule par le particulier dans le cadre des activités de la société au cours de l'année civile se faisait dans le cadre des activités commerciales de la société;

b) la partie ou le montant prescrit du coût en capital déductible à l'égard de l'aéronef ou du véhicule, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année civile provenant de la société était la partie ou le montant prescrit du coût en capital ainsi déductible dans le calcul du revenu de la société pour ce dernier exercice de la société;

3° dans tout autre cas, la société avait, à la fois:

a) acquis le bien ou le service pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure que la consommation ou l'utilisation du bien ou du service par le particulier dans le cadre des activités de la société au cours de l'année civile se faisait dans le cadre des activités commerciales de la société;

b) payé à l'égard de cette acquisition, au cours de cette période de déclaration, la taxe égale à la fraction de taxe du montant suivant:

i. dans le cas d'un bien apporté au Québec par le particulier, le montant, à l'égard de l'acquisition et de l'apport de ce bien, n'excédant pas le total de la valeur du bien au sens de l'article 17 et de la taxe prévue à cet article, qui était déductible en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), dans le calcul du revenu du particulier pour cette année provenant de la société;

ii. dans tout autre cas, le montant à l'égard de l'acquisition du bien ou du service par le particulier qui était ainsi déductible dans le calcul de ce revenu.

Délai de la
demande

« **360.** Un particulier a droit au remboursement prévu à l'article 358 pour une année civile seulement s'il produit au ministre, dans les quatre ans qui suivent la fin de l'année, une demande de remboursement au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits en même temps que la déclaration fiscale visée à l'article 1000 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) qu'il doit produire ou devrait produire s'il avait un impôt à payer en vertu de la partie I de cette loi.

Disposition
applicable

L'article 1052 de la Loi sur les impôts s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à ce remboursement. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 360.1 à
360.4, aj.

570. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 360, de ce qui suit :

Demande
annuelle

« **360.1** Un particulier ne peut effectuer plus d'une demande de remboursement en vertu de l'article 360 par année civile.

« § 2.1. — *Droit d'entrée à un congrès*

Droit
d'entrée à
un congrès —
particulier

« **360.2** Sous réserve de l'article 360.4, un particulier qui réside au Québec et qui acquiert un droit d'entrée à un congrès qui est fourni avec de la nourriture ou des boissons pour une seule contrepartie, a droit au remboursement de la taxe payée à l'égard de la fourniture du droit d'entrée dans la mesure où, à la fois :

1° la contrepartie de la fourniture se rapporte à de la nourriture ou à des boissons que le particulier est tenu d'acquérir avec le droit d'entrée ;

2° la contrepartie de la fourniture constitue un montant déductible, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), dans le calcul du revenu du particulier.

Exception

Malgré le premier alinéa, le particulier n'a pas droit au remboursement de la taxe payée à l'égard d'une fourniture dont la contrepartie est visée au paragraphe 2° de cet alinéa à l'égard de laquelle il a reçu une allocation ou un remboursement de toute autre personne.

Droit
d'entrée à
un congrès —
organisme de
services
publics

« **360.3** Sous réserve de l'article 360.4, un organisme de services publics qui acquiert un droit d'entrée à un congrès qui est fourni avec de la nourriture ou des boissons pour une seule contrepartie ou qui rembourse à un particulier un montant relatif à un tel droit d'entrée que le particulier acquiert, a droit au remboursement de la taxe payée à l'égard de la fourniture du droit d'entrée ou de la fraction de taxe du montant remboursé, selon le cas, dans la mesure où la contrepartie de la fourniture ou le montant, selon le cas, se rapporte à de la nourriture ou à des boissons que l'organisme ou le particulier, selon le cas, est tenu d'acquérir avec le droit d'entrée.

Modalités
d'application

« **360.4** Un particulier ou un organisme de services publics n'a droit au remboursement prévu aux articles 360.2 ou 360.3 à l'égard de la fourniture d'un droit d'entrée à un congrès que si, à la fois :

1° le particulier ou l'organisme produit une demande de remboursement dans les quatre ans suivant le jour où le congrès se termine ;

2° dans le cas où la demande de remboursement est produite par un organisme de services publics, la demande est d'un montant minimum de 5,00 \$;

3° dans le cas où la demande de remboursement est produite par un particulier, la demande est d'un montant minimum égal à 5,00 \$ par jour que dure le congrès. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 362 et
362.1, remp.

571. 1. L'article 362 de cette loi, remplacé par l'article 219 du chapitre 19 des lois de 1993, et l'article 362.1 de cette loi, édicté par l'article 220 du chapitre 19 des lois de 1993, sont remplacés par les suivants:

Ensemble
de particu-
liers

« **362.** Pour l'application des articles 362.1, 366 à 368 et 370 à 370.4, un particulier s'entend d'un ou de plusieurs particuliers qui ont droit à un remboursement en vertu du paragraphe 2 des articles 254, 254.1, 255 ou 256 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) et seulement l'un d'entre eux peut effectuer la demande de remboursement en vertu de l'un de ces articles.

Montant du
rembourse-
ment

« **362.1** Un particulier a droit au remboursement de la taxe prévue à l'article 16 payée sur le montant du remboursement auquel il a droit en vertu du paragraphe 2 des articles 254, 254.1 ou 256 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) ou au remboursement de 4 % du montant du remboursement auquel il a droit en vertu du paragraphe 2 de l'article 255 de cette loi. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 370.1 à
370.4, aj.

572. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 370, de ce qui suit:

« II.1—*Immeuble d'habitation et fonds de terre*

Demande
présentée
au construc-
teur

« **370.1** Le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique visé au paragraphe 2 de l'article 254.1 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), peut payer au particulier ou porter à son crédit le montant du remboursement visé à l'article 362.1 si, à la fois:

1° dans les quatre ans suivant le jour où la possession de l'immeuble lui est transférée en vertu de la convention relative à la fourniture, le particulier soumet au constructeur, de la manière prescrite par le ministre, une demande de remboursement au moyen

du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits pour le remboursement auquel le particulier aurait droit en vertu de l'article 362.1 à l'égard de l'immeuble si le particulier en faisait la demande dans le délai prévu;

2° le constructeur accepte de payer au particulier ou de porter à son crédit tout remboursement payable à ce dernier en vertu de l'article 362.1 à l'égard de l'immeuble.

Transmis-
sion de la
demande
par le cons-
tructeur

«**370.2** Malgré l'article 362.1, dans le cas où la demande de remboursement d'un particulier en vertu de cet article à l'égard d'un immeuble d'habitation est soumise au constructeur en vertu de l'article 370.1, les règles suivantes s'appliquent:

1° le constructeur doit transmettre la demande au ministre avec sa déclaration produite en vertu du chapitre VIII pour la période de déclaration au cours de laquelle le remboursement est payé ou porté au crédit du particulier;

2° malgré l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), aucun intérêt n'est payable à l'égard du remboursement.

Rembourse-
ment en
vertu du
paragraphe
4 de l'article
254.1 de la
Loi sur la
taxe d'accise

«**370.3** Dans le cas où le constructeur paie à un particulier ou porte à son crédit, en vertu du paragraphe 4 de l'article 254.1 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), le montant du remboursement visé au paragraphe 2 de cet article à l'égard de l'immeuble d'habitation, le constructeur doit payer au particulier ou porter à son crédit, en vertu de l'article 370.1, le montant du remboursement visé à l'article 362.1 à l'égard de l'immeuble d'habitation.

Exception

L'article 370.1 ne s'applique pas dans le cas où le constructeur d'un immeuble d'habitation ne paie pas à un particulier ou ne porte pas à son crédit, en vertu du paragraphe 4 de l'article 254.1 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada), le montant du remboursement visé au paragraphe 2 de cet article à l'égard de l'immeuble d'habitation.

Obligation
solidaire

«**370.4** Dans le cas où le constructeur d'un immeuble d'habitation paie à un particulier ou porte à son crédit un remboursement en vertu de l'article 370.1 et que le constructeur sait ou devrait savoir que le particulier n'a pas droit à ce remboursement ou que le montant payé ou porté à son crédit excède le remboursement auquel le particulier a droit, le constructeur et le particulier sont responsables solidairement du paiement au ministre du montant de ce remboursement ou de cet excédent. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 378.1 à
378.3, aj.

573. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant la sous-section V de la sous-section 3 de la section I du chapitre VII, de ce qui suit:

«IV.1—Fourniture d'un fonds de terre

Rembourse-
ment au pro-
priétaire
d'un fonds
de terre
loué pour
usage rési-
dentiel

«**378.1** Sous réserve de l'article 378.3, chaque personne qui est un propriétaire ou un locataire d'un fonds de terre et qui n'est pas le locataire donné – appelée «locateur» dans la présente sous-section – et qui effectue la fourniture exonérée d'un fonds de terre visée à l'article 99 à un locataire donné qui l'acquiert dans le but d'effectuer la fourniture d'un immeuble qui comprend le fonds de terre, a droit à un remboursement déterminé conformément à l'article 378.2 si, à la fois:

1° la fourniture effectuée par le locataire donné est une fourniture exonérée visée au paragraphe 1° de l'article 98 ou aux paragraphes 1° ou 2° de l'article 100, sauf une fourniture exonérée visée au paragraphe 1° de l'article 100 effectuée à une personne visée au sous-paragraphe b de celui-ci;

2° par suite de cette fourniture, le locataire donné est réputé avoir effectué la fourniture de l'immeuble à un moment donné en vertu de l'un des articles 222.1 à 222.3 et 223 à 231.1.

Calcul du
rembourse-
ment

«**378.2** Pour l'application de l'article 378.1, le remboursement auquel un locateur a droit à l'égard de la fourniture exonérée d'un fonds de terre visée à l'article 99 est déterminé selon la formule suivante:

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le montant qui correspond au total – appelé «total de la taxe exigée à l'égard du fonds de terre» dans le présent article – de la taxe payable par le locateur, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la dernière acquisition du fonds de terre par celui-ci et de la taxe payable par lui à l'égard d'une amélioration au fonds de terre acquise, ou apportée au Québec, par le locateur après que le fonds de terre a été ainsi acquis la dernière fois;

2° la lettre B représente le montant qui correspond au total de tous les autres remboursements et du remboursement de la taxe sur

les intrants que le locateur avait le droit de demander à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble.

Délai de la
demande

« **378.3** Un locateur a droit au remboursement prévu à l'article 378.1 à l'égard de la fourniture du fonds de terre effectuée à une personne qui sera réputée avoir effectué, un jour donné, une autre fourniture de l'immeuble qui comprend le fonds de terre en vertu de l'un des articles 222.1 à 222.3 et 223 à 231.1, seulement s'il produit une demande de remboursement dans les quatre ans suivant le jour donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, pour l'application de l'article 378.2 de cette loi que le paragraphe 1 édicte, la référence à l'article 75.1 doit être lue comme une référence à l'article 75.

e. T-0.1,
a. 379, remp.

Vente par
un non-
inscrit

574. 1. L'article 379 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **379.** Sous réserve de l'article 380, une personne qui n'est pas un inscrit et qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente a droit au remboursement d'un montant déterminé selon la formule suivante :

$$A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1^o la lettre A représente le moindre des montants suivants :

a) le montant qui correspond au total – appelé « total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble » dans le présent article – de la taxe payable par la personne à l'égard de la dernière acquisition de l'immeuble par celle-ci et de la taxe payable par elle à l'égard d'une amélioration à l'immeuble acquise, ou apportée au Québec, par la personne après que l'immeuble a été ainsi acquis la dernière fois ;

b) le montant qui correspond à la taxe payable, ou qui le serait en faisant abstraction des articles 75.1 et 80, à l'égard de la fourniture taxable ;

2^o la lettre B représente :

a) dans le cas où la personne avait le droit de demander un remboursement en vertu des articles 383 à 397 à l'égard de toute taxe comprise dans le total de la taxe exigée à l'égard de l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage prévu aux articles 386 ou

386.1 qui est applicable aux fins du calcul du montant de ce remboursement;

b) dans tous les autres cas, 100 %.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} octobre 1992.

c. T-0.1,
a. 383, mod.

575. 1. L'article 383 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la définition de l'expression « municipalité » par la suivante:

« municipalité »

« « municipalité » comprend une personne désignée par le ministre, pour l'application de la présente sous-section, comme municipalité mais seulement à l'égard des activités précisées dans la désignation qui impliquent la réalisation de fournitures, sauf des fournitures taxables et des fournitures non taxables, de services municipaux effectuées par la personne; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « organisme de bienfaisance » par la suivante:

« organisme de bienfaisance »

« « organisme de bienfaisance » comprend un organisme sans but lucratif qui administre, autrement qu'à des fins lucratives, un établissement de santé au sens du paragraphe 2° de la définition de cette expression prévue à l'article 108; »;

3° par l'insertion, après la définition de l'expression « organisme déterminé de services publics », de la suivante:

« organisme sans but lucratif »

« « organisme sans but lucratif » comprend un organisme prescrit d'un gouvernement; »;

4° par l'addition, après la définition de l'expression « pourcentage de financement public », de la suivante:

« taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants »

« « taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants » à l'égard d'un bien ou d'un service pour une période de demande d'une personne, signifie l'excédent éventuel du montant visé au paragraphe 1° sur le montant visé au paragraphe 2°:

1° le total des montants – appelé « taxe totale exigée à l'égard du bien ou du service » dans le présent article et dans les articles 384 à 397 – dont chacun représente, selon le cas:

a) la taxe à l'égard de la fourniture, ou de l'apport au Québec, du bien ou du service qui devient payable par la personne au cours de la période ou qui est payée par celle-ci au cours de la période sans qu'elle soit devenue payable, à l'exclusion de la taxe qui est réputée

avoir été payée par la personne ou à l'égard de laquelle la personne n'a pas le droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants par le seul effet de l'article 350.27;

b) la taxe qui est réputée en vertu des articles 209, 223 à 231.1, 243, 273, 275, 323.1 à 323.3, 341.1 et 341.7 avoir été perçue par la personne, au cours de la période, à l'égard du bien ou du service;

c) la taxe, calculée sur le montant d'une allocation à l'égard du bien ou du service, qui est réputée en vertu de l'article 211 avoir été payée au cours de la période par la personne;

d) la taxe qui est réputée en vertu de l'article 212, 283 ou 284 avoir été payée au cours de la période par la personne à l'égard du bien ou du service;

e) un montant à l'égard du bien ou du service qui doit, en vertu des articles 210 et 341.3, être ajouté dans le calcul de la taxe nette de la personne pour la période;

2° le total de tous les montants inclus dans le total déterminé en vertu du paragraphe 1° qui sont inclus dans le calcul du remboursement de la taxe sur les intrants de la personne à l'égard du bien ou du service pour la période. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 384, ab.

576. 1. L'article 384 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 386, mod.

577. 1. L'article 386 de cette loi, modifié par l'article 227 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

Rembourse-
ment

« **386.** Sous réserve de l'article 387, une personne qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice qui comprend cette période de demande, est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme sans but lucratif admissible, a droit, pour cette période de demande, à un remboursement égal, selon le cas, à l'un des pourcentages suivants de la taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard d'un bien ou d'un service autre qu'un bien ou un service prescrit: »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Exception

« Le présent article ne s'applique pas à une personne qui est un inscrit prescrit pour l'application de l'article 279 ou à une personne désignée comme municipalité pour l'application de la présente sous-section. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 386.1, aj.

578. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 386, du suivant :

Rembourse-
ment aux
municipali-
tés désignées

« **386.1** Sous réserve de l'article 387, une personne qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice qui comprend cette période, est désignée comme municipalité pour l'application de la présente sous-section à l'égard d'activités – appelées « activités désignées » dans le présent article – précisées dans la désignation, a droit à un remboursement à l'égard d'un bien ou d'un service, autre qu'un bien ou un service prescrit, égal au montant déterminé selon la formule suivante :

$$40 \% \times A \times B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente la taxe totale exigée à l'égard du bien ou du service pour la période de demande ;

2° la lettre B représente un pourcentage qui correspond :

a) dans le cas où le bien est acquis par la personne par louage, licence ou accord semblable pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des intervalles successifs – appelés « intervalle de location » dans le présent article – de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est offerte en vertu de l'accord et qu'un montant calculé sur un tel paiement périodique est inclus dans la taxe totale exigée à l'égard du bien pour la période de demande, à la mesure dans laquelle la personne a l'intention, au début de l'intervalle de location auquel le paiement périodique est imputable, d'utiliser le bien dans le cadre des activités désignées ;

b) dans le cas où le service est fourni à la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements imputables à des services rendus en vertu de la convention relative à la fourniture et qu'à un moment donné au cours de la période de demande, la taxe, calculée sur un paiement donné, devient payable par la personne ou est payée par celle-ci sans qu'elle soit devenue payable et est incluse

dans la taxe totale exigée à l'égard du service pour la période de demande, à la mesure dans laquelle la personne avait, avant ce moment, consommé, utilisé ou fourni les services auxquels le paiement donné est imputable dans le cadre des activités désignées ou à la mesure dans laquelle la personne avait l'intention, à ce moment, de consommer, d'utiliser ou de fournir ces services dans le cadre de celles-ci;

c) dans tout autre cas, à la mesure dans laquelle la personne avait l'intention, au moment où elle a acquis, ou apporté au Québec, le bien ou le service, de le consommer, de l'utiliser ou de le fournir dans le cadre des activités désignées. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 387 à
389, remp.

579. 1. Les articles 387 à 389 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Délai de la
demande

« **387.** Une personne mentionnée à l'article 386 ou à l'article 386.1 a droit au remboursement prévu à ces articles à l'égard de la taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants payable par celle-ci au cours de sa période de demande seulement si elle produit une demande de remboursement après le premier jour de l'exercice au cours duquel elle est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme sans but lucratif admissible et dans les quatre ans après le jour qui est:

1° dans le cas où la personne est un inscrit, au plus tard le jour où elle est tenue de produire une déclaration, en vertu du chapitre VIII, pour la période;

2° dans le cas où la personne n'est pas un inscrit, le dernier jour de la période de demande.

Demande
unique par
période

« **388.** Sauf dans le cas où les articles 396 ou 397 s'appliquent, une personne ne peut effectuer plus d'une demande de remboursement, en vertu de l'article 387, par période de demande.

Choix pour
calcul simpli-
fié

« **389.** Une personne prescrite peut faire un choix afin que soient déterminés conformément aux règles prescrites, pour une période de demande au cours de laquelle le choix est en vigueur, les remboursements auxquels elle a droit en vertu des articles 383 à 388 et des articles 390 à 397 à l'égard de la taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants relativement à un bien ou à un service. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 390, ab.

580. 1. L'article 390 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 391 à
397, remp.

581. 1. Les articles 391 à 397 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Validité du
choix

«**391.** Le choix prévu à l'article 389 n'est valide que s'il est effectué par une personne au plus tard le jour où la personne produit au ministre une demande de remboursement en vertu des articles 383 à 389 et des articles 392 à 397 à l'égard de la taxe exigée non admissible à un remboursement de la taxe sur les intrants pour sa période de demande qui comprend le jour où le choix doit entrer en vigueur, lequel jour doit être le premier d'une période de demande de la personne.

Révocation
du choix

«**392.** Une personne peut révoquer le choix qu'elle a effectué en vertu de l'article 389, auquel cas la révocation prend effet le premier jour d'une période de demande de la personne.

Cessation
du choix

«**393.** Le choix prévu à l'article 389 qui est effectué par une personne cesse d'être en vigueur le premier en date des moments suivants:

1° celui où la personne cesse d'être une personne prescrite pour l'application de l'article 389;

2° celui où une révocation du choix entre en vigueur.

Organisme
déterminé
de services
publics

«**394.** Dans le cas où un organisme déterminé de services publics, visé à l'un des paragraphes de la définition de cette expression prévue à l'article 383, acquiert, ou apporte au Québec, un bien ou un service principalement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre d'activités exercées par un autre organisme visé à un autre des paragraphes de cette définition, aux fins du calcul du montant de son remboursement en vertu des articles 386 ou 386.1 à l'égard de la taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants relativement au bien ou au service pour une de ses périodes de demande, l'organisme est réputé exercer ces activités.

Organisme
déterminé
de services
publics

«**395.** Dans le cas où une personne acquiert, ou apporte au Québec, un bien ou un service principalement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre d'activités qu'elle exerce au titre d'un organisme déterminé de services publics visé à l'un des paragraphes de la définition de cette expression prévue à l'article 383, le montant de son remboursement en vertu des articles 386 ou 386.1 à l'égard de la taxe exigée non admissible au remboursement de la taxe sur les intrants relativement au bien ou au service pour une période

de demande, doit être calculé comme si la personne n'était pas un organisme déterminé de services publics visé à un autre des paragraphes de cette définition.

Divisions ou
succursales

«**396.** Dans le cas où une personne qui a droit à un remboursement en vertu des articles 386 ou 386.1 exerce une ou plusieurs activités dans des divisions ou des succursales distinctes et est autorisée, en vertu de l'article 475, à produire des déclarations distinctes en vertu du chapitre VIII à l'égard d'une division ou d'une succursale, les règles suivantes s'appliquent :

1° la personne doit produire des demandes distinctes en vertu de l'article 387 à l'égard de la division ou de la succursale ;

2° la personne ne peut effectuer plus d'une telle demande à l'égard de la division ou de la succursale pour une période de demande de la personne.

Application
des articles
474 et 475

«**397.** Dans le cas où une personne qui n'a pas effectué une demande en vertu de l'article 474 a droit à un remboursement en vertu des articles 386 ou 386.1 et exerce une ou plusieurs activités dans des divisions ou des succursales distinctes, les règles suivantes s'appliquent :

1° les articles 474 et 475 s'appliquent à la personne en y remplaçant les expressions « activités commerciales » par « activités », « déclarations distinctes en vertu du présent chapitre » et « déclarations distinctes » par « demandes en vertu de l'article 387 » et « inscrit » par « personne » ;

2° dans le cas où, par l'effet du présent article, une division ou une succursale de la personne est autorisée en vertu de l'article 475 à produire des demandes de remboursement distinctes en vertu de l'article 387, la personne ne peut produire plus d'une telle demande à l'égard de la division ou de la succursale pour une période de demande de la personne ;

3° dans le cas où, par l'effet du présent article, la personne est autorisée en vertu de l'article 475 à produire des demandes de remboursement distinctes en vertu de l'article 387 relativement à une division ou à une succursale et que la personne est tenue de produire des déclarations en vertu du chapitre VIII, celle-ci doit produire des déclarations distinctes en vertu de ce chapitre à l'égard de la division ou de la succursale. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 400, mod.

582. 1. L'article 400 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«3° un remboursement du montant est payable en vertu des articles 17.5 et 17.6. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique aux montants payés après le 10 juin 1993 au titre de la taxe prévue à l'article 17 de cette loi à l'égard de biens corporels:

a) soit dédouanés au sens du paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada);

b) soit apportés au Québec qui proviennent du Canada hors du Québec.

c. T-0.1,
a. 402, remp.

583. 1. L'article 402 de cette loi est remplacé par le suivant:

Demande
unique par
mois

«**402.** Sous réserve des articles 402.0.1 et 402.0.2, une personne ne peut effectuer plus d'une demande de remboursement en vertu de l'article 400 par mois. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 402.0.1 et
402.0.2, aj.

584. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 402, des suivants:

Demande
par succur-
sale ou divi-
sion

«**402.0.1** Une personne peut présenter une demande de remboursement distincte en vertu de l'article 400 à l'égard d'une division ou d'une succursale dans le cas où, à la fois:

1° la personne a le droit de demander un remboursement en vertu de l'article 400;

2° la personne exerce une ou plusieurs activités dans des divisions ou des succursales distinctes;

3° la personne est autorisée, en vertu de l'article 475, à produire des déclarations distinctes pour l'application du chapitre VIII relativement à la division ou la succursale.

Limitation

La personne visée au premier alinéa ne peut effectuer plus d'une demande de remboursement par mois en vertu de l'article 400 à l'égard de la division ou de la succursale.

Demande en
vertu de
l'article 400

«**402.0.2** Dans le cas où une personne qui exerce une ou plusieurs activités dans des divisions ou des succursales distinctes a

droit à un remboursement en vertu de l'article 400 et n'a pas présenté une demande en vertu de l'article 474, les règles suivantes s'appliquent :

1° les articles 474 et 475 s'appliquent à la personne en y remplaçant les expressions « activités commerciales » par « activités », « déclarations distinctes en vertu du présent chapitre » et « déclarations distinctes » par « demandes en vertu de l'article 400 » et « inscrit » par « personne » ;

2° la personne qui, par l'effet du présent article, est autorisée, en vertu de l'article 475, à produire des demandes de remboursement distinctes en vertu de l'article 400 relativement à une division ou une succursale ne peut produire plus d'une demande de remboursement par mois pour la division ou la succursale. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 403, mod.

585. 1. Cette loi est modifiée par le remplacement du premier alinéa de l'article 403 par le suivant :

Modalités
d'une
demande de
rembourse-
ment

« **403.** Une demande de remboursement en vertu de la présente section, autre qu'un remboursement visé à la sous-section 2, doit être effectuée au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et produite au ministre de la manière prescrite par ce dernier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 404, mod.

586. 1. L'article 404 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

Restriction

« **404.** Une personne n'a pas droit au remboursement d'un montant en vertu des articles 17.5 ou 17.6 ou en vertu de la présente section dans la mesure où il est raisonnable de considérer que, selon le cas : ».

2. Le paragraphe 1 s'applique au remboursement d'un montant payé après le 10 juin 1993 au titre de la taxe prévue à l'article 17 de cette loi à l'égard de biens corporels :

a) soit dédouanés au sens du paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi sur les douanes (Statuts du Canada) ;

b) soit apportés au Québec qui proviennent du Canada hors du Québec.

c. T-0.1,
a. 405, remp.

587. 1. L'article 405 de cette loi est remplacé par le suivant :

Exercice
d'une per-
sonne

«**405.** Pour l'application de la présente section, l'exercice d'une personne correspond à son exercice au sens de l'article 458.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 407, remp.

Inscription
obligatoire

588. 1. L'article 407 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**407.** Toute personne qui effectue une fourniture taxable ou non taxable au Québec dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle exerce au Québec est tenue d'être inscrite sauf dans le cas où, selon le cas :

1° la personne est un petit fournisseur ;

2° la seule activité commerciale de la personne consiste à effectuer la fourniture d'un immeuble par vente, autrement que dans le cadre d'une entreprise ;

3° la personne ne réside pas au Québec et n'y exploite pas d'entreprise ;

4° la personne est un entrepreneur indépendant d'un démarcheur dont la seule entreprise qu'elle exploite consiste à vendre les produits exclusifs du démarcheur à un autre entrepreneur indépendant de celui-ci ou à un acheteur.

« acheteur »,
« démarcheur »,
« entrepreneur
indépendant » et
« produit
exclusif »

Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, les expressions « acheteur », « démarcheur », « entrepreneur indépendant » et « produit exclusif » ont le sens que leur donne l'article 297.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 407.1, aj.

589. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 407, du suivant :

Entreprise
de taxis

«**407.1** Malgré l'article 407, le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis est tenu d'être inscrit à l'égard de cette entreprise. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 409 et
410, remp.

590. 1. Les articles 409 et 410 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Présomption

«**409.** Une personne est réputée exploiter une entreprise au Québec et est tenue d'être inscrite, si, selon le cas :

1° la personne, autre qu'un petit fournisseur, réside au Québec ou n'y réside pas et y fait des démarches, par l'intermédiaire d'un salarié ou d'un mandataire ou au moyen de publicité s'adressant au marché québécois, pour obtenir des commandes pour la fourniture par elle-même d'un bien prescrit pour l'application de l'article 24.1, ou y offre de fournir ce bien qui doit être envoyé par courrier ou messenger à l'acquéreur à une adresse au Québec;

2° la personne ne réside pas au Québec et y effectue la fourniture taxable, autre que la fourniture détaxée, d'un service de transport de passagers au sens de la section VII du chapitre IV.

Fournisseur
non résidant
de droits
d'entrée

«**410.** Une personne qui entre au Québec dans le but d'effectuer la fourniture taxable de droits d'entrée à l'égard d'une activité, d'un colloque, d'un événement ou d'un lieu de divertissement est tenue d'être inscrite et doit, avant d'effectuer une telle fourniture, présenter une demande d'inscription au ministre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du :

- a) 1^{er} janvier 1993 quant à l'article 409 de cette loi qu'il remplace;
- b) 1^{er} juillet 1992 quant à l'article 410 de cette loi qu'il remplace.

c. T-0.1,
a. 410.1, aj.

591. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 410, du suivant :

Présenta-
tion de la
demande
d'inscription

«**410.1** Une personne tenue d'être inscrite en vertu des articles 407 ou 407.1 doit présenter une demande d'inscription au ministre avant l'un des jours suivants :

1° dans le cas d'une personne tenue d'être inscrite en vertu de l'article 407.1 à l'égard d'une entreprise de taxis, le jour où elle effectue sa première fourniture taxable ou non taxable au Québec dans le cadre de cette entreprise;

2° dans tout autre cas, le jour où elle effectue sa première fourniture taxable ou non taxable au Québec, autrement qu'à titre de petit fournisseur, dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle y exerce. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 411, remp.

592. 1. L'article 411 de cette loi est remplacé par le suivant :

Inscription
facultative

«**411.** Une personne qui n'est pas tenue d'être inscrite en vertu des articles 407, 407.1, 409 ou 410 peut présenter une demande d'inscription au ministre si, selon le cas :

1° elle exerce une activité commerciale au Québec;

2° elle est une personne qui ne réside pas au Québec et qui dans le cours normal de l'exploitation d'une entreprise hors du Québec fait régulièrement des démarches pour obtenir des commandes pour la fourniture d'un bien meuble corporel pour délivrance au Québec.

Petit fournisseur

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, une personne qui est un petit fournisseur ne peut présenter la demande d'inscription qui y est prévue, à moins qu'elle ne présente une demande d'inscription au ministre du Revenu national en vertu du paragraphe 3 de l'article 240 de la Loi sur la taxe d'accise (Lois révisées du Canada (1985), chapitre E-15). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 411.1, aj.

593. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 411, du suivant:

Demande
relative à
l'inscription
- entreprise
de taxis

« **411.1** Un petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis peut présenter une demande au ministre de la manière prescrite par celui-ci, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, afin que son inscription s'applique à l'égard de toutes les activités commerciales qu'il exerce au Québec.

Approbation

Le ministre peut approuver la demande présentée en vertu du premier alinéa et doit aviser, par écrit, le petit fournisseur de la date à compter de laquelle l'inscription s'applique. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 415.1, aj.

594. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 415, du suivant:

Entreprise
de taxis

« **415.1** Dans le cas où une personne est un petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis le jour où son inscription, en vertu du premier alinéa de l'article 415, entre en vigueur ou est modifiée en vertu de l'article 417.1 et qu'une approbation ne prend pas effet ce même jour par suite de l'application de l'article 411.1 à l'égard de l'inscription de la personne, l'inscription ne s'applique à aucune autre activité commerciale exercée par la personne au Québec tout au long de la période commençant ce même jour et se terminant le premier en date des jours suivants:

1° le lendemain du jour où la personne cesse d'être un petit fournisseur;

2° le jour indiqué dans l'avis émis aux termes de l'article 411.1 à l'égard de l'inscription ou de l'inscription modifiée, selon le cas, à compter duquel l'inscription doit s'appliquer à toutes les activités commerciales que la personne exerce au Québec. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 417, mod.

595. 1. L'article 417 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 2° du premier alinéa par ce qui suit:

Annulation
de l'inscrip-
tion

«**417.** Le ministre doit annuler l'inscription d'une personne qui est un petit fournisseur et qui n'exploite pas une entreprise de taxis si, selon le cas:

1° la personne lui présente une demande à cette fin de la manière prescrite par le ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, et qu'elle est un inscrit depuis au moins un an le dernier jour de son exercice au sens de l'article 458.1; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. De plus, malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 417 de cette loi, une personne peut présenter une demande d'annulation d'inscription en vertu de cet article alors qu'elle est un inscrit depuis moins d'un an au moment de la présentation de la demande dans le cas où elle est un petit fournisseur en vertu du paragraphe 2° de l'article 294 de cette loi que le paragraphe 1 de l'article 517 édicte, à un moment quelconque au cours de la période du 1^{er} juillet 1992 au 24 novembre 1992 et tout au long de la période qui suit ce moment, en raison de la mention « de biens meubles incorporels, d'immeubles ou » qui s'y retrouve.

Malgré le paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 417 de cette loi, l'annulation prévue au premier alinéa du présent paragraphe prend effet au plus tôt le 25 novembre 1992.

c. T-0.1,
aa. 417.1 et
417.2, aj.

596. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 417, des suivants:

Demande de
modification

«**417.1** Le ministre peut modifier l'inscription d'un petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis si celui-ci présente une demande de la manière prescrite par le ministre au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, afin que son inscription soit modifiée pour ne s'appliquer qu'à cette entreprise.

Entrée en
vigueur

La modification entre en vigueur le premier jour d'un exercice du petit fournisseur, au sens de l'article 458.1, qui commence au moins

un an après que l'inscription du petit fournisseur se soit appliquée pour la dernière fois à toutes les activités commerciales qu'il exerce au Québec.

Annulation
de l'inscrip-
tion de
l'entrepre-
neur indé-
pendant

«**417.2** Le ministre doit annuler l'inscription d'une personne qui est un entrepreneur indépendant pour l'application de la section III.1 du chapitre VI et qui lui présente une demande à cet effet de la manière prescrite par le ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 418, remp.

597. 1. L'article 418 de cette loi est remplacé par le suivant :

Avis d'annu-
lation ou de
modification

«**418.** Dans le cas où le ministre annule ou modifie l'inscription d'une personne, il doit l'aviser par écrit de l'annulation ou de la modification et de sa date d'effet. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 428 et
429, remp.

598. 1. Les articles 428 et 429 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Taxe nette
d'une per-
sonne

«**428.** La taxe nette pour une période de déclaration donnée d'une personne correspond au montant positif ou négatif déterminé selon la formule suivante :

$$A - B.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1^o la lettre A représente le total des montants suivants :

a) les montants devenus percevables et les montants perçus par la personne au cours de la période de déclaration donnée au titre de la taxe prévue à l'article 16 ;

b) les montants qui doivent, en vertu du présent titre, être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de la personne pour la période de déclaration donnée ;

2^o la lettre B représente le total des montants suivants :

a) les montants dont chacun représente un remboursement de la taxe sur les intrants pour la période de déclaration donnée ou une période de déclaration antérieure de la personne, demandé par celle-ci dans la déclaration produite en vertu du présent chapitre pour la période de déclaration donnée ;

b) les montants dont chacun représente un montant qui peut être déduit par la personne en vertu du présent titre dans le calcul de sa taxe nette pour la période de déclaration donnée et qui est demandé par celle-ci dans la déclaration produite en vertu du présent chapitre pour cette période.

Restriction

« **429.** Un montant ne doit pas être inclus dans le total visé à la lettre A de la formule prévue à l'article 428 pour une période de déclaration d'une personne, dans la mesure où il a déjà été inclus dans ce total pour une période de déclaration antérieure de la personne. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 429.1, aj.

599. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 429, du suivant :

Montant
exclu du
rembourse-
ment de la
taxe sur les
intrants

« **429.1** Dans le cas où un inscrit devient failli au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Statuts du Canada), les règles suivantes s'appliquent :

1° le total des remboursements de la taxe sur les intrants demandés et des montants déduits, dans une déclaration produite après la date de la faillite, pour une période de déclaration de l'inscrit se terminant avant cette date, ne peut excéder le total des montants suivants :

a) le montant qui correspondrait à la taxe nette pour la période si aucun remboursement de la taxe sur les intrants n'était demandé et si aucun montant n'était déduit dans le calcul de la taxe nette pour cette période ;

b) les montants qui doivent être versés par l'inscrit à l'égard de périodes de déclaration se terminant avant cette période ainsi que tout montant payable par l'inscrit relativement à ces périodes de déclaration ;

2° un remboursement de la taxe sur les intrants, un remboursement en vertu de la section I du chapitre VII, ou un montant qui peut être déduit dans le calcul de la taxe nette, pour une période de déclaration de l'inscrit se terminant avant la date de la faillite, ne peut être demandé ni déduit dans une déclaration visant une période de déclaration de l'inscrit se terminant après la date de la faillite.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas si, le jour où la déclaration mentionnée au paragraphe 1° de cet alinéa est produite, les déclarations qui doivent être produites en vertu du présent titre pour les périodes de déclaration de l'inscrit se terminant avant la date de

la faillite, ou relativement à des acquisitions d'immeubles effectuées au cours de ces périodes, ont été produites et si les montants qui doivent être versés par l'inscrit ainsi que les montants payables par lui en vertu du présent titre relativement à ces périodes de déclaration ont été versés ou payés. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à l'égard de toute déclaration produite après le 30 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 430, remp.

Restriction

600. 1. L'article 430 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **430.** Un montant ne doit pas être inclus dans le total visé à la lettre B de la formule prévue à l'article 428 pour une période de déclaration d'une personne dans la mesure où, selon le cas :

1° ce montant a déjà été inclus dans ce total pour une période de déclaration antérieure de la personne ;

2° avant la fin de la période, ce montant est devenu remboursable à la personne en vertu de la présente loi ou de toute autre loi du Québec ou lui a été remis en vertu de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31). ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 432, remp.

Rembourse-
ment de la
taxe sur les
intrants -
immeuble
d'habitation
exonéré

601. 1. L'article 432 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **432.** Un inscrit qui effectue par vente la fourniture exonérée d'un immeuble d'habitation ne peut demander un remboursement de la taxe sur les intrants à l'égard de la dernière acquisition de cet immeuble ou de l'acquisition, ou de l'apport au Québec, d'une amélioration à l'immeuble après la dernière acquisition de l'immeuble dans une déclaration produite le jour, ou après le jour, où il transfère la propriété ou la possession de l'immeuble à l'acquéreur de la fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 433, ab.

602. 1. L'article 433 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 434, mod.

603. 1. L'article 434 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 3° du deuxième alinéa par les suivants :

«a) dans le cas où la première période de déclaration de l'inscrit dans laquelle le choix est en vigueur correspond à son exercice, le premier jour du deuxième trimestre d'exercice de cet exercice ou un jour ultérieur que le ministre détermine sur demande de l'inscrit ;

«b) dans tout autre cas, le jour où l'inscrit est tenu de produire sa déclaration en vertu du présent chapitre pour sa première période de déclaration dans laquelle le choix est en vigueur ou un jour ultérieur que le ministre détermine sur demande de l'inscrit. » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

Exercice
d'une per-
sonne

« Pour l'application du présent article, l'exercice d'une personne correspond à son exercice au sens de l'article 458.1. ».

2. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 437, remp.

604. 1. L'article 437 de cette loi est remplacé par le suivant :

Taxe nette

« **437.** Toute personne tenue de produire une déclaration en vertu du présent chapitre doit y calculer sa taxe nette pour la période de déclaration qui y est visée.

Versement

Si la taxe nette pour une période de déclaration d'une personne correspond à un montant positif, elle doit verser ce montant au ministre au plus tard le jour où elle est tenue de produire la déclaration pour cette période.

Rembourse-
ment

Si la taxe nette pour une période de déclaration d'une personne correspond à un montant négatif, elle peut demander, dans la déclaration relative à cette période, ce montant à titre de remboursement de la taxe nette, payable à la personne par le ministre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 438 et
439, remp.

605. 1. L'article 438 de cette loi et l'article 439 de cette loi, remplacé par l'article 231 du chapitre 19 des lois de 1993, sont remplacés par les suivants :

Immeuble
fourni par
une per-
sonne non
tenue de per-
cévoir la
taxe

« **438.** Dans le cas où la taxe prévue à l'article 16 est payable par une personne à l'égard de la fourniture d'un immeuble, autre qu'une fourniture réputée, effectuée à celle-ci dans des circonstances où l'article 423 s'applique, la personne doit payer la taxe au ministre et lui produire, de la manière prescrite par ce dernier, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une déclaration relative à la taxe :

1° dans le cas où la personne est un inscrit et qu'elle a acquis le bien pour utilisation ou fourniture principalement dans le cadre de ses activités commerciales, au plus tard le jour où elle est tenue de produire sa déclaration pour la période de déclaration où elle est devenue payable;

2° dans les autres cas, au plus tard le dernier jour du mois suivant celui où elle est devenue payable.

Changement
d'utilisation

«**439.** Dans le cas où la taxe prévue à l'article 16 est payable par une personne en raison de l'article 289 ou 289.1, la personne doit la verser au ministre et lui produire, de la manière prescrite par ce dernier, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une déclaration relative à la taxe:

1° dans le cas où la personne est un inscrit, au plus tard le jour où elle est tenue de produire sa déclaration pour la période de déclaration où elle est devenue payable;

2° dans les autres cas, au plus tard le dernier jour du mois suivant celui où elle est devenue payable. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 440, ab.

606. 1. L'article 440 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 443, remp.

607. 1. L'article 443 de cette loi est remplacé par le suivant:

Paiement du
rembourse-
ment de la
taxe nette

«**443.** Le ministre doit payer avec diligence le remboursement de la taxe nette payable à une personne qui le demande dans une déclaration qu'elle est tenue de produire en vertu du présent chapitre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 449, remp.

608. 1. L'article 449 de cette loi est remplacé par le suivant:

Règles appli-
cables

«**449.** Dans le cas où une personne redresse un montant en faveur d'une autre personne, le lui rembourse ou le porte à son crédit, conformément aux articles 447 ou 448, les règles suivantes s'appliquent:

1° la personne doit, dans un délai raisonnable, remettre à l'autre personne une note de crédit, contenant les renseignements prescrits,

au montant du redressement, du remboursement ou du crédit, à moins que l'autre personne remette une note de débit au même montant, contenant les renseignements prescrits;

2° le montant peut être déduit dans le calcul de la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration où, selon le cas, la note de crédit est remise à l'autre personne ou la note de débit est reçue par la personne, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul de sa taxe nette pour cette période de déclaration ou une de ses périodes de déclaration antérieures;

3° le montant doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'autre personne pour sa période de déclaration où, selon le cas, la note de débit est remise à la personne ou la note de crédit est reçue par l'autre personne, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants demandé dans la déclaration produite pour cette période de déclaration ou une de ses périodes de déclaration antérieures. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 451 et
452, remp.

609. 1. Les articles 451 et 452 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« montant
déterminé »

« **451.** Pour l'application de l'article 453, l'expression « montant déterminé », à l'égard d'une ristourne payée par une personne au cours de son exercice, signifie le montant calculé selon la formule suivante:

$$A \times \frac{(B + D)}{(C + D)}.$$

Application

Pour l'application de cette formule:

1° la lettre A représente le montant de la ristourne;

2° la lettre B représente la valeur totale de toute contrepartie devenue due, ou payée sans être devenue due, au cours de l'exercice précédent de la personne alors qu'elle était un inscrit, pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées au Québec, autres que des fournitures de ses immobilisations par vente et des fournitures détaxées;

3° la lettre C représente la valeur totale de toute contrepartie devenue due, ou payée sans être devenue due, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables et non taxables qu'elle a effectuées au Québec, autres que des fournitures de ses immobilisations par vente;

4° la lettre D représente le total de la taxe devenue payable, ou payée sans être devenue payable, au cours de l'exercice précédent de la personne à l'égard des fournitures taxables qu'elle a effectuées, autres que des fournitures de ses immobilisations par vente.

Exercice
d'une per-
sonne

« **452.** Pour l'application de la présente sous-section, l'exercice d'une personne correspond à son exercice au sens de l'article 458.1. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 453, mod.

610. 1. L'article 453 de cette loi, modifié par l'article 234 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° par le suivant :

« *b*) dans le cas où la personne donnée a effectué un choix qui est en vigueur pour cet exercice afin que le présent sous-paragraphe s'applique, de la partie de la ristourne qui est relative à des fournitures taxables qu'elle a effectuées à l'autre personne, autres que des fournitures détaxées; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 454, remp.

611. 1. L'article 454 de cette loi est remplacé par le suivant :

Exception -
choix

« **454.** L'article 453 ne s'applique pas à une ristourne payée par une personne au cours d'un exercice de celle-ci pour lequel un choix effectué en vertu du présent article est en vigueur, auquel cas la ristourne est réputée ne pas être une réduction de la contrepartie d'une fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 454.1 à
454.3, aj.

612. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 454, des suivants :

Moment du
choix

« **454.1** Le choix effectué par une personne en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 453 ou de l'article 454 doit être effectué avant qu'une ristourne ne soit payée par la personne au cours de son exercice à compter duquel le choix prend effet.

Révocation
du choix

« **454.2** Le choix effectué par une personne en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 453 ou de l'article 454 peut être révoqué par celle-ci avant qu'une ristourne ne soit payée par la personne au cours de son exercice durant lequel la révocation prend effet.

Date du
paiement de
la ristourne

« **454.3** Pour l'application de la présente sous-section, une ristourne est réputée être payée le jour où elle est déclarée. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 455, remp.

613. 1. L'article 455 de cette loi est remplacé par le suivant :

Déduction
dans le cal-
cul de la
taxe nette
du construc-
teur

« **455.** Un constructeur qui, dans les circonstances visées aux articles 366 ou 370.1, paie à un particulier ou porte à son crédit un montant au titre d'un remboursement visé à ceux-ci et qui transmet la demande du particulier pour le remboursement au ministre conformément aux articles 367 ou 370.2, peut déduire le montant dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration au cours de laquelle le montant est payé ou porté au crédit du particulier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1, inti-
tulé et
a. 455.1, aj.

614. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 455, de ce qui suit :

« § 6.1. — *Paiement d'un remboursement par un inscrit*

Déduction
pour rem-
boursement
— fourniture
à des person-
nes qui ne
résident pas
au Québec

« **455.1** Un inscrit qui, dans les circonstances visées aux articles 353.2, 356, 357.3 ou 357.5, paie à une personne ou porte à son crédit un montant au titre d'un remboursement visé à ceux-ci, peut déduire le montant dans le calcul de sa taxe nette :

1° soit pour sa période de déclaration qui comprend le jour donné qui est le dernier en date du dernier jour où toute taxe à laquelle le remboursement se rapporte devient payable et du jour où le montant est payé ou crédité ;

2° soit pour toute période de déclaration subséquente de l'inscrit pour laquelle une déclaration est produite dans l'année suivant le jour donné. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 30 septembre 1992, pour l'application de l'article 455.1 de cette loi que le paragraphe 1 édicte, la référence à l'article 353.2 doit être lue comme une référence à l'article 353.5.

c. T-0.1,
a. 456, remp.

615. 1. L'article 456 de cette loi est remplacé par le suivant :

Location
d'une voi-
ture de tou-
risme

« **456.** Dans le cas où au cours d'une année d'imposition d'un inscrit, la taxe à l'égard d'une fourniture par louage d'une voiture de tourisme devient payable ou est payée par l'inscrit sans qu'elle ne soit devenue payable et que le total de la contrepartie de la fourniture qui

serait déductible dans le calcul de son revenu pour l'année pour l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), si l'inscrit était un contribuable en vertu de cette loi et que celle-ci était lue en faisant abstraction de son article 421.6, excède le montant relatif à cette contrepartie qui est déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année pour l'application de cette loi, ou qui le serait s'il était un contribuable en vertu de celle-ci, un montant déterminé selon la formule suivante doit être ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période de déclaration indiquée de l'inscrit :

$$A \times B \times C.$$

Application

Pour l'application de cette formule :

1° la lettre A représente le résultat obtenu en divisant cet excédent par cette contrepartie ;

2° la lettre B représente la taxe payée ou payable à l'égard de cette fourniture à l'exception de la taxe que l'inscrit, en raison des articles 203, 206 ou 206.1, n'a pas le droit d'inclure dans le calcul de son remboursement de la taxe sur les intrants ;

3° la lettre C représente la proportion de l'utilisation de la voiture dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit par rapport à l'utilisation totale de la voiture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
titre I,
chap. VIII,
section IV,
intitulé,
remp.

616. 1. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section IV du chapitre VIII du titre I par le suivant :

« EXERCICE, PÉRIODE DE DÉCLARATION ET DÉCLARATION ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 458.1 à
458.5, aj.

617. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section IV du chapitre VIII du titre I, de ce qui suit :

« § 0.1 — *Exercice*

« I. — *Définitions*

Définitions

« **458.1** Pour l'application de la présente section et sous réserve de l'article 458.6 :

exercice
d'une per-
sonne

1° l'exercice d'une personne correspond :

a) dans le cas où la personne n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada):

i. si le choix prévu à l'article 458.4 est en vigueur, à la période choisie par la personne conformément à cet article;

ii. dans tout autre cas, à son année d'imposition au sens de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

b) dans le cas où l'exercice de la personne est déterminé conformément à l'article 458.2, à l'exercice déterminé conformément à cet article;

c) dans tout autre cas, à l'exercice de la personne pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

trimestre
d'exercice
d'un exer-
cice d'une
personne

2° le trimestre d'exercice d'un exercice d'une personne correspond:

a) dans le cas où, soit la personne n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, soit la période de déclaration de la personne correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de cette loi, aux trimestres d'exercice déterminés conformément à l'article 458.2;

b) dans tout autre cas, aux trimestres d'exercice déterminés conformément à l'article 243 de la Loi sur la taxe d'accise pour l'application de celle-ci;

mois d'exer-
cice d'un
exercice
d'une per-
sonne

3° le mois d'exercice d'un exercice d'une personne correspond:

a) dans le cas où les mois d'exercice d'un exercice de la personne sont déterminés conformément à l'article 458.2, aux mois d'exercice déterminés conformément à cet article;

b) dans tout autre cas, au mois civil.

«II. — Détermination d'un exercice, de trimestres d'exercice et de mois d'exercice

Avis au
ministre

«**458.2** Sous réserve de l'article 458.6, une personne fournit au ministre les renseignements prévus au paragraphe 3 de l'article 243 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) conformément aux dispositions prévues aux paragraphes 1 et 2 de cet article, de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits si, selon le cas:

1° la personne est visée à l'article 459.1;

2° la personne fait, ou a fait, le choix prévu à l'article 459.4 qui est en vigueur le jour visé au deuxième alinéa et, soit elle n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, soit la période de déclaration de la personne correspond à son exercice au sens de la partie IX de cette loi pour l'application de celle-ci.

Délai

Les renseignements visés au premier alinéa doivent être fournis le jour ou avant le jour qui est :

1° si la personne devient un inscrit au cours d'un exercice, le dernier en date des jours suivants :

a) le jour où elle présente une demande d'inscription ou, dans le cas où elle est tenue de présenter une demande d'inscription en vertu des articles 410 ou 410.1, le jour où elle est tenue de présenter cette demande d'inscription ;

b) le jour de l'entrée en vigueur de l'inscription ;

2° si la période de déclaration de la personne correspond à son trimestre d'exercice, au cours d'un exercice, le premier jour de l'exercice qui suit immédiatement celui où le choix fait par la personne en vertu de l'article 459.4 entre en vigueur ;

3° dans tout autre cas, le premier jour de l'exercice de la personne.

Présomption
en cas de
défaut

Dans le cas où une personne ne fournit pas au ministre les renseignements visés au premier alinéa conformément au présent article, les règles suivantes s'appliquent :

1° si l'exercice de la personne correspond à l'année civile, les trimestres d'exercice sont réputés correspondre aux trimestres civils ;

2° malgré l'article 458.4, si l'exercice de la personne ne correspond pas à l'année civile, l'exercice de la personne est réputé correspondre à l'année civile et ses trimestres d'exercice sont réputés correspondre aux trimestres civils.

Mois d'exer-
cice

« **458.3** Dans le cas où une personne qui n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) ou dont la période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de cette loi fournit au ministre les renseignements visés à l'article 458.2 conformément à cet article, le ministre peut, si une demande lui est présentée par écrit de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits,

permettre qu'un mois d'exercice d'un trimestre d'exercice d'une personne compte plus de 35 jours ou, sauf s'il s'agit du premier ou du dernier mois d'exercice du trimestre d'exercice, moins de 28 jours.

« III. — *Choix d'exercice*

Modalités

« **458.4** Une personne qui n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) peut faire un choix visé au deuxième alinéa, de la manière prescrite par le ministre au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits.

Portée du
choix

La personne visée au premier alinéa peut :

1° dans le cas où son année d'imposition au sens de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise ne correspond pas à l'année civile, faire un choix pour que ses exercices y correspondent ;

2° dans le cas d'un particulier ou d'une fiducie dont l'année d'imposition au sens de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise ne correspond pas à une période qui est, pour l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), l'exercice financier d'une entreprise exploitée par le particulier ou la fiducie, ou par une société dont le particulier ou la fiducie est membre, faire un choix pour que son exercice y corresponde.

Application

Pour l'application des alinéas précédents, les règles suivantes s'appliquent :

1° le choix visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa prend effet le premier jour de l'année civile ;

2° le choix visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa prend effet le premier jour d'un des exercices financiers du particulier ou de la fiducie ;

3° le choix doit préciser le jour où il doit prendre effet et être produit au ministre ce jour ou avant ce jour.

Révocation
du choix

« **458.5** Une personne peut révoquer le choix fait en vertu de l'article 458.4 de la manière prescrite par le ministre au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits.

Application

Pour l'application du premier alinéa, les règles suivantes s'appliquent :

1° la révocation prend effet le premier jour de l'année d'imposition de la personne qui commence plus d'un an après que le choix prévu à l'article 458.4 soit entré en vigueur;

2° la révocation doit préciser le jour où elle doit prendre effet et être produite au ministre ce jour ou avant ce jour. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 458.1, 458.4 et 458.5 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 23 novembre 1992, l'article 458.1 de cette loi doit se lire comme suit:

Définitions

« **458.1** Pour l'application de la présente section et sous réserve de l'article 458.6:

exercice
d'une per-
sonne

1° l'exercice d'une personne correspond:

a) dans le cas où la personne n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada):

i. si le choix prévu à l'article 458.4 est en vigueur, à la période choisie par la personne conformément à cet article;

ii. dans tout autre cas, à son année d'imposition au sens de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

b) dans tout autre cas, à l'exercice de la personne pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

mois d'exer-
cice d'un
exercice
d'une per-
sonne

2° le mois d'exercice d'un exercice d'une personne correspond au mois civil ou à la période de déclaration déterminée conformément au deuxième alinéa de l'article 459. »;

b) pour la période du 24 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 458.1 de cette loi doit se lire comme suit:

Définitions

« **458.1** Pour l'application de la présente section et sous réserve de l'article 458.6:

exercice
d'une per-
sonne

1° l'exercice d'une personne correspond:

a) dans le cas où la personne n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada):

i. si le choix prévu à l'article 458.4 est en vigueur, à la période choisie par la personne conformément à cet article;

ii. dans tout autre cas, à son année d'imposition au sens de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

b) dans le cas où l'exercice de la personne est déterminé conformément à l'article 458.2, à l'exercice déterminé conformément à cet article;

c) dans tout autre cas, à l'exercice de la personne pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise;

mois d'exer-
cice d'un
exercice
d'une per-
sonne

2° le mois d'exercice d'un exercice d'une personne correspond:

a) dans le cas où les mois d'exercice d'un exercice de la personne sont déterminés conformément à l'article 458.2, aux mois d'exercice déterminés conformément à cet article;

b) dans tout autre cas, au mois civil. ».

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 458.2 et 458.3 de cette loi qu'il édicte, aux personnes dont l'exercice commence après le 24 novembre 1992. Toutefois:

a) pour la période du 25 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 458.2 de cette loi doit se lire comme suit:

Avis au
ministre

« **458.2** Sous réserve de l'article 458.6, une personne fournit au ministre les renseignements prévus au paragraphe 3 de l'article 243 de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) conformément aux dispositions prévues aux paragraphes 1 et 2 de cet article, de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits si elle est visée à l'article 459.1.

Délai

Les renseignements visés au premier alinéa doivent être fournis le jour ou avant le jour qui est:

1° si la personne devient un inscrit au cours d'un exercice, le dernier en date des jours suivants:

a) le jour où elle présente une demande d'inscription ou, dans le cas où elle est tenue de présenter une demande d'inscription en vertu des articles 410 ou 410.1, le jour où elle est tenue de présenter cette demande d'inscription;

b) le jour de l'entrée en vigueur de l'inscription;

2° dans tout autre cas, le premier jour de l'exercice de la personne. »;

b) pour l'application de l'article 458.2 de cette loi à l'égard d'une personne visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 620, cette personne fournit au ministre les renseignements visés au premier alinéa de l'article 458.2 de cette loi dans le mois civil qui précède le premier jour du mois d'exercice au cours duquel sa période de déclaration correspond à son mois d'exercice, conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 620;

c) pour l'application de l'article 458.2 de cette loi à l'égard d'une personne visée au sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 620, cette personne fournit au ministre les renseignements visés au premier alinéa de l'article 458.2 de cette loi dans le mois civil qui précède le jour de l'entrée en vigueur du choix visé au sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 620;

d) pour l'application de l'article 458.2 de cette loi à l'égard d'une personne visée au paragraphe 4 de l'article 620 qui n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section v de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) ou dont la période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de cette loi, cette personne fournit au ministre les renseignements visés au premier alinéa de l'article 458.2 de cette loi avant le premier jour de l'exercice qui suit immédiatement l'exercice qui commence à un moment quelconque au cours de l'année 1992 et se termine au cours de l'année 1993.

c. T-0.1,
a. 458.6, aj.

618. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la sous-section 1 de la section IV du chapitre VIII, de ce qui suit :

« I. — Généralités

Période de
déclaration
correspon-
dante à celle
prévue à la
Loi sur la
taxe d'accise

« **458.6** Pour l'application de la présente section, les règles suivantes s'appliquent, malgré l'article 459 :

1° dans le cas où une personne fait le choix prévu à l'article 459.4 et que sa période de déclaration correspond à son trimestre d'exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) au moment où le choix prévu à l'article 459.4 entre en vigueur, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi;

2° dans le cas où une personne a fait le choix prévu à l'article 459.4 et que sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise est modifiée pour correspondre à son trimestre d'exercice, ou qu'elle devient un inscrit en vertu de la

sous-section d de la section V de la partie IX de cette loi et que sa période de déclaration correspond à son trimestre d'exercice pour l'application de la partie IX de cette loi, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi, au moment où cette période entre en vigueur en vertu de cette loi;

3° dans le cas où une personne fait le choix prévu à l'article 460 et que sa période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise au moment où le choix prévu à l'article 460 entre en vigueur, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi;

4° dans le cas où une personne a fait le choix prévu à l'article 460 et que sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise est modifiée pour correspondre à son exercice, ou qu'elle devient un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de cette loi et que sa période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de cette loi, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi, au moment où cette période entre en vigueur en vertu de cette loi.

Demande du
ministre

Pour l'application du premier alinéa, le ministre peut exiger d'une personne qu'elle l'informe de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et dans le délai qu'il détermine, de ses périodes de déclaration pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise pour chacun de ses exercices financiers. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 23 novembre 1992, l'article 458.6 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit:

Période de
déclaration
correspon-
dante à celle
prévues à la
Loi sur la
taxe d'accise

« **458.6** Pour l'application de la présente section et malgré l'article 459, dans le cas où une personne fait le choix prévu à l'article 460 et que sa période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) au moment où le choix prévu à l'article 460 entre en vigueur, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi. »;

b) pour la période du 24 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 458.6 de cette loi doit se lire comme suit :

Période de
déclaration
correspon-
dante à celle
prévue à la
Loi sur la
taxe d'accise

« **458.6** Pour l'application de la présente section, les règles suivantes s'appliquent, malgré l'article 459 :

1° dans le cas où une personne fait le choix prévu à l'article 460 et que sa période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) au moment où le choix prévu à l'article 460 entre en vigueur, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi ;

2° dans le cas où une personne a fait le choix prévu à l'article 460 et que sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise est modifiée pour correspondre à son exercice, ou qu'elle devient un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de cette loi et que sa période de déclaration correspond à son exercice pour l'application de la partie IX de cette loi, la période de déclaration de la personne est réputée correspondre à sa période de déclaration pour l'application de la partie IX de cette loi, au moment où cette période entre en vigueur en vertu de cette loi.

Demande du
ministre

Pour l'application du premier alinéa, le ministre peut exiger d'une personne qu'elle l'informe de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et dans le délai qu'il détermine, de son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise. ».

c. T-0.1,
a. 459, remp.

619. 1. L'article 459 de cette loi, remplacé par l'article 237 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par le suivant :

Période de
déclaration
d'une per-
sonne

« **459.** La période de déclaration d'une personne correspond :

1° dans le cas d'une personne qui n'est pas un inscrit et sous réserve des articles 466 et 467, au mois civil ;

2° dans le cas d'une personne qui est un inscrit à un moment donné au cours de son exercice et sous réserve des articles 464, 466 et 467 :

a) à son exercice qui comprend ce moment, si elle a fait le choix prévu à l'article 460 qui est en vigueur à ce moment ;

b) à son trimestre d'exercice qui comprend ce moment, si elle a fait le choix prévu à l'article 459.4 qui est en vigueur à ce moment ;

c) dans tout autre cas, à son mois d'exercice qui comprend ce moment. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 24 novembre 1992. Toutefois, pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1993, l'article 459 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit:

Période de
déclaration
d'une per-
sonne

« **459.** La période de déclaration d'une personne correspond :

1° dans le cas d'une personne qui n'est pas un inscrit et sous réserve des articles 466 et 467, au mois civil;

2° dans le cas d'une personne qui est un inscrit à un moment donné au cours de son exercice et sous réserve des articles 460.1, 464, 466 et 467:

a) à son exercice qui comprend ce moment, si elle a fait le choix prévu à l'article 460 qui est en vigueur à ce moment;

b) dans tout autre cas, à son mois d'exercice qui comprend ce moment. ».

c. T-0.1,
aa. 459.1 à
459.5, aj.

620. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 459, de ce qui suit:

« II. — Choix de périodes

« 1. — Avis du mois d'exercice

Mois d'exer-
cice diffé-
rent du mois
civil

« **459.1** Dans le cas où la période de déclaration d'une personne correspond à son mois d'exercice qui est le mois civil, la période de déclaration de celle-ci peut correspondre à son mois d'exercice, autre que le mois civil, si elle fournit au ministre les renseignements visés à l'article 458.2 conformément à cet article.

Application

Pour l'application du premier alinéa, la période de déclaration de la personne correspond à son mois d'exercice, autre que le mois civil, le premier jour de l'exercice de la personne si elle est un inscrit ou le jour où la personne devient un inscrit.

Cessation
du mois
d'exercice

La période de déclaration de la personne cesse de correspondre à son mois d'exercice, autre que le mois civil, le premier en date des jours suivants:

1° si un choix est fait par la personne en vertu de l'article 459.4 ou de l'article 460, le jour où ce choix entre en vigueur;

2° si la personne ne fournit pas au ministre les renseignements visés à l'article 458.2 conformément à cet article pour un exercice, le premier jour de cet exercice.

«2. — Choix du mois d'exercice

Choix du
mois d'exer-
cice

«**459.2** Une personne peut faire un choix pour que sa période de déclaration corresponde à son mois d'exercice.

Durée du
choix

«**459.3** Le choix prévu à l'article 459.2 entre en vigueur le premier jour de l'exercice de la personne et le demeure jusqu'au jour de l'entrée en vigueur d'un choix fait par la personne en vertu de l'article 459.4 ou de l'article 460.

«3. — Choix du trimestre d'exercice

Choix du tri-
mestre
d'exercice

«**459.4** Une personne peut faire un choix pour que sa période de déclaration corresponde à son trimestre d'exercice dans le cas où, à la fois :

1° le montant déterminant de la personne pour un exercice donné n'excède pas 12 000 \$;

2° la période de déclaration de la personne correspond à son trimestre d'exercice ou à son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) ou elle n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de cette loi.

Entrée en
vigueur

Le choix prévu au premier alinéa entre en vigueur, selon le cas :

1° le premier jour de l'exercice de la personne si elle est un inscrit;

2° le jour où la personne devient un inscrit;

3° le jour où le choix prévu à l'article 460 cesse d'être en vigueur par suite de l'application du paragraphe 2° de l'article 461 à l'égard du choix prévu à l'article 460.

Durée du
choix

«**459.5** Le choix prévu à l'article 459.4 demeure en vigueur jusqu'au premier en date des jours suivants :

1° si un choix est fait par la personne en vertu de l'article 459.2 ou de l'article 460, le jour où ce choix entre en vigueur;

2° si la période de déclaration de la personne correspond à son mois d'exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe

d'accise (Statuts du Canada), le premier jour du mois d'exercice au cours duquel sa période de déclaration correspond à son mois d'exercice pour l'application de cette loi;

3° si le montant déterminant de la personne excède 12 000 \$ pour un trimestre d'exercice donné, le premier jour de ce trimestre;

4° si le montant déterminant de la personne excède 12 000 \$ pour un exercice donné, le premier jour de cet exercice. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 459.1 à 459.3 qu'il édicte, aux personnes dont l'exercice commence après le 24 novembre 1992. Toutefois:

a) pour la période du 25 novembre 1992 au 31 décembre 1992, le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 459.1 de cette loi doit se lire en faisant abstraction de la mention « de l'article 459.4 ou » qui s'y retrouve;

b) pour l'application de l'article 459.1 de cette loi à l'égard d'une personne dont l'exercice commence avant le 24 novembre 1992 et se termine à un moment quelconque au cours de l'année 1993, la période de déclaration de la personne correspond à son mois d'exercice, autre que le mois civil, au cours de cet exercice, le premier jour du mois d'exercice suivant le mois civil où elle fournit au ministre les renseignements visés à l'article 458.2 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 617 édicte, conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 3 de l'article 617;

c) pour la période du 25 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 459.3 de cette loi doit se lire en faisant abstraction de la mention « de l'article 459.4 ou » qui s'y retrouve;

d) pour l'application de l'article 459.3 de cette loi, dans le cas où une personne fait le choix prévu à l'article 459.2 et que sa période de déclaration correspond à son trimestre d'exercice au début du premier trimestre d'exercice qui commence et se termine durant l'année 1993 sans qu'elle n'ait fait le choix prévu à l'article 459.4 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, le choix prévu à l'article 459.2 de cette loi entre en vigueur le premier jour du mois d'exercice suivant le mois civil au cours duquel le choix est produit au ministre conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 4 de l'article 624.

3. Sous réserve des paragraphes 4 et 5, le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 459.4 et 459.5 de cette loi qu'il édicte, aux personnes dont l'exercice commence le 1^{er} janvier 1993 ou après cette date.

4. Pour l'application de l'article 459.4 de cette loi, une personne dont l'exercice commence à un moment quelconque au cours de l'année 1992 pour se terminer au cours de l'année 1993 peut faire un choix en vertu de cet article, avant le début de l'exercice qui suit immédiatement cet exercice, si, à la fois :

1° à compter du 1^{er} juillet 1992, le total des montants suivants n'excède pas 1 000 \$ à l'égard d'un mois d'exercice donné de l'exercice de la personne :

a) les montants devenus percevables et les autres montants perçus par la personne et qui sont visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autre que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de la personne ;

b) les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de la personne en vertu des articles 297.2 et 350.30 ;

c) les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus par la personne au titre de la taxe prévue au titre III ;

d) le total des montants dont chacun représente un montant à l'égard d'un associé de la personne égal au total des montants suivants :

i. les montants devenus percevables et les autres montants perçus par l'associé et qui sont visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autre que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de l'associé ;

ii. les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de l'associé en vertu des articles 297.2 et 350.30 ;

iii. les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus par l'associé au titre de la taxe prévue au titre III ;

2° au moment de l'entrée en vigueur du choix fait par la personne en vertu de l'article 459.4, la période de déclaration de celle-ci correspond à son trimestre d'exercice ou à son exercice pour l'application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Statuts du Canada) ou la personne n'est pas un inscrit en vertu de la sous-section d de la section v de la partie IX de cette loi.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, une personne peut faire un choix en vertu de l'article 459.4 de cette loi si elle démontre, à la satisfaction du ministre, que le total des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *d* de ce paragraphe n'excédera pas 12 000 \$ pour

l'exercice qui commence à un moment quelconque au cours de l'année 1992 pour se terminer au cours de l'année 1993.

Pour l'application du présent paragraphe, le choix fait par la personne en vertu de l'article 459.4 de cette loi entre en vigueur le premier jour du trimestre d'exercice suivant le mois civil au cours duquel le choix est produit au ministre conformément au sous-paragraphe c du paragraphe 4 de l'article 624.

5. Pour l'application des articles 459.4 et 459.5 de cette loi, une personne dont la période de déclaration correspond à son trimestre d'exercice, sans qu'elle n'ait fait le choix prévu à l'article 459.4, est réputée avoir fait le choix qui y est prévu.

c. T-0.1,
a. 460, remp.

621. 1. L'article 460 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

«4. — Choix de l'exercice

Choix de
l'exercice

«460. Une personne dont le montant déterminant pour un exercice donné n'excède pas 1 500 \$ peut faire un choix pour que sa période de déclaration corresponde à son exercice.

Entrée en
vigueur

Le choix prévu au premier alinéa entre en vigueur, selon le cas:

1° le premier jour de l'exercice de la personne si elle est un inscrit;

2° le jour où la personne devient un inscrit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois, le choix fait par une personne en vertu de l'article 460 de cette loi pour son exercice qui commence avant le 24 novembre 1992 et se termine à un moment quelconque après cette date, avant le début de l'exercice qui suit immédiatement cet exercice, entre en vigueur le premier jour du mois d'exercice qui suit immédiatement le mois civil au cours duquel le choix est produit au ministre conformément au sous-paragraphe d du paragraphe 4 de l'article 624.

c. T-0.1,
aa. 460.1, ab.

622. 1. L'article 460.1 de cette loi, édicté par l'article 238 du chapitre 19 des lois de 1993, est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
aa. 461 et
462, remp.

623. 1. Les articles 461 et 462 de cette loi, modifiés par les articles 239 et 240 du chapitre 19 des lois de 1993, sont remplacés par ce qui suit:

Durée du
choix

«**461.** Le choix prévu à l'article 460 demeure en vigueur jusqu'au premier en date des jours suivants:

1° si le montant déterminant de la personne pour un exercice donné excède 1 500 \$, le premier jour de cet exercice;

2° si le montant déterminant de la personne pour un mois d'exercice donné excède 1 500 \$, le premier jour de ce mois;

3° si un choix est fait par la personne en vertu de l'article 459.2 ou de l'article 459.4, le jour où ce choix entre en vigueur.

«III. — Modalités d'un choix

«1. — Calcul du montant déterminant

Montant
déterminant
à l'égard
d'un exer-
cice donné

«**462.** Pour l'application des articles 459.4, 459.5, 460 et 461, le montant déterminant d'une personne à l'égard d'un exercice donné de celle-ci correspond au total des montants suivants:

1° le montant calculé selon la formule suivante:

$$A \times \frac{365}{B};$$

2° le total des montants dont chacun représente un montant à l'égard d'un associé de la personne qui lui était associée à la fin de l'exercice de l'associé qui est le dernier exercice de celui-ci se terminant au même moment que l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné de la personne ou à un moment quelconque au cours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné de la personne, calculé selon la formule suivante:

$$C \times \frac{365}{D}.$$

Application

Pour l'application de ces formules:

1° la lettre A représente le total des montants suivants:

a) les montants devenus percevables et les autres montants perçus au cours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné par la personne et qui sont visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de la personne;

b) les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de la personne en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné;

c) les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus au cours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné par la personne au titre de la taxe prévue au titre III;

2° la lettre B représente le nombre de jours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné;

3° la lettre C représente le total des montants suivants:

a) les montants devenus percevables et les autres montants perçus au cours de l'exercice de l'associé par celui-ci et qui sont visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de l'associé;

b) les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de l'associé en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours de son exercice;

c) les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus au cours de l'exercice de l'associé par celui-ci au titre de la taxe prévue au titre III;

4° la lettre D représente le nombre de jours de l'exercice de l'associé. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 23 novembre 1992, l'article 461 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit:

Durée du
choix

« **461.** Le choix prévu à l'article 460 ou 460.1 demeure en vigueur jusqu'au premier en date des jours suivants:

1° si le montant déterminant de la personne pour un exercice donné excède 1 500 \$ quant au choix prévu à l'article 460 ou 4 280 \$ quant au choix prévu à l'article 460.1, le premier jour de cet exercice;

2° si le montant déterminant de la personne pour un mois d'exercice donné excède 1 500 \$ quant au choix prévu à l'article 460 ou 4 280 \$ quant au choix prévu à l'article 460.1, le premier jour de ce mois;

3° si le ministre révoque le choix en vertu de l'article 463, le premier jour de l'année civile suivant immédiatement celle où la personne présente la demande de révocation.»;

b) pour la période du 24 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 461 de cette loi doit se lire comme suit:

Durée du
choix

« **461.** Le choix prévu à l'article 460 ou 460.1 demeure en vigueur jusqu'au premier en date des jours suivants:

1° si le montant déterminant de la personne pour un exercice donné excède 1 500 \$ quant au choix prévu à l'article 460 ou 4 280 \$ quant au choix prévu à l'article 460.1, le premier jour de cet exercice;

2° si le montant déterminant de la personne pour un mois d'exercice donné excède 1 500 \$ quant au choix prévu à l'article 460 ou 4 280 \$ quant au choix prévu à l'article 460.1, le premier jour de ce mois;

3° si le ministre révoque le choix en vertu de l'article 463, le premier jour de l'année civile suivant immédiatement celle où la personne présente la demande de révocation;

4° si un choix est fait par la personne en vertu de l'article 459.2, le jour où ce choix entre en vigueur.»;

c) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992, la référence aux articles 459.4, 459.5, 460 et 461 au premier alinéa de l'article 462 de cette loi, que le paragraphe 1 édicte, doit être lue comme une référence aux articles 460 à 461;

d) pour l'application des paragraphes 2° et 4° du deuxième alinéa de l'article 462 de cette loi, seuls les jours de l'exercice après le 30 juin 1992 doivent être compris dans le nombre de jours de l'exercice qui précède immédiatement l'exercice donné.

c. T-0.1,
aa. 462.1 à
462.3, aj.

624. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 462, de ce qui suit:

Montant
déterminant
à l'égard
d'un trimestre
d'exercice
donné

« **462.1** Pour l'application des articles 459.4 et 459.5, le montant déterminant d'une personne à l'égard d'un trimestre d'exercice donné à un moment quelconque d'un exercice de celle-ci correspond au total des montants suivants:

1° les montants devenus percevables et les autres montants perçus au cours des trimestres d'exercice se terminant dans cet exercice qui précèdent immédiatement le trimestre d'exercice donné de cet exercice par la personne et qui sont visés au sous-paragraphe

a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de la personne;

2° les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de la personne en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours des trimestres d'exercice se terminant dans cet exercice qui précèdent immédiatement le trimestre d'exercice donné de cet exercice;

3° les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus au cours des trimestres d'exercice de cet exercice qui précèdent immédiatement le trimestre d'exercice donné par la personne au titre de la taxe prévue au titre III;

4° le total des montants dont chacun représente un montant à l'égard d'un associé de la personne au début du trimestre d'exercice donné égal au total des montants suivants:

a) les montants devenus percevables et les autres montants perçus par l'associé au cours de ses trimestres d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice donné et qui sont visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de l'associé;

b) les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de l'associé en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours de ses trimestres d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice donné;

c) les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus par l'associé au cours de ses trimestres d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice donné au titre de la taxe prévue au titre III.

Montant
déterminant
à l'égard
d'un mois
d'exercice
donné

« **462.2** Pour l'application des articles 460 et 461, le montant déterminant d'une personne à l'égard d'un mois d'exercice donné à un moment quelconque d'un exercice de celle-ci correspond au total des montants suivants:

1° les montants devenus percevables et les autres montants perçus au cours des mois d'exercice de cet exercice qui précèdent immédiatement le mois d'exercice donné par la personne et qui sont visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de la personne;

2° les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de la personne en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours des mois d'exercice de cet exercice qui précèdent immédiatement le mois d'exercice donné;

3° les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus au cours des mois d'exercice de cet exercice qui précèdent immédiatement le mois d'exercice donné par la personne au titre de la taxe prévue au titre III;

4° le total des montants dont chacun représente un montant à l'égard d'un associé de la personne au début du mois d'exercice donné égal au total des montants suivants:

a) les montants devenus percevables et les autres montants perçus par l'associé au cours de ses mois d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du mois d'exercice donné et qui sont visés au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 428, autres que la taxe payable par un acquéreur à l'égard de la fourniture par vente d'une immobilisation de l'associé;

b) les montants qui doivent être ajoutés dans le calcul de la taxe nette de l'associé en vertu des articles 297.2 et 350.30 au cours de ses mois d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du mois d'exercice donné;

c) les montants perçus et ceux qui auraient dû être perçus par l'associé au cours de ses mois d'exercice qui se terminent au cours de l'exercice de la personne mais avant le début du mois d'exercice donné au titre de la taxe prévue au titre III.

Partie d'un
mois civil

Pour l'application du présent article, toute partie du mois civil comprise dans l'exercice de la personne constitue un mois d'exercice.

«2. — Production d'un choix

Modalités

«**462.3** Un choix fait en vertu de l'article 459.2, 459.4 ou 460 par une personne doit être produit au ministre de la manière prescrite par ce dernier au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et préciser le premier exercice auquel il s'applique.

Délais

Le choix visé au premier alinéa doit être produit:

1° dans le cas où le choix entre en vigueur le jour où la personne devient un inscrit, au moment où la personne présente une demande

d'inscription ou, dans le cas où l'inscription de la personne entre en vigueur après ce moment, à un moment quelconque entre ce moment et celui auquel l'inscription entre en vigueur;

2° dans le cas où le choix est fait en vertu de l'article 460 et que la période de déclaration se terminant immédiatement avant le jour où le choix entre en vigueur est un trimestre d'exercice de la personne, dans les trois mois suivant ce jour;

3° dans tout autre cas, dans les deux mois suivant le jour où le choix entre en vigueur. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 462.1 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} janvier 1993. Toutefois, pour l'application de cet article à l'égard d'un exercice qui commence à un moment quelconque au cours de l'année 1992 pour se terminer au cours de l'année 1993, seuls les trimestres d'exercice complets qui commencent après le 30 juin 1992 doivent être pris en compte.

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 462.2 de cette loi qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992.

4. Le paragraphe 1 s'applique, quant à l'article 462.3 de cette loi qu'il édicte, à l'égard des personnes dont l'exercice commence après le 24 novembre 1992. Toutefois:

a) pour la période du 25 novembre 1992 au 31 décembre 1992, la partie qui précède le deuxième alinéa de l'article 462.3 de cette loi doit se lire en faisant abstraction de la référence à l'article 459.4;

b) pour l'application de l'article 462.3 de cette loi à l'égard d'une personne visée au sous-paragraphe d du paragraphe 2 de l'article 620, le choix fait par la personne en vertu de l'article 459.2 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 620 édicte, doit être produit au ministre avant le premier jour de l'exercice qui suit immédiatement l'exercice au cours duquel sa période de déclaration correspond à son trimestre d'exercice sans qu'elle n'ait fait le choix prévu à l'article 459.4 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 620 édicte;

c) pour l'application de l'article 462.3 de cette loi à l'égard d'une personne visée au paragraphe 4 de l'article 620, le choix fait par la personne en vertu de l'article 459.4 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 620 édicte, doit être produit au ministre avant le premier jour de l'exercice qui suit immédiatement l'exercice qui commence à un moment quelconque au cours de l'année 1992 et se termine au cours de l'année 1993;

d) pour l'application de l'article 462.3 de cette loi à l'égard d'une personne visée au paragraphe 2 de l'article 621, le choix fait par la personne en vertu de l'article 460 de cette loi, que le paragraphe 1 de l'article 621 édicte, doit être produit avant le premier jour de l'exercice qui suit immédiatement l'exercice qui commence avant le 24 novembre 1992 et se termine à un moment quelconque après cette date.

c. T-0.1,
a. 463, ab.

625. 1. L'article 463 de cette loi, modifié par l'article 241 du chapitre 19 des lois de 1993, est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 23 novembre 1992, l'article 463 de cette loi doit se lire comme suit:

Révocation
du choix

« **463.** Le ministre doit révoquer, par écrit, le choix effectué en vertu de l'article 460 ou 460.1, si la personne lui présente une demande à cette fin de la manière prescrite par le ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits.

Entrée en
vigueur

La révocation prend effet le premier jour de l'année civile suivant immédiatement celle où la personne présente la demande de révocation. »;

b) pour la période du 24 novembre 1992 au 31 décembre 1992, l'article 463 de cette loi doit se lire comme suit:

Révocation
du choix

« **463.** Le ministre doit révoquer, par écrit, le choix effectué en vertu de l'article 460.1, si la personne lui présente une demande à cette fin de la manière prescrite par le ministre, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits.

Entrée en
vigueur

La révocation prend effet le premier jour de l'année civile suivant immédiatement celle où la personne présente la demande de révocation. ».

c. T-0.1, inti-
tulé, aj.

626. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 464, de l'intitulé suivant:

« IV. — *Particularités* ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 464, 465
et 466 à 468,
rempl.

627. 1. Les articles 464 et 465 de cette loi, remplacés par les articles 242 et 243 du chapitre 19 des lois de 1993, et les articles 466 à 468 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Période de
déclaration
réputée

«**464.** Dans le cas où, à un moment quelconque, la période de déclaration d'une personne qui est un inscrit est modifiée, la période de déclaration de cette personne, déterminée en vertu de la sous-section 1, qui précède le jour de l'entrée en vigueur de sa nouvelle période de déclaration est réputée se terminer la veille de ce jour.

Vente d'une
immobilisa-
tion - verse-
ment de la
taxe

«**465.** Malgré l'article 460, la personne dont la période de déclaration correspond à son exercice et qui est tenue de percevoir la taxe prévue à l'article 16 ou qui perçoit des montants au titre de cette taxe à l'égard de la fourniture d'une immobilisation par vente, doit verser la taxe au ministre et lui produire, de la manière prescrite par ce dernier, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une déclaration relative à la taxe au plus tard le dernier jour du mois civil suivant celui où la taxe est devenue payable.

Période de
déclaration
d'un nouvel
inscrit

«**466.** Dans le cas où une personne devient un inscrit un jour donné, les périodes suivantes sont réputées être des périodes de déclaration distinctes de la personne :

1° la période commençant le premier jour du mois civil qui comprend le jour donné et se terminant la veille du jour donné;

2° la période commençant le jour donné et se terminant le dernier jour de la période de déclaration de la personne, déterminée en vertu de la sous-section 1, qui comprend le jour donné.

Période de
déclaration
d'une per-
sonne qui
cesse d'être
un inscrit

«**467.** Dans le cas où une personne cesse d'être un inscrit un jour donné, les périodes suivantes sont réputées être des périodes de déclaration distinctes de la personne :

1° la période commençant le premier jour de la période de déclaration de la personne, déterminée en vertu de la sous-section 1, qui comprend le jour donné et se terminant la veille du jour donné;

2° la période commençant le jour donné et se terminant le dernier jour du mois civil qui comprend le jour donné.

Production
par un ins-
crit

«**468.** Tout inscrit doit produire une déclaration au ministre pour chacune de ses périodes de déclaration :

1° dans le cas où la période de déclaration de l'inscrit correspond à son exercice, dans les trois mois civils suivant la fin de l'exercice;

2° dans tout autre cas, dans le mois civil suivant la fin de la période de déclaration.

Exceptions

Malgré le premier alinéa, les règles suivantes s'appliquent :

1° si la période de déclaration de l'inscrit correspond à son mois d'exercice ou à son trimestre d'exercice et qu'elle se termine au cours des sept premiers jours d'un mois civil donné, l'inscrit doit produire la déclaration avant la fin du mois civil donné;

2° si la période de déclaration de l'inscrit correspond à son exercice et qu'elle se termine au cours des sept premiers jours d'un mois civil donné, l'inscrit doit produire la déclaration avant la fin du deuxième mois civil suivant la fin de l'exercice. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 464, 465 et 468 qu'il édicte, à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 décembre 1992, l'article 465 de cette loi doit se lire comme suit:

Vente d'une
immobilisation - verse-
ment de la
taxe

« **465.** Malgré les articles 460 et 460.1, la personne dont la période de déclaration correspond à son exercice ou à son trimestre civil et qui est tenue de percevoir la taxe prévue à l'article 16 ou qui perçoit des montants au titre de cette taxe à l'égard de la fourniture d'une immobilisation par vente, doit verser la taxe au ministre et lui produire, de la manière prescrite par ce dernier, au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, une déclaration relative à la taxe au plus tard le dernier jour du mois suivant celui où la taxe est devenue payable. »;

b) pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 23 novembre 1992, l'article 468 de cette loi doit se lire en faisant abstraction de son deuxième alinéa;

c) pour la période du 24 novembre 1992 au 31 décembre 1992, le paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 468 de cette loi doit se lire en faisant abstraction des mots « ou à son trimestre d'exercice ».

3. Le paragraphe 1 s'applique, quant aux articles 466 et 467 qu'il édicte, à compter du 24 novembre 1992.

c. T-0.1,
a. 470, remp.

628. 1. L'article 470 de cette loi est remplacé par le suivant:

Production
par un
non-inscrit

« **470.** Toute personne qui n'est pas un inscrit doit produire une déclaration au ministre pour chacune de ses périodes de déclaration pour laquelle elle doit verser la taxe nette, dans le mois suivant la fin de la période de déclaration. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 472, mod.

629. 1. L'article 472 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Versement
de la taxe

« Le redevable doit produire la déclaration au ministre de la manière prescrite par ce dernier et lui verser le montant de la taxe prévue à l'article 18 qui est devenue payable au cours de la période de déclaration visée par la déclaration au plus tard :

1° dans le cas où le redevable est un inscrit, le jour où il est tenu de produire sa déclaration en vertu de la présente section pour cette période ;

2° dans les autres cas, le dernier jour du mois suivant la fin de cette période. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 527, remp.

630. 1. L'article 527 de cette loi est remplacé par le suivant :

Mandataire
du ministre

« **527.** Le titulaire d'un certificat d'inscription ou la personne tenue d'être titulaire d'un tel certificat doit agir comme mandataire du ministre, tenir compte de la taxe perçue prévue au présent titre ou qu'il aurait dû percevoir au cours de sa période de déclaration déterminée en vertu de la sous-section 1 de la section IV du chapitre VIII du titre I, en rendre compte au ministre sur le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, le lui produire de la manière prescrite par ce dernier et il doit lui verser le montant de cette taxe au plus tard le jour où il est tenu de produire sa déclaration pour la période de déclaration qui y est visée, conformément aux dispositions prévues à la sous-section 2 de la section IV du chapitre VIII du titre I, même si aucun paiement de prime d'assurance donnant lieu à celle-ci n'a été reçu durant sa période de déclaration. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 24 novembre 1992.

c. T-0.1,
a. 620, mod.

631. 1. L'article 620 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° dans le cas où le particulier est un constructeur de l'immeuble d'habitation uniquement par application du paragraphe 4° de la définition de l'expression « constructeur », le particulier est réputé ne pas être un constructeur de l'immeuble d'habitation et pour déterminer si une autre personne qui, après ce moment, effectue une fourniture de l'immeuble d'habitation ou d'un droit dans celui-ci est un constructeur de l'immeuble d'habitation, l'immeuble d'habitation est réputé avoir été occupé à ce moment par un particulier à titre de résidence ; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 621, mod.

632. 1. L'article 621 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° dans le cas où la personne est un constructeur du logement uniquement par application du paragraphe 4° de la définition de l'expression « constructeur », la personne est réputée ne pas être un constructeur du logement et pour déterminer si une autre personne qui, après ce moment, effectue une fourniture du logement ou d'un droit dans celui-ci est un constructeur du logement, la déclaration de copropriété relative à l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé est réputée avoir été enregistrée à ce moment et le logement est réputé avoir été occupé à ce moment par un particulier à titre de résidence; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 622, mod.

633. 1. L'article 622 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 2° et 3° par les suivants:

«2° l'article 223 ne s'applique pas à l'égard d'un logement en copropriété situé dans l'immeuble d'habitation avant que la propriété de l'immeuble d'habitation soit transférée à la personne;

«3° dans le cas où la personne est un constructeur de l'immeuble d'habitation uniquement par application du paragraphe 4° de la définition de l'expression « constructeur », la personne est réputée ne pas être un constructeur de l'immeuble d'habitation ou d'un logement en copropriété situé dans l'immeuble d'habitation et pour déterminer si une autre personne qui, après ce moment, effectue une fourniture de l'immeuble d'habitation, d'un logement en copropriété situé dans l'immeuble d'habitation ou d'un droit dans l'immeuble d'habitation ou le logement est un constructeur de l'immeuble d'habitation ou d'un logement situé dans l'immeuble d'habitation, la déclaration de copropriété relative à l'immeuble d'habitation est réputée avoir été enregistrée à ce moment et chacun des logements est réputé avoir été occupé à ce moment par un particulier à titre de résidence; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 639, remp.

634. 1. L'article 639 de cette loi est remplacé par le suivant:

Contrepartie payée ou due après le 30 avril 1992

«**639.** Sous réserve de l'article 647, la contrepartie de la fourniture taxable d'un service, à l'exception d'un service de transport, à l'égard duquel la taxe prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) ne s'applique pas, est réputée devenir due le 1^{er} juillet 1992 et ne pas être payée avant le 1^{er} juillet 1992, si la contrepartie est payée après

le 30 avril 1992 mais avant le 1^{er} juillet 1992 sans être devenue due ou est devenue due après le 30 avril 1992 mais avant le 1^{er} juillet 1992. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 640, mod.

635. 1. L'article 640 de cette loi, modifié par l'article 247 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Fourniture
dans le
cours nor-
mal d'une
entreprise

« **640.** Sous réserve des articles 637 et 647, la taxe est payable à l'égard de la contrepartie d'une fourniture taxable d'un service, à l'égard duquel la taxe prévue au chapitre II de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) ne s'applique pas, effectuée au Québec à une personne qui n'est pas un consommateur, par un fournisseur dans le cours normal d'une entreprise, dans la mesure où la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée sans être devenue due après le 31 août 1990 mais avant le 1^{er} mai 1992 relativement à un service qui n'est pas exécuté avant le 1^{er} juillet 1992. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 643.1 à
643.3, aj.

636. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 643, de ce qui suit :

Service juri-
dique

« **643.1** Aucune taxe n'est payable à l'égard de la contrepartie de la fourniture d'un service juridique dans la mesure où la contrepartie est relative à une partie du service qui a été exécutée avant le 1^{er} juillet 1992 et, en vertu de la convention relative à la fourniture, ne devient pas due avant :

1° soit la date où un tribunal en permet ou en ordonne le paiement ;

2° soit la date de cessation du service rendu par le fournisseur.

Service de
repré-
sentant per-
sonnel, de fidu-
ciaire, de
séquestre ou
de liquida-
teur

« **643.2** Aucune taxe n'est payable à l'égard de la contrepartie de la fourniture d'un service de représentant personnel à l'égard de l'administration d'une succession ou d'un service de fiduciaire, de séquestre ou de liquidateur dans la mesure où la contrepartie est relative à une partie du service qui a été exécutée avant le 1^{er} juillet 1992 et ne devient pas due avant :

1° dans le cas d'un service de représentant personnel, la date où les bénéficiaires de la succession approuvent son paiement ou la date établie selon les modalités de la fiducie liant le représentant ;

2° dans le cas d'un service de fiduciaire, la date déterminée en vertu des modalités de la fiducie ou d'une convention écrite relative à la fourniture;

3° dans tous les cas, la date où un tribunal en permet ou en ordonne le paiement.

Présomption

«**643.3** Pour l'application des articles 643.1 et 643.2, dans le cas où la presque totalité d'un service est exécutée avant le 1^{er} juillet 1992, la totalité du service est réputée avoir été exécutée avant cette date. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 663, mod.

637. 1. L'article 663 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la définition de «immeuble d'habitation à logement unique déterminé» par la suivante:

«immeuble
d'habitation
à logement
unique
déterminé»

« «immeuble d'habitation à logement unique déterminé» signifie, à l'exclusion d'une maison mobile ou d'une maison flottante, un immeuble d'habitation qui, à la fois:

1° est un immeuble d'habitation à logement unique ou un immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations;

2° la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation a commencé avant le 1^{er} juillet 1992;

3° l'immeuble d'habitation n'est pas occupé par un particulier à titre de résidence ou d'hébergement après que la construction ou la rénovation majeure soit commencée et avant le 1^{er} juillet 1992; »;

2° par le remplacement du paragraphe 1° de la définition de «immeuble d'habitation déterminé» par le suivant:

«1° un immeuble d'habitation à logements multiples de plus de deux habitations si la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation a commencé avant le 1^{er} juillet 1992 et, entre le début des travaux et le 1^{er} juillet 1992, l'article 225 ne s'est pas appliqué et, malgré les articles 228 et 229, ne se serait pas appliqué pour réputer que la fourniture du logement a été effectuée; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
aa. 664, 665,
666 et 667 à
669, remp.

638. 1. Les articles 664, 665 et 666, respectivement modifiés par les articles 249, 250 et 251 du chapitre 19 des lois de 1993, et les articles 667 à 669 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Remboursement pour un immeuble d'habitation à logement unique déterminé

« **664.** Sous réserve des articles 669 et 669.1, le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique déterminé a droit à un remboursement établi conformément à l'article 666 si, à la fois :

1° le constructeur donne la possession de l'immeuble d'habitation à une personne en vertu d'un contrat de louage, d'une licence ou d'un accord semblable et est dès lors réputé en vertu des articles 223 ou 225 avoir effectué une fourniture taxable de l'immeuble d'habitation;

2° la taxe prévue à l'article 16 est payable à l'égard de la fourniture;

3° la personne prend possession de l'immeuble d'habitation pour la première fois après le 30 juin 1992 et avant le 1^{er} janvier 1996;

4° la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée avant le 1^{er} janvier 1993.

Remboursement pour un immeuble d'habitation à logement unique déterminé

« **665.** Sous réserve des articles 669 et 669.1, dans le cas où le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique déterminé effectue la fourniture taxable de l'immeuble d'habitation par vente à un particulier, ce dernier ou le constructeur, en raison de l'article 683, a droit à un remboursement déterminé conformément à l'article 666 si, à la fois :

1° la taxe prévue à l'article 16 est payable à l'égard de la fourniture;

2° le particulier prend possession de l'immeuble d'habitation pour la première fois après le 30 juin 1992 mais avant le 1^{er} janvier 1996;

3° la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée avant le 1^{er} janvier 1993.

Cession du remboursement

Pour l'application du premier alinéa, un remboursement ne peut être accordé au constructeur qu'au moment du transfert de possession de l'immeuble d'habitation.

Calcul

« **666.** Le remboursement auquel une personne a droit à l'égard d'un immeuble d'habitation à logement unique déterminé en vertu des articles 664 et 665 est égal à :

1° dans le cas où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est achevée dans une proportion supérieure à 25 % mais n'excédant pas 50 % au 1^{er} juillet 1992 et que la possession est transférée avant le 1^{er} octobre 1992, 50 % de la taxe estimative de l'immeuble d'habitation;

2° dans le cas où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est achevée dans une proportion supérieure à 50 % au 1^{er} juillet 1992 et, selon le cas:

a) la possession est transférée avant le 1^{er} octobre 1992, 66 2/3 % de la taxe estimative de l'immeuble d'habitation;

b) la possession est transférée avant le 1^{er} janvier 1993, 33 1/3 % de la taxe estimative de l'immeuble d'habitation;

3° dans le cas où la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est presque achevée au 1^{er} juillet 1992 et que la possession est transférée après 1992 mais avant le 1^{er} janvier 1996, 33 1/3 % de la taxe estimative de l'immeuble d'habitation.

Construc-
teur proprié-
taire

« **667.** Sous réserve des articles 669 et 669.1, le constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé qui, immédiatement avant le 1^{er} juillet 1992, est propriétaire ou a la possession de l'immeuble d'habitation et qui n'a pas transféré la propriété ou la possession en vertu d'une convention d'achat et de vente à une autre personne qui n'est pas un constructeur de l'immeuble d'habitation, a droit au remboursement du montant déterminé conformément à l'article 668.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas au constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé à qui les articles 223 à 226 ne s'appliquent pas, par application des articles 227 ou 228.

Calcul

« **668.** Le remboursement auquel a droit le constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé en vertu de l'article 667 est égal à:

1° dans le cas où l'immeuble d'habitation est un immeuble d'habitation à logements multiples:

a) si la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est achevée à plus de 25 % mais non à plus de 50 % au 1^{er} juillet 1992, 50 % de la taxe estimative applicable à l'immeuble d'habitation;

b) si la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation est achevée à plus de 50 % au 1^{er} juillet 1992, 75 % de la taxe estimative applicable à l'immeuble d'habitation;

2° dans le cas où l'immeuble d'habitation est un logement en copropriété dans un immeuble d'habitation en copropriété:

a) si la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé est

achevée à plus de 25 % mais non à plus de 50 % au 1^{er} juillet 1992, 50 % de la taxe estimative applicable au logement;

b) si la construction ou la rénovation majeure de l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé est achevée à plus de 50 % au 1^{er} juillet 1992, 75 % de la taxe estimative applicable au logement.

Demande de
rembourse-
ment

« **669.** Une personne a droit à un remboursement prévu à la présente section à l'égard d'un immeuble d'habitation seulement si elle produit au ministre de la manière prescrite par ce dernier avant le 1^{er} juillet 1996 une demande de remboursement au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et si aucun remboursement prévu à la présente section à l'égard de l'immeuble d'habitation n'a été payé à une autre personne qui y avait droit. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992. Toutefois:

a) les articles 664 à 666 et l'article 668 de cette loi que le paragraphe 1 édicte doivent être lus en faisant abstraction des mots « la construction ou la rénovation majeure de », pour leur application à un immeuble d'habitation à l'égard duquel une demande de remboursement est produite conformément à la section II du chapitre VI du titre VI de cette loi avant le 15 septembre 1992;

b) l'article 667 de cette loi qu'il édicte doit être lu en faisant abstraction de la référence à l'article 228 qui s'y retrouve pour son application à un immeuble d'habitation dont le constructeur est une personne à laquelle les articles 223 à 226 ne s'appliquent pas en raison de l'article 228 et à l'égard duquel une demande de remboursement est produite conformément à la section II du chapitre VI du titre VI de cette loi avant le 15 septembre 1992.

c. T-0.1,
a. 669.1, aj.

639. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 669, du suivant:

Demande de
rembourse-
ment

« **669.1** Dans le cas où la taxe estimative applicable à un immeuble d'habitation est un montant calculé en fonction de la contrepartie ou une partie de la contrepartie de la fourniture de l'immeuble d'habitation, une personne a droit à un remboursement prévu à la présente section à l'égard de l'immeuble d'habitation seulement si elle produit une demande de remboursement après que la taxe soit devenue payable en vertu de l'article 16 à l'égard de cette fourniture. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 670, remp.

Présomption

640. 1. L'article 670 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **670.** Pour l'application de la présente section, les articles 223 à 231.1 sont réputés être en vigueur avant le 1^{er} juillet 1992. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

c. T-0.1,
aa. 674.5 et
674.6, aj.

641. 1. Cette loi est modifiée par l'addition, après la section III du chapitre VI du titre VI, de ce qui suit:

« SECTION IV

« REMBOURSEMENT SUITE À LA RÉDUCTION D'UNE CONTREPARTIE

Présomption

« **674.5** Dans le cas où, en vertu des articles 628 ou 640, une personne verse la taxe calculée sur la contrepartie d'une fourniture taxable ou une partie de la contrepartie qui est par la suite réduite, dans la mesure où la personne n'a pas demandé et, si ce n'était du présent article, n'a pas le droit de demander un remboursement de la taxe sur les intrants ou un remboursement à l'égard de la partie de la taxe qui était calculée sur le montant par lequel la contrepartie ou la partie de celle-ci a été réduite, cette partie est réputée être, aux fins du calcul d'un remboursement en vertu des articles 400 à 402.2, un montant qui n'était pas à payer ou à verser par la personne.

Non-
application

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'article 57 ou les articles 213 à 219 s'appliquent.

« SECTION V

« RÈGLE ANTI-ÉVITEMENT

Règle gé-
né-
rale anti-
évite-
ment

« **674.6** Le chapitre IX du titre I s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, aux sections I à III du présent chapitre. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

c. T-0.1,
a. 677, mod.

642. 1. L'article 677 de cette loi, modifié par l'article 255 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° déterminer, pour l'application de l'article 18, les fournitures qui constituent des fournitures prescrites pour l'application de son paragraphe 1° ainsi que les fournitures qui constituent des fournitures prescrites pour l'application de son paragraphe 2°; »;

2° par la suppression du paragraphe 8°;

3° par l'insertion, après le paragraphe 8°, du suivant :

« 8.1° déterminer, pour l'application de l'article 24.1, les biens meubles corporels qui constituent des biens meubles corporels prescrits; »;

4° par la suppression du paragraphe 10°;

5° par l'insertion, après le paragraphe 10°, du suivant :

« 10.1° déterminer, pour l'application de l'article 41.6, les inscrits qui sont des inscrits prescrits; »;

6° par le remplacement du paragraphe 14° par le suivant :

« 14° déterminer, pour l'application de l'article 81, les biens qui constituent des biens prescrits pour l'application de son paragraphe 8° de même que les circonstances, les biens et les modalités qui constituent des circonstances prescrites, des biens prescrits et des modalités prescrites, pour l'application de son paragraphe 9°; »;

7° par la suppression du paragraphe 17°;

8° par l'insertion, après le paragraphe 28°, des suivants :

« 28.1° déterminer, pour l'application de l'article 237.3, les articles et les circonstances qui constituent des articles prescrits et des circonstances prescrites;

« 28.2° déterminer, pour l'application de l'article 244.1, les mandataires d'un gouvernement qui constituent des mandataires prescrits; »;

9° par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant :

« 30.1° déterminer, pour l'application de l'article 267, les mandataires d'un gouvernement qui constituent des mandataires prescrits; »;

10° par l'insertion, après le paragraphe 33°, du suivant :

« 33.1° déterminer, pour l'application de l'article 346.1, les mandataires d'un gouvernement qui constituent des mandataires prescrits; »;

11° par la suppression des paragraphes 36° et 37°;

12° par le remplacement du paragraphe 39° par le suivant :

«39° déterminer, pour l'application de l'article 383, les organismes d'un gouvernement qui constituent des organismes prescrits et la manière prescrite;»;

13° par l'insertion, après le paragraphe 40°, du suivant:

«40.0.1° déterminer, pour l'application de l'article 386.1, les biens ou les services qui constituent des biens ou des services prescrits;»;

14° par le remplacement du paragraphe 41° par le suivant:

«41° déterminer, pour l'application de l'article 389, les personnes qui sont des personnes prescrites et les règles qui constituent des règles prescrites;»;

15° par la suppression du paragraphe 42°;

16° par le remplacement du paragraphe 49° par le suivant:

«49° déterminer, pour l'application de l'article 449, les renseignements qui constituent des renseignements prescrits à l'égard d'une note de crédit et les renseignements qui constituent des renseignements prescrits à l'égard d'une note de débit;».

2. Le paragraphe 1 s'applique:

a) quant à son paragraphe 1°, aux fournitures dont la contrepartie est payée ou devient due après le 30 septembre 1992, sauf celles dont la contrepartie est payée ou devient due avant le 1^{er} octobre 1992;

b) quant à son paragraphe 2°, aux fournitures effectuées après 1992;

c) quant à son paragraphe 3°, aux fournitures effectuées après le 31 décembre 1992;

d) quant à ses paragraphes 4° à 7°, 9° et 11° à 16°, à compter du 1^{er} juillet 1992;

e) quant à son paragraphe 8°:

i. à compter du 1^{er} octobre 1992 à l'égard du paragraphe 28.1° de l'article 677 de cette loi qu'il édicte;

ii. à compter du 1^{er} juillet 1992 à l'égard du paragraphe 28.2° de l'article 677 de cette loi qu'il édicte;

f) quant à son paragraphe 10°, à compter du 1^{er} juillet 1992; toutefois, le paragraphe 10° ne s'applique pas aux acquisitions, ou aux apports au Québec, de biens ou de services effectués avant le 12 décembre 1992.

c. T-0.1,
a. 685, mod.

643. 1. L'article 685 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants:

« 1° de la fourniture d'un bien meuble ou d'un service, autre qu'un service de transport de passagers ou de marchandises, dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée être devenue due ou avoir été payée, après le 30 juin 1992 et n'est pas payée, ou est réputée ne pas avoir été payée, avant le 1^{er} juillet 1992 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas être devenue due, avant le 1^{er} juillet 1992;

« 2° de la fourniture d'un bien meuble ou d'un service, autre qu'un service de transport de passagers ou de marchandises, dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée être devenue due ou avoir été payée, après le 30 juin 1992; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu du titre I à l'égard de toute partie de la contrepartie de la fourniture qui devient due ou est payée avant le 1^{er} juillet 1992 et qui n'est pas réputée être devenue due ou avoir été payée après le 30 juin 1992 autrement que par application des articles 618 à 656; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 7°, des suivants:

« 7.1° de la fourniture d'un immeuble par louage, licence ou accord semblable dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée être devenue due ou avoir été payée, après le 30 juin 1992 et n'est pas payée, ou est réputée ne pas avoir été payée, avant le 1^{er} juillet 1992 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas être devenue due, avant le 1^{er} juillet 1992;

« 7.2° de la fourniture d'un immeuble par louage, licence ou accord semblable dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée être devenue due ou avoir été payée, après le 30 juin 1992; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu du titre I à l'égard de toute partie de la contrepartie de la fourniture qui devient due ou est payée avant le 1^{er} juillet 1992 et qui n'est pas réputée être devenue due ou avoir été payée après le 30 juin 1992 autrement que par application des articles 618 à 656; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1992.

Entrée en
vigueur
rétroactive

644. L'application à compter du 1^{er} juillet 1992 d'une disposition de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) que la présente loi édicte s'effectue conformément aux articles 618 à 656 et à l'article 685 de cette loi, tels que modifiés par la présente loi, le cas échéant.

Application

Pour l'application de l'alinéa précédent à la période du 1^{er} juillet 1992 au 28 février 1994, la référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) doit être lue comme une référence à la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67).

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

c. T-1, a. 2,
mod.

645. 1. L'article 2 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1), modifié par l'article 164 du chapitre 19 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

« *b*) 0,126 \$ le litre de mazout; ».

2. Le présent article a effet depuis le 25 novembre 1992.

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

c. T-4, a. 5,
mod.

646. 1. L'article 5 de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4) est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Fraction de
0,05 \$

« Cependant, s'il s'agit d'une télécommunication expédiée d'un appareil par lequel le prix en est perçu immédiatement en monnaie ou en jetons et que cette taxe est égale soit à une fraction de 0,05 \$, soit au total d'un multiple de 0,05 \$ et d'une fraction de 0,05 \$:

1° si la fraction est inférieure à 0,025 \$, il peut ne pas être tenu compte de cette fraction;

2° si la fraction est égale ou supérieure à 0,025 \$, elle est comptée comme 0,05 \$. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LA LOI SUR LES IMPÔTS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL

1991, c. 25,
a. 142, mod.

647. 1. L'article 142 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1991,

chapitre 25), modifié par l'article 395 du chapitre 16 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 par le suivant :

« *b*) lorsque l'article 961.6 de la Loi sur les impôts, que le présent article abroge, s'applique :

i. après le 31 décembre 1987 et avant le 30 août 1990, il doit se lire en y remplaçant le paragraphe *d* du deuxième alinéa par le suivant :

« *d*) d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou d'un régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint ou de l'ex-conjoint du particulier à la suite d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'une entente écrite de séparation, concernant un partage de biens entre le particulier et son conjoint ou son ex-conjoint en règlement des droits découlant de leur mariage ou de leur vie maritale, lors de la rupture de leur mariage ou de leur vie maritale ou après cette rupture. » ;

ii. après le 29 août 1990 et avant le 1^{er} janvier 1991, il doit se lire :

1^o en y remplaçant, à la fin du paragraphe *d* du deuxième alinéa, dans sa version telle qu'éditée par le sous-paragraphe i, le point par un point-virgule ;

2^o en y ajoutant, après le paragraphe *d* du deuxième alinéa, les paragraphes suivants :

« *e*) d'un régime de pension agréé en vertu duquel le particulier est un participant, au sens de l'article 965.0.1 ;

« *f*) d'un régime de pension agréé conformément à l'un des articles 965.0.9 ou 965.0.11. ». ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 20 juin 1991.

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES IMPÔTS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES
D'ORDRE FISCAL

1993, c. 16,
a. 246, mod.

648. 1. L'article 246 de la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1993, chapitre 16) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Le présent article s'applique à l'égard d'un transport d'un bien qui survient après le 31 décembre 1987. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 15 juin 1993.

1993, c. 16,
a. 365, ab.

649. 1. L'article 365 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 15 juin 1993.

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LA LOI SUR LES IMPÔTS ET DIVERSES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES

1993, c. 64,
a. 162, mod.

650. 1. L'article 162 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives (1993, chapitre 64) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Le présent article, lorsqu'il remplace le premier alinéa de l'article 1029.8.25 de la Loi sur les impôts, autrement que pour y insérer « , sous réserve du deuxième alinéa, » et « le dernier jour de cette année », s'applique à un montant qui représente la partie, engagée après le 20 mai 1993, du coût d'un plan de formation. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 17 décembre 1993.

1993, c. 64,
a. 194, mod.

651. 1. L'article 194 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1989. Toutefois, lorsqu'il s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1989 et avant le 15 mai 1992, le paragraphe 1 de l'article 1138 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

Réduction
du capital
versé

« **1138.** 1. Le capital versé d'une corporation, calculé après l'application des articles 1136 et 1137, est réduit dans la proportion que représente, par rapport au montant de son actif, l'ensemble de la valeur de ses placements dans les actions et obligations d'autres corporations, du montant des prêts et avances à d'autres corporations, du montant des prêts et avances à une société ou à une entreprise conjointe dans la mesure où le montant de ces derniers prêts ou avances est inclus dans le calcul du capital versé d'une corporation qui a un intérêt dans cette société ou entreprise conjointe et du montant visé à l'article 1138.4. ». » ;

2° par l'addition, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 14 mai 1992. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 17 décembre 1993.

Entrée en
vigueur

652. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.